LE LOBBY PRO-ISRAÉLIEN ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAINE

John J. Mearsheimer et Stephen M. Walt

LA DÉCOUVERTE

John J. Mearsheimer et Stephen M. Walt

Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine

Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Nicolas Guilhot, Laure Manceau,
Nadia Marzouki et Marc Saint-Upéry



9 *bis*, rue Abel-Hovelacque
75013 Paris

Ouvrage initialement paru sous le titre *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy* chez Farrar, Strauss & Giroux en 2007.

Les auteurs remercient Amnesty International de les avoir autorisés à reproduire des extraits de « Israël/Liban. Destructions délibérées ou "dommages collatéraux" ? Les attaques israéliennes contre les infrastructures civiles », Index AI : MDE 18/007/2006, 23 août 2006.

ISBN 978-2-7071-5261-9

« En tout genre d'affaires, il est salutaire de savoir remettre en question les choses que l'on a longtemps considérées comme allant de soi. »

Bertrand RUSSELL

Avant-propos

À l'automne 2002, le mensuel *The Atlantic Monthly* nous a invités à écrire un article de fond sur le lobby pro-israélien et son influence sur la politique étrangère américaine. Nous avons accepté l'invitation après quelques hésitations, car nous avions bien conscience du caractère polémique du sujet et savions que tout article examinant de près le lobby, le soutien des États-Unis à Israël ou la politique israélienne elle-même avait toutes les chances de provoquer de violentes réactions. Toutefois, nous avons eu le sentiment qu'il était grand temps d'évoquer cette question, notamment à la lumière des attaques terroristes du 11 septembre 2001 et de la guerre qui se profilait avec l'Irak. Si le soutien des États-Unis à Israël était pour une grande part à l'origine de l'anti-américanisme au Moyen-Orient et une source de tensions avec les principaux alliés des États-Unis, et si les groupes et individus pro-israéliens exerçaient une influence décisive sur la politique étrangère américaine dans cette région stratégique, alors il nous semblait important de poser ouvertement le problème et de favoriser un débat public sur les activités du lobby et leur impact.

Au cours des deux années suivantes, nous avons travaillé à cet article de manière discontinue, en étroite collaboration avec les responsables de la revue et, en janvier 2005, nous leur avons adressé un manuscrit qui correspondait à la commande et auquel nous avions incorporé la quasi-totalité de leurs suggestions. Mais, quelques semaines plus tard, à notre grande surprise, le rédacteur en chef nous informait que *The Atlantic Monthly* avait décidé de ne pas publier l'article, même dans une version révisée. Nous avons pensé soumettre l'article à plusieurs autres revues, mais sommes

arrivés à la conclusion qu'elles ne le publieraient sans doute pas, en raison de son contenu ou de sa taille. Nous avons également envisagé la possibilité d'en faire un livre, mais les premiers avis assez peu enthousiastes nous ont fait renoncer à investir davantage de temps et d'efforts. Nous avons donc laissé le texte de côté et nous sommes consacrés à d'autres projets – une version abrégée des informations recueillies pour l'article a néanmoins été incluse dans *Taming American Power* de Stephen Walt, publié par W. W. Norton en septembre 2005 [1].

En octobre 2005, un éminent universitaire américain nous a contactés et a suggéré de proposer l'article à la *London Review of Books* (*LRB*). Quelqu'un de *The Atlantic Monthly* lui avait transmis un exemplaire de notre texte et, selon lui, la rédactrice en chef de la *LRB*, Mary-Kay Wilmers, pouvait être intéressée. Nous lui avons donc envoyé le manuscrit, et elle a très rapidement accepté de le publier. Après une nouvelle série de mises à jour et de corrections, l'article – intitulé « Le lobby pro-israélien » – a été publié dans le numéro du 23 mars 2006. Sur le conseil d'un des universitaires qui avaient lu et fait des remarques sur une version précédente, nous avons mis en ligne au même moment une version très documentée de l'article sur le site de la Harvard's John F. Kennedy School of Government, dans la rubrique des articles de la faculté. En effet, le format de la *LRB* ne permet d'inclure ni références complètes ni notes de bas de page. Or nous voulions que nos lecteurs sachent que nos arguments s'appuyaient sur des sources nombreuses et sérieuses.

La thèse que nous avancions dans l'article était simple et directe. Après avoir fait état du soutien matériel et diplomatique considérable que les États-Unis fournissent à Israël, nous soutenions que des motifs d'ordre stratégique ou moral ne suffisaient pas à l'expliquer complètement. À nos yeux, ce soutien était en grande partie dû à l'influence politique du lobby pro-israélien, un ensemble d'individus et d'organisations travaillant activement à l'orientation de la politique étrangère américaine dans un sens pro-israélien. En plus d'encourager les États-Unis à apporter un soutien plus ou moins inconditionnel à Israël, certains de ces groupes et individus ont joué un rôle clé dans la définition de la politique américaine à l'égard du conflit israélo-palestinien, dans la désastreuse invasion de l'Irak, et dans la tension actuelle avec la Syrie et l'Iran. Nous suggérions que cette politique était contraire aux intérêts des États-Unis, et qu'elle était même nuisible aux intérêts à long terme d'Israël.

Les réactions à cet essai ont été stupéfiantes. Au mois de juillet 2006, le site web de l'école John Kennedy avait enregistré plus de 275 000 téléchargements de l'article et nous avions reçu de nombreuses demandes de traduction et de reproduction.

Comme nous l'avions prévu, l'essai a provoqué un déluge de critiques émanant de groupes et d'individus importants du lobby, et nous nous sommes vus taxés d'antisémitisme par l'Anti-Defamation League (ADL), ainsi que par des chroniqueurs du *Jerusalem Post*, du *New York Sun*, du *Wall Street Journal* et du *Washington Post*. Le magazine *New Republic* a consacré quatre articles à la condamnation de notre article, et un certain nombre de critiques nous ont reproché – à tort – des erreurs historiques ou factuelles. D'aucuns ont même prédit que l'article (en même temps que ses auteurs) ne tarderait pas à sombrer dans un oubli amplement mérité.

Ils avaient tort. Il s'avère qu'une grande diversité de lecteurs – Juifs et non-Juifs – ont fait savoir qu'ils nous apportaient leur soutien. Bien sûr, ils n'approuvaient pas tous nos arguments, mais la quasi-totalité d'entre eux s'accordaient à dire qu'un tel article aurait dû être publié depuis longtemps. De façon assez prévisible, les réactions en dehors des États-Unis ont en général été favorables, et il y a même eu des échos positifs en Israël. D'autres comptes rendus sérieux ont été publiés dans le *New York Times*, le *Financial Times*, la *New York Review of Books*, le *Chicago Tribune*, le *New York Observer*, le *National Interest* et *The Nation*, et la controverse a fini par faire l'objet d'une large couverture médiatique, de *Ha'aretz* en Israël à la National Public Radio aux États-Unis.

La fameuse revue *Foreign Policy* a organisé un débat autour de l'article dans son numéro de juillet/août 2006, et ce même mois de juillet, dans une édition du dimanche du *Washington Post*, notre essai faisait l'objet d'un long article discutant scrupuleusement les points que nous avions soulevés. Plus tard au cours du même été, un critique de la revue *Foreign Affairs* a décrit l'article comme étant une « analyse réaliste... qui pourrait initier un utile changement de paradigme dans la politique américaine au Moyen-Orient ».

Au cours de l'année 2006, il est devenu de plus en plus clair que les termes du débat sur Israël et la politique américaine dans cette région du monde étaient bel et bien en train de changer, et qu'il était un peu plus facile qu'avant de remettre en question l'influence du lobby sur la politique étrangère de notre pays. Bien entendu, ce n'était pas seulement de notre fait – cette prise de conscience s'est accélérée sous l'effet de la guerre désastreuse menée par Israël au Liban au cours de l'été 2006, la situation catastrophique en Irak, les attaques personnelles essuyées par l'ancien président Jimmy Carter à la sortie de son livre *Palestine : Peace Not Apartheid* [2], la guerre des mots entre les États-Unis et l'Iran, et les efforts manifestes – mais vains – pour faire taire ou calomnier d'autres personnes qui avaient osé s'attaquer au lobby. Il semble que de plus en plus de monde ait compris qu'il fallait mettre ce sujet sur la table, et de plus en plus de gens n'ont pas demandé mieux que de pouvoir en parler.

Des personnalités sérieuses commençaient à admettre que l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC) et d'autres groupes radicaux du lobby – dont les actifs « sionistes chrétiens » – ne représentaient pas l'opinion dominante au sein de la communauté juive américaine et, plus largement, aux États-Unis. En conséquence, un certain nombre de groupes pro-israéliens ont commencé à évoquer ouvertement le besoin d'adopter une position plus équilibrée, et des articles publiés dans des journaux importants tels que *The Economist* et le *New York Times* ont suggéré qu'il était temps que s'établisse une nouvelle relation entre Israël et les États-Unis, pour le bien des deux pays.

C'est avec plaisir que nous avons constaté cette évolution – nous avions écrit notre article dans le but de favoriser une discussion plus lucide et plus franche sur la question. Le débat était désormais engagé, même s'il avait toujours tendance à être assourdissant, violent et beaucoup trop personnalisé. Devions-nous écrire un livre ? Peut-être avions-nous dit l'essentiel, peut-être était-il temps de passer à autre chose. Après un temps de réflexion, et malgré des doutes persistants, nous avons conclu qu'écrire un livre aiderait à faire progresser le débat, et ce de différentes manières.

Tout d'abord, bien que l'article soit long selon les critères de la presse, le manque de place nous a conduits à laisser de côté des questions importantes et à traiter certains sujets plus brièvement que nous l'aurions souhaité. Il est possible que cette concision inévitable ait été source de malentendu. Écrire un livre nous donnait l'occasion de formuler nos vues de façon à la fois plus nuancée et plus détaillée.

Cet ouvrage propose ainsi une définition plus complète du lobby et de ses évolutions ainsi qu'une discussion approfondie du rôle du sionisme chrétien. Y figure également une description plus détaillée de l'attitude d'Israël hier et aujourd'hui, en particulier à l'égard des Palestiniens. Non parce que nous serions animés d'une quelconque malveillance à l'encontre d'Israël ou de ses sympathisants aux États-Unis, ou par le désir acharné de dénoncer la mauvaise conduite d'Israël. Nous abordons ce sujet parce qu'il est au centre des arguments d'ordre moral généralement avancés pour justifier l'aide exceptionnelle qu'apportent les États-Unis à l'État hébreu. En d'autres termes, nous nous concentrons sur l'attitude d'Israël parce que les États-Unis concentrent une aide extraordinaire sur Israël. Nous abordons également la question polémique de la « double allégeance », que nous n'avions pas évoquée dans l'article.

Ensuite, écrire ce livre nous permet de répondre à nos critiques. Nous avons répondu à certaines par le biais de deux lettres publiées dans la *LRB* et *Foreign Policy*, et nous avons également rédigé un texte réfutant point par point les diverses accusations portant sur notre article (voir « Setting the Record Straight : A Response to Critics of "The Israel Lobby" », disponible en

ligne sur *www.israellobbybook.com*). Bien que la plupart des accusations lancées contre l'article soient infondées – autant que l'étaient les attaques personnelles dont nous avons fait l'objet –, un certain nombre de critiques pertinentes soulevaient d'importantes questions d'interprétation. Nous avons beaucoup appris de ces critiques, même lorsqu'elles ne nous convainquaient pas totalement, et nous avons essayé d'y répondre dans cet ouvrage.

En troisième lieu, ce livre nous permet de donner un fondement empirique solide à nos thèses principales et d'actualiser nos analyses. Non seulement des preuves supplémentaires relatives à des événements importants tels que la guerre d'Irak sont apparues, mais d'autres événements – et plus particulièrement la seconde guerre du Liban en juillet/août 2006 – se sont produits depuis la parution de l'article original. La réponse américaine à cette guerre constitue une nouvelle illustration de la puissance du lobby, ainsi que de son influence négative sur les intérêts américains et israéliens. L'intervention du lobby était également perceptible dans l'évolution de la politique américaine à l'égard de l'Iran et la Syrie, et dans les attaques sévères dont ont fait l'objet l'ancien président Jimmy Carter, l'historien Tony Judt et d'autres personnalités ayant critiqué le traitement réservé par Israël aux Palestiniens.

Enfin, ce livre est l'occasion d'examiner la façon dont les États-Unis devraient défendre leurs intérêts stratégiques au Moyen-Orient, et de montrer à quel point les Américains – et, avec eux, le reste du monde – devraient réfléchir à l'influence du lobby pro-israélien. L'enjeu est de taille – pour tout le monde – car le Moyen-Orient est une région à la fois explosive et centrale d'un point de vue stratégique, et les décisions que prendra l'Amérique dans cette zone auront inévitablement des conséquences considérables. Comme le montre la guerre d'Irak, les États-Unis sont capables de se causer du tort tout en portant préjudice aux autres s'ils prennent les mauvaises décisions. D'où l'importance d'identifier ce qui détermine la politique étrangère américaine et de définir ce qu'elle devrait être. Si notre article n'offrait pas beaucoup de solutions concrètes, le chapitre qui clôt ce livre expose dans les grandes lignes une nouvelle approche de la politique américaine au Moyen-Orient et montre comment l'influence du lobby pourrait être atténuée ou utilisée à meilleur escient.

En dépit de quelques signes encourageants d'ouverture, le lobby exerce toujours une profonde influence sur la politique américaine au Moyen-Orient. Les problèmes que les États-Unis et Israël rencontrent dans cette région ne se sont pas arrangés depuis la parution de l'article ; il est même très probable qu'ils se soient aggravés. La situation en Irak est véritablement catastrophique, le conflit israélo-palestinien semble sans issue, le Hamas et le Fatah se disputent le leadership sur le peuple palestinien, et le rôle du Hezbollah au Liban reste extrêmement inquiétant. L'Iran cherche

toujours à maîtriser le cycle du combustible nucléaire, des groupes tels qu'Al-Qaida demeurent actifs et dangereux, et l'industrie mondiale dépend toujours du pétrole du Golfe persique. Ces problèmes de taille, les États-Unis ne seront pas capables de les affronter efficacement si les Américains ne sont pas en mesure d'avoir un débat dépassionné sur nos intérêts dans cette région ou sur ce qui définit la politique étrangère américaine, y compris le lobby pro-israélien. C'est pour que se poursuive ce débat que nous avons écrit ce livre.

Nous adressons nos remerciements en fin d'ouvrage, mais nous aimerions mentionner ici une personne. Pendant plus de vingt-cinq ans, nous avons eu la chance de bénéficier de l'amitié et du soutien d'un des plus grands chercheurs en sciences sociales de ce pays : Samuel P. Huntington. Impossible d'imaginer meilleur modèle. Sam s'est toujours attaqué à de grandes questions et y a apporté des réponses qui n'ont jamais laissé le monde indifférent. Bien que chacun de nous ait été en désaccord avec lui à de nombreuses reprises au fil des ans – désaccords parfois exprimés de façon véhémente et publique –, il ne nous en a jamais tenu rigueur et a toujours soutenu notre travail sans se départir de sa courtoisie. Il sait que le savoir n'est pas un concours de popularité, et qu'il est nécessaire d'avoir un débat animé mais respectueux si l'on est attaché au progrès du savoir et à une démocratie forte. Nous remercions Sam de son amitié et de l'exemple qu'il donne depuis le début de sa carrière, et nous sommes heureux de lui dédier ce livre.

John J. Mearsheimer, université de Chicago
Stephen M. Walt, université de Harvard

Introduction

L'Amérique va bientôt entrer dans l'année qui verra élire son nouveau président. Bien qu'il soit impossible de prédire l'issue du scrutin, certains traits de la campagne sont facilement prévisibles. Inévitablement, les candidats auront des opinions divergentes sur de nombreuses questions de politique intérieure – soins médicaux, avortement, mariage gay, impôts, éducation, immigration, etc. – et toute une série de questions relatives à la politique étrangère provoqueront à coup sûr des débats houleux. Que faire en Irak ? Comment répondre à la crise au Darfour, aux ambitions nucléaires de l'Iran, à l'hostilité dont la Russie fait preuve à l'égard de l'OTAN, à la puissance grandissante de la Chine ? Comment aborder le problème du réchauffement climatique, combattre le terrorisme, et inverser le processus de dégradation de l'image des États-Unis à l'étranger ? Sur ces sujets et sur bien d'autres, on peut raisonnablement s'attendre à de vigoureux désaccords entre les différents candidats.

Mais il est un sujet sur lequel – là aussi, on peut en être certain – les candidats parleront d'une seule voix. En 2008, tout comme au cours des précédentes années électorales, des candidats sérieux à la magistrature suprême ne ménageront pas leurs efforts pour faire savoir leur engagement personnel vis-à-vis d'un pays étranger – Israël – ainsi que leur détermination à maintenir un soutien américain indéfectible à l'État hébreu. Chaque candidat répétera qu'il est parfaitement conscient de toutes les menaces qui planent sur Israël et affirmera haut et fort que, s'il est élu, les États-Unis continueront résolument à défendre les intérêts d'Israël, et ce en toutes circonstances. Il n'y a aucune chance pour que les candidats critiquent

réellement Israël ou suggèrent que les États-Unis devraient adopter une politique plus impartiale dans la région. Quiconque s'y risque devra quitter la course en cours de route.

Ne voyez là aucune prophétie audacieuse, car les aspirants au poste présidentiel ont déjà déclaré leur soutien à Israël au début de l'année 2007. Le processus s'est engagé en janvier, lorsque quatre candidats potentiels se sont exprimés à la conférence annuelle d'Herzliya sur la sécurité d'Israël. Ainsi que l'a rapporté Joshua Mitnick dans *Jewish Week*, ils avaient « l'air de participer à un concours devant désigner celui qui crierait le plus fort en faveur de l'État hébreu ». Intervenant par liaison satellite, John Edwards, candidat démocrate à la vice-présidence en 2004, a déclaré à son auditoire israélien : « Votre avenir est le nôtre », avant d'ajouter que le lien qui unit les États-Unis et Israël « ne sera jamais rompu ». L'ancien gouverneur du Massachusetts Mitt Romney a dit « se trouver dans un pays qu'[il] aime avec des gens qu'[il] aime » et, conscient des inquiétudes d'Israël face à l'hypothèse d'un Iran nucléarisé, a proclamé : « Il est temps que le monde exprime trois vérités : 1) il faut que l'Iran cesse ; 2) on peut faire cesser l'Iran ; 3) nous ferons cesser l'Iran ! » Le sénateur républicain de l'Arizona John McCain a quant à lui déclaré que « lorsqu'il s'agit de la défense d'Israël, on ne peut tout simplement pas transiger », tandis que l'ancien président républicain de la Chambre des représentants Newt Gingrich déclarait qu'« Israël affronte la plus grande menace de [*sic*] sa survie depuis la victoire de 1967 [1] ».

Peu de temps après, début février, la sénatrice démocrate de l'État de New York Hillary Clinton s'est exprimée devant la section locale de l'AIPAC, déclarant qu'« en ces temps de grande difficulté et de grand péril pour Israël, il est indispensable que nous soyons fidèles à notre ami et allié, ainsi qu'à nos propres valeurs. Israël est un phare qui montre le chemin dans une région ravagée par les méfaits du radicalisme, de l'extrémisme, du despotisme et du terrorisme [2] ». L'un de ses rivaux à l'investiture démocrate, le sénateur de l'Illinois Barack Obama, s'est adressé à des membres de l'AIPAC à Chicago un mois plus tard. Obama, qui avait exprimé sa solidarité envers les Palestiniens et brièvement évoqué leur « souffrance » lors d'un déplacement de campagne en mars 2007, s'est livré à un éloge sans équivoque d'Israël et a bien fait comprendre qu'il ne ferait rien pour changer les relations israélo-américaines [3]. D'autres aspirants à la fonction présidentielle, parmi lesquels le sénateur républicain Sam Brownback et le gouverneur du Nouveau-Mexique Bill Richardson, ont exprimé des sentiments pro-israéliens avec autant sinon plus d'ardeur [4].

Comment expliquer cette situation ? Pourquoi y a-t-il si peu de désaccords entre ces candidats sur Israël, alors même que leurs divergences sont profondes sur la quasi-totalité des autres problèmes importants auxquels les États-Unis sont confrontés, et que la politique américaine au Moyen-Orient

a manifestement complètement déraillé ? Pourquoi Israël obtient-il toutes les faveurs des candidats à l'élection présidentielle, alors que les citoyens israéliens eux-mêmes déplorent souvent les agissements de leur pays et que ces mêmes candidats sont les premiers à critiquer les actions des autres États ? Pourquoi Israël, et aucun autre pays au monde, a-t-il droit à autant d'égards de la part des leaders politiques américains ?

Pour certains, la réponse est qu'Israël est un atout stratégique fondamental pour les États-Unis et, en particulier, un partenaire indispensable dans la « guerre contre le terrorisme ». D'autres répondront que de solides raisons d'ordre moral justifient d'apporter un soutien inconditionnel à Israël, car c'est le seul pays dans cette région à « partager nos valeurs ». Mais aucun de ces arguments ne résiste à un examen impartial. Pour ce qui est de vaincre les terroristes qui prennent les États-Unis pour cible, les liens étroits que Washington entretient avec Jérusalem ne lui facilitent pas la tâche, bien au contraire, sans compter qu'ils nuisent à la réputation de l'Amérique auprès de ses alliés dans le monde. Maintenant que la Guerre froide est terminée, Israël est devenu un handicap stratégique pour les États-Unis. Mais aucun responsable politique ne se risquera à le dire en public, ni même à soulever la question.

Il n'existe aucune raison d'ordre moral justifiant cette relation indéfectible et cette absence totale d'esprit critique. Il y a d'excellents arguments moraux légitimant l'existence d'Israël, et de bonnes raisons pour les États-Unis de s'engager à venir en aide à Israël s'il en allait de sa survie. Mais, étant donné la façon brutale dont Israël traite les Palestiniens dans les territoires occupés, des considérations morales devraient conduire les États-Unis à mener une politique plus équilibrée, voire plus favorable aux Palestiniens. Il est pourtant très improbable qu'un homme politique briguant la fonction présidentielle ou un poste au Congrès s'exprime en ces termes.

La véritable raison pour laquelle le monde politique américain fait preuve d'autant d'égards réside dans l'influence politique du lobby pro-israélien. Le lobby est un ensemble d'individus et de groupes travaillant activement à l'orientation de la politique étrangère américaine dans un sens pro-israélien. Comme nous le verrons plus tard en détail, il ne s'agit pas d'un seul mouvement unifié, doté d'une direction centrale – et certainement pas d'une conspiration ou d'un complot –, qui « contrôlerait » la politique étrangère américaine. Il s'agit simplement d'un puissant groupe d'intérêts, composé à la fois de Juifs et de non-Juifs, dont le but avoué est de défendre la cause israélienne aux États-Unis et d'influencer la politique étrangère américaine au profit de l'État hébreu – c'est du moins ce que croient ses membres. Les différents groupes qui constituent le lobby ne sont pas toujours d'accord sur tout, mais ils partagent le désir de promouvoir une relation privilégiée entre les États-Unis et Israël. Tout comme les efforts d'autres

lobbies et groupes d'intérêts ethniques, les différentes composantes du lobby pro-israélien participent à la vie démocratique du pays, conformément à la longue tradition d'activisme des groupes d'intérêts.

Vu que le lobby pro-israélien est devenu au fil du temps l'un des plus puissants aux États-Unis, les candidats aux hautes fonctions prêtent une attention toute particulière à ses recommandations. Profondément attachés à Israël, les individus et les groupes qui composent le lobby aux États-Unis refusent que les hommes politiques américains critiquent ce pays, même lorsque cette critique est légitime ou dans l'intérêt d'Israël. Ces groupes veulent au contraire que les leaders américains traitent Israël comme s'il s'agissait du cinquante et unième État de l'Union. Les démocrates comme les républicains redoutent les coups du lobby. Ils ont tous conscience que quiconque conteste sa politique a peu de chances d'être élu président.

Le lobby et la politique américaine au Moyen-Orient

Le pouvoir politique du lobby ne vient pas de son poids sur les déclarations des candidats à la présidentielle pendant la campagne, mais de son influence considérable sur la politique étrangère américaine, en particulier au Moyen-Orient. Les interventions américaines dans cette zone hypersensible ont d'importantes conséquences sur les habitants des quatre coins de la planète, et surtout ceux de cette région. Voyez seulement à quel point la guerre en Irak de l'administration Bush a affecté le peuple de ce pays anéanti qui souffre depuis si longtemps : des dizaines de milliers de morts, des centaines de milliers contraints à l'exil, et une guerre confessionnelle meurtrière dont on ne voit pas la fin. Cette guerre a également été un désastre pour les États-Unis, elle a fragilisé nos alliés aussi bien dans la région qu'en dehors. On peut difficilement imaginer démonstration plus éclatante – ou tragique – de l'impact que peuvent avoir les États-Unis dans le monde lorsqu'ils font usage de leur puissance.

Les États-Unis se sont impliqués au Moyen-Orient dès les origines, concentrant la majeure partie de leur activité sur les programmes d'éducation et le travail missionnaire. C'est la fascination pour la Terre promise et le rôle du judaïsme dans son histoire qui ont fait naître chez certains l'envie d'encourager la restitution d'une terre aux Juifs, vision partagée par quelques leaders religieux importants et certains hommes politiques américains. Mais ce serait une erreur de considérer cet engagement modeste et en grande partie privé comme étant à l'origine de la présence des États-Unis dans la région depuis la Seconde Guerre mondiale et, en particulier, de leur relation exceptionnelle avec Israël aujourd'hui [5]. Entre les incursions des

pirates de Barbarie il y a de cela deux cents ans et la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis n'ont joué aucun rôle dans la région, et les leaders américains ne le souhaitaient pas [6]. En 1917, Woodrow Wilson a bel et bien souscrit à la Déclaration Balfour (qui exprimait le soutien de la Grande-Bretagne à la création d'un foyer national pour le peuple juif en Palestine), mais n'a quasiment rien fait pour la réalisation de ce projet. L'implication américaine la plus significative à cette période – une commission d'enquête envoyée dans la région en 1919 par la Conférence de Paris sous la direction des Américains Henry Churchill King et Charles Crane – a même abouti à la conclusion que la population locale s'opposait à une occupation sioniste durable, allant jusqu'à donner un avis défavorable à la création d'un État juif indépendant – un avis auquel, comme le rappelle l'historienne Margaret Macmillan, « personne n'a prêté la moindre attention ». La possibilité de placer des territoires du Moyen-Orient sous mandat américain a brièvement été envisagée mais vite abandonnée, et la Grande-Bretagne et la France ont fini par se partager les parties de l'Empire ottoman qui les intéressaient [7].

Les États-Unis ont joué un rôle important et croissant au Moyen-Orient à partir la Seconde Guerre mondiale, tout d'abord attirés par le pétrole, puis engagés dans la lutte anticommuniste, et enfin dans leur relation de plus en plus étroite avec Israël. Premier pas significatif, l'Amérique noua un partenariat avec l'Arabie saoudite au milieu des années 1940 (voulu par les deux parties pour mettre un frein aux ambitions britanniques dans la région), puis s'engagea plus formellement avec l'intégration de la Turquie à l'OTAN en 1952 et le Pacte antisoviétique de Bagdad en 1955 [8]. Après avoir soutenu la création d'Israël en 1948, les leaders américains ont essayé d'adopter une position équilibrée entre Israël et les pays arabes et ont pris soin de ne pas nouer d'alliance officielle avec l'État hébreu par crainte de compromettre d'autres intérêts stratégiques plus importants. Cette situation a évolué au cours des décennies suivantes, sous l'effet de la guerre des Six-Jours, des ventes d'armes soviétiques à plusieurs États arabes, et de l'influence grandissante des groupes pro-israéliens aux États-Unis. Étant donné les transformations profondes du rôle joué par les États-Unis dans la région, il est absurde d'expliquer la politique américaine actuelle – en particulier, le soutien à Israël – en se référant aux croyances religieuses d'une époque révolue ou aux formes très différentes qu'a pu prendre l'engagement américain par le passé. Il n'y avait rien d'inévitable ou de prédéterminé dans la relation privilégiée qui lie aujourd'hui les États-Unis à Israël.

Depuis la guerre des Six-Jours en 1967, une caractéristique prépondérante, voire le cœur, de la politique américaine au Moyen-Orient est sa relation avec Israël. À vrai dire, au cours des quarante dernières années, les États-Unis ont fourni à Israël un soutien matériel et diplomatique d'une ampleur sans rapport avec celui apporté aux autres pays. Ce soutien est en

général inconditionnel : quoi que fasse Israël, le niveau de l'aide demeure en majeure partie inchangé. En particulier, les États-Unis prennent systématiquement le parti d'Israël plutôt que celui des Palestiniens, et n'exercent que rarement des pressions sur l'État hébreu pour faire cesser la construction de routes et de colonies en Cisjordanie. Bien que les présidents Bill Clinton et George W. Bush se soient ouvertement déclarés en faveur de la création d'un État palestinien viable, aucun n'a voulu user de l'influence américaine pour le faire advenir.

Les États-Unis ont adopté une politique au Moyen-Orient qui reflète les préférences israéliennes. Par exemple, depuis le début des années 1990, la politique américaine à l'égard de l'Iran est massivement influencée par les recommandations formulées par les gouvernements israéliens successifs. Au cours des dernières années, Téhéran a tenté à plusieurs reprises d'améliorer ses relations avec Washington et de régler les différends en suspens, mais Israël et ses sympathisants américains ont réussi à contrecarrer tout espoir de détente et à maintenir un fossé entre les deux pays. Autre exemple : l'attitude de l'administration Bush pendant la guerre d'Israël contre le Liban à l'été 2006. La quasi-totalité des pays du monde ont condamné la campagne de bombardements d'Israël – qui a tué plus d'un millier de Libanais, civils pour la plupart – mais pas les États-Unis. Au lieu de cela, ils ont aidé Israël à poursuivre la guerre, et des responsables importants des partis démocrate et républicain ont pris ouvertement le parti de l'État hébreu. Ce soutien inconditionnel a affaibli le gouvernement pro-américain de Beyrouth, renforcé le Hezbollah, et conduit l'Iran, la Syrie et le Hezbollah à se rapprocher, ce qui n'était guère dans l'intérêt des États-Unis, ni dans celui d'Israël.

De nombreuses décisions prises au nom d'Israël compromettent aujourd'hui la sécurité nationale des États-Unis. Le soutien sans bornes à l'État hébreu ainsi que l'occupation israélienne prolongée des territoires palestiniens alimentent l'anti-américanisme dans le monde arabo-musulman, renforcent la menace du terrorisme international et compliquent la tâche de Washington lorsqu'il s'agit de traiter d'autres problèmes, tels que le programme nucléaire iranien. Étant donné l'impopularité des États-Unis au Moyen-Orient aujourd'hui, les dirigeants arabes qui, en temps normal, auraient partagé les objectifs américains ne sont pas pressés de nous apporter ouvertement leur soutien, une situation qui réduit nos marges de manœuvre dans la région.

Cette situation, qui n'a pas d'équivalent dans l'histoire américaine, est principalement due aux activités du lobby pro-israélien. Même si d'autres groupes d'intérêts particuliers – des lobbies représentant les Américains d'origine cubaine, irlandaise, arménienne ou indienne – ont réussi à orienter la politique étrangère américaine selon leurs vœux, aucun lobby n'a détourné cette politique aussi loin de l'intérêt national des États-Unis. Le

lobby pro-israélien est notamment parvenu à convaincre de nombreux Américains que les États-Unis et Israël avaient les mêmes intérêts. Or, rien n'est plus faux.

Bien que ce livre soit principalement consacré à l'influence du lobby sur la politique étrangère américaine et à ses effets négatifs sur les intérêts des États-Unis, il faut dire aussi que le lobby a involontairement porté préjudice à Israël. Ainsi, par exemple, la question des colonies que l'écrivain Leon Wieseltier, pourtant bien disposé à l'égard d'Israël, a récemment qualifiées d'« erreur stratégique et morale sans précédent [9] ». Israël se porterait mieux aujourd'hui si les États-Unis avaient utilisé leur poids financier et diplomatique pour convaincre Israël de cesser l'implantation de colonies en Cisjordanie et à Gaza, et s'ils l'avaient aidé à créer un État palestinien viable sur ces terres. Mais Washington n'en a rien fait, principalement parce que le prix politique à payer eût été trop élevé pour n'importe quel président.

Comme nous venons de le souligner, il aurait mieux valu pour Israël que les États-Unis l'eussent averti que son intervention militaire au Liban en 2006 était vouée à l'échec, au lieu d'approuver le projet et de le soutenir. En rendant quasiment impossible toute critique et en empêchant le gouvernement américain de s'opposer aux choix d'Israël contraires à ses propres intérêts, le lobby pourrait même être en train de compromettre les perspectives d'avenir à long terme de l'État hébreu.

Le mode opératoire du lobby

Il est difficile d'évoquer l'influence du lobby sur la politique étrangère américaine, du moins dans les grands médias, sans se faire accuser d'antisémitisme ou, pour les Juifs, de « haine de soi ». Il est tout aussi difficile de critiquer en public la politique israélienne ou de remettre en question le soutien américain à Israël. Ce soutien inconditionnel est rarement contesté car des groupes appartenant au lobby usent de leur influence pour s'assurer que le discours public relaie les arguments d'ordre stratégique et moral justifiant cette relation privilégiée.

Les réactions suscitées par livre de l'ex-président Jimmy Carter, *Palestine : Peace Not Apartheid*, illustrent parfaitement ce phénomène. Le livre de Carter est un appel personnel en faveur d'un engagement américain renouvelé dans le processus de paix, en grande partie fondé sur sa grande expérience de cette question au cours des trente dernières années. Si certains peuvent contester ses arguments ou ses conclusions, son objectif final est la paix entre ces deux peuples, et Carter défend sans équivoque le droit d'Israël à vivre en paix et en sécurité. Pourtant, pour avoir suggéré que la politique israélienne dans les territoires occupés ressemblait au régime de l'apartheid

en Afrique du Sud et dit ouvertement que des groupes pro-israéliens empêchaient les leaders américains de conduire fermement Israël sur le chemin de la paix, Carter a été victime d'une violente campagne de diffamation lancée par ces mêmes groupes. Non seulement on a accusé Carter d'être antisémite et de détester les Juifs, mais certains lui ont même attribué une certaine sympathie pour les nazis [10]. Parce que le lobby cherche à préserver les relations israélo-américaines et qu'à vrai dire ses arguments stratégiques et moraux ne tiennent pas la route, il n'a pas d'autre choix que de tenter d'étouffer ou de marginaliser toute tentative pour faire naître un débat sérieux.

En dépit des efforts du lobby, une frange importante de la population américaine – proche de 40 % – reconnaît que le soutien à Israël est l'une des principales causes de l'anti-américanisme dans le monde. Parmi les élites, le chiffre augmente considérablement [11]. Par ailleurs, une proportion surprenante d'Américains ont conscience que le lobby exerce une influence considérable – et pas toujours positive – sur la politique étrangère américaine. Un sondage national effectué en octobre 2006 a révélé que 39 % des personnes interrogées estimaient que « le travail du lobby pro-israélien auprès du Congrès et de l'administration Bush [était] un facteur clé de l'engagement dans la guerre d'Irak et de l'affrontement actuel avec l'Iran [12] ». Dans une étude menée en 2006 auprès de spécialistes des relations internationales aux États-Unis, 66 % des personnes interrogées ont déclaré être d'accord avec l'énoncé suivant : « Le lobby pro-israélien a trop d'influence sur la politique étrangère américaine [13]. » Bien que les Américains aient plutôt de la sympathie pour Israël, nombre d'entre eux contestent parfois la politique menée par l'État hébreu et voudraient pouvoir suspendre l'aide américaine lorsque les agissements d'Israël sont considérés comme contraires aux intérêts des États-Unis.

Bien sûr, le public américain aurait une conscience accrue de l'influence du lobby et se montrerait plus dur envers Israël et sa relation privilégiée avec les États-Unis si l'on pouvait débattre plus ouvertement de ces questions. Cela dit, on peut se demander pourquoi, étant donné l'opinion du public sur le lobby et Israël, les responsables politiques sont si frileux à l'idée de critiquer Israël et de conditionner leur aide au respect des intérêts des États-Unis. Le peuple américain n'exige certainement pas que ses responsables politiques soutiennent Israël en toutes circonstances. Il existe un véritable gouffre entre l'opinion du public sur Israël et sa relation avec les États-Unis et la façon dont les décideurs à Washington conduisent la politique étrangère.

La principale raison de ce gouffre est la redoutable réputation dont jouit le lobby à Washington. Non seulement ce dernier exerce une influence non négligeable sur les décisions politiques prises aussi bien par les

administrations démocrates que républicaines, mais il a encore plus de pouvoir sur le Congrès [14]. Le journaliste Michael Massing rapporte les propos de l'un de ses membres, ami d'Israël : « On peut compter sur une bonne moitié des députés – 250 à 300 membres – pour agir conformément aux vœux de l'AIPAC. » De la même façon, Steven Rose, ancien responsable de l'AIPAC accusé d'avoir fourni à Israël des documents confidentiels, a illustré l'influence de cette organisation devant le journaliste du *New Yorker* Jeffrey Goldberg en dépliant une serviette devant lui : « En l'espace de vingt-quatre heures, on pourrait obtenir la signature de soixante-quinze sénateurs sur cette serviette [15]. » Et ce ne sont pas là des paroles en l'air. Comme nous le verrons, lorsque des questions concernant Israël sont soulevées, le Congrès vote conformément aux positions du lobby, et souvent avec une écrasante majorité.

Pourquoi est-il si difficile d'évoquer le lobby pro-israélien ?

Dans la mesure où les États-Unis sont une démocratie pluraliste où la liberté d'expression et d'association est garantie, il fallait s'attendre à ce que des groupes d'intérêts finissent par dominer le processus de prise de décision politique. Il était également inévitable que, dans cette nation d'immigrants, certains de ces groupes d'intérêts se formeraient selon des critères ethniques, et qu'ils tenteraient d'influencer la politique étrangère américaine de différentes manières [16]. Les Américains d'origine cubaine ont fait pression pour maintenir l'embargo sur le régime de Castro, ceux d'origine arménienne ont poussé Washington à reconnaître le génocide de 1915, et plus récemment à limiter les relations américaines avec l'Azerbaïdjan, et ceux d'origine indienne ont récemment exprimé leur soutien au récent traité sur la sécurité et aux accords sur la coopération nucléaire. De telles actions sont une caractéristique essentielle de la vie politique américaine depuis ses origines, et les évoquer suscite rarement la controverse [17].

Pourtant, il est manifestement moins facile de parler ouvertement du lobby pro-israélien. La raison réside en partie dans le lobby lui-même, à la fois soucieux d'afficher son influence et prompt à attaquer quiconque ose suggérer que cette influence est trop importante ou pourrait porter atteinte aux intérêts américains. Mais il en est d'autres.

Pour commencer, remettre en question les pratiques et le rôle du lobby pro-israélien semble signifier, pour certains, remettre en cause la légitimité d'Israël. Dans la mesure où certains États dans le monde refusent de reconnaître l'existence d'Israël et où certains détracteurs d'Israël et du lobby mettent en question la légitimité de l'État hébreu, nombre de ses sympathisants

peuvent tout à fait assimiler une critique même bien intentionnée à une contestation implicite de l'existence même d'Israël. Israël laisse peu de gens indifférents et ce pays, qui a joué un rôle important de refuge pour les Juifs ayant fui l'Holocauste, constitue un élément important de l'identité juive contemporaine ; il est donc inévitable que les gens se mobilisent lorsqu'ils pensent que l'on conteste sa légitimité ou son existence même.

Mais analyser la politique israélienne et les efforts de ses sympathisants américains ne signifie pas qu'on est contre Israël, tout comme analyser l'action de l'American Association of Retired Persons (AARP – Association américaine des retraités) ne signifie pas qu'on est contre les personnes âgées. Nous ne contestons pas le droit à l'existence d'Israël, nous ne remettons pas en question la légitimité de l'État hébreu. Certains affirment qu'Israël n'aurait jamais dû être créé, ou souhaitent voir Israël passer du statut d'État juif à celui de démocratie binationale. Nous ne faisons pas partie de ceux-là. Au contraire, nous pensons que l'histoire du peuple juif et le principe d'autodétermination nationale sont suffisants pour légitimer un État juif. Nous pensons que les États-Unis doivent être prêts à venir en aide à Israël si sa survie était en jeu. Et, même si nous nous intéressons à l'influence négative du lobby pro-israélien sur la politique étrangère américaine, nous sommes également convaincus qu'il porte aussi préjudice à Israël, ce qui est tout aussi regrettable à nos yeux.

En outre, l'affirmation qu'un groupe d'intérêts essentiellement composé de Juifs a une influence importante – voir négative – sur la politique étrangère américaine suscitera à coup sûr le malaise – voire la crainte et la colère – d'un certain nombre d'Américains car elle ressemble à une accusation tout droit sortie des *Protocoles des Sages de Sion*, ce faux antisémite qui prétendait révéler l'existence d'un complot juif invisible et tout-puissant dont l'objectif était de contrôler le monde.

Aucun débat sur le pouvoir politique de la communauté juive ne peut avoir lieu sans que plane l'ombre de deux mille ans d'histoire, en particulier des siècles d'antisémitisme en Europe. Les chrétiens ont massacré des milliers de Juifs au cours des Croisades, les ont expulsés en masse de Grande-Bretagne, de France, d'Espagne, du Portugal et d'autres pays entre 1290 et 1497, et les ont confinés dans des ghettos dans d'autres parties d'Europe. Les Juifs ont subi une violente répression pendant l'Inquisition, des pogroms meurtriers ont eu lieu en Europe de l'Est et en Russie à plusieurs reprises, et d'autres formes d'extrémisme antisémite étaient courantes jusqu'à il y a peu. Cette histoire douloureuse atteint un sommet avec l'Holocauste nazi, qui a coûté la vie à presque six millions de Juifs. Les Juifs ont aussi – bien que moins durement – été persécutés dans diverses parties du monde arabe [18].

Au vu de cette longue histoire de persécution, les Juifs américains sont, à juste titre, sensibles au moindre discours qui essaierait de les rendre responsables d'une politique qui tournerait mal. Cette sensibilité se mêle au souvenir des théories du complot du genre de celle exposée dans les *Protocoles des Sages de Sion*. Les sinistres discours sur une secrète « influence juive » demeurent le fonds de commerce des néonazis et autres extrémistes, tels que l'ancien leader du Ku Klux Klan David Duke, ce qui ne fait que renforcer l'inquiétude des Juifs.

Parmi les éléments clés de telles accusations antisémites figure la thèse selon laquelle les Juifs exerceraient une influence souterraine en « contrôlant » les banques, les médias et d'autres grandes institutions. Ainsi, si quelqu'un dit que la presse américaine est plus favorable à Israël qu'à ses opposants, certains entendront le vieux refrain mensonger qui veut que « les Juifs contrôlent les médias ». De la même façon, si quelqu'un relève que les Juifs américains ont pour coutume de donner aussi bien à des œuvres de bienfaisance qu'à des organisations politiques, on le soupçonnera de laisser entendre que l'« argent juif » sert à acheter l'influence politique en sous-main. Bien entendu, quiconque fait un don à une campagne électorale agit pour soutenir une cause politique, et la quasi-totalité des groupes d'intérêts espèrent agir sur l'opinion publique et attirer l'attention des médias. Évaluer les effets des contributions aux campagnes électorales, le travail de lobbying et les autres formes d'actions des groupes d'intérêts devrait constituer un exercice relativement courant et anodin, mais, étant donné le poids de l'antisémitisme par le passé, on peut comprendre pourquoi il est plus facile d'analyser l'influence du lobby pharmaceutique, des syndicats, des fabricants d'armes ou des Indiens-Américains, que celle du lobby pro-israélien.

Ce qui rend le débat sur les groupes et personnalités pro-israéliens encore plus difficile est l'accusation séculaire de « double allégeance ». Les Juifs de la Diaspora étaient soupçonnés d'être d'éternels étrangers incapables de s'intégrer et de devenir de bons patriotes parce qu'ils étaient jugés plus loyaux les uns envers les autres qu'à l'égard du pays dans lequel ils vivaient. La crainte des Juifs qui soutiennent aujourd'hui Israël est ainsi d'être considérés comme des Américains déloyaux. Comme l'a souligné Hyman Bookbinder, l'ancien représentant à Washington de l'American Jewish Committee (AJC), « les Juifs réagissent de façon viscérale à l'idée qu'il y ait quelque chose d'antipatriotique » dans leur soutien à Israël [19].

Soyons clairs : nous rejetons de façon catégorique toutes ces thèses antisémites.

Selon nous, un Américain peut tout à fait légitimement se sentir profondément attaché à un pays étranger. En effet, les Américains ont le droit de détenir la double citoyenneté et de servir dans une armée étrangère – à

moins, bien sûr, que le pays en question soit en guerre contre les États-Unis. Comme nous l'avons dit plus haut, de nombreux groupes ethniques ont déjà redoublé d'efforts pour persuader le gouvernement américain, ainsi que leurs compatriotes, de soutenir le pays étranger auquel ils sont profondément attachés. Les gouvernements étrangers en question ont en général conscience des actions menées par ces groupes d'intérêts, et c'est tout naturellement qu'ils ont cherché à les utiliser pour influencer le gouvernement américain et atteindre ainsi leurs objectifs. Les Juifs américains ne sont pas différents de leurs compatriotes à cet égard [20].

Le lobby pro-israélien n'est ni une cabale ni un complot, ni rien de la sorte. C'est au contraire un groupe d'intérêts qui utilise de bonnes vieilles méthodes politiques. Les groupes pro-israéliens aux États-Unis ressemblent à cet égard à d'autres groupes d'intérêts tels que la National Rifle Association (NRA), l'AARP, ou des groupements professionnels comme l'American Petroleum Institute, qui eux non plus ne ménagent pas leurs efforts, la plupart du temps au grand jour, pour peser sur la législation et les choix présidentiels. À quelques exceptions près, que nous aborderons dans les chapitres suivants, les actions du lobby sont tout ce qu'il y a de plus américain et de légitime.

Nous ne croyons pas que le lobby soit tout-puissant, ni qu'il contrôle d'importantes institutions aux États-Unis. Comme nous le verrons plus loin, il est arrivé plusieurs fois que le lobby n'obtienne pas gain de cause. Néanmoins, les preuves abondent de son influence considérable. L'AIPAC, l'un des groupes pro-israéliens les plus importants, vantait sa puissance sur son propre site internet, non seulement en dressant la liste de ses exploits, mais aussi en diffusant des citations d'éminents responsables politiques qui attestaient de sa capacité à influer sur les événements de façon à ce qu'ils profitent à Israël. Par exemple, on pouvait lire une déclaration de l'ancien chef de l'opposition à la Chambre des représentants Richard Gephardt s'adressant à une assemblée de l'AIPAC : « Sans votre soutien de tous les instants [...] et votre combat quotidien pour renforcer [les liens israélo-américains], il n'y aurait rien [21]. » Le professeur de droit à Harvard Alan Dershowitz, connu pour son franc-parler, souvent prompt à taxer les détracteurs d'Israël d'antisémitisme, a écrit que « [sa] génération de Juifs [...] participait peut-être à l'effort le plus efficace de lobbying et de collecte de fonds de l'histoire de la démocratie. Vraiment, nous avons fait du beau travail, aussi loin que nous nous sommes permis, et que l'on nous a permis d'aller [22] ».

J. J. Goldberg, rédacteur en chef de l'hebdomadaire juif *Forward* et auteur de *Jewish Power : Inside the American Jewish Establishment*, saisit toute la difficulté qu'il y a à parler du lobby : « Il semble que nous soyons forcés de choisir entre une mainmise juive totale et pernicieuse et une influence juive inexistante. » En fait, remarque-t-il, « quelque part entre les deux existe une

réalité dont personne ne veut parler, qui veut qu'il existe une entité qu'on appelle communauté juive, constituée d'un groupe d'organisations et de personnalités, et qui fait partie de la mêlée politique. Il n'y a rien de mal à jouer le jeu comme le font les autres[23] ». Entièrement d'accord. Mais nous pensons qu'il est juste et nécessaire d'examiner les conséquences que cette « mêlée » politique peut avoir sur l'Amérique et sur le monde.

Plan du livre

Pour cela, nous avons trois devoirs à remplir. Plus précisément, nous devons convaincre les lecteurs : que les États-Unis fournissent à Israël un soutien matériel et diplomatique hors du commun ; que l'influence du lobby en est la raison principale ; que ce soutien inconditionnel va à l'encontre de l'intérêt des États-Unis. Pour ce faire, nous procéderons comme suit.

Le chapitre 1 aborde de front la première question, en décrivant l'aide économique et militaire ainsi que le soutien diplomatique que les États-Unis apportent à Israël, en temps de guerre comme en temps de paix. Les chapitres suivants traitent eux aussi des différents éléments de la politique américaine au Moyen-Orient entièrement ou en partie conçus pour avantager Israël par rapport à ses rivaux.

Les chapitres 2 et 3 évaluent les principaux arguments invoqués en général pour justifier ou expliquer ce soutien exceptionnel. Cette évaluation critique est nécessaire pour des raisons méthodologiques : afin d'évaluer correctement l'influence du lobby pro-israélien, il nous faut examiner d'autres explications possibles à la « relation privilégiée » entre les deux pays.

Dans le chapitre 2, nous nous pencherons sur l'argument répandu qui veut qu'Israël mérite un soutien sans bornes parce qu'il constitue un atout stratégique précieux. Nous démontrons que, bien qu'Israël ait été un atout au cours de la Guerre froide, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Apporter un tel soutien à Israël ne fait qu'aggraver la menace du terrorisme et complique la tâche des États-Unis au Moyen-Orient. Ce soutien inconditionnel perturbe également les relations qu'entretiennent les États-Unis avec un certain nombre d'autres pays dans le monde, ce qui s'avère politiquement coûteux pour les États-Unis. Et pourtant, alors que son coût a augmenté et que ses bénéfices ont chuté, ce soutien continue d'augmenter. Cette situation suggère qu'un facteur autre que stratégique est à l'œuvre.

Le chapitre 3 examine les différents arguments de type moral auxquels les Israéliens et leurs sympathisants américains ont souvent recours pour expliquer le soutien américain. Nous y étudions en particulier la thèse selon

laquelle les États-Unis soutiennent Israël parce que les deux États partagent certaines « valeurs démocratiques », parce que Israël est un David faible et vulnérable face à un puissant Goliath arabe, parce que son attitude a toujours été plus morale que celle de ses adversaires, ou parce que Israël a toujours recherché la paix lorsque ses voisins choisissaient la guerre. Si cet examen est nécessaire, ce n'est pas parce que nous éprouvons une quelconque animosité vis-à-vis d'Israël ni parce que nous pensons que son attitude est pire que celle des autres États, mais parce que ces arguments d'ordre moral sont très souvent utilisés pour justifier l'exceptionnelle abondance de moyens que les États-Unis mettent en œuvre pour aider Israël. Nous arrivons à la conclusion que, même si l'existence d'Israël repose sur de solides bases morales, celles-ci ne suffisent pas à justifier un soutien de cette ampleur. Ce qui suggère à nouveau qu'un autre facteur est à l'œuvre.

Après avoir établi que ni les intérêts stratégiques ni les arguments d'ordre moral ne pouvaient à eux seuls expliquer ce soutien, nous nous concentrons donc sur cet « autre facteur ». Le chapitre 4 identifie les différentes composantes du lobby et décrit comment cette coalition aux contours flous a évolué au fil du temps. Nous mettons l'accent sur le fait qu'il ne s'agit pas d'un seul mouvement unifié, que ses différents éléments sont parfois en désaccord sur certaines questions, et qu'il comprend des Juifs comme des non-Juifs, ainsi que les « sionistes chrétiens ». Nous évoquons également la dérive progressive vers la droite de certaines organisations importantes du lobby, qui deviennent de moins en moins représentatives d'une population au nom de laquelle elles prétendent souvent s'exprimer.

Dans ce chapitre, nous nous demandons également si les groupes arabes-américains, le soi-disant lobby pétrolier, ou les riches producteurs arabes de pétrole, ne forment pas un contrepoids important au lobby pro-israélien, voire la véritable force agissante de la politique américaine au Moyen-Orient. Par exemple, beaucoup de gens semblent croire que l'invasion de l'Irak avait surtout à voir avec le pétrole et que les intérêts des grands groupes pétroliers ont poussé les États-Unis à attaquer ce pays. Ce n'est pourtant pas le cas : bien que l'accès au pétrole constitue bien évidemment un intérêt de poids, il existe de bonnes raisons de penser que les Arabes-Américains, les compagnies pétrolières et la famille royale saoudienne exercent beaucoup moins d'influence sur la politique étrangère américaine que le lobby pro-israélien.

Dans les chapitres 5 et 6, nous décrivons les différentes stratégies auxquelles les groupes du lobby ont recours pour promouvoir les intérêts d'Israël aux États-Unis. En plus des pressions directes exercées sur le Congrès, le lobby récompense – ou punit – les responsables politiques, grâce au levier que constitue le financement des campagnes électorales. Les

organisations du lobby exercent également des pressions sur l'administration en place de plusieurs manières, n'hésitant pas par exemple à utiliser ceux qui partagent leurs vues. Le lobby n'a pas non plus ménagé ses efforts pour influencer le discours public sur Israël en faisant pression sur les médias et le milieu universitaire et en assurant sa présence au sein de puissants *think tanks*. Accuser les détracteurs d'Israël d'antisémitisme fait partie de ce travail auprès de l'opinion publique, tactique destinée à discréditer et marginaliser toute personne contestant la relation entre les deux pays.

Une fois ces tâches accomplies, la seconde partie du livre éclaire le rôle du lobby dans la définition de la politique américaine au Moyen-Orient. Notre argument – nous insistons sur ce point – n'est pas que le lobby est le seul facteur d'influence sur la prise de décisions dans ce domaine. Le lobby n'est pas tout-puissant, il n'obtient donc pas gain de cause à chaque fois. Mais il est redoutablement efficace lorsqu'il s'agit d'orienter la politique américaine à l'égard Israël et de la région dans l'intérêt de l'État hébreu – et, croit-on, des États-Unis. Malheureusement, la politique qu'il a soutenue a porté un préjudice considérable aux intérêts américains mais aussi causé du tort à Israël.

Après une brève introduction pour planter le décor, le chapitre 7 montre que les États-Unis ont constamment soutenu les efforts d'Israël visant à réprimer ou limiter les aspirations nationales des Palestiniens. Même lorsque les présidents américains essaient de contraindre Israël à faire des concessions ou de se désolidariser de la politique israélienne – comme l'a tenté le président George W. Bush à plusieurs reprises depuis le 11 septembre 2001 –, le lobby intervient et les fait rentrer dans le rang. Ce qui a eu pour résultats de ternir davantage l'image des États-Unis, de perpétuer la souffrance des deux côtés de la frontière israélo-palestinienne, et d'accentuer la radicalisation des Palestiniens. Et rien de tout ça n'est dans l'intérêt de l'Amérique ou d'Israël.

Dans le chapitre 8, nous démontrons que le lobby – et en particulier les néoconservateurs en son sein – est largement à l'origine de la décision de l'administration Bush d'envahir l'Irak en 2003. Certes – nous insistons sur ce point –, le lobby n'est pas seul à l'origine de cette guerre : les attaques du 11 septembre ont eu un impact certain sur la politique étrangère de l'administration Bush et sa volonté de faire tomber Saddam Hussein. Mais, sans le lobby, la guerre n'aurait sûrement pas eu lieu. En somme, son influence fut une condition nécessaire mais non suffisante de cette entrée en guerre qui s'est révélée un désastre pour les États-Unis et une aubaine pour l'Iran – l'ennemi le plus sérieux d'Israël dans la région.

Le chapitre 9 décrit l'évolution de la difficile relation de l'Amérique avec le régime syrien et révèle comment le lobby a poussé Washington à prendre des mesures hostiles à la Syrie (y compris à brandir quelques menaces de

changement de régime) lorsque cela correspondait au souhait du gouvernement israélien. Certes, les États-Unis et la Syrie ne seraient certainement pas devenus des alliés dans l'hypothèse où certains groupes clés du lobby auraient été moins influents, mais les États-Unis auraient pu choisir une approche moins conflictuelle, voire envisager une coopération limitée, mais profitable, avec la Syrie. En effet, sans le lobby, Israël et la Syrie auraient peut-être déjà signé des accords de paix, et Damas ne soutiendrait peut-être pas le Hezbollah au Liban, ce qui serait bénéfique pour les États-Unis comme pour l'État hébreu.

Dans le chapitre 10, nous étudions le rôle du lobby dans la politique américaine à l'égard de l'Iran. Washington et Téhéran entretiennent des relations houleuses depuis la révolution qui provoqua la chute du Shah en 1979, et Israël en est venu à considérer l'Iran comme son adversaire le plus dangereux, au vu de ses ambitions nucléaires et de son soutien à des groupes comme le Hezbollah. Par conséquent, Israël et le lobby pro-israélien ont à plusieurs reprises poussé les États-Unis à s'en prendre à l'Iran et se sont employés à faire échouer plusieurs opportunités de détente. Il en résulte malheureusement que les ambitions nucléaires de l'Iran ont pris de l'ampleur et que des éléments plus extrémistes du régime sont arrivés au pouvoir à Téhéran (comme l'actuel président Mahmoud Ahmadinejad), ce qui ne fait qu'aggraver une situation déjà tendue.

Le Liban est au cœur du chapitre 11, et nous employons à peu de chose près le même schéma que précédemment. Nous soutenons que la réponse d'Israël aux provocations injustifiées du Hezbollah au cours de l'été 2006 a été une erreur stratégique et un acte moralement condamnable ; pourtant, le lobby n'a pas laissé d'autre choix aux dirigeants américains que celui de soutenir fermement Israël. Nous avons là une nouvelle illustration de son influence déplorable sur les intérêts américains et israéliens : en empêchant les responsables politiques américains de prendre du recul et de donner un avis honnête et critique à leurs homologues israéliens, le lobby a encouragé une politique qui a terni davantage encore l'image de l'Amérique, affaibli le gouvernement démocratiquement élu de Beyrouth, et renforcé le Hezbollah.

Le dernier chapitre explore divers moyens d'améliorer cette situation. Nous commençons par définir les intérêts fondamentaux de l'Amérique au Moyen-Orient, puis nous esquissons les grandes lignes d'une stratégie de « contrôle à distance » (*offshore balancing*) – susceptible de défendre plus efficacement nos intérêts. Nous ne demandons pas que les États-Unis se désolidarisent d'Israël – au contraire, nous approuvons pleinement l'engagement de notre pays à venir en aide à Israël s'il en allait de sa survie. Mais nous considérons qu'il est temps de traiter Israël comme un pays normal et de conditionner l'aide américaine à la fin de l'occupation et au respect des

intérêts américains. Pour accomplir cette volte-face, il faut affronter la puissance et l'agenda politiques du lobby ; il nous faudra donc quelques pistes pour faire en sorte que son influence soit plus bénéfique, tant pour les États-Unis que pour Israël.

Nos sources

Aucun auteur n'est une île, et les pages qui suivent doivent énormément à tous ceux, universitaires ou non, qui se sont penchés sur ces sujets avant nous. Tout d'abord, il existe une immense littérature académique sur les groupes d'intérêts qui nous a permis de comprendre comment des petits groupes aux objectifs ciblés pouvaient exercer une influence bien supérieure à leur poids dans la population [24].

Il existe également une littérature considérable sur l'impact des groupes ethniques sur la politique étrangère américaine, qui confirme que le lobby pro-israélien n'est pas le seul à agir comme il le fait, mais qu'il est bel et bien le seul à posséder un tel degré d'influence [25].

Un second ensemble d'ouvrages traitent du lobby lui-même. Nombreux sont les journalistes, universitaires et anciens responsables politiques à avoir écrit sur le lobby. Critiques ou non, ces ouvrages regorgent d'informations sur les manières dont le lobby s'est employé à influencer la politique étrangère américaine. Nous espérons que notre livre prolongera le chemin ouvert par ces pionniers [26].

Nous avons également tiré un immense profit d'autres études, trop nombreuses pour toutes les citer, qui traitent d'aspects particuliers de la politique américaine au Moyen-Orient, des relations israélo-américaines, ou de questions politiques bien précises. Bien que certains de ces livres – tels que *The Other Arab-Israeli Conflict : Making America's Middle East Policy from Truman to Reagan* de Steven Spiegel et *Support Any Friend : Kennedy's Middle East and the Making of the U.S.-Israel Alliance* de Warren Bass – aient tendance à minimiser son influence, des ouvrages sérieux contiennent néanmoins une foule d'éléments sur le lobby et son influence grandissante [27].

Un dernier ensemble d'ouvrages nous ont considérablement aidés à réfléchir sur Israël, le lobby, et les liens qui unissent l'Amérique à l'État hébreu. S'appuyant sur de nombreux documents d'archives, les « nouveaux historiens » israéliens tels que Shlomo Ben Ami, Simha Flapan, Baruch Kimmerling, Benny Morris, Ilan Pappe, Tom Segev, Avi Shlaim et Zeev Sternhell ont, ces vingt dernières années, réexaminé l'histoire de la création d'Israël et de la politique adoptée par la suite à l'égard des États voisins et des Palestiniens [28]. Des chercheurs non israéliens ont, eux aussi, contribué à rétablir la

vérité historique[29]. Ensemble, ils ont réfuté la version originelle et largement romancée de la création de l'État d'Israël, dans laquelle les Juifs ont généralement le beau rôle et les Arabes le mauvais. De plus, ces ouvrages précisent bien qu'après avoir conquis son indépendance, Israël a adopté une attitude beaucoup plus agressive envers les Palestiniens et les autres peuples arabes qu'on ne le reconnaît en général.

Il existe un certain nombre de désaccords entre ces historiens, et nous ne sommes pas d'accord avec tous leurs arguments. Néanmoins, l'histoire qu'ils racontent ne présente pas seulement un intérêt académique. On peut même dire qu'elle a de profondes conséquences sur la façon dont on peut considérer les raisons d'ordre moral justifiant le soutien à Israël plutôt qu'aux Palestiniens. Elle nous aide également à comprendre pourquoi tant de gens dans le monde arabo-musulman en veulent énormément aux États-Unis de soutenir Israël de manière aussi absolue et inconditionnelle.

Remarque sur nos sources

Il convient de faire une dernière remarque sur nos sources avant de commencer. Une grande partie de cette étude – et tout particulièrement sa seconde partie – traite d'événements récents ou dont l'issue demeure incertaine. Étant donné que les documents officiels ne sont pas accessibles aux universitaires, il nous a fallu nous appuyer sur d'autres sources : journaux, magazines, livres, rapports d'organisations de défense des droits de l'homme, émissions de télévision et de radio, interviews menées par nos soins. Dans quelques cas, nous avons dû travailler sans un rapport complet des événements. Bien que cela nous semble peu probable, certaines parties de notre livre devront être actualisées lorsque les documents officiels seront enfin disponibles.

Afin de nous assurer de la solidité de notre argumentation, nous avons pris soin d'étayer chaque point important par de multiples sources, ce qui explique la profusion de notes à la fin du livre. Nous nous sommes aussi considérablement appuyés sur des sources israéliennes telles que *Ha'aretz* et le *Jerusalem Post*, ainsi que sur les textes d'universitaires israéliens. Des publications juives américaines telles que *Forward* et *Jewish Week* ont également constitué une source de renseignements indispensable. Non seulement ces sources contiennent des informations absentes des grands médias aux États-Unis mais, dans l'ensemble, il n'y avait guère de chances que ces journaux et ces revues approuvent nos thèses sur le lobby. Ce qui devrait rendre nos conclusions d'autant moins contestables.

Notre analyse s'ouvre sur une description du soutien matériel et diplomatique que les États-Unis fournissent à Israël. Le fait que l'Amérique apporte un soutien considérable à l'État hébreu n'est pas à proprement parler une découverte, mais les lecteurs pourront être surpris par l'ampleur et les formes de cette générosité.

I

Les États-Unis, Israël et le lobby

1

Le grand bienfaiteur

« Nous vous sommes plus que reconnaissants. » Le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin se montra particulièrement chaleureux lorsqu'il s'exprima devant le Congrès, le 26 juillet 1994. Après avoir remercié le « merveilleux peuple américain », Rabin ajouta : « Aucun mot ne peut exprimer notre gratitude [...] pour votre généreux soutien, votre compréhension et votre coopération qui sont sans précédent dans l'histoire contemporaine. » Deux ans plus tard, après le tragique assassinat de Rabin, l'un de ses successeurs, Benjamin Netanyahou, se tenait au même endroit et employait les mêmes formules : « En plus de leur soutien politique et militaire, les États-Unis se sont montrés – comment vous le dire ? – prodigues, les États-Unis ont apporté une prodigieuse assistance économique à Israël. Grâce à l'aide de l'Amérique, Israël s'est hissé au rang des États puissants et modernes. » Il s'adressa ainsi à son auditoire : « Je sais que je parle au nom de tous les Israéliens et de tous les Juifs du monde lorsque je remercie aujourd'hui le peuple américain [1]. »

Ces déclarations – et bien d'autres du même type – ne relèvent pas seulement de la traditionnelle courtoisie rhétorique des responsables politiques en visite dans un pays étranger. Les mots de Rabin et de Netanyahou décrivent avec exactitude l'extraordinaire soutien que les États-Unis apportent depuis longtemps à l'État hébreu. L'argent du contribuable américain a subventionné le développement économique d'Israël et l'a sauvé de la crise financière à plusieurs reprises. L'assistance militaire américaine a renforcé la position d'Israël en période de guerre et l'a aidé à préserver sa domination au Moyen-Orient. Washington a fourni à Israël un soutien diplomatique

considérable et l'a aidé à se protéger des conséquences indésirables de ses faits et gestes. L'aide américaine constitue également un élément clé du long processus de paix entre Arabes et Israéliens, des accords de Camp David aux traités de paix avec l'Égypte et la Jordanie qui reposaient sur la promesse, explicitement formulée, d'une assistance américaine accrue. Plus que tout autre pays, les États-Unis ont été et demeurent le grand bienfaiteur d'Israël.

L'aide économique

L'un des indices les plus évidents de cette position privilégiée est le montant total d'aide étrangère qu'Israël a reçu des contribuables américains. De 1948 à 2005, l'assistance directe, économique et militaire, fournie par les États-Unis à Israël s'est montée à presque 154 milliards de dollars (en dollar constant), sous la forme de subventions directes plutôt que de prêts [2]. Comme nous le verrons plus loin, la somme actuelle est beaucoup plus importante à la fois parce que l'aide américaine est fournie dans des conditions exceptionnellement favorables, et parce que les États-Unis accordent à Israël d'autres formes d'assistance matérielle qui n'apparaissent pas dans le budget de l'aide aux pays étrangers.

Dans la mesure où l'ampleur de cette aide est à ce jour rarement contestée, on a tendance à oublier que la « relation privilégiée » ne s'est forgée que plusieurs décennies après la création de l'État d'Israël. Avant la Seconde Guerre mondiale, les dirigeants américains offraient de temps à autre un soutien verbal au projet sioniste d'État juif, mais aucun président n'a fait beaucoup d'efforts pour qu'il se réalise. Le président Harry S. Truman a certes joué un rôle clé dans le soutien à la création de l'État hébreu lorsqu'il a décidé de soutenir le plan de partage des Nations unies en 1947 et de reconnaître Israël sitôt proclamée son indépendance en mai 1948. Mais les administrations Truman et Eisenhower ont également pris conscience qu'un rapprochement excessif avec Israël compromettrait leurs relations avec le monde arabe et fournirait à l'Union soviétique de séduisantes perspectives d'accroître son influence au Moyen-Orient. Par conséquent, au cours des années 1950, les États-Unis ont cherché à adopter une position de juste milieu entre Israël et ses voisins arabes ; l'aide économique à Israël était par ailleurs modeste et l'assistance militaire directe quasi inexistante [3]. Les demandes israéliennes d'achat d'armements américains étaient poliment refusées, tout comme ses demandes de garanties de sécurité [4].

Il y avait également de vifs désaccords entre Washington et Jérusalem à l'époque. Quand Israël refusa d'obtempérer lorsque l'ONU exigea l'arrêt des travaux de déviation du cours du Jourdain en septembre 1953, le secrétaire d'État John Foster Dulles annonça la suspension immédiate de l'assistance

américaine. La menace fut efficace : Israël fit cesser les travaux le 27 octobre, ce qui signa le retour des subventions [5]. Des menaces du même genre permirent aussi de convaincre Israël de se retirer des terres saisies à l'Égypte lors de la crise de Suez en 1956. Le Premier ministre israélien David Ben Gourion, qui voyait là l'occasion d'étendre le territoire d'Israël, engagea une discussion avec la Grande-Bretagne et la France (les principaux instigateurs du conflit), proposant le partage de la Jordanie entre Israël et l'Irak et l'octroi à Israël de certaines parties du Liban ainsi que le contrôle du détroit de Tiran [6]. Plus préoccupées par l'Égypte, la Grande-Bretagne et la France ne prêtèrent guère attention à ce grand projet. Mais, suite à la conquête du Sinaï par l'armée israélienne, à plusieurs reprises Ben Gourion déclara nuls les accords d'armistice de 1949 (notamment lors d'un discours à la Knesset le 7 novembre), et affirma qu'Israël avait l'intention de conserver les territoires conquis. Lorsque Eisenhower menaça de bloquer les aides privées et publiques, Ben Gourion fit rapidement marche arrière et accepta « en principe » de se retirer en échange de garanties sur la sécurité d'Israël. L'État hébreu s'attacha ensuite à trouver des soutiens aux États-Unis, campagne qui réduisit le soutien d'Eisenhower au Congrès et le conduisit à prononcer un discours – diffusé sur toutes les chaînes de télévision du pays – pour justifier sa politique. Israël finit par se retirer de tous les territoires conquis au printemps 1957, en échange de garanties sur la sécurité à la frontière avec Gaza et de la libre navigation dans le détroit de Tiran [7].

Si, à la fin des années 1950, les relations israélo-américaines s'étaient déjà réchauffées, c'est l'administration Kennedy qui, la première, s'engagea formellement à garantir la sécurité militaire d'Israël [8]. En décembre 1962, Kennedy déclara au Premier ministre israélien Golda Meir que les États-Unis avaient « une relation privilégiée avec Israël au Moyen-Orient, comparable à celle qu'ils [avaient] avec la Grande-Bretagne sur un large éventail de questions de politique étrangère » ; il ajouta : « Je pense qu'il est on ne peut plus clair qu'en cas d'invasion les États-Unis se porteraient au secours d'Israël. Nous en avons les moyens et ils ne font qu'augmenter [9]. » Peu de temps après, en 1963, Kennedy autorisa la première vente d'armes à Israël – des missiles antiaériens Hawk. Ce changement reflétait un certain nombre de préoccupations stratégiques – telles que le désir de contrebalancer les ventes d'armes soviétiques à l'Égypte, de refroidir les ambitions nucléaires d'Israël, ou encore d'encourager ses dirigeants à répondre favorablement aux initiatives de paix américaines – mais une diplomatie israélienne très habile, l'influence de certains conseillers pro-israéliens ainsi que la volonté compréhensible de Kennedy de s'assurer la pérennité du soutien des électeurs et des donateurs juifs ne furent pas non plus étrangères à cette décision [10]. La vente des missiles Hawk ouvrit la voie à d'autres contrats de ce type, notamment la vente de plus de deux cents chars d'assaut M48A en 1964. Dans le but de

masquer l'implication des États-Unis et de limiter ainsi les répercussions dans le monde arabe, les chars furent expédiés par bateau via l'Allemagne de l'Ouest qui, en retour, reçut des produits de substitution des États-Unis [11].

Pour ce qui est du montant de l'aide, le véritable tournant eut lieu après la guerre des Six-Jours, en juin 1967. Après une moyenne annuelle d'environ 63 millions de dollars de 1945 à 1965 (dont plus de 95 % prenaient la forme d'une assistance économique et alimentaire), l'aide atteignit les 102 millions de dollars en moyenne de 1966 à 1970. Elle monta en flèche en 1971 pour atteindre 634,5 millions de dollars (dont 85 % en assistance militaire), et plus que quintupla après la guerre du Kippour en 1973. En 1976, Israël devint le plus important bénéficiaire de l'assistance américaine allouée aux pays étrangers, une position qu'il occupe encore à ce jour. À l'origine sous forme de prêts, cette aide se transforma alors en dons directs, dont la majeure partie sous la forme d'une assistance militaire plutôt que d'un soutien économique ou technique. Selon Clyde Mark du Service des études du Congrès, « Israël préférait que l'aide arrive sous forme de prêts plutôt que de dons, pour éviter la présence sur son territoire d'un contingent militaire américain chargé de superviser les programmes. Depuis 1974, tout ou partie de l'aide militaire arrive sous forme de prêts dont les États-Unis n'exigent pas le remboursement. Techniquement, cela s'appelle toujours des prêts, mais, en pratique, ce sont bien des dons [12] ».

Israël reçoit actuellement une moyenne de 3 milliards de dollars par an en assistance directe, ce qui représente environ un sixième du budget total de l'aide aux pays étrangers et 2 % du PIB israélien. Ces dernières années, environ 75 % de l'aide américaine étaient de nature militaire, le reste étant réparti entre diverses formes d'aide économique [13]. Cette aide équivaut à une subvention directe de 500 dollars par an pour chaque Israélien. En comparaison, le second bénéficiaire de l'aide américaine, l'Égypte, reçoit seulement 20 dollars par habitant, et des pays pauvres comme le Pakistan et Haïti reçoivent respectivement environ 5 et 27 dollars [14]. Israël et les États-Unis ont passé un accord pour progressivement mettre un terme à l'aide économique à partir de 1997, et le Congrès l'a réduite de 120 millions de dollars par an depuis 1999. Un processus en partie compensé par l'engagement parallèle des États-Unis à augmenter l'aide militaire de 60 millions de dollars par an, et par le vote au Congrès d'aides supplémentaires, telles que le 1,2 milliard destiné à accompagner la mise en œuvre du mémorandum de Wye River (qui prévoyait le retrait d'Israël de certaines parties de Cisjordanie), et de 1 milliard supplémentaire pour aider Israël à se préparer à la guerre contre l'Irak [15].

Trois milliards de dollars par an, voilà qui est généreux. Mais le tableau n'est pas complet. Comme nous l'avons souligné plus haut, ce chiffre officiel omet un nombre considérable d'avantages supplémentaires et

sous-estime ainsi largement l'ampleur de l'aide américaine. En effet, en 1991, le député démocrate de l'Indiana, Lee Hamilton, déclara à des journalistes qu'Israël était l'un des trois pays à recevoir une aide « excédant de loin les montants généralement cités », ajoutant que le chiffre annuel se montait à plus de 4,3 milliards de dollars [16].

Cet écart s'explique par le fait qu'Israël reçoit cette aide dans des conditions beaucoup plus favorables que la plupart des autres bénéficiaires, qui reçoivent l'argent par versements trimestriels [17]. Depuis 1982, une clause de la charte annuelle de l'aide aux pays étrangers stipule qu'Israël doit recevoir l'intégralité du montant de sa dotation dans les trente premiers jours de l'année fiscale [18]. On peut comparer cette procédure à la situation suivante : une personne reçoit son salaire annuel le 1er janvier et peut ainsi toucher les intérêts sur la part qu'il ne dépense pas. Le versement de cette aide en une seule fois oblige ainsi le gouvernement à emprunter la somme nécessaire pour couvrir le déficit. Le Service des études du Congrès estime que « le versement anticipé de cette somme considérable » coûte au contribuable américain « entre 50 et 60 millions de dollars par an » [19]. Qui plus est, les États-Unis finissent par payer des intérêts supplémentaires lorsque le bénéficiaire investit la partie non dépensée dans des bons du Trésor américain. Selon l'ambassade américaine en Israël, ce versement anticipé des fonds a permis à Israël de toucher 660 millions de dollars d'intérêts pour l'année 2004 [20]. Israël a également reçu plus de « surplus militaires » (c'est-à-dire des équipements militaires américains excédentaires fournis aux pays amis gratuitement ou à prix sacrifiés) que ne l'autorisent les limites fixées par Loi sur le contrôle des exportations d'armement (*Arms Export Control Act-AECA*) de 1976. Malgré cette limite à l'origine fixée à 250 millions de dollars (navires non compris), la liste des dotations du 5 novembre 1990 autorisa « à titre exceptionnel » la livraison à Israël d'équipements américains pour une valeur de 700 millions de dollars [21].

De la même façon, le programme de financement militaire exige en temps normal des bénéficiaires qu'ils dépensent tout l'argent en matériel américain, afin que ces fonds permettent notamment de sauvegarder l'emploi des ouvriers des entreprises d'armement américaines. Ce qui n'empêche pas le Congrès d'accorder une faveur à Israël en l'autorisant à utiliser un quart de l'aide pour subventionner sa propre industrie militaire. « Aucun autre bénéficiaire de l'aide américaine aux pays étrangers n'a eu droit à cet avantage, souligne un rapport récent du Service des études du Congrès, et les bénéfices réalisés par les entreprises d'armement israéliennes en effectuant des achats avec des fonds américains ont permis à l'industrie militaire israélienne de réaliser des économies d'échelle et de devenir un secteur de pointe. » De fait, en 2004, ce petit pays était devenu le huitième exportateur d'armes de la planète [22].

Avec l'Égypte et la Turquie, Israël a lui aussi le droit d'utiliser dans l'année la totalité des financements qu'il reçoit, et n'est pas forcé d'en mettre une partie de côté pour couvrir les dépenses des années suivantes. Selon la Cour des comptes américaine (General Accounting Office-GAO), ce « système de trésorerie permet à un pays de commander plus de services et d'équipements militaires qu'il ne le pourrait en temps normal, dans la mesure où il doit mettre moins d'argent en réserve à la signature du contrat [23] ». Israël peut s'acquitter de ses dettes tant que l'aide en provenance des États-Unis demeure au même niveau, ce qui rend d'autant plus difficile pour les États-Unis de réduire son soutien à l'avenir. Pour ajouter un peu au détournement des méthodes de financement, les bénéficiaires de l'aide américaine sont normalement tenus d'utiliser leurs prêts et subventions militaires au même rythme, mais Israël a le droit de puiser dans les subventions avant d'avoir recours aux prêts. En retardant l'échéance d'activation du prêt, Israël réduit d'autant le montant des intérêts dus à l'Oncle Sam [24].

Israël est le seul bénéficiaire de l'aide économique américaine qui n'a pas à justifier la façon dont il la dépense. La plupart des bénéficiaires reçoivent des allocations pour financer des projets bien spécifiques (par exemple, la prévention contre le sida, la lutte contre la drogue, des programmes de soins aux enfants, la promotion de la démocratie, l'amélioration de l'éducation, etc.), mais Israël reçoit une somme globale par versement direct en cash [25]. À cause de cette faveur, les États-Unis n'ont pratiquement aucun moyen d'empêcher Israël d'utiliser ses subsides à des fins auxquelles ils s'opposent, telles que l'implantation de colonies en Cisjordanie. Selon Clyde Mark, « puisque l'aide économique américaine est versée à Israël sous forme de mandat budgétaire direct de gouvernement à gouvernement sans justification d'un projet particulier, et que l'argent est fongible, nous n'avons aucun moyen de dire comment Israël utilise cette aide [26] ».

Le soutien américain prend également la forme de garanties de prêts qui permettent à Israël d'emprunter de l'argent à taux réduit à certaines banques de commerce, économisant ainsi des millions de dollars en remboursement d'intérêts. Au début des années 1990, Israël a demandé et obtenu environ 10 milliards de dollars par ce moyen, afin de financer l'installation en Israël de Juifs émigrant d'URSS. Dans la mesure où le gouvernement américain ne fournit pas directement de fonds de garantie – il s'engage simplement à rembourser les créanciers privés en cas de défaut de paiement –, les défenseurs du procédé affirment souvent qu'il ne s'agit pas de véritables dépenses et que ça ne coûte donc rien au contribuable américain. Pourtant ces prêts ont bel et bien des conséquences budgétaires : le Congrès doit affecter des fonds pour couvrir la somme qui pourrait être perdue sur la durée de vie du prêt, estimation basée sur sa valeur actuelle nette. Le coût de la garantie de prêt pour l'année 1992 est estimé entre 100 et 800 millions de dollars [27].

En 2003, Washington a autorisé une seconde série de garanties, dont le total se monte à environ 9 milliards de dollars, pour aider Israël à se préparer à la guerre contre l'Irak, à se sortir d'une longue crise économique, et à couvrir les coûts engendrés par la seconde Intifada. Puisque Israël n'est pas légalement autorisé à utiliser l'aide économique américaine dans les territoires occupés, le montant réel alloué a finalement été amputé de la somme dont Israël pensait avoir besoin pour financer la construction de colonies. Mais cette réduction est loin d'être aussi drastique qu'il n'y paraît : elle n'a provoqué aucune diminution de l'aide américaine directe et a seulement obligé Israël à rembourser des intérêts légèrement plus élevés sur une petite partie de ses emprunts.

En plus de l'aide et des prêts gouvernementaux, Israël reçoit des citoyens américains une somme estimée à 2 milliards de dollars par an sous forme de dons privés, dont environ la moitié en versements directs et l'autre via l'achat d'obligations d'État [28]. Ces obligations ont droit à un traitement de faveur dans la législation américaine : bien que les intérêts versés ne soient pas défiscalisés, le Congrès les a soustraits aux dispositions de la loi de 1984 sur la réduction du déficit, qui prévoyait des pénalités fiscales supplémentaires sur les bons dont les rendements se situent en dessous du taux fédéral [29]. De la même façon, les dons privés à la plupart des œuvres de bienfaisance étrangères ne sont pas exonérés d'impôts, mais bien des dons privés à Israël le sont, en vertu d'une clause spéciale de la convention fiscale entre les États-Unis et Israël [30].

Ces flux financiers ont toujours constitué une aubaine pour l'économie israélienne, mais les contributions privées des citoyens américains ont également joué un rôle stratégique important, qui remonte avant l'indépendance [31]. Dans ses mémoires, l'ancien Premier ministre et actuel président israélien Shimon Pérès révèle que les dons de riches Juifs de la Diaspora (dont quelques Américains) ont contribué au financement du programme nucléaire clandestin d'Israël dans les années 1950 et 1960. Selon le journaliste israélien Michael Karpin, l'un des acteurs clés de cette collecte de fonds était un homme d'affaires américain, philanthrope et conseiller politique bien introduit du nom d'Abraham (« Abe ») Feinberg. Le magnat canadien de l'industrie de la boisson Samuel Bronfman, ainsi que plusieurs membres de la famille Rothschild auraient figuré parmi les donateurs, même si Feinberg, dont le rôle n'a jamais été officiellement confirmé, n'a jamais révélé aucun nom [32]. Aujourd'hui, des groupes tels que Friends of Israel Defense Forces (« les Amis de l'armée israélienne ») collectent des fonds pour « soutenir des programmes et équipements sociaux, éducatifs et culturels pour la jeune génération d'hommes et de femmes, soldats d'Israël, qui défendent l'État hébreu ». Récemment, un dîner à New York aurait rapporté près de

18 millions de dollars de contributions, soumises à déduction d'impôts en vertu de la législation américaine [33].

D'autres dons privés de citoyens américains ont aidé à subventionner la longue campagne israélienne de colonisation des territoires occupés de Cisjordanie. Ces contributions (dont celles effectuées par le biais d'œuvres de bienfaisance ou d'organisations américaines du type « Amis de... ») ne sont pas supposées être déductibles des impôts aux États-Unis, mais ces dispositions sont en soi difficiles à appliquer et n'ont pas fait l'objet d'un contrôle strict par le passé [34]. Par exemple, afin de garantir une exonération d'impôts aux dons accordés à l'Agence juive pour Israël (une association quasi gouvernementale qui aide tous ceux qui souhaitent s'installer en Israël), le financement des implantations dans les territoires occupés fut soustrait au département de la colonisation de l'Agence juive et assigné à une « Division de la colonisation », créée pour l'occasion, de l'Organisation sioniste mondiale (OSM). Mais, comme le souligne Gershom Gorenberg, « cette nouvelle division n'était qu'une coquille vide qui assurait tous les services de l'Agence juive. [...] Le changement a permis aux philanthropes juifs américains de chasser de leur esprit les territoires occupés. Mais, sur le terrain, les mêmes personnes poursuivaient les mêmes efforts [35] ». Une étude officielle du gouvernement israélien conduite par une ancienne procureur général, Talia Sasson, révéla que la Division de la colonisation de l'OSM (qui reçoit le soutien d'organisations juives du monde entier) était ainsi activement impliquée dans la création de colonies illégales dans les territoires occupés [36]. De manière plus générale, puisque le champ d'action des œuvres de bienfaisance israéliennes échappe au contrôle de l'administration fiscale américaine, il est difficile de suivre de près les dons d'organisations juives et de chrétiens évangéliques une fois les fonds transférés en Israël. Dans la pratique, cela signifie que le gouvernement américain ne peut pas aisément déterminer dans quelles proportions les dons privés déductibles des impôts sont détournés à des fins illégales [37].

Cette générosité est d'autant plus frappante que l'on sait qu'Israël n'est pas un pays pauvre ou dévasté comme l'Afghanistan, le Nigeria, la Birmanie, ou la Sierra Leone. Au contraire, Israël est désormais une puissance industrielle moderne. Selon le Fonds monétaire international (FMI), en 2006, son revenu par habitant se plaçait au 29e rang mondial, il représentait quasiment le double de celui de la Hongrie ou de la République tchèque, il était considérablement plus élevé que celui du Portugal, de la Corée du Sud ou de Taiwan, et devançait de loin tous les pays d'Amérique latine et d'Afrique [38]. Au niveau de la « qualité de vie », Israël se situe au 23e rang dans le *Rapport des Nations unies sur le développement humain* de 2006 et au 38e dans le classement 2005 de *The Economist Intelligence Unit*. Pourtant, cet État relativement prospère est le plus important bénéficiaire de l'aide américaine, recevant au

fil des ans des sommes sans rapport avec le soutien américain aux États pauvres tels que le Bangladesh, la Bolivie ou le Liberia. Cette anomalie est reconnue par certains des plus fervents sympathisants d'Israël aux États-Unis. Par exemple, en 1997, Mitchell Bard, ancien rédacteur en chef du *Near East Report* de l'AIPAC, et Daniel Pipes, un « faucon » fondateur du très pro-israélien Middle East Forum, ont écrit qu'« Israël [était] devenu un pays riche dont le revenu par habitant rivalisait avec celui de la Grande-Bretagne » et que donc « la détermination des Américains à fournir de l'aide n'était plus purement motivée par les besoins d'Israël » [40].

Les États-Unis ont également accepté de porter d'autres fardeaux économiques dans l'intérêt d'Israël, souvent pour essayer de le convaincre de ratifier ou de mettre en application des accords de paix avec ses voisins. Dans le cadre de l'accord de retrait entre l'Égypte et Israël en 1975, le secrétaire d'État Henry Kissinger signa par exemple un protocole d'accord qui engageait les États-Unis à subvenir aux besoins d'Israël en pétrole en cas de crise et à financer « une réserve stratégique supplémentaire » pour un coût estimé à plusieurs centaines de millions de dollars [41]. Cette garantie pétrolière fut réaffirmée au cours des négociations finales de paix entre l'Égypte et Israël en mars 1979, et discrètement renouvelée depuis [42].

Enfin, l'aide que les États-Unis fournissent à plusieurs voisins d'Israël est au moins en partie destinée à profiter également à l'État hébreu. L'Égypte et la Jordanie se placent aux deuxième et troisième rangs de la liste des bénéficiaires de cette aide, mais la majeure partie de cet argent devrait être considérée comme un remerciement pour bonne conduite – particulièrement pour avoir accepté de signer les traités de paix avec Israël. En 1974, l'Égypte a reçu 71,7 millions de dollars d'aide américaine, mais elle a touché 1,127 milliard en 1975 et 1,32 milliard en 1976 (en dollar de 2005) et, à la signature du plan de retrait du Sinaï en 1978, l'aide américaine à l'Égypte a atteint 2,3 milliards de dollars, pour atteindre 5,9 milliards de dollars en 1979, l'année où fut signé le traité de paix israélo-égyptien. Le Caire reçoit toujours 2 milliards de dollars par an [43]. De la même façon, en 1994, la Jordanie recevait 76 millions de dollars en aide directe contre seulement 57 millions en 1995, mais le Congrès remercia le roi Hussein d'avoir signé le traité de paix de 1994 avec Israël en effaçant la dette de la Jordanie (qui se montait à 700 millions de dollars) et en levant d'autres restrictions sur l'aide américaine. Depuis 1997, l'aide américaine à la Jordanie avoisine les 566 millions de dollars par an [44]. Cette volonté de récompenser ainsi l'Égypte et la Jordanie n'est qu'un exemple de plus de la générosité de Washington à l'égard de l'État hébreu.

L'assistance militaire

Ces diverses formes d'assistance économique ont été et demeurent importantes pour Israël, mais l'essentiel du soutien américain est désormais consacré au maintien de la suprématie militaire d'Israël dans la région [45]. Non seulement Israël a accès à un armement américain de tout premier plan (chasseurs F-15 et F-16, hélicoptères Blackhawk, munitions à fragmentation, « bombes intelligentes », etc.), mais il est aussi lié à la Défense et au Renseignement américains par le biais de divers accords officiels et de relations plus informelles. Selon le Service des études du Congrès, « l'aide militaire américaine a permis à Israël de faire de Tsahal l'une des armées dotées de la technologie la plus moderne au monde [46] ».

De plus, à en croire le *Wall Street Journal*, Israël « bénéficie d'une latitude exceptionnelle dans la dépense des fonds [d'assistance militaire] [47] ». Alors que, pour tous les bénéficiaires, la Defense Security Cooperation Agency (DSCA) est en charge de contrôler l'aide et de gérer la plupart des achats, Israël traite directement avec les fournisseurs militaires pour la quasi-totalité de ses achats puis se fait rembourser sur son compte approvisionné par les aides [48]. Israël est également le seul pays où les contrats inférieurs à 500 000 dollars ne font pas l'objet d'un examen préalable [49].

Les risques potentiels inhérents à ce genre de contrôle relativement léger furent révélés au début des années 1990, lorsque l'on découvrit que le responsable de l'acquisition de matériel militaire de l'armée de l'air israélienne, le général Rami Dotan, avait détourné des millions de dollars d'aide américaine. Selon le *Wall Street Journal*, Dotan (qui finit par plaider coupable en Israël et par écoper d'une longue peine de prison), aurait « morcelé des commandes afin de rester sous le seuil des 500 000 dollars ». Néanmoins, le chef de l'organisation qui précédait la DSCA (à savoir la DSAA, Defense Security Assistance Agency), le général Teddy Allen, déclara par la suite à une sous-commission du Congrès que la recommandation de l'inspecteur général du ministère de la Défense selon laquelle le programme d'aide à Israël devait être « réorganisé » avait été rejetée car elle aurait pu provoquer des « remous dans [les] relations » avec Israël [50].

En plus de l'aide militaire et économique déjà évoquée, les États-Unis ont fourni à Israël près de 3 milliards de dollars pour développer des armements tels que le chasseur Lavi, le char Merkava, et le missile Arrow [51]. Ces projets ont été financés par le secrétariat d'État américain à la Défense et souvent décrits comme un effort conjoint de recherche et de développement. Mais les États-Unis n'avaient pas besoin de ces armes et n'ont jamais eu l'intention de les acheter pour leur propre usage. Le projet Lavi fut finalement abandonné pour des questions de rentabilité (et la majeure partie des coûts de cet abandon prise en charge par les États-Unis), mais le reste de

l'armement a rejoint l'arsenal israélien aux frais de l'Oncle Sam [52]. Le budget de la Défense américain pour l'année fiscale 2004 comprenait par exemple une demande de 136 millions de dollars pour le projet Arrow, dont 66 millions consacrés à l'amélioration du système et le reste à la production d'unités supplémentaires. L'argent que Washington dépense pour aider l'industrie militaire israélienne à développer ou produire ces « projets d'armement conjoints » est en réalité une autre forme de subvention [53]. Les États-Unis profitent parfois de la technologie développée dans les firmes israéliennes, mais ils gagneraient davantage à ce que ces fonds soient employés pour soutenir les industries de pointe américaines.

Les liens militaires entre les États-Unis et Israël se sont renforcés dans les années 1980 quand l'administration Reagan voulut initier un « consensus stratégique » antisoviétique au Moyen-Orient. En 1981, le secrétaire d'État à la Défense Caspar Weinberger et le ministre de la Défense israélien signaient un protocole d'accord établissant un « cadre de consultation et de coopération continues pour renforcer leur sécurité nationale [54] ». Cet accord a abouti à la création d'un Joint Security Assistance Planning Group (JSAPG) et d'un Joint Political Military Group (JPMG) qui se réunissent régulièrement pour examiner les demandes d'aide d'Israël et coordonner les projets militaires, les opérations conjointes, et les aménagements logistiques. Bien que les leaders israéliens, qui auraient préféré un traité d'alliance officiel, aient regretté le cadre limité de cet accord, ce protocole représentait néanmoins une expression plus formelle de l'engagement américain que certaines déclarations présidentielles antérieures, telles que celles que fit Kennedy en privé à Golda Meir en 1962.

Malgré les tensions sur un certain nombre de sujets – les ventes d'armes américaines à l'Arabie saoudite, le bombardement du réacteur nucléaire irakien Osirak en 1981, l'annexion du plateau du Golan par Israël en décembre 1981, son invasion du Liban en 1982, et son brusque rejet du « Plan Reagan » pour la paix en 1982 – la coopération sur la sécurité entre Israël et les États-Unis s'intensifia au fil des années Reagan. Les manœuvres militaires conjointes commencèrent en 1984 et, en 1986, Israël devint l'un des trois pays étrangers invités par les États-Unis à participer à l'Initiative de défense stratégique (IDS, dite aussi « Guerre des étoiles »). Finalement, en 1988, un nouveau protocole d'accord devait réaffirmer les « liens étroits existant entre Israël et les États-Unis » et faire d'Israël un « allié majeur non membre de l'OTAN », qui rejoignait ainsi l'Australie, l'Égypte, le Japon et la Corée du Sud. Les États bénéficiant de ce statut ont la possibilité d'acheter un plus grand choix d'armements à prix plus bas, de profiter d'une livraison prioritaire sur du matériel de guerre provenant d'excédents, et de participer aux projets communs de recherche et développement et aux initiatives antiterroristes américaines. Les entreprises commerciales de ces États bénéficient

également d'un traitement de faveur lorsqu'elles signent des contrats de défense avec les États-Unis [55].

Depuis lors, les liens militaires entre les deux pays n'ont fait que se renforcer. En 1989, les États-Unis commencèrent à prépositionner du matériel militaire en Israël, et en 2006 le Congrès votait l'augmentation des stocks d'une valeur de 100 millions à 400 millions de dollars en 2008 [56]. La mesure était justifiée par le fait qu'elle augmentait la capacité de réaction du Pentagone en cas de crise régionale. Mais le stockage anticipé de matériel américain en Israël ne constitue pas une méthode efficace pour parer à ce genre d'éventualité et, d'ailleurs, le Pentagone ne s'est jamais montré très enthousiaste. Selon Shai Feldman, ancien directeur de l'Institut des études stratégiques de l'université de Tel-Aviv, « les dispositions actuelles permettent seulement le stockage de matériel qui pourrait aussi être utilisé par les forces israéliennes en cas d'urgence. Du point de vue du Pentagone, cela signifie que les États-Unis n'ont pas l'absolue certitude que des armes et des munitions stockées en Israël seraient disponibles en cas de crise. De plus, cet accord de "double utilisation" signifie qu'au lieu de prévoir des armes pour des unités américaines préalablement désignées, il faudrait distribuer des armes issues d'un stock global dans une situation de crise et les affecter ensuite à différentes unités de combat, ce qui créerait un véritable cauchemar logistique [57] ». Le véritable but de ce programme de stockage est d'accroître les réserves matérielles d'Israël. Rien d'étonnant donc à ce que *Ynetnews*, un site d'actualités affilié au quotidien israélien *Yediot Aharonoth*, ait annoncé en décembre 2006 qu'« une grande partie de l'équipement américain stocké en Israël [...] [a été] utilisée au cours de l'été [2006] pendant la guerre au Liban [58] ».

Sur le modèle de ceux créés au cours des années 1980, les États-Unis et Israël ont créé en 1996 un Groupe de travail conjoint sur l'antiterrorisme et installé une hotline électronique entre le Pentagone et le ministère de la Défense israélien. En 1997, Israël a eu accès au système satellitaire américain d'alerte antimissiles, resserrant d'autant les liens entre les deux pays. Puis, en 2001, les deux États ont créé un « dialogue stratégique inter-agences » annuel afin de débattre des « questions de long terme ». Ce forum fut temporairement interrompu lors du conflit provoqué par la vente par Israël d'une technologie militaire américaine à la Chine, mais a repris en novembre 2005 [59].

Comme l'on pouvait s'y attendre, cette coopération militaire s'étend au domaine du renseignement. La coopération entre les services de renseignements américain et israélien remonte à la fin des années 1950 et, en 1985, les deux pays avaient signé plus d'une vingtaine d'accords de partage de renseignements [60]. Israël a, par exemple, donné accès aux États-Unis à du matériel de guerre soviétique saisi et à des rapports d'émigrés du bloc soviétique, les

États-Unis ont fourni à Israël des images satellite pendant la guerre du Kippour en octobre 1973 et lors du sauvetage des otages d'Entebbe en 1976, et auraient participé au financement de plusieurs opérations israéliennes en Afrique [61]. Au début des années 1980, les États-Unis ont même permis à Israël d'accéder à des sources de renseignements qu'ils refusaient à leurs plus proches alliés de l'OTAN. Israël aurait en particulier bénéficié d'un accès quasi illimité aux renseignements fournis par le très sophistiqué satellite de reconnaissance KH-11 (« non seulement les informations, mais aussi les photos », à en croire le chef des renseignements militaires israéliens), alors que la Grande-Bretagne ne jouissait que d'un accès très limité à cette source [62]. L'accès à ces données fut restreint suite à l'attaque du réacteur irakien Osirak menée par Israël en 1981, mais on pense que le président George Bush aurait autorisé le transfert d'informations par satellite en temps réel lors des attaques de SCUDS irakiens au cours de la guerre du Golfe de 1991 [63].

Contre toute attente, considérant l'opposition ancienne de Washington à la prolifération des armes de destruction massive (ADM), les États-Unis ont tacitement soutenu les tentatives d'Israël pour maintenir sa supériorité militaire dans la région en fermant les yeux sur ses divers programmes d'ADM clandestins, notamment sur son arsenal nucléaire comptant plus de deux cents unités [64]. Le gouvernement américain a fortement encouragé des dizaines d'États à adhérer au Traité de non-prolifération (TNP) de 1968, mais on ne peut pas dire que les dirigeants américains ont fait pression pour qu'Israël mette un terme à son programme nucléaire et signe le traité. L'administration Kennedy voulait manifestement freiner les ambitions d'Israël dans ce domaine au début des années 1960, et elle a fini par convaincre Israël d'autoriser des scientifiques américains à inspecter le site de Dimona afin de savoir si Israël essayait vraiment de se doter de l'arme nucléaire. Le gouvernement israélien a nié à plusieurs reprises avoir engagé un tel programme, a fait traîner l'organisation des visites, et a largement restreint l'accès aux inspecteurs lorsqu'elles avaient lieu. Ainsi, la première visite, le 18 mai 1961, ne mobilisa que deux scientifiques américains et ne dura que quatre jours, dont un seul consacré au site de Dimona. Selon Warren Bass, « le but d'Israël était d'autoriser une visite, [...] mais de s'assurer que les inspecteurs ne trouveraient rien ». Contraints d'accepter une inspection de contrôle un an plus tard, les Israéliens ont, contre toute attente, invité les responsables de la Commission américaine de l'énergie atomique, en visite sur un autre site, à visiter le site de Dimona à l'improviste. Comme le souligne Bass, cette visite « mérite à peine le nom d'inspection », mais l'administration Kennedy « ne semblait pas vouloir aller jusqu'à l'affrontement » [65].

Toutefois, l'année suivante, Kennedy accrut la pression en envoyant tant à Ben Gourion qu'à son successeur Levi Eshkol une série de lettres

exigeant une inspection bisannuelle « comme l'exigent les normes internationales » et les prévenant que « l'engagement du gouvernement [américain] auprès d'Israël risquait une sérieuse remise en question » si l'État hébreu n'était pas en mesure de dissiper ses inquiétudes [66]. Les menaces de Kennedy finirent par convaincre les dirigeants israéliens d'autoriser des visites supplémentaires, mais concession ne rime pas forcément avec soumission. Ainsi que l'aurait dit Eshkol à ses collègues après avoir reçu les courriers de Kennedy en juillet 1963, « de quoi suis-je censé avoir peur ? Il enverra son sbire, à qui on dira qu'il peut visiter [le site de Dimona] et aller où bon lui semble, mais lorsqu'il demandera qu'on lui ouvre telle ou telle porte, alors [Emmanuel] Prat [chef de chantier à Dimona] lui répondra "Non, pas celle-ci" [67] ». Lors de visites suivantes, on interdit aux inspecteurs d'apporter du matériel extérieur ou de prélever des échantillons.

Comme nous le rappellent les cas plus récents de l'Irak et de la Corée du Nord, ces méthodes de dissimulation font partie de la stratégie classique de tous les pays qui développent un programme nucléaire clandestin. Le doute a persisté quant aux projets nucléaires de l'État hébreu, mais la supercherie a fonctionné car ni Kennedy ni son successeur, Lyndon Johnson, n'étaient prêts à suspendre le soutien américain à Israël si ce dernier ne se montrait pas plus coopératif. En conséquence, comme le précise Avner Cohen dans son histoire du programme nucléaire israélien, « les Israéliens ont pu établir eux-mêmes les critères des visites [américaines], et l'administration Johnson a choisi de ne pas les affronter sur ce point de crainte qu'Israël ne mette un terme à leur accord. [...] Kennedy avait menacé Ben Gourion et Levi Eshkol qu'un refus d'obéissance [...] pourrait "remettre en question l'engagement américain envers la sécurité et le bien-être d'Israël", mais Johnson se refusait à risquer une crise sur la question [68] ». « Au lieu d'une visite tous les six mois, écrit Bass, Johnson s'est contenté, dans les faits, d'une petite visite par an environ [69]. » Et, lorsque le directeur de la CIA Richard Helms se rendit à la Maison-Blanche en 1968 pour informer le président Johnson que les renseignements américains avaient conclu qu'Israël avait bel et bien acquis des capacités nucléaires, Johnson lui demanda de s'assurer que nul n'ait accès aux preuves, y compris le secrétaire d'État Dean Rusk et le secrétaire d'État à la Défense Robert McNamara. Selon le journaliste Seymour Hersh, « le but recherché par Johnson en congédiant Helms – et ses informations – était clair : il ne voulait pas savoir ce que la CIA essayait de lui dire car, s'il avait accepté l'information, il lui aurait fallu agir en conséquence. En 1968, le président n'avait aucunement l'intention d'interdire à Israël d'avoir accès à la bombe [70] ».

En plus de son arsenal nucléaire, Israël continue de travailler à la mise au point d'armes chimiques et biologiques, et n'a pas encore ratifié les conventions internationales sur ce type d'armes [71]. Difficile de ne pas voir

l'ironie de la situation : les États-Unis ont fait pression sur beaucoup d'autres États pour qu'ils rejoignent le TNP, sanctionné les pays ayant acquis l'arme nucléaire malgré leur opposition, sont entrés en guerre en 2003 pour empêcher l'Irak d'acquérir des AMD, et ont envisagé d'attaquer l'Iran et la Corée du Nord pour la même raison. Pourtant, Washington soutient financièrement et depuis longtemps un allié dont le programme d'acquisition clandestin d'AMD est connu de tous, et dont l'arsenal nucléaire a fortement incité plusieurs de ses voisins à se doter d'AMD à leur tour.

À l'exception du soutien des Soviétiques à Cuba, difficile de trouver un autre cas où un pays a fourni une aide matérielle d'une telle ampleur à un autre État sur une si longue période [72]. La volonté des États-Unis d'apporter leur soutien à Israël n'a bien évidemment rien de surprenant : les dirigeants américains ont toujours défendu l'existence d'Israël et compris depuis longtemps que cet État était confronté à un environnement hostile. Comme nous le verrons un peu plus loin et dans le chapitre suivant, les responsables politiques américains considéraient également l'aide à Israël comme un moyen de servir les objectifs de leur politique étrangère dans la région. Il n'en demeure pas moins que l'ampleur de l'aide américaine est tout à fait remarquable. Comme nous le montrons au chapitre 3, plus puissant que ses voisins avant le début de l'aide militaire américaine, Israël est désormais un pays riche. L'aide américaine a sans aucun doute été d'une grande utilité pour Israël, mais elle n'était peut-être pas indispensable à sa survie.

Ce qu'il y a de plus surprenant dans ce soutien, c'est son caractère inconditionnel. Le président Eisenhower était crédible lorsqu'il menaçait de suspendre l'aide américaine après la crise de Suez (bien qu'il ait dû faire face à l'opposition du Congrès), mais cette époque est révolue depuis longtemps. Depuis le milieu des années 1960, Israël bénéficie d'un soutien généreux même lorsqu'il mène une politique que les leaders américains jugent malavisée et contraire aux intérêts de leur pays. Israël a droit à ses subsides malgré son refus de signer le TNP et les autres conventions sur les ADM. Israël a droit à ses subsides lorsqu'il implante des colonies dans les territoires occupés (et n'en perd qu'une petite partie en raison de la réduction des garanties de prêt), bien que le gouvernement américain soit opposé à une telle politique. Israël a droit à ses subsides même lorsqu'il annexe les territoires qu'il a conquis (comme le plateau du Golan et Jérusalem), même lorsqu'il vend une technologie militaire américaine à des puissances potentiellement ennemies telles que la Chine, qu'il mène des opérations secrètes sur le sol américain, ou que son utilisation des armes américaines viole les lois des États-Unis (voir son usage de munitions à fragmentation dans des zones civiles au Liban). Israël a droit à une aide supplémentaire lorsqu'il fait des concessions en faveur de la paix, mais perd rarement le soutien des Américains si ses agissements en retardent le processus. Et il a droit à ses subsides

même lorsque ses dirigeants manquent aux promesses qu'ils ont faites aux présidents américains. En 1981, Menahem Begin avait par exemple promis qu'il ne ferait pas pression pour empêcher la vente d'AWACS à l'Arabie saoudite, mais il s'est ensuite rendu au Capitole pour annoncer à une commission de sénateurs qu'il s'opposait à ce contrat [73].

On pourrait croire que tant de générosité donne à Washington un certain pouvoir sur l'attitude d'Israël, mais cela n'a jamais été le cas. En fait, lorsqu'ils traitent avec Israël, les dirigeants américains ne peuvent en général espérer obtenir sa coopération qu'en promettant des carottes (une aide accrue) et non en agitant le bâton (menacer d'interrompre les subventions). Par exemple, le gouvernement israélien n'a accepté d'appliquer la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU – adoptée en novembre 1967, qui demandait le retrait d'Israël des territoires saisis au cours de la guerre des Six-Jours – qu'après avoir été assuré par Richard Nixon – en privé – qu'il recevrait des avions supplémentaires [74]. Et ce n'est pas tout : si Israël a accepté de signer le cessez-le-feu mettant un terme à la « guerre d'usure » avec l'Égypte (une longue série de combats aériens, de tirs d'artillerie intensifs et d'attaques au sol qui commença en mars 1969 le long du canal de Suez et se poursuivit jusqu'en juillet 1970), c'est parce que les États-Unis lui ont promis de raccourcir les délais de livraison des avions, de lui fournir du matériel de défense sophistiqué pour contrer les missiles anti-aériens livrés à l'Égypte par les Soviétiques, et, plus globalement, de « maintenir l'équilibre des forces [75] ». Selon Shimon Pérès (à cette époque, ministre sans portefeuille), « sur la question de la pression qu'exercent les États-Unis pour que nous acceptions leurs plans, je dirais qu'ils ont plus usé de la politique de la carotte que de celle du bâton à notre égard ; ils n'ont jamais menacé de prendre des sanctions contre nous [76] ».

Le schéma fut le même dans les années 1970, avec les promesses des présidents Nixon, Ford et Carter d'accorder des aides toujours plus importantes lors des pourparlers avec l'Égypte et des négociations qui menèrent aux accords de Camp David en 1978 et au traité de paix israélo-égyptien en 1979. Pour être précis, l'aide américaine à Israël est passée de 1,9 milliard de dollars en 1975 à 6,29 milliards en 1976 (suite à la signature du plan de retrait du Sinaï), et de 4,4 milliards en 1978 à 10,9 milliards en 1979 (suite au traité de paix avec l'Égypte) [77]. Comme nous le verrons plus loin, les États-Unis ont également fait de nouvelles promesses à Israël afin de le pousser à signer. De la même façon, l'administration Clinton a octroyé à l'État hébreu une assistance accrue dans le cadre du traité de paix avec la Jordanie en 1994, et les efforts de Clinton pour accélérer le processus de paix d'Oslo l'ont conduit à promettre 1,2 milliard de dollars supplémentaires en aide militaire pour qu'Israël signe le mémorandum de Wye River en 1998. Ce qui n'empêcha pas le Premier ministre Netanyahou de dénoncer le

mémorandum peu de temps après sa signature, à la suite de violents affrontements entre une foule palestinienne et deux citoyens israéliens [78]. Selon le négociateur américain Dennis Ross, « il était difficile de ne pas en conclure que Bibi [Netanyahou] se servait de cet incident pour éviter d'avoir à appliquer le mémorandum. Ce qui est regrettable, car les Palestiniens s'employaient assidûment à respecter leurs engagements, en particulier en matière d'arrestations et de lutte contre le terrorisme [79] ». Pourtant, comme le souligne l'universitaire israélien Abraham Ben Zvi, « même si l'administration Clinton était souvent déçue par les manières de Netanyahou, cette frustration ne s'est jamais traduite par une politique susceptible de porter préjudice à la relation privilégiée entre les deux États [80] ».

En effet, les tentatives des États-Unis pour user de leur influence font face à des obstacles de taille et sont du coup rarement suivies d'effets, même lorsque Israël contrarie fortement les responsables américains. Excédés par l'intransigeance d'Israël lors des négociations avec l'Égypte en 1975, le président Gerald Ford et son secrétaire d'État Henry Kissinger menacèrent de réduire les subventions et de procéder à une réévaluation complète de la politique américaine, mais cette menace fut court-circuitée par une lettre ouverte initiée par l'AIPAC et signée par soixante-quinze sénateurs exigeant que Ford demeure « sensible » aux besoins économiques et militaires d'Israël. Seuls en mesure de diminuer le montant de l'aide bloqué, Ford et Kissinger n'ont eu d'autre choix que de reprendre le chemin de la diplomatie « des petits pas » et d'essayer d'obtenir des concessions d'Israël par le biais de récompenses supplémentaires [81]. Le président Jimmy Carter fut lui aussi irrité par le refus du Premier ministre israélien Menahem Begin de faire pleinement appliquer les termes des accords de Camp David (accord capital qui posa les premières pierres du traité de paix ultérieur entre l'Égypte et Israël), mais il n'essaya jamais de conditionner l'aide américaine à l'obéissance d'Israël [82]. Le fait que les Premiers ministres Netanyahou et Barak ne respectent pas les engagements israéliens prévus par les accords d'Oslo irrita aussi les responsables de l'administration Clinton, et Clinton lui-même se déclara « furieux » lorsque Barak, manquant à sa parole, refusa le transfert de trois quartiers de Jérusalem aux Palestiniens – il déclara que Barak le faisait passer pour un « faux prophète » aux yeux de Yasser Arafat. Clinton explosa de nouveau lorsque Barak tenta de changer son fusil d'épaule au sommet de Camp David en 2000 : « Je ne peux pas aller voir Arafat pour lui proposer une renonciation ! Vous seul pouvez la lui vendre, moi je n'ai aucune chance. Vous plaisantez. Ce n'est pas sérieux [83]. » Clinton ne réagit pas pour autant à ces manœuvres en menaçant Barak de suspendre l'aide américaine.

Certes, l'Amérique bloque parfois ses aides temporairement, de façon à exprimer son mécontentement à l'égard de certaines décisions israéliennes, mais de tels gestes sont en général symboliques, de courte durée, et ont peu

d'effet durable sur l'attitude d'Israël. En 1977 par exemple, l'État hébreu utilisa des véhicules de transport de troupes américains pour intervenir dans le sud du Liban (initiative qui violait la clause de l'*Arms Export Control Act* stipulant que l'armement américain ne devait servir qu'en cas de « légitime défense » et contrevenait à la promesse de Menahem Begin de ne pas intervenir au Liban sans consulter Washington), puis nia avoir agi de la sorte. Mais le mensonge fut révélé grâce à une opération de renseignements sophistiquée, et l'administration Carter menaça Israël d'annuler des livraisons de matériel militaire, en conséquence de quoi Barak ordonna le retrait des véhicules [84].

Autre exemple : suite à l'annexion du plateau du Golan par Israël, l'administration Reagan décida de suspendre le protocole d'accord sur la coopération stratégique signé en 1981, ce qui n'empêcha pas Reagan de se plier par la suite aux dispositions majeures de l'accord, alors même qu'Israël n'est jamais revenu sur cette annexion. De même, les États-Unis ont cessé tout envoi de munitions à fragmentation après qu'Israël a violé ses engagements antérieurs en en faisant usage lors de l'invasion du Liban en 1982, mais lui en ont de nouveau fourni à partir de 1988 [85]. La pression des États-Unis permit également de dissuader Israël de lancer une attaque sur les forces armées de l'OLP réfugiées à Beyrouth après l'invasion d'Israël en 1982, mais, dans la mesure où les leaders israéliens hésitaient à prendre cette initiative, il ne fallut pas beaucoup d'efforts pour les convaincre d'y renoncer [86].

En 1991, l'administration américaine fit pression sur le gouvernement Shamir pour qu'il cesse l'implantation de colonies et se rende à une conférence de paix en suspendant une garantie de prêts de 10 milliards de dollars. Mais cette suspension ne dura que quelques mois et les garanties furent de nouveau accordées lorsque Yitzhak Rabin remplaça Shamir au poste de Premier ministre [87]. Israël accepta de cesser la construction de nouvelles colonies, mais poursuivit l'expansion des blocs existants, et le nombre de nouveaux colons dans les territoires occupés était de 8 000 (+ 14,7 %) en 1991, de 6 900 (+ 10,3 %) en 1993, de 6 900 (+ 9,7 %) en 1994 et de 7 300 (+ 9,1 %) en 1996, des taux de croissance nettement supérieurs à ceux de la population israélienne au cours de ces mêmes années [88].

Un nouvel épisode du même type eut lieu en 2003, lorsque l'administration américaine tenta de montrer son opposition au « mur de sécurité » en Cisjordanie en décidant une réduction relativement symbolique de la garantie de prêts. Suspendre totalement la garantie ou réduire les subventions directes aurait pu produire un effet, mais la seule action de Bush a été de suspendre une partie de la garantie équivalant au coût estimé des parties du mur qui empiétaient sur les territoires palestiniens. Israël a simplement dû payer un taux d'intérêt un peu plus élevé sur une petite partie du prêt,

une punition de quelques millions de dollars. Mais, comparé aux milliards de dollars que reçoit déjà Israël en aide américaine (et s'attend à recevoir dans le futur), c'est tout à fait négligeable. L'action de Bush resta sans effet visible.

Protection diplomatique et soutien en temps de guerre

En plus de l'aide économique et militaire, les États-Unis fournissent à Israël un important soutien diplomatique. Entre 1972 et 2006, Washington a mis son veto à quarante-deux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU qui critiquaient l'attitude d'Israël. Ce chiffre est supérieur à tous les veto opposés par tous les autres membres du Conseil sur la même période, et équivaut à un peu plus de la moitié de tous les veto des États-Unis au cours de ces mêmes années [89]. Par ailleurs, de nombreuses résolutions concernant Israël ne furent jamais soumises au vote du Conseil en raison de la menace d'un veto américain. En 2002, l'ancien ambassadeur américain à l'ONU John Negroponte aurait déclaré lors d'une session à huis clos du Conseil de sécurité que les États-Unis opposeraient désormais leur veto à toute résolution condamnant Israël qui ne condamnerait pas dans le même temps le terrorisme, et ne mentionnerait pas nommément le Jihad islamique, le Hamas ou les Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa [90]. En quelques rares occasions, le vote américain a sanctionné Israël, mais seulement à la suite d'actions illégales flagrantes, lorsque la résolution en question n'était pas trop sévère à l'égard de l'État hébreu, ou que Washington souhaitait montrer son mécontentement face à l'intransigeance israélienne [91].

En dehors du Conseil de sécurité, les États-Unis ont pour habitude de soutenir Israël dès qu'une Assemblée générale de l'ONU vote l'une des nombreuses résolutions condamnant l'attitude israélienne ou réclamant une action en faveur des Palestiniens. Bien que ces résolutions non contraignantes aient surtout une valeur symbolique, Washington adopte souvent une position contraire à celle de la plupart de ses alliés, en compagnie d'une petite poignée d'États. Pour citer un exemple typique, le 10 décembre 2004, la résolution 59/124 de l'Assemblée générale sur « les pratiques israéliennes portant atteinte aux droits humains du peuple palestinien » a été adoptée par un vote de 149 voix contre 7 (avec 22 abstentions et 13 non-votants). Parmi les nombreuses nations en faveur de la résolution figuraient le Japon, l'Allemagne, la France, la Chine et la Grande-Bretagne. Les six pays qui se sont joints aux États-Unis pour voter contre sont Israël, l'Australie, la République des îles Marshall, les États fédérés de Micronésie, la République de Nauru et la République de Palau [92].

De même, lorsque des pays arabes ont tenté de soulever la question de l'arsenal nucléaire israélien clandestin au sein de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Washington est intervenu pour empêcher l'organisation de mettre la question à l'ordre du jour. Comme l'a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères israélien Jonathan Peled à l'hebdomadaire *Forward* en 2003, « les Arabes font ça tous les ans mais, pour avoir un débat d'ensemble dans le but d'obtenir une résolution contre Israël, il faut le feu vert du Conseil [de l'AIEA] et ils ne l'ont pas » grâce à l'influence qu'exerce Washington sur ledit Conseil[93].

La propension des Américains à prendre la défense d'Israël en temps de paix comme en temps de guerre s'est considérablement accentuée au fil des ans. Au cours des années 1950, comme précédemment évoqué, l'administration Eisenhower a contraint Israël à se retirer des territoires dont il s'était emparé lors de la crise de Suez, et a réussi à faire cesser les tentatives unilatérales d'Israël de faire dévier à son profit des réserves d'eau stratégiques. Mais, depuis le début des années 1960, les États-Unis se sont davantage impliqués dans la protection des intérêts d'Israël au cours de conflits importants et des négociations qui ont suivi. Washington n'a pas toujours permis à Israël d'obtenir gain de cause, mais lui a apporté un soutien considérable.

Lorsque la tension croissante entre Israël et la Syrie en 1966-67 poussa le président égyptien Nasser à positionner des troupes dans le Sinaï au mois de mai – ce qui alarma les dirigeants israéliens et accrut la menace d'une guerre régionale –, l'administration Johnson était néanmoins convaincue qu'Israël était militairement supérieur à ses ennemis arabes et exagérait le risque d'une attaque arabe[94]. Le général Earle Wheeler, chef d'état-major interarmes, informa Johnson que, « selon [leurs] estimations, en cas de guerre, les Israéliens la gagneraient en cinq à sept jours », et Johnson dit en personne au ministre des Affaires étrangères israélien Abba Eban : si l'Égypte attaquait, « vous leur ficher[i]ez une raclée »[95]. Les principaux dirigeants israéliens le reconnaissaient en privé, mais ils continuèrent à faire parvenir à Washington des rapports alarmants, dans le cadre d'une campagne qui visait à s'attirer la compassion et le soutien des Américains[96].

Se fondant sur leurs propres estimations, les États-Unis tentèrent d'éviter que la guerre n'éclate en persuadant le gouvernement israélien de ne pas avoir recours à la force et de poursuivre l'option diplomatique[97]. Le 26 mai, Johnson qualifia d'« illégale » la décision égyptienne de bloquer l'accès du détroit de Tiran aux navires israéliens et partagea publiquement les inquiétudes d'Israël. Mais il ne voulut pas engager l'armée américaine en raison de son implication au Vietnam et refusa de faire une promesse de soutien aveugle à Israël. Malgré tout, ses appels au sang-froid israélien s'espacèrent peu à peu et, au cours de la première semaine de juin, Johnson et ses conseillers laissaient entendre aux dirigeants de l'État hébreu que les

États-Unis ne s'opposeraient pas à une offensive israélienne, tout en les prévenant qu'il était inutile de compter sur leur aide si les choses tournaient mal. Le secrétaire d'État Dean Rusk déclara à un journaliste : « Je ne pense pas que ce soit à nous d'empêcher qui que ce soit d'agir », et selon Michael Brecher, au 3 juin, « ce que percevaient les Israéliens, c'est qu'en cas d'offensive israélienne [...] les États-Unis ne réagiraient pas de façon hostile ». Et, effectivement, Johnson avait donné à Israël ce qu'il qualifia plus tard de « feu orange » pour attaquer [98]. Les raisons pour lesquelles Johnson changea son fusil d'épaule demeurent obscures, bien que la pression de plusieurs amis et conseillers pro-israéliens, une campagne d'expédition de lettres organisée par l'ambassade israélienne et la certitude croissante qu'Israël attaquerait quoi qu'il arrive, aient tout à fait pu peser dans la balance [99].

Les États-Unis n'ont pas exercé de pression significative pour qu'Israël cesse les combats jusqu'à ce qu'il en sorte victorieux et n'a pas critiqué l'action d'Israël après la guerre. En effet, lorsque l'URSS menaça d'intervenir suite à l'occupation israélienne du plateau du Golan (la Syrie était alliée aux Soviétiques), le président ordonna à la VIe flotte de faire route vers Israël afin de dissuader toute intervention soviétique. À l'opposé de la crise de Suez en 1956, l'administration Johnson précisa que les Américains ne feraient pas pression pour qu'Israël se retire, sauf dans le cadre d'un accord de paix plus large [100]. Les États-Unis n'insistèrent pas non plus pour obtenir un rapport complet et détaillé sur l'attaque tragique lancée le 8 juin par les forces navales et aériennes israéliennes sur le navire de reconnaissance américain *USS Liberty*, un événement dont les origines demeurent contestées à ce jour [101]. Les États-Unis n'ont peut-être pas apporté à Israël la protection diplomatique et militaire qu'il réclamait au début de la crise, mais il n'y avait aucun doute quant au parti que prendrait l'Amérique.

Les États-Unis penchèrent encore davantage en faveur d'Israël au cours de la guerre d'usure de 1969-1970. L'aide à Israël augmenta au cours du conflit, en accord avec les convictions de Nixon et Kissinger selon lesquelles un soutien constant à Israël révélerait les limites de l'aide soviétique et finirait par convaincre les alliés arabes de Moscou de s'aligner sur les États-Unis. Bien que l'administration Nixon n'ait pas accepté de livrer toutes les armes demandées par Israël, ce qui d'ailleurs donna lieu à d'âpres échanges entre les deux gouvernements, les États-Unis lui fournirent malgré tout davantage de matériel militaire tout en ne faisant presque rien pour pousser Israël à faire des concessions au cours des diverses négociations de paix de cette période. Cependant, lorsque l'escalade de la violence fit naître la crainte d'un conflit entre deux superpuissances, Washington prit l'initiative de négocier un cessez-le-feu et de persuader Israël de l'accepter en lui promettant une augmentation considérable de l'aide [102]. En 1972, un protocole d'accord engageait les États-Unis à fournir à Israël des avions et des chars sur

une longue période, et Nixon et Kissinger garantirent qu'ils consulteraient Israël avant toute proposition de paix. En agissant de la sorte, l'une des deux superpuissances mondiales venait d'accorder à un petit pays un quasi-droit de veto sur ses initiatives diplomatiques ultérieures. Au début des années 1970, écrit William Quandt, « la politique américaine au Moyen-Orient consistait en peu de choses outre le soutien affiché à Israël », et le ministre israélien des Affaires étrangères qualifia plus tard cette période d'« âge d'or » au vu des livraisons massives d'armement américain [103].

Le soutien américain fut encore plus spectaculaire lors de la guerre du Kippour en 1973. Au commencement, Nixon et Kissinger étaient persuadés qu'Israël remporterait la victoire, et pensaient que les États-Unis y gagneraient en influence si le soutien à Israël n'était pas trop ouvertement affiché et la victoire d'Israël pas trop écrasante. Comme Kissinger l'évoque dans ses mémoires, « si Israël gagnait de manière écrasante – comme nous l'envisagions au début –, il nous fallait à tout prix éviter de devenir l'objet du ressentiment arabe. Nous devions empêcher l'URSS d'apparaître comme le sauveur du monde arabe. [...] Si l'inattendu venait à se produire et qu'Israël se retrouvait en difficulté, nous aurions fait ce qu'il fallait pour le sauver [104] ». Étant donné ces attentes et ces objectifs stratégiques, la réponse américaine à la demande d'aide d'Israël ne fut pas particulièrement rapide. Cependant, lorsque Israël rencontra des difficultés inattendues et vint à manquer du matériel militaire indispensable, Nixon et Kissinger ordonnèrent la mise en place d'un pont aérien de grande envergure pour faire parvenir des équipements de première nécessité, payés par une subvention militaire supplémentaire de 2,2 milliards de dollars [105]. Bien que le cours de la bataille eût déjà changé avant l'arrivée de l'aide américaine, cette assistance remonta le moral des troupes israéliennes et scella la victoire d'Israël [106].

Malheureusement pour les États-Unis, ce réapprovisionnement provoqua également un embargo du monde arabe sur le pétrole ainsi qu'une réduction de la production, ce qui entraîna une flambée des prix partout dans le monde avec des coûts économiques considérables pour les États-Unis et leurs alliés.

Dans une certaine mesure, la diplomatie américaine au cours de la guerre fut bénéfique à Israël : les États-Unis persuadèrent le roi Hussein de Jordanie de ne pas intervenir et Kissinger dirigea les négociations de cessez-le-feu (et en particulier les pourparlers avec les dirigeants soviétiques à Moscou le 21 octobre) en préservant la liberté d'action d'Israël jusqu'à la fin de la guerre. Nixon avait demandé à Kissinger de dire à Brejnev que les États-Unis « voulaient utiliser la guerre comme un moyen d'imposer une paix globale au Moyen-Orient » mais, à Moscou, Kissinger obtint avec succès un cessez-le-feu qui laisserait l'avantage à Israël et faciliterait les efforts ultérieurs visant à exclure l'Union soviétique du processus de paix. Selon

l'historien Kenneth Stein, « les minutes des trois réunions que Kissinger eut avec [Leonid] Brejnev montrent sans aucune ambiguïté qu'il a représenté fidèlement et à plusieurs reprises les intérêts israéliens à Moscou, en contradiction presque totale avec les recommandations de Nixon ». Les dirigeants israéliens voyaient quant à eux d'un mauvais œil cette entente américano-soviétique censée préparer un cessez-le-feu, mais, comme le souligne Stein, « Kissinger n'était pas le représentant d'Israël au Kremlin, mais il y exposait tout de même les inquiétudes d'Israël [107] ».

Lorsque le Conseil de sécurité vota une résolution le 22 octobre, demandant la fin de toute action armée douze heures au plus tard après l'adoption de la résolution, Kissinger autorisa Israël à l'enfreindre afin de consolider sa position. Il avait auparavant déclaré à l'ambassadeur israélien Simcha Dinitz qu'Israël serait « bien avisé » de profiter du temps que lui laissait son déplacement à Moscou pour achever ses opérations militaires et, selon les Archives nationales de sécurité, un groupe de recherche basé à Washington spécialisé dans les informations déclassifiées, « Kissinger a secrètement donné un feu vert aux autorités israéliennes pour enfreindre l'accord de cessez-le-feu » afin de « permettre à Tsahal de gagner du terrain malgré l'imminence de l'entrée en application du cessez-le-feu » [108]. Lorsque la rupture du cessez-le-feu fut totale et que l'armée israélienne encercla la IIIe armée égyptienne, provoquant la menace des Soviétiques d'intervenir avec leurs propres troupes, Nixon et Kissinger décrétèrent un état d'alerte militaire mondial, intimèrent à Moscou de ne pas intervenir, et dirent aux Israéliens qu'il était temps désormais de cesser le combat.

Malgré l'âpreté et la longueur des négociations qui aboutirent à l'accord de retrait du Sinaï en 1975, les États-Unis s'employaient toujours à protéger les intérêts d'Israël. En plus de leur aide militaire croissante, ils promirent à Israël une « action concertée » en vue de la préparation d'une future conférence de paix et lui donnèrent un veto *de facto* sur la participation de l'OLP aux futures négociations. En effet, Kissinger promit que les États-Unis ne « reconnaîtraient pas l'OLP et ne négocieraient pas avec l'OLP » tant qu'elle ne reconnaîtrait pas le droit d'Israël à exister et n'accepterait pas les résolutions 242 et 338 de l'ONU (résolutions qui mettaient respectivement fin aux conflits de 1967 et 1973 et exigeaient le retrait d'Israël des territoires occupés ainsi que la reconnaissance de sa souveraineté et de son indépendance), promesse que le Congrès transforma en loi en 1984 [109]. Selon l'historien israélien Avi Shlaim, « [le Premier ministre Yitzhak] Rabin a bien fait comprendre à Kissinger que le gouvernement ne ratifierait pas l'accord de retrait du Sinaï à moins qu'il ne soit accompagné d'un accord israélo-américain », et Shlaim qualifie cet accord d'« alliance qui ne disait pas son nom avec l'Amérique » [110].

Les États-Unis se portèrent une fois de plus au secours d'Israël suite à son invasion mal préparée du Liban en 1982. Au beau milieu de l'intensification des combats entre Tsahal et les forces de l'OLP dans le sud du Liban, le ministre de la Défense israélien Ariel Sharon demanda l'accord des États-Unis pour chasser militairement l'OLP du Liban, éliminer l'influence syrienne et porter au pouvoir le leader du camp chrétien libanais, Bachir Gemayel. Le secrétaire d'État américain Alexander Haig sembla donner son feu vert au projet lors de pourparlers avec les responsables israéliens – estimant que, dans l'éventualité d'une réponse israélienne, elle devait être rapide, « comme une lobotomie » – mais il n'avait probablement pas conscience de l'étendue des ambitions israéliennes, et stipula qu'Israël ne devait agir qu'en cas de « provocation reconnue par la communauté internationale »[111]. Israël finit par envahir le Liban en juin 1982 (bien que les critères énoncés par Haig ne fussent pas remplis), mais son ambitieux projet de réorganisation de la politique intérieure libanaise ne tarda pas à partir à vau-l'eau. Malgré la rapidité avec laquelle l'armée israélienne chassa l'OLP et l'armée syrienne, les derniers soldats palestiniens se réfugièrent dans Beyrouth et Tsahal ne put les en extirper qu'au prix de lourdes pertes dans ses rangs et dans la population civile libanaise. L'envoyé spécial américain Philip Habib parvint finalement à un accord pour mettre un terme au siège et permettre à l'OLP de se retirer, à la suite de quoi plusieurs milliers de marines américains furent déployés au Liban dans le cadre d'une force multinationale de maintien de la paix.

L'assassinat de Gemayel en septembre anéantit l'espoir d'établir un gouvernement pro-israélien au Liban. Tsahal autorisa les milices chrétiennes à entrer dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila, où elles procédèrent, selon les estimations, au massacre de sept cents à plus de deux mille Palestiniens et civils libanais[112].

Les efforts répétés d'Israël pour mettre un terme aux conflits internes du Liban et à l'occupation étrangère échouèrent, et les troupes américaines s'enlisèrent peu à peu dans le bourbier libanais. En avril 1983, un kamikaze fit sauter l'ambassade américaine, causant la mort de soixante-trois personnes, et une attaque au camion piégé sur le quartier général des forces américaines en octobre entraîna la mort de deux cent quarante et un marines et ouvrit la voie au retrait complet des troupes l'année suivante.

Bien que les responsables américains – dont Reagan – n'aient pas apprécié l'attitude d'Israël au cours de la guerre, les États-Unis ne prirent aucune initiative pour sanctionner l'État hébreu. Certes, Reagan envoya une lettre au Premier ministre Menahem Begin le 9 juin, pour lui demander fermement d'accepter la proposition de cessez-le-feu avec la Syrie, mais les objectifs de Tsahal étaient déjà atteints à ce moment, et il n'en coûta pas un grand sacrifice à Israël d'accepter[113]. « Malgré des protestations verbales et

une irritation réelle, souligne l'historien et diplomate Itamar Rabinovich, les États-Unis ont accordé à Israël le soutien politique qui lui a permis de poursuivre la guerre sur une période exceptionnellement longue [114]. »

En effet, en décembre 1982, au lieu de sanctionner Israël pour l'invasion d'un pays voisin, le Congrès vota une nouvelle subvention de 250 millions de dollars en assistance militaire, et ce malgré la ferme opposition de Reagan et de son nouveau secrétaire d'État, George W. Shultz. Comme ce dernier devait s'en souvenir plus tard, « tout début décembre [1982], [...] j'ai entendu dire que le Congrès allait profiter de la fin de son mandat pour voter une augmentation de 250 millions de dollars de l'assistance militaire à Israël : et ce en dépit de son invasion du Liban, de son usage de munitions à fragmentation, et de sa complicité dans les massacres de Sabra et Chatila ! Nous nous sommes battus contre cette loi, nous avons vraiment bataillé. Le président Reagan et moi-même sommes intervenus personnellement, avons appelé beaucoup de sénateurs et de députés. Le 9 décembre, j'ai envoyé une lettre d'opposition dénonçant cette augmentation comme étant "une approbation et une récompense de la politique israélienne". Shamir, le ministre israélien des Affaires étrangères, a qualifié l'opposition de Reagan d'"acte inamical", et déclaré qu'elle "mettait en péril le processus de paix". Mais le Congrès a voté l'enveloppe, comme si le président Reagan et moi-même n'avions même pas existé. J'étais stupéfait, et complètement abattu. Cela m'a fait prendre conscience avec acuité du poids d'Israël dans les décisions du Congrès. J'ai compris qu'il me fallait agir prudemment avec les Israéliens si je voulais avoir quelque emprise sur les décisions du Congrès qui pourraient toucher Israël et si je voulais m'assurer de son soutien dans mes tentatives de faire progresser la situation au Moyen-Orient [115] ». Pourtant, Shultz et Reagan ne furent pas longs à suivre l'exemple du Congrès : le protocole d'accord de 1981 sur la coopération stratégique (suspendu après l'annexion du plateau du Golan) reprit effet en novembre 1983 car, de l'avis des responsables politiques américains, une coopération étroite avec Israël était le seul moyen d'exercer une influence sur son attitude [116].

La proximité de l'Amérique à l'égard d'Israël s'étend également aux négociations de paix. Les États-Unis ont joué un rôle majeur dans les efforts de paix infructueux qui ont suivi la guerre des Six-Jours, ainsi que dans les discussions qui ont mis un terme à la « guerre d'usure » en 1970. Les États-Unis ont accepté de consulter Israël avant de poursuivre les initiatives de paix en 1972, et Kissinger ne put jamais faire véritablement pression sur Israël lors des négociations « à petits pas » après la guerre du Kippour. À un certain stade des négociations, Kissinger a fini par se plaindre : « Je demande à Rabin de faire des concessions, et il répond qu'il ne peut pas parce que Israël est faible. Alors je lui fournis plus d'armes, et alors il dit qu'il n'a pas besoin de faire de concessions parce que Israël est puissant [117]. » Comme

nous l'avons évoqué plus haut, les accords de retrait entre l'Égypte et Israël aboutirent principalement grâce aux promesses américaines d'augmenter les aides à Israël et de poster des observateurs civils dans le Sinaï.

On retrouve le même schéma dans la façon dont l'administration Clinton a mené les négociations ayant abouti aux accords d'Oslo en 1993 et la tentative infructueuse d'arriver à un accord sur le statut final en 1999-2000. Il y eut de temps à autre des frictions entre les représentants de l'administration Clinton et leurs homologues israéliens, mais les États-Unis s'alignaient souvent sur les positions d'Israël et soutenaient en général son approche du processus de paix, même lorsqu'ils avaient de sérieuses réserves sur la stratégie israélienne [118]. Selon un négociateur israélien, Ron Pundak, un représentant majeur dans les négociations d'Oslo et l'un des architectes de l'accord-cadre sur le statut final à Camp David en 2000, « l'approche traditionnelle du Département d'État [américain] consistait à adopter la position du Premier ministre israélien, notamment au cours du mandat de Netanyahou – parfois, c'était à croire que le gouvernement américain travaillait pour le Premier ministre israélien, lorsqu'il essayait de convaincre le camp palestinien (et de faire pression sur lui) pour qu'il accepte les propositions d'Israël. C'était aussi flagrant au cours du mandat de Barak [119] ».

Les Américains ayant participé au processus de paix ont eux aussi le même avis sur la question. Selon Robert Malley, conseiller spécial pour les Affaires israélo-arabes et acteur majeur de Camp David, « les idées [israéliennes] promues à Camp David n'étaient jamais exprimées par écrit. [...] Elles étaient généralement présentées comme des concepts américains et non israéliens ». Cette pratique met en valeur l'ampleur de l'aide diplomatique que les États-Unis fournissaient à Israël alors même qu'ils étaient censés se comporter en médiateur impartial. De plus, les négociateurs américains étaient contraints par la règle du « zéro surprise », que Malley décrit comme « l'engagement américain à clarifier, ou du moins partager, chacune de leurs idées avec Israël. Puisque la stratégie de Barak excluait de dévoiler à l'avance ses arguments à quiconque (y compris au président), il invoquait la règle du "zéro surprise" pour pouvoir contrer les propositions américaines qu'il jugeait inacceptables. Les États-Unis (souvent involontairement) finissaient par adopter les positions de négociation d'Israël et par les présenter comme des lignes rouges au-delà desquelles Israël ne pouvait pas aller [120] ». Comme l'a formulé David Miller en 2005, conseiller de six secrétaires d'État différents pour les Affaires moyen-orientales et israélo-arabes et autre acteur majeur de l'effort de paix de l'administration Clinton, dans une autopsie de l'échec des négociations : « Bien trop souvent, [...] nous étions l'avocat d'Israël [121]. »

Conclusion

Depuis la création de l'État d'Israël en 1948, la politique américaine au Moyen-Orient est largement liée à l'engagement des États-Unis aux côtés de l'État hébreu. Comme nous le verrons en détail dans la seconde partie, cette tendance s'est accentuée au fil du temps. Un dernier exemple de la position privilégiée d'Israël parmi les alliés américains : depuis 1976, six dirigeants israéliens se sont exprimés devant le Congrès, un total bien supérieur à celui des autres pays [122]. Un exemple peut-être anecdotique, mais frappant si l'on considère que ces six dirigeants représentaient un pays dont la population en 2007 était inférieure à celle de la ville de New York.

Yitzhak Rabin avait raison : la générosité dont l'Amérique fait preuve envers Israël est bel et bien « sans précédent dans l'histoire contemporaine ». De modestes débuts, elle a évolué vers une « relation privilégiée » sans équivalent. Comme le disent Mitchell Bard et Daniel Pipes, « d'un certain point de vue, les États-Unis et Israël entretiennent peut-être la relation la plus extraordinaire de l'histoire de la politique internationale [123] ».

Malgré tout, le soutien fourni par les États-Unis au fil des ans a permis à Israël de prospérer. Et, pour beaucoup, ce seul fait suffit à sa justification. Rien d'étonnant donc à ce qu'un sondage réalisé en juin 2003 par l'Institut Pew révèle que, dans vingt pays sur les vingt et un interrogés – y compris de proches alliés des États-Unis tels que la Grande-Bretagne, la France, le Canada et l'Australie –, une majorité absolue ou relative de la population pense que la politique américaine au Moyen-Orient « est trop favorable à Israël ». Ce qui est peut-être plus surprenant, c'est qu'une majorité d'Israéliens (47 %) étaient d'accord [124].

Bien que les États-Unis aient tiré certains avantages de ce soutien et des indéniables exploits accomplis par Israël, ils ont donné bien plus qu'ils n'ont reçu. Cette générosité serait compréhensible si Israël était un atout stratégique pour les États-Unis – c'est-à-dire si son existence et son développement étaient essentiels à la sécurité des États-Unis. Elle serait également facile à justifier s'il y avait des raisons d'ordre moral impérieuses au maintien d'un tel soutien matériel et diplomatique. Mais ce n'est pas le cas. Dans les deux chapitres suivants, nous nous attacherons à démontrer que ni les intérêts stratégiques ni des impératifs d'ordre moral ne peuvent expliquer pourquoi les États-Unis continuent à soutenir Israël avec tant de prodigalité.

2

Israël : atout ou handicap stratégiques ?

On comprendrait mieux pourquoi les États-Unis apportent un tel soutien économique, militaire et diplomatique à Israël si cela favorisait globalement leurs intérêts. Cette aide généreuse pourrait ainsi être justifiée si elle constituait un moyen rentable pour les États-Unis de négocier avec des pays hostiles. Ce soutien inflexible aurait tout son sens si les États-Unis en tiraient des bénéfices conséquents en retour, et des bénéfices supérieurs à son coût économique et politique. Si Israël possédait des ressources naturelles (telles que du pétrole ou du gaz naturel), ou s'il occupait une position géographique stratégique, alors les États-Unis lui apporteraient leur soutien afin de conserver de bonnes relations avec lui et de le défendre contre d'éventuelles menaces. En bref, il serait facile d'expliquer l'aide à Israël si elle contribuait à la sécurité ou à la prospérité des Américains. La valeur stratégique d'Israël serait plus forte encore si l'appui des États-Unis leur faisait gagner l'amitié de nouveaux pays au lieu de ruiner les relations qu'ils entretiennent avec d'autres États importants.

De manière prévisible, ceux qui encouragent un soutien généreux à Israël ont régulièrement recours à ce genre d'arguments. Dans les années 1980 par exemple, des universitaires tels que Steven Spiegel et A.F.K. Organski estimaient qu'Israël était devenu un atout stratégique majeur au cours de la Guerre froide, et que l'aide américaine était une bonne affaire vu les bénéfices que les États-Unis en retiraient [1]. Comme l'a formulé le représentant à Washington de l'American Jewish Committee Hyman Bookbinder en 1984 : « Nous nous mettons en quatre pour aider les gens à comprendre que l'aide fournie à Israël est aussi dans l'intérêt stratégique des

États-Unis[2]. » Aujourd'hui, l'AIPAC, le groupe de pression pro-israélien le plus influent, déclare que les États-Unis et Israël sont engagés dans un « partenariat stratégique important pour affronter les menaces dirigées contre les deux nations », et que la coopération israélo-américaine dans le domaine de la défense et de la sécurité « s'est avérée d'une importance suprême et toujours croissante »[3]. Le néoconservateur Project for the New American Century (PNAC, « Projet pour un nouveau siècle américain[4] ») définit Israël comme « l'allié le plus fidèle de l'Amérique dans la lutte contre le terrorisme international » et, selon le Jewish Institute for National Security Affairs (JINSA), « la coopération stratégique israélo-américaine est un élément essentiel de l'équation de la sécurité nationale des États-Unis[5] ». Selon Martin Kramer, chercheur au Centre Shalem de Jérusalem et au Washington Institute for Near East Policy (WINEP), si les États-Unis soutiennent Israël, ce n'est pas en raison du « sentiment de culpabilité suscité par l'Holocauste ou de valeurs démocratiques communes », mais parce que l'aide à Israël « soutient la "*pax americana*" en Méditerranée orientale » et constitue un « moyen bon marché de maintenir l'ordre dans une partie du Moyen-Orient »[6]. Le spécialiste israélien en études stratégiques Efraim Inbar approuve : « Les arguments en faveur du soutien à Israël comme allié stratégique majeur des États-Unis, en raison de sa situation géographique, de sa stabilité politique et de ses atouts technologiques et militaires, sont tout à fait justifiés[7]. »

Ce raisonnement stratégique ne relie pas cette politique à un quelconque acte de charité ou à une obligation morale, et encore moins à un travail de lobbying[8]. Ce soutien inflexible à Israël ne serait que le reflet des intérêts stratégiques américains : les États-Unis soutiendraient Israël parce que ce serait un moyen d'accroître la sécurité de tous les Américains.

Dans ce chapitre, nous démontrons que cette théorie est, au mieux, périmée, et, au pis, tout simplement fausse. Soutenir Israël a pu procurer des avantages stratégiques par le passé, mais ces avantages ont fortement décliné ces derniers temps alors que les coûts économiques et diplomatiques ont, eux, augmenté. En réalité, Israël est passé du statut d'atout stratégique à celui de handicap. Un soutien si indéfectible rend en fait les Américains plus vulnérables et complique la tâche des États-Unis lorsqu'il s'agit d'atteindre des objectifs importants et impérieux en matière de politique étrangère. Bien que les États-Unis aient de très bonnes raisons de défendre l'existence d'Israël et s'engagent à œuvrer pour sa survie, l'ampleur actuelle de l'aide américaine et sa nature inconditionnelle ne peuvent être justifiées par des motifs stratégiques. Nous commencerons par évaluer le rôle qu'a joué Israël au cours de la Guerre froide, car l'argument selon lequel Israël constituait un atout stratégique était surtout pertinent à cette époque. Nous aborderons ensuite le nouvel argument invoqué après la chute de l'URSS

– selon lequel le soutien à Israël est justifié par la menace du terrorisme international et d'un groupe d'« États voyous » (*rogue states*) – et nous démontrerons que cet argument ne suffit pas, lui non plus, à justifier ce soutien inconditionnel.

Maîtriser l'ours russe

À sa création en 1948, les responsables politiques américains ne considéraient pas Israël comme un atout stratégique. Ils pensaient que des liens trop étroits avec cet État faible et potentiellement vulnérable seraient préjudiciables à la position des États-Unis au Moyen-Orient. La décision que prit le président Truman d'encourager le plan de partage de l'ONU et de reconnaître l'État d'Israël ne se fondait pas sur des impératifs stratégiques, mais sur une véritable compassion envers les souffrances du peuple juif, une forme de conviction religieuse selon laquelle il fallait permettre aux Juifs de retrouver leur patrie, et la certitude d'en toucher quelques dividendes politiques, dans la mesure où la reconnaissance de l'État hébreu était fortement soutenue par de nombreux Juifs américains [9]. Dans le même temps, plusieurs importants conseillers de Truman – dont le secrétaire d'État George Marshall et le chef du Département d'analyse stratégique George Kennan – s'opposaient à cette décision qui, à leurs yeux, fragiliserait les relations des États-Unis avec le monde arabe et faciliterait la pénétration soviétique dans la région. Comme le soulignait Kennan dans un mémo interne en 1948, « soutenir les objectifs radicaux du sionisme politique » se ferait « au détriment des objectifs de sécurité que les États-Unis se sont fixés » au Moyen-Orient. À ses yeux, insistait-il, ce choix créerait des opportunités pour l'URSS, menacerait les concessions pétrolières, et limiterait les possibilités d'installer des bases américaines dans la région [10].

Au début des années 1960, cette vision des choses s'était quelque peu émoussée et, à la lumière de l'aide croissante que fournissait l'URSS à l'Égypte, la Syrie et l'Irak, l'administration Kennedy décida qu'Israël méritait plus de soutien [11]. Les leaders israéliens insistèrent à plusieurs reprises sur leur valeur potentielle en tant qu'alliés, et leur victoire écrasante dans la guerre des Six-Jours (1967) renforça cette thèse en apportant une démonstration éclatante des capacités militaires israéliennes. Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, Nixon et Kissinger envisageaient le soutien américain à Israël comme un moyen efficace de contrer l'influence soviétique dans la région [12]. L'idée qu'Israël était un « atout stratégique » a ainsi pris racine dans les années 1970 avant de devenir un article de foi au milieu des années 1980.

Les arguments vantant la valeur stratégique d'Israël de 1967 à 1989 sont simples. En endossant le rôle de mandataire de l'Amérique au Moyen-Orient, Israël a aidé les États-Unis à contenir l'expansion soviétique et, en quelques occasions, à régler d'autres crises dans cette région cruciale [13]. En infligeant des défaites militaires humiliantes aux États satellites de l'URSS tels que l'Égypte et la Syrie au cours de la guerre des Six-Jours en 1967 et de la guerre du Kippour en 1973, Israël a nui à la réputation de Moscou – un bien piètre allié – tout en faisant grandir le prestige des États-Unis. Ce fut là un élément clé de la stratégie adoptée par Nixon et Kissinger pendant la Guerre froide : soutenir Israël au maximum pour empêcher l'Égypte et la Syrie de reconquérir les territoires perdus en 1967, et démontrer ainsi les limites du soutien soviétique. Cette stratégie porta ses fruits dans les années 1970, lorsque le président Sadate cessa toute relation avec Moscou et s'aligna sur les États-Unis, brèche qui ouvrit la voie au traité de paix israélo-égyptien de 1979. Les victoires successives d'Israël obligèrent également les Soviétiques à consacrer de précieuses ressources au réarmement de leurs États satellites, ce que leur économie, déjà mise à rude épreuve, eut du mal à supporter.

En fournissant aux États-Unis des renseignements sur le potentiel soviétique, les États satellites de l'URSS et le Moyen-Orient en général, Israël aida les États-Unis dans leur grande campagne contre les Soviétiques. En 1956 par exemple, un espion israélien se procura une copie du « rapport secret » du Premier secrétaire Nikita Khrouchtchev dénonçant les crimes de Staline, qu'Israël s'empressa de transmettre aux États-Unis. Dans les années 1960, Israël permit aux experts de la Défense américaine d'accéder à un Mig-21 soviétique – récupéré grâce à un transfuge irakien – et à du matériel soviétique confisqué au cours des guerres de 1967 et 1973 [14]. Enfin, les États-Unis tirèrent bénéfice de leur accès aux bases d'entraînement en Israël, de la technologie de pointe développée par les entreprises d'armement israéliennes, et de leurs échanges avec des experts israéliens sur le contre-terrorisme et d'autres problèmes de sécurité.

Cette justification du soutien à Israël est légitime dans les faits, et Israël a certainement pu constituer un réel atout stratégique pendant cette période. Pourtant, l'affaire n'est pas aussi entendue que veulent bien l'affirmer ses défenseurs – ce soutien fut ouvertement remis en question par des experts américains à l'époque [15]. Pourquoi ? D'abord parce que, en plus d'être un fardeau économique direct, le partenariat grandissant avec Israël se révélait relativement coûteux pour les États-Unis, ensuite parce que la capacité d'Israël à aider un partenaire beaucoup plus puissant que lui était par nature limitée.

Tout d'abord, bien que l'armée israélienne ait en partie permis de contenir les États satellites de l'URSS dans la région, l'engagement américain auprès d'Israël a largement contribué à ce que l'Égypte, la Syrie et l'Irak

se jettent dans les bras de Moscou. L'Égypte et la Syrie, enlisées dans un conflit avec Israël depuis la fin des années 1940, ne recevaient aucune aide de Washington malgré leurs sollicitations répétées. Le soutien américain à Israël était alors loin d'être aussi généreux qu'à l'heure actuelle, mais les États-Unis s'employaient à œuvrer pour sa survie et n'allaient rien faire qui puisse compromettre sa sécurité – les États-Unis refusaient en particulier de fournir à l'Égypte ou à la Syrie des armes qui pourraient être utilisées contre l'État hébreu. En conséquence, lorsqu'en février 1955 une attaque israélienne sur une base égyptienne de Gaza causa la mort de trente-sept soldats égyptiens et en blessa trente et un autres, le président Nasser n'eut d'autre choix que de se tourner vers l'URSS pour s'approvisionner en armes. À plusieurs reprises, Nasser qualifia le raid sur Gaza de « tournant », précipitant la première grosse vente d'armes soviétique à un pays arabe, faisant de l'URSS un acteur majeur au Moyen-Orient quasiment du jour au lendemain. Cette attaque poussa également Nasser à mettre un terme aux négociations secrètes avec le gouvernement israélien et à changer d'attitude : cessant ses efforts modestes pour limiter les infiltrations d'activistes arabes, il décida de les encourager activement [16]. Dans leur situation de conflit permanent avec Israël et devant le refus américain de fournir des armes, les principaux adversaires arabes de l'État hébreu furent contraints de faire appel à l'Union soviétique, malgré les craintes que suscitait ce rapprochement avec Moscou [17].

Ensuite, bien qu'il ait mis davantage de pression sur l'URSS, le soutien américain à Israël a également attisé le conflit israélo-arabe et empêché de parvenir à une solution négociée, une situation qui continue de hanter tant Israël que les États-Unis. Si la stratégie de Nixon et de Kissinger finit tout de même par soustraire l'Égypte à l'influence soviétique, la tendance à voir les problèmes du Moyen-Orient principalement par le prisme de la Guerre froide (et donc à soutenir Israël quoi qu'il arrive) conduisit également les États-Unis à négliger plusieurs occasions de paix prometteuses, et plus particulièrement les signaux qu'envoya le président égyptien Sadate à plusieurs reprises en 1971-1972 lorsqu'il était prêt à un accord [18]. S'adressant à des proches en 1975, Kissinger se souvint que les efforts du secrétaire d'État William Roger pour arriver à un accord provisoire en 1971 avaient échoué sur la question « de permettre ou non à mille soldats égyptiens de franchir le Canal. Je dois dire à présent que je m'en veux de ne pas avoir épaulé Roger plus que je ne l'ai fait [19] ».

Enfin, le rapprochement entre Israël et les États-Unis au cours des années 1960 et 1970 contribua également à la naissance de l'anti-américanisme dans le monde arabo-musulman. « À l'époque de la Première Guerre mondiale, souligne l'historien Oussama Makdisi, l'image des États-Unis dans les provinces arabes de l'Empire ottoman était globalement positive ; ceux qui avaient entendu parler de ce pays le considéraient comme une

grande puissance qui n'avait pas les velléités impérialistes de la Grande-Bretagne, de la France, ou encore de la Russie[20]. » Même après la création de l'État d'Israël, le ressentiment arabe fut contenu par les efforts déployés par les États-Unis pour jouer un rôle impartial au Moyen-Orient et par le fait que la France – et non les États-Unis – était, jusqu'en 1967, le premier fournisseur d'armes d'Israël. Les conflits avec les pays arabes « progressistes » tels que l'Égypte de Nasser reflétaient en partie les désaccords sur Israël, mais venaient également du soutien des États-Unis aux monarchies conservatrices du Moyen-Orient (le Shah d'Iran, le roi Hussein de Jordanie, la maison des Saoud), qui toutes nourrissaient une profonde hostilité à l'endroit de Nasser. Malheureusement, le soutien à ces régimes (que Washington qualifiait de « modérés » alors que ses opposants les jugeaient « réactionnaires ») et à Israël conduisit progressivement les pays arabes à percevoir les États-Unis comme les héritiers de l'impérialisme britannique[21].

Cette antipathie s'accrut avec l'augmentation du soutien américain à Israël, et s'aggrava avec l'occupation de la Cisjordanie, du Sinaï, de Gaza et du plateau du Golan en 1967 ainsi qu'avec la répression qu'exerça par la suite Israël sur les Palestiniens des territoires occupés. Au cours de la Guerre froide, cette situation suscita chez les gouvernements du Moyen-Orient un désir grandissant de nouer des liens étroits avec Moscou et réduisit l'influence américaine. Elle contribua également à la montée des extrémismes arabe et musulman, comme des analystes visionnaires l'avaient prédit il y a de cela vingt ans. Harry Shaw, ancien chef du département de l'Aide militaire de la Direction du Budget, écrivait par exemple en 1985-1986 : « La politique de colonisation israélienne en Cisjordanie est contraire aux intérêts américains et contraire à la politique américaine. La stagnation des efforts de paix – imputable aussi bien à Israël qu'à ses voisins arabes – lèse les Arabes désireux de vivre en paix et renforce l'influence des islamistes et d'autres Arabes qui n'ont aucun intérêt à ce qu'émerge un Moyen-Orient stable, conciliable avec les intérêts américains et la sécurité d'Israël[22]. » Les relations entre l'Amérique et le monde arabo-musulman n'auraient certainement pas été parfaites même si Israël n'avait pas été un allié américain, mais une position plus impartiale aurait évité une importante source de conflits. Cela n'échappa pas à l'homme politique et général israélien Moshe Dayan, dont les mémoires contiennent le compte rendu très révélateur d'une discussion avec Kissinger lors de la guerre du Kippour. « Bien que j'aie remarqué que les États-Unis étaient le seul pays prêt à nous défendre, écrit Dayan, je me suis dit à part moi qu'il aurait mieux valu pour les États-Unis qu'ils soutiennent les Arabes[23]. »

Le soutien à Israël eut d'autres inconvénients pour les États-Unis, tels que l'embargo de l'OPEP sur les livraisons de pétrole et la réduction de la production pétrolière pendant la guerre du Kippour (1973). L'usage de

l'« arme du pétrole » était une réponse directe à la décision prise par Nixon de fournir à Israël 2,2 milliards de dollars en assistance militaire d'urgence pendant la guerre, et finit par causer des préjudices considérables à l'économie américaine. Pour la seule année 1974, la hausse des prix du pétrole coûta 48,5 milliards de dollars aux États-Unis, et une chute estimée à 2 % du PIB. Le choc pétrolier mit également à rude épreuve les relations entre les États-Unis et leurs principaux alliés européens et asiatiques [24]. Aider Israël à vaincre deux États satellites de l'URSS a sans doute servi les intérêts américains dans cette période de Guerre froide, il n'empêche que les États-Unis ont payé cette victoire au prix fort.

Dans ce contexte, la contribution d'Israël fut certainement utile, mais sa valeur stratégique ne doit pas être surestimée. L'État hébreu a, par exemple, fourni aux États-Unis des renseignements utiles, mais il n'existe aucune preuve que ces derniers aient changé le cours de la compétition entre ces deux superpuissances ou aient permis à l'Amérique d'infliger un coup fatal à son adversaire communiste. Il semble que le principal avantage ait été l'accès aux armes soviétiques confisquées et aux données concernant leurs performances sur le champ de bataille, ainsi que les témoignages de Juifs soviétiques émigrés en Israël. Les États-Unis ont utilisé ces informations pour développer des armes et des tactiques qui auraient été précieuses si les deux superpuissances en étaient venues à la confrontation directe, et ces renseignements ont sans nul doute aidé les États-Unis lorsqu'ils ont combattu d'anciens États satellites de l'URSS tels que l'Irak. Mais l'Irak était une puissance militaire de niveau très inférieur, et les États-Unis n'ont guère eu besoin d'aide pour vaincre Saddam Hussein en 1991 ou pour le renverser en 2003. L'accès aux camps d'entraînement de Tsahal et les conseils d'experts israéliens ont également été utiles et appréciés, mais ces arrangements n'ont jamais été déterminants dans le développement de la puissance militaire américaine, ni dans la victoire des États-Unis sur l'Union soviétique.

À vrai dire, l'« aide » israélienne fut même parfois d'une qualité douteuse. Un ancien responsable de la CIA dit avoir été « consterné par la piètre qualité des renseignements politiques dont disposait Israël sur le monde arabe. [...] Leur tactique militaire était de premier ordre. Mais ils ne connaissaient pas leur ennemi. Je suis tombé sur ces renseignements politiques, et ils étaient vraiment nuls, c'était ridicule. [...] C'était principalement des rumeurs [25] ». Israël a également fourni des renseignements erronés ou trompeurs aux États-Unis, sûrement dans le but de les pousser à intervenir dans le sens que souhaitait Israël. Avant la guerre des Six-Jours par exemple, Israël fournit aux États-Unis des données qui brossaient un tableau menaçant des capacités militaires et des intentions de l'Égypte, mais que les agents du renseignement américain jugèrent inexacts et politiquement motivés. Comme

le conseiller à la Sécurité nationale W. W. Rostow l'annonça au président Johnson, « nous ne pensons pas que les renseignements avancés par les Israéliens [...] soient une estimation sérieuse du genre de ce qu'ils auraient pu soumettre à leurs propres responsables. Nous pensons qu'il s'agit probablement d'une ruse destinée à pousser les États-Unis à agir de la ou des manière(s) suivante(s) : a) fournir du matériel militaire, b) prendre plus d'engagements publics vis-à-vis d'Israël, c) approuver les initiatives militaires israéliennes, d) faire davantage pression sur Nasser [26] ». Comme nous le verrons en plus grand détail au chapitre 7, Israël a également fourni des rapports alarmistes aux États-Unis sur le programme irakien d'AMD avant l'invasion de 2003, contribuant ainsi aux erreurs d'appréciation sur le véritable danger que représentait Saddam Hussein [27].

Israël n'a pas été non plus un mandataire digne de confiance pour sauvegarder les intérêts américains dans la région. Lorsque Martin Kramer affirme que « le soutien américain à Israël [...] étaye la "*pax americana*" en Méditerranée orientale » et constitue un « moyen bon marché de maintenir l'ordre dans une partie du Moyen-Orient », il surestime les avantages de cette relation et en sous-estime les coûts [28]. La stabilité en Méditerranée orientale est certes souhaitable, mais la région ne constitue pas un intérêt stratégique crucial pour les États-Unis, par opposition au Golfe persique, riche en pétrole. Et, si la valeur stratégique d'Israël est liée à son rôle dans l'imposition de la *pax americana* dans cette région, alors il n'a pas fait du bon travail. Son invasion du Liban en 1982 a nui à la stabilité de la région et a conduit tout droit à la création du Hezbollah, le groupe soupçonné d'être responsable des attaques tragiques sur l'ambassade américaine et la caserne des marines qui ont coûté la vie à plus de deux cent cinquante Américains. Ce sont les kamikazes qui sont responsables de ces morts, mais ces pertes font aussi partie du prix que les États-Unis ont dû payer pour remédier au désordre qu'Israël avait créé. La longue campagne de colonisation de la Cisjordanie et de Gaza (indirectement subventionnée par les États-Unis et en partie menée avec des armes fabriquées aux États-Unis) a également provoqué deux soulèvements majeurs au cours desquels des milliers de Palestiniens et d'Israéliens ont été tués. Kramer surestime donc sérieusement la vertu de « stabilisateur régional » bon marché que représenterait Israël.

Sa valeur stratégique est d'autant plus réduite qu'Israël ne contribue en rien à préserver un intérêt manifestement vital pour les États-Unis : l'accès au pétrole du Golfe persique. Malgré les prouesses militaires tant vantées d'Israël, les États-Unis n'ont pas pu compter sur son aide au cours de la Guerre froide pour empêcher une attaque directe des Soviétiques sur les réserves de pétrole occidentales, ou pour les protéger de l'éventualité d'une guerre régionale. Comme le remarquait Harry Shaw au milieu des années 1980, « certains responsables israéliens refusent explicitement que

Tsahal se batte contre l'armée soviétique si cela ne concerne pas expressément la défense de leur pays. [...] Ces Israéliens trouvent bizarre l'idée que les troupes israéliennes doivent progresser au-delà de leurs frontières pour tomber sur une poussée de l'armée soviétique en direction du Golfe persique [29] ». Selon un ancien responsable du Pentagone, « la valeur stratégique que représente Israël pour les États-Unis a toujours été ridiculement exagérée. En travaillant à l'étude de scénarios militaires au Moyen-Orient dans les années 1980, nous nous sommes aperçus que les Israéliens ne nous seraient que de peu d'utilité dans 95 % des cas [30] ».

Comme l'on pouvait s'y attendre, lors de la chute du Shah d'Iran en 1979, qui suscita la crainte d'une éventuelle offensive soviétique, les États-Unis durent créer leur propre force d'intervention pour contrer cette menace et négocier l'installation de bases militaires et le stockage anticipé de matériel de guerre dans plusieurs pays arabes. Les États-Unis ne pouvaient pas compter sur Israël pour contrer seul l'URSS ni utiliser Israël comme base principale – malgré les propositions de celui-ci – parce que agir ainsi aurait créé des problèmes politiques dans le monde arabe et compliqué davantage encore la tâche de contenir la présence soviétique dans la région. Comme Shaw le remarquait en 1986, « l'idée d'utiliser Israël comme base de projection de l'armée américaine dans les États arabes [...] ne connaît pas un vif succès en dehors d'Israël. Des analystes arabes affirment qu'un régime arabe qui accepterait de l'aide américaine acheminée via Israël se discréditerait aux yeux de son peuple et serait ainsi susceptible d'être renversé. [...] Les responsables américains sont également sceptiques quant à la possibilité d'utiliser des bases israéliennes. Car il se peut que les propositions israéliennes aient avant tout pour but d'amener les États-Unis à resserrer les liens avec Israël et à faire en sorte que l'aide américaine augmente sans qu'Israël ait besoin de s'engager à quoi que ce soit [31] ». La capacité limitée d'Israël à aider les États-Unis dans le Golfe fut révélée à la fin des années 1980, lorsque la guerre entre l'Iran et l'Irak mit en danger la sécurité des acheminements pétroliers dans le Golfe persique. Les États-Unis et plusieurs de leurs alliés européens renforcèrent la présence de leurs forces navales dans la région, se mirent à escorter des pétroliers, et attaquèrent même des patrouilleurs iraniens, mais Israël n'eut aucun rôle à jouer dans ces opérations [32].

En définitive, bien qu'un petit nombre d'éléments puissent attester de la valeur stratégique d'Israël au cours de la Guerre froide, ils ne suffisent pas à légitimer l'ampleur de l'aide économique, militaire et diplomatique fournie par les États-Unis. On peut facilement comprendre pourquoi les États-Unis ont consacré des milliards de dollars à la défense de leurs alliés de l'OTAN – l'Europe était une puissance industrielle de premier plan qu'il ne fallait pas laisser tomber aux mains des Soviétiques – et il est tout aussi aisé de voir les raisons stratégiques qui ont motivé le soutien américain aux puissances

pétrolières telles que l'Arabie saoudite, dont les valeurs politiques se situent pourtant à l'opposé de celles de l'Amérique. Mais, dans le cas d'Israël, ce genre d'impératif stratégique ne fut jamais aussi évident. Henry Kissinger eut beau utiliser l'aide à Israël comme un moyen de brouiller les relations entre Moscou et Le Caire, il reconnut en privé que « la puissance israélienne n'[empêchait] pas la propagation du communisme dans le monde arabe. [...] Alors il est difficile d'affirmer qu'un Israël fort sert les intérêts américains en évitant la propagation du communisme dans le monde arabe car ce n'est pas le cas. Cela assure la survie d'Israël [33] ». Ronald Reagan qualifia Israël d'« atout stratégique » au cours de sa campagne présidentielle en 1980, mais il ne mentionne nulle part dans ses mémoires la valeur stratégique d'Israël – en revanche, il fait référence à diverses considérations d'ordre moral pour justifier son soutien à l'État hébreu [34].

Des experts israéliens très sérieux l'ont admis depuis longtemps. Comme l'a souligné Shai Feldman (ancien directeur de l'Institut de recherches stratégiques de l'université de Tel-Aviv) dans son étude sur la coopération militaire entre les États-Unis et Israël, « la dimension stratégique des raisons invoquées par les États-Unis pour soutenir Israël n'a jamais constitué le cœur de cette relation. Cette dimension a pourtant été mise en valeur dans les années 1980 par les sympathisants américains d'Israël qui cherchaient à justifier les relations israélo-américaines par des motifs susceptibles de plaire aux gouvernements républicains. Mais l'importance de cette coopération et le rôle éventuel d'atout stratégique que joue Israël pour les États-Unis sont loin de compter autant que les autres motifs qui justifient les relations israélo-américaines ». Ces « autres éléments », selon Feldman, étaient la compassion suscitée par l'Holocauste, des valeurs politiques communes, la figure de l'opprimé, les liens culturels, et le « rôle de la communauté juive dans la politique américaine [35] ».

De la Guerre froide au 11 septembre

Même si Israël était un allié précieux durant la Guerre froide, cet argument disparut avec l'effondrement du bloc soviétique. Selon l'historien du Moyen-Orient Bernard Lewis (lui-même fervent partisan d'Israël), « quelle que soit la valeur qu'ait pu avoir Israël en tant qu'atout stratégique, elle a expiré lorsque la Guerre froide a touché à sa fin ». Le spécialiste des sciences politiques Bernard Reich, de l'université George Washington, auteur de plusieurs ouvrages sur les relations israélo-américaines, arriva aux mêmes conclusions en 1995, soulignant qu'« Israël [avait] un intérêt limité pour les États-Unis d'un point de vue militaire ou économique ; [...] ce n'est pas un État déterminant d'un point de vue stratégique ». L'expert des questions de

défense Robert Art, de l'université de Brandeis, insiste sur le même point dans son ouvrage *A Grand Strategy for America*, paru en 2003 : « Israël possède une faible valeur stratégique pour les États-Unis et constitue même, à certains égards, un poids mort[36]. » À vrai dire, à mesure que la Guerre froide entrait dans les livres d'histoire, c'était même de plus en plus flagrant.

En 1991, la guerre du Golfe prouva qu'Israël devenait un fardeau stratégique. Les États-Unis et leurs alliés rassemblèrent plus de 400 000 hommes pour libérer le Koweït, mais ils ne purent utiliser les bases israéliennes ni autoriser Tsahal à participer aux combats, de crainte de mettre en danger la fragile coalition contre l'Irak. Et, lorsque Saddam Hussein envoya des missiles SCUDS sur Israël dans l'espoir de provoquer une réaction israélienne qui briserait la coalition, Washington dut utiliser des missiles Patriot pour défendre Israël et éviter qu'il entre dans le jeu. Bien sûr, Israël n'était pas responsable de cette situation, mais elle montrait à quel point l'État hébreu devenait plus un handicap qu'un atout. Comme William Waldegrave, secrétaire d'État au ministère britannique des Affaires étrangères, le déclara à la Chambre des communes, il se pouvait que les États-Unis fussent en train d'apprendre qu'une alliance stratégique avec Israël « n'était pas particulièrement utile si elle ne p[ouvai]t servir dans une crise telle que celle-ci ». Ce point n'échappa pas non plus à Robert Lewis : « Le changement [dans l'intérêt stratégique d'Israël] fut particulièrement flagrant pendant la guerre du Golfe, [...] lorsqu'il apparut que ce que les États-Unis désiraient le plus d'Israël était qu'il reste en dehors du conflit – qu'il se taise, n'agisse pas, et soit, dans la mesure du possible, invisible. [...] Israël n'était pas un atout, il était hors sujet – d'aucuns dirent qu'il était encombrant[37]. »

On pourrait penser que la menace du terrorisme international ait pu constituer un argument de poids en faveur de la coopération israélo-américaine, mais ce n'est pas le cas. Le processus de paix d'Oslo était en vigueur pendant la majeure partie des années 1990 ; les attaques terroristes palestiniennes sur Israël diminuaient, passant de 67 morts et 167 blessés en 1994 à 1 mort et 12 blessés en 2000. (Mais le nombre de victimes israéliennes a de nouveau augmenté avec la fin de la paix : 110 morts et 918 blessés en 2001, 320 morts et 1 498 blessés en 2002[38].) Les responsables politiques américains s'inquiétaient de plus en plus du terrorisme islamique – et en particulier d'Al-Qaida – surtout après la tentative d'attentat avortée contre le World Trade Center en 1993, l'attaque sur les tours Khobar en Arabie saoudite en 1996, l'attentat contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie en 1998, et contre l'*USS Cole* au Yémen en 1999. Un certain nombre d'initiatives avaient été prises pour traiter ce problème, mais le terrorisme n'était pas encore perçu comme une menace mortelle. Les États-Unis ne déclarèrent sérieusement la « guerre contre le terrorisme » qu'après le 11 septembre 2001[39].

De même, si Israël et les États-Unis s'inquiétaient des « États voyous » tels que l'Irak, l'Iran, la Libye ou la Syrie, à cette époque ces États étaient trop faibles pour constituer une véritable menace pour les États-Unis. Il faut garder à l'esprit qu'en 2000 la population de ces quatre États réunis représentait moins de 40 % de celle de l'Amérique, leur PIB à peine plus de 5 % du PIB américain, et leurs dépenses militaires moins de 3 % du budget de la Défense américaine [40]. L'Irak était soumis à un embargo de l'ONU et les inspecteurs s'employaient à démanteler son programme de construction d'ADM. Quant au programme iranien, il n'était guère avancé à l'époque. De plus, la Syrie, l'Iran et l'Irak s'affrontaient souvent, ce qui facilitait leur endiguement et évitait aux États-Unis de songer à renverser leurs dirigeants.

Les États-Unis adoptèrent une politique de « double endiguement » envers l'Iran et l'Irak, et tentèrent, en vain, de négocier un traité de paix entre la Syrie et l'Iran [41]. Ils s'engagèrent également dans de longues tractations – finalement fructueuses – pour persuader la Libye d'abandonner son programme d'ADM et de dédommager les familles des victimes de l'explosion du vol 103 de la PanAm, campagne rythmée par les sanctions économiques et par les efforts d'une patiente diplomatie multilatérale [42]. Les États-Unis n'avaient pas besoin d'Israël pour parvenir à leurs fins.

En d'autres termes, si Israël était considéré comme un précieux allié, ce n'était pas parce que les responsables politiques américains jugeaient sa participation essentielle dans les négociations avec ces « États voyous ». En revanche, les inquiétudes de Washington relatives à ces États étaient en grande partie dues au fait que les États-Unis protégeaient Israël. En ce qui concerne l'Iran par exemple, les principaux points de discorde entre Téhéran et Washington étaient : 1) l'opposition iranienne au processus de paix de Camp David ; 2) son soutien au Hezbollah ; 3) ses efforts pour développer des ADM. Ces problèmes étaient aggravés par les liens entre les États-Unis et Israël [43]. Washington avait bien sûr des intérêts dans la région qui n'étaient pas liés à Israël, tels que son désir d'empêcher un seul État de dominer le Golfe et de s'assurer ainsi un accès au pétrole, et la défense de ces intérêts donnait lieu de temps à autre à des conflits avec certains États de la région. Et les États-Unis se seraient sans nul doute opposés au programme d'ADM iranien même si Israël n'avait pas existé. Mais l'engagement des États-Unis auprès d'Israël a, semble-t-il, aggravé le niveau d'urgence de ces problèmes, sans pour autant aider à les résoudre.

Avant le 11 septembre 2001, le danger que représentaient le terrorisme et les États voyous ne constituait pas un motif stratégique impérieux justifiant le soutien inconditionnel des Américains à l'État hébreu. Ces considérations expliquent pourquoi Israël voulait le soutien des États-Unis, mais ne justifient en aucun cas l'ampleur de l'aide fournie par l'Amérique.

« Unis contre le terrorisme » : le nouvel argument

À la suite des attentats du 11 septembre 2001, un nouvel argument fournit la principale justification stratégique du soutien américain à Israël : les deux États étaient désormais « unis contre le terrorisme ». Ce nouvel argument présente les États-Unis et Israël comme menacés par les mêmes groupes terroristes soutenus par une série d'États voyous cherchant à acquérir des ADM. On dit que leur haine d'Israël et des États-Unis est due à un rejet fondamental des valeurs judéo-chrétiennes de l'Occident, de sa culture, de ses institutions démocratiques. En d'autres termes, ils détestent les Américains pour « ce qu'ils sont », non pour « ce qu'ils font ». De la même manière, ils détestent Israël car c'est un pays occidental, moderne, démocratique, et non parce qu'il a occupé des territoires arabes – dont d'importants lieux saints de l'Islam – et opprimé une population arabe.

Si on suit ce raisonnement, le soutien à Israël ne joue aucun rôle dans le problème de terrorisme que connaissent les États-Unis ni dans l'anti-américanisme croissant dans le monde arabo-musulman, et mettre un terme au conflit israélo-palestinien ou conditionner ou restreindre le soutien américain à Israël ne serait d'aucun secours. Washington devrait donc donner carte blanche à Israël pour régler le problème avec les Palestiniens et les groupes tels que le Hezbollah. De plus, Washington ne devrait pas faire pression sur Israël pour qu'il fasse des concessions (telles que le démantèlement des colonies) jusqu'à ce que tous les terroristes palestiniens soient arrêtés, repentis ou morts. Au lieu de cela, les États-Unis devraient continuer à fournir un large soutien à Israël et à utiliser leur influence pour s'en prendre à des pays tels que la République islamique d'Iran, l'Irak de Saddam Hussein, la Syrie de Bachar Al Assad, et d'autres États soupçonnés de soutenir les terroristes.

Au lieu de considérer qu'Israël est largement à l'origine des relations houleuses entre l'Amérique et le monde arabo-musulman, ce raisonnement érige l'État hébreu en allié principal dans la guerre internationale contre le terrorisme. Pourquoi ? Parce qu'on nous dit que ses ennemis sont les ennemis de l'Amérique. Ainsi que l'a formulé Ariel Sharon lors d'un déplacement aux États-Unis fin 2001 après les terribles attaques sur le World Trade Center et le Pentagone : « Vous, ici en Amérique, vous faites la guerre au terrorisme. Nous, en Israël, nous faisons la guerre au terrorisme. Il s'agit de la même guerre. » Selon un haut fonctionnaire de la première administration Bush, « Sharon a caressé le président dans le sens du poil : "Votre guerre est la mienne, le terrorisme, c'est le terrorisme, etc." [44] ». En 2002, l'ancien Premier ministre Benjamin Netanyahou s'adressa au Sénat américain en ces termes : « Si nous ne fermons pas immédiatement les usines de la terreur où Arafat

fabrique des bombes humaines, alors ce sont vos villes que viendront bientôt terroriser les kamikazes. Si on ne se débarrasse pas de cette folie, alors elle frappera vos bus, vos supermarchés, vos restaurants, vos cafés. » Netanyahou fit également paraître une tribune dans le *Chicago Sun Times*, dans laquelle il déclarait : « Aucune injustice, réelle ou imaginaire, ne pourra jamais justifier le terrorisme. [...] Que l'Amérique renverse le régime des Taliban en Afghanistan, et le réseau Al-Qaida se désagrégera de lui-même. Les États-Unis doivent à présent agir de la même façon avec les autres régimes de terreur – l'Iran, l'Irak, la dictature de Yasser Arafat, la Syrie, et quelques autres [45]. » Son successeur, Ehud Barak, lui fit écho dans une tribune du *Times* : « Les gouvernements de ce monde savent exactement qui sont les terroristes et quels sont les États voyous qui les soutiennent. Il existe des preuves que des pays comme l'Iran, l'Irak, la Libye, le Soudan et la Corée du Nord ont soutenu le terrorisme, alors que personne n'a besoin qu'on lui rappelle le carnage provoqué par les terroristes du Hamas, du Hezbollah, du Jihad islamique, et même de l'OLP de Yasser Arafat [46]. » Le Premier ministre Ehud Olmert aborda la question sous le même angle lorsqu'il s'adressa au Congrès en 2006 : « Nos pays ne partagent pas seulement l'expérience du terrorisme et la douleur qu'il engendre. Nous partageons aussi l'engagement et la ferme détermination d'affronter les terroristes sanguinaires qui nous ont pris toutes ces vies innocentes [47]. »

Les Américains qui soutiennent Israël donnent essentiellement la même justification. En octobre 2001, le directeur du WINEP, Robert Satloff, expliquait pourquoi les États-Unis devaient continuer à soutenir Israël après le 11 septembre : « La réponse devrait être claire, étant donné les valeurs démocratiques que nous partageons et les ennemis que nous avons en commun. [...] Aucun autre pays qu'Israël n'a souffert de la même sorte de terrorisme qui a frappé le World Trade Center et le Pentagone [48]. » Le sénateur démocrate de l'État de New York Charles Schumer déclara en décembre 2001 que « l'OLP [était] pareille aux Taliban, qui soutiennent les terroristes et leur offrent un abri sûr. Et Israël est pareil à l'Amérique, essayant simplement de protéger son peuple. [...] Arafat est à Israël ce que le mollah Mohammed [Omar] est à l'Amérique [49] ». En avril et en mai 2002, le Congrès approuva à une majorité écrasante (352 voix contre 21 à la Chambre des représentants, 94 contre 2 au Sénat) deux résolutions quasi identiques proclamant que « les États-Unis et Israël [étaient] désormais engagés dans un combat commun contre le terrorisme [50] ». En 2002, à la conférence annuelle de l'AIPAC, dont le thème était « L'Amérique et Israël contre le terrorisme », les discours insistaient sur la menace commune aux deux pays que représentaient Yasser Arafat, Oussama Ben Laden, les Taliban, le Hamas, le Hezbollah, l'Iran et la Syrie [51]. En avril 2002, le PNAC publiait une lettre ouverte au président Bush signée par William Kristol, Richard

Perle, William Bennett, Daniel Pipes, R. James Woolsey, Eliot Cohen, Norman Podhoretz, et vingt-huit autres personnes, d'éminents néoconservateurs pour la plupart : « Personne ne devrait douter que les États-Unis et Israël ont un ennemi en commun. Nos deux pays sont la cible de ce que vous [Bush] avez à juste titre appelé un "axe du mal". [...] Comme l'a souligné le secrétaire d'État à la Défense Donald Rumsfeld, l'Iran, l'Irak et la Syrie "encouragent et financent une culture d'assassinats politiques et d'attentats à la bombe" contre Israël, tout comme ils ont soutenu des campagnes de terrorisme contre les États-Unis. [...] Monsieur le président, vous avez déclaré la guerre au terrorisme international. Israël est engagé dans la même guerre [52]. »

Cette nouvelle justification pourrait sembler pertinente, et il n'est pas étonnant que de nombreux Américains aient vécu le 11 septembre comme une attaque du type de celles que subissent les Israéliens. Mais, à y regarder de plus près, l'argument du « ensemble contre le terrorisme » se défait presque entièrement. Objectivement, Israël est un handicap autant dans la guerre contre le terrorisme que dans les rapports avec ces fameux États voyous.

D'abord, ce raisonnement stratégique décrit le terrorisme comme un phénomène unique et unifié, qui suggère que les kamikazes palestiniens représentent la même menace pour les États-Unis que pour Israël, et que les terroristes qui ont attaqué l'Amérique le 11 septembre font partie d'une organisation mondiale très bien structurée qui prend également Israël pour cible. Mais cette présentation repose sur une conception erronée du terrorisme. Le « terrorisme » n'est pas une organisation ni un mouvement, ni même un ennemi auquel on peut déclarer la guerre ; le terrorisme est une méthode qui vise à attaquer aveuglément toute cible ennemie – surtout les civils – afin de semer la peur, saper le moral et la lucidité politique de l'adversaire. C'est une tactique qu'utilisent parfois de nombreux groupes, en général lorsqu'ils sont beaucoup plus faibles que leurs ennemis et n'ont pas d'autre option disponible pour combattre des forces militaires supérieures. Les sionistes ont eu recours au terrorisme lorsqu'ils tentaient de chasser les Britanniques de Palestine afin de créer leur propre État – par exemple en faisant sauter l'hôtel King David à Jérusalem ou en assassinant le médiateur de l'ONU Folke Bernadotte en 1948 – et les États-Unis ont soutenu par le passé un certain nombre d'organisations « terroristes » (dont les Contras au Nicaragua et l'UNITA en Angola). Les présidents américains ont, qui plus est, accueilli d'anciens terroristes à la Maison-Blanche (dont le président de l'OLP Yasser Arafat, et les Premiers ministres Menahem Begin et Yitzhak Shamir, qui ont joué un rôle clé dans les principales organisations sionistes terroristes), ce qui confirme que le terrorisme n'est pas une organisation mais bien une tactique. Clarifier ce point ne justifie en aucun cas les attaques

sur des innocents – moralement scandaleuses – mais rappelle que les groupes qui emploient cette méthode de lutte ne menacent pas toujours les intérêts américains, et que les États-Unis leur ont parfois apporté leur soutien.

À la différence d'Al-Qaida, les organisations terroristes qui menacent Israël (par exemple le Hamas, le Jihad islamique et le Hezbollah) n'attaquent pas les États-Unis et ne représentent pas de danger mortel pour la sécurité de l'Amérique. Pour ce qui est du Hezbollah, par exemple, Moshe Maoz, historien à l'Université hébraïque de Jérusalem, remarque qu'il « est principalement une menace pour Israël. Certes, ses membres se sont attaqués à des soldats américains au Liban, mais ils ont tué pour chasser les armées étrangères du Liban. Je doute fort que le Hezbollah modifie ses plans pour attaquer les États-Unis ». Le spécialiste du Moyen-Orient Patrick Seale approuve : « Le Hezbollah est un phénomène purement local uniquement dirigé contre les Israéliens », et les experts en terrorisme Daniel Benjamin et Steven Simon considèrent de la même manière le Hamas qui, « jusqu'à maintenant, n'a jamais pris les États-Unis pour cible [53] ». Nous pouvons penser que tous les actes terroristes sont contraires à la morale, mais, du point de vue des intérêts stratégiques américains, tous les terroristes ne se ressemblent pas.

Il n'existe pas de preuve convaincante qui lie Oussama Ben Laden et son entourage proche à divers groupes terroristes palestiniens, et la plupart des terroristes palestiniens ne partagent pas le projet d'Al-Qaida d'un État islamique mondial ou de rétablissement du califat. En réalité, l'OLP était une autorité laïque et nationaliste – pas du tout islamiste – et c'est seulement au cours de la dernière décennie, alors que l'occupation s'éternisait, qu'un grand nombre de Palestiniens se sont vus attirés par l'idéologie islamiste. Et le terrorisme palestinien – si atroce et déplorable soit-il – n'est pas dirigé au hasard contre Israël ou l'Occident. Non, il a toujours uniquement combattu les injustices commises à ses yeux par Israël et, en premier lieu, la première vague d'occupation sioniste et l'expulsion d'une grande partie de la population palestinienne au cours de la guerre de 1947-1948. Aujourd'hui, ces actes sont surtout une réponse à la campagne menée de colonisation prolongée de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, et un reflet de la faiblesse des Palestiniens. Ces territoires abritaient peu de Juifs lorsque Israël les a confisqués en 1967, mais Israël a consacré les quarante années suivantes à y construire des colonies, des routes et des bases militaires, tout en réprimant brutalement toute tentative de résistance palestinienne [54]. De manière prévisible, la résistance palestinienne a souvent eu recours aux méthodes terroristes, ce qui est en général la réaction classique des populations soumises à un occupant puissant [55]. Et il ne faut pas oublier que, à la différence du Hamas, Yasser Arafat et l'ensemble de l'OLP ont publiquement reconnu l'existence

d'Israël, et que le président palestinien Mahmoud Abbas a réaffirmé cette reconnaissance à plusieurs reprises.

Par ailleurs, dire que les États-Unis et Israël sont liés par la même menace terroriste, c'est prendre la cause pour les effets. En effet, les États-Unis n'ont pas formé une alliance avec Israël parce qu'ils ont soudain pris conscience de la terrible menace du « terrorisme international » et qu'ils avaient un besoin urgent de l'aide d'Israël pour y faire face. En réalité, le problème de terrorisme que connaissent les États-Unis est en grande partie dû au soutien généreux qu'ils fournissent à Israël depuis si longtemps. Ce n'est pas vraiment nouveau – cette impopularité au Moyen-Orient dure depuis plusieurs décennies – mais beaucoup de gens ne se rendent peut-être pas compte du prix payé par l'Amérique, au fil des ans, pour sa partialité. Non seulement cette politique a contribué à la création d'Al-Qaida, mais elle a aussi facilité ses efforts de recrutement et participé à la montée de l'anti-américanisme dans la région.

Bien sûr, ceux qui croient qu'Israël est toujours un atout stratégique nient souvent tout lien entre le soutien à Israël et le problème du terrorisme, et notamment les attaques du 11 septembre. Ils prétendent qu'Oussama Ben Laden n'a profité de la situation dramatique des Palestiniens que récemment, et uniquement parce qu'il s'est aperçu que cela servirait ses objectifs de recrutement. Robert Satloff du WINEP affirme ainsi que l'identification de Ben Laden à la cause palestinienne est « récente – et presque à coup sûr opportuniste », et Alan Dershowitz déclare quant à lui que, « avant le 11 septembre, Israël apparaissait à peine sur l'écran radar de Ben Laden ». Dennis Ross suggère que Ben Laden « essayait simplement d'acquérir une légitimité en laissant entendre que ses attaques sur l'Amérique avaient un rapport avec la situation des Palestiniens », et Martin Kramer affirme ne connaître aucun « spécialiste sérieux du terrorisme » pour qui « le soutien américain à Israël est la source du ressentiment populaire qui grossit les rangs d'Al-Qaida ». L'ancien rédacteur en chef du mensuel *Commentary* Norman Podhoretz affirme de la même manière que « si Israël n'avait jamais existé, ou s'il venait à disparaître comme par magie, les États-Unis incarneraient toujours le mal aux yeux de la plupart des Arabes [56] ».

Il n'y a rien de surprenant à ce que certains défenseurs d'Israël adoptent de telles positions, car reconnaître que le soutien américain a alimenté le terrorisme anti-américain et favorisé la montée de l'anti-américanisme les obligerait à admettre que le soutien inconditionnel à Israël se révèle très coûteux pour les États-Unis. Un tel aveu jetterait le doute sur la valeur stratégique d'Israël, et impliquerait logiquement que les États-Unis conditionnent leur soutien à un traitement différent de la question palestinienne.

À l'opposé de ces affirmations, il existe une multitude de preuves que le soutien américain à Israël encourage l'anti-américanisme dans le monde

arabo-musulman et alimente la haine des terroristes vis-à-vis des États-Unis. Il ne s'agit bien évidemment pas de leur seul grief, mais il est central [57]. Certains extrémistes musulmans s'enflamment contre le matérialisme et la vénalité de l'Occident, le « vol » du pétrole arabe, son soutien aux monarchies corrompues, ses interventions militaires répétées dans la région, etc., mais ils sont aussi exaspérés par le soutien américain à Israël et le traitement infligé aux Palestiniens. Ainsi, Sayyed Qotb, le dissident égyptien dont les écrits ont largement inspiré les fondamentalistes musulmans d'aujourd'hui, était hostile aux États-Unis parce qu'il y voyait une société corrompue et débauchée, mais aussi parce qu'ils soutenaient Israël [58]. Ou, comme le dit encore en 2002 Sayyed Mohammed Hussein Fadlallah, leader spirituel du Hezbollah, « je crois que l'Amérique est responsable de tous les agissements d'Israël, tant de son occupation des terres de 1948 que de sa politique de colonisation [des territoires occupés depuis 1967], malgré ses rares et timides désapprobations. [...] L'Amérique est une nation hypocrite, [...] car elle fournit un soutien inflexible et des armes mortelles aux Israéliens, mais tout ce qu'elle donne aux Arabes et aux Palestiniens, ce sont des mots [59] ». Il n'est nul besoin de partager cet avis pour percevoir la force que ces arguments peuvent avoir sur beaucoup d'Arabes et à quel point ce soutien inconditionnel à Israël a alimenté la colère et le ressentiment à l'égard des États-Unis.

On peut trouver une preuve encore plus flagrante du lien entre le soutien américain à Israël et le terrorisme anti-américain dans le cas de Ramza Youssef, qui dirigea la première attaque sur le World Trade Center en 1993 et qui purge désormais une peine de prison à perpétuité aux États-Unis. Non seulement Youssef envoya des lettres à plusieurs journaux new-yorkais revendiquant l'attaque et exigeant que les États-Unis mettent un terme à leur aide à Israël, mais il déclara aux agents qui l'escortaient lors du vol qui le ramenait aux États-Unis suite à son arrestation au Pakistan en 1995 qu'il se sentait coupable d'avoir tué des Américains. Mais, comme le raconte Steve Coll dans son livre à succès *Ghost Wars*, les remords de Youssef étaient « dominés par son désir impérieux d'empêcher le massacre des Arabes par les soldats israéliens », et par la conviction que « les bombes contre des cibles américaines étaient le "seul moyen de faire changer les choses" ». Youssef aurait également déclaré « être convaincu que ses actes obéissaient à une logique rationnelle qui visait le changement de la politique américaine vis-à-vis d'Israël ». Selon Coll, Youssef « n'a mentionné aucune autre motivation au cours du vol, et aucun autre problème dans la politique étrangère américaine par lequel il se serait senti concerné ». Propos confirmés par le témoignage de l'associé de Youssef, Abdul Rahman Yasin, qui a déclaré à la correspondante de CBS Lesley Stahl que Youssef l'avait recruté en lui disant que des actes terroristes constitueraient « une revanche pour [ses] frères

palestiniens et pour [ses] frères d'Arabie saoudite », ajoutant que Youssef « [lui] parlait beaucoup de tout ça » [60].

On peut aussi prendre l'exemple le plus flagrant : Oussama Ben Laden et Al-Qaida. Contrairement aux affirmations de Satloff, Dershowitz, Kramer et d'autres, de nombreux éléments confirment que Ben Laden est sensible à la cause palestinienne depuis sa jeunesse, et qu'il en veut depuis longtemps aux États-Unis de soutenir Israël aussi résolument. Selon Michael Scheuer, qui a dirigé l'unité de renseignements de la CIA sur Al-Qaida et son fondateur, le jeune Ben Laden était un homme calme et modéré, « à l'exception notable de son soutien aux Palestiniens et de son attitude négative envers les États-Unis et Israël [61] ». Après le 11 septembre, la mère de Ben Laden déclara à un journaliste que, « à l'adolescence, c'était toujours un bon garçon, [...] mais il était inquiet, attristé et irrité par la situation en Palestine en particulier, et dans le monde arabo-musulman en général [62] ».

De plus, la première grande déclaration publique de Ben Laden – communiqué du 29 décembre 1994 – abordait de front la question palestinienne. Comme l'explique Bruce Lawrence, qui a compilé ses déclarations, « la lettre démontre clairement que la Palestine, loin de s'être ajoutée tardivement aux préoccupations de Ben Laden, y figurait depuis le début [63] ».

Ben Laden a également condamné les États-Unis à plusieurs reprises avant le 11 septembre pour leur soutien à Israël contre les Palestiniens et a invoqué cette raison pour appeler au jihad contre l'Amérique. Selon Daniel Benjamin et Steven Simon, le « principal grief » de Ben Laden dans sa fatwa de 1996 (intitulée « Déclaration de guerre aux Américains occupant les terres de deux lieux saints ») est « l'alliance des sionistes et des croisés ». Ben Laden fait explicitement référence au sang musulman qui a coulé « en Palestine et en Irak », et en fait porter l'entière responsabilité au « complot israélo-américain » [64]. Lorsque le reporter de CNN Peter Arnett lui demanda pourquoi il avait déclaré le jihad aux États-Unis, il répondit : « Nous avons déclaré le jihad au gouvernement américain parce que le gouvernement américain est injuste, criminel, et tyrannique. Il a commis des actes extrêmement injustes, odieux et criminels, que ce soit directement ou par le biais de son soutien à l'occupation israélienne de la Terre du Voyage Nocturne de Mahomet [la Palestine]. Et nous tenons les Américains pour responsables de la mort de ceux qui sont tombés en Palestine, au Liban et en Irak [65]. » Et cette référence n'a rien d'exceptionnel. Comme l'écrit Max Rodenbeck, correspondant au Moyen-Orient de *The Economist*, « parmi tous ces thèmes, la vengeance des injustices subies par les Palestiniens est peut-être le plus récurrent dans le discours de Ben Laden [66] ».

Le rapport de la commission d'enquête sur les attentats du 11 septembre confirme que Ben Laden et d'autres membres importants d'Al-Qaida étaient motivés par l'attitude d'Israël envers les Palestiniens et le soutien américain

à l'État hébreu. Le rapport souligne que Ben Laden a essayé d'avancer l'attaque à l'automne 2000, suite à la visite provocatrice du leader de l'opposition Ariel Sharon (escorté de centaines d'agents de la brigade anti-émeutes israélienne) sur le Mont du Temple à Jérusalem, site de la Mosquée d'Al-Aqsa, l'un des trois lieux saints les plus importants de l'Islam : « Même si Ben Laden a admis que [Mohammed] Atta et les autres pilotes venaient seulement d'arriver aux États-Unis pour commencer leur entraînement, le leader d'Al-Qaida voulait punir les États-Unis pour leur soutien à Israël [67]. » L'année suivante, « lorsque Ben Laden apprit dans les médias que Sharon se rendrait à la Maison-Blanche en juin ou juillet 2001, il tenta une fois de plus d'accélérer les opérations [68] ». De plus, la haine de Ben Laden à l'encontre des États-Unis pour leur soutien à Israël a aussi eu des implications dans le choix de ses cibles. Fin 1999, lors de la rencontre entre Mohammed Atta et Ben Laden, la cible était le Capitole, parce que c'était là « que prenaient leur source les mesures de soutien à Israël [69] ». En somme, Ben Laden et ses collaborateurs plaçaient clairement la question de la Palestine au cœur de leurs préoccupations.

La commission souligne également que la principale motivation de Khalid Sheikh Mohammed – présenté comme l'architecte des attaques du 11 septembre – était la question palestinienne : « D'après ses propres déclarations, l'hostilité qu'il éprouvait à l'égard des États-Unis ne venait pas de ce qu'il y avait vécu comme étudiant, mais de son violent désaccord avec la politique étrangère américaine, favorable à Israël [70]. » Difficile d'imaginer preuve plus flagrante du rôle qu'a joué le soutien américain à Israël dans la conception des attaques du 11 septembre.

Même si Ben Laden n'était pas engagé personnellement dans la cause palestinienne, elle lui a toujours fourni un levier de recrutement efficace. La colère des Arabes et des musulmans s'est sensiblement accrue depuis la fin de la Guerre froide, et surtout depuis le déclenchement de la seconde Intifada en 2000, en partie parce que la violence subie par les Palestiniens est à la fois plus importante et plus visible [71]. La première Intifada (1987-1992) fut beaucoup moins violente, et il y eut une période de calme relatif au cours des années d'Oslo (1993-2000). Le développement d'Internet et l'émergence de médias alternatifs tels qu'Al Jazira permettent désormais de couvrir le conflit vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Non seulement Israël se montre plus violent à l'égard des Palestiniens, mais les Arabes et les musulmans du monde entier peuvent le constater de leurs propres yeux. Et ils peuvent aussi voir que tout cela se fait au moyen d'armes de fabrication américaine et avec l'accord tacite des États-Unis. Cette situation fournit de puissants arguments aux détracteurs de l'Amérique ; en décembre 2006, Sheik Naim Qassem, numéro deux du Hezbollah, s'adressait ainsi à une foule libanaise : « Il n'y a plus de place politique pour

l'Amérique au Liban. Souvenez-vous que les armes utilisées contre le Liban étaient des armes américaines [72]. »

Cette politique explique en partie pourquoi tant d'Arabes et de musulmans en veulent aux États-Unis au point de se sentir solidaires d'Al-Qaida, certains étant même prêts à le soutenir ouvertement ou tacitement. En 2004, un sondage effectué au Maroc révélait que 8 % des Marocains avaient une opinion « favorable » ou « très favorable » du président Bush, mais, dans le cas de Ben Laden, le chiffre se montait à 45 %. En Jordanie, un allié des États-Unis, les chiffres étaient de 3 % pour Bush et de 55 % pour Ben Laden, qui battait Bush de 58 % au Pakistan, dont le gouvernement est également un proche allié des États-Unis [73]. Le Pew Global Attitudes Survey révélait en 2002 – avant l'invasion de l'Irak – que « l'opinion publique dans les zones de conflit du Moyen-Orient est extrêmement défavorable aux États-Unis », et que cette impopularité était principalement due à la question palestinienne [74]. Selon le spécialiste du Moyen-Orient Shibley Telhami, « dans le monde arabe, et dans d'autres parties du monde musulman, aucun autre sujet ne fait autant réagir la population que la Palestine. Aucune autre question n'influence autant la perception de l'Amérique que la question palestinienne [75] ». Oussama Makdisi approuve : « La colère du monde arabe contre les États-Unis ne se ressent jamais aussi vivement que sur la question de la Palestine. [...] Car c'est sur ce sujet que les interprétations historiques laïque d'une part et musulmane d'autre part, d'ordinaire opposées, se retrouvent, et convergent vers la même perception d'un immense fossé séparant les vœux officiels de soutien à la liberté et la politique réelle des États-Unis [76]. » Bien sûr, le soutien américain à Israël n'est pas le seul motif d'anti-américanisme, mais il n'est pas négligeable, et il ne permet pas facilement de remporter la guerre contre le terrorisme ou de promouvoir les autres intérêts américains.

D'autres études gouvernementales et de nombreux sondages d'opinion aboutissent à la même conclusion : les populations arabes sont exaspérées par ce soutien qui, à leurs yeux, ignore les problèmes qu'elles rencontrent et contredit les valeurs que prétendent défendre les États-Unis. Bien que les Arabes soient nombreux à avoir une opinion plutôt favorable de la science et de la technologie américaines, des produits américains, du cinéma et de la télévision, et, ce qui est plus surprenant, du peuple américain et de la démocratie américaine, leur avis sur la politique étrangère américaine – et en particulier sur le soutien à Israël – est extrêmement négatif [77]. Comme l'a remarqué un physicien yéménite en visite aux États-Unis en 2001, « lorsque vous y êtes, vous adorez les États-Unis, [...] mais, lorsque vous rentrez chez vous, vous vous apercevez qu'ils font preuve de justice chez eux, mais pas à l'étranger [78] ». En 2004,

un rapport du Defense Science Board du Pentagone concluait : « Les musulmans ne "haïssent pas notre liberté", mais plutôt notre politique », et la Commission sur les attentats du 11 septembre admettait la chose suivante : « Il est clair que la politique américaine à l'égard du conflit israélo-palestinien et de l'Irak figure parmi les sujets les plus commentés par la population dans le monde arabo-musulman [79]. »

De même, lorsque l'institut de sondage Zogby International a demandé aux citoyens de six pays arabes si leur attitude envers l'Amérique était influencée par leur sentiment sur les valeurs ou la politique étrangère américaines, « un pourcentage écrasant des sondés ont répondu que c'est la politique américaine qui jouait un rôle majeur ». À la question ouverte sur « ce qui leur venait à l'esprit » lorsqu'ils songeaient à l'Amérique, la réponse la plus répandue était « politique étrangère injuste ». Interrogés sur les façons dont les États-Unis pourraient améliorer leur image, les sondés ont majoritairement répondu « changer la politique au Moyen-Orient » et « arrêter de soutenir Israël » [80]. Lorsque le Congrès demanda au Département d'État d'établir un « Conseil consultatif sur la diplomatie dans le monde arabo-musulman » en juin 2003, le rapport a révélé, comme on pouvait s'y attendre, que « les citoyens de ces pays sont véritablement exaspérés par la situation critique des Palestiniens et par le rôle que jouent selon eux les États-Unis [81] ». D'importants dirigeants arabes et des reporters bien informés confirment que le soutien inconditionnel des Américains à Israël contribue à l'impopularité grandissante des États-Unis au Moyen-Orient. L'envoyé spécial de l'ONU Lakhdar Brahimi, à qui l'administration Bush a fait appel pour former un gouvernement provisoire en Irak en juin 2004, a affirmé : « Ce qui empoisonne cette région, ce sont la politique de domination d'Israël et les souffrances infligées aux Palestiniens », ajoutant que, dans tout le Moyen-Orient, la population qualifiait « d'injustes cette politique et le soutien que lui apportent les États-Unis ». En 2004, le président égyptien Hosni Moubarak lançait un avertissement : « Il existe dans la région une haine sans précédent contre l'Amérique », en partie parce que les Arabes « voient [le Premier ministre israélien] Sharon agir à sa guise, sans que les Américains interviennent » [82]. En mars 2007, le roi Abdallah II de Jordanie exprimait la même opinion devant le Congrès : « Le déni de justice et de paix en Palestine [...] est le cœur du problème. Et ce problème a de graves conséquences non seulement pour notre région, mais pour le monde entier [83]. » Comme l'on peut s'y attendre, ces régimes pro-américains souhaitent que les États-Unis changent une politique qui suscite le mécontentement populaire chez eux et les menace ainsi directement.

Le soutien américain à Israël est loin d'être le seul motif du sentiment anti-américain dans le monde arabo-musulman, et conditionner

cette aide ne le ferait sans doute pas disparaître tout à fait. Étudier les conséquences du traitement qu'inflige Israël aux Palestiniens et du soutien tacite des Américains à cette politique ne revient pas à nier la présence d'un véritable antisémitisme dans plusieurs pays arabes ou le fait que des groupes et des gouvernements arabes l'encouragent parfois et utilisent le conflit israélo-palestinien pour détourner l'attention de leurs propres erreurs. Nous voulons simplement souligner le fait que les États-Unis paient un prix élevé pour le soutien considérable qu'ils apportent à Israël. Cette aide nourrit l'hostilité envers les États-Unis au Moyen-Orient, motive les extrémistes anti-américains et contribue à leur recrutement, fournit aux gouvernements autoritaires de la région un bouc émissaire tout trouvé, et empêche Washington de convaincre des alliés potentiels d'affronter les extrémistes dans leurs propres pays.

En bref, lorsqu'il s'agit de combattre le terrorisme, les intérêts américains et israéliens ne sont pas identiques. Soutenir Israël contre les Palestiniens ne facilite pas la victoire contre le terrorisme, et le slogan « Unis contre le terrorisme » ne suffit pas à justifier le soutien inconditionnel des États-Unis à Israël.

Affronter les États voyous

Le nouveau raisonnement stratégique décrit également Israël comme un allié essentiel dans la campagne contre les États voyous qui soutiennent le terrorisme et cherchent à acquérir des ADM. Tout comme celui du terrorisme, cet argument semble *a priori* convaincant. N'est-il pas évident que des dictatures comme la Syrie, l'Iran ou l'Irak de Saddam Hussein sont hostiles à la fois à Israël et aux États-Unis ? N'y a-t-il pas un vrai risque que de tels régimes utilisent les ADM pour faire chanter les États-Unis, ou qu'ils en fournissent à des terroristes ? N'est-il pas logique, dans ces conditions, de continuer à soutenir généreusement Israël, tant pour le protéger de ses dangereux voisins que pour maintenir ces derniers sous pression, précipitant ainsi le jour où ils s'effondreront ou se réformeront ?

En réalité, ce raisonnement ne résiste pas non plus à l'analyse. Bien que les États-Unis aient d'importants contentieux avec chacun de ces régimes – en particulier sur leur soutien à certaines organisations terroristes et la question des ADM –, ils ne représentent pas une menace pour les intérêts vitaux des États-Unis. Le principal intérêt stratégique de l'Amérique au Moyen-Orient est le pétrole et, afin de protéger l'accès à cette ressource, il faut principalement s'assurer qu'aucun pays ne contrôle à lui seul toute la région. Préserver cet accès pourrait donc justifier de s'en prendre à l'un de ces États s'il devenait trop puissant ou trop agressif – comme l'ont fait les

États-Unis lorsqu'ils ont chassé l'Irak du Koweït en 1990-1991 – mais ne justifie pas de s'en prendre en même temps à l'Iran, à l'Irak et à la Syrie.

Les autres arguments souvent invoqués sont encore moins solides d'un point de vue stratégique. La nature dictatoriale de ces États justifierait-elle en soi un tel acharnement ? Les États-Unis se sont déjà alliés à des dictatures lorsqu'il s'agissait de faire progresser les intérêts américains et continuent de le faire aujourd'hui. Le soutien de ces États à des groupes terroristes est-il un argument suffisant ? Ces États et ces groupes terroristes se sont abstenus d'attaquer l'Amérique et les États-Unis ont souvent fermé les yeux sur la promotion du terrorisme par le passé, y compris celui soutenu par ces mêmes États. Comme la plupart des pays, les États-Unis sont prêts à coopérer avec des régimes qu'ils n'approuvent pas nécessairement si cela favorise leurs intérêts. Washington a par exemple soutenu Saddam Hussein et l'Irak pendant la guerre contre l'Iran dans les années 1980, et continue de soutenir la dictature militaire du Pakistan malgré l'aide qu'elle apporte aux terroristes musulmans du Cachemire et d'ailleurs. Les dirigeants américains acceptent par ailleurs bien volontiers l'aide de l'Iran dans leurs rapports avec les Taliban et les renseignements sur Al-Qaida que leur fournit la Syrie. Ces quelques exemples montrent bien qu'aucun de ces États ne constitue une menace réelle pour les intérêts vitaux des États-Unis.

Que dire de l'ingérence de la Syrie au Liban, ou de la menace potentielle que représente l'Iran pour les alliés des États-Unis dans le Golfe persique ? Ce ne sont pas là des questions sans importance, mais elles ne justifient pas un soutien aussi ferme à Israël. La politique d'ingérence d'Israël a compliqué à plusieurs reprises l'action américaine au Liban et ses ADM comme son recours fréquent à la force ont incité d'autres États du Moyen-Orient à se procurer à leur tour des ADM. Comme nous l'avons relevé précédemment, Israël n'est pas un très bon atout lorsqu'il s'agit de préserver la stabilité au Liban ou dans le Golfe. Et, comme nous le verrons en détail dans la seconde partie, Israël et le lobby pro-israélien ont compliqué la tâche des États-Unis dans leurs rapports avec ces régimes peu fréquentables.

En réalité, ce raisonnement stratégique est circulaire. Israël est considéré comme un allié crucial dans les négociations avec ses dangereux voisins, mais c'est l'engagement des États-Unis auprès d'Israël qui explique, en premier lieu, pourquoi les Américains jugent ces États menaçants. En effet, les États-Unis auraient peut-être plus de facilités à régler les conflits qui les opposent à ces États si leur politique n'était pas contrainte par leur engagement auprès d'Israël. Dans tous les cas, ces États sont à l'heure actuelle trop faibles pour causer un réel préjudice aux États-Unis (bien qu'ils soient tout à fait en mesure de leur compliquer la tâche, surtout en Irak), et Israël ne s'est pas révélé d'une grande aide lorsqu'il a fallu les affronter.

La menace des ADM ne justifie pas non plus le soutien si important des États-Unis à Israël. Les États-Unis ont leurs raisons de s'opposer à cette prolifération au Moyen-Orient (et ailleurs), mais il n'y aurait rien de désastreux d'un point de vue stratégique pour les États-Unis si certains de ces États devaient, malgré tous leurs efforts, se procurer des ADM. Les inquiétudes américaines concernant les programmes de Saddam Hussein ou les ambitions nucléaires actuelles de l'Iran viennent plutôt de la menace qu'ils sont censés représenter pour Israël. Le président Bush l'admettait d'ailleurs en mars 2006 : « La menace de l'Iran réside bien entendu dans l'objectif qu'ils se sont fixé : détruire notre puissant allié Israël [84]. »

Pourtant, dans la mesure où Israël et les États-Unis possèdent chacun une grande force de frappe nucléaire, le danger est exagéré. Attaquer directement Israël ou l'Amérique n'aurait absolument aucun sens, car l'un possède plusieurs centaines d'armes et l'autre des milliers. Si l'un ou l'autre étaient attaqués, l'assaillant subirait immédiatement de terribles représailles. Aucun des deux ne céderait non plus au chantage d'un État voyou nucléarisé, car le maître chanteur ne pourrait mettre sa menace à exécution sans subir le même sort. L'Union soviétique possédait des milliers d'armes nucléaires pendant la Guerre froide, elle était guidée par une idéologie révolutionnaire et gouvernée par des hommes sans pitié pour qui la vie humaine avait peu de valeur. Pourtant, Moscou ne pouvait utiliser son arsenal pour « faire chanter » les États-Unis, et Staline, Khrouchtchev et Brejnev ne s'y sont même jamais essayés. La raison est évidente : les États-Unis pouvaient leur rendre la monnaie de leur pièce.

La probabilité qu'un État voyou décide de céder ses armes nucléaires à un groupe terroriste est également assez faible, car ses dirigeants n'auraient pas la garantie que le transfert se fasse incognito ou de s'en sortir sans condamnation et sanctions internationales. En effet, céder des armes nucléaires obtenues avec tant de peine et de risques est probablement la dernière chose que feraient ces États. Ils ne seraient plus en mesure d'en contrôler l'usage, et ils n'auraient pas la certitude que les États-Unis (ou Israël) ne les anéantiraient pas s'ils venaient simplement à suspecter tel ou tel État d'avoir donné à des terroristes la possibilité de lancer une attaque avec des ADM. Si les États-Unis ont toléré une URSS et une Chine nucléaires (dont les anciens dirigeants figurent parmi les pires meurtriers qui soient sur terre), s'ils tolèrent un Pakistan nucléaire et approuvent une Inde nucléaire, alors ils peuvent aussi tolérer (même à contrecœur) un Iran nucléaire.

On dit parfois que la force de dissuasion ne saurait être efficace contre ces régimes, car leurs dirigeants (tel le président iranien Mahmoud Ahmadinejad) sont des religieux fanatiques qui se réjouiraient de leur statut de martyrs. Comme le dit Charles Krauthammer du *Washington Post*, « contre le fanatisme millénariste qui entretient le culte de la mort, l'efficacité de la

force de dissuasion est une pure utopie [85] ». Réfuter une telle affirmation est bien entendu impossible, car personne ne peut être sûr à 100 % qu'un dirigeant, un jour, ne succombe pas à cette folie suicidaire. Il y a néanmoins de bonnes raisons d'en douter. Aucun de ces dirigeants soi-disant irrationnels ne pourrait lancer seul une telle attaque ; monter une telle opération nécessiterait l'aide active et l'approbation de beaucoup d'autres personnes, qui toutes devraient embrasser la cause du martyr (en Iran, par exemple, le président Ahmadinejad n'a pas autorité sur l'armée). De plus, aucune preuve n'atteste que ces chefs d'État aient jamais cherché à mourir en martyrs (et surtout pas Saddam Hussein, jusqu'à ce qu'il ait la corde autour du cou).

Enfin, il est bon de souligner que des arguments de ce type ont été entendus par le passé et se sont révélés faux. Certains « durs » aux États-Unis ont, par exemple, affirmé que les dirigeants soviétiques étaient aveuglés par leur idéologie, méprisaient le genre humain et étaient donc sûrement insensibles à la dissuasion, tandis que d'autres considéraient Mao Zedong comme un leader irrationnel prêt à risquer la vie de dizaines de millions de personnes dans un conflit nucléaire. Le secrétaire d'État Dean Rusk a un jour prévenu que la Chine était « un pays dont le comportement est aussi violent, agressif, inflexible et hostile que celui des leaders de la Chine communiste est déconnecté de la réalité », mais la Chine se révéla en réalité très prudente [86]. Les États-Unis ne doivent faire preuve d'aucune complaisance à l'égard de la prolifération des ADM au Moyen-Orient, mais ce problème n'est pas une raison stratégique suffisante pour justifier l'ampleur du soutien américain actuel à Israël.

Même si la Syrie ou l'Iran représentent un défi pour les États-Unis au Liban ou en Irak, ou parce qu'ils détiennent ou souhaitent acquérir des ADM, la relation israélo-américaine complique leurs relations avec ces pays. L'arsenal nucléaire israélien est l'une des raisons pour lesquelles certains de ses voisins veulent des armes nucléaires, et les menaces de changement de régime n'ont fait que renforcer leur volonté. Du fait de leur soutien à Israël – malgré son arsenal nucléaire et son refus de signer le TNP –, les Américains passent pour des hypocrites lorsqu'ils essaient d'affronter les aspirants proliférateurs. Et on ne peut pas affirmer qu'Israël est un atout lorsque les États-Unis recourent à la force contre ces régimes – comme ils l'ont fait à deux reprises en Irak – dans la mesure où l'État hébreu ne peut pas participer aux combats.

De plus, l'oppression continue des Palestiniens par Israël, ajoutée au soutien américain, ne fait que ternir l'image de l'Amérique dans bien d'autres domaines et lui compliquer la tâche lorsqu'il s'agit de parvenir à une véritable coopération sur des questions stratégiques importantes, telles que la guerre contre le terrorisme et les tentatives de démocratisation du Moyen-Orient. Comme nous l'avons déjà souligné, les populations

étrangères estiment dans l'ensemble que les États-Unis font preuve d'un « trop grand soutien » à Israël et les élites étrangères considèrent leur soutien à la politique israélienne dans les territoires occupés comme difficile à comprendre d'un point de vue moral. Par exemple, en avril 2004, cinquante-deux anciens diplomates britanniques envoyèrent une lettre au Premier ministre Tony Blair dans laquelle ils affirmaient que le conflit israélo-palestinien avait « empoisonné les relations entre l'Occident et le monde arabo-musulman », que les politiques de Bush et de Sharon étaient « injustes et illégales » et qu'elles feraient « couler davantage de sang israélien et palestinien ». Blair n'avait cependant pas besoin qu'on lui fasse la leçon, ayant lui-même tenté à plusieurs reprises d'inciter l'administration Bush à s'attaquer plus sérieusement à ce problème – sans succès. Pour ne pas être en reste, un groupe de quatre-vingt-huit anciens diplomates américains ne tarda pas à envoyer une lettre similaire au président Bush [87]. Même des personnalités israéliennes, comme le spécialiste des questions militaires Ze'ev Schiff, ont compris que « la perpétuation de ce conflit, notamment de l'occupation israélienne, provoquera sans aucun doute de nouvelles vagues de terreur ; le terrorisme international, que les Américains craignent tant, se propagera [88] ».

Les conséquences de tout ceci apparurent de manière flagrante en 2006, lorsque les efforts américains pour forger une coalition sunnite dans le but de répondre à la dégradation de la situation en Irak et contrer la montée en puissance de l'Iran butèrent sur le fait qu'il apparaissait politiquement dangereux pour les États sunnites de se rapprocher de l'Amérique, vu sa partialité dans le conflit israélo-palestinien. Selon le *Wall Street Journal*, « les diplomates arabes estiment que des pays tels que l'Arabie saoudite, l'Égypte, le Qatar, le Koweït et les Émirats arabes unis auront du mal à rallier ouvertement les États-Unis sur la question iranienne et sur celle de la stabilité dans la région à moins que Washington ne fasse pression sur Israël pour engager des efforts de paix ». Ou, pour reprendre la formule d'un diplomate arabe, « le chemin qui mène à Bagdad passe par Jérusalem, et non l'inverse [89] ». Et c'est pourquoi le Groupe bipartite d'étude sur l'Irak a abouti à la conclusion suivante en décembre 2006 : « Les États-Unis ne seront pas en mesure d'atteindre leurs objectifs au Moyen-Orient à moins d'aborder de front le conflit israélo-palestinien [90]. »

En bref, traiter Israël comme l'allié américain le plus important dans la campagne contre le terrorisme et contre certaines dictatures du Moyen-Orient conduit à exagérer la capacité réelle d'Israël à résoudre ces questions, à négliger la part de responsabilité de cette « relation privilégiée » dans ces problèmes, et à oublier que la politique israélienne complique la tâche des États-Unis. La valeur stratégique d'Israël décline continuellement depuis la fin de la Guerre froide. L'argument selon lequel Israël aide les États-Unis à

vaincre une grande puissance rivale ne peut plus justifier le soutien qu'ils lui apportent ; au contraire, ce soutien inconditionnel fait des États-Unis une cible pour les extrémistes et les fait passer pour un pays sans pitié et hypocrite aux yeux de nombreux tiers, parmi lesquels figurent des alliés européens et arabes. Les États-Unis tirent toujours profit de certaines opérations de coopération stratégique avec Israël, mais, tout bien considéré, Israël tient plus du handicap que de l'atout.

Un allié suspect

Il arrive à Israël de ne pas se comporter en allié loyal, ce qui fait une dernière bonne raison de remettre en cause sa valeur stratégique pour les États-Unis. Israël qui, comme tous les États, veille avant tout sur ses propres intérêts, s'est montré prêt à agir contre les intérêts américains lorsqu'il pensait (à tort ou à raison) que cela servait ses propres objectifs. Dans la célèbre « affaire Lavon » par exemple, en 1954, des agents israéliens ont tenté de faire sauter plusieurs cibles américaines en Égypte, dans une tentative avortée de semer la discorde entre Washington et Le Caire. Israël, qui a vendu du matériel militaire à l'Iran alors que des diplomates américains y étaient retenus en otages en 1979-1980, fut également l'un de ses principaux fournisseurs d'armes au cours de la guerre Iran-Irak, et ce en dépit du soutien apporté par les États-Unis à l'Irak. En 1989, Israël acheta pour 36 millions de dollars de pétrole iranien, pour tenter d'obtenir la libération de ses otages au Liban. Chacun de ces actes était parfaitement logique du point de vue israélien, mais était contraire à la politique américaine et préjudiciable aux intérêts des États-Unis [91].

Israël n'a pas seulement vendu des armes aux ennemis des États-Unis, il a aussi permis le transfert de la technologie américaine à des tiers, y compris des adversaires potentiels de l'Amérique, tels que la Chine, violant par là même les lois des États-Unis. En 1992, un rapport de l'inspecteur général du Département d'État faisait état d'« une série de transferts non autorisés de plus en plus importants » effectués par Israël à partir de 1983 [92]. À peu près à la même époque, les responsables de la Cour des comptes américaine (General Accounting Office-GAO) qui se penchaient sur l'« affaire Dotan » (le détournement de millions de dollars de subventions militaires américaines par l'ancien officier de l'armée de l'air israélienne chargé de l'acquisition de matériel militaire) ont redoublé d'efforts pour rencontrer les responsables israéliens. Selon le GAO, « le gouvernement israélien refusait d'aborder le sujet et de laisser les enquêteurs [américains] interroger le personnel israélien [93] ».

La situation n'a pas beaucoup changé ces dernières années. En effet, même l'ancien sous-secrétaire d'État à la Défense Douglas Feith, partisan de longue date d'Israël, s'est emporté en apprenant qu'Israël avait accepté en 2004 d'améliorer pour le compte de la Chine un drone de combat qu'il lui avait vendu en 1994 [94]. « Les choses sont en train de très mal tourner dans les relations militaires israélo-américaines », a même commenté un haut fonctionnaire de l'administration Bush [95].

Et l'espionnage auquel se livre Israël au détriment des États-Unis ne fait qu'aggraver ces tensions. Selon le GAO, « de tous les alliés [l'État hébreu] est le pays qui dirige les opérations d'espionnage les plus agressives envers les États-Unis [96] ». Le vol d'informations économiques confidentielles donne aux compagnies israéliennes des avantages considérables sur les entreprises américaines sur le marché mondial.

Plus inquiétant cependant, Israël multiplie les efforts pour voler à l'Amérique des secrets militaires. Jonathan Pollard, ancien analyste des renseignements américains, a fourni à Israël une multitude d'informations hautement confidentielles entre 1981 et 1985. Une fois Pollard arrêté, les Israéliens ont refusé de révéler aux États-Unis ce qu'il leur avait donné [97]. Et l'affaire Pollard n'est que la toute petite partie émergée de l'iceberg. En 1986, des agents israéliens ont essayé de voler à une entreprise américaine des données relatives aux caméras-espions, et un jury accusa plus tard Israël de « traîtrise » et d'actes « illégaux » et « clandestins », et le condamna à verser 3 millions de dollars en dommages et intérêts à l'entreprise Recon/Optical. Les espions israéliens ont également eu accès à des informations confidentielles concernant un programme de renseignement électronique du Pentagone, et ont tenté, sans succès, de recruter Noel Koch, haut fonctionnaire du secrétariat d'État à la Défense chargé du contre-terrorisme. John Davitt, ancien chef de la section de Sécurité interne du Secrétariat d'État à la Justice, a déclaré au *Wall Street Journal* : « Ceux d'entre nous qui travaillaient dans le domaine de l'espionnage considéraient Israël comme le deuxième service de renseignements étranger le plus actif aux États-Unis [98]. »

Un nouveau scandale éclata en 2004, lorsqu'un grand responsable du Pentagone, Larry Franklin, fut arrêté pour avoir fourni à un diplomate israélien des informations confidentielles sur la politique américaine en Iran, avec l'aide présumée de deux membres haut placés de l'AIPAC, Steven Rosen et Keith Weissman. Franklin plaida coupable et écopa de douze ans de prison – le procès de Rosen et Weissman devrait avoir lieu à l'automne 2007 [99].

Israël est loin d'être le seul pays à espionner les États-Unis, c'est évident, et Washington mène également des opérations d'espionnage tant contre ses alliés que contre ses ennemis. Un tel comportement n'est ni surprenant ni particulièrement répréhensible, car la politique mondiale est un

univers sans pitié où les États agissent souvent avec peu de scrupules afin de prendre l'avantage sur les autres. La « relation privilégiée » a facilité la tâche d'Israël lorsqu'il s'agissait de voler des secrets aux États-Unis, ce qu'il n'a pas hésité à faire. Le moins que l'on puisse dire, c'est que le fait qu'Israël se soit empressé d'espionner son principal protecteur renforce les doutes sur sa valeur stratégique.

Conclusion

Il ne fait aucun doute qu'Israël a tiré des avantages considérables du soutien américain, bien que l'on puisse également avancer que ce soutien a été utilisé pour mener des politiques – pensons par exemple à l'implantation des colonies – qui n'étaient pas toujours dans l'intérêt d'Israël à long terme. Il est également indubitable que les États-Unis ont tiré des profits stratégiques de leur soutien à Israël, surtout au cours de la Guerre froide. Pourtant ces bénéfices ne suffisent pas à expliquer pourquoi les États-Unis ont apporté ce soutien si considérable aussi longtemps. Subventionner et protéger Israël a pu – il est permis d'en douter – représenter un avantage réel pour les États-Unis au plus fort de la Guerre froide mais cet argument est tombé avec la chute de l'URSS et la fin de la compétition entre les deux superpuissances au Moyen-Orient. Aujourd'hui, les liens étroits qu'entretient l'Amérique avec Israël ne contribuent pas à la sécurité des Américains ni à leur prospérité. Bien au contraire : ce soutien inconditionnel sape les relations des États-Unis avec leurs autres alliés, jette le doute sur le sens moral de l'Amérique, contribue à l'émergence d'une génération d'extrémistes anti-américains, et complique l'action des États-Unis dans une région très sensible mais stratégique. En bref, on ne peut plus avancer de raison stratégique pour justifier cette « relation privilégiée ». Si l'on veut trouver un argument convaincant, il faut chercher ailleurs.

3

Une justification morale fragile

Dans le discours qu'il prononça lors de la conférence annuelle de l'AIPAC en mai 2004, George W. Bush invoqua une série de considérations d'ordre moral pour justifier le soutien américain à Israël. Le président commença par applaudir les efforts de l'AIPAC visant à « renforcer les liens qui unissent nos nations – les valeurs que nous partageons, notre engagement à défendre la liberté ». Puis il a rappelé que les deux pays « ont beaucoup en commun. Nous sommes [...] issus du combat et du sacrifice. Nous avons été créés par des immigrants fuyant les persécutions religieuses dont ils étaient victimes dans d'autres pays. Nous avons créé des démocraties fortes, fondées sur l'autorité de la loi et l'économie de marché. Et nos deux pays sont enracinés dans certaines croyances fondamentales : Dieu veille sur les affaires des hommes, et respecte la vie humaine. Ces liens ont tout naturellement fait de nous des alliés, et ces liens ne seront jamais rompus ».

Mais Bush souligna une différence importante entre les deux pays. Alors que les États-Unis ont vécu en relative sécurité grâce à leur situation géographique, « Israël a dû faire face à une situation différente, celle d'un petit pays confronté à un environnement hostile. Le peuple israélien a toujours eu des ennemis à ses portes et des terroristes tout proches. Mais, inlassablement, Israël s'est défendu, avec talent et héroïsme. Et, en raison du courage de son peuple, Israël mérite le respect du peuple américain [1] ».

Ces propos montrent dans quelle mesure le soutien américain à Israël ne repose pas que sur des motifs stratégiques, mais souvent sur des considérations essentiellement morales. Ce raisonnement moral repose sur plusieurs arguments bien distincts, et les sympathisants d'Israël ont souvent

recours à l'un ou plusieurs d'entre eux pour justifier cette « relation privilégiée ». Israël mériterait ainsi le soutien généreux et quasi inconditionnel des Américains car : c'est un pays faible entouré d'ennemis qui souhaitent sa destruction ; c'est une démocratie ; le peuple juif a énormément souffert par le passé ; d'un point de vue moral, Israël s'est mieux comporté que ses adversaires, notamment les Palestiniens ; ces derniers ont rejeté l'offre de paix généreuse d'Israël à Camp David en juillet 2000 et ont choisi la violence ; d'après la Bible, la création d'Israël est la volonté de Dieu. Pris ensemble, ces arguments soutiennent la thèse plus globale selon laquelle Israël est le seul pays du Moyen-Orient à partager les valeurs américaines et à bénéficier ainsi d'un large soutien parmi le peuple américain.

Mais, à y regarder de plus près, ce raisonnement moral est contestable. Certes, l'existence d'Israël repose sur de solides bases morales qui, heureusement, ne sont pas remises en cause aujourd'hui. Mais, objectivement, l'attitude d'Israël aujourd'hui comme hier ne peut justifier ni le privilège accordé à l'État hébreu par rapport aux Palestiniens, ni une politique contraire aux intérêts américains.

Ce raisonnement repose essentiellement sur la vision particulière qu'ont de nombreux Américains (Juifs et non-Juifs) de l'histoire d'Israël. Dans cette histoire, les Juifs du Moyen-Orient sont des victimes de longue date, tout comme ils l'étaient en Europe. « Le Juif, nous dit Élie Wiesel, n'a jamais été un bourreau ; il est presque toujours la victime [2]. » Les persécuteurs sont les Arabes, et en particulier les Palestiniens, qui partagent bien des ressemblances avec les antisémites qui ont persécuté les Juifs en Europe. Cette vision trouve une illustration frappante dans le fameux roman de Leon Uris, *Exodus* (1958), qui décrit les Juifs comme des victimes et des héros et les Palestiniens comme des brutes et des lâches. Ce livre, qui s'est vendu à vingt millions d'exemplaires entre 1958 et 1980, est ensuite devenu un film (1960) qui a remporté un grand succès aux États-Unis. Des universitaires ont pu démontrer qu'*Exodus* a eu une influence durable sur les représentations populaires américaines du conflit israélo-palestinien [3].

Cette vision de la création d'Israël et de l'attitude d'Israël à l'égard des Palestiniens et de ses voisins arabes s'appuie sur une série de mythes que les universitaires s'emploient à démonter depuis plus de vingt ans [4]. S'il n'y a aucun doute que les Juifs furent des victimes de l'antisémitisme en Europe, il est aussi avéré qu'ils furent souvent des persécuteurs au Moyen-Orient, et que leurs principales victimes furent et sont encore les Palestiniens. Ce qui était, par ailleurs, assez inévitable : après tout, comment des Juifs européens arrivant en Palestine pouvaient-ils créer leur propre État sans s'attaquer à la population arabe qui vivait déjà sur ces terres ? Tout comme les Européens qui ont créé les États-Unis et le Canada ne purent agir sans commettre de graves crimes à l'encontre des peuples indigènes, il était quasiment

impossible aux sionistes de fonder leur État sans commettre des crimes similaires, et sans que les Palestiniens tentent de résister. Malheureusement, cette « nouvelle histoire », comme on l'appelle en Israël, n'a guère d'audience aux États-Unis, ce qui explique pourquoi l'argument moral a conservé tout son poids aux yeux de beaucoup d'Américains [5].

Quant à l'attitude plus récente d'Israël, c'est une autre histoire. Grâce à Internet et aux chaînes d'informations en continu, beaucoup d'Américains sont témoins du traitement brutal infligé aux Palestiniens dans les territoires occupés. Ils ont également pu mesurer les conséquences des actions d'Israël lors de la guerre du Liban en 2006, au cours de laquelle Tsahal s'en est prise à des civils et a largué plusieurs millions de sous-munitions sur les villes et villages du Sud-Liban [6].

Bien que ces opérations aient terni la réputation d'Israël aux États-Unis, ses sympathisants ne se démontent pas et continuent d'invoquer la morale pour justifier la « relation privilégiée ». Or, la politique américaine actuelle dans la région est en contradiction avec les valeurs américaines fondamentales, et si les États-Unis devaient choisir leur camp sur la base de strictes considérations morales, alors ils devraient soutenir les Palestiniens. Après tout, Israël est un pays prospère, qui possède l'armée la plus puissante du Moyen-Orient. Aucun État ne prendrait aujourd'hui le risque de lui déclarer la guerre. Israël rencontre certes de graves problèmes de terrorisme, mais ils viennent principalement de la colonisation des territoires occupés. À l'inverse, les Palestiniens sont sans patrie, misérables, et confrontés à un avenir incertain. Même en mettant dans la balance les torts des Palestiniens, qui des deux mérite vraiment la compassion des États-Unis ?

Pour aller au fond de ce problème, il faut examiner dans le détail chacun des arguments qui structurent ce raisonnement moral. Nous nous concentrerons principalement sur l'attitude d'Israël, et nous n'essaierons pas de la comparer à celle d'autres États de la région ou d'ailleurs. Nous nous focalisons sur l'attitude d'Israël non parce que nous sommes hostiles à l'État hébreu, ou parce que nous pensons que son comportement mérite particulièrement d'être critiqué. Au contraire, nous reconnaissons que presque tous les États ont commis de graves crimes à un moment de leur histoire, et nous avons conscience que la création d'un État est une entreprise souvent violente. Nous avons également à l'esprit que certains des voisins arabes d'Israël ont parfois agi avec une grande brutalité. Nous nous concentrons sur les actions d'Israël parce que les États-Unis lui fournissent une aide matérielle et diplomatique considérablement supérieure à celle qu'ils octroient aux autres États, et qu'ils agissent de la sorte au détriment de leurs propres intérêts. Notre objectif est de déterminer si Israël mérite effectivement ce traitement de faveur parce qu'il fait preuve d'un comportement exceptionnellement vertueux, comme beaucoup de ses sympathisants l'affirment.

Israël se conduit-il vraiment mieux que d'autres États ? L'histoire montre que ce n'est pas le cas.

Défendre l'opprimé

Israël est souvent décrit – et les dirigeants et écrivains israéliens ont pris soin d'entretenir cette image – comme un pays faible et assiégé, un David juif cerné par un Goliath arabe. Or, Israël a toujours dominé militairement ses adversaires arabes. Selon la croyance populaire, lors de la guerre d'indépendance d'Israël de 1948, les sionistes – qui affrontaient cinq armées arabes en plus des Palestiniens – étaient en large infériorité numérique et militaire. Benny Morris, éminent historien israélien, considère cette description de l'état des forces comme l'un des « mythes les plus tenaces à propos de 1948 [7] ».

On peut penser qu'en 1948 Israël était dans une position de faiblesse : c'était un pays nouveau, de petite taille, cerné de pays arabes plus peuplés et disposant de ressources bien plus importantes. Mais, en réalité, comparer la taille de la population et les ressources d'Israël à celles du monde arabe renseigne mal sur l'état réel des forces militaires. Comme le souligne Morris, « sur la carte, Israël est minuscule, entouré d'une vaste étendue arabe, mais cela n'a jamais reflété les rapports de force militaire dans la région, et ce n'est toujours pas le cas à l'heure actuelle. Même chose pour ce qui est des chiffres de la population ; en 1948, le Yishouv [la communauté juive en Palestine avant la création d'Israël] comptait 650 000 personnes – contre 1,2 million de Palestiniens et 30 millions d'Arabes dans les États voisins (y compris l'Irak) [8] ». La raison est simple : à la différence d'Israël, les États arabes se sont montrés incapables de transformer leurs ressources en force militaire.

La guerre d'indépendance fut en réalité constituée de deux conflits successifs. D'abord, une guerre civile entre Juifs et Palestiniens du 29 novembre 1947 (jour où l'ONU vota le plan de partage de la Palestine) jusqu'au 14 mai 1948 (jour où Israël déclara son indépendance). Puis une guerre internationale qui opposa Israël à cinq armées arabes et commença le 15 mai 1948 pour prendre fin le 7 janvier 1949.

La victoire des sionistes sur les Palestiniens s'explique par leur avantage déterminant en hommes et en armements [9]. Les unités de combat juives étaient bien mieux organisées et entraînées que les forces palestiniennes, qui avaient été décimées par les Britanniques pendant la révolte de 1936-1939. Comme le souligne l'historien israélien Ilan Pappe, « quelques petits milliers de combattants irréguliers palestiniens et arabes faisaient face à des dizaines de milliers de soldats juifs surentraînés [10] ». De manière prévisible, les dirigeants israéliens étaient parfaitement au courant de la situation et ont

cherché à en profiter. En fait, Yigal Yadin, second chef d'état-major de l'armée israélienne pendant la guerre de 1948, a ainsi affirmé que, si les Britanniques n'étaient pas restés en Palestine jusqu'en mai 1948, « [Israël] aurait pu réprimer l'insurrection arabe en un mois [11] ».

Les Israéliens ont également bénéficié d'un avantage très net en termes d'effectifs tout au long de la guerre contre les cinq États arabes. Morris souligne que, lorsque les combats ont commencé à la mi-mai, Israël « a envoyé au front 35 000 soldats, contre 25 à 30 000 pour les armées arabes. Au moment de l'Opération Dani, en juillet, Tsahal en comptait 65 000 et 90 000 en décembre – surpassant en nombre à chaque étape le total des soldats arabes alignés contre eux en Palestine [12] ». Israël était également mieux armé, sauf sur une courte période au début du conflit (du 15 mai au 10 juin 1948). Qui plus est, à l'exception de la petite Légion arabe de Transjordanie, la formation et l'organisation des unités de combat israéliennes étaient nettement meilleures que celles de leurs adversaires. Pour résumer, les sionistes ont gagné la guerre contre les Palestiniens et celle contre les armées arabes parce qu'ils étaient plus puissants que leurs adversaires plus nombreux. Comme le souligne Morris, « c'est la supériorité de la puissance de feu, des effectifs, de l'organisation et du commandement des Juifs qui a déterminé l'issue de la bataille [13] ».

L'armée israélienne a par ailleurs remporté des victoires rapides sur l'Égypte en 1956 et sur l'Égypte, la Jordanie et la Syrie en 1967 – *avant* que l'aide américaine n'afflue en Israël. En octobre 1973, Israël fut victime d'une attaque surprise menée par les armées égyptienne et syrienne. Bien que Tsahal, surpassée en nombre, ait essuyé de sérieux revers dans les premiers jours, elle fut prompte à se rétablir et était sur le point d'anéantir les armées égyptienne et syrienne lorsque les États-Unis et l'URSS sont intervenus pour mettre un terme au conflit. Selon Morris, ce remarquable renversement de situation est dû au fait que « les équipements terrestres et aériens de l'armée israélienne étaient simplement supérieurs. Il en va de même pour ses hommes : les pilotes, le personnel au sol, les officiers et les soldats de l'armée israélienne étaient beaucoup mieux entraînés et commandés que leurs homologues arabes [14] ». Ces victoires, qui sont autant de preuves du patriotisme et des capacités militaires de l'État hébreu, révèlent aussi qu'il était loin d'être un État faible, même dans ses premières années [15].

Aujourd'hui, Israël est la puissance militaire dominante au Moyen-Orient. Ses forces conventionnelles sont supérieures à celles de ses voisins et c'est le seul État de la région à posséder l'arme nucléaire. L'Égypte et la Jordanie ont signé des accords de paix avec Israël, et l'Arabie saoudite s'est proposée de le faire. La Syrie a perdu son protecteur soviétique, l'Irak a été dévasté par trois guerres successives, quant à l'Iran, il est à des centaines de kilomètres et il n'a jamais directement attaqué Israël. Les Palestiniens, qui

disposent à peine d'une police, sans parler d'une armée capable de menacer l'existence d'Israël, sont affaiblis par des divisions internes. Les attentats-suicides palestiniens sont chacun des tragédies qui sèment la peur chez les Israéliens, mais ils ne portent guère préjudice à l'économie d'Israël et menacent encore moins son intégrité territoriale [16]. Des groupes tels que le Hezbollah peuvent lancer des missiles et des roquettes sur Israël et tuer quelques centaines d'Israéliens sur plusieurs mois ou plusieurs années, ces attaques ne menacent pas non plus l'existence d'Israël. Selon une estimation réalisée par le prestigieux Institut Jaffee d'études stratégiques de l'université de Tel-Aviv, « la balance stratégique penche résolument en faveur d'Israël, qui a accru son avance en termes de capacité militaire et de dissuasion par rapport à ses voisins [17] ». Si la morale commande de soutenir le faible, alors les États-Unis devraient défendre les adversaires d'Israël.

Un autre argument permet néanmoins de conserver à Israël son statut de victime : le fait que, malgré leur infériorité militaire, ses voisins arabes sont déterminés à l'anéantir. En effet, d'aucuns affirment que les Arabes ont provoqué les guerres de 1948, 1967 et 1973 afin de « jeter les Juifs à la mer [18] ».

Bien qu'il ne fasse aucun doute qu'Israël ait fait l'objet de graves menaces dans les premières années de son existence, les Arabes ne visaient pas sa destruction au cours de ces trois guerres. Non que les Arabes se soient réjouis de la présence d'un État hébreu dans la région – loin de là – mais ils n'avaient tout simplement pas les moyens de gagner une guerre contre Israël. Il ne fait aucun doute que certains dirigeants arabes ont parlé de « jeter les Juifs à la mer » pendant la guerre de 1948, mais il s'agissait surtout d'une formule rhétorique destinée à calmer leur opinion publique. En fait, ce qui intéressait surtout les dirigeants arabes, c'était de s'approprier des terres, même au détriment des Palestiniens – une des nombreuses occasions au cours desquelles les gouvernements arabes feront passer leurs propres intérêts avant ceux des Palestiniens. Morris écrit par exemple : « Après la déclaration d'indépendance d'Israël le 14 mai 1948 et l'invasion arabe le 15 mai, il y eut une "foire d'empoigne" générale : tout le monde – Israël, la Transjordanie, la Syrie, l'Égypte et même le Liban – voulait empêcher la naissance d'un État arabe palestinien et chacun se taillait des petits morceaux de Palestine pour lui. Contrairement à ce qu'affirme l'ancienne historiographie, l'invasion de l'est de la Palestine par Abdallah [roi de Transjordanie] était clairement destinée à conquérir des territoires pour son royaume – au détriment des Arabes de Palestine – et non à détruire l'État hébreu. En effet, tout au long de la guerre, la Légion arabe a pris soin de ne pas rompre avec sa posture de non-agression vis-à-vis du Yishouv et du territoire de l'État hébreu. Il n'est pas du tout évident qu'Abdallah et Glubb [le général anglais qui commandait la Légion arabe de Transjordanie] se soient réjouis de voir

s'effondrer la toute jeune république juive en mai 1948. Abdallah redoutait davantage la perspective de voir surgir à ses frontières un État palestinien et une grande Syrie que l'émergence d'un petit État hébreu [19]. »

Et le roi Abdallah, comme le souligne Morris, était le seul dirigeant arabe à « consacrer la totalité » de sa capacité militaire à attaquer d'Israël, « ce qui témoignait d'une véritable inefficacité ou, peut-être, d'un manque de motivation pour ce qui était de jeter les Juifs à la mer ». Shlomo Ben Ami, historien réputé et ancien ministre israélien des Affaires étrangères, va dans le même sens : « Manquant de préparation et de coordination, les armées arabes ont été contraintes d'aller au front par la pression populaire et par les velléités d'expansion territoriale de leurs dirigeants. Ceux qui envoyaient leur armée en Palestine ne souhaitaient pas tant la création d'un État palestinien que satisfaire leurs ambitions territoriales au détriment de leurs rivaux arabes [20]. »

Le mythe qui décrit Israël comme une victime est également perpétué par la croyance populaire selon laquelle l'Égypte et la Syrie seraient à l'origine de la guerre de 1967. Plus précisément, les Arabes se préparaient à attaquer Israël lorsque Tsahal leur a coupé l'herbe sous le pied et a remporté une victoire écrasante [21]. Cependant, de nouveaux documents ont établi de manière certaine que les Arabes n'ont jamais eu l'intention de déclencher une guerre contre Israël à la fin du printemps 1967, et encore moins de détruire l'État hébreu [22]. Pour Avi Shlaim, représentant éminent de la « nouvelle histoire » israélienne, « la quasi-totalité des spécialistes considèrent aujourd'hui que [le président égyptien] Nasser ne voulait, ni ne projetait de faire la guerre à Israël [23] ». En réalité, l'État hébreu est largement responsable du déclenchement des hostilités. Selon Shlaim, « la stratégie israélienne d'escalade sur le front syrien a été le principal facteur qui a précipité le Moyen-Orient dans la guerre en juin 1967, malgré la croyance qui veut que l'agression syrienne soit la principale cause du conflit [24] ». Ben Ami va même plus loin, lorsqu'il écrit qu'Yitzhak Rabin, chef d'état-major de l'armée israélienne, « a volontairement conduit Israël vers une guerre contre la Syrie. Rabin était déterminé à la provoquer [...] parce qu'il pensait que c'était le seul moyen d'empêcher les Syriens de soutenir les attaques du Fatah contre Israël [25] ».

Rien de ce qui précède ne revient à nier que la décision égyptienne de bloquer l'accès au détroit de Tiran en mai 1967 était une source d'inquiétude légitime pour Israël. Mais ce n'était pas le signe avant-coureur d'une attaque imminente, et de nombreux responsables politiques américains et israéliens sont d'accord là-dessus. De sérieux efforts diplomatiques étaient également en cours pour trouver une solution pacifique à cette crise. Pourtant, Israël décida d'attaquer parce que ses dirigeants préféraient finalement la guerre à une résolution pacifique du conflit. Les commandants de l'armée

israélienne voulaient surtout infliger une défaite cinglante à leurs deux principaux adversaires – l'Égypte et la Syrie – afin de renforcer la capacité de dissuasion israélienne sur le long terme [26]. Certains avaient également des ambitions territoriales, comme le général Ezer Weizman, chef des opérations de l'armée israélienne, qui déclara à la veille de la guerre : « Nous sommes à l'aube d'une seconde guerre d'indépendance, avec tout ce que cela implique [27]. » En bref, Israël ne cherchait pas à devancer une attaque imminente lorsqu'il porta le premier coup le 5 juin 1967 mais à déclencher une guerre préventive – une guerre destinée à modifier durablement l'équilibre des forces dans la région – ou, selon la formule de Menahem Begin, une « guerre délibérée ». Toujours selon ses propres mots : « Nous devons être honnêtes envers nous-mêmes. Nous avons décidé de l'attaquer [le président égyptien Nasser] [28]. »

En octobre 1973, les Égyptiens et les Syriens ont bel et bien attaqué Israël mais c'est un fait avéré que les deux armées arabes avaient des objectifs stratégiques limités. Les Égyptiens espéraient conquérir un bout du Sinaï pour ensuite négocier avec Israël la cession du reste de la péninsule, tandis que les Syriens espéraient récupérer le plateau du Golan. Ni les Égyptiens ni les Syriens n'avaient l'intention d'envahir Israël, encore moins de le détruire. Israël disposait non seulement de l'armée la plus puissante de la région, mais aussi d'armes nucléaires – la moindre tentative de conquête eût été suicidaire. Benny Morris résume bien la chose : « Le président égyptien Anouar Al Sadate et le président syrien Hafez Al Assad cherchaient à récupérer les territoires perdus en 1967. Aucun d'eux ne voulait détruire Israël [29]. » En fait, les dirigeants du Caire et de Damas savaient que la décision de provoquer la puissante armée israélienne constituait une réelle prise de risque. Le général Hassan Al Badri, qui participa à la préparation de l'attaque égyptienne, déclara que « le succès semblait quasi impossible [30] ». Et ces appréhensions étaient fondées car, une fois remis de l'attaque initiale, Tsahal mit en déroute les deux armées arabes.

À l'heure actuelle, il est difficile d'affirmer que tous les voisins d'Israël – à l'exception peut-être de l'Iran – veulent absolument sa destruction. Comme nous l'avons vu, Israël a signé des traités de paix avec l'Égypte et la Jordanie, et, comme nous le verrons au chapitre 9, l'État hébreu a renoncé à un possible accord de paix avec la Syrie en 2000. Lors d'un sommet des pays arabes en mars 2002, le prince héritier d'Arabie saoudite tenta de régler le conflit israélo-palestinien en soumettant une proposition appelant chaque gouvernement arabe à reconnaître pleinement Israël et à normaliser ses relations avec l'État hébreu. En retour, Israël devrait se retirer des territoires occupés et œuvrer à une solution juste du problème des réfugiés palestiniens. Cette initiative fut approuvée à l'unanimité par la Ligue arabe, et même soutenue par Saddam Hussein [31]. La proposition n'a pas abouti à

l'époque, mais les Saoudiens l'ont ressuscitée début 2007. Il n'existe aujourd'hui aucune preuve attestant que l'Irak d'après Saddam Hussein veuille détruire Israël. Le Hamas et le Hezbollah ont beau refuser l'existence d'Israël et lui infliger des pertes, ils ne constituent pas un danger mortel, comme nous l'avons déjà souligné. L'Iran serait certainement une menace sérieuse s'il venait à acquérir la bombe mais, tant qu'Israël possède son propre arsenal nucléaire, l'Iran ne peut l'attaquer sans risquer son propre anéantissement.

Aider une démocratie amie

Le soutien américain à Israël est souvent justifié par la thèse selon laquelle l'État hébreu est une démocratie amie. En effet, ses défenseurs rappellent souvent aux Américains qu'Israël est la seule démocratie du Moyen-Orient et qu'elle est cernée de dictatures hostiles. Ce raisonnement a l'air convaincant, mais lui non plus ne suffit pas à justifier l'ampleur de l'aide américaine. Après tout, il existe beaucoup de démocraties dans le monde, mais aucune ne reçoit le soutien inconditionnel dont bénéficie Israël.

En réalité, la nature d'un gouvernement n'est pas un critère permettant de définir les rapports que Washington entretiendra avec un État. Les États-Unis ont renversé des régimes démocratiques par le passé et ont soutenu de nombreux dictateurs lorsque cela servait leurs intérêts. L'administration Eisenhower a renversé un gouvernement démocratiquement élu en Iran en 1953, tandis que l'administration Reagan soutenait Saddam Hussein dans les années 1980. Aujourd'hui, l'administration Bush entretient de bons rapports avec des dictateurs tels que Hosni Moubarak en Égypte et Pervez Musharraf au Pakistan ; elle tente aussi de déstabiliser le gouvernement démocratiquement élu du Hamas dans les territoires occupés, et entretient des relations conflictuelles avec le président élu du Venezuela, Hugo Chavez. Son régime démocratique ne justifie pas et ne suffit pas à expliquer l'ampleur du soutien américain à Israël.

Ce raisonnement est également affaibli par certains traits de la démocratie israélienne en contradiction avec certaines valeurs américaines fondamentales. Les États-Unis sont une démocratie libérale dans laquelle chacun, quelles que soient sa race, sa religion ou son origine ethnique, est censé jouir des mêmes droits. Même si les citoyens israéliens sont d'origines très différentes, y compris arabes, musulmans, chrétiens ou autres, Israël a été clairement fondé comme un État juif, et l'identité juive d'un citoyen israélien est généralement définie par la filiation (son ascendance juive vérifiable) [32]. L'identité juive d'Israël apparaît noir sur blanc dans la déclaration d'indépendance, officiellement proclamée le 14 mai 1948, qui se réfère

explicitement à la reconnaissance par l'ONU du « droit du peuple juif à établir son État indépendant », proclame ouvertement la « création d'un État juif en Terre d'Israël » et qualifie le peuple juif de « maître de son destin sur le sol de son propre État souverain » [33].

Étant donné l'identité juive d'Israël, ses dirigeants ont longtemps insisté sur l'importance de maintenir une majorité juive incontestée à l'intérieur de ses frontières. Les Israéliens s'inquiètent donc beaucoup du nombre de Juifs et de Palestiniens qui entrent et sortent d'Israël, du taux de natalité des Juifs et des Palestiniens, et du risque que l'expansion d'Israël au-delà des frontières d'avant 1967 provoque un déséquilibre démographique. David Ben Gourion déclara par exemple que « toute femme consentante qui ne met pas au monde au moins quatre enfants en bonne santé se dérobe à son devoir envers la nation, au même titre qu'un soldat se dérobe à ses obligations militaires [34] ». Il y a à présent environ 5,3 millions de Juifs et 1,36 million d'Arabes en Israël – si on inclut Jérusalem-Est. Il y a 3,8 millions de Palestiniens répartis entre Gaza et la Cisjordanie, ce qui signifie qu'il y a seulement 140 000 Juifs de plus dans ce qui s'appelait auparavant la Palestine mandataire, et, de l'avis général, le taux de natalité chez les Palestiniens est plus élevé que chez les Juifs [35]. Il n'est donc pas surprenant d'entendre aujourd'hui les Juifs israéliens évoquer la « menace démographique » potentielle que représentent leurs concitoyens arabes et les Palestiniens [36].

Bien qu'Israël soit avant tout un État juif, on s'attend à ce que tous ses citoyens, arabes comme juifs, bénéficient des mêmes droits, garantis par les Lois fondamentales (qui sont au nombre de onze). Ce n'est pas le cas. La version initiale de la Loi fondamentale sur la liberté et la dignité de l'individu garantissait l'égalité à tous les Israéliens : « Tous les Israéliens sont égaux devant la loi, et il ne doit y avoir de discrimination fondée sur le sexe, la religion, la nationalité, la race, l'origine ethnique, le pays d'origine, ou tout autre motif de ce type [37]. » Mais une commission de la Knesset finit par supprimer cette clause de la version finale qui fut votée en 1992. Depuis, les députés arabes de la Knesset ont souvent tenté d'amender cette Loi fondamentale afin qu'elle garantisse l'égalité de tous devant la loi. Mais leurs collègues juifs refusent, créant ainsi une situation très différente de celle des États-Unis, où le principe d'égalité est garanti par la loi [38].

En plus de la volonté d'Israël de maintenir son identité juive et de son refus d'accorder l'égalité de plein droit à ses citoyens non juifs, ses habitants arabes, au nombre de 1,36 million, sont de fait traités comme des citoyens de seconde zone. Une commission du gouvernement israélien révéla par exemple en 2003 qu'Israël se comporte à leur égard d'une manière « négligente et discriminatoire [39] ». Et, de fait, nombreux sont les Juifs israéliens à être favorables à ce traitement inégal : un sondage paru en mars 2007 révélait que 55 % des Juifs israéliens désiraient que la ségrégation s'applique

aux espaces de loisirs, tandis que plus de 75 % affirmaient qu'ils refuseraient de vivre dans le même immeuble qu'un Arabe israélien. Pour plus de la moitié des personnes interrogées, le mariage d'une Juive avec un Arabe est une trahison nationale, et 50 % d'entre elles déclarent qu'elles refuseraient un travail si leur supérieur hiérarchique direct se révélait être un Arabe [40]. En mai 2003, selon l'Institut israélien pour la démocratie, 53 % des Juifs israéliens étaient « contre l'égalité totale pour les Arabes » et 77 % pensaient qu'il devrait y avoir « une majorité juive sur les grandes décisions politiques ». Seuls 31 % étaient « favorables à la présence de représentants de partis politiques arabes au gouvernement [41] ». De fait, Israël n'a nommé pour la première fois un ministre arabe musulman qu'en janvier 2007, presque soixante ans après sa création. Et encore, cette nomination – à un portefeuille mineur qui plus est, celui des Sciences, des Sports et de la Culture – a suscité une vive polémique [42].

Le traitement que réserve Israël à ses citoyens arabes est plus que discriminatoire. Par exemple, pour limiter le nombre d'Arabes sur son territoire, Israël n'autorise pas un-e Palestinien-ne qui épouse un-e Israélien-ne à devenir citoyen-ne et ne lui donne pas le droit de vivre en Israël. Une restriction que l'organisation des droits de l'homme israélienne B'Tselem a qualifiée de « loi raciste qui détermine qui peut vivre [en Israël] selon des critères racistes [43] ». Le gouvernement Olmert a également soutenu une loi – que la commission des lois de la Knesset a approuvée le 10 janvier 2007 – qui permet aux tribunaux de retirer la citoyenneté aux citoyens « non patriotes ». Cette loi, qui vise clairement les Arabes israéliens, a été qualifiée de « mesure brutale qui porte atteinte aux libertés civiles » par le ministre de la Justice israélien [44]. De telles lois sont peut-être compréhensibles à la lumière des principes fondateurs d'Israël – le but explicite de créer un État juif – mais ne cadrent pas du tout avec la démocratie multiethnique américaine, où tous les citoyens sont censés être traités de la même façon, quelle que soit leur ascendance.

Début 2007, Benjamin Netanyahou s'est excusé auprès des familles nombreuses ultra-orthodoxes pour les difficultés engendrées par les réductions de prestations sociales qu'il avait décidées en 2002 alors qu'il était ministre des Finances. Cependant, il a souligné que ces restrictions avaient au moins apporté un bienfait important et imprévu : « Le taux de natalité a sérieusement chuté chez la population non juive [45]. » Pour Netanyahou, comme pour beaucoup d'Israéliens terriblement angoissés par la « menace démographique » arabe, moins il y a de naissances chez les Arabes israéliens, mieux c'est.

Les propos de Netanyahou seraient presque à coup sûr condamnés aux États-Unis. Imaginez le tollé si un responsable américain évoquait les bienfaits d'une mesure qui a fait chuter la natalité dans les communautés

africaine-américaine et hispanique. Mais de telles déclarations ne sont pas rares en Israël, où les dirigeants ont à leur actif une longue liste de propos méprisants à l'encontre des Palestiniens, qui ne leur valent que très rarement des sanctions. Menahem Begin a déclaré un jour que « les Palestiniens [étaient] des animaux qui marchaient sur deux jambes », tandis que l'ancien chef d'état-major de Tsahal, Rafael Eitan, les a qualifiés de « blattes droguées dans une bouteille », ajoutant qu'« un bon Arabe est un Arabe mort ». Un autre ancien chef d'état-major, Moshe Ya'alon, a qualifié la menace palestinienne de « cancer » qu'il fallait traiter par « chimiothérapie » [46].

Ces propos ne sont pas l'apanage des dirigeants israéliens. Selon une étude menée récemment auprès de lycéens juifs en Israël, 75 % d'entre eux considèrent les Arabes comme « illettrés » et comme « barbares », et 74 % comme « sales ». À propos de ce dernier chiffre, Larry Derfner a écrit dans le *Jerusalem Post* : « Dire que les Arabes sont sales n'est pas une déclaration politique extrémiste. Ce n'est pas un commentaire excessivement dur sur le comportement des Arabes. Dire que les Arabes sont sales, c'est manifester une haine irrationnelle, hystérique, profonde et absolue à l'égard de tout un groupe ethnique – qui n'est pas plus sale que les Juifs. Dire que les Arabes sont sales, c'est une expression du racisme dans sa forme la plus pure et la plus virulente. » La personne qui a dirigé cette enquête a déclaré : « Nous n'avons pas été surpris par les résultats. Tous ceux qui travaillent sur le terrain savent que de telles représentations existent, mais le sondage révèle qu'elles ont pris des proportions inquiétantes. » Il faut souligner que cette même étude a aussi été réalisée auprès de jeunes Israéliens arabes et Derfner affirme que, « même si leur opinion des Juifs est épouvantable, elle l'est considérablement moins que celle des lycéens juifs à leur égard [47] ».

Ces attitudes hostiles à l'égard des Israéliens d'origine arabe, ajoutées aux craintes suscitées par la « menace démographique », ont conduit certains Israéliens juifs à devenir de farouches partisans de l'expulsion ou du « transfert » de la majorité de la population arabe hors d'Israël. Ainsi Avigdor Lieberman, nommé vice-Premier ministre chargé des Affaires stratégiques en 2006, a clairement fait savoir qu'il était pour l'expulsion, afin de faire d'Israël un État juif homogène « autant que faire se peut ». Il prône plus précisément l'échange de parties d'Israël densément peuplées d'Arabes contre des zones de Cisjordanie où sont installés des colons juifs.

Personnage controversé, Lieberman n'est pas le premier membre du gouvernement israélien à prôner l'expulsion [48] et il n'est pas le seul en Israël à défendre cette option. L'Institut israélien pour la démocratie a révélé en mai 2003 que 57 % des Juifs d'Israël pensaient qu'« il fallait encourager les Arabes à émigrer ». Un sondage effectué par l'Institut d'étude de la sécurité nationale de l'université de Haïfa a révélé en 2004 que ce chiffre était passé à 63,7 %. L'année suivante, en 2005, selon le Centre palestinien d'études

israéliennes, 42 % des Juifs d'Israël pensaient que leur gouvernement devait encourager les Israéliens d'origine arabe à partir et 17 % approuvaient cette idée. Un an plus tard, le Centre de lutte contre le racisme annonçait que 40 % des Juifs d'Israël voulaient que leurs dirigeants encouragent la population arabe à émigrer, tandis que l'Institut israélien pour la démocratie avançait le chiffre de 62 % [49]. Imaginez que 40 % ou plus de la population blanche déclarent que les Noirs, les Hispaniques et les Asiatiques « devraient être encouragés » à quitter les États-Unis.

De telles attitudes sont peut-être inévitables, étant donné la longueur du conflit israélo-palestinien et la souffrance qu'il a engendrée des deux côtés. Et elles ne sont pas pires que le comportement de beaucoup d'Américains à l'égard de plusieurs groupes minoritaires (surtout les Américains d'origine africaine) tout au long de l'histoire des États-Unis. Pourtant, quelle que soit leur origine, ces attitudes seraient unanimement condamnées aux États-Unis si leur existence était davantage rendue publique, et elles portent un sérieux coup aux clichés sur les « valeurs partagées », l'« engagement à défendre la liberté ».

Enfin, le prestige de la démocratie israélienne est entamé par son refus d'accorder aux Palestiniens un État viable et par le régime légal, administratif et militaire imposé aux territoires occupés qui les prive de droits fondamentaux. À l'heure actuelle, Israël contrôle la vie de 3,8 millions de Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie, tout en poursuivant la colonisation. Si Israël s'est officiellement retiré de Gaza à l'été 2005, l'État hébreu continue d'exercer un contrôle important sur ses habitants [50] : Israël contrôle les accès aérien, maritime et terrestre, ce qui fait des Palestiniens des prisonniers de Gaza, incapables d'entrer ou de sortir sans le consentement israélien. Jan Egeland, représentant de l'ONU, et Jan Eliasson, le ministre suédois des Affaires étrangères, ont écrit en septembre 2006 que les Palestiniens « [vivaient] en cage », ce qui a naturellement des conséquences désastreuses sur leur économie et leur état de santé [51].

En Cisjordanie, Israël continue d'exproprier les Palestiniens et d'implanter des colonies. La situation a été brièvement décrite dans un éditorial de *Ha'aretz* fin décembre 2006 : « Il ne se passe pratiquement pas une semaine sans une nouvelle révélation, chaque fois plus scandaleuse que la précédente, sur l'expansion des colonies en Cisjordanie, en violation flagrante de la loi et en contradiction totale avec la politique gouvernementale officielle [52]. » En effet, l'organisation israélienne La Paix maintenant a récemment publié une étude, qui s'appuie sur les sources officielles israéliennes, indiquant que plus de 32 % des territoires qu'Israël occupe, et sur lesquels il envisage d'implanter des colonies, appartiennent à des Palestiniens. Et Israël a l'intention de conserver la majeure partie de ces terres. Non seulement cette occupation constitue une infraction à la loi israélienne,

mais elle viole également un principe démocratique fondamental : la protection de la propriété privée [53].

En résumé, les citoyens juifs d'Israël disposent d'une démocratie qui fonctionne, leur permet de critiquer leur gouvernement et de choisir leurs dirigeants par la voie d'élections libres. La liberté de la presse se porte bien elle aussi en Israël, où, paradoxalement, il est plus facile de critiquer la politique israélienne qu'aux États-Unis – c'est la raison pour laquelle tant de documents cités dans ce livre viennent de la presse israélienne. Cela dit, les Israéliens d'origine arabe sont systématiquement discriminés, les millions de Palestiniens vivant dans les territoires occupés sont privés de droits politiques fondamentaux, un constat qui invalide l'argument des « valeurs démocratiques partagées ».

Une compensation pour les crimes subis par le passé

Les souffrances vécues par les Juifs dans l'Occident chrétien, et particulièrement dans l'expérience tragique de l'Holocauste, fournissent une troisième justification d'ordre moral. Parce que les Juifs ont été persécutés pendant des siècles et que beaucoup pensent ne pouvoir vivre en sécurité que dans les frontières d'un État juif, Israël mériterait un traitement privilégié. Cet argument, qui constituait la base du programme sioniste original, et a beaucoup contribué à convaincre les États-Unis et d'autres pays de soutenir la création d'Israël, rencontre encore un écho aujourd'hui.

Il ne fait aucun doute que les Juifs ont beaucoup souffert de l'abject héritage de l'antisémitisme et que la création d'Israël a été une réponse appropriée à une longue histoire de souffrances. Cette histoire constitue un plaidoyer moral très fort en faveur de la fondation de l'État hébreu et de sa pérennité. Ce soutien s'accorde également avec l'engagement de l'Amérique en faveur du droit à l'autodétermination nationale. Mais nul ne peut ignorer que la création de l'État d'Israël a engendré des crimes supplémentaires contre des tiers en grande partie innocents : les Palestiniens. Les crimes contre les Juifs justifient le soutien à l'existence d'Israël, mais ses crimes contre les Palestiniens sapent sa prétention à un traitement privilégié.

Lors de l'émergence du sionisme politique à la fin du XIXe siècle, les Juifs n'étaient que quinze à dix-sept mille à vivre en Palestine [54]. En 1893 par exemple, les Arabes constituaient 95 % de la population et, bien que sous autorité ottomane, ils possédaient ce territoire depuis mille trois cents ans [55]. Le vieil adage sioniste selon lequel la Palestine était « une terre sans peuple pour un peuple sans terre » était ainsi complètement faux : la terre était bien occupée par un autre peuple [56].

Les premiers sionistes espéraient que les vagues d'immigrés juifs quittant l'Europe au cours des dernières décennies du XIXe siècle viendraient en Palestine, permettant ainsi aux Juifs de prendre un avantage numérique déterminant sur les Arabes. Ces espoirs furent déçus lorsque la plupart de ces Juifs préférèrent émigrer aux États-Unis. Sur les quatre millions de Juifs qui ont quitté l'Europe entre 1880 et 1920, seuls cent mille se sont installés en Palestine [57]. En réalité, lorsque Hitler est arrivé au pouvoir, les Juifs de Palestine ne remplissaient pas les « généreux quotas d'immigration autorisés par les Britanniques [58] ». Lors de la création d'Israël en 1948, ses 650 000 Juifs ne représentaient que 35 % environ de la population de Palestine et ne possédaient que 7 % du territoire [59].

Depuis le début, les leaders sionistes étaient déterminés à créer un État juif qui engloberait la quasi-totalité de la Palestine, et même des bouts du Liban et de la Syrie [60]. Bien sûr, leurs avis divergeaient sur les frontières idéales de l'État, et presque tous s'accordaient à dire qu'il ne serait peut-être pas possible de concrétiser toutes leurs ambitions territoriales. Il est sûr en tout cas que la grande majorité de la direction sioniste n'a jamais voulu d'un État binational sans identité religieuse où cohabiteraient Arabes et Juifs – et où les premiers seraient peut-être même plus nombreux que les seconds. L'objectif depuis le début était de créer un État juif dont les Juifs constitueraient 85 % de la population [61].

Aux États-Unis, surtout parmi les sympathisants d'Israël, beaucoup croient que les sionistes étaient disposés à accepter le partage permanent de la Palestine. Certes, ils acceptèrent les plans de partage prévus par la Commission Peel en 1937 et par l'ONU en 1947, mais le fait qu'ils aient accepté ces plans ne signifiait pas qu'ils avaient l'intention de n'accepter qu'une partie de la Palestine de manière définitive, ou qu'ils étaient disposés à soutenir la création d'un État palestinien. Ainsi que le montrent de nombreuses sources récemment rendues publiques, la direction sioniste acceptait parfois ce partage comme une première étape, une manœuvre tactique et non une fin en soi. Ils n'avaient absolument aucune intention de cohabiter avec un État palestinien viable à long terme, qu'ils jugeaient incompatible avec leur rêve de faire de toute la Palestine un État juif.

Parmi les sionistes, il y avait des opposants farouches au plan de partage de la Commission Peel que David Ben Gourion eut beaucoup de peine à leur faire accepter. Mais s'ils ont fini par approuver la proposition, c'est principalement parce qu'ils se doutaient bien que Ben Gourion aurait à cœur de s'emparer de la totalité de la Palestine. Celui-ci s'exprima d'ailleurs clairement sur le sujet à l'été 1937 : « Après la formation d'une grande armée suite à la création de l'État, nous abolirons le partage et nous occuperons toute la Palestine. » Il déclara à son fils Amos la même année : « Érigeons un État juif

sur-le-champ, même si ce n'est pas sur tout le territoire. Le reste nous reviendra avec le temps. Il le faut [62]. »

Le plan prévu par la Commission Peel n'aboutit pas et, au cours de la décennie suivante, les sionistes s'employèrent à incorporer la totalité de la Palestine mandataire à un futur État juif. Dans la première moitié de l'année 1947, Ben Gourion fit un certain nombre de déclarations qui montrent bien qu'il voulait toujours la Palestine dans son entier. L'universitaire israélien Uri Ben Eliezer raconte ainsi : « Le 13 mai 1947, Ben Gourion déclara au Conseil de l'Agence juive, qui se tenait aux États-Unis : "Nous voulons la terre d'Israël dans sa totalité. C'était l'intention de départ." Une semaine plus tard, s'adressant à l'Assemblée élue à Jérusalem, le leader du Yishouv se demandait : "Y a-t-il une personne parmi nous qui ne soit pas d'accord avec le fait que l'intention première de la Déclaration Balfour et du mandat sur la Palestine, et l'intention première des espoirs nourris par des générations de Juifs, était de créer un État juif sur la totalité de la Terre d'Israël ?" S'adressant au secrétariat du Mapaï [Parti travailliste israélien] en juin, Ben Gourion affirma que ce serait une erreur que de renoncer à une partie du territoire. "Nous n'avons pas le droit de faire cela, a-t-il dit, et ce n'est pas nécessaire" [63]. »

Plus tard cette même année, au mois de novembre, l'ONU concevait un nouveau plan de partage de la Palestine que les sionistes approuvèrent officiellement. Mais, en réalité, Ben Gourion avait déjà négocié un marché avec le roi Abdallah qui prévoyait un partage de la Palestine entre Israël et la Transjordanie et privait les Palestiniens d'un État [64]. Cet accord secret, approuvé par la Grande-Bretagne, permettait à la Transjordanie de récupérer la Cisjordanie et à Israël de s'emparer de ce qu'il pouvait du reste de la Palestine. Le plan fut finalement mis à exécution au cours de la guerre de 1948, dans une certaine confusion : de manière assez prévisible, les dirigeants israéliens ont sérieusement envisagé de conquérir la Cisjordanie et de s'emparer de la totalité de la Palestine mandataire pour leur nouvel État, mais ont finalement considéré que les coûts excéderaient sans doute les bénéfices escomptés. La Transjordanie, qui devint plus tard la Jordanie, contrôla la Cisjordanie jusqu'à ce que Tsahal l'occupe en 1967, au cours de la guerre des Six-Jours. En bref, les fondateurs d'Israël étaient déterminés depuis le début à créer un « grand Israël », qui ne laissait pas la place à un État palestinien et octroyait peu d'espace aux Palestiniens au sein de l'État juif.

Dans la mesure où les Arabes étaient largement plus nombreux que les Juifs en Palestine et où les sionistes étaient déterminés à conquérir autant de territoire que possible, ils n'avaient d'autre choix que d'expulser massivement les Arabes des terres conquises. Ils n'avaient pas d'autre moyen pour remplir leurs objectifs, car il était peu probable que les Arabes fussent

disposés à abandonner leurs terres de plein gré. C'est la raison pour laquelle le plan de partage de la Commission Peel prévoyait explicitement un transfert de la population. Et c'est la raison pour laquelle celui de l'ONU, qui prévoyait la création d'un Israël juif à 55 % et arabe à 45 %, n'était pas réalisable [65]. Il n'y avait à l'évidence aucun moyen de créer un État juif dans toute la Palestine sans convaincre un grand nombre d'Arabes de partir.

À la lumière de ces faits, l'expulsion était un fréquent sujet de discussion parmi les sionistes, et ce depuis les premiers jours du mouvement, et il était considéré par une majorité comme le seul moyen réaliste de résoudre le problème démographique qui empêchait la création d'un État juif [66]. Ben Gourion était lucide sur le sujet ; il écrivait en 1941 qu'il était « impossible d'imaginer une évacuation générale [de la population arabe] sans avoir recours à la force, voire à la violence [67] ». Ou, comme il le faisait remarquer à son fils en octobre 1937 : « nous devons mettre sur pied une armée moderne [...] et alors je suis sûr que nul ne pourra nous empêcher de nous implanter dans d'autres parties du pays, par consentement mutuel avec nos voisins arabes ou par d'autres moyens [68] ». Sans doute aurait-il préféré l'option du « consentement mutuel », mais Ben Gourion savait qu'il y avait peu de chances d'y arriver ainsi et que les sionistes auraient besoin d'une armée puissante pour remplir leurs objectifs. Morris résume la situation ainsi : « Bien sûr, Ben Gourion était un partisan du transfert. Il avait compris qu'il ne pourrait y avoir un État juif au beau milieu d'une minorité arabe hostile. [...] Ben Gourion avait raison. S'il n'avait pas agi comme il l'a fait, jamais un État n'aurait vu le jour. Que ce soit bien clair. Aucune autre solution. Sans le déracinement des Palestiniens, jamais un État juif n'aurait été créé ici [69]. »

L'expulsion est une stratégie détestable et éminemment critiquable, et il est absurde pour un groupe envisageant le transfert d'une population rivale d'annoncer ses intentions au reste du monde. Ainsi, après avoir déclaré qu'il n'imaginait pas comment un transfert massif pouvait s'effectuer « sans violence », Ben Gourion annonça que les sionistes ne devaient pas « dissuader d'autres personnes, anglaises ou américaines, de prôner le transfert si c'est une méthode qu'elles préfèrent, mais nous ne devons en aucune façon l'intégrer à notre programme [70] ». Il ne rejetait pas pour autant cette option ; il soulignait simplement le fait que les sionistes ne devaient pas la proclamer ouvertement. Poursuivant sa réflexion sur le « degré de sensibilité » à cette question chez les fondateurs d'Israël, Benny Morris souligne qu'il était « courant dans les organisations sionistes de conseiller aux sténographes de "faire une pause" et de garder ainsi confidentielles les discussions sur de tels sujets ». Il ajoute que les « articles de la presse juive » relatant la réaction de Ben Gourion et d'autres leaders sionistes au plan de la Commission Peel « oubliaient généralement de mentionner que Ben Gourion, ou un

autre, avait fermement pris position pour le transfert ou avait ne serait-ce qu'évoqué le sujet »[71].

L'occasion d'expulser les Palestiniens et de créer un État juif se présenta en 1948, lorsque les forces armées juives poussèrent jusqu'à 700 000 Palestiniens à l'exil[72]. Les Israéliens et leurs sympathisants aux États-Unis ont longtemps prétendu qu'ils avaient fui parce que leurs dirigeants leur avaient demandé de le faire, mais les historiens ont démonté ce mythe. En réalité, les leaders arabes ont exhorté la population palestinienne à rester, mais la peur d'être tués par l'armée sioniste a poussé la plupart à fuir[73]. Après la guerre, Israël interdit le retour des exilés palestiniens. Ainsi que le formula Ben Gourion en juin 1948 : « nous devons empêcher leur retour à tout prix[74] ». Dès 1962, Israël possédait presque 93 % du territoire situé à l'intérieur de ses frontières[75]. Pour aboutir à ce résultat, 531 villages arabes avaient été détruits et « 11 quartiers vidés de leurs habitants[76] ». L'ancien ministre de la Défense israélienne Moshe Dayan évoque ainsi ce drame : « Des villages juifs ont été construits à la place de villages arabes. Vous ne connaissez même pas le nom de ces villages, et je ne peux vous en vouloir, car les livres de géographie n'existent plus, non seulement les livres n'existent plus, mais les villages non plus [...]. Il n'y a pas une seule construction dans ce pays qui n'abritait pas des habitants arabes auparavant[77]. »

Les dirigeants israéliens savaient que la création d'Israël serait source d'injustices pour le peuple palestinien. Comme le dit Ben Gourion à Nahum Goldmann, président du Congrès juif mondial, en 1956 : « Si j'étais dirigeant arabe, jamais je ne ferais de concessions à Israël. C'est tout naturel : nous leur avons pris leur pays. Bien sûr, c'est Dieu qui nous l'a promis, mais qu'est-ce que ça peut bien leur faire ? Notre Dieu n'est pas le leur. Nous venons d'Israël, c'est bien vrai, mais c'était il y a deux mille ans, qu'est-ce que ça représente pour eux ? Il y a eu l'antisémitisme, les nazis, Hitler, Auschwitz, mais est-ce leur faute ? Ils ne voient qu'une seule chose : nous sommes venus jusqu'ici pour leur voler leur pays. Pourquoi devraient-ils accepter une chose pareille[78] ? »

Ze'ev Jabotinsky, fondateur de la droite israélienne, arrivait aux mêmes conclusions lorsqu'il écrivait en 1923 : « La colonisation se passe d'explication et tout Juif ou Arabe sensé comprend ce qu'elle implique. Il ne peut y avoir qu'un but à la colonisation. Pour les Arabes de ce pays, cet objectif est inacceptable. C'est une réaction naturelle et rien ne pourra y changer quoi que ce soit[79]. » Berl Katznelson, proche allié de Ben Gourion ayant eu une influence intellectuelle majeure sur les premiers sionistes, a quant à lui formulé la chose sans ménagements : « L'entreprise sioniste est une entreprise de conquête[80]. »

Depuis soixante ans environ, les leaders israéliens ont cherché à plusieurs reprises à nier le droit à l'autodétermination nationale des Palestiniens [81]. Le Premier ministre Golda Meir affirma par exemple qu'« un Palestinien, ça n'existe pas [82] ». De nombreux dirigeants israéliens ont également souhaité intégrer la Cisjordanie et Gaza à Israël. Moshe Dayan décréta par exemple en 1949 que les frontières d'Israël étaient « ridicules, à tous points de vue ». Selon lui, la frontière orientale d'Israël devait être le Jourdain. Et il n'était pas le seul à le penser : nombre de ses collègues, parmi lesquels Ben Gourion lui-même, étaient enthousiastes à l'idée d'annexer la Cisjordanie [83]. Benny Morris a tout à fait raison lorsqu'il souligne que « l'objectif sioniste final d'un "grand Israël" n'a pas disparu avec la fin de la guerre de 1948 [84] ».

Après le début de la première Intifada en décembre 1987, quelques dirigeants israéliens ont accepté que les Palestiniens jouissent d'une autonomie limitée dans certaines zones de Cisjordanie et de Gaza. On dit souvent que le Premier ministre Yitzhak Rabin, qui a signé les accords d'Oslo en 1993, était tout disposé à permettre aux Palestiniens d'établir un État viable dans la quasi-totalité des territoires occupés. En réalité, Rabin s'opposait à la création d'un État palestinien à part entière. Lors d'un discours prononcé en 1995, l'année où il fut assassiné, Rabin s'exprima en ces termes : « Je souhaite une cohabitation pacifique entre Israël en tant qu'État juif, pas sur toute la terre d'Israël, ou la majeure partie ; sa capitale, Jérusalem unie ; la frontière de sécurité avec la Jordanie retracée ; à côté, une entité palestinienne, moins qu'un État, qui s'occupe des Palestiniens. [...] Voilà mon but, ne pas revenir aux frontières d'avant la guerre des Six-Jours, mais créer deux entités, une séparation entre Israël et les Palestiniens qui résident en Cisjordanie et à Gaza [85]. »

Un épisode du printemps 1998 montre à quel point l'opposition à la création d'un État palestinien était profondément ancrée chez les Israéliens – même à la fin des années 1990 : les Israéliens et leurs sympathisants américains ont alors sévèrement critiqué Hillary Clinton, la première dame des États-Unis, pour avoir déclaré qu'« il serait dans l'intérêt de la paix au Moyen-Orient à long terme qu'il existe un État palestinien, un vrai État moderne qui soit sur un pied d'égalité avec les autres États ». Selon le *New York Times*, les responsables de la Maison-Blanche ont immédiatement « désavoué » ses propos et « insisté sur le fait qu'elle ne parlait qu'en son nom ». Son opinion, a déclaré le porte-parole de la Maison-Blanche, « n'est pas l'opinion du président [86] ».

Dès 2000, cependant, il était finalement tout à fait acceptable pour les hommes politiques américains d'évoquer ouvertement les avantages qu'apporterait la création d'un État palestinien. À la même époque, la pression exercée par la violence des radicaux et la croissance de la population

palestinienne ont poussé les dirigeants israéliens à démanteler les colonies de la bande de Gaza et à rechercher un compromis territorial sur la Cisjordanie. Aucun gouvernement israélien ne s'est pour autant montré disposé à proposer aux Palestiniens un véritable État. Comme nous le verrons plus tard, même la soi-disant offre généreuse du Premier ministre Ehud Barak à Camp David en juillet 2000 n'aurait accordé aux Palestiniens qu'un État désarmé, démembré, et placé de fait sous contrôle israélien. En 2002, l'ancien Premier ministre Yitzhak Shamir réaffirma son opposition à toute forme d'État palestinien, tandis que le Premier ministre Benjamin Netanyahou faisait comprendre l'année suivante qu'il préférait seulement un État palestinien à souveraineté limitée [87].

Les crimes commis par l'Europe contre les Juifs constituent un argument moral fort en défense du droit d'Israël à exister. Si un État colonial ne peut naître que dans la violence, Israël a continué d'imposer des formes terribles de discriminations aux Palestiniens pendant des décennies, qui ne peuvent être justifiées par les menaces qui pèseraient sur l'existence de l'État hébreu. La survie d'Israël n'est pas menacée, bien que certains extrémistes musulmans entretiennent de vains espoirs ou que le président iranien Mahmoud Ahmadinejad ait déclaré qu'Israël « devrait être rayé de la carte [88] ». Et, plus important encore, les souffrances qu'a endurées le peuple juif par le passé n'obligent pas les États-Unis à aider Israël quoi qu'il fasse aujourd'hui.

« Israéliens vertueux » contre « Arabes démoniaques »

Il est un autre argument d'ordre moral qui veut qu'Israël ait souhaité la paix à chaque fois que l'occasion se présentait et fait preuve d'une grande retenue lorsqu'on le provoquait. On dit à l'inverse des Arabes qu'ils se sont comportés avec perversité, recourant à la violence aveugle. Cette vision des choses est sans cesse ressassée par les dirigeants israéliens et par les farouches défenseurs américains d'Israël tels qu'Alan Dershowitz et le rédacteur en chef de *New Republic*, Martin Peretz. Selon ce dernier, Israël adhère étroitement à une doctrine de la « pureté des armes », qui veut que « tout doit être fait pour éviter de toucher les civils, même si cela entraîne des risques supplémentaires pour les soldats israéliens ». Il affirme de plus que, « depuis des années, Israël hésite entre répondre au terrorisme d'une manière presque trop proportionnée et apaiser les terroristes en leur accordant une partie de ce qu'ils réclament », alors que ses ennemis arabes sont « de la même espèce terroriste qui nous a attaqués le 11 septembre 2001 » [89]. Selon Ariel Sharon et Ehud Olmert – et ils ne sont pas les seuls à le penser –, Tsahal « est l'armée la plus morale du monde [90] ». Cette description de l'attitude d'Israël est un

mythe de plus, qui vient s'ajouter à ce que Meron Benvenisti, ancien maire adjoint de Jérusalem, appelle l'« histoire sacrée d'Israël[91] ».

Les chercheurs israéliens savent bien que les premiers sionistes étaient loin d'être bienveillants à l'égard des Palestiniens[92]. Les Arabes ont bel et bien résisté aux incursions sionistes, tuant parfois des Juifs et détruisant leurs maisons. Mais cette résistance était assez naturelle dans la mesure où les sionistes essayaient de créer leur propre État sur le territoire arabe. « Si j'étais arabe, confia Ben Gourion en juin 1937, je me rebellerais avec davantage de vigueur, d'amertume et d'acharnement contre cette immigration qui placera un jour la Palestine et tous ses habitants sous autorité juive[93]. » Les sionistes ont en effet réagi avec vigueur et parfois avec cruauté, et aucune des deux parties ne détient la palme de la morale au cours de cette période.

Selon les mêmes sources universitaires, la création d'Israël en 1948 a donné lieu à des actes de nettoyage ethnique, avec exécutions, massacres et viols perpétrés par des Juifs[94]. Bien sûr, les dirigeants sionistes n'ont pas ordonné à leurs soldats d'assassiner et de violer la population palestinienne, mais ils ont prôné le recours à la violence pour chasser les masses palestiniennes des terres destinées à devenir l'État hébreu. Il suffit de lire ce que Ben Gourion a consigné dans son journal le 1er janvier 1948, époque à laquelle il rencontrait souvent d'autres dirigeants sionistes pour discuter de la façon de traiter la question palestinienne : « L'heure est venue de réagir avec fermeté et violence. Il nous faut être précis sur le moment, l'endroit et la cible. Si nous attaquons une famille, nous devons les brutaliser sans pitié, femmes et enfants y compris. Sinon, ce ne sera pas une réaction efficace [...]. Il n'est nul besoin de faire la distinction entre coupable et non-coupable[95]. » Il n'y a rien de surprenant à ce que ce genre de conseil venu de la direction sioniste – Ben Gourion résumait bien la politique qui se mettait en place – ait conduit les soldats israéliens à commettre des atrocités. Après tout, on a relevé le même comportement au cours de nombreuses guerres, menées par beaucoup de peuples différents. Il n'empêche que les crimes commis pendant cette période fragilisent le statut moral privilégié que revendique Israël.

Israël s'est souvent montré très dur par la suite à l'égard de ses adversaires arabes et palestiniens, faisant mentir là aussi la thèse selon laquelle il aurait un comportement plus moral que les autres. Entre 1949 et 1956, par exemple, Morris estime que « l'armée et les gardes civils israéliens, avec leurs mines et leurs objets piégés, ont tué entre 2 700 et 5 000 Arabes infiltrés ». Certains d'entre eux étaient sans aucun doute déterminés à tuer des Israéliens mais, selon les preuves disponibles, « une grande majorité de ceux qui ont été tués n'étaient pas armés ; pour la plupart, ils s'étaient infiltrés pour des raisons économiques ou sociales ». Morris souligne que cette politique de « tir à vue » a conduit à « une série d'atrocités » contre les infiltrés[96].

Ce genre d'agissements n'avait rien d'exceptionnel. Tsahal a abattu des centaines de prisonniers égyptiens au cours des guerres de 1956 et 1967 [97]. En 1967, elle a chassé entre 100 000 et 260 000 Palestiniens de la Cisjordanie récemment conquise et 80 000 Syriens du Golan [98]. Lorsque les victimes de ces nettoyages ethniques tentaient de revenir dans leurs maisons, souvent désarmées, il arrivait que les Israéliens leur tirent dessus à vue [99]. Amnesty International estime qu'entre 1967 et 2003 Israël a détruit plus de dix mille maisons en Cisjordanie et dans la bande de Gaza [100]. Israël a également été complice de la milice chrétienne qui a massacré des Palestiniens innocents dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila après son invasion du Liban en 1982. Une commission d'enquête israélienne a jugé le ministre de la Défense Ariel Sharon « personnellement responsable » de ces atrocités en autorisant les Phalangistes à pénétrer dans les camps [101]. Bien que la volonté de la commission de juger un haut responsable tel que Sharon soit admirable, il ne faut pas oublier que les électeurs israéliens l'ont par la suite choisi pour Premier ministre.

Cela fait désormais quarante ans qu'Israël contrôle la Cisjordanie et Gaza, ce qui fait de cette période, comme le souligne l'historien Perry Anderson, « l'occupation militaire officielle la plus longue de l'histoire contemporaine [102] ». Au début de l'occupation, explique Benny Morris, les Israéliens « se plaisaient à croire et à dire au monde qu'ils menaient une occupation "éclairée" et "bienveillante", très différente des autres occupations militaires qu'avait connues le monde. La vérité était tout autre. Comme toutes les occupations, celle d'Israël reposait sur la violence, la répression et la peur, la collaboration et la délation, les passages à tabac et les salles de torture, ainsi que sur l'intimidation, l'humiliation et la manipulation au quotidien [103] ». Au cours de la première Intifada (1987-1991), Tsahal a par exemple distribué des matraques à ses soldats en les exhortant à briser les os des protestataires palestiniens. En mai 1990, la branche suédoise de l'ONG Save The Children a publié un rapport de mille pages faisant état des effets du conflit israélo-palestinien sur les enfants des territoires occupés. Selon ce rapport, « de 23 600 à 29 900 enfants présentaient des blessures dues à des coups qui nécessitaient un traitement médical, et ce pour les deux premières années de la [première] Intifada ». Il estimait de plus que près de un sur trois avait dix ans ou moins, un sur cinq avait cinq ans et moins, plus de quatre sur cinq « avaient été frappés à la tête, sur le haut du corps et en divers autres endroits », et que presque un enfant sur trois « souffrait de fractures, dont des fractures multiples » [104].

Ehud Barak, chef d'état-major adjoint de l'armée israélienne au cours de la première Intifada, a déclaré à l'époque : « Sous aucun prétexte nous ne voulons que des enfants soient tués par balle [...]. Lorsque vous voyez un enfant, ne tirez pas. » Save The Children estime néanmoins qu'entre 6 500

et 8 500 enfants ont été blessés par balle pendant les deux premières années de l'Intifada. En ce qui concerne les 106 cas recensés d'« enfants morts de blessures par balle », le rapport estime que la quasi-totalité d'entre eux « ont été touchés par des tirs dirigés sur eux – non par des balles perdues ou des ricochets » ; presque 20 % avaient reçu plusieurs balles ; environ 12 % avaient été abattus par-derrière ; 15 % avaient dix ans ou moins ; « la plupart des enfants ne jetaient pas de pierres lorsqu'ils ont été abattus » ; et « presque un cinquième de ces enfants ont été tués chez eux ou à dix mètres de chez eux ».

La réponse d'Israël à la seconde Intifada (2000-05) a été encore plus violente, et a conduit le quotidien israélien *Ha'aretz* à déclarer que « Tsahal [devenait] une machine à tuer à l'efficacité redoutable mais choquante [105] ». L'armée israélienne a tiré un million de coups de feu dans les premiers jours du soulèvement, ce qui est loin d'être une réponse modérée [106]. Au cours de ce soulèvement, les Israéliens ont tué 3 386 Palestiniens, alors que 992 Israéliens ont été tués par les Palestiniens, ce qui veut dire qu'Israël a tué 3,4 Palestiniens pour chaque vie israélienne perdue. Parmi ces morts figuraient 676 enfants côté palestinien et 118 enfants côté israélien, un rapport de 1 à 5,7. Sur les 3 386 morts côté palestinien, l'on pense que 1 815 étaient des spectateurs, que 1 008 sont morts en combattant contre les Israéliens, et on ignore les circonstances de la mort des 563 autres. En d'autres termes, il s'avère que plus de la moitié des pertes palestiniennes étaient des non-combattants. On trouve la même répartition côté israélien, où 683 victimes sur 992 étaient des civils [107]. L'armée israélienne a également tué plusieurs militants de la paix étrangers, dont une Américaine de vingt-trois ans écrasée par un bulldozer en mars 2003 [108]. Pourtant, le gouvernement israélien enquête rarement sur ces morts civiles, et sanctionne encore moins les coupables [109].

Ces faits sont largement documentés et étayés par de nombreuses associations de défense des droits de l'homme – dont d'importantes ONG israéliennes – et ne sont pas contestés par les observateurs impartiaux [110]. Et c'est précisément pour cela qu'en novembre 2003 quatre anciens membres du Shin Bet (service de la Sécurité intérieure d'Israël) ont condamné l'attitude d'Israël au cours de la seconde Intifada. L'un d'entre eux a déclaré : « Nous nous comportons de façon scandaleuse », et un autre a qualifié l'attitude d'Israël « d'une immoralité flagrante » [111].

Le constat est le même pour ce qui est de la réponse d'Israël à l'escalade de la violence à Gaza et au Liban en 2006. L'assassinat de deux soldats israéliens et la capture d'un autre par le Hamas en juin 2006 ont conduit Israël à réoccuper la bande de Gaza et à ordonner des attaques aériennes et des tirs d'artillerie qui ont détruit des infrastructures vitales, dont la centrale électrique qui fournissait à Gaza la moitié de son électricité. Tsahal a également

tué des centaines de Palestiniens depuis son retour à Gaza, dont beaucoup d'enfants [112]. Cette situation désastreuse a conduit Louise Arbour, haut commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, à déclarer que « les violations des droits de l'homme sur ce territoire [étaient] massives [113] ». De la même façon, lorsque des unités du Hezbollah ont traversé la frontière libanaise pour capturer deux soldats israéliens et en tuer plusieurs autres, Israël a lancé une campagne de bombardements destinée à infliger une punition de taille à la population civile libanaise en détruisant des infrastructures vitales telles que routes, ponts, stations-service, immeubles. Plus de mille Libanais ont trouvé la mort, d'innocents civils pour la plupart. Comme nous le verrons dans le chapitre 11, cette réponse était absurde d'un point de vue stratégique et constituait également une violation des lois de la guerre. En bref, il existe peu d'arguments pour étayer la thèse selon laquelle Israël a fait preuve d'une grande retenue dans ses rapports avec ses adversaires.

Mais on peut opposer à cela l'argument qui veut qu'Israël, tout au long de son histoire, ait dû faire face à des menaces tant de gouvernements arabes hostiles à son existence que de terroristes palestiniens. Israël n'est-il pas en droit de faire tout ce qu'il doit faire pour protéger ses citoyens ? Et le fléau du terrorisme ne justifie-t-il pas à lui seul le soutien indéfectible des États-Unis, même si Israël y répond souvent durement ?

En réalité, cet argument n'est guère probant. Les Palestiniens ont eu recours au terrorisme aussi bien contre l'occupant israélien que contre des tiers innocents ; leurs attaques sur des civils sont moralement condamnables. Mais il ne faut pas pour autant s'étonner de ce comportement : les Palestiniens sont privés de leurs droits politiques fondamentaux depuis longtemps et pensent ne pas avoir d'autre choix pour pousser Israël au compromis. Comme l'a dit un jour l'ancien Premier ministre Ehud Barak, s'il avait été palestinien, il « aurait rejoint une organisation terroriste [114] ». Si la situation était inversée et que les Israéliens étaient sous occupation arabe, ils auraient presque à coup sûr recours aux mêmes méthodes, tout comme d'autres mouvements de résistance dans le monde [115].

En effet, le terrorisme est l'une des méthodes qu'ont employées les sionistes lorsqu'ils essayaient de créer leur propre État et se sont retrouvés en position de faiblesse. Ce sont des terroristes juifs de l'Irgoun qui ont, les premiers, déposé des bombes dans des bus ou des endroits bondés en Palestine fin 1937. Benny Morris se risque même à dire qu'« il se peut très bien que les Arabes aient appris des Juifs l'efficacité des attentats à la bombe [116] ». Entre 1944 et 1947, plusieurs organisations sionistes ont eu recours à des attaques terroristes pour chasser les Britanniques de Palestine, tuant au passage de nombreux civils innocents [117]. En 1948, les terroristes israéliens ont également assassiné le médiateur de l'ONU, le comte Folke Bernadotte, car ils s'opposaient à sa proposition de faire passer Jérusalem sous contrôle

international[118]. Les auteurs de ces actes n'étaient pas des extrémistes isolés : les chefs de la conspiration pour assassiner le médiateur furent en fin de compte amnistiés par le gouvernement israélien et l'un d'entre eux fut plus tard élu à la Knesset. Un autre de ces chefs terroristes, qui approuvait le meurtre de Bernadotte mais ne fut pas jugé, était le futur Premier ministre Yitzhak Shamir. Il a ouvertement déclaré que « ni l'éthique ni la tradition juives ne pouvaient disqualifier le terrorisme en tant que moyen de lutte » et qu'au contraire le terrorisme avait « un rôle important à jouer [...] dans notre guerre contre l'occupant [la Grande-Bretagne] ». Shamir n'a pas non plus exprimé de regrets, répondant à un journaliste en 1998 : « Si je n'avais pas agi comme je l'ai fait, je doute que nous ayons pu créer un État juif indépendant[119]. »

Menahem Begin, ancien chef de l'Irgoun et futur Premier ministre, était l'un des terroristes juifs les plus importants au cours des années qui ont précédé l'indépendance d'Israël – le Premier ministre Levi Eshkol le surnommait même « le terroriste »[120]. Le recours au terrorisme par les Palestiniens aujourd'hui est moralement condamnable, mais celui des sionistes l'était également. On ne peut donc pas justifier le soutien américain à Israël par le fait que son attitude ait été plus morale que celle des autres par le passé et le soit encore à l'heure actuelle.

Un autre argument consiste à dire qu'Israël ne vise pas délibérément les non-combattants, tandis que le Hezbollah et les Palestiniens prennent pour cibles des civils israéliens. De plus, les terroristes qui frappent Israël utilisent des civils comme boucliers humains, ce qui ne laisse malheureusement pas d'autre choix à Tsahal que de tuer des civils innocents. Ces arguments ne sont pas convaincants non plus. Comme nous le verrons dans le chapitre 11, l'armée israélienne a pris des civils pour cibles au Liban, et on ne dispose guère de preuves que le Hezbollah ait utilisé des civils comme boucliers humains. Bien qu'il existe également peu de preuves qu'Israël ait eu pour politique officielle de tuer des civils palestiniens, l'armée israélienne n'a pas souvent cherché à éviter les pertes civiles lors de ses combats contre le Hamas ou le Jihad islamique. Le fait que le Hezbollah et les Palestiniens prennent des civils pour cibles ne donne pas le droit à Israël de mettre en danger la vie des civils en ayant recours à des moyens disproportionnés.

Il va de soi qu'Israël a raison de répondre avec vigueur aux actes de violence commis par le Hamas ou le Hezbollah, mais son empressement à utiliser sa supériorité militaire pour infliger de sévères souffrances à des civils innocents jette le doute sur ses prétendues qualités morales supérieures. Israël n'a peut-être pas fait pis que beaucoup d'autres États, mais il n'a pas mieux agi.

Les mythes de Camp David

L'idée qu'Israël serait prêt à faire la paix alors que les Palestiniens ne rechercheraient que la guerre s'est renforcée avec l'échec de l'administration Clinton à faire aboutir le processus de paix d'Oslo, ou plutôt avec l'interprétation qui est couramment faite de cet échec. Selon cette interprétation, le Premier ministre Ehud Barak aurait offert aux Palestiniens « presque tout » ce qu'ils réclamaient lors des négociations de Camp David en juillet 2000 [121]. Mais Arafat, plus que jamais déterminé à faire échouer le processus et à détruire Israël, aurait rejeté cette généreuse proposition et préféré déclencher la seconde Intifada en septembre 2000. Israël aurait accepté et Arafat refusé une offre encore plus généreuse – connue sous le nom de « paramètres Clinton » – faite par le président américain le 23 décembre 2000, démontrant une nouvelle fois que la paix ne l'intéressait pas.

Selon ce récit, l'échec du processus de paix est presque entièrement imputable à Arafat. Israël désirait vivement la paix, mais n'a pas trouvé de partenaire digne de confiance, ce qui confirme le fameux trait d'esprit d'Abba Eban : « Les Arabes ne ratent jamais une occasion de rater une occasion. » Ce récit implique également que ni Israël ni les États-Unis ne sont responsables de la prolongation du conflit et renforce l'argument selon lequel Israël a eu raison de ne pas faire de concessions aux Palestiniens tant qu'Arafat était au pouvoir.

Il n'y a qu'un seul problème avec cette version des faits largement répandue : elle est fausse [122]. Bien qu'il faille accorder à Ehud Barak le crédit d'être le premier – et, à vrai dire, le seul – dirigeant israélien à avoir proposé un État aux Palestiniens, les termes de ses propositions à Camp David étaient loin d'être généreux. Pour commencer, il semble admis que l'offre la plus génereuse de Barak a été de promettre aux Palestiniens le contrôle immédiat de Gaza, suivi d'un contrôle de 91 % de la Cisjordanie [123]. En admettant, cette offre comportait des problèmes majeurs du point de vue des Palestiniens : Israël prévoyait en effet de garder le contrôle de la vallée du Jourdain (environ 10 % de la Cisjordanie) pour une période allant de six à vingt et un ans (les comptes rendus des négociations divergent sur ce point), ce qui signifie qu'on aurait accordé aux Palestiniens le contrôle immédiat de 81 % de la Cisjordanie, et non de 91 %. Et, bien entendu, les Palestiniens n'avaient pas la garantie qu'Israël finirait un jour par leur céder le contrôle de la vallée du Jourdain.

De plus, les Palestiniens avaient une définition légèrement plus étendue que les Israéliens de ce qui constituait la Cisjordanie. Cette différence, qui se monte à environ 5 % du territoire, signifiait que les Palestiniens se voyaient offrir 76 % de la Cisjordanie et, si les Israéliens étaient disposés à céder la vallée du Jourdain à l'avenir, peut-être 86 %. Ce qui a été très

difficile à accepter pour les Palestiniens dans cette proposition, c'est qu'ils avaient déjà accepté, dans les accords d'Oslo en 1993, de reconnaître la souveraineté d'Israël sur 78 % du Mandat britannique original [124]. De leur point de vue, on leur demandait à présent de faire une nouvelle concession de taille en acceptant au mieux 86 % des 22 % restants.

Pour aggraver la situation, la proposition finale des Israéliens à Camp David en juillet 2000 aurait certes accordé aux Palestiniens un bout de territoire souverain en Cisjordanie, mais morcelé. Les Palestiniens affirment que la Cisjordanie aurait été divisée en trois cantons séparés par des territoires israéliens. Les Israéliens réfutent cette version, mais Barak lui-même reconnaît qu'Israël aurait gardé le contrôle d'une « minuscule » portion de territoire allant de Jérusalem à la vallée du Jourdain [125]. Cette bande, qui diviserait la Cisjordanie de part en part, était indispensable aux Israéliens s'ils voulaient garder le contrôle de la vallée. Ainsi, l'État palestinien proposé à Camp David se serait composé de deux ou trois cantons distincts en Cisjordanie et de Gaza, elle-même séparée de la Cisjordanie par un territoire israélien. Barak a déclaré plus tard que les zones palestiniennes de Cisjordanie auraient pu être reliées entre elles par « un tunnel ou un pont » tandis que Gaza aurait pu être reliée à la Cisjordanie par un couloir [126].

En ce qui concerne le problème épineux de Jérusalem, la proposition de Barak qui consistait à diviser la ville a marqué un pas décisif dans la bonne direction. Néanmoins, on n'a pas proposé aux Palestiniens l'autorité complète sur certains quartiers arabes de Jérusalem-Est, ce qui a rendu l'offre beaucoup moins attrayante à leurs yeux. Israël aurait également gardé le contrôle des frontières du nouvel État palestinien, de son espace aérien ainsi que de ses ressources en eau, et les Palestiniens n'auraient jamais été autorisés à mettre sur pied leur propre armée pour se défendre [127]. Difficile d'imaginer n'importe quel dirigeant acceptant de telles conditions. Aucun autre État au monde n'aurait joui d'aussi peu d'autorité et rencontré autant d'obstacles pour construire une société et une économie viables. Il n'est donc guère surprenant que l'ancien ministre des Affaires étrangères de Barak, Shlomo Ben Ami, acteur des négociations de Camp David, ait déclaré plus tard à un journaliste : « Si j'avais été palestinien, moi aussi j'aurais refusé les accords de Camp David [128]. »

La thèse répandue selon laquelle Arafat a déclenché la seconde Intifada fin septembre 2000, soit pour avoir plus de poids dans les négociations, soit pour anéantir le processus de paix, est elle aussi démentie par un certain nombre de preuves [129]. Il a poursuivi les négociations avec les Israéliens et les Américains après Camp David, et a rendu visite chez lui au Premier ministre Ehud Barak quelques jours avant le début des violences. Selon Charles Enderlin, journaliste français auteur d'un livre important sur l'échec de ces négociations, les relations entre les deux dirigeants étaient d'une

étonnante cordialité et les deux hommes faisaient preuve d'un enthousiasme surprenant quant à l'issue des négociations ce soir-là [130]. De plus, l'ancien chef du Shin Bet, Ami Ayalon, a déclaré qu'« Arafat n'[avait] ni préparé ni déclenché l'Intifada [131] ». La commission présidée par l'ancien sénateur américain George Mitchell et chargée de redémarrer le processus de paix a abouti à la même conclusion [132].

La seconde Intifada a éclaté peu de temps après la visite d'Ariel Sharon au Mont du Temple, lieu saint le plus important du judaïsme, le 28 septembre 2000. Il était escorté par plus de mille agents de police israéliens, car les musulmans considèrent cet endroit, où est érigée la Mosquée d'Al-Aqsa, comme le troisième lieu saint le plus important de l'Islam. Mais le geste provocateur de Sharon n'a fait que précipiter la violence, il n'en est pas à l'origine. L'agitation couvait chez les Palestiniens bien avant la visite de Sharon et, des deux côtés, on avait senti venir le danger. En réalité, les dirigeants palestiniens ont demandé aux responsables américains et israéliens d'empêcher la visite de Sharon précisément parce qu'ils redoutaient – et voulaient éviter – une réaction violente [133].

Une partie du problème résidait dans le mécontentement grandissant des Palestiniens à l'égard d'Arafat et de son administration corrompue, qui ont peu fait pour améliorer leurs conditions de vie, et encore moins pour leur offrir un État. Mais la principale cause de ces violences était la politique de provocation que menait Israël dans les territoires occupés, aggravée par sa sévère répression des manifestations ayant suivi la visite de Sharon [134]. Ben Ami a tout à fait raison lorsqu'il dit que la seconde Intifada « n'a pas été une réaction tactique. Elle est née de la colère des foules palestiniennes, déçues par un processus de paix incapable de leur apporter une existence digne et sereine depuis les premiers jours d'Oslo, et par l'incompétence et la corruption des leaders de l'Autorité palestienne [135] ».

La colère des Palestiniens était compréhensible : entre le début du processus de paix d'Oslo en septembre 1993 et le déclenchement de la seconde Intifada sept ans plus tard, Israël a confisqué plus de 20 000 hectares de territoire palestinien, construit 400 kilomètres de routes sécurisées et de bretelles de contournement, construit 30 nouvelles colonies, et augmenté de 100 000 le nombre de colons en Cisjordanie et à Gaza, ce qui a fait doubler cette population [136]. Les Israéliens sont également revenus sur leur promesse de rendre des territoires aux Palestiniens, et ont créé un système de points de passage qui a considérablement réduit leur liberté de mouvement et porté préjudice à leur économie. En 2000, la colère des Palestiniens était prête à exploser et, lorsque ça s'est produit, les Israéliens ont eu recours à la force sans faire preuve d'une grande modération [137]. Tsahal, comme nous l'avons déjà évoqué, a tiré plus d'un million de munitions lors des premiers jours du soulèvement.

Bien qu'Arafat ne soit pas à l'origine de la seconde Intifada, il a exploité la violence dans une extravagante tentative de faire pencher la balance des négociations en sa faveur. Ce geste a non seulement refroidi Barak, mais a nui à son image auprès de l'électorat israélien et a ouvert la voie à l'élection de Sharon en février 2001. La tentative d'Arafat a également retardé les négociations, ce qui signifie que l'administration Clinton en fin de mandat disposait d'encore moins de temps pour faire aboutir le processus.

D'aucuns disent qu'en instrumentalisant la violence, Arafat cherchait au fond à rayer Israël de la carte. C'était certainement son objectif lorsqu'il est apparu sur le devant de la scène internationale dans les années 1960, mais il a lui-même admis à la fin des années 1980 que les Palestiniens n'avaient aucun moyen de faire disparaître l'État hébreu. Arafat fit quelques pas en avant dans les années 1990 – en participant au processus de paix d'Oslo – pour montrer qu'il acceptait l'existence d'Israël et que son combat avec l'État hébreu avait pour objet les territoires occupés, et non la Palestine historique [138]. Après l'échec des négociations de Camp David et au début de la seconde Intifada, presque tous les responsables des renseignements en Israël estimaient qu'Arafat acceptait l'existence d'Israël et cherchait seulement à créer un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza [139]. De plus, comme le souligne le spécialiste du Proche-Orient Jeremy Pressman, si Arafat et les Palestiniens étaient déterminés à éliminer Israël, ils auraient accepté l'offre de Barak et utilisé leur nouvel État comme « une rampe de lancement pour l'élimination d'Israël ». Au lieu de quoi ils ont négocié « dans la perspective d'arriver à un accord et coexister durablement dans le cadre d'une solution à deux États [140] ».

Enfin, la thèse souvent répétée selon laquelle Arafat a rejeté les « paramètres Clinton » en décembre 2000, qui étaient de fait plus avantageux que la dernière offre de Barak à Camp David, est également fausse. La réponse officielle palestinienne a été de remercier Clinton pour ses efforts inlassables, de déclarer qu'un progrès considérable avait été réalisé, de demander des précisions sur certains points et d'émettre des réserves sur d'autres [141]. Le gouvernement israélien avait lui aussi des réserves sur ces propositions, que Barak a exposées dans un document de vingt pages très denses. Ainsi, les deux partis approuvaient les « paramètres Clinton » et les envisageaient comme une base pour la suite des négociations, mais ni les Israéliens ni les Palestiniens ne les acceptaient en totalité. C'est ce qu'a déclaré le porte-parole de la Maison-Blanche Jake Siewert le 3 janvier 2001 : « Les deux partis ont désormais approuvé les idées du président avec quelques réserves », et Clinton le confirma quatre jours plus tard lors d'un discours prononcé devant l'Israel Policy Forum [142]. Les négociations entre Israéliens et Palestiniens se sont poursuivies à Taba, en Égypte, jusque fin janvier 2001, lorsque Ehud Barak, et non Arafat, mit fin aux pourparlers. Avec l'approche des élections en Israël et une

opinion publique israélienne très hostile à ces négociations, Barak sentait que le temps jouait contre lui [143]. Son successeur, Ariel Sharon, s'opposait catégoriquement au processus de paix d'Oslo ainsi qu'aux « paramètres Clinton » et refusa de reprendre les pourparlers, malgré les demandes répétées du camp palestinien. Nous ne saurons jamais si la paix était à l'horizon début 2001, mais accuser Arafat et les Palestiniens d'avoir refusé une dernière occasion de faire la paix et d'avoir préféré la violence à la réconciliation est totalement erroné.

Soutenir Israël est la volonté de Dieu

Un dernier argument d'ordre moral justifie pour certains les liens étroits qu'entretiennent les États-Unis et Israël. Comme nous le verrons plus en détail dans le chapitre 4, des chrétiens évangélistes – et particulièrement ceux connus sous le nom de « sionistes chrétiens » – voient la création de l'État hébreu comme l'accomplissement d'une prophétie biblique. Selon la Genèse, Dieu a donné la terre d'Israël à Abraham et à ses descendants ; en colonisant la Cisjordanie, les Juifs ne font donc que reprendre ce que Dieu leur a donné. Certains chrétiens considèrent également la création d'un grand Israël comme un épisode fondamental menant au « combat final » décrit dans l'Apocalypse. Ces deux points de vue laissent entendre qu'Israël mérite le soutien américain non parce que c'est une démocratie, un peuple opprimé ou moralement supérieur, mais parce que telle est la volonté de Dieu.

Cet argument séduit à n'en pas douter les individus très pieux, mais l'imminence d'Armageddon ne fournit pas une base saine à la politique étrangère américaine. L'Église et l'État sont séparés aux États-Unis, et les opinions religieuses d'un groupe, quel qu'il soit, ne sont pas censées déterminer la politique étrangère du pays. Soutenir l'État puissant qu'est Israël alors qu'il s'attaque à des Palestiniens appauvris et leur confisque leurs droits est une interprétation pour le moins étrange de l'éthique chrétienne.

Que veut le peuple américain ?

Les six arguments d'ordre moral que nous venons d'examiner sous-tendent une thèse plus vaste, selon laquelle le soutien américain à Israël s'appuie sur l'identification durable du peuple américain avec l'État hébreu. Selon Jeff Jacoby, chroniqueur au *Boston Globe*, « la solidarité avec Israël est une caractérisitque constante de l'opinion publique américaine. Parce que le

peuple américain est pro-israélien, le gouvernement américain est pro-israélien. Et parce que les Américains soutiennent si fermement Israël dans le conflit qui l'oppose aux Palestiniens, la politique américaine au Moyen-Orient favorise Israël ». Comme l'a formulé le porte-parole de l'AIPAC Josh Block la veille de sa conférence politique annuelle de 2007, « il y a une question et une seule – à savoir le soutien aux relations israélo-américaines – qui met tout le monde d'accord ». Il a ajouté : « Toutes les tendances indiquent que les Américains [...] comprennent tout à fait que les valeurs fondamentales que nous chérissons ne sont présentes que dans un seul pays au Moyen-Orient, chez notre allié Israël [144]. »

Mais cette thèse, à laquelle beaucoup souscrivent, ne résiste pas à un examen minutieux. Il y a certes un certain degré d'affinités entre les États-Unis et Israël, qui s'appuie en partie sur la tradition judéo-chrétienne qu'ils ont en commun. Il ne fait également aucun doute que beaucoup d'Américains ont une opinion favorable d'Israël parce que c'est une démocratie, en raison de l'antisémitisme que les Juifs ont subi par le passé, et parce qu'ils plaignent les Israéliens dans le combat qu'ils doivent mener contre le terrorisme palestinien. Mais les racines communes au judaïsme et au christianisme ont rarement facilité les rapports entre Juifs et chrétiens par le passé [145]. Non seulement les chrétiens se sont mené entre eux des guerres cruelles, mais ils se sont également rendus coupables d'un antisémitisme violent au cours des siècles précédents. Et certains extrémistes, tels que les sionistes chrétiens, considèrent toujours la conversion des Juifs comme un objectif évangélique prioritaire. Cette « affinité culturelle » ne peut donc pas à elle seule justifier l'ampleur du soutien américain, ni même l'opinion généralement favorable qu'ont les Américains de l'État hébreu.

Comme nous le démontrerons au fil des chapitres suivants, le peuple américain est enclin à soutenir Israël en partie parce que ses sympathisants aux États-Unis cultivent la compassion en muselant ses détracteurs, tout en présentant Israël sous un jour favorable. En effet, la politique israélienne est beaucoup plus critiquée en Israël qu'en Amérique. S'il y avait un débat plus ouvert et plus franc sur ce que les Israéliens font dans les territoires occupés, et sur la véritable valeur stratégique d'Israël, le peuple américain se sentirait beaucoup moins solidaire de l'État hébreu.

Il ne faut pas pour autant exagérer ce soutien chez les Américains, surtout en ce qui concerne certains aspects de la politique israélienne. Bien que le peuple américain ait une opinion favorable d'Israël et soutienne clairement l'existence d'un État juif, le soutien à Israël n'est pas particulièrement massif. La plupart des Américains savent que les États-Unis paient au prix fort leur soutien inflexible. Le Pew Research Center for the People and the Press demande par exemple aux Américains depuis de nombreuses années s'ils ont plus de compassion envers Israël ou les Palestiniens. Il y a toujours

eu une préférence pour Israël mais, de 1993 à 2006, le chiffre n'a dépassé la barre des 50 % qu'une seule fois – 52 %, au cours de la guerre au Liban en 2006 – et est tombé jusqu'à 37 % en juillet 2005 [146].

Un sondage effectué par le Pew en novembre 2005 a révélé que 39 % des Américains considéraient le soutien américain à Israël comme la « cause principale du mécontentement international ». Parmi les leaders d'opinion, ces chiffres étaient considérablement plus importants. En effet, 78 % des professionnels des médias d'information, 72 % des responsables militaires, 72 % des experts de sécurité et 69 % des spécialistes des affaires étrangères estimaient que le soutien à Israël détériorait sérieusement l'image des États-Unis dans le monde [147]. Selon un sondage de *Newsweek* publié quelques semaines après le 11 septembre 2001, 58 % des sondés estimaient que le soutien américain à Israël était un des facteurs qui avaient poussé Oussama Ben Laden à attaquer l'Amérique [148].

Le peuple américain est beaucoup plus critique de la politique israélienne que ne le sont les hommes politiques américains, et l'opinion publique préférerait largement adopter une attitude plus ferme avec Israël lorsqu'il en va de l'intérêt national. Comme nous l'expliquons au chapitre 7, un sondage effectué au printemps 2003 révélait que 60 % des Américains étaient disposés à suspendre l'aide à Israël s'il refusait de céder à la pression américaine et de régler le conflit avec les Palestiniens. En réalité, 73 % estimaient que les États-Unis ne devaient pas prendre parti dans le conflit [149]. Deux ans plus tard, selon l'ADL, 78 % des Américains estimaient que Washington ne devait prendre parti ni pour Israël ni pour les Palestiniens [150]. Andrew Kohut, directeur du Pew Research Center, souligne que, « pour l'Américain moyen, tout n'est pas blanc ou noir au Moyen-Orient, et, malgré son penchant pour Israël, il prône la neutralité des États-Unis [151] ».

À la différence de ses dirigeants, le peuple américain recommandait la fermeté dans les rapports avec Israël pendant la guerre au Liban de 2006. Comme nous le verrons au chapitre 11, des sondages ont montré qu'un peu plus de la moitié de l'opinion jugeait Israël autant responsable ou principalement responsable de la guerre, et, dans au moins deux sondages, plus de la moitié des personnes interrogées estimaient que les États-Unis ne devaient pas prendre parti [152]. Mais les États-Unis ont énergiquement pris la défense d'Israël au Liban, comme dans tous les conflits récents dans lesquels Israël était impliqué. Mais ce soutien enthousiaste et inconditionnel ne saurait être justifié par l'opinion globalement positive que la plupart des Américains ont d'Israël.

Conclusion

Les arguments d'ordre moral ou stratégique fréquemment invoqués par les défenseurs d'Israël ne peuvent justifier la relation exceptionnelle qu'entretient l'Amérique avec l'État hébreu depuis ces trente dernières années. C'est particulièrement vrai depuis la fin de la Guerre froide, lorsque l'argument stratégique a perdu son sens et que l'attitude d'Israël dans les territoires occupés a largement affaibli l'argument moral. Pourtant, cette relation a non seulement perduré, mais elle s'est approfondie.

Pour certains Américains, cette situation n'a certainement rien d'anormal, car ils croient sincèrement à ces arguments d'ordre moral et stratégique. Puisqu'il existe une contradiction étonnante entre cette vision des choses et les faits exposés dans cet ouvrage, il est difficile d'imaginer que le nombre de fervents supporters du soutien américain à Israël soit suffisamment important pour justifier à lui seul cette « relation privilégiée ». Nous voici donc confrontés à une énigme : soit un nombre relativement peu important de fervents supporters exercent une influence démesurée sur la politique étrangère américaine, soit ils ont réussi à convaincre une foule d'autres personnes – surtout les responsables politiques de premier plan – de la validité de ces raisonnements erronés. Puisque les arguments stratégique et moral justifiant ce soutien sont de moins en moins recevables, un autre facteur doit expliquer ce soutien qui ne cesse de s'accroître.

4

Qu'est-ce que le lobby pro-israélien ?

Aux États-Unis, il est fréquent que les groupes d'intérêts luttent pour définir l'intérêt national et pour convaincre le Congrès et le président d'adopter les mesures qui ont leur faveur. Le jeu entre ces groupes concurrents, qui a été célébré par James Madison dans le célèbre *Fédéraliste n° 10*, influe depuis longtemps sur divers aspects de la politique étrangère américaine, notamment sur les décisions d'entrée en guerre.

Lorsqu'un groupe d'intérêts est particulièrement puissant ou efficace, il arrive qu'il influence la politique dans un sens qui ne profite pas à l'ensemble du pays. Une taxe douanière qui protège un secteur industriel de la compétition étrangère sera bénéfique pour certaines entreprises, mais pas pour la masse des consommateurs qui devront payer plus cher les produits de ce secteur. Le fait que la National Rifle Association (NRA) empêche l'adoption d'une loi sur le contrôle des armes profite sans aucun doute aux fabricants et aux vendeurs d'armes, mais rend la société plus vulnérable aux violences par armes à feu. Lorsqu'un ancien lobbyiste de l'American Petroleum Institute devient secrétaire général du Conseil sur la qualité de l'environnement de la Maison-Blanche et use de sa position pour édulcorer des rapports établissant des liens entre les émissions de gaz à effet de serre et le réchauffement de la planète (avant de finalement se résigner à accepter un poste chez Exxon Mobil), on peut craindre que l'industrie pétrolière protège ses intérêts par des moyens susceptibles de porter préjudice à tous [1].

L'influence du lobby pro-israélien sur la politique étrangère américaine mérite le même examen minutieux que l'impact des intérêts des producteurs d'énergie sur les lois sur l'environnement ou celui des compagnies

pharmaceutiques sur la législation sur les médicaments délivrés sur ordonnance. Nous pensons que les activités du lobby sont la principale raison pour laquelle les États-Unis poursuivent au Moyen-Orient une politique dénuée de cohérence, stratégique ou morale. Sans les efforts du lobby, les arguments stratégiques et moraux fréquemment invoqués pour justifier le soutien inconditionnel des États-Unis à Israël seraient plus souvent débattus et la politique américaine au Moyen-Orient serait loin de ressembler à ce qu'elle est aujourd'hui. Les forces pro-israéliennes pensent sûrement promouvoir des mesures qui servent les intérêts tant américains qu'israéliens. Mais, en réalité, la plupart des mesures qu'elles défendent ne sont ni dans l'intérêt de l'Amérique ni dans celui d'Israël, et les deux pays s'en sortiraient mieux si les États-Unis adoptaient une tout autre approche.

Comme nous l'avons déjà souligné, nous ne remettons pas en question le soutien américain à l'existence d'Israël, parce que ce droit a toutes les raisons d'être et est désormais approuvé par plus de 160 pays dans le monde. Ce que nous remettons en question – et qui mérite explication –, c'est l'ampleur de l'aide américaine à Israël et sa nature inconditionnelle (abordées dans le chapitre 1) ainsi que la mesure dans laquelle la politique américaine au Moyen-Orient est orientée dans un sens qui profite à Israël (comme nous le verrons en détail dans la seconde partie). Pour mener à bien cette tâche, ce chapitre commence par identifier les principaux éléments du lobby pro-israélien et décrit son évolution au fil du temps. Nous verrons également pourquoi il est devenu si influent, comparé par exemple à ses concurrents potentiels que sont le lobby pro-arabe ou le lobby pétrolier. Les pages qui suivent passent en revue les différentes stratégies qui ont fait du lobby pro-israélien un puissant groupe de pression et un acteur remarquablement efficace dans la tournure de la politique américaine au Moyen-Orient.

Définition du lobby

« Lobby pro-israélien » est une expression commode qui permet de désigner un ensemble d'individus et d'organisations qui travaillent activement à l'orientation de la politique étrangère américaine dans un sens pro-israélien. Le lobby n'est pas pour autant un seul mouvement unifié doté d'une direction centrale, et les individus et les groupes qui le composent ont parfois des désaccords entre eux sur certaines questions politiques. Il ne s'agit pas non plus d'une sorte de cabale ou de complot. Au contraire, les membres du lobby agissent à visage découvert et de la même manière que les autres groupes d'intérêts.

L'expression « lobby pro-israélien » est en soi quelque peu trompeuse, dans la mesure où beaucoup d'individus et certains groupes de cet ensemble ne font pas à proprement parler du lobbying (c'est-à-dire un travail d'influence auprès des élus). On pourrait tout aussi bien l'appeler « communauté pro-israélienne » ou même « mouvement de soutien à Israël », car les activités de certains de ces groupes vont au-delà du simple lobbying. Néanmoins, puisque de nombreux groupes majeurs font bien du lobbying, et que l'expression « lobby pro-israélien » est passée dans le langage courant (au même titre que « lobby agricole », « lobby des assureurs », « lobby des armes à feu », ou d'autres lobbies ethniques), c'est celle que nous avons choisi d'employer[2].

Comme il en va pour d'autres groupes de pression, il n'est pas facile de déterminer avec précision les frontières du lobby pro-israélien[3]. Il est facile d'identifier qui en fait clairement partie – la Zionist Organization of America (ZOA) ou Malcolm Hoenlein, vice-président de la Conference of Presidents of Major American Jewish Organizations (citée *infra* Conférence des présidents), par exemple – et qui, de toute évidence, n'en fait pas partie – comme la National Association of Arab-Americans, ou l'historien de Columbia Rashid Khalidi. Malgré tout, il y aura toujours des groupes et des individus dont le statut sera ambigu, de telle sorte que, comme ceux d'autres mouvements sociaux ou politiques, les contours du lobby pro-israélien demeurent quelque peu flous.

Le lobby n'est donc pas une organisation centralisée, avec cartes de membre et rites d'initiation. En revanche, il existe bien un noyau composé d'organisations et d'individus influents dont l'objectif premier et déclaré est d'encourager le gouvernement et le peuple américains à fournir une aide matérielle à Israël. Ce qui n'empêche pas le lobby d'être soutenu par des groupes et des individus solidaires d'Israël qui désirent que les États-Unis poursuivent leur soutien, mais qui ne sont pas aussi actifs ou engagés que ceux qui forment le noyau. Ainsi, un membre de l'AIPAC, un chercheur au Washington Institute for Near East Policy (WINEP), l'ADL ou les Christians United for Israel (CUFI) font partie du noyau, tandis que des individus qui envoient de temps à autre une lettre à leur journal local pour exprimer leur soutien à Israël ou des chèques à des comités d'action politique pro-israéliens font plutôt partie d'un réseau plus vaste de sympathisants.

Cela ne veut pas dire pour autant que tout Américain favorable à Israël fait partie du lobby. Pour fournir un exemple personnel, les auteurs de ce livre sont « pro-israéliens » dans la mesure où ils soutiennent son droit à l'existence, admirent ses nombreuses réussites, souhaitent que ses citoyens vivent en sécurité et dans la prospérité et pensent que les États-Unis devraient se porter à son secours si jamais son existence était menacée. Mais, de toute évidence, nous ne faisons pas partie du lobby pro-israélien. Cela ne

signifie pas non plus que tout homme politique prenant parti pour Israël fait partie du lobby : un sénateur qui vote systématiquement en faveur de l'aide à Israël subit peut-être simplement des pressions politiques exercées par les groupes d'intérêts pro-israéliens.

Autrement dit, pour faire partie du lobby, il faut travailler activement à orienter la politique étrangère américaine dans un sens pro-israélien. Pour une organisation, cet objectif doit constituer une partie importante de sa mission, de ses ressources et de son temps. Pour un individu, cela signifie consacrer une certaine partie de sa vie personnelle ou professionnelle (ou, dans certains cas, d'importantes sommes d'argent) à influencer la politique américaine au Moyen-Orient. Un journaliste ou un universitaire qui évoquent parfois la question du Moyen-Orient ou, à l'occasion, décrivent Israël sous un jour favorable – tels le reporter du *New York Times* David Sanger ou le professeur Bruce Jentleson de l'université de Duke – ne devraient pas être considérés comme faisant partie du lobby, à la différence d'un journaliste ou d'un universitaire qui prennent systématiquement la défense d'Israël et consacrent une part considérable de leurs écrits à défendre un soutien indéfectible à Israël – tels le chroniqueur du *Washington Post* Charles Krauthammer ou l'historien Bernard Lewis de l'université de Princeton.

Bien sûr, le degré d'efforts fournis et les activités varient en fonction de chacun, et ces divers groupes et individus ne tomberont pas d'accord sur toutes les questions qui concernent Israël. Certains – Morton Klein de la ZOA, John Hagee des CUFI ou Rael Jean Isaac des Americans for a Safe Israel – s'opposent à une solution à deux États et préféreraient au contraire qu'Israël conserve la totalité ou la quasi-totalité des territoires occupés. D'autres, tels que Dennis Ross du WINEP et Martin Indyk de la Brookings Institution, prônent une solution négociée et ont déjà critiqué certaines actions d'Israël. Cependant, malgré ces différences, chacun d'eux pense que les États-Unis doivent apporter à Israël une aide diplomatique, économique et militaire conséquente même lorsque Israël poursuit une politique à laquelle s'opposent les États-Unis, et chacun a consacré une part significative de son activité professionnelle à encourager ce soutien. Ainsi, s'il serait une erreur de considérer le lobby comme un bloc monolithique – voire comme une cabale ou un complot –, ce serait également une erreur d'exclure de l'analyse quiconque travaille activement à préserver la relation privilégiée entre l'Amérique et l'État hébreu.

Le rôle de la communauté juive américaine

La majeure partie du lobby se compose de Juifs américains qui s'emploient vigoureusement à ce que la politique étrangère américaine

promeuve ce qu'ils pensent être les intérêts d'Israël. Selon l'historien Melvin I. Urofsky, « aucun autre groupe ethnique ne s'est autant engagé aux côtés d'une nation étrangère dans l'histoire américaine ». Steven T. Rosenthal approuve : « Depuis 1967 [...] aucun peuple n'a autant œuvré à la réussite d'un autre pays que les Juifs américains ne l'ont fait pour Israël [4]. » En 1981, le chercheur en sciences politiques Robert H. Trice disait du lobby pro-israélien qu'il était « constitué d'au moins soixante-quinze organisations distinctes – juives pour la plupart – qui soutiennent activement la majeure partie des actions et des prises de position du gouvernement israélien [5] ». Les activités de ces groupes et de ces individus vont au-delà du simple vote pour des candidats pro-israéliens et incluent l'envoi de lettres aux hommes politiques et aux médias, des contributions financières aux candidats pro-israéliens, et le soutien actif à une ou plusieurs organisations pro-israéliennes qui les tiennent directement informés de leurs projets.

Pourtant, le lobby pro-israélien n'est pas synonyme de communauté juive américaine, et « lobby juif » n'est pas une expression appropriée pour décrire les différents groupes et individus qui s'emploient à encourager le soutien américain à Israël. D'une part, le degré d'engagement aux côtés d'Israël varie considérablement parmi les Juifs américains. En réalité, environ un tiers d'entre eux ne considèrent pas Israël comme une question centrale. En 2004, par exemple, un sondage très estimé révélait que 36 % des Juifs américains ne se sentaient « pas très » ou « pas du tout » attachés à Israël [6]. D'autre part, les Juifs américains qui se soucient beaucoup d'Israël sont nombreux à ne pas soutenir les mesures approuvées par les organisations dominantes du lobby, tout comme de nombreux propriétaires d'armes à feu ne soutiennent pas la NRA et tout comme la totalité des retraités ne sont pas d'accord avec les positions de l'AARP. Par exemple, les Juifs américains étaient moins favorables à la guerre en Irak – et le sont encore moins aujourd'hui – que l'ensemble de la population américaine, à la différence des principales organisations du lobby. Enfin, certains des individus et des groupes qui se font particulièrement entendre sur la question d'Israël, tels que les sionistes chrétiens, ne sont pas juifs. Alors, bien que les Juifs américains forment l'essentiel de la base du lobby, il est plus juste d'employer l'expression « lobby pro-israélien ». C'est la nature de ses objectifs politiques qui définit le lobby, et non l'identité ethnique ou religieuse de ceux qui le composent.

L'attachement de nombreux Juifs américains à Israël est facile à comprendre et, comme nous l'avons souligné dans l'introduction, il s'apparente à l'attitude d'autres groupes ethniques qui conservent des affinités avec leur pays ou leurs peuples d'origine [7]. Aux États-Unis, de nombreux Juifs étaient partagés sur la question du sionisme dans les premières années

du mouvement, mais leur soutien a grandi après l'arrivée de Hitler au pouvoir en 1933 et tout particulièrement après la découverte de l'Holocauste [8].

Les Juifs américains furent peu nombreux à décider de s'installer en Israël après sa création en 1948, un comportement que le Premier ministre de l'époque, David Ben Gourion, et d'autres responsables politiques israéliens ont critiqué. Néanmoins, le soutien passionné à Israël n'a pas tardé à devenir un élément important de l'identité juive américaine [9]. La création d'un État juif en Palestine passait pour un miracle, surtout au vu des séquelles de l'Holocauste et les exploits d'Israël – avoir fait « fleurir le désert » – étaient une évidente source de fierté. Par ailleurs, l'identification forte à Israël offrait une nouvelle identité communautaire à une population qui s'intégrait rapidement à la société américaine tout en devenant de plus en plus laïque. Comme le souligne Rosenthal, « assimiler Israël au judaïsme était un moyen réconfortant d'éviter le fardeau de la religion en focalisant sa judaïté sur un État laïc à 13 000 kilomètres de là [...]. Les synagogues, nouvel élément central de la vie de la communauté juive dans l'Amérique d'après-guerre, se sont tournées vers Israël. Une nouvelle classe de Juifs est apparue dans les banlieues. Ils ont vite découvert qu'Israël était le moyen le plus efficace de combattre l'indifférence religieuse. Répondant à l'origine au cruel besoin qu'éprouvait Israël en matière de soutien financier et politique, de nouvelles institutions ont vu le jour, et les récoltes de fonds et les pressions politiques sont devenues une composante grandissante de la relation entre les Juifs américains et Israël [10] ».

Les Juifs américains ont ainsi formé un éventail impressionnant d'organisations dont les principales sont l'AIPAC, l'American Jewish Congress, la ZOA, l'Israel Policy Forum, l'American Jewish Committee, l'ADL, le Religious Action Center of Reform Judaism, l'Americans for a Safe Israel, l'American Friends of Likud, Mercaz-USA, Hadassah, et beaucoup d'autres. Le sociologue Chaim I. Waxman rapportait en 1992 que l'*American Jewish Yearbook* recensait plus de 80 organisations juives « expressément dévouées au sionisme et aux activités pro-israéliennes [...] et, pour beaucoup d'autres, des objectifs et des activités tels que "œuvrer pour le bien d'Israël", "soutenir l'État d'Israël" et "promouvoir la compréhension d'Israël" sont très fréquemment cités [11] ». Cinquante et une des organisations les plus grandes et les plus importantes sont réunies dans la Conférence des présidents qui se donne pour mission, entre autres, de « souder divers groupes en une force unie pour le bien d'Israël » et « renforcer et entretenir la relation privilégiée entre les États-Unis et Israël » [12].

Le lobby inclut également des *think tanks* tels que le JINSA, le Middle East Forum et le WINEP, ainsi que des individus travaillant dans des universités et des organismes de recherche. Il y a également des dizaines de comités d'action politique prêts à financer la campagne de candidats pro-israéliens

ou de candidats dont les concurrents font preuve d'un soutien insuffisant à Israël ou d'hostilité à l'égard de l'État hébreu. Le Center for Responsive Politics, groupe de recherche indépendant qui recense les contributions de campagne, a identifié une petite quarantaine de comités d'action politique pro-israéliens (dont la plupart sont « secrets » – leur nom n'indique pas leur orientation pro-israélienne) et rapporte que ces organismes ont financé des campagnes à hauteur d'environ 3 millions de dollars lors des élections à la Chambre des représentants de 2006 [13].

De toutes les organisations juives qui placent la politique étrangère au cœur de leurs préoccupations, l'AIPAC est de loin la plus importante et la plus connue. En 1997, lorsque le magazine *Fortune* a demandé aux membres du Congrès et à leur personnel de recenser les lobbies les plus puissants de Washington, l'AIPAC arrivait en deuxième position derrière l'AARP mais devant les lobbies de poids comme la confédération syndicale AFL-CIO et la NRA [14]. Une étude du *National Journal* réalisée en mars 2005 arrivait à la même conclusion, plaçant l'AIPAC en deuxième position (au coude à coude avec l'AARP) [15]. L'ancien représentant démocrate Mervyn Dymally a affirmé un jour que l'AIPAC était « sans aucun doute le lobby le plus efficace du Congrès », et l'ancien président de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants, Lee Hamilton, membre du Congrès pendant trente-quatre ans, a déclaré en 1991 : « C'est un lobby sans égal [...] il est hors catégorie [16]. »

L'influence dont jouissent aujourd'hui des organisations comme l'AIPAC n'est pas apparue du jour au lendemain. Au cours des premières années de l'aventure sioniste, et même après la création d'Israël, les pressions avaient tendance à s'exercer en coulisses et dépendaient généralement des liens qu'entretenaient les membres influents du gouvernement – surtout le président – avec un petit nombre de responsables juifs, de conseillers prosionistes, ou d'amis juifs. Par exemple, si Woodrow Wilson a apporté son soutien à la Déclaration Balfour en 1917, c'est en grande partie grâce à l'influence de ses amis juifs, le juge à la Cour suprême Louis D. Brandeis et le rabbin Stephen Wise. De la même façon, la décision prise par Harry S. Truman de soutenir la création d'Israël et de reconnaître le nouvel État a été influencée (bien que non provoquée) par l'intercession d'amis et de conseillers juifs [17].

Si les sympathisants d'Israël avaient alors tendance à faire profil bas, c'est en raison de la permanence de l'antisémitisme aux États-Unis, et de la crainte qu'un lobbying affiché en faveur d'Israël n'expose les Juifs américains à l'accusation de « double allégeance ». L'AIPAC lui-même avait des racines sionistes explicites : son fondateur, I. L. « Si » Kenen, était président de l'American Zionist Council en 1951, officiellement enregistré comme un lobby étranger. Kenen l'a refondu en 1953-54 pour en faire un lobby

américain, l'American Zionist Committee for Public Affairs, rebaptisé American Israel Public Affairs Committee (AIPAC) en 1959. Kenen comptait davantage sur ses liens personnels avec des membres importants du Congrès que sur des campagnes publiques ou la mobilisation des foules, et l'AIPAC suivait en général les « règles » de Kenen dont la première était : « Se conformer aux lois, ne pas les devancer (c'est-à-dire faire profil bas) [18]. »

Selon J. J. Goldberg, rédacteur en chef de la revue juive américaine *Forward*, l'influence sioniste a connu « une croissance exponentielle sous les administrations Kennedy et Johnson parce que l'affluence et l'influence des Juifs dans la société américaine avaient augmenté » mais aussi parce que Kennedy et Johnson « comptaient beaucoup de Juifs parmi leurs conseillers, donateurs et amis proches » [19]. L'AIPAC était toujours une petite organisation, dotée d'un personnel et d'un budget modestes, et, comme le souligne Stuart Eizenstat, « il a fallu attendre le milieu des années 1960 pour que l'action politique des Juifs en faveur de l'État d'Israël s'organise et se développe [20] ».

La taille, les ressources et l'influence du lobby ont considérablement augmenté après la guerre des Six-Jours en juin 1967. Selon Eizenstat, ce conflit « a galvanisé la communauté juive américaine comme aucun événement depuis la guerre d'indépendance d'Israël [...]. Ce sentiment de fierté chez les "nouveaux Juifs", fiers, forts, capables de se défendre seuls, a eu un effet énorme sur la communauté juive américaine ». Le succès de la campagne contre l'antisémitisme, renforcé par une conscience accrue des horreurs de l'Holocauste, a permis de lever les barrières discriminatoires persistantes, et les Juifs américains « se sont débarrassés de cette peur qui entravait auparavant leur volonté d'action politique ». Et, puisque Israël devenait un élément central de l'identité juive, il restait peu de raisons de ne pas exprimer politiquement cet attachement [21].

L'intérêt grandissant que portaient les organisations juives au bien d'Israël a continué pendant la guerre d'usure de 1969-70 et la guerre du Kippour de 1973. Ces conflits ont à la fois renforcé la fierté de ces organisations devant les exploits militaires d'Israël et suscité des craintes quant à sa sécurité, accroissant ainsi l'engagement de nombreux groupes de la communauté juive [22]. Albert Chernin, directeur général du National Jewish Community Relations Advisory Council (NJCRA, plus tard rebaptisé Jewish Council for Public Affairs), avait le même point de vue en 1978 : « Notre priorité est bien évidemment Israël, car l'opinion des dirigeants juifs américains est en phase avec les inquiétudes du peuple d'Israël. » Selon l'historien Jack Wertheimer, cette déclaration est un « aveu flagrant que les efforts politiques déployés pour protéger Israël supplantaient toutes les autres préoccupations des organisations de la communauté juive aux États-Unis [23] ».

Tandis que l'aide de l'État américain à Israël commençait à excéder les dons privés, les organisations pro-israéliennes se sont davantage concentrées sur les moyens de préserver ou d'accroître le soutien gouvernemental. Selon Wertheimer, « la Conférence des présidents [...] et l'AIPAC assumaient tout le travail de lobbying en faveur d'Israël. Les deux avaient été fondés dans les années 1950 et avaient joué un rôle modeste avant 1967. La demande de soutien politique de la part d'Israël a propulsé ces deux organisations sur le devant de la scène dans les années 1970 et 1980 [24] ».

Avec tous ces efforts, on s'est aperçu que le soutien à Israël engendrait des coûts considérables pour les États-Unis et qu'il fallait donc les justifier dans la sphère politique. Ainsi que l'a formulé Morris Amitay, qui remplaça Kenen à la tête de l'AIPAC en 1975, « ce qui compte, si on veut aider Israël, c'est l'action politique [25] ». Sous l'égide d'Amitay et de son successeur Tom Dine, l'AIPAC est devenu une grosse organisation dotée de 150 salariés et d'un budget annuel (constitué exclusivement de dons privés) qui est passé de quelque 300 000 dollars en 1973 à environ 40 ou 60 millions de dollars à l'heure actuelle [26]. Au lieu de faire profil bas, comme sous Kenen, l'AIPAC a progressivement cherché à faire connaître son pouvoir. À en croire un ancien membre, « la théorie, c'était : personne n'aura peur de vous s'ils ne savent rien de vous [27] ». À la différence du lobbying modeste pratiqué auparavant par des conseillers juifs et non juifs, l'objectif déclaré de l'AIPAC et d'autres groupes du lobby n'était pas d'apporter une aide humanitaire aux Juifs d'Israël : il s'agissait de formuler et de promouvoir des argumentaires élaborés sur l'alignement des intérêts stratégiques et des valeurs morales de l'Amérique sur ceux d'Israël.

Riche et bien positionné dans le paysage politique de la Guerre froide, l'AIPAC a vu son influence politique renforcée par les nouvelles lois fédérales sur le financement des campagnes électorales, qui ont permis la création de comités d'action politique indépendants et facilité les donations aux candidats pro-israéliens. Si l'AIPAC était modeste dans les années 1960, Warren rappelle que, dans les années 1980, c'était l'un des principaux « carburateurs de Washington [28] ».

L'union dans la diversité et la norme contre la dissension

Comme nous venons de le souligner, non seulement le lobby n'est pas un mouvement centralisé ni hiérarchisé, mais, même parmi les organisations juives qui le composent, apparaissent des divergences importantes sur certaines questions politiques. Au cours de ces dernières années, l'AIPAC et

la Conférence des présidents ont ainsi penché en faveur du Likoud [a] et d'autres partis israéliens radicaux, et se sont montrés sceptiques à l'égard du processus de paix d'Oslo (nous y reviendrons dans le détail plus loin), tandis qu'un certain nombre d'autres groupes, plus petits – tels qu'Ameinu, Americans for Peace Now, Brit Tzedek v'Shalom (Jewish Alliance for Justice and Peace), Israel Policy Forum, Jewish Voice for Peace, Meretz-USA, et la communauté Tikkun –, prônent une solution à deux États et estiment qu'Israël doit faire des concessions significatives afin d'y parvenir [29].

Ces différences ont pu, à l'occasion, créer des divisions au sein de ces différentes organisations ou entre elles. En 2006 par exemple, l'Israel Policy Forum, les Americans for Peace Now et Brit Tzedek v'Shalom se sont opposés à une résolution (HR 4681) du Congrès soutenue par l'AIPAC qui aurait réduit l'aide aux Palestiniens plus que ne le souhaitait le gouvernement israélien lui-même [30]. Une version édulcorée de la résolution a été finalement adoptée à une large majorité, mais l'épisode nous rappelle que les groupes pro-israéliens ne forment pas un bloc avec une ligne unique.

Malgré ces divisions, la majorité des groupes organisés de la communauté juive – et surtout les plus grands et les plus riches – continuent à encourager l'indéfectible soutien américain à Israël quelles que soient les mesures adoptées par l'État hébreu. Comme l'expliquait un porte-parole de l'AIPAC en juin 2000, lorsque des inquiétudes suscitées par la vente d'armes israéliennes à la Chine ont conduit certains à demander une diminution de l'aide américaine, « nous ne voulons lier l'aide à Israël à aucune condition, car une fois que ça commence, ça ne s'arrête plus [31] ». Même les membres des Americans for Peace Now, pourtant partisans des négociations et du compromis, soutiennent « une aide économique et militaire solide à Israël », s'opposent « à la suspension de l'aide américaine et au fait de la soumettre à conditions », et ne cherchent qu'à empêcher l'utilisation de cette aide par les colons implantés dans les territoires occupés [32]. De la même façon, l'Israel Policy Forum, qui fait partie des modérés, ne souhaite pas soumettre l'aide américaine à davantage de conditions, et préfère concentrer ses efforts pour inciter le gouvernement américain à travailler plus activement et plus efficacement à une solution à deux États [33]. En bref, malgré ces divergences sur le processus de paix et les questions qui y sont liées, la quasi-totalité des groupes pro-israéliens veulent préserver la « relation privilégiée ». À l'exception notable de Jewish Voice for Peace, qui a demandé au gouvernement américain de suspendre l'aide militaire à Israël jusqu'à ce que prenne fin l'occupation de la Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem-Est [34]. De fait, à ce titre, Jewish Voice for Peace ne fait pas partie du lobby.

---

a. Parti de la droite libérale, nationaliste et conservatrice israélienne, créé en 1973 par Menahem Begin [*N.d.T.*].

Il est fréquent que les dirigeants israéliens, qui recherchent le maximum de soutien de la part des États-Unis, fassent appel à des responsables juifs américains pour mobiliser l'opinion en faveur de telle ou telle décision israélienne. Comme l'a déclaré le rabbin Alexander Schindler, ancien président de la Conférence des présidents, à un magazine israélien en 1976, « la Conférence des présidents et ses membres sont des instruments de la politique gouvernementale israélienne officielle. Il a été considéré comme notre devoir de recevoir des ordres de ce gouvernement et de faire notre possible pour influencer la communauté juive » (Schindler jugeait d'ailleurs cette situation « inacceptable », ajoutant que « la communauté juive américaine n'était pas d'humeur à se faire manipuler par qui que ce soit ») [35]. Pourtant, Albert Chernin du NJCRAC était du même avis, estimant dans les années 1970 que, « pour ce qui est des affaires intérieures, c'est nous qui prenions les décisions, mais quand il s'agissait d'Israël, c'était décidé en amont [...]. En réalité, [la Conférence des présidents] était le moyen par lequel Israël communiquait sa politique à la communauté [36] ». Ori Nir, de la revue *Forward*, cite un membre anonyme d'une importante organisation juive, qui affirmait en 2005 : « Il nous arrive tout le temps de dire : voilà quel est notre avis sur telle question, mais il faut vérifier ce que pensent les Israéliens. En tant que communauté, on fait ça tout le temps. » Comme l'a admis un jour Hyman Bookbinder, membre haut placé de l'American Jewish Committee, « à moins que l'on soit en présence d'une terrible urgence, d'une situation critique ou d'un désaccord fondamental, nous répétons l'argumentaire d'Israël pour maintenir le soutien américain. En tant que Juifs américains, on ne s'amuse pas à dire qu'Israël a tort dans les décisions qu'il prend [37] ».

Les exemples ne manquent pas de la capacité d'Israël à rallier un large soutien aux États-Unis. Dès 1947, les responsables sionistes (et, plus tard, israéliens) ont encouragé les dirigeants juifs américains à faire campagne pour le plan de partage de l'ONU puis pour la reconnaissance américaine en 1948, et à faire pression contre le plan de paix proposé par le médiateur de l'ONU Folke Bernadotte en 1948. Des efforts coordonnés de ce genre ont également permis de convaincre l'administration Truman d'augmenter considérablement l'aide économique à Israël en 1952 et d'abandonner la proposition du Pentagone et du Département d'État d'accorder à l'Égypte 10 millions de dollars en assistance militaire [38]. Pendant la crise qui a précédé la guerre des Six-Jours en 1967, le gouvernement israélien a demandé à son ambassadeur à Washington de « créer une atmosphère propice à exercer des pressions sur l'administration [Johnson] sans qu'il apparaisse que nous sommes à l'origine de cette campagne ». La manœuvre consistait à faire en sorte que des Américains solidaires d'Israël écrivent des lettres, des éditoriaux, des télégrammes, des déclarations publics, etc. – le tout « dans des styles variés » – visant, selon le ministère israélien des Affaires

étrangères, à « créer une atmosphère [...] qui renforcera la position de nos amis au sein de l'administration ». La Maison-Blanche a fini par demander à ses homologues israéliens de faire cesser la campagne d'envoi de lettres, mais l'ambassadeur israélien a répondu à Jérusalem : « Bien entendu, nous la poursuivons. » Selon l'historien Tom Segev, la Maison-Blanche était « inondée de courriers de citoyens exhortant le président à défendre Israël [39] ».

Cette tendance à soutenir les actions d'Israël est peut-être moins systématique aujourd'hui, mais les principales organisations du lobby continuent de s'incliner devant les choix des dirigeants israéliens dans de nombreuses occasions. Lorsque l'administration Bush a dévoilé sa « feuille de route » pour la paix au Moyen-Orient en mars 2003, Malcolm Hoenlein de la Conférence des présidents aurait déclaré à *Ha'aretz* que, si le gouvernement israélien exprimait des réserves sur la feuille de route, il aurait le soutien de la communauté juive. Et Hoenlein a bien insisté : « Nous n'hésiterons pas à nous faire entendre [40]. »

Malgré les désaccords entre le gouvernement israélien et certains groupes de la communauté juive américaine, cette dernière « accepte en général le principe selon lequel Israël ne devrait essuyer aucune critique publique sur les questions de sécurité [41] ». Selon Steven Rosenthal, « pour des millions de Juifs américains, critiquer Israël était un péché plus grave que le mariage non religieux ». Comme l'a reconnu un jour Bookbinder, « les Juifs se sentent coupables à l'idée de contrôler le gouvernement israélien [...]. Ils se conforment systématiquement à ses décisions pour cette raison précise [42] ». Selon des sondages récents, environ deux tiers des Juifs américains interrogés sont d'accord avec le fait que, « en dépit de leur opinion personnelle sur les négociations de paix avec les Arabes, les Juifs américains devraient soutenir la politique du gouvernement élu d'Israël [43] ». Ainsi, même lorsque les leaders et la base de ces importantes organisations juives américaines ont de sérieuses réserves sur la politique israélienne, ils demandent rarement à leur gouvernement de faire pression sur son homologue israélien.

Il y eut plusieurs exemples frappants d'opposition systématique à la critique publique au cours de ces dernières décennies. En 1973, par exemple, un groupe de Juifs américains progressistes a formé une nouvelle organisation, Breira (Alternative), qui réclamait un débat plus ouvert entre Israël et les Juifs de la Diaspora, et cherchait à mobiliser les personnes favorables au retrait des colonies des territoires occupés et à un accord de paix avec les Palestiniens. En plus de faire connaître leurs positions par le biais d'encarts dans les grands journaux américains, plusieurs leaders de Breira ont fait partie d'une délégation de Juifs américains qui s'est entretenue en privé avec

des représentants palestiniens, sous les auspices de l'organisation quaker American Friends Service Committee.

Bien que quelques leaders juifs aient défendu Breira, les principales organisations juives n'ont pas tardé à réagir. Le *Near East Report* de l'AIPAC accusa Breira d'affaiblir le soutien à Israël, et le président du rabbinat réformé, Arthur Lelyveld, déclara que des groupes tels que Breira « confortaient [...] ceux qui étaient prêts à suspendre l'aide à Israël et à le laisser sans défense face aux assassins et aux terroristes ». Un bulletin de *Hadassah* qualifiait les membres de Breira de « partisans du défaitisme » et conseillait à ses membres de « rejeter les avances de tels groupes, dont le dogme va à l'encontre de la sécurité d'Israël et de la survie des Juifs ». Le président de la conservatrice Assemblée rabbinique a déclaré que Breira « servait de façade à l'OLP », et quarante-sept rabbins ont rendu publique une déclaration décrivant les positions de Breira comme « quasiment identiques au point de vue arabe ». Le groupe procolonies Americans for a Safe Israel a diffusé une brochure de trente pages calomniant les dirigeants de Breira pour leurs autres engagements de gauche et les qualifiant de « Juifs pro-Fatah ». Pour ne pas être en reste, le magazine de la ZOA, *American Zionist*, a accusé les membres de Breira d'abuser de leur liberté d'expression, les avertissant que « les Juifs qui crient à la faute en public doivent mesurer les conséquences de leur traîtrise [...]. Ce ne sont pas eux qui en ressentiront les effets, mais leurs camarades juifs à des milliers de kilomètres d'ici ».

Face à une telle attaque, Breira avait peu de chances de s'attirer des partisans ou de faire naître un climat plus propice au débat. Les groupes locaux excluaient les représentants de Breira, et le Conseil de la communauté juive de New Haven a admis la section locale de Breira à la seule condition que ses membres réservent leurs critiques à la seule communauté. Un mémo interne préparé par l'American Jewish Committee recommandait de coopter le groupe seulement s'il consentait à « ne faire part de sa différence d'opinion sur les questions sensibles d'Israël et de la Diaspora qu'aux membres de la communauté juive et s'interdisait d'en appeler au public ». Incapable de bénéficier d'un financement stable et affaibli par les démissions successives à sa tête, Breira a dû se dissoudre au bout de cinq ans [44].

En réaction à la controverse suscitée par Breira, des organisations telles que la Conférence des présidents, le Synagogue Council of America, l'American Jewish Committee et le NJCRAC ont mené des études internes et des enquêtes publiques sur le lieu qui convenait le mieux à l'expression des désaccords. Selon J. J. Goldberg, « toutes ces organisations ont abouti à la même conclusion : les Juifs américains avaient le droit de débattre de tout librement, mais seulement au sein de forums discrets, à l'abri du regard public ». En 1976, l'ambassadeur israélien aux États-Unis, Simcha Dinitz, a mis au point avec l'aide de représentants du NJCRAC et de la Conférence des

présidents une série de principes visant à guider le comportement à adopter au sein de la communauté juive. Selon le premier principe, « les Israéliens sont les seuls habilités à décider de la politique israélienne » et, selon le deuxième, « en public, les Juifs américains doivent défendre Israël à l'unanimité et ne se disputer à ce sujet qu'en privé [45] ». Dans les années 1970, écrit Edward Tivnan, « le soutien inconditionnel à Israël était devenu une exigence de la direction des communautés juives locales de toute l'Amérique [46] ».

Cette opposition à la critique publique de la politique israélienne est encore de règle [47]. En octobre 1996, par exemple, le président de la ZOA, Morton Klein, a envoyé une lettre au président de l'ADL Abraham Foxman pour protester contre l'invitation envoyée au chroniqueur du *New York Times* Thomas Friedman à s'exprimer lors d'un dîner de l'ADL, accusant Friedman de « diffamer régulièrement Israël et son Premier ministre Benjamin Netanyahou ». Klein a ensuite fait circuler la lettre auprès d'un large éventail de représentants de la Conférence des présidents, ce qui a poussé Foxman a le taxer de « gendarme de la pensée ». Le conflit s'est aggravé lorsque David Bar Illan, directeur de la communication de Netanyahou, est intervenu et a déclaré qu'« aucune organisation qui se prétend sioniste » ne devait inviter Friedman à s'exprimer. Bien qu'il se montre parfois critique envers la politique israélienne, Friedman est loin d'être anti-israélien, et Foxman est lui-même un ardent défenseur d'Israël. Mais la réaction de Klein montre combien est ancrée l'opposition à un débat public [48].

Quelques années plus tard, Edgar Bronfman Sr., alors président du Congrès juif mondial, était accusé de « perfidie » après avoir envoyé une lettre au président Bush l'exhortant à faire pression sur Israël pour qu'il mette un frein à la construction de la très controversée « barrière de sécurité ». Le vice-président du Congrès, Isi Liebler, a déclaré qu'« il serait révoltant, quelles que soient les circonstances, que le président du Congrès juif mondial fasse pression sur le président des États-Unis pour contrer des mesures promues par le gouvernement israélien [49] ». Liebler et d'autres se sont de nouveau emportés deux ans plus tard lorsque Seymour Reich, président de l'Israel Policy Forum, organisation modérée, a conseillé à Condoleezza Rice de faire pression sur Israël pour qu'il rouvre un important point de passage avec la bande de Gaza en novembre 2005. Le conseil de Reich était raisonnable et bien intentionné, mais Liebler a qualifié son geste de « comportement irresponsable », et Stephen Savitzky, président de l'Union orthodoxe, a déclaré que Reich « manquait non seulement de respect au gouvernement israélien mais offensait des millions de Juifs américains qui rejetaient catégoriquement une telle approche ». Liebler aussi a commenté l'incident : « Il ne peut y avoir que quelque chose de malsain dans la communauté juive mondiale lorsque de soi-disant leaders importants de la

communauté se permettent d'exercer des pressions contre les mesures de sécurité décidées par le gouvernement démocratiquement élu d'Israël. Si ce genre de comportement doit être toléré, alors autant faire une croix sur notre dernier allié – les Juifs de la Diaspora. » Reculant face à ces attaques, Reich a déclaré : « Le mot "pression" ne fait pas partie de mon vocabulaire lorsqu'il s'agit d'Israël[50]. »

Les réticences de certains individus et groupes à critiquer ouvertement la politique israélienne – ou les relations israélo-américaines – ne sont pas difficiles à comprendre. En plus du désir évident de ne rien dire qui puisse servir les ennemis d'Israël, elles s'expliquent par la crainte d'avoir du mal à s'assurer le soutien et à récolter des fonds de la communauté juive, et par le risque d'être exclu par les organisations dominantes. Bien que des groupes tels qu'Americans for Peace Now, la Communauté Tikkun, l'Israel Policy Forum et le New Israel Fund aient survécu et se soient développés – là où Breira a échoué –, d'autres groupes juifs progressistes, tels que New Jewish Agenda, ont dû faire face à la même opposition que Breira et ont survécu à peine plus de dix ans[51]. De la même façon, bien que les Americans for Peace Now aient été admis au sein de la Conférence des présidents en 1993 après un long contentieux, Meretz USA, groupe progressiste, et la libérale Reconstructionist Rabbinical Association se sont vu refuser l'admission en 2002 malgré le soutien que leur apportaient certains groupes modérés de la Conférence. À un moindre niveau, Jewish Voice for Peace s'est vu refuser un stand lors d'une manifestation importante de la communauté juive dans la région de San Francisco au motif qu'il ne soutenait pas suffisamment Israël, et la division Hillel de l'université du Texas a refusé d'octroyer à une organisation, Jewish Students for Palestinian Rights (Étudiants juifs pour les droits des Palestiniens), un espace pour organiser un groupe d'étude[52].

Les tentatives de marginalisation des voix juives dissidentes n'ont pas cessé à ce jour. Lorsqu'en 2006 l'Union of Progressive Zionists (UPZ) a parrainé l'apparition sur des campus américains de Breaking the Silence (Briser le silence), une organisation d'anciens soldats israéliens critiques des actions de Tsahal dans les territoires occupés, la ZOA a condamné l'UPZ et a exigé son expulsion de l'Israel on Campus Coalition (ICC), un réseau de groupes pro-israéliens dont font partie l'AIPAC et l'ADL. Selon Klein, de la ZOA, parrainer les groupes qui critiquent Israël « n'est pas la mission de l'ICC ». Le directeur de l'UPZ a bien insisté sur l'« amour » que son groupe « voue à Israël », d'autres groupes se sont ralliés à sa défense, et le comité d'organisation de l'ICC a rejeté la demande de la ZOA à l'unanimité. Klein ne s'est pas découragé et a condamné à leur tour les membres du comité d'organisation : « Leur mission, c'est aussi combattre la provocation, et nous sommes stupéfaits de voir qu'ils ferment les yeux sur les provocations d'Israéliens envers Israël. » La ZOA a également publié un communiqué de presse exhortant les

organisations de l'ICC à modifier leur vote. Ce communiqué citait un rapport du ministère israélien des Affaires étrangères : « La disposition des communautés juives à accueillir et à parrainer de telles organisations est fort dommageable [...] il faut cesser de nuire à l'image d'Israël. » Par la suite, au moins un groupe orthodoxe du comité d'organisation de l'ICC a fait savoir qu'il était désormais en faveur de l'exclusion de l'UPZ [53].

Le lobby se droitise

La plupart des Juifs américains soutiennent depuis longtemps le combat des libéraux et le parti démocrate, et la majeure partie d'entre eux prônent une solution à deux États [54]. Néanmoins, certains groupes parmi les plus importants du lobby – dont l'AIPAC et la Conférence des présidents – sont devenus de plus en plus conservateurs au fil du temps et sont désormais dirigés par des radicaux qui soutiennent les prises de position des « faucons » israéliens. Comme le souligne J. J. Goldberg dans son ouvrage *Jewish Power*, la guerre des Six-Jours et ses suites ont vu la montée en puissance d'un groupe de « nouveaux Juifs » issus en grand nombre des milieux sionistes radicaux, orthodoxes et néoconservateurs. « Leur audace était si manifeste et leur colère si intense, écrit-il, que le reste de la communauté juive s'est écartée avec respect pour laisser les nouveaux Juifs prendre les commandes. La minorité fut autorisée à parler au nom de la majorité et à devenir la voix dominante de la politique juive [55]. »

Cette tendance a été renforcée par la campagne en faveur de l'amendement Jackson-Vanick de 1974 (qui liait l'octroi du statut de nation la plus favorisée à la libéralisation de la politique migratoire de Moscou à l'égard des Juifs russes), par l'émergence et le développement du mouvement néoconservateur (voir plus bas), et par les tentatives réussies du Likoud pour renforcer les tenants d'une « ligne dure » dans les principales organisations pro-israéliennes à l'époque où il partageait le pouvoir en Israël avec le Parti travailliste. Selon J. J. Goldberg, « le génie de la stratégie de Shamir [...] résidait dans la manipulation des principales instances de la représentation juive afin qu'elles deviennent la voix du Likoud sans qu'il ait eu à prendre parti ». Les représentants du Likoud (dont le chef d'état-major du Premier ministre Shamir, Yossi Ben Aharon) s'employaient à garantir que la direction de la Conférence des présidents soit confiée à des responsables plus conservateurs et ont également intrigué pour faire en sorte que Malcolm Hoenlein devienne vice-président de la Conférence en 1986. Les dirigeants israéliens ont accordé plus d'attention aux groupes radicaux, ce qui a renforcé l'impression qu'ils parlaient au nom de la communauté juive. Conseiller du chef du Parti travailliste, Shimon Pérès a admis plus tard

qu'« ignorer la communauté juive américaine [avait] été l'une des plus grosses erreurs que nous ayons jamais commises [...]. Nous avons laissé la voie libre à Shamir [56] ».

Ce virage à droite éclaire également la façon dont les décisions sont prises dans certaines organisations importantes du lobby, ainsi que l'influence croissante d'un petit nombre de riches conservateurs qui dominent de plus en plus les organisations comme l'AIPAC. À titre d'exemple, plus de cinquante organisations sont représentées dans la Conférence des présidents, où chacune dispose d'un vote et d'un seul, quelle que soit sa taille. Mais, comme le souligne Michael Massing, « dans la Conférence, les petits groupes conservateurs sont nettement plus nombreux que les grands groupes libéraux et peuvent ainsi neutraliser leur influence. Ce qui laisse une liberté d'action considérable à Malcolm Hoenlein », partisan de longue date de la politique de colonisation poursuivie par Israël et très sceptique à l'égard du processus d'Oslo [57].

De la même façon, la participation au conseil d'administration de l'AIPAC dépend des contributions financières de chaque directeur, et non, remarque Massing, « de leur capacité à représenter les membres de l'AIPAC [58] ». Les individus prêts à donner les sommes les plus importantes à l'AIPAC (et aux hommes politiques qui lui sont favorables) sont en général les défenseurs d'Israël les plus farouches, si bien que la direction de l'AIPAC (principalement composée de ses anciens présidents) est beaucoup plus va-t-en-guerre que la plupart des Juifs américains. Bien que l'AIPAC ait officiellement approuvé le processus d'Oslo en 1993, il a peu œuvré en sa faveur et n'a accepté – assez formellement, il faut bien le dire – l'idée d'un État palestinien qu'après l'accession d'Ehud Barak au poste de Premier ministre en 1999 [59].

En effet, il est arrivé que l'AIPAC et d'autres groupes « durs » soutiennent des positions plus radicales que le gouvernement israélien. En 1994 par exemple, la ZOA a fait pression – avec succès – pour amender la loi sur les subventions aux pays étrangers afin d'amputer davantage l'aide américaine à l'Autorité palestinienne, contre l'avis même de l'administration Clinton et le gouvernement Rabin [60]. La Conférence des présidents n'a jamais approuvé le processus d'Oslo et, en 1995, l'AIPAC a participé à la promotion du *Jerusalem Embassy Act*, une tentative manifestement destinée à interrompre le processus de paix en exigeant que les États-Unis déplacent leur ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem [61]. De la même manière, les principaux donateurs qui forment le noyau dur de l'AIPAC auraient chassé le directeur général Tom Dine parce que ses prises de position n'étaient pas assez « dures » [62].

Hormis le fait que les plus radicaux tendent à soutenir et à dominer les principales organisations du lobby, il y a une autre raison à ce virage à droite

des nombreux groupes pro-israéliens : maintenir le flot des contributions. Comme le souligne Waxman, « nombreuses sont les organisations américaines à avoir désormais besoin d'Israël pour justifier leur existence. Bien que ces organisations aient été créées dans le but de promouvoir et de soutenir Israël, aujourd'hui Israël est devenu indispensable à leur pérennité [63] ». Décrire Israël comme un pays assiégé et vulnérable et lancer des appels alarmistes sur la persistance ou la montée de l'antisémitisme contribue à maintenir un certain degré d'inquiétude chez les sympathisants d'Israël et ainsi à garantir la pérennité de ces organisations. En 1992, Jonathan Woccher du Jewish Education Service of North America expliquait ainsi : « Nous avons assisté à l'émergence d'une industrie nouvelle aux États-Unis, des organisations qui surveillent de près et prétendent combattre l'antisémitisme partout dans le monde. [...] Le succès du Centre Simon Wiesenthal est à ce titre très frappant. Il est devenu l'une des principales entreprises de récoltes de fonds, allant jusqu'à surpasser l'ADL dans la chasse aux menaces antisémites à la sécurité des Juifs. Il n'est (malheureusement) pas rare de nos jours de voir ces organisations rivaliser entre elles pour savoir laquelle d'entre elles sera la plus "dure" contre l'antisémitisme, compétition qui se joue dans la presse juive et à coups d'appels directs aux dons [64]. » Ou, comme l'a souligné Thomas Friedman du *New York Times* trois ans plus tard, « depuis que M. Rabin et M. Arafat se sont serré la main, ils n'ont reçu qu'un soutien frileux des principaux groupes juifs américains, comme la Conférence des présidents, et une franche hostilité de la part des orthodoxes et des groupes périphériques. C'est à croire que ces organisations ne se portent bien que si elles ont un ennemi, quelqu'un à combattre [65] ».

Il nous faut répéter que quelques groupes de la communauté juive américaine sont critiques à l'égard de la politique d'Israël, et en particulier de sa présence dans les territoires occupés. Certaines d'entre elles, comme l'Israel Policy Forum ou Brit Tzedek v'Shalom, soutiennent l'engagement des États-Unis dans le processus de paix et ont remporté de petites victoires législatives ces dernières années. Mais elles n'ont pas les ressources financières ni l'influence de l'AIPAC, de l'ADL, de la ZOA ou de la Conférence des présidents, dont les positions sont malheureusement considérées par les hommes politiques et les médias comme représentatives de celles de la communauté juive américaine [66]. Ainsi, pour l'instant, les principales organisations du lobby continueront de défendre des positions politiques opposées à celles des gens au nom desquels elles prétendent s'exprimer.

Le rôle des néoconservateurs

La dérive à droite du lobby a été accentuée par l'émergence des néoconservateurs. Le mouvement néoconservateur est un acteur important du paysage politique et intellectuel américain depuis les années 1970, mais c'est depuis le 11 septembre 2001 qu'il a acquis une influence déterminante sur la politique étrangère de l'administration Bush, notamment la décision malheureuse d'envahir l'Irak en mars 2003.

Le néoconservatisme est une idéologie politique avec une vision bien précise de la politique nationale et de la politique étrangère, mais seule cette dernière nous intéresse ici [67]. La plupart des néoconservateurs louent les vertus de l'hégémonie américaine – et parfois même l'idée d'un empire américain – et pensent que l'influence américaine devrait être utilisée pour encourager la diffusion de la démocratie et décourager les moindres tentatives de rivaliser avec les États-Unis [68]. De leur point de vue, étendre la démocratie et préserver la domination américaine constituent le meilleur chemin vers une paix durable. Les néoconservateurs pensent également que leur système démocratique garantira aux États-Unis une image de puissance hégémonique bienfaisante, et que le leadership américain sera bien accueilli à condition qu'il soit pleinement assumé. Ils ont tendance à faire preuve de scepticisme à l'égard des institutions internationales (et particulièrement l'ONU, qu'ils considèrent comme anti-israélienne et comme une entrave à la liberté d'action des États-Unis) et de méfiance à l'égard de nombreux alliés (particulièrement les Européens, qu'ils considèrent comme des pacifistes idéalistes qui profitent de la *pax americana*) [69]. Envisageant le leadership américain comme « un bienfait à la fois pour l'Amérique et pour le monde », comme il est dit sur le site Internet du PNAC, les néoconservateurs privilégient l'exercice unilatéral de la puissance.

Pour les néoconservateurs, la force militaire est un instrument très utile pour façonner le monde de telle manière que l'Amérique en tire profit. Si les États-Unis font la démonstration de leur puissance militaire et montrent qu'ils sont prêts à y avoir recours, alors leurs alliés suivront l'exemple et leurs adversaires potentiels se rendront compte qu'il est inutile de résister et décideront de « prendre le train » américain en marche [70]. En bref, le néoconservatisme est une idéologie politique particulièrement belliciste.

Les néoconservateurs occupent des postes d'influence au sein de diverses organisations et institutions. Parmi les figures du néoconservatisme, on trouve entre autres les anciens et actuels responsables politiques Elliott Abrams, Kenneth Adelman, William Bennett, John Bolton, Douglas Feith, feue Jeane Kirkpatrick, I. Lewis « Scooter » Libby, Richard Perle, Paul Wolfowitz, James Woolsey, et David Wurmser ; les journalistes feu Robert Bartley, David Brooks, Charles Krauthammer, William Kristol, Bret

Stephens, et Norman Podhoretz ; les universitaires Fouad Ajami, Eliot Cohen, Aaron Friedberg, Bernard Lewis, et Ruth Wedgwood ; et les experts Max Boot, David Frum, Reuel Marc Gerecht, Robert Kagan, Michael Ledeen, Joshua Muravchik, Daniel Pipes, Danielle Pletka, Michael Rubin, et Meyra Wurmser. Les principaux magazines et journaux néoconservateurs sont *Commentary*, le *New York Sun*, la page d'opinions du *Wall Street Journal*, et le *Weekly Standard*. Les *think tanks* et les groupes de défense les plus étroitement associés à ces néoconservateurs sont l'American Enterprise Institute (AEI), le Center for Security Policy (CSP), l'Hudson Institute, la Foundation for Defense of Democracies (FDD), le JINSA, le Middle East Forum (MEF), le PNAC, et le WINEP.

La quasi-totalité des néoconservateurs sont très engagés auprès d'Israël, un point sur lequel ils insistent ouvertement et fermement. Pour Max Boot, soutenir Israël est un « principe clé du néoconservatisme », fondé sur les « valeurs démocratiques communes » aux deux pays [71]. Quant à Benjamin Ginsberg, chercheur en sciences politiques et auteur de nombreux livres sur la politique américaine ainsi que sur l'antisémitisme, il avance que l'une des principales raisons au virage à droite des néoconservateurs est « leur attachement à Israël et leur mécontentement grandissant à l'égard du parti démocrate dans les années 1960, qui s'opposait de plus en plus à l'état d'alerte préventive de l'armée américaine et s'entichait de la cause du tiers monde ». Plus particulièrement, Ginsberg fait remarquer qu'ils ont épousé l'« anticommunisme radical » de Reagan car ils l'envisageaient comme un « mouvement politique qui garantirait la sécurité d'Israël » [72].

Étant donné leurs penchants bellicistes, il n'y a rien de surprenant à ce que les néoconservateurs tendent à s'aligner sur les positions de la droite israélienne. Par exemple, c'est un groupe de huit néoconservateurs (mené par Richard Perle et comptant notamment Douglas Feith et David Wurmser) qui a rédigé le projet intitulé « Une rupture nette » en 1996 pour le Premier ministre entrant issu du Likoud Benjamin Netanyahou. Ce projet recommandait qu'Israël abandonne le processus d'Oslo et ait recours à toutes les mesures – y compris à la force militaire – pour renverser les régimes du Moyen-Orient hostiles et ainsi « surmonte » le conflit israélo-arabe [73].

Pour la plupart, les néoconservateurs sont liés à une nébuleuse de *think tanks*, comités et publications basés à Washington dont l'objectif principal est de promouvoir la relation privilégiée qui unit les États-Unis et Israël. Ainsi Richard Perle, figure du néoconservatisme, est membre de l'AEI, affilié au CSP (droite), à l'Hudson Institute, au JINSA, au PNAC, au MEF, à la FDD, et membre du Conseil du WINEP. Ses camarades néoconservateurs suivent l'exemple : William Kristol est rédacteur en chef du *Weekly Standard*, cofondateur du PNAC et ancien membre de la FDD, du MEF et de l'AEI ; le

chroniqueur du *Washington Post* Charles Krauthammer a reçu par le passé l'Irving Kristol Award de l'AEI (du nom du père de William, l'un des fondateurs du néoconservatisme), signé plusieurs lettres ouvertes du PNAC, contribué au *Weekly Standard* et est également affilié à la FDD. La liste des connexions anciennes et actuelles ravirait les théoriciens du réseau : Elliott Abrams (CSP, Hudson Institute, PNAC) ; William Bennett (AEI, CSP, PNAC) ; John Bolton (AEI, JINSA, PNAC) ; Douglas Feith (CSP, JINSA) ; David Frum (AEI, *Weekly Standard*) ; Reuel Marc Gerecht (AEI, PNAC, *Weekly Standard*) ; Michael Ledeen (AEI, JINSA) ; Jeane Kirkpatrick (AEI, FDD, JINSA, PNAC, WINEP) ; Joshua Muravchik (AEI, JINSA, PNAC, WINEP) ; Daniel Pipes (PNAC, MEF, WINEP) ; Norman Podhoretz (Hudson Institute, *Commentary*, PNAC) ; Michael Rubin (AEI, CSP, MEF) ; David Wurmser (AEI, MEF, FDD) ; et James Woolsey (CSP, JINSA, PNAC, FDD). La liste n'est pas exhaustive.

Mais on se tromperait en y voyant un réseau occulte ou un « complot de droite ». Au contraire, les divers *think tanks*, comités, fondations et publications fonctionnent quasiment en tous points comme d'autres réseaux politiques. Loin de fuir la publicité ou d'intriguer en coulisses, ces groupes cherchent activement à faire connaître leur objectif, à influencer l'opinion publique et les élites en vue d'orienter la politique étrangère américaine selon leurs vœux. Le réseau néoconservateur est à la fois impressionnant et comparable aux réseaux qui ont émergé dans d'autres domaines, comme la réforme des impôts, l'environnement ou encore l'immigration.

Les néoconservateurs s'inquiètent de la sécurité des États-Unis autant que de celle d'Israël, et pensent que leur action profitera aux deux pays. Cependant, dans les années 1980, certains conservateurs plus traditionnels – parfois qualifiés de « paléoconservateurs » – prétendaient que les néoconservateurs se souciaient plus d'Israël que des États-Unis. Russell Kirk, célèbre théoricien politique conservateur, affirmait par exemple que « ce qui anime véritablement les néoconservateurs [...] est la préservation d'Israël. Cela sous-tend tout le mouvement [74] ». Les néoconservateurs ont vigoureusement nié ces accusations, ce qui a donné lieu à une série d'échanges musclés. Le conflit a fini par se tasser, mais la tension demeure entre ces deux courants du mouvement conservateur [75].

Un certain nombre d'analystes ont lourdement insisté sur les racines juives du néoconservatisme, dont les options vont à l'encontre de la sensibilité de gauche dominante au sein de la communauté juive américaine. Dans *The Neoconservative Revolution : Jewish Intellectuals and the Shaping of Public Policy*, Murray Friedman va jusqu'à décrire le néoconservatisme comme le « conservatisme juif américain [76] ». Mais tous les néoconservateurs ne sont pas juifs – ce qui rappelle une nouvelle fois que le lobby pro-israélien se définit, non par des critères ethniques ou religieux, mais par des

objectifs politiques. Un certain nombre de personnalités non juives de premier plan ont adopté la plupart ou la totalité des principes fondateurs du néoconservatisme, y compris un soutien sans faille à Israël et à ses éléments les plus radicaux. On peut compter parmi eux le rédacteur en chef du *Wall Street Journal* Robert Bartley, l'ancien secrétaire d'État à l'Éducation William Bennett, les anciens ambassadeurs de l'ONU John Bolton et Jeane Kirkpatrick, et l'ancien directeur de la CIA James Woolsey. Bien que ces derniers aient joué un rôle important pour faire avancer les objectifs néoconservateurs, ce sont des Juifs qui forment le cœur du mouvement. En ce sens, le néoconservatisme est un sous-ensemble du mouvement pro-israélien. Les Juifs américains sont au centre du mouvement néoconservateur, de la même façon qu'ils composent la majeure partie du lobby, mais des non-Juifs sont actifs dans les deux.

Les sionistes chrétiens

Le lobby compte également dans ses rangs un autre groupe important qui ne fait pas partie de la communauté juive : les sionistes chrétiens. Parmi les membres de ce sous-ensemble de la droite chrétienne figurent des personnalités religieuses telles que feu Jerry Falwell, Gary Bauer, Pat Robertson et John Hagee, ainsi que des hommes politiques tels que les anciens chefs de la majorité à la Chambre des représentants, les républicains Tom DeLay et Richard Armey, et le sénateur républicain James Inhofe. Bien que le soutien à Israël ne soit pas leur seule préoccupation, un certain nombre de chrétiens évangélistes manifestent de plus en plus vigoureusement leur soutien à l'État hébreu et ont récemment formé une série d'organisations pour promouvoir politiquement cet objectif [77]. Dans une certaine mesure, on peut considérer les sionistes chrétiens comme des alliés des divers groupes pro-israéliens de la communauté juive américaine.

Le sionisme chrétien trouve son origine dans le dispensationalisme, une interprétation de la Bible née dans l'Angleterre du XIXᵉ siècle, en grande partie grâce aux efforts des pasteurs anglicans Louis Way et John Neslon Narby. Cette doctrine est une forme de prémillénarisme, selon laquelle le monde connaîtra une ère de chaos grandissant jusqu'au retour du Christ. Les dispensationalistes croient que le retour des Juifs en Palestine précédera la seconde Venue du Christ, annoncée dans les prophéties de l'Ancien et du Nouveau Testament. La théorie de Darby, Way et leurs partisans a influencé certains responsables politiques anglais et il se peut même qu'elle ait contribué à convertir le secrétaire d'État aux Affaires étrangères Arthur Balfour à l'idée de la création d'un État juif en Palestine [78].

Le courant dispensationaliste a été popularisé aux États-Unis au XIXe et au début du XXe siècle par des théologiens protestants dont l'évangéliste Dwight Moody (fondateur du Moody Bible Institute de Chicago), C. I. Schofield, et William E. Blackstone. Parmi les publications récentes inspirées de ce mouvement figurent *Late Great Planet Earth*, le best-seller de Hal Lindsey, et la série de romans apocalyptiques de Timothy LaHaye, « Left Behind », dont les ventes cumulées auraient dépassé les cinquante millions d'exemplaires [79].

Si la création de l'État d'Israël en 1948 a donné un second souffle au mouvement dispensationaliste, la guerre des Six-Jours, que ses chefs de file considéraient comme un « miracle de Dieu », l'a véritablement fait émerger comme force politique [80]. Les dispensationalistes considèrent l'occupation par Israël de la totalité de Jérusalem et de la Cisjordanie (qu'ils appellent la « Judée-Samarie », à l'instar du Likoud) comme l'accomplissement de la prophétie de l'Ancien et du Nouveau Testament, et ces « signes » les ont encouragés ainsi que d'autres chrétiens évangéliques à faire en sorte que les États-Unis soient du « bon côté » lorsque s'accomplira la prophétie biblique [81]. Selon Timothy Weber, ancien président du séminaire théologique de Memphis, « avant la guerre des Six-Jours, les dispensationalistes se contentaient de s'asseoir dans les gradins de l'histoire, à expliquer le match de la fin des temps sur le terrain en contrebas. [...] Mais, après l'expansion d'Israël en Cisjordanie et à Gaza, ils sont descendus sur le terrain pour s'assurer que les équipes étaient prêtes et se sont impliqués dans les domaines politique, financier et religieux comme jamais auparavant [82] ». Leurs efforts s'inscrivaient dans le cadre plus global de la montée en puissance de ce que l'on appelle la « droite chrétienne » (dont toutes les composantes ne sont pas fermement pro-israéliennes) et notamment du mouvement évangélique.

Au vu de ces croyances, il n'y a rien d'étonnant à ce que Daniel Pipes pense que, « Tsahal mise à part, les sionistes chrétiens d'Amérique constituent peut-être le dernier atout stratégique de l'État hébreu ». Ou, ainsi que l'a écrit Michael Freund, ancien directeur de la communication de Benjamin Netanyahou, en 2006 : « Remercions Dieu pour les sionistes chrétiens. Que cela nous plaise ou non, le futur des relations israélo-américaines dépend peut-être moins des Juifs d'Amérique que de ses chrétiens [83]. »

Les sionistes chrétiens ont créé des organisations dont l'objectif affiché est d'encourager le soutien à Israël. Parmi ces groupes figurent le Christians United for Israel (CUFI, décrit par John Hagee comme « une version chrétienne de l'AIPAC »), la National Christian Leadership Conference for Israel, la Unity Coalition for Israel, les Christian Friends of Israeli Communities (CFIC), le Christians'Israel Public Action Committee, l'International Christian Embassy Jerusalem (ICEJ), et une multitude de plus petits groupes [84].

Les sionistes chrétiens occupent une place importante au sein de l'International Fellowship of Christians and Jews (IFCJ), une organisation basée à Chicago dirigée par le rabbin Yechiel Eckstein, dont la mission est de « promouvoir le dialogue et la coopération entre Juifs et chrétiens et de bâtir un large soutien à Israël ». En 2002, l'IFCJ s'est allié avec l'ancien directeur de la Christian Coalition et conseiller du parti républicain Ralph Reed pour former un nouveau groupe, Stand For Israel, qui promeut « l'engagement de la population envers Israël sur un plan tant religieux que politique » et parraine « une journée internationale de prière et de solidarité » pour Israël une fois par an [85].

Dans cette phase moderne et activiste, les convictions des sionistes chrétiens s'alignent naturellement sur celles des organisations des communautés juives américaine et israélienne qui soutiennent la politique de colonisation et s'opposent à une solution à deux États. Selon Hagee, fondateur du CUFI, « nous soutenons Israël parce que toutes les autres nations ont été créées par la volonté des hommes, mais qu'Israël a été créé par la volonté de Dieu ! ». Hagee a également déclaré à ses partisans que « Dieu s'oppose à ce qu'on cède la terre » et prétend que son mouvement a récolté plus de 12 millions de dollars pour aider de nouveaux immigrés à s'installer en Israël, y compris dans les colonies des territoires occupés [86].

Les idées de Hagee sont caractéristiques du sionisme chrétien. Le défunt Ed McAteer, fondateur de la Religious Roundtable, a déclaré un jour que « chaque grain de sable qui se trouve entre la mer Morte, le Jourdain et la mer Méditerranée appartient aux Juifs. Cela inclut la Cisjordanie et Gaza [87] ». Selon Malcolm Hedding, directeur de l'ICEJ, « nous défendons l'Alliance avec Abraham, par laquelle la terre que Dieu a donnée à Abraham est à Israël [...]. Un Palestinien, ça n'existe pas [88] ». De la même façon, Ted Beckett, fondateur du CFIC, a fixé pour but à son organisation de fournir « solidarité, confort et aide » aux colons de « Judée, Samarie et Gaza » ; l'organisation se charge de jumeler des églises américaines avec des colonies israéliennes. Exemple célèbre, la Faith Bible Chapel d'Arvada dans le Colorado a « adopté la colonie d'Ariel en Cisjordanie et a ainsi subventionné la création d'une bibliothèque, d'un centre de soins et d'autres structures [89] ».

À la veille de la visite du président égyptien Sadate à Jérusalem en 1977, des groupes évangéliques ont publié des encarts dans les principaux journaux américains annonçant qu'ils « s'inquiétaient de toute tentative pour tailler une autre nation ou entité politique dans l'État juif [90] ». Le IIIe Congrès international des sionistes chrétiens, en 1996, proclama que « la Terre qu'Il a promise à Son Peuple ne [devait] pas être divisée [...]. Les nations prêtes à reconnaître un État palestinien en terre d'Israël commettraient une grave erreur [91] ». L'ardeur de ces convictions a conduit le leader de la droite

chrétienne (et ancien candidat à l'investiture républicaine pour les présidentielles) Pat Robertson à interpréter l'attaque cérébrale dont a été victime le Premier ministre israélien Ariel Sharon en janvier 2006 comme une punition divine répondant à sa décision de se retirer de la bande de Gaza : « Il divisait la terre de Dieu, et je veux dire : "Malheur au Premier ministre d'Israël qui suivra la même voie pour apaiser l'[Union européenne], les Nations unies ou les États-Unis d'Amérique" [...]. Dieu dit : "Cette terre m'appartient, et vous feriez mieux de ne pas y toucher". » Robertson s'est excusé par la suite pour ses propos « maladroits et dénués de compassion », mais ils sont très révélateurs de la façon dont certains chrétiens évangéliques justifient leur projet d'un grand Israël [92].

Ces mêmes convictions semblent avoir influencé plusieurs hommes politiques américains de premier plan. En 2002, le chef de la majorité de la Chambre des représentants Tom DeLay a déclaré lors de la conférence politique annuelle de l'AIPAC qu'il s'opposait à céder un bout de terre aux Palestiniens : « J'ai voyagé en Judée et Samarie, je suis allé sur le plateau du Golan. Je n'ai pas vu de territoire occupé. J'ai vu Israël [93]. » Le prédécesseur de DeLay, Richard Armey, a quant à lui déclaré à Chris Matthews de *Hardballs* en mai 2002 qu'il était « content de voir Israël s'emparer de la totalité de la Cisjordanie » et qu'il « pensait que les Palestiniens devraient partir » [94]. Ou, comme l'a dit le sénateur James Inhofe à ses collègues dans un discours expliquant pourquoi Israël avait droit à toute la Palestine : « Voilà la raison la plus importante : parce que Dieu Lui-même l'a dit [...]. C'est à cet endroit [Hébron] que Dieu est apparu à Abraham et lui a dit : "Je te donne cette terre", la Cisjordanie [95]. »

De manière assez prévisible les radicaux israéliens ont été prompts à faire cause commune avec les sionistes chrétiens, surtout au vu de l'opposition croissante à l'occupation au sein des Églises chrétiennes. Comme le relève Colin Shindler, « une relation symbiotique est née après 1977 et a servi tant l'idéologie de la droite israélienne que celle de la droite chrétienne [96] ». Le gouvernement Likoud de Menahem Begin a activement sollicité les évangéliques à cette époque, offrant au révérend Jerry Falwell un jet privé en 1979 et faisant de lui en 1980 le seul non-Juif à recevoir la très convoitée médaille Jabotinsky pour sa « remarquable réussite » (parmi les personnalités à l'avoir reçue figurent par exemple les écrivains Leon Uris et Élie Wiesel). Lorsque Israël a bombardé le réacteur irakien Osirak en 1981, Begin aurait téléphoné à Falwell avant d'appeler le président Reagan, lui demandant de « se mettre au travail pour [lui] » et d'expliquer au peuple américain pourquoi Israël avait agi ainsi [97]. En 1996, le Premier ministre Benjamin Netanyahou a fait venir un groupe de leaders évangéliques en Israël sous les auspices de l'Israel Christian Advocacy Council, et Pat Robertson et

Ehud Olmert (alors maire de Jérusalem) ont présidé ensemble la campagne Praying for Jerusalem en 2002 [98].

Le gouvernement israélien a encouragé les groupes de touristes chrétiens à visiter Israël, à la fois pour créer une source de revenus touristiques et pour renforcer le soutien évangélique aux États-Unis. Ainsi, en 2002, le Premier ministre Ariel Sharon aurait déclaré lors de la fête annuelle des Tabernacles de l'ICEJ (qui serait le plus grand rassemblement religieux étranger en Israël) : « Nous avons besoin de vous et de votre soutien [...]. J'ai aussi un message que vous devrez faire passer de retour chez vous : envoyez plus de vos semblables nous rendre visite [99]. » Le successeur de Sharon, Ehud Olmert, a délivré à l'assemblée le même message lorsqu'il était maire de Jérusalem : « Vous faites partie de notre armée, de notre puissance, de notre défense [100]. »

Les organisations sionistes chrétiennes se font aussi de plus en plus entendre sur d'autres sujets relatifs au Moyen-Orient. Le CUFI a organisé un rassemblement pro-israélien à Washington au cours de la seconde guerre au Liban pendant l'été 2006, et c'est ce moment qu'a choisi Jerry Falwell pour lancer son avertissement : « Nous sommes au bord d'une guerre sans limites », qui « servira de prélude ou d'annonce à la bataille d'Armaggedon et au retour glorieux de Jésus-Christ » [101]. L'écrivain millénariste à succès Hal Lindsey a écrit en janvier 2007 qu'une attaque nucléaire préventive sur l'Iran était « le seul choix logique à disposition d'Israël », et John Hagee prévenait ses lecteurs dans *Jerusalem Countdown*, publié en 2006 : « L'épreuve de force nucléaire avec l'Iran est imminente et inévitable. La guerre d'Ézéchiel pourrait commencer avant la publication de ce livre [102]. » Hagee a également condamné le rapport du Groupe d'étude sur l'Irak en décembre 2006, déclarant que James Baker « poignard[ait] de nouveau Israël dans le dos » et que « la génération de [son] père aurait déjà attaqué l'Iran à l'heure qu'il est » [103].

Malgré leur méfiance à l'égard des objectifs de ces groupes qui ont notamment en tête de convertir les Juifs au christianisme, certaines organisations juives américaines ont bien accueilli l'alliance avec les sionistes chrétiens. L'AIPAC a créé son propre bureau de liaison pour travailler avec le mouvement évangélique, des organisations qui soutiennent le Likoud telles que la ZOA ont noué des liens étroits avec Falwell, et la coopération avec les chrétiens évangéliques a même reçu, dans les pages de *Commentary*, la bénédiction d'Irving Kristol, l'un des fondateurs du néoconservatisme [104]. Selon Nathan Perlmutter, ancien directeur de l'ADL, « les Juifs peuvent tout à fait s'accommoder des priorités de la droite chrétienne en matière de politique intérieure, sur laquelle les Juifs de gauche ont un avis bien différent, parce que aucune de ces questions n'est aussi importante qu'Israël ». Le successeur de Perlmutter, Abraham Foxman, détracteur récurrent des objectifs de

la droite chrétienne en matière de politique intérieure, a déclaré début 2007 que l'ADL accueillait volontiers le soutien des évangéliques « à une époque où de graves menaces pèsent sur l'État hébreu [105] ». Selon David Harris, directeur général de l'American Jewish Committee, l'alliance avec la droite chrétienne était avant tout pragmatique : « La fin des temps est peut-être pour demain, mais c'est aujourd'hui qu'Israël est dans la balance [106]. »

Les liens solides qui unissent les deux principales branches du lobby étaient à l'honneur lors de la conférence annuelle de l'AIPAC de 2007, où le discours qu'a prononcé John Hagee pour le dîner d'inauguration a reçu un accueil très enthousiaste. Cet accueil est plutôt surprenant quand on sait qu'il a récemment écrit que les Juifs avaient « tout sauf une vie religieuse », que l'antisémitisme résultait de la « rébellion des Juifs [contre Dieu] », et que Dieu allait attirer « les nations antisémites en Israël pour soumettre les Juifs d'Israël afin qu'ils confessent qu'Il est le Seigneur » [107]. Malgré ces déclarations quelque peu inquiétantes, Foxman, de l'ADL, a déclaré que Hagee « avait un rôle à jouer [...] en raison de son soutien à Israël [108] ».

La prise de conscience des objectifs des sionistes chrétiens a suscité une grande méfiance chez les Israéliens et Juifs américains modérés. « Si ce n'était pour les besoins d'Israël, souligne l'historien Naomi Cohen, la plupart des Juifs américains aurait d'emblée rejeté toute négociation avec la nouvelle droite chrétienne [109]. » Ils craignent que la conversion des Juifs au christianisme soit toujours un objectif à long terme de nombreux groupes évangéliques, et s'inquiètent des positions radicales des sionistes chrétiens, qui ne permettront pas facilement de parvenir à une paix durable avec les Palestiniens. Jo-Ann Mort d'Americans for Peace Now qualifie la collaboration des Juifs américains et de la droite chrétienne d'« alliance impie », et l'Israélien Yossi Alpher prévient que le soutien chrétien à l'expansion des colonies « nous mène tout droit au désastre ». Comme il l'a déclaré à CBS, « Dieu nous préserve de ces gens-là ». De la même façon, l'universitaire israélo-américain Gershom Gorenberg souligne que la théologie dispensationaliste ne prévoit pas un avenir radieux pour les Juifs : à la fin des temps, « les Juifs mourront ou se convertiront ». Il rappelle que les sionistes chrétiens « n'aiment pas les vrais Juifs. Nous leur plaisons en tant que personnages de leur histoire, de leur pièce de théâtre [...] et c'est une pièce de théâtre en cinq actes de laquelle les Juifs disparaissent au quatrième [110] ».

Quelle importance les sionistes chrétiens occupent-ils au sein du lobby pro-israélien ? En subventionnant la colonisation et en s'opposant publiquement et vigoureusement à toute concession territoriale, ils ont renforcé les positions radicales en Israël et aux États-Unis et empêchent les dirigeants américains de faire pression sur Israël. Sans leur soutien, les colons seraient moins nombreux, et les gouvernements israélien et américain

gagneraient en marge de manœuvre. De plus, le tourisme chrétien (partie non négligeable du tourisme évangélique) est devenu une source de revenus considérables pour Israël – presque 1 milliard de dollars par an [111].

L'existence d'une voix pro-israélienne non juive permet de justifier le soutien américain au-delà des seules demandes de la communauté juive américaine et exerce probablement une influence sur les calculs des responsables politiques qui ne disposent pas d'un large électorat juif. Selon Irvine Anderson, la pensée dispensationaliste renforce « une prédisposition culturelle américaine à soutenir l'État d'Israël, qui s'appuie en partie sur l'influence de la Bible chrétienne ». Anderson poursuit : « Comme ils ont grandi en entendant des passages de la Bible [...] ou en ayant lu des passages [...] qui évoquent le rassemblement des Juifs en Palestine, prélude à la deuxième Venue du Christ, il n'est pas surprenant que de nombreux Américains (ce qui ne veut certainement pas dire tous) estiment tout simplement qu'il est juste que les Juifs retournent en Palestine et y créent leur propre État [112]. »

Il ne faut pas pour autant exagérer l'influence des sionistes chrétiens : ils n'ont pas empêché l'administration Clinton de poursuivre ses efforts à Camp David en 2000, ni le mémorandum de Wye River d'ordonner le redéploiement israélien hors de certaines parties de Cisjordanie en 1998, et – plus révélateur – ils n'ont pas empêché le président George W. Bush, malgré ses liens étroits avec la droite chrétienne, de se déclarer en faveur d'un État palestinien en 2001.

Plusieurs raisons expliquent pourquoi les sionistes chrétiens exercent moins d'influence sur la politique américaine au Moyen-Orient que d'autres groupes du lobby. Bien que la droite chrétienne forme une partie de la base électorale de George W. Bush, cette alliance va bien au-delà de la question israélienne et inclut un large éventail de questions de société. Le soutien à Israël n'est qu'un des sujets de prédilection des évangéliques comme Robertson, Bauer et Falwell, et ce n'est peut-être même pas le plus important. Il est fréquent que les leaders de la droite chrétienne prétendent parler au nom de quarante millions ou plus de chrétiens évangéliques déclarés, mais le nombre de partisans qui se soucient vraiment d'Israël est sans doute moins important. De plus, et ce qui contraste par rapport à des groupes tels que l'AIPAC, les sionistes chrétiens manquent d'expertise pour analyser les questions de sécurité nationale ou peser sur le travail législatif en matière de politique étrangère. Des études sur les subventions votées par le Congrès menées par Ruth Mouly dans les années 1980 et Irvine Anderson en 1999 ont trouvé « très peu de preuves attestant de pressions directes exercées sur le Congrès par Falwell ou d'autres membres importants de la droite religieuse au sujet d'Israël [113] ». Dans le même ordre d'idées, le rabbin Yechiel Eckstein, fondateur de l'IFCJ, a dit à l'écrivain israélien Zev Chafets qu'une

délégation d'évangéliques qu'il avait emmenée rendre visite à la conseillère à la Sécurité nationale Condoleezza Rice en 2003 « était le seul groupe chrétien à avoir jamais fait pression sur la Maison-Blanche en faveur d'Israël [114] ». Même si Eckstein a quelque peu exagéré, il est manifeste qu'Israël n'est qu'un sujet sur la longue liste des centres d'intérêt des évangélistes. Des groupes tels que l'AIPAC, l'ADL et la Conférence des présidents placent au contraire le soutien américain à Israël tout en haut de leurs objectifs, et leurs capacités d'influence sur la politique étrangère sont renforcées par l'action de *think tanks* comme le JINSA et le WINEP.

Le christianisme se compose qui plus est d'une série d'enseignements moraux et religieux dont la majorité des préceptes ne justifient et n'encouragent pas non plus un soutien inconditionnel à Israël. Les sionistes chrétiens ont beau croire que la prophétie biblique justifie la mainmise juive sur toute la Palestine, il existe d'autres principes chrétiens – tel le commandement de Dieu d'« aimer son prochain comme soi-même » – qui ne peuvent justifier le traitement que réserve Israël aux Palestiniens. Leur connaissance de l'Ancien Testament et de la tradition judéo-chrétienne n'a pas empêché nombre d'Églises chrétiennes de soutenir ouvertement une solution à deux États et de critiquer la politique israélienne, en se fondant sur leur croyance aux principes chrétiens de justice et de paix [115]. Les Juifs américains sont nombreux à ne pas soutenir tout ce que fait Israël, et il en va de même pour les chrétiens, y compris les évangéliques.

Les sionistes chrétiens n'ont pas non plus les ressources financières des principaux groupes pro-israéliens, et les médias ne leur accordent pas la même présence lorsqu'il est question du Moyen-Orient [116]. Robertson et Bauer ont beau attirer l'attention lorsqu'ils s'expriment sur des questions morales ou religieuses, les médias se tourneront plus volontiers vers la Brookings Institution ou le WINEP pour un avis sur la situation en Israël ou au Moyen-Orient. Pour toutes ces raisons, il vaut mieux considérer les sionistes chrétiens comme des auxiliaires importants des organisations juives du lobby que comme sa composante essentielle.

Les origines de la force du lobby

Pourquoi le lobby pro-israélien est-il si efficace ? L'une des raisons réside dans la nature très ouverte du système politique américain. Les États-Unis bénéficient d'un régime présidentiel, d'une longue tradition de liberté d'expression, et d'un système dans lequel les élections sont très coûteuses pour les candidats et où la réglementation sur le financement des campagnes n'est pas des plus strictes. Cet environnement permet à différents groupes d'influer de nombreuses manières sur la politique. Les groupes

d'intérêts peuvent subventionner la campagne de certains candidats et essayer de faire échouer ceux dont le programme leur apparaît suspect. Ils peuvent aussi faire pression directement sur des représentants élus et des membres de l'exécutif, ou encore essayer de faire nommer leurs propres sympathisants à des postes stratégiques. Il existe aussi de multiples façons pour les groupes d'intérêts de « faire » l'opinion : cultiver l'amitié des journalistes ; écrire des livres, des articles, des chroniques ; s'employer à discréditer ou marginaliser quiconque possède une opinion différente. Un groupe très motivé et ne manquant pas de ressources ne sera pas à court de moyens s'il veut influencer la vie politique nationale [117].

L'efficacité du lobby illustre également la dynamique à l'œuvre dans une société pluraliste. Dans une démocratie, des groupes relativement petits peuvent exercer une influence considérable s'ils sont très engagés sur une question qui laisse le reste de la population indifférent. Même si le groupe est petit en nombre, les responsables politiques – en particulier les membres du Congrès – auront tendance à accéder à sa demande parce qu'ils peuvent être sûrs que le reste de la population ne les pénalisera pas pour avoir agi ainsi. Comme l'a formulé un sénateur lorsqu'on lui a demandé pourquoi lui et ses collègues avaient voté une loi controversée soutenue par le lobby : « Il n'y a aucun avantage politique à ne pas y souscrire. Si vous signez, vous n'offensez personne. Mais, si vous ne signez pas, il se peut que vous offensiez des Juifs de votre État [118]. »

L'influence disproportionnée qu'exercent les groupes d'intérêts petits mais très déterminés augmente lorsque l'opposition est faible ou inexistante : les hommes politiques n'ont alors qu'une seule catégorie d'intérêts à satisfaire et il est probable que la population ne veuille entendre qu'une seule version de l'histoire. Qu'il s'agisse de subventions agricoles ou de politique étrangère, les groupes d'intérêts sont souvent capables d'exercer une influence politique qui dépasse de loin leur poids dans la population.

Comme nous le verrons au chapitre suivant, le lobby pro-israélien jouit d'un certain nombre d'avantages dans la course à l'influence aux États-Unis. La communauté juive est relativement prospère, cultivée, et dotée d'une longue tradition philanthropique. Elle fait preuve de générosité envers les partis politiques et montre des taux élevés de participation politique. Une minorité assez considérable de Juifs américains n'est guère engagée auprès d'Israël, mais une majorité très nette témoigne d'un certain engagement et une minorité considérable se révèle particulièrement active. Combiné au soutien qu'Israël reçoit des sionistes chrétiens, cela représente une base solide.

Autre élément tout aussi important : l'impressionnant niveau de ressources et de compétences des principales organisations juives du lobby. Selon le chercheur en sciences politiques Robert Trice, « la plupart des

grandes organisations juives disposent d'un grand nombre de membres, de professionnels compétents, de programmes sociaux et politiques bien financés, de groupes de travail spécialisés dans tel ou tel domaine, et d'un système de communication interne très élaboré ». De plus, l'existence de nombreuses organisations tant au niveau local que national explique « la capacité du mouvement pro-israélien à se mobiliser rapidement et de façon coordonnée à une échelle nationale lorsque surgissent d'importantes questions de politique étrangère [119] ».

Ces efforts sont facilités par l'image généralement positive dont jouit Israël aux États-Unis. Comme l'a formulé un jour le sénateur républicain Warren Rudman, « ils vendent un très bon produit [120] ». Comme nous le verrons, cette image positive est due en grande partie aux efforts du lobby, qui s'assure qu'Israël soit présenté sous un jour favorable, mais aussi au sentiment largement répandu que les États-Unis et Israël appartiennent à la même culture judéo-chrétienne et ont de nombreux liens non institutionnels [121].

Enfin, le lobby bénéficie de l'absence d'une opposition efficace. Comme l'a expliqué un sénateur, « il n'y a pas de phénomène compensatoire [...]. Si votre vote va à l'encontre de l'incroyable pression de l'AIPAC, personne ne va vous dire : "C'est super" [122] ». Bien que les Américains d'origine arabe représentent une minorité considérable, ils ne sont ni aussi riches, ni aussi organisés, ni aussi politiquement actifs que les Juifs américains. Ils n'occupent guère de postes clés dans l'éducation, dans l'industrie et les médias, et ils sont aussi politiquement moins visibles. Il faut dire que l'immigration arabe aux États-Unis est relativement récente, et que la première génération d'immigrés est moins nombreuse, moins représentée dans les professions importantes, et a une connaissance moins intime des mœurs et institutions américaines. Politiquement moins active, elle est donc moins influente que ne le seront certainement les générations à venir.

Les organisations pro-arabes ne font pas le poids non plus contre les principaux groupes qui constituent le lobby pro-israélien. Il existe une poignée de groupes d'intérêts pro-arabes et propalestiniens aux États-Unis, mais ils sont plus petits que l'AIPAC et d'autres organisations pro-israéliennes, moins riches, et moins efficaces. Selon Mitchell Bard, ancien rédacteur en chef du *Near East Report* de l'AIPAC, « depuis le début, le lobby pro-arabe doit faire face à un handicap électoral mais aussi organisationnel. Plusieurs groupes sont politiquement actifs, mais il s'agit d'actions à petite échelle bénéficiant d'un soutien financier ou populaire insuffisant ». Les hommes politiques se plaignent rarement, voire jamais, des pressions exercées par un lobby d'Américains d'origine arabe et n'auraient guère de raisons d'accéder à ses demandes. Pour reprendre la célèbre formule de Harry Truman, « dans

toute ma carrière politique, je ne me rappelle pas avoir vu le vote arabe départager une élection serrée [123] ».

De plus, puisque les Américains d'origine arabe proviennent de pays et de milieux différents, et que parmi eux figurent aussi bien des chrétiens que des musulmans, il est très improbable qu'ils parlent d'une seule et même voix sur les questions moyen-orientales. Il arrive même qu'ils soient en profond désaccord. Et, là où beaucoup d'Américains ressentent une certaine proximité culturelle entre Israël et les États-Unis et pensent que les Israéliens sont « comme eux », les Arabes sont au contraire considérés comme appartenant à une civilisation étrangère (voire hostile). Il en résulte que, pour les Américains d'origine arabe aux États-Unis, gagner le cœur et l'esprit des Américains est une bataille difficile, beaucoup plus qu'elle ne l'a été pour les Juifs américains ou leurs alliés chrétiens. L'évaluation de la situation des Américains d'origine arabe faite par Robert Trice en 1981 demeure valable : « Leur influence sur la plupart des aspects de la politique américaine au Moyen-Orient est négligeable [124]. »

L'influence (modeste) du pétrole

Ni les gouvernements arabes ni le fameux « lobby pétrolier » ne constituent un contrepoids digne de ce nom face au lobby pro-israélien. La croyance selon laquelle les compagnies pétrolières et/ou les riches émirats pétroliers exercent une influence considérable sur la politique américaine au Moyen-Orient est largement répandue : on entend souvent que la guerre d'Irak de 2003 a été une « guerre pour le pétrole » et les intérêts des entreprises multinationales telles que Halliburton [125]. De manière surprenante, cette thèse est défendue aussi bien par les détracteurs les plus virulents d'Israël – tels que Noam Chomsky et Stephen Zunes – que par ses farouches défenseurs, tel Martin Peretz [126]. Des versions plus conspiratrices de cette thèse insinuent que des liens financiers et personnels entre la famille Bush et la maison des Saoud ont influencé la politique américaine au Moyen-Orient au détriment de l'Amérique [127]. Ces diverses interprétations décrivent le lobby pro-israélien comme un acteur parmi d'autres, et certainement pas le plus important.

Il ne fait aucun doute que les États-Unis ont des intérêts stratégiques de taille dans les ressources énergétiques du Golfe persique. Bien que les États-Unis s'approvisionnent davantage au Canada, au Mexique et au Venezuela qu'au Moyen-Orient, les transactions de pétrole et de gaz naturel forment un marché mondial très intégré, si bien que tout ce qui contribue à réduire la production globale a tendance à faire grimper les prix au détriment de l'économie américaine [128]. Comme nous l'avons vu au chapitre 2,

c'est pour cela que les dirigeants américains considèrent le Golfe persique comme un intérêt vital et qu'ils ont pris des mesures pour préserver l'équilibre des forces au Moyen-Orient et empêcher tout État hostile de gêner les acheminements pétroliers. Ceci explique également pourquoi les États-Unis ont cherché à entretenir de bonnes relations avec un certain nombre de pays du Golfe, malgré leurs divergences en matière de politiques intérieure et étrangère. Le pétrole du Moyen-Orient a conduit les États-Unis à devenir un allié proche de l'Arabie saoudite après la Seconde Guerre mondiale et explique en partie le soutien qu'a apporté Washington au Shah d'Iran pendant tant d'années. Après sa chute en 1979, le souci de préserver l'équilibre des forces dans la région et l'approvisionnement en pétrole a convaincu l'administration Reagan de pencher en faveur de l'Irak de Saddam Hussein lors de la guerre avec l'Iran (1980-1988). Les États-Unis sont ensuite intervenus pour chasser l'Irak du Koweït en 1990, conformément à la politique poursuivie depuis longtemps par les États-Unis : empêcher l'émergence d'une puissance hégémonique dans la région. Un lobby très puissant n'était pas nécessaire pour promouvoir cette politique, dans la mesure où la nécessité d'empêcher des États hostiles de faire main basse sur le pétrole du Golfe faisait largement consensus.

Il n'y a guère de preuves attestant que de riches États arabes ou un puissant « lobby pétrolier » ont eu un véritable impact sur la politique américaine au Moyen-Orient. Après tout, si les pétrodollars arabes ou les compagnies d'énergie faisaient la politique américaine, on s'attendrait à voir les États-Unis prendre leurs distances vis-à-vis d'Israël et travailler d'arrache-pied à la création d'un État palestinien. À plusieurs reprises, des pays comme l'Arabie saoudite ont insisté – en vain – pour que Washington adopte une attitude plus impartiale dans le conflit israélo-palestinien, et même le recours à l'« arme pétrolière » pendant la guerre du Kippour de 1973 n'a eu que très peu d'effets. De la même façon, si les compagnies d'énergie gouvernaient la politique américaine, on aurait été en droit de s'attendre à ce que Washington cherche à gagner la faveur des gros producteurs de pétrole, tels que l'Irak de Saddam Hussein, la Libye de Kadhafi ou la République islamique d'Iran, afin que les compagnies américaines s'enrichissent en les aidant à développer leurs capacités de production. Au lieu de quoi les États-Unis ont infligé des sanctions à ces trois pays en totale contradiction avec les souhaits de l'industrie pétrolière. En effet, comme nous le montrerons dans la seconde partie, dans certains cas les États-Unis sont délibérément intervenus pour empêcher des accords commerciaux qui auraient profité aux compagnies américaines. Si le lobby pétrolier était aussi puissant que certains le pensent, il n'aurait pas laissé faire.

De riches producteurs de pétrole tels que l'Arabie saoudite ont loué les services de sociétés de relations publiques et de professionnels du lobbying

afin d'améliorer leur image aux États-Unis et de faire pression en faveur de certains contrats d'armement, et leurs efforts ont parfois porté leurs fruits. Leur réussite la plus remarquable a été de convaincre le Congrès d'approuver la vente d'avions AWACS à l'Arabie saoudite en 1982, malgré l'opposition de l'AIPAC. Si cette affaire est souvent invoquée pour démontrer les limites de l'influence du lobby pro-israélien et la puissance du « lobby pro-arabe », dans ce cas précis la victoire de ce dernier s'expliquait surtout par une conjoncture particulièrement favorable : l'importance stratégique du pétrole saoudien était évidente, l'Union soviétique était considérée comme une grave menace pour le Golfe à l'époque, Ronald Reagan était un président populaire et son administration a surmonté tous les obstacles pour obtenir l'approbation du Congrès. Malgré tout, la vente n'a été approuvée qu'à 52 voix contre 48, et Reagan a dû ensuite annuler plusieurs contrats avec l'Arabie saoudite et la Jordanie devant le regain d'opposition du lobby et du Congrès [129].

L'une des raisons pour lesquelles les pays arabes producteurs de pétrole n'ont qu'une influence limitée est leur manque de base populaire aux États-Unis. Puisqu'ils doivent faire appel à des professionnels du lobbying et à des sociétés de relations publiques, il est plus facile pour leurs détracteurs de dénigrer leurs représentants en les qualifiant de simples agents d'une puissance étrangère. Tom Dine de l'AIPAC s'est ainsi montré méprisant à l'égard des tentatives de pressions saoudiennes : « Ils emploient des agents étrangers tels que Fred Dutton pour faire ce qu'ils demandent. Leur soutien n'est pas ancré dans le sol américain [130]. » Par contraste, le lobby pro-israélien témoigne de l'engagement de citoyens américains dont les actes sont largement – et à juste titre – considérés comme une forme légitime d'action politique.

De plus, dans la mesure où la plupart des dirigeants des pays exportateurs de pétrole dépendent de ces revenus considérables pour rester au pouvoir, la supension de l'approvisionnement apparaît comme une menace peu crédible, ce qui réduit d'autant leur influence. Parmi ces mêmes gouvernements, nombreux sont ceux qui ont investi de façon assez importante dans les économies occidentales et qui enregistreraient donc des pertes considérables dans l'éventualité d'une crise économique durable. Réduire la production de pétrole ferait augmenter les prix et rendrait les sources d'énergie alternatives plus attractives, ce qui achèverait de convaincre les États-Unis et d'autres pays de se soustraire à la dépendance au pétrole. Le souhait des principaux exportateurs de pétrole, comme l'Arabie saoudite, de maintenir la dépendance des puissances industrielles au pétrole et au gaz ne les incite pas à utiliser les moyens de pression dont ils disposent. Finalement, la dépendance pétrolière des États-Unis n'a pas permis à ces pays d'influer sur la politique américaine.

Que dire des compagnies productrices d'énergie ? Ces compagnies commerciales procèdent bel et bien à des activités de lobbying mais, au cours des dernières décennies, leurs efforts se sont presque entièrement concentrés sur leurs intérêts commerciaux plutôt que sur les dimensions plus globales de politique étrangère. Elles se concentrent en particulier sur la politique fiscale, la législation sur l'environnement, l'accès aux sites de forage potentiels, et d'autres aspects de la politique énergétique. Pour elles, la politique étrangère passe généralement au second plan et, selon Robert Trice, « leur but principal [...] est de créer un environnement politique et économique au Moyen-Orient qui leur permettra d'augmenter leurs profits. En tant que tels, les intérêts politiques des entreprises sont en général bien plus limités que ceux des groupes pro-arabes [131] ».

Lorsque l'on visite le site Internet de l'American Petroleum Institute, l'association phare de l'industrie pétrolière américaine, cinq sujets apparaissent sous la bannière générale « questions politiques » : changement climatique, exploration/production, carburants, taxes et commerce, et sécurité intérieure. Aucune mention n'est faite d'Israël ou du conflit israélo-arabe où que ce soit sur le site, et il y a très peu de références à la politique étrangère. En revanche, Israël et la politique étrangère américaine sont bien en évidence sur les sites Internet de l'AIPAC, de d'ADL et de la Conférence des présidents [132]. Comme l'a souligné Morris Amitay, de l'AIPAC, au début des années 1980, « lorsque les intérêts pétroliers et d'autres intérêts industriels s'adonnent au lobbying, ils consacrent 99 % de leur temps à ce qu'ils perçoivent comme leur propre intérêt – ils soutiennent tel ou tel projet de loi sur les taxes. [...] On les voit très rarement se mêler de politique étrangère. [...] Dans un sens, nous avons le champ libre [133] ».

Par ailleurs, les entreprises américaines n'essaient guère d'influer sur la politique américaine au Moyen-Orient par peur des représailles des groupes pro-israéliens bien organisés. Par exemple, la révélation en 1975 que Gulf Oil avait soutenu financièrement des activités pro-arabes aux États-Unis avait conduit la Conférence des présidents et l'ADL à condamner publiquement la compagnie. Gulf avait réagi en achetant un encart d'une demi-page dans le *New York Times* pour s'excuser et déclarer aux lecteurs : « Vous avez la garantie que cela n'arrivera plus jamais. » Comme le souligne Trice, « si les entreprises américaines ont tendance à éviter de participer directement au débat politique intérieur sur les questions moyen-orientales, c'est en partie parce que le lobby pro-israélien fait preuve de vigilance et de réactivité [134] ».

Certains analystes pensent que les compagnies pétrolières et gazières dirigent la politique américaine soit dans le but d'obtenir des concessions rentables dans des pays comme l'Irak, soit de provoquer une instabilité qui fera flamber les prix du pétrole et leur permettra d'augmenter leurs profits [135]. Non seulement peu de preuves accréditent un tel comportement,

mais une telle attitude va de plus à l'encontre des intérêts à long terme des principales compagnies d'énergie. Ces dernières n'aiment pas les guerres dans les régions pétrolifères, ni les sanctions, ni les changements de régime – qui caractérisent la politique américaine au Moyen-Orient ces dernières années – parce que ce sont autant de menaces qui pèsent sur l'accès aux réserves de pétrole et de gaz, donc sur leurs profits, sans compter que de tels événements poussent également les Américains à songer sérieusement à réduire leurs besoins en pétrole. Ainsi, lorsque le vice-président Dick Cheney était président de Halliburton dans les années 1990, il s'est opposé à des sanctions américaines contre l'Iran (une politique largement à l'initiative du lobby, comme nous le verrons au chapitre 10), et s'est plaint que les firmes américaines étaient « mises à l'écart » par la « joyeuse politique de sanctions » entreprise par les États-Unis [136]. Bref, si les compagnies pétrolières contrôlaient la politique américaine au Moyen-Orient, les États-Unis auraient poursuivi des objectifs bien différents au cours des dernières années.

Cela ne veut pas dire pour autant que les compagnies pétrolières, en bonnes entreprises capitalistes, ne chercheront pas à tirer profit de certaines décisions de politique étrangère qu'elles n'ont pas encouragées. Il n'y a rien de surprenant à ce qu'elles veuillent aujourd'hui obtenir des concessions rentables en Irak, ni d'ailleurs à ce qu'elles aient auparavant fait affaire avec Saddam Hussein. Cela dit, les riches gouvernements arabes et le lobby pétrolier exercent beaucoup moins d'influence sur la politique étrangère américaine que le lobby pro-israélien [137]. Au début des années 1970, Roger Hilsman, professeur à l'université de Columbia et ancien sous-secrétaire d'État, écrivait : « Il est évident même pour le premier venu [...] que la politique américaine au Moyen-Orient, où le pétrole règne en maître, a davantage été sensible aux pressions exercées par la communauté juive américaine et son désir naturel de soutenir Israël qu'aux intérêts pétroliers américains. » Comparant les lobbies pro-israélien et pro-arabe, Mitchell Bard reconnaît que, si des compagnies pétrolières telles qu'Aramco ont mené des campagnes de lobbying par le passé, leur effort « n'a eu aucun effet visible sur la politique américaine ». Comme l'a déclaré l'ancien membre de la direction de l'AIPAC Douglas Bloomfield à BBC News en 2003, « l'AIPAC dispose d'un avantage énorme. Il ne rencontre pas d'opposition réelle [138] ».

La question de la « double allégeance »

Le portrait de ce groupe d'intérêts très puissant, composé principalement de Juifs américains s'employant à orienter la politique américaine dans un sens pro-israélien, mettra sans aucun doute certaines personnes mal

à l'aise, parce qu'il semble évoquer le spectre de la « double allégeance », invention antisémite autrefois très répandue en Europe. L'accusation portée contre les Juifs de la Diaspora, dans sa version originale, consistait à dire qu'ils étaient d'éternels étrangers, incapables de s'intégrer quelque part ou de devenir de bons patriotes – manière de dire que les Juifs n'étaient loyaux que les uns envers les autres. Les *Protocoles des Sages de Sion*, cette odieuse invention tsariste, prétendaient que les Juifs opéraient comme une cinquième colonne dans les pays où ils vivaient, au service d'un « Conseil de Sages » complotant en secret pour dominer le monde.

Dans sa version antisémite d'origine, l'expression « double allégeance » était en fait inappropriée car l'accusation était que les Juifs n'éprouvaient aucune loyauté envers leur pays de résidence. Aujourd'hui, cependant, universitaires et analystes utilisent cette expression de façon neutre et non péjorative pour décrire la situation dans laquelle un individu ressent un attachement à plus d'un seul pays. Ainsi, dans sa récente comparaison des différentes diasporas ethniques, le chercheur en sciences politiques Gabriel Sheffer distingue l'allégeance « totale », « double » et « divisée », et souligne que les trois cas de figure se manifestent lorsque les membres d'un groupe ethnique, national ou religieux sont dispersés dans plusieurs États [139]. Comme nous le verrons plus loin, d'autres Juifs américains ont utilisé l'expression « double allégeance » pour décrire leur propre situation, mais cet usage est très différent de son usage ancien.

L'idée que les Juifs américains sont des citoyens déloyaux est fausse. Malcolm Hoenlein, directeur de la Conférence des présidents, a raison d'affirmer : « On peut dire sans se tromper que les Juifs américains figurent parmi les citoyens américains les plus patriotes et les plus loyaux [140]. » Comme nous l'avons clairement dit, ceux qui exercent des pressions en faveur d'Israël agissent conformément à une longue tradition politique. En effet, la vie politique aux États-Unis s'appuie depuis longtemps sur l'hypothèse que tout individu éprouve divers attachements et allégeances – à un pays, à une religion, à une famille, à un employeur, pour n'en citer que quelques-uns – et que les citoyens américains créeront des associations officielles ou non qui refléteront ces allégeances et ces intérêts. Un sondage réalisé par Pew Global Attitudes en 2006 révèle que, parmi les chrétiens interrogés dans treize pays, ceux des États-Unis ont déclaré à 42 % se sentir d'abord chrétiens, puis américains [141]. Ces différents attachements, qui incluent parfois une affinité particulière avec un pays étranger, peuvent être le reflet d'une ascendance, d'une affiliation religieuse, d'une expérience personnelle (des études à l'étranger ou une mission humanitaire), etc. Il est légitime pour les citoyens américains d'exprimer ces attachements et ces affinités dans la vie politique – les théories académiques de la démocratie le confirment. Comme nous l'avons évoqué, les Américains ont même le droit de posséder la double

nationalité et de servir dans des armées étrangères – y compris Tsahal – et certains l'ont fait.

Les Américains qui s'emploient à influencer la politique étrangère américaine de façon à ce qu'elle profite à Israël croient presque toujours que ces mesures profiteront également aux États-Unis. Comme l'a déclaré l'ancien membre de la direction de l'AIPAC Tom Dine à un journaliste, « je suis arrivé à ce poste avec à l'esprit la politique étrangère américaine et en me demandant comment renforcer la position de l'Amérique dans le monde. Dans le même temps, je pensais beaucoup à Israël parce que je suis juif [142] ». De façon encore plus flagrante, Theodore Mann, un des anciens dirigeants de la Conférence des présidents, disait en 2001 : « L'élite juive américaine pense profondément que les intérêts américains et israéliens ne font qu'un [143]. »

Bien que très répandu, ce point de vue pose problème : deux pays au monde n'auront jamais les mêmes intérêts. Tout simplement parce que la politique internationale ne fonctionne pas comme ça. Les intérêts américains ont déjà été en contradiction avec les intérêts israéliens : ce fut le cas par le passé, et ce sera le cas à l'avenir. Par exemple, il était tout à fait logique d'un point de vue stratégique qu'Israël se dote de l'arme nucléaire dans les années 1960, mais ce n'était pas dans l'intérêt de l'Amérique. Il n'est pas non plus dans l'intérêt national américain qu'Israël tue ou blesse des civils palestiniens innocents (même de façon non intentionnelle) et surtout pas avec des armes de fabrication américaine. De même que la décision d'Israël d'envahir le Liban en 1982, ou sa récente opposition au projet américain de ventes d'armes à l'Arabie saoudite et à d'autres pays du Golfe persique [144].

Néanmoins, beaucoup de sympathisants d'Israël ont du mal à admettre que les deux pays pourraient avoir des intérêts fondamentalement différents. En d'autres termes, ils acceptent totalement les arguments d'ordre stratégique et moral que nous avons évoqués et réfutés aux chapitres 2 et 3, et ils s'emploient à convaincre les responsables politiques de leur validité. S'ils se cramponnent à cette vision des choses, c'est peut-être aussi parce que les hommes sont en général mal à l'aise lorsque des valeurs fondamentales entrent en conflit. Même lorsque les intérêts américains et israéliens sont manifestement en contradiction, certains sympathisants américains d'Israël auront du mal à l'admettre.

D'autres Juifs américains – parmi lesquels des responsables politiques de premier plan – n'ont en revanche aucun mal à reconnaître que des conflits surgissent parfois entre leur identité juive, leur intérêt bien compréhensible pour le bien d'Israël et leur authentique loyauté envers les États-Unis. Henry Kissinger, et c'est tout à son honneur, a abordé cette question de façon très directe dans ses mémoires : « Bien que je ne sois pas pratiquant, je ne pourrai jamais oublier que treize membres de ma famille sont morts dans les camps de concentration nazis. [...] La plupart des dirigeants israéliens étaient des

amis proches. Et pourtant [...] je devais subordonner mes inclinations personnelles à mon sentiment sur l'intérêt national. [...] Cela n'a pas toujours été facile, cela s'est même parfois avéré douloureux [145]. »

Kissinger admet ce que beaucoup d'autres nieraient : des tensions naîtront fatalement dès que les Américains auront des affinités profondes avec d'autres pays, quelles que soient les origines de cet attachement et l'ampleur de leur dévouement à leur pays. Comme l'a formulé de façon anonyme un conseiller de Bill Clinton sur les Affaires moyen-orientales, « nous agissons dans l'intérêt de l'Amérique, mais à travers un prisme ». Un autre diplomate juif américain chevronné a exprimé un point de vue similaire : « Je remercie Dieu de ne pas avoir à travailler sur les questions moyen-orientales ou à l'ONU, où il se peut que l'on doive voter contre les Israéliens [146]. »

Ces déclarations ne sont en aucun cas des aveux de déloyauté ; ce sont au contraire des réflexions d'une remarquable honnêteté. En 2003, le journaliste Eric Alterman livrait une vision très franche de ses propres « doubles allégeances » qui étaient comme « injectées en [lui] par [ses] parents, [ses] grands-parents, [ses] professeurs de l'école hébraïque, [ses] rabbins, sans parler des programmes d'échange avec Israël et des représentants de l'AIPAC ». Mais, au lieu de faire comme si aucun compromis ne verrait le jour, Alterman reconnaissait que « nous devrions faire preuve d'assez d'honnêteté pour au moins concevoir que les intérêts américains et israéliens puissent entrer en violente contradiction. Je me sens très seul lorsque j'admets de temps à autre que je choisis ce qu'il y a de mieux pour Israël [147] ».

Mais Alterman n'est pas seul. Prenons l'exemple de Stephen Steinlight, ancien directeur des Affaires nationales de l'American Jewish Committee. Après avoir raconté son enfance et son éducation en Amérique comme « nationaliste juif, voire séparatiste », il poursuivait : « Ma formation de nationaliste consistait à intégrer et inculquer la conviction selon laquelle la division fondamentale dans le monde était entre "eux" et "nous". Bien sûr, on saluait le drapeau américain et celui du Canada et on chantait leurs hymnes, avec une véritable ferveur d'ailleurs, mais l'objet de notre loyauté fondamentale ne faisait aucun doute. Je connais également la réponse classique, bien affûtée, qui surgit dès que ce genre de situation est évoquée : Israël et l'Amérique sont des démocraties, elles partagent les mêmes valeurs, elles ont des intérêts stratégiques en commun, la loyauté envers un pays ne peut décemment pas impliquer la déloyauté envers l'autre, etc. Ce qui élude des questions fondamentales [...] et, même si c'est vrai en pratique la plupart du temps, il ne s'agit en aucun cas d'un argumentaire qui ne souffrirait pas d'exceptions [...] il n'en demeure pas moins difficile de trouver un équilibre entre la loyauté au groupe et le sentiment plus général d'appartenir à l'Amérique. Le fait que l'Amérique ait toléré cette double allégeance – je

soupçonne que nous avons eu ce passe-droit en raison de la culpabilité chrétienne à l'égard de l'Holocauste – n'en fait pas moins une réalité [148]. »

Il faut souligner que ce phénomène n'est pas propre aux seuls Juifs américains ; de telles tensions sont au contraire inévitables dans une société qui a attiré des citoyens du monde entier [149]. Il est tout aussi important d'observer que la majorité des Juifs américains nieraient placer les intérêts d'Israël avant ceux des États-Unis si un conflit venait à naître entre eux.

Les Juifs et les non-Juifs qui pensent que les États-Unis doivent continuer à apporter un soutien inconditionnel à Israël ont tous les droits de défendre cette position, et il est injuste de remettre leur loyauté en question lorsqu'ils le font. Mais les critiques ont tout autant le droit de souligner que des organisations telles que l'AIPAC ne sont pas neutres, ou que les individus qui dirigent l'AIPAC, l'ADL, la Conférence des présidents et des organisations du même type sont motivés par un attachement à Israël qui biaisera inévitablement leur opinion sur de nombreuses questions de politique étrangère. Sinon, pourquoi Malcolm Hoenlein décrirait-il sa fonction comme suit : « Je me consacre tout entier à la sécurité de l'État hébreu [150] » ? Ou pourquoi John Hagee du CUFI aborderait-il dans ces termes le conflit potentiel entre son soutien aux colonies israéliennes et l'opposition américaine officielle à cette politique : « La loi de Dieu transcende les lois du gouvernement des États-Unis et du Département d'État américain [151] » ? S'il n'était pas motivé par un sentiment d'attachement fort à Israël, pourquoi Lenny Ben David, ancien directeur de l'information et de la recherche au sein de l'AIPAC, aurait-il accepté d'être conseiller diplomatique à l'ambassade israélienne à Washington de 1997 à 2000 [152] ?

Il est également légitime de se demander si la politique prônée par ces individus et les groupes qu'ils représentent est dans l'intérêt national des États-Unis, tout comme il est légitime de remettre en question l'influence d'autres groupes d'intérêts sur d'autres éléments de la politique américaine intérieure ou étrangère. Leur patriotisme a beau être irréprochable, leurs conseils sont tout à fait en mesure d'encourager une politique capable de provoquer dans une région stratégique des ravages pour les États-Unis et le reste du monde. Et le fait de contester le bon sens de ces conseils ne revient pas à critiquer une « double allégeance », de sinistre mémoire, sous-entendant que les Juifs ne seraient pas suffisamment patriotes.

Conclusion

Le lobby pro-israélien est l'antithèse d'une cabale ou d'un complot ; il agit ouvertement et vante avec fierté sa propre influence. Dans ses opérations de routine, le lobby n'est pas différent des autres groupes d'intérêts que

sont le lobby agricole, les ouvriers de l'acier et du textile, ou d'une foule d'autres lobbies ethniques, bien que les groupes et les individus qui composent le lobby pro-israélien jouissent d'une position exceptionnelle pour influencer la politique étrangère américaine. Pour faire court, ce qui le place à part, c'est son extraordinaire efficacité. Dans les deux chapitres suivants, nous passons en revue les stratégies dont il use pour réaliser ses objectifs.

5

Peser sur les choix politiques

Les groupes et individus qui composent le lobby poursuivent deux stratégies principales pour encourager un soutien américain sans faille à Israël : 1) ils exercent une influence considérable sur les décisions politiques à Washington ; 2) ils se donnent beaucoup de mal pour s'assurer que l'opinion publique est favorable à Israël et qu'elle relaie les arguments analysés aux chapitres 2 et 3. C'est la première de ces stratégies que nous examinerons dans ce chapitre.

Puisque aux États-Unis le système politique est fondé sur la division des pouvoirs entre le législatif et l'exécutif, les tactiques du lobby varient parfois selon la branche concernée. En plus de travailler à faire élire ou nommer à des postes clés des personnes acquises à sa cause, le lobby s'efforce de peser sur les choix politiques de ceux qui seraient peut-être tentés de s'engager dans une voie plus indépendante. Quelle que soit l'opinion personnelle des Congressistes ou des responsables politiques, le lobby veut que le soutien indéfectible à Israël soit LE seul choix politique « intelligent ». En d'autres termes, comme d'autres puissants groupes d'intérêts, le lobby pro-israélien s'efforce de restreindre l'éventail des choix possibles à disposition des principaux responsables, de les conduire à prendre des décisions qu'ils préféreraient au fond éviter (mais qu'ils font mine de soutenir), en compliquant la tâche des dirigeants américains lorsqu'ils veulent soutenir des initiatives auxquelles s'opposent les groupes du lobby, ainsi qu'en orientant les analyses et en formulant les options possibles afin que les dirigeants choisissent d'eux-mêmes les mesures que ces groupes approuvent [1].

Dominer le Capitole

On ne peut comprendre l'efficacité du lobby sans analyser son influence sur le Congrès américain. À la différence de presque tous les autres pays, au Capitole, Israël est à l'abri de la critique. Situation en soi remarquable, car le Congrès traite fréquemment de questions litigieuses et les divergences de vues y sont en général fréquentes. Qu'il s'agisse de l'avortement, du contrôle des armes, de discrimination positive, des droits des homosexuels, de l'environnement, de la politique commerciale, des services médicaux, de l'immigration ou de l'aide sociale, il y a presque en permanence un débat animé au Capitole. Mais, lorsqu'il s'agit d'Israël, les détracteurs potentiels se taisent et il n'y a quasiment pas de débat.

Cette situation a été épinglée lors d'une audience consacrée au processus de paix israélo-palestinien au sein de la sous-commission sur le Proche-Orient et l'Asie du Sud, le 14 février 2007 à la Chambre des représentants. Suite aux tentatives de relance par Condoleezza Rice d'un processus de paix agonisant, la sous-commission a demandé à entendre trois témoins. Malgré leurs divergences sur certaines questions, les trois étaient des personnalités clés du lobby : Martin Indyk, ancien membre de la direction de l'AIPAC et ancien ambassadeur américain en Israël, désormais à la tête du Saban Center for Middle East Policy à la Brookings Institution ; David Makovsky du WINEP ; et le gourou néoconservateur Daniel Pipes, à la tête du Middle East Forum. Aucun critique d'Israël, encore moins un Américain d'origine palestinienne ou arabe, n'a été invité à présenter un point de vue différent ou à proposer que les États-Unis aient une autre approche de la question. M. J. Rosenberg, ancien membre de l'AIPAC et désormais membre influent de l'Israel Policy Forum, groupe pro-israélien modéré qui soutient activement une solution à deux États, a joliment résumé la situation : « C'était une audience sur un conflit opposant deux camps, mais où un seul camp avait droit à la parole », ajoutant qu'« une audience du Congrès qui exclut le point de vue arabe est un spectacle choquant, voire agaçant. Tout ça nuit aux intérêts américains, et israéliens [2] ».

Si le lobby rencontre un tel succès au Congrès, c'est en partie parce que certaines de ses grandes figures étaient des sionistes chrétiens, tel l'ancien président de la Chambre des représentants Richard Armey, qui a déclaré en 2002 : « Ma priorité en politique étrangère, c'est de protéger Israël. » On s'attendrait pourtant à ce que la priorité de tout représentant américain soit de « protéger l'Amérique ». Parlant de Tom DeLay, le successeur d'Armey au poste de speaker, Morton Klein, président de la ZOA, a dit qu'« il aimait Israël de tout son être ». DeLay lui-même s'est déclaré un « Israélien dans l'âme [3] ».

Des sénateurs et des représentants juifs travaillent également à ce que la politique américaine étrangère soit favorable aux intérêts israéliens. En 2006, le nombre de Juifs américains élus à la Chambre des représentants et au Sénat a atteint un record, phénomène qui met en évidence leur remarquable réussite au sein de la société américaine et le degré toujours aussi élevé de leur engagement civique et de leur participation politique [4]. Certains de ces Congressistes – les sénateurs Joseph Lieberman (démocrate, Connecticut) et Charles Schumer (démocrate, Californie) et les représentants Jerrold Nadler (démocrate, New York), Henry Waxman (démocrate, Californie) et Robert Wexler (démocrate, Floride) – sont d'ardents défenseurs d'Israël [5]. À la veille des élections de 2006, Waxman a déclaré : « Il y aura des élus démocrates qui ne partageront peut-être pas toutes mes opinions [...] sur Israël. » Il a cependant très bien fait comprendre qu'« il n'y aurait pas de commission sur Israël et le Moyen-Orient [6] ». Ce qui, bien sûr, a été le cas : le président de la sous-commission qui a tenu audience à la Chambre des représentants (évoquée plus haut) était Gary Ackerman (démocrate, New York), autre fervent défenseur d'Israël, tandis que le président de la commission sur les Affaires étrangères est Tom Lantos (démocrate, Californie), dont le dévouement à Israël n'a pas d'égal au Capitole. Comme l'a formulé un ancien membre de la direction de l'AIPAC, Lantos est « blanc et bleu [7] ».

Mais les représentants ne peuvent seuls faire pencher la législation en faveur d'Israël. Leurs assistants, qui sont au cœur du processus législatif, passent leur temps à recenser les positions des groupes d'intérêts extérieurs et à analyser les différentes options politiques pour leurs « patrons ». Comme l'a souligné Morris Amitay, ancien membre de la direction de l'AIPAC, « beaucoup de types qui travaillent ici [au Capitole] s'avèrent être juifs, et ils sont disposés [...] à envisager certaines questions par le prisme de leur judaïté [...]. Ils sont tous en position de prendre la décision pour leur sénateur dans ce domaine [...]. On peut abattre un travail considérable rien qu'au niveau des assistants [8] ». Comme nous le verrons plus loin, des représentants de certains groupes du lobby participent parfois de façon directe à ce processus, en aidant les assistants parlementaires à rédiger des lois, en leur fournissant des mémos à l'attention des élus, en contribuant à la rédaction des lettres que s'envoient les législateurs entre eux sur les questions majeures, en rédigeant et faisant circuler des courriers destinés à faire pression sur l'administration.

De tous les groupes qui composent le lobby pro-israélien, c'est l'AIPAC qui détient la clé de l'influence sur le Congrès, fait largement admis par des hommes politiques des deux partis [9]. Bill Clinton a dit de l'AIPAC qu'il était « étonnamment efficace » et « meilleur que quiconque en termes de lobbying dans cette ville », et l'ancien speaker de la Chambre des représentants

Newt Gingrich l'a qualifié de « groupe d'intérêts le plus efficace [...] de toute la planète ». Le chef de la majorité au Sénat, Harry Reid (démocrate, Nevada), approuve : « Pour moi, il n'y a pas d'organisation politique dans ce pays aussi bien organisée et aussi respectée [que l'AIPAC]. » Jeffrey Goldberg, du *New Yorker*, l'appelle le « léviathan des lobbies » et le site de l'AIPAC cite le *New York Times*, qui la considère comme « l'organisation qui a le plus d'influence sur les relations israélo-américaines [10] ».

Le succès de l'AIPAC est principalement dû à sa capacité, par le biais du financement des campagnes, à récompenser les élus et les candidats aux postes de sénateur ou de député qui soutiennent ses objectifs, et à sanctionner ceux qui s'y refusent. La question de l'argent est centrale dans les élections américaines, qui sont devenues très coûteuses, et l'AIPAC s'assure que ses amis bénéficient d'un soutien financier tant qu'ils ne dévient pas de la ligne définie par l'organisation.

Ce processus fonctionne de plusieurs manières. Pour commencer, d'importants donateurs privés financent aussi l'AIPAC. S'appuyant sur les données de la Federal Election Commission (FEC, Commission électorale fédérale), le journaliste Michael Massing a découvert que, « entre 1997 et 2001, les 46 membres du conseil d'administration de l'AIPAC ont versé plus de 3 millions de dollars en contributions de campagne » et que la majeure partie d'entre eux continuent de financer généreusement les comités d'action politique et les candidats pro-israéliens [11]. Le *Washington Post* rapportait en 2004 : « Depuis 2000, les membres du Conseil [de l'AIPAC] ont contribué aux campagnes et à l'action des comités politiques à hauteur de 72 000 dollars chacun en moyenne [12]. »

En deuxième lieu, l'AIPAC aide les candidats aux élections à rencontrer d'autres donateurs et trouver d'autres sources de financement. Contrairement à ce que son intitulé (American Israel Public Affairs Committee) pourrait laisser croire, l'AIPAC n'est pas un comité d'action politique officiel : il ne soutient pas officiellement de candidats, tout comme il ne finance pas directement leurs campagnes. En revanche, il sélectionne des candidats potentiels et organise des rencontres avec des donateurs et des collecteurs de fonds, et fournit des renseignements aux comités d'action politique pro-israéliens, qui sont de plus en plus nombreux. Selon l'historien David Biale, « depuis la guerre des Six-Jours, le lobby pro-israélien juif américain s'est développé jusqu'à devenir le groupe de pression le plus efficace du Congrès américain. C'est en partie grâce au réseau national de comités d'action politique juifs qu'il a mis sur pied afin de financer les candidats au Congrès en fonction de leur soutien à Israël [13] ». Comme l'a déclaré le président de l'AIPAC Howard Friedman aux membres de l'organisation en août 2006, « l'AIPAC rencontre tous les candidats, et leur fournit des informations détaillées afin qu'ils comprennent bien la situation difficile dans laquelle se

trouve Israël. Nous les invitons même à rédiger une note exprimant leur sentiment sur les relations israélo-américaines – de sorte qu'il n'y ait aucune ambiguïté sur leur position [14] ».

Cette description est corroborée par le témoignage d'autres personnalités politiques. Tom Hayden, figure antiguerre qui briguait un siège à l'Assemblée de Californie au début des années 1980, explique qu'il a acquis le soutien de l'homme fort local Michael Berman (frère de Howard Berman, vieux représentant de Californie) à la condition de toujours être un « ami d'Israël ». Hayden, qui a remporté l'élection, souligne qu'il « devait être certifié "casher", pas juste une fois, mais encore et toujours. Cette attestation était consentie par les élites, à commencer par les rabbins et les dirigeants des nombreuses organisations juives [...]. L'AIPAC, groupe étroitement lié à certains partis israéliens, jouait également un rôle important dans l'approbation des candidats. Si nécessaire, des ambassadeurs israéliens et d'autres hauts membres officiels intervenaient pour déclarer qu'untel était un "ami d'Israël" ». Certes, Hayden n'a pas fait une grande carrière politique nationale, mais il a tout de même bénéficié d'une exceptionnelle visibilité [15].

Dans la même veine, Harry Lonsdale, candidat démocrate malheureux face au sénateur républicain Mark Hanfield dans l'Oregon en 1990, a décrit sa visite du quartier général de l'AIPAC : « Le bruit a couru que j'étais pro-israélien. Je me suis retrouvé invité à Washington par l'AIPAC assez tôt dans la campagne, pour "discuter". C'est une expérience que je n'oublierai jamais. Le fait que je sois pro-israélien n'était pas suffisant. On m'a donné une liste de sujets fondamentaux et on m'a interrogé (passé au grill) sur mon avis sur chacune de ces questions. En fait, on m'a dit ce que devait être mon opinion, et quels mots je devais utiliser pour l'exprimer en public [...]. Peu après cette rencontre, on m'a envoyé une liste de sympathisants américains d'Israël [...] que j'étais libre d'appeler pour solliciter des dons. J'ai appelé, ils ont donné, de la Floride à l'Alaska [16]. »

L'ancien sénateur de l'Idaho John V. Evans raconte une histoire du même genre sur sa campagne de 1986 contre le sénateur sortant Steven Symms. Evans s'est lui aussi rendu au quartier général de l'AIPAC, où, selon lui, ils « ne cessaient d'insister sur le fait qu'ils n'étaient pas un comité d'action politique [...] mais ils soulignaient bien qu'il y avait des organisations juives dans tout le pays qui avaient leurs propres comités et que, si on les contactait, ils pourraient nous aider ». Selon le *Wall Street Journal*, l'AIPAC « a orienté Mr. Evans vers une série d'organisations soi-disant indépendantes – dont la plupart des dirigeants avaient des liens avec l'AIPAC – qui lui ont donné 204 950 dollars pour sa campagne – perdue – contre le sénateur républicain Steven Symms [17] ».

L'AIPAC conserve également les registres où sont consignés les votes au Congrès et les met à la disposition de ses membres, afin qu'ils décident quel

candidat ou quel comité soutenir[18]. De leur côté, les candidats, nouveaux ou sortants, considérés comme hostiles à Israël peuvent s'attendre à ce que l'AIPAC finance la campagne de leurs opposants. Des documents internes de l'AIPAC récupérés par le *Washington Post* en 1988 ont révélé que son directeur politique adjoint « essayait activement de participer à une collecte de fonds pour divers candidats lors des élections au Sénat de 1986 », et le *Wall Street Journal* a révélé en 1987 que « l'AIPAC a beau clamer ne pas être impliqué dans le financement des campagnes, pas moins de 51 comités d'action politique pro-israéliens – qui pour la plupart collectent des fonds auprès de donateurs juifs sous de vagues intitulés – sont dirigés par des responsables de l'AIPAC ou des personnes siégeant dans les deux principales instances décisionnaires de l'AIPAC[19] ». Bien que la FEC ait jugé plus tard qu'il n'y avait « pas de preuves suffisantes » pour conclure que l'AIPAC contrôlait le réseau des comités pro-israéliens, la thèse selon laquelle l'AIPAC contribue à orienter les dons demeure largement répandue[20]. Le diplomate David Newsom, qui a exercé les fonctions de secrétaire d'État adjoint dans l'administration Nixon et de sous-secrétaire d'État sous Jimmy Carter, raconte qu'« un haut membre du Congrès, interrogé sur la raison de l'influence de l'AIPAC sur le Congrès, a répondu : "L'argent. C'est aussi simple que ça"[21] ».

Le Center for Responsive Politics (CRP), un groupe de recherche indépendant qui étudie le financement des campagnes, a identifié une quarantaine de comités d'action politique pro-israéliens actifs au cours des dernières élections. Lors des élections législatives de 2006, ils ont donné plus de 3 millions de dollars aux candidats des deux partis[22]. Selon *The Economist*, entre 1990 et 2004, les groupes pro-israéliens ont financé les candidats et les partis à hauteur de presque 57 millions de dollars, alors que les comités d'action arabes-américains et musulmans n'ont récolté qu'un peu moins de 800 000 dollars[23]. Si l'on ajoute les contributions individuelles à certains candidats et les donations versées aux structures nationales des partis, on se rend compte que les forces pro-israéliennes exercent une véritable influence sur les élections. Selon Steven Weiss, du CRP, « si vous êtes candidat et que l'AIPAC vous accorde l'étiquette "pro-israélien", les contributions vont commencer à arriver de tout le pays[24] ».

L'efficacité de ces méthodes ne fait aucun doute. En 2006 par exemple, l'argent récolté grâce aux groupes et individus pro-israéliens a en partie permis au sénateur Joseph Lieberman de conserver son siège en se présentant comme candidat indépendant après avoir été battu par Ned Lamont aux primaires démocrates. Au total, Lieberman a reçu plus de 145 000 dollars d'une douzaine de comités pro-israéliens, alors qu'aucun de ces groupes n'a aidé Lamont. La même année, les dons de comités pro-israéliens à Sheldon Whitehouse, de l'ordre de 76 000 dollars, lui ont permis de

battre le sénateur sortant Lincoln Chaffee (républicain, Rhode Island), longtemps considéré comme trop peu engagé sur la question israélienne[25]. Parmi les bénéficiaires du financement des comités pro-israéliens figurent aussi les candidats élus Robert Menendez (démocrate, New Jersey) et Brad Ellsworth (démocrate, Indiana). Selon Ron Kampeas, de la *Jewish Telegraph Agency*, l'argent qu'ont reçu ces candidats (et d'autres) « a été collecté par une nébuleuse de donateurs, parmi lesquels nombreux sont ceux qui entretiennent des liens étroits avec [l'AIPAC], le lobby pro-israélien[26] ».

Bien entendu, l'AIPAC et son réseau ne peuvent pas peser sur toutes les élections, et les dons des groupes pro-israéliens, bien que conséquents, n'ont pas suffi à faire élire Lonsdale ou Evans ni à empêcher l'ancien chef de la majorité au Sénat Tom Daschle (démocrate, Dakota du Sud) ou le sénateur sortant Rick Santorum (républicain, Pennsylvanie) de se faire battre en 2004 et 2006[27]. Mais, au cours de ces trente dernières années, l'AIPAC a tout de même aidé de nombreux candidats à se faire élire, et à faire battre un certain nombre de ceux qu'il considérait comme hostiles à Israël. En 2002 par exemple, il a contribué à la défaite de la députée Cynthia McKinney (démocrate, Georgie) en finançant ses adversaires. McKinney retrouva son poste en 2004, mais fut de nouveau battue en 2006. Hank Johnson, son opposant victorieux aux primaires démocrates de 2006, a reçu au moins 34 000 dollars de la part de sept comités d'action politique pro-israéliens[28]. Dans un autre cas célèbre, le riche homme d'affaires de Chicago et ancien président de l'AIPAC Robert Asher a pesé sur le recrutement d'un avocat de l'Illinois, Richard Durbin, pour affronter le député sortant Paul Findley (républicain, Illinois) en 1982. Durbin n'avait jamais occupé de poste d'élu et, comme Asher devait s'en souvenir plus tard, « j'ai sondé l'opinion [de Durbin]. Je voulais m'assurer que nous soutenions quelqu'un qui non seulement s'opposait à Paul Findley, mais était aussi un ami d'Israël. Il a battu Findley avec l'aide considérable des Juifs, de l'Illinois et d'autres États. Comment l'argent des Juifs est-il arrivé jusqu'à lui ? J'ai voyagé dans tout le pays disant que nous avions l'occasion de battre un candidat hostile à Israël. Et les vannes se sont ouvertes[29] ». La méthode d'Asher consistait à envoyer une lettre aux donateurs potentiels leur déclarant que cette élection était une « occasion rêvée » de faire battre « un dangereux ennemi d'Israël ». La campagne de Durbin a été financée à hauteur de 104 325 dollars par trente et un comités pro-israéliens. En comparaison, les autres candidats à cette même élection de 1982 ont reçu 3 700 dollars en moyenne de ces mêmes groupes[30]. Durbin a battu Findley – qui avait exercé onze mandats – de justesse et a, par la suite, été élu au Sénat où il est actuellement chef de file de la majorité.

En 2002, Mayer « Bubba » Mitchell, autre membre de la « Bande des Quatre » (le groupe de riches donateurs qui décident de la stratégie de

l'AIPAC), a utilisé une méthode semblable pour faire battre Earl Hilliard (démocrate, Alabama). À l'instar de Durbin, l'adversaire de Hilliard a reçu un soutien financier des partisans de l'AIPAC à travers tout le pays. Selon Jeffrey Goldberg, du *New Yorker*, Asher a déclaré quelque temps plus tard avoir « demandé à Bubba comment il se sentait après la victoire [de l'adversaire de Hilliard], et il a répondu "comme toi lorsque Durbin a été élu" [31] ». L'AIPAC a également joué un rôle important dans l'échec d'autres hommes politiques parmi lesquels le député Pete McCloskey (républicain, Californie) et les sénateurs J. William Fulbright (démocrate, Arkansas) et Roger Jepson (républicain, Iowa), pour n'en citer que quelques-uns. Le sort de Jepson est particulièrement révélateur : il a été pris pour cible après avoir accepté de soutenir la vente d'avions AWACS à l'Arabie saoudite en 1981, à la demande du président Ronald Reagan. Son adversaire lors des élections parlementaires de 1984, le démocrate Tom Harkin, a reçu des contributions de comités pro-israéliens de l'ordre de 100 000 dollars et Jepson a perdu son siège. Selon le sénateur démocrate Alan Cranston, le sort de Jepson « a semé l'effroi au Sénat sur la question du changement de vote à propos du Moyen-Orient [32] ».

Un autre exemple de la capacité du lobby à peser sur les élections concerne la candidature de l'ancien sénateur démocrate Adlai Stevenson au poste de gouverneur de l'Illinois en 1982. Il s'était heurté à des groupes pro-israéliens en 1980 lorsqu'il avait proposé un amendement qui demandait la réduction de l'aide à Israël s'il ne cessait pas la construction de colonies. Stevenson savait que l'amendement n'avait aucune chance de passer mais il voulait démontrer que ses collègues pouvaient soutenir Israël alors même que ses agissements étaient contraires à la politique étrangère officielle des États-Unis. L'amendement fut rejeté – il ne recueillit que sept voix. Le sénateur Quentin Burdick, qui vota malgré lui contre l'amendement, déclara au sénateur Stevenson : « Désolé, Adlai, mais je prépare ma réélection. » Quand Stevenson se présenta pour le poste de gouverneur deux ans plus tard, il découvrit rapidement que ses financements commençaient à s'assécher et, de fait, allaient à son rival. Selon l'ancien sénateur, sa femme et lui « se faisaient traiter d'antisémites. La presse se fit parfois hostile. Mes comités de soutien s'évanouissaient sous la pression. Mes amis et soutiens juifs se faisaient aussi insulter ». Stevenson fut battu de peu. Il déclara plus tard : « Le lobby a fait la différence dans cette élection, à plusieurs reprises [33]. »

L'exemple le plus célèbre de ce qu'il peut en coûter à un homme politique qui contrarie l'AIPAC est peut-être la défaite du sénateur républicain de l'Illinois Charles Percy en 1984. Ce dernier a eu beau voter majoritairement en faveur d'Israël, il s'est attiré les foudres de l'AIPAC en refusant de signer la « lettre de 76 » parrainée par l'AIPAC protestant contre la « réévaluation » de la politique américaine au Moyen-Orient promise par Ford en

1975. Il a également commis l'erreur de dire du chef de l'OLP Yasser Arafat qu'il était plus « modéré » que d'autres terroristes palestiniens. Les adversaires de Percy lors des primaires et de l'élection ont reçu des sommes considérables des comités pro-israéliens, et un homme d'affaires d'un autre État (la Californie), Michael Goland, un donateur important de l'AIPAC, a dépensé 1,1 million de dollars en publicité contre Percy dans l'Illinois (Goland fut plus tard reconnu coupable de financement illégal de campagne lors des élections de 1986 en Californie) [34]. Comme s'en est vanté Tom Dine après la défaite – loin d'être aussi nette – de Percy, « tous les Juifs d'Amérique, de la côte Est à la côte Ouest, se sont unis pour se débarrasser de Percy. Et les hommes politiques américains – en poste comme ceux qui y aspirent – ont entendu le message [35] ». Même si Dine fanfaronne quelque peu, la leçon à tirer de ces histoires est relativement claire : ainsi que l'a formulé J. J. Goldberg, rédacteur en chef de *Forward*, en 2002, « au Congrès on sait qu'il ne faut pas se fâcher avec ces gens-là faute de quoi ils vous descendent [36] ».

Les efforts de l'AIPAC et des comités pro-israéliens ne se concentrent pas seulement sur l'élection de certains candidats. Ils ont également accompli l'exploit de transformer des responsables politiques critiques d'Israël en fervents supporters. L'ancien sénateur Jesse Helms (républicain, Caroline du Nord) a ouvertement critiqué le programme américain d'aide aux pays étrangers pendant la majeure partie de sa carrière, ce qui signifie qu'il s'opposait aussi à une aide conséquente à Israël. En 1984, Helms se retrouvait au coude à coude avec James Hunt, gouverneur populaire de Caroline du Nord, dans la course (onéreuse) à sa réélection. Trouvant là l'occasion d'éliminer un ennemi de taille, l'AIPAC a financé à grands renforts de dollars la campagne de Hunt, qui a failli remporter l'élection. Helms a compris le message : il s'est rendu en Israël l'année suivante et s'est fait prendre en photo une kippa sur la tête en train d'embrasser le Mur des Lamentations. À l'occasion du même déplacement, le sénateur s'est fait prendre en photo avec Ariel Sharon, un cliché qu'il a accroché dans son bureau. Helms est resté un fervent défenseur d'Israël jusqu'à sa retraite en 2002 [37].

La sénatrice Hillary Clinton a connu la même trajectoire : pour avoir déclaré son soutien à un État palestinien en 1998 et embrassé Souha Arafat (la femme de Yasser Arafat) en public en 1999, elle a essuyé de sévères critiques de groupes appartenant au lobby. Hillary a pris la défense d'Israël à partir du moment où elle s'est elle-même lancée dans la course électorale, et elle reçoit désormais un soutien important, y compris financier, d'organisations et de particuliers pro-israéliens. Après avoir vu Hillary Clinton à un rassemblement pro-israélien en juillet 2006, où elle a exprimé un soutien sans faille à la guerre dévastatrice qu'Israël menait au Liban, Helen

Freedman, directrice générale d'Americans for a Safe Israel, a déclaré : « J'ai apprécié ses propos, surtout à la lumière de son histoire – on ne peut pas oublier le baiser à Souha [38]. » Les comités pro-israéliens ont financé sa campagne de réélection à hauteur de plus de 30 000 dollars, et *Forward* annonçait en janvier 2007 que « Hillary Clinton se taillera sans doute la part du lion dans les dons considérables de la communauté juive lors de la course à l'investiture démocrate pour les présidentielles de 2008 [39] ».

Si la force de persuasion ou la pression électorale ne fonctionnent pas, l'AIPAC est également connu pour menacer les responsables politiques réticents [40]. En 2006 par exemple, la réprésentante Bette McCollum (démocrate, Minnesota) ayant à son actif une longue liste de votes pro-israéliens, s'est opposée au *Palestinian Anti-Terrorism Act* soutenu par l'AIPAC. La loi, qui visait à infliger de sévères sanctions à l'Autorité palestinienne suite à l'élection du Hamas, rencontrait aussi l'opposition du Département d'État, de la Conférence des évêques catholiques et des groupes pro-israéliens tels que les Américains pour la Paix maintenant et l'Israel Policy Forum. Ce qui n'a pas empêché un membre de l'AIPAC de dire au chef de l'équipe de McCollum que « son soutien à des terroristes ne ser[ait] pas toléré », menace qui a conduit la députée à exiger les excuses du président de l'AIPAC Howard Kohr et à interdire aux représentants de l'AIPAC l'accès à ses bureaux [41].

Le message est clair : les sénateurs et représentants qui contrarient l'AIPAC jouent avec le feu. Bien que l'échec de certains de ces candidats ne soit pas seulement dû aux actions du lobby (Cynthia McKinney a également été victime d'un conflit très médiatisé avec un agent de sécurité du Congrès, et Lincoln Chafee a dû faire face à une montée du sentiment antirépublicain en 2006), personne n'ignore sa capacité à peser sur le destin électoral des responsables politiques. Comme l'a formulé un membre du Congrès en 1991, « voter contre Israël, maintenant ça revient à voter contre l'industrie du bois dans l'État de Washington, sauf que l'AIPAC agit à l'échelle nationale [42] ». Et c'est pour cela que Morris Amitay, ancien directeur de l'AIPAC qui fut par la suite trésorier de l'organisation, a pu déclarer en 2002 « tout le monde semble très sage ces temps-ci » et que Jimmy Carter a déclaré en 2007 : « Je ne vois pas un membre du Congrès américain, qu'il soit du Sénat ou de la Chambre des représentants, lancer : "Adoptons une attitude plus équitable dans le conflit israélo-palestinien et négocions un accord de paix" », avant d'ajouter : « Pour un membre du Congrès qui cherche à être réélu, adopter une position qui pourrait être envisagée comme contraire au gouvernement conservateur israélien [...] équivaut presque à un suicide politique [43]. »

L'influence de l'AIPAC explique également pourquoi assister à sa conférence annuelle est devenu un passage obligé pour les membres importants des deux partis et les hauts représentants de l'exécutif. Parmi les intervenants de la conférence de 2007 figuraient le vice-président Dick Cheney, la

speaker de la Chambre des représentants Nancy Pelosi (démocrate, Californie), le chef de la majorité au Sénat Harry Reid et le chef de l'opposition Mitch McConnell (républicain, Kentucky), et le chef de l'opposition à la Chambre des représentants John Boehner (républicain, Ohio). L'année précédente s'étaient exprimés Cheney, Boehner, l'ambassadeur à l'ONU John Bolton, les sénateurs Susan Collins (républicaine, Maine) et Evan Bayh (démocrate, Indiana), les députés Roy Blunt (républicain, Missouri), Shelley Berkley (démocrate, Nevada), Artur Davis (démocrate, Alabama), Bill Pascrell (démocrate, New Jersey) et Robert Wexler, ainsi que l'ancien sénateur et candidat à la vice-présidence John Edwards. D'autres années, sont intervenus le président George W. Bush, les secrétaires d'État Colin Powell et Condoleezza Rice, les anciens speakers à la Chambre des représentants Dennis Hastert (républicain, Illinois), Richard Armey et Newt Gingrich, et une floppée d'experts pro-israéliens de premier plan. Difficile de trouver une autre organisation courtisée avec autant d'ardeur par des représentants politiques des deux partis.

L'influence dont jouit l'AIPAC lui permet de s'assurer qu'Israël bénéficie d'une aide généreuse année après année et d'intimider les sénateurs ou les députés qui auraient dans l'idée de critiquer Israël, même modérément. Mais son influence sur le Congrès ne s'arrête pas là. Les groupes de pression n'exercent pas seulement leur influence par la persuasion directe ou les contributions de campagne, ils fournissent également des « assistances législatives » aux Congressistes solidaires de la cause israélienne et une assistance directe aux équipes débordées pour analyser les problèmes, rédiger les lois, des mémos et des discours aux électeurs [44]. Non seulement les membres du Congrès reçoivent chacun un exemplaire du bulletin bihebdomadaire de l'AIPAC *Near East Report*, mais son personnel est également à la disposition des équipes parlementaires lorsque surviennent des questions liées à Israël. Selon Douglas Bloomfield, ancien permanent de l'AIPAC, « il est courant que les membres du Congrès et leurs assistants se tournent d'abord vers l'AIPAC lorsqu'ils ont besoin de renseignements, avant d'appeler la bibliothèque du Congrès, son Service des études, les diverses commissions ou les experts gouvernementaux ». Il souligne également que l'AIPAC est « souvent sollicitée pour rédiger des discours, travailler sur des lois, apporter ses conseils sur des questions de méthode, effectuer des recherches, rassembler des votes et des soutiens [45] ». En d'autres termes, l'AIPAC s'immisce directement et massivement dans le processus législatif, comme nous le verrons plus en détail dans la seconde partie.

Pour couronner le tout, une organisation jumelle de l'AIPAC, l'American Israel Education Foundation (AIEF), finance des voyages gratuits en Israël pour les membres du Congrès. Ces escapades donnent un peu de lustre à l'étiquette « pro-israélien » et facilitent les collectes de fonds, tout en

permettant aux Congressistes de connaître la vision et les choix politiques des dirigeants israéliens. On comprend mieux pourquoi Israël représente la destination d'environ 10 % des voyages à l'étranger de tous les membres du Congrès – alors même que le monde compte près de deux cents États. Selon le Center for Public Integrity, l'AIEF a dépensé plus de 1 million de dollars pour financer ces voyages sur une période allant de janvier 2000 à mi-2005. Comme l'on pouvait s'y attendre, l'AIPAC et d'autres organisations juives ont fait pression – avec succès – pour que les lois adoptées après les scandales qui ont impliqué le lobbyiste Jack Abramoff et Tom DeLay n'empêchent pas ces déplacements [46].

Il est important de souligner à nouveau que les activités de l'AIPAC sont semblables à celles d'autres lobbies influents et s'inscrivent dans la tradition politique américaine des groupes d'intérêts. Dans son étude intitulée *Jews and American Politics*, Stephen Isaacs cite Morris Amitay, de l'AIPAC : « Ce qui compte [...] c'est que rien de tout cela n'est fâcheux [...]. On a recours aux méthodes traditionnelles de la démocratie [...] des lettres, des appels [47]. »

Ces « méthodes traditionnelles » permettent également au lobby de faire pression sur l'exécutif lorsque ses décisions sont considérées comme nuisibles aux intérêts d'Israël. Lorsque c'est le cas, le président ou son cabinet ont toutes les chances de recevoir une lettre cinglante de l'une ou des deux Chambres du Congrès, signée par la plupart de ses membres, du même ordre que celle qu'a reçue le président Gerald Ford en 1975 après avoir menacé de réévaluer les relations israélo-américaines. Le président Bush a reçu une lettre semblable en avril 2002, après avoir brièvement tenté de faire pression pour qu'Israël cesse son incursion militaire dans les territoires occupés. Le nombre de signatures au bas de ces lettres témoigne avec éloquence de la puissance de l'AIPAC. Après avoir signé la lettre à Ford en 1975, le sénateur Daniel Inouye (démocrate, Hawaii) a d'ailleurs déclaré : « Il est plus facile de signer une lettre que de répondre à cinq mille. » Ou, comme l'a admis plus tard le sénateur John Culver (démocrate, Iowa), « la pression était trop forte. J'ai cédé [48] ». La secrétaire d'État Condoleezza Rice a fait la même expérience lorsqu'elle a tenté de relancer le processus de paix en se rendant au Proche-Orient en mars 2007. Juste avant son départ, Rice a reçu une lettre parrainée par l'AIPAC et signée par 79 sénateurs l'exhortant à éviter tout contact avec le nouveau « gouvernement d'union nationale » palestinien jusqu'à ce qu'il ait reconnu Israël, renoncé au terrorisme, et accepté de se conformer aux accords israélo-palestiniens [49]. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que l'ancien secrétaire d'État Lawrence Eagleburger ait dit un jour à Tom Dine de l'AIPAC : « Dine, j'accepte de faire affaire avec vous parce que vous êtes en mesure de me faire du mal [50]. »

Ce qu'il faut retenir, c'est que l'AIPAC, qui se définit lui-même comme le « lobby pro-israélien d'Amérique », possède une influence quasi incontestée sur le Congrès [51]. Résultat : le pouvoir législatif aux États-Unis s'emploie résolument à défendre Israël. Un débat ouvert sur la politique américaine à l'égard d'Israël n'y a pas droit de cité, alors même que cette politique a des effets sur le monde entier. Comme l'a souligné le sénateur Ernest Hollings (démocrate, Caroline du Sud) en quittant son poste en 2004, « il est impossible d'adopter une politique envers Israël différente de celle que prône l'AIPAC [52] ». Un autre sénateur, s'exprimant sous couvert de l'anonymat, a déclaré à un journaliste du *Washington Post* en 1991 : « Mes collègues pensent que l'AIPAC est une organisation très, très puissante, impitoyable, et très, très vigilante. 80 % des sénateurs se désespèrent du résultat de certains votes. Ils savent que ce qu'ils font ne correspond pas tout à fait à ce qu'ils pensent être juste, mais à quoi bon lutter si c'est pour en prendre plein la figure [53] ? »

Rien d'étonnant non plus, donc, à ce que le Premier ministre Ariel Sharon ait un jour déclaré à un auditoire américain : « Lorsque les gens me demandent comment ils peuvent aider Israël, je leur dis : aidez l'AIPAC. » Son successeur, Ehud Olmert, approuve : « Dieu merci, l'AIPAC est avec nous, notre plus grand soutien et notre meilleur ami au monde [54]. »

Élire des présidents pro-israéliens

Que ce soit par le biais d'une influence sur le Congrès ou de façon plus directe, le lobby exerce également une pression considérable sur le pouvoir exécutif. Les présidents américains ne sont pas aussi sensibles à la pression que les membres du Congrès et, pour la plupart, ont adopté par le passé des positions auxquelles le lobby ou Israël s'opposaient. Mais de tels exemples sont de plus en plus rares, et ce alors même que le poids stratégique d'Israël a décliné et que certains aspects de sa politique (tels que sa politique de colonisation des territoires occupés) sont en contradiction avec la politique officielle des États-Unis.

L'influence exercée sur le pouvoir exécutif provient en partie de l'impact du vote juif sur les élections présidentielles. Malgré leur faible représentativité numérique (moins de 3 % de la population), les Juifs américains font des dons généreux aux candidats des deux partis. Comme le conseiller présidentiel et ancien secrétaire général de la Maison-Blanche Hamilton Jordan l'a écrit dans un mémo confidentiel destiné au président Jimmy Carter, « partout où il y aura une collecte de fonds politique importante dans ce pays, on s'apercevra que les Juifs américains ont joué un rôle considérable [55] ». Pour le *Washington Post*, « il faut que l'argent versé par les

sympathisants juifs constitue 60 % de l'argent provenant de sources privées [56] » pour qu'un candidat démocrate à la présidence ait une chance de l'emporter. S'il existe des estimations plus basses, il n'en reste pas moins que les contributions des Juifs américains constituent une part substantielle – entre 20 et 50 % – des contributions que reçoivent le parti démocrate et ses candidats à la présidentielle [57]. Il va de soi que la question d'Israël n'est pas seule à l'origine de ces dons, mais les candidats jugés hostiles (voire indifférents) à Israël courent le risque de voir ces financements profiter à leurs adversaires.

De plus, les électeurs juifs enregistrent souvent un fort taux de participation et sont concentrés dans des États clés comme la Californie, la Floride, l'Illinois, le New Jersey, New York et la Pennsylvanie, ce qui accroît leur poids dans l'élection du président. Bien que leur préférence aille encore au parti démocrate, leur soutien aux candidats démocrates ne va plus de soi : si John F. Kennedy a recueilli 80 % du vote juif en 1960, George McGovern n'en a reçu que 64 % en 1972, et Jimmy Carter a obtenu un faible 45 % en 1980. Ainsi, lorsque la compétition est serrée, le vote dit juif peut faire pencher la balance dans les États clés. Jeffrey Helmreich, du Jerusalem Center for Public Affairs, exagère à peine lorsqu'il écrit que « l'électorat juif américain conserve la capacité d'être *la clé* d'une élection nationale. [...] Très concentrés dans certains États clés, les Juifs américains peuvent, plus que tout autre groupe, faire basculer le vote [58] ». Puisque l'électorat juif compte dans les élections serrées, les candidats à la présidentielle se donnent beaucoup de mal pour obtenir son soutien. En effet, un article du *Jerusalem Post* en 2007 décrivait l'activité consistant à courtiser le vote juif « comme un rituel aussi imperturbable que la floraison des cerisiers au printemps [59] ». Les candidats désirent surtout se faire remarquer de l'AIPAC et d'autres organisations du lobby – et pas juste de l'électorat juif – parce qu'ils savent que le soutien de ces organisations facilitera la collecte de fonds et encouragera les électeurs à voter pour eux.

Gagner et conserver ce soutien implique d'accorder un soutien sans faille à Israël, ce qui explique pourquoi les candidats à la présidentielle John Edwards, Mitt Romney et John McCain ont tous prononcé des discours vigoureusement pro-israéliens lors de la conférence d'Herzliya de 2007 (rassemblement annuel sur la sécurité nationale israélienne, organisé par l'Institute for Policy and Strategy). Ils ne voulaient pas connaître le même sort que Howard Dean lors de la campagne de 2004, qui a commis l'erreur de suggérer que les États-Unis adoptent une « attitude plus impartiale » dans le conflit israélo-palestinien. L'un de ses adversaires, Joseph Lieberman, avait réagi en l'accusant de trahir Israël et en jugeant sa déclaration « irresponsable » [60]. En outre, presque tous les démocrates de la Chambre des représentants ont adressé une lettre cinglante à Dean critiquant ses propos, et le

Chicago Jewish Star a rapporté que « des détracteurs anonymes [...] inondaient les boîtes mail des membres importants de la communauté juive de tout le pays pour les avertir – sans guère de preuves – que Dean était d'une façon ou d'une autre nuisible à Israël [61] ».

Inquiétude bien infondée, car il s'avère que Dean a toujours fait preuve d'un soutien indéfectible à Israël [62]. Son directeur de campagne était l'ancien président de l'AIPAC Steven Grossman, et Dean a lui-même déclaré que son opinion sur le Moyen-Orient était plus proche de celle de l'AIPAC que de celle des Americans for Peace Now. De plus, la femme de Dean est juive, et ses enfants ont reçu une éducation juive. Dean ne contestait pas le soutien américain à Israël, il suggérait simplement que, pour amener les deux camps à la table des négociations, Washington devait se comporter en médiateur neutre. Ce n'est pas là une idée radicale, mais certains groupes du lobby n'aiment pas entendre parler de neutralité lorsqu'il s'agit du conflit israélo-palestinien. Les raisons de l'échec de Dean à l'investiture démocrate sont bien évidemment nombreuses, mais cet incident illustre ce qu'il peut en coûter aux candidats qui n'agiraient pas en farouches défenseurs d'Israël au cours d'une campagne présidentielle.

Mettre le gouvernement au pas

Les principales organisations du lobby prennent aussi directement pour cible l'administration en place. La principale mission de la Conférence des présidents est de faire pression sur la Maison-Blanche. Ce fut le cas lorsque Gerald Ford a menacé de réévaluer le soutien américain à Israël, lorsque George Bush a brièvement suspendu les garanties de prêt à Israël en 1992, ou, comme nous le verrons au chapitre 7, lorsque George W. Bush s'est exprimé en faveur de la création d'un État palestinien aussitôt après le 11 septembre 2001.

Mais il existe une façon plus évidente encore d'orienter la politique gouvernementale : le lobby atteint ses objectifs lorsque les postes importants au sein de l'exécutif sont confiés à des individus qui partagent ses vues. Lors d'un épisode célèbre survenu en 1992, l'homme d'affaires new-yorkais Haim Katz se fit passer pour un potentiel donateur et enregistra secrètement sa conversation téléphonique avec le président de l'AIPAC David Steiner. En plus de lui décrire comment l'AIPAC avait fait bénéficier des responsables politiques amis de dons de campagne, Steiner a dit à Katz qu'il avait personnellement rencontré le secrétaire d'État James Baker, avec qui il avait « négocié » 3 milliards de dollars d'aide pour Israël, plus « 1 milliard de dollars supplémentaires dont personne n'a entendu parler ». Il a ensuite déclaré à Katz : « On a une douzaine de personnes dans la campagne [de

Clinton], au quartier général [...] et ils vont tous se retrouver à des postes importants. » Steiner a dû démissionner après les révélations de Katz ; il a déclaré plus tard que ce qu'il avait déclaré à Katz était faux, mais il y a peu de raisons de douter de la teneur de ses propos [63]. Après tout, n'est-il pas naturel qu'un puissant groupe d'intérêts veuille que des individus qui partagent ses vues soient nommés à des postes clés dans chaque administration ? En réalité, une multitude d'autres lobbies ont agi ainsi. L'ancienne secrétaire à l'Intérieur Gale Norton et son secrétaire adjoint J. Steven Griles ont tous les deux travaillé pour des lobbies de l'industrie pétrolière ou minière avant d'être nommés dans l'administration Bush, et l'avocat Daniel A. Troy représentait souvent les industriels du tabac ou les compagnies pharmaceutiques avant d'être nommé conseiller à la Food and Drug Administration (Office du contrôle alimentaire et pharmaceutique) en 2001 [64].

Le lobby pro-israélien ne fait pas exception. Comme nous l'avons souligné, la politique poursuivie au Moyen-Orient par l'administration Clinton était largement conçue par des personnes entretenant des liens étroits avec Israël ou de grandes organisations pro-israéliennes. Deux personnes y ont joué un rôle particulièrement central : Martin Indyk, ancien directeur adjoint de la recherche à l'AIPAC et cofondateur du WINEP, membre du National Security Council sous Clinton, ancien ambassadeur en Israël (de 1995 à 1997 et de 2000 à 2001) et ancien sous-secrétaire d'État (de 1997 à 2000), et Dennis Ross, qui a été l'envoyé spécial de Clinton au Moyen-Orient et a rejoint ensuite le WINEP en 2001 [65]. Ils figuraient parmi les conseillers les plus proches du président Clinton lors du sommet de Camp David en juillet 2000.

Bien qu'Indyk et Ross aient soutenu le processus d'Oslo et se soient déclarés en faveur de la création d'un État palestinien – ce qui a poussé les « durs » à les accuser injustement de trahir la cause israélienne –, ils n'ont agi que dans la limite de ce que pouvaient accepter les dirigeants israéliens [66]. Comme nous l'avons souligné au chapitre 1, la délégation américaine à Camp David a emboîté le pas au Premier ministre israélien Ehud Barak sur la plupart des questions, s'est entendue à l'avance avec Israël, et n'a pas fait ses propres propositions pour mettre un terme au conflit. Même les « paramètres Clinton » présentés en décembre 2000 étaient moins une proposition américaine indépendante qu'un résumé du *statu quo* et une estimation des marges de négociations à l'intérieur desquelles une solution pouvait être trouvée. Les Palestiniens se plaignaient que les Israéliens leur faisaient parfois une proposition et qu'ensuite les Américains venaient les voir avec la même offre, mais en la présentant comme une « position de compromis ». Comme l'a reconnu un autre membre de l'équipe américaine un peu plus tard, « les propositions israéliennes étaient souvent présentées [aux Palestiniens] comme des idées américaines, et non israéliennes », subterfuge qui ne

dupait personne et renforçait les soupçons des Palestiniens. De manière prévisible, les représentants de l'Autorité palestinienne ont protesté : selon eux, ils « négociaient avec deux équipes israéliennes – l'une agitant le drapeau israélien, l'autre le drapeau américain [67] ».

Le problème n'est pas de savoir si Indyk et Ross étaient des fonctionnaires dévoués agissant dans ce qu'ils pensaient être l'intérêt des États-Unis – ils l'étaient sans aucun doute. La question est plutôt de savoir si leur solidarité affichée avec Israël a empêché l'administration américaine d'agir efficacement au cours de ces négociations et l'a dissuadée de jouer de son influence auprès du gouvernement israélien, réduisant ainsi les chances d'aboutir à un accord de paix. Nous pensons que cette situation a entravé tout le processus d'Oslo, y compris le sommet de Camp David.

Ce problème s'est aggravé avec l'administration Bush, dont les rangs comptent des néoconservateurs pro-israéliens tels qu'Elliott Abrams, John Bolton, Douglas Feith, Aaron Friedberg, John Hannah, I. Lewis Libby, William Luti, Richard Perle, Paul Wolfowitz et David Wurmser. Comme nous le verrons dans la seconde partie, ces responsables politiques ont systématiquement fait pression en faveur de politiques qui avaient les faveurs d'Israël et des principales organisations du lobby.

De même, certains groupes du lobby s'emploient à empêcher les individus considérés comme des détracteurs d'Israël d'obtenir des postes importants aux Affaires étrangères. En 1987, l'ancien président de l'AIPAC Tom Dine a déclaré à un journaliste que l'AIPAC participait à la nomination des conseillers présidentiels : « Voici un exemple véridique. [...] L'un des candidats à la présidentielle de 1988 nous a appelés et nous a dit : "Je vais bientôt annoncer ma candidature et j'aimerais faire appel à untel pour diriger ma campagne. Qu'est-ce que vous pensez de lui ?". » Dine a dit avoir répondu « pas de problème » dans ce cas, mais d'autres n'ont pas eu cette chance [68]. Jimmy Carter voulait faire de George Ball son premier secrétaire d'État, mais il savait que le lobby s'opposerait à sa nomination [69]. De même, Richard Marius, conférencier à Harvard recruté en 1995 comme assistant du vice-président Al Gore, a déclaré avoir été limogé avant même d'avoir commencé à travailler après que le rédacteur en chef de *New Republic* Martin Peretz (ancien tuteur de Gore à l'université et proche confident) l'eut accusé à tort d'antisémitisme, en s'appuyant sur une critique de livre que Marius avait publiée dans *Harvard Magazine* en 1992 [70].

Quelques années plus tard, en 2001, lorsque Bruce Riedel a quitté son poste consacré au Moyen-Orient au National Security Council, *New Republic* a annoncé que le Pentagone avait « suspendu la nomination du successeur désigné de Riedel, la spécialiste du Moyen-Orient Alina Romanowski, que le Pentagone soupçonn[ait] de ne pas soutenir suffisamment l'État hébreu [71] ». Qui fut nommé à sa place ? Nul autre qu'Elliott Abrams, qui

avait auparavant reconnu avoir caché des informations au Congrès dans l'affaire Iran-Contra. Abrams est loin d'être objectif sur la question : il a écrit dans un livre paru en 1997 qu'« il ne fait aucun doute que les Juifs, fidèles à l'alliance qui unit Dieu à Abraham, doivent se tenir à l'écart de la nation dans laquelle ils vivent. C'est la nature même des Juifs que d'être à l'écart – à part en Israël – du reste de la population [72] ». Propos remarquables de la part d'un homme qui occupe un poste stratégique en relation avec la politique au Moyen-Orient au sein de l'administration américaine. « Pour le gouvernement d'Israël », a écrit Nathan Guttman dans *Ha'aretz*, sa nomination était « un cadeau du ciel » [73].

Conclusion

Comme d'autres groupes faisant pression sur la politique étrangère, le lobby pro-israélien cherche à influencer le gouvernement américain en usant de diverses filières. Il est mieux placé que la plupart des autres groupes pour arriver à ses fins, ce qui explique en partie pourquoi il est si efficace. Mais ses efforts ne se limitent pas à exercer son influence à Washington. Le lobby pro-israélien s'évertue également à orienter l'opinion publique sur Israël et le Moyen-Orient de façon à ce que les citoyens américains soutiennent les mesures pro-israéliennes et ne contestent pas les vertus d'un soutien américain inconditionnel à l'État hébreu. C'est cette stratégie qui fait l'objet du chapitre suivant.

6

Contrôler le discours public

L'une des préoccupations majeures du lobby pro-israélien est de veiller à ce que le discours public sur Israël reflète les arguments d'ordre stratégique et moral que nous avons analysés aux chapitres 2 et 3. Pour ce faire, les différentes composantes du lobby réaffirment sans cesse la grande valeur stratégique d'Israël en martelant constamment le même récit de sa création et en se rangeant à ses côtés dans chaque débat politique. L'objectif est de convaincre le public qu'Israël et l'Amérique ont les mêmes intérêts et les mêmes valeurs.

En outre, les groupes du lobby tentent de marginaliser toute personne qui critique la politique israélienne ou remet en cause la « relation privilégiée ». Ils tentent d'empêcher que ce genre d'opinion bénéficie d'une large audience. Pour cela, le lobby n'hésite parfois pas à employer des méthodes brutales pour intimider les auteurs de telles critiques, en les accusant d'être anti-israéliens ou antisémites. Orienter ainsi le discours public sur Israël est un enjeu essentiel, parce que discuter librement et sans tabous de la politique israélienne dans les territoires occupés, de l'histoire d'Israël ou du rôle du lobby dans la politique américaine au Moyen-Orient conduirait sans doute beaucoup plus d'Américains à s'interroger sur la politique actuelle à l'égard d'Israël et à exiger une nouvelle relation qui serve plus efficacement l'intérêt des États-Unis.

Ainsi certains acteurs du lobby s'efforcent-ils d'influencer les représentations d'Israël véhiculées par les médias, les *think tanks* et l'université, parce que toutes ces institutions jouent un rôle fondamental dans la formation de l'opinion publique. Ils soutiennent tous les efforts visant à représenter Israël

de manière positive et sont prêts à aller très loin pour marginaliser quiconque critique son comportement passé ou présent ou met en doute les avantages d'un soutien américain inconditionnel. Les groupes pro-israéliens ont très bien compris qu'il s'agissait d'un élément clé de leur stratégie. Ces efforts n'aboutissent pas toujours, bien sûr, mais ils se révèlent souvent remarquablement efficaces.

Le média est le message

Pour que l'opinion publique reste favorable à Israël, il faut avant tout veiller à ce que la représentation d'Israël et du Moyen-Orient que proposent les grands médias soit systématiquement favorable à l'État hébreu et ne remette jamais en question le soutien américain. S'il est vrai que des critiques sévères arrivent de temps à autre à toucher un assez large public, les médias américains demeurent incroyablement favorables à Israël, surtout lorsqu'on les compare à ceux d'autres démocraties.

Certains penseront que cette affirmation se fonde sur le préjugé antisémite bien connu selon lequel « les Juifs contrôlent les médias ». Il s'agit de tout sauf de cela. Il est indéniable que certains Juifs américains, tels que Martin Peretz et Mortimer Zuckerman, profitent de leur position dans les médias pour défendre leurs opinions à propos d'Israël et du Moyen-Orient. Il n'y a rien de surprenant ou d'illégitime à cela, puisque toutes les élites ont tendance à utiliser leur position privilégiée pour défendre leurs intérêts. Cependant, il existe sans doute des patrons de presse, des rédacteurs en chef, des chroniqueurs et des journalistes dans les grands médias qui ne se sentent pas particulièrement liés à Israël et qui ne verraient aucun problème à en critiquer la politique ou la relation avec les États-Unis. Certaines personnalités très pro-israéliennes accepteraient aussi avec plaisir un débat plus ouvert sur ce pays.

En ce sens, il est tout à fait discutable, et même faux, d'affirmer que les Juifs ou les forces pro-israéliennes « contrôlent » les médias et ce qui s'y dit au sujet d'Israël. En fait, si le lobby travaille si dur pour surveiller et influencer le discours des grands médias, c'est précisément parce que le lobby ne les contrôle pas. Si on les laissait faire, les médias ne soumettraient pas le public à un régime pro-israélien aussi strict. Tout au contraire, il y aurait, comme dans presque toutes les autres démocraties du monde, un débat plus ouvert et plus franc au sujet de l'État hébreu et de la politique américaine. De fait, ce débat est particulièrement vivant en Israël, le seul État où les Juifs « contrôlent » bel et bien les médias.

Si la vision du lobby se retrouve si largement dans les grands médias, c'est en partie parce qu'un très grand nombre d'Américains qui écrivent sur

Israël sont eux-mêmes pro-israéliens. En 1976, dans une étude comparant l'influence respective des groupes de pression sur la politique américaine au Moyen-Orient, Robert H. Trice montrait que « ce qui a le plus gravement handicapé les groupes pro-arabes pendant la période 1966-1974, fut leur incapacité à rallier à leur cause un chroniqueur populaire écrivant pour plusieurs grands quotidiens nationaux ». Cette étude révélait également que « les groupes pro-israéliens peuvent compter non seulement sur le soutien des chroniqueurs mais aussi sur celui des rédacteurs en chef de certains des quotidiens les plus lus ». Les groupes pro-israéliens ont essayé de peser sur le traitement médiatique beaucoup plus que les groupes pro-arabes. En 1970 par exemple, la Conférence des présidents a distribué des dossiers de presse complets, comprenant photos et articles de fond, à plus de 1 700 quotidiens et aux principaux services d'information. « À tous les niveaux, notait Trice, – des communautés locales aux agences de presse internationales, en passant par les éditorialistes et les grands journaux nationaux –, les groupes pro-israéliens arrivent beaucoup mieux que les groupes pro-arabes à faire passer leur version des faits aussi bien au grand public qu'au public cultivé [1]. »

Les choses n'ont pas beaucoup changé depuis. Le débat entre experts du Moyen-Orient, écrivait le spécialiste des médias Eric Alterman en 2002, est « dominé par des gens pour qui il est inimaginable de critiquer Israël ». Il dénombre cinquante-six « éditorialistes et chroniqueurs sur lesquels on peut compter pour soutenir Israël systématiquement et sans nuance ». Alterman ne trouve en revanche que cinq experts qui critiquent systématiquement le comportement israélien ou défendent des opinions pro-arabes [2]. Des lecteurs ont par la suite contesté les généralisations qu'Alterman a tirées de quelques cas, et certaines des personnes qu'il citait sont aujourd'hui décédées. Pourtant, le déséquilibre reste flagrant et les réserves évoquées ne permettent pas d'invalider le cœur de son argumentation [3].

Prenons l'exemple des chroniqueurs qui ces dernières années étaient en charge du Moyen-Orient au *New York Times* et au *Washington Post*. William Safire et feu A.M. Rosenthal étaient de fervents défenseurs d'Israël (Safire était particulièrement favorable à Ariel Sharon). Aujourd'hui, David Brooks approuve complètement la politique israélienne. Thomas L. Friedman est plus modéré mais, s'il a critiqué certaines mesures israéliennes (et même parfois le lobby lui-même), il ne prend presque jamais le parti des Palestiniens et n'appelle jamais les États-Unis à prendre leurs distances avec Israël. Nicholas Kristoff a critiqué à plusieurs reprises la politique étrangère américaine – il a notamment publié un éditorial très controversé, en mars 2007, déplorant l'absence de débat public sérieux sur les liens entre Israël et les États-Unis. Mais le Moyen-Orient n'est pas son sujet de prédilection et il n'a en aucun cas défendu un point de vue pro-palestinien [4]. Maureen Dowd a

vivement critiqué les néoconservateurs pro-israéliens, mais, tout comme Kristoff, elle écrit rarement sur l'État hébreu ou sa relation avec les États-Unis. Personne dans l'éventail de chroniqueurs réguliers du *Times* ne défend sincèrement les Palestiniens ni ne propose d'analyses aussi équilibrées que celles d'Anthony Lewis – qui a pris sa retraite en 2001.

Quant au *Washington Post*, il a récemment publié plusieurs articles de chroniqueurs qui prenaient systématiquement le parti d'Israël : Jim Hoagland, Robert Kagan, Charles Krauthammer et Georges Will. Il y en avait deux autres autrefois : feu Michael Kelly et William Kristoll, qui maintenant dirige le *Weekly Standard* et assure une chronique dans le *New York Times*. Très pro-israéliens, ils avaient tendance à vanter les idées et la politique du Likoud plutôt que celles des Israéliens modérés. Richard Cohen écrit aussi sur le Moyen-Orient pour le *Post* mais il a le même profil que Thomas Friedman, du *New York Times* : attaché à Israël, il est néanmoins disposé à proposer une critique intelligente et informée. Aucun de ces deux journaux, que l'on peut raisonnablement considérer comme les deux quotidiens les plus lus aux États-Unis, n'emploie de chroniqueur qui prenne clairement parti pour le camp palestinien ou arabe.

Ces dernières années, le seul chroniqueur de renom à s'être souvent opposé à Israël est Robert Novak, un journaliste du *Chicago Sun Times* dont la chronique est reprise par plusieurs journaux et qui écrit régulièrement pour le *Post*. Pourtant, Novak est loin d'être un champion de la cause palestinienne. Le fait est que l'« autre camp » n'a pas de porte-parole qui puisse rivaliser avec Safire ou Krauthammer, ni même avec Friedman ou Cohen au *Times* ou au *Post*, ou dans n'importe quel autre quotidien important d'ailleurs. Le *Los Angeles Times*, par exemple, publie régulièrement des articles de trois fervents défenseurs d'Israël : Max Boot, Jonathan Chait et Jonah Goldberg. On n'y trouve aucun chroniqueur qui critique Israël, encore moins qui défende régulièrement les Palestiniens.

Même si tous ces journaux publient parfois des tribunes d'intervenants extérieurs qui remettent en cause la politique israélienne, la balance penche clairement en faveur d'Israël. On ne trouve aucun journaliste dans la presse américaine du genre de Robert Fisk ou de Patrick Seale, dont les critiques à l'égard d'Israël sont régulièrement publiées dans les journaux britanniques, et encore moins du genre de ces journalistes israéliens – Amira Hass, Akiva Eldar, Gideon Levy ou Bradley Burston – qui tous critiquent ouvertement certaines politiques de leur gouvernement. Il ne s'agit pas de dire ici que ces journalistes ont toujours raison et les chroniqueurs pro-israéliens toujours tort, mais force est de constater que des points de vue comme les leurs sont presque entièrement absents des principaux journaux américains.

Évidemment, ce penchant pro-israélien se retrouve dans les éditoriaux des principaux quotidiens. Robert Bartley, l'ancien rédacteur en chef du

Wall Street Journal, a fait un jour la remarque suivante : « Shamir, Sharon, Bibi, peu importe ce que ces types veulent, ça me va [5]. » Le *Wall Street Journal*, tout comme d'autres journaux respectés tels que le *Chicago Sun Tribune*, le *New York Sun* ou le *Washington Times*, publient régulièrement des éditoriaux qui semblent écrits par le service de communication des Premiers ministres israéliens lui-même. Il est vrai que les éditos du *New York Times* mettent parfois en question la politique israélienne et, ces dernières années, la critique a parfois été assez virulente. Le *Times* reconnaît la légitimité des revendications des Palestiniens et leur droit à disposer d'un État. Cependant, il a continuellement traité les deux camps de façon partiale [6]. Dans ses mémoires, l'ancien directeur exécutif du *Times* Max Frankel revient sur l'impact que sa propre inclination pro-israélienne a eu sur ses choix éditoriaux : « J'étais bien plus dévoué à Israël que je n'osais l'affirmer. [...] À cause de ma connaissance précise du pays et de mes amitiés là-bas, je commentais moi-même l'actualité du Moyen-Orient. Comme l'ont bien remarqué les lecteurs – plutôt les lecteurs arabes que les lecteurs juifs –, mon point de vue était pro-israélien [7]. »

Des magazines tels que *Commentary*, la *New Republic* et le *Weekly Standard* défendent eux aussi Israël avec zèle dès que l'occasion se présente. L'ancien rédacteur en chef de *Commentary*, Norman Podhoretz, a déclaré un jour devant un groupe de journalistes à Jérusalem que « le rôle des Juifs, qu'ils travaillent dans la presse juive ou dans la presse généraliste, est de défendre Israël, et non pas de rejoindre le camp de ses adversaires [8] ». Martin Peretz qui a longtemps été rédacteur en chef de *New Republic* a proclamé un beau jour : « Je suis amoureux de l'État d'Israël », tout en admettant qu'« il y a une sorte de ligne pro-israélienne » dans son magazine [9].

La couverture des événements concernant Israël est moins biaisée que les commentaires et les éditoriaux, en partie parce que la plupart des reporters essayent d'être objectifs, mais aussi parce qu'il est difficile de couvrir les événements qui ont lieu dans les territoires occupés ou au Sud-Liban sans reconnaître ce que fait véritablement Israël. Pourtant, afin de limiter les reportages négatifs sur Israël, certains groupes appartenant au lobby lancent des pétitions, organisent des manifestations et des opérations de boycott pour empêcher la diffusion d'informations qu'ils jugent anti-israéliennes. *Forward* notait ainsi en avril 2002 que « faire la chasse à tous les indices prouvant l'existence de préjugés anti-israéliens dans les médias est devenu pour beaucoup de Juifs américains la forme la plus directe et la plus passionnelle de lien avec la réalité du conflit, à presque 10 000 km de distance [10] ». Un responsable de CNN a reconnu un jour qu'il lui arrivait de recevoir six mille messages électroniques en une seule journée, qualifiant un reportage d'anti-israélien. Des journaux tels que le *Chicago Tribune*, le *Los Angeles Times*, le *Miami Herald*, le *New York Times*, le *Philadelphia Inquirer* et le

Washington Post ont tous été victimes d'un boycott à cause de leur couverture du Moyen-Orient [11]. Un correspondant a avoué au journaliste Michael Massing que les journaux « ont peur » de l'AIPAC et d'autres groupes pro-israéliens et que « la pression qu'exercent ces groupes est incessante. Les rédacteurs en chef font tout pour ne pas les irriter [12] ». L'ancien porte-parole du consulat israélien à New York, Menachem Shalev, a concédé un jour que, « bien entendu, il y a beaucoup d'autocensure. Les journalistes, les rédacteurs en chef et les politiciens y réfléchiront à deux fois avant de critiquer Israël s'ils savent qu'ils vont recevoir des milliers d'appels furieux en quelques heures. Le lobby juif sait y faire pour organiser les pressions [13] ».

La presse juive américaine a elle-même été victime de plusieurs tentatives de pressions. En 1989 par exemple, le directeur de l'information de l'AIPAC, Toby Dershowitz, a prié Andrew Caroll, le rédacteur en chef du *Washington Jewish Week*, de ne pas confier à Larry Cohler la rédaction d'une série d'articles sur l'AIPAC, parce que ses articles précédents – légèrement critiques à l'égard de l'organisation – étaient prétendument « inexacts ». Comme l'article a malgré tout été confié à Cohler, Dershowitz et le conseiller juridique de l'AIPAC, David Ifshin, ont appelé Caroll. Ifshin a annoncé que, si Cohler restait chargé du reportage, l'AIPAC relirait ses articles précédents « en ayant à l'esprit la possibilité d'un procès ». Cette tentative pas très subtile de faire pression sur Caroll n'a pas abouti. Mais, en 1991, le responsable du secteur des Affaires étrangères de l'AIPAC, Steven Rosen, a envoyé à plusieurs membres du comité de rédaction du *Washington Jewish Week* une note interne de l'AIPAC dans laquelle il était mentionné que Caroll était trop proche de la gauche et « cherchait à abattre la communauté juive organisée ». En avril 1992, un nouveau rédacteur en chef, sans aucune expérience journalistique, a été embauché au-dessus de Caroll, qui a démissionné trois mois plus tard et a été remplacé par l'ancien rédacteur en chef de la lettre d'information de l'AIPAC, *Near East Report* [14].

L'un des observatoires les plus assidus travaillant pour le lobby – bien que ce ne soit pas le seul – est le Committee for Accuracy in Middle East Reporting in America (CAMERA). Il a vivement critiqué la chaîne de radio National Public Radio (NPR) qu'il appelle parfois « National Palestine Radio [15] ». CAMERA a un site Internet où il publie de prétendus exemples de traitement biaisé de l'actualité. En plus de cela, il a organisé en mai 2003 des manifestations devant les stations de NPR dans trente-trois villes. Il a essayé de convaincre les donateurs de suspendre leurs contributions à la chaîne jusqu'à ce que sa couverture du Moyen-Orient soit jugée plus favorable à Israël. La station NPR de Boston, WBUR, a, semble-t-il, perdu plus de 1 million de dollars à cause de cette campagne. En 2006, CAMERA a publié de coûteux encarts publicitaires sur toute une page, dans le *New York Times* et le *New York Sun*, contre le livre de Jimmy Carter, *Palestine : Peace Not Apartheid*.

Ces encarts indiquaient le numéro de téléphone de l'éditeur et encourageaient les lecteurs à l'appeler pour se plaindre [16].

Les amis d'Israël au Congrès sont eux aussi responsables des pressions exercées sur NPR. En mars 2003 par exemple, un groupe de représentants – parmi lesquels se trouvaient de fervents défenseurs d'Israël tels que les démocrates californiens Tom Lantos, Brad Sherman et Henry Waxman – ont écrit une lettre au président de NPR Kevin Klose dans laquelle ils lui demandaient de procéder à un audit interne sur la couverture des événements au Moyen-Orient. Klose a refusé, mais il a quand même pris contact avec plusieurs groupes juifs, dans le but de désamorcer l'affaire [17].

Les efforts du lobby prennent encore d'autres formes. En août 2003 l'écrivain Ian Buruma publiait un article dans le *New York Times Magazine* intitulé « Comment parler d'Israël ? ». Il y observait simplement qu'il est difficile de proposer une analyse « critique et dépassionnée » d'Israël aux États-Unis. Il notait également que « même les critiques légitimes d'Israël, ou du sionisme, sont souvent immédiatement dénoncées comme antisémites ». En guise de réponse, Bret Stephens, alors rédacteur en chef du *Jerusalem Post*, aujourd'hui chroniqueur et membre du comité de rédaction du *Wall Street Journal*, publia une attaque au vitriol dans le *Post*. Il commençait en posant la question suivante à Ian Buruma : « Êtes-vous juif ? » Deux paragraphes plus loin, Stephens affirmait : « Ce qui compte pour moi, c'est que *vous* disiez : "Je suis juif." » Pourquoi était-ce si important ? Parce que, d'après Stephens, « il faut au moins être juif pour dire aux goys comment ils peuvent ou ne peuvent pas parler d'Israël ». Autrement dit, cette lettre signifiait que les non-Juifs ne peuvent parler de ces sujets que dans des termes que les Juifs jugent acceptables [18]. Cela explique peut-être pourquoi le *New York Times* a demandé à l'historien Tony Judt de se présenter clairement comme juif dans un éditorial qu'il avait écrit pour défendre notre article de la *London Review of Books* [19].

Les propos de Stephens ont sans doute profondément choqué beaucoup de gens – y compris la plupart des Juifs américains. Mais il n'en reste pas moins que certaines figures clés du lobby ont du mal à accepter l'idée d'un débat ouvert à propos d'Israël. Abraham Foxman, qui est à la tête d'ADL, a confié à James Traub, du *New York Times Magazine*, qu'il est « naïf » de croire que « le libre marché des idées arrive à filtrer l'erreur pour produire la vérité ». Et Traub de poursuivre : « L'expérience a appris [à Foxman] que la vérité ne gagne pas en vertu de sa propre force ; l'erreur représente un marché bien trop lucratif. » L'erreur, dans cette perspective, c'est ce qui résulterait d'une sérieuse remise à plat de la relation entre Israël et les États-Unis et de la valeur stratégique et morale de l'État hébreu. Des groupes tels que l'ADL veulent être sûrs que ceux qui sont en désccord avec Israël et

le soutien américain restent à la marge de l'espace public, et que leurs opinions soient considérées comme illégitimes[20].

Enfin, la dernière façon d'encourager une représentation positive d'Israël, c'est de coopter les journalistes en vue pour qu'ils diffusent la vision pro-israélienne auprès d'un large public. C'est dans ce but que la Conférence des présidents a contribué à créer America's Voices in Israel, un groupe à but non lucratif qui cherche, d'après le site web de la Conférence, « à consolider le soutien américain à Israël et la connaissance de ce pays en invitant des animateurs d'émissions de radio à venir en Israël et à diffuser leur programme en direct depuis Jérusalem ». Le site d'America's Voices présente l'organisation comme l'« avant-garde des relations publiques israéliennes *hasbara* ». Quant à Malcolm Hoenlein, le représentant de la Conférence des présidents (qui est également le président du conseil d'administration d'America's Voices), il la décrit comme « l'une des initiatives les plus importantes, les plus enthousiasmantes et les plus efficaces de la *hasbara* ». Parmi les participants, on compte des personnalités de la radio telles qu'Oliver North, Glenn Beck, Monica Crowley, Michael Medved, Armstrong Williams, et beaucoup d'autres. Cette campagne permet de s'assurer qu'un nombre croissant d'émissions de radio feront passer un message pro-israélien à leurs auditeurs[21].

Toutes ces tentatives ont un seul et même but : réduire le risque que les grands médias diffusent des informations susceptibles de donner une image négative d'Israël, et promouvoir les discours qui soutiennent qu'Israël a une importance stratégique et morale cruciale. Ces tentatives ne sont bien sûr pas à 100 % efficaces, mais elles sont remarquablement opérantes.

La pensée unique des think tanks

L'influence pro-israélienne se manifeste aussi dans les *think tanks*, qui jouent un rôle de plus en plus important dans le débat public et le choix des politiques menées. Au lieu de recourir aux membres de l'administration ou aux universitaires, les médias se fient de plus en plus aux experts qui travaillent dans les *think tanks* de Washington. La plupart d'entre eux abritent des services de presse et de communication, qui ont pour but de diffuser les points de vue de leurs experts auprès du grand public. De nombreux *think tanks* distribuent également des mémos très courts et prêts à l'emploi aux sénateurs ou à d'autres membres de l'administration. Ils organisent des séminaires, des petits déjeuners de travail, des briefings pour les responsables politiques et leurs conseillers. Ils encouragent également leurs propres analystes à publier des tribunes ou d'autres formes d'intervention, tout cela dans le but de créer un climat idéologique dominant. Des *think tanks* tels que

l'American Enterprise Institute ou la Brookings sont un réservoir de conseillers pour les candidats à la présidentielle, et de personnel pour chaque nouvelle administration. Ils offrent à ces mêmes personnes une retraite quand elles quittent le pouvoir, et une plate-forme à partir de laquelle elles peuvent continuer à influencer le débat. Incubateurs de nouvelles idées politiques, les *think tanks* constituent des acteurs clés du réseau de pouvoir à Washington [22].

Reconnaissant qu'il fallait pouvoir compter sur un porte-parole puissant, mais paraissant « objectif », pour discuter d'Israël, l'ancien président de l'AIPAC, Larry Weinberg, sa femme Barbi Weinberg, la vice-présidente de l'AIPAC, et Martin Indyk, le directeur adjoint de la recherche, ont fondé le WINEP en 1985 [23]. Même si le WINEP cherche à minimiser l'importance de ses liens avec Israël et prétend offrir une perspective « équilibrée et réaliste » sur les questions du Moyen-Orient, ce n'est pas le cas [24]. En fait, le WINEP est financé et dirigé par des personnes engagées dans la promotion de la politique israélienne. Dans son conseil d'administration, on compte plusieurs personnalités pro-israéliennes de premier plan telles qu'Edward Lutwak, Martin Peretz, Richard Perle, James Woolsey et Mortimer Zuckerman. En revanche, on n'y trouve aucune personne susceptible de vouloir défendre la vision d'un autre pays ou groupe du Proche-Orient. Il y a dans l'équipe du WINEP d'authentiques chercheurs ou d'anciens responsables politiques qui ont beaucoup d'expérience, mais ce sont tout sauf des analystes neutres des principaux problèmes du Moyen-Orient et, de fait, il y a peu de divergences de vues dans les rangs du WINEP.

L'emprise du lobby sur les *think tanks* dépasse largement le cas du WINEP. Comme nous l'avons vu au chapitre 4, ces dernières vingt-cinq années, les opinions pro-israéliennes ont gagné beaucoup de terrain dans des *think tanks* tels que l'American Enterprise Institute, l'Heritage Foundation, l'Hudson Institute, l'Institute for Foreign Policy Analysis et le JINSA. Tous ces *think tanks* sont farouchement pro-israéliens et comptent très peu de personnes – voire aucune – qui contestent le soutien américain à l'État hébreu.

L'évolution de la Brookings Institution permet aussi de mesurer le poids du lobby dans l'univers des *think tanks*. Pendant plusieurs années, l'expert en chef du secteur Moyen-Orient a été William Quandt, un universitaire respecté et un ancien membre du National Security Council, qui avait la réputation, tout à fait fondée, de traiter le conflit israélo-arabe de façon équitable. Au milieu des années 1970, la Brookings a publié un rapport très important sur le Moyen-Orient qui insistait sur la nécessité d'un retrait israélien, le droit à l'autodétermination des Palestiniens (incluant la possibilité d'un État indépendant), la liberté pour eux d'accéder aux sites religieux de Jérusalem, et des garanties pour la sécurité d'Israël. Beaucoup voient dans la

tentative réussie de l'administration Carter pour négocier un traité de paix entre Israël et l'Égypte l'empreinte de ce rapport rédigé par un large panel d'experts [25].

Pourtant, aujourd'hui, c'est le Saban Center for Middle East Policy qui s'occupe de ces questions à la Brookings. Ce centre a été créé en 2002 grâce à un don de 13 millions de dollars, financé essentiellement par Haim Saban, un farouche militant sioniste. C'est « peut-être, écrivait le *New York Times*, le magnat le mieux introduit dans le milieu politique. Il joue de son pouvoir et de sa fortune à Washington, et, de plus en plus, dans le monde entier, pour essayer d'influencer tout ce qui concerne Israël ». Cet « infatigable supporter » a confié au *Times* : « Je suis le genre de type qui se bat pour une seule cause, et ma cause, c'est Israël. » Son énergie est telle qu'Ariel Sharon l'a décrit comme « un grand citoyen américain et un homme qui a toujours été là pour Israël et le peuple juif quand il le fallait [26] ». L'homme qui a été choisi pour diriger le Saban Center est Martin Indyk, un ancien membre de l'administration Clinton, cofondateur du WINEP et ancien directeur de recherche adjoint de l'AIPAC.

On imagine mal qu'un institut de recherche financé par Saban et dirigé par Indyk puisse être autre chose que pro-israélien. Il est vrai, le Saban Center accueille de temps à autre des chercheurs arabes et affiche une certaine diversité d'opinions. Les chercheurs du Saban Center – tout comme Indyk lui-même – expriment souvent leur soutien à une solution à deux États. Mais les publications du Saban Center ne remettent jamais en cause le soutien américain à Israël et proposent rarement – voire jamais – de critique réelle de la politique israélienne. D'ailleurs, ceux qui s'écartent de la ligne du Saban Center n'y restent pas très longtemps ; en témoigne le bref passage de l'ancien membre du National Security Council Flynt Leverett [27].

Les positions pro-israéliennes du Centre apparaissent bien lors du Saban Forum, qui réunit chaque année d'importants dirigeants américains et israéliens pour une conférence de deux jours, soit à Washington soit à Jérusalem. L'édition 2006 avait pour intitulé : « L'Amérique et Israël : faire face à un Moyen-Orient en ébullition ». Y étaient invités, entre autres, la ministre des Affaires étrangères israélienne Tzipi Livni, Bill Clinton, la sénatrice Hillary Clinton, Shimon Pérès, William Kristol, les députés Tom Lantos et Jane Harman, et le ministre israélien des Affaires stratégiques Avigdor Lieberman. On peut remarquer l'absence criante de voix pro-arabes ou d'individus susceptibles de formuler une vision différente des rapports entre les États-Unis et Israël [28].

Vu le rôle que jouent ces institutions dans le processus de formation des idées et des politiques, l'équilibre des pouvoirs à Washington penche nettement en faveur d'Israël. Quelques *think tanks*, plus modestes, comme la New American Foundation, le Cato Institute et le Middle East Institute, ne

prennent pas systématiquement la défense d'Israël. Mais les centres de recherche sur politique étrangère les plus importants et les plus visibles à Washington prennent généralement le parti d'Israël et ne contestent pas le soutien américain.

Enfin, il faut dire un mot du prestigieux Council on Foreign Relations à New York. Son impressionnante équipe d'experts compte des représentants d'opinions plus diverses que dans les principaux *think tanks* de Washington. Pendant plusieurs années, on y trouvait à la fois des adversaires déterminés de la politique israélienne tels que Henry Siegman, l'ancien directeur de l'American Jewish Congress, et des figues pro-israéliennes bien connues comme l'expert néoconservateur Max Boot. Mais le Council n'échappe pas aux pressions. En témoignent les réactions soulevées par l'initiative qu'il a prise en septembre 2006 d'inviter le président iranien Mahmoud Ahmadinejad. Des organisations juives puissantes ont protesté violemment contre cette invitation. Le projet de provoquer la démission en chaîne de personnalités haut placées n'a été abandonné que lorsque le président du Council, Richard Haas, a accepté de remplacer le dîner par une « réunion de travail ». Abe Foxman, de l'ADL, a déclaré au *New York Times Magazine* : « Partager un repas avec ce type... c'était aller trop loin. » Vu les propos d'Ahmadinejad sur Israël et l'Holocauste, cette réaction est compréhensible [29]. Pourtant elle donne une fois de plus une idée de l'énergie que dépense le lobby pour veiller à ce que les diverses institutions qui influencent le discours public restent sensibles à ses préoccupations.

Surveiller l'université

La campagne que mène le lobby pour contrôler les débats sur Israël a suscité davantage de difficultés à l'université. Tout d'abord, beaucoup de professeurs sont titulaires de leur poste, ce qui les immunise contre un certain type de pressions. Mais surtout ils travaillent dans un domaine où la liberté intellectuelle est une valeur fondamentale et où l'on est vivement encouragé à remettre en cause les idées reçues. Il y a aussi un attachement fort à la liberté d'expression sur les campus universitaires. L'internationalisation de l'université américaine depuis une trentaine d'années a permis à beaucoup d'étudiants et de professeurs d'origine étrangère de venir aux États-Unis, or ceux-ci sont souvent plus durs à l'égard de l'attitude israélienne que les Américains.

Pourtant, pendant les années 1990, les groupes du lobby n'ont pas particulièrement cherché à influencer les débats qui existaient sur les campus, essentiellement parce qu'on était en plein processus d'Oslo. À cette époque la violence entre les Palestiniens et Israël avait diminué, et beaucoup

espéraient que le conflit allait bientôt être résolu. C'est pourquoi la critique d'Israël pendant les années 1990 est restée assez modérée, et le lobby n'a pas eu vraiment besoin d'intervenir.

Les critiques se sont nettement développées dans les *college* et les universités après l'effondrement du processus d'Oslo et l'arrivée au pouvoir d'Ariel Sharon en février 2001. Le ton s'est vraiment durci au printemps 2002, quand Tsahal a repris le contrôle des zones palestiniennes de Cisjordanie et a violemment réprimé la seconde Intifada. Le lobby a alors entrepris de « reconquérir les campus » de façon très agressive. De nouveaux groupes ont fait leur apparition, comme Caravan for Democracy, qui invitait « des intervenants en provenance d'Israël pour débattre des défis que doit affronter Israël en tant qu'unique démocratie de la région [30] ». Le Jewish Council for Public Affairs (JCPA) a organisé une série de sessions de formation pour apprendre aux étudiants intéressés à plaider la cause d'Israël sur leur campus. Une nouvelle organisation (Israel on Campus Coalition) a été créée pour coordonner les vingt-six différents groupes de ce genre.

Pour ne pas être en reste, les Christians United for Israel (CUFI) ont récemment formé une alliance avec le David Project, un groupe pro-israélien de Boston, qui opère essentiellement sur les campus. Leur but est de pouvoir compter sur des représentants dans les *college* et de mettre en place des programmes – le premier de ce genre à avoir été créé se trouve à l'université de Californie à Bakersfield – pour aider les étudiants des CUFI à « plaider la cause d'Israël ». Le directeur de l'organisation, David Brog, a défini l'objectif du programme comme étant d'« éduquer les générations futures ». Le directeur du David Project, Charles Jacob, a affirmé pour sa part qu'il « apprendrait [aux étudiants] comment répondre, pour qu'ils ne se contentent pas de dire que Dieu a donné cette terre à Israël. Nous leur expliquerons le conflit et l'analyserons non comme une guerre de frontières mais comme un conflit régional entre les Arabes et les Juifs, comme la pièce maîtresse d'une guerre globale [31] ».

Bien évidemment, l'organisation qui a compté le plus dans ce projet de reconquête des campus, c'est l'AIPAC, qui surveille l'activité des campus et qui forme des jeunes gens prêts à défendre la cause d'Israël depuis presque la fin des années 1970. Les dépenses de l'AIPAC pour ce genre de programmes ont plus que triplé quand la situation en Israël a commencé à se corser. L'objectif, expliquait Jonathan Kessler, le responsable de la formation du leadership à l'AIPAC, était de faire en sorte qu'il y ait « beaucoup plus d'étudiants engagés sur les campus, de développer leur compétence et leur participation aux efforts engagés par la nation pour soutenir Israël ». Pendant l'été 2003, l'AIPAC a fait venir à Washington 240 étudiants, tous frais payés. Ils devaient suivre un stage intensif de quatre jours pour apprendre comment plaider des causes. Là, on les a fortement incités à s'efforcer de

nouer des contacts avec toutes les personnes influentes dans leur campus et de les gagner à la cause d'Israël [32]. En 2007, plus de 1 200 étudiants venus de presque 400 *college* ou universités ont assisté à la conférence annuelle de l'AIPAC, et parmi eux se trouvaient 150 présidents d'associations étudiantes [33].

À cette campagne destinée à gagner la sympathie des étudiants, s'ajoute la tentative d'influencer les professeurs d'université et les modes de recrutement. Ainsi, au début des années 1980, l'AIPAC recrutait des étudiants pour l'aider à identifier les professeurs et les organisations étudiantes considérés comme anti-israéliens. Les résultats de cette enquête ont été publiés en 1984 dans l'*AIPAC College Guide : Exposing the Anti-Israel Campaign on Campus*. Pendant ce temps, l'ADL, qui amassait les dossiers sur les individus et les organisations qu'elle considérait comme suspects, a fait circuler discrètement une petite brochure contenant des « informations sur le passé de sympathisants pro-arabes militant sur les campus ». Ils étaient accusés d'« utiliser l'antisionisme comme un simple masque de leur antisémitisme viscéral [34] ».

Ces efforts ont pris encore plus d'ampleur en septembre 2002, quand Daniel Pipes a créé Campus Watch, un site qui mettait en ligne des fiches sur les universitaires suspects et qui, reprenant le même refrain que l'AIPAC, encourageait les étudiants à dénoncer les commentaires et les comportements qui pourraient être interprétés comme hostiles à Israël [35]. Cette tentative évidente de dresser une liste noire pour intimider les chercheurs à immédiatement déclenché une vague de protestations. Pipes a plus tard retiré les fiches de son site, mais celui-ci incite toujours les étudiants à dénoncer les comportements prétendument anti-israéliens dans les universités [36].

La campagne menée par Pipes ne se réduit pas à Campus Watch. Avec l'appui de Martin Kramer – un chercheur israélo-américain qui a également des fonctions au WINEP et à l'Israel Shalom's Center – et de Stanley Kurtz, qui rédige souvent des articles pour la *National Review* et est chercheur à la Hoover Institution, Daniel Pipes s'est lancé dans une autre entreprise. Il a tenté de convaincre le Congrès de restreindre ou en tout cas de surveiller de près les financements que le gouvernement accorde en vertu du « titre VI [a] » aux programmes d'étude du Moyen-Orient et aux autres programmes d'études régionales des principales universités. L'objectif est de réduire au

a. Il s'agit du titre VI de la *National Defense and Education Act*, votée en 1958, dans le cadre de la Guerre froide, qui permet au gouvernement fédéral de financer des programmes d'*area studies* (études régionales) et des programmes de langue. La loi a peut-être été légèrement modifiée par la suite, mais c'est toujours en vertu de l'article 6 de cette loi qu'on finance les grands centres d'études du Moyen-Orient (*title VI centers*) [*N.d.T.*].

silence – ou en tout cas d'intimider – ceux qui critiquent Israël et par là d'obliger les universités à embaucher des chercheurs dont les opinions sont plus au goût de Pipes, Kramer et Kurtz. L'*International Studies in Higher Education Act*, qu'ils ont soutenu, appelait à la mise en place d'une commission désignée par le gouvernement pour surveiller les centres d'études internationales qui bénéficient d'une aide fédérale. Cette commission aurait eu pour mission de proposer au secrétaire à l'Éducation et au Congrès des moyens de veiller à ce que les activités des centres recevant un financement du gouvernement « reflètent la diversité des perspectives et toute la gamme des points de vue sur les régions du monde et les affaires internationales [37] ». Bien qu'apparemment inoffensif, l'article de la loi proposée était en fait inspiré des déclarations de Kramer et Kurtz d'après lesquelles les programmes actuels d'études du Moyen-Orient étaient partisans et encourageaient les opinions anti-américaines et anti-israéliennes [38].

Si ce projet de loi avait été adopté en l'état, les universités qui demandent au gouvernement un financement auraient subi de fortes pressions pour embaucher dans leurs programmes d'études régionales des personnes en phase avec la politique américaine actuelle et qui ne critiquent pas Israël. L'initiative a été soutenue par d'importants groupes du lobby, tels que l'AIPAC, l'ADL, l'American Jewish Congress et cinq autres organisations. Tous ont envoyé une lettre au Congrès accusant les centres dont le statut est fixé par le titre VI de « promouvoir de façon dogmatique une image positive des Palestiniens, des Arabes et du monde islamique, et d'ignorer ou de dénigrer Israël [39] ». Le projet de loi a été approuvé par la Chambre des représentants, mais n'a jamais été examiné par l'ensemble du Sénat [40]. Un projet de loi similaire a été réintroduit en 2005 et adopté par la Chambre des représentants à une faible majorité (221 contre 199) en mars 2006, mais le Sénat a une fois de plus refusé de se prononcer, et le projet de loi a été enterré à la fin du 109ᵉ Congrès [41].

Kramer et Kurtz ont pourtant crié victoire en 2007. Le Congrès a demandé au National Research Council de mener une enquête sur les programmes concernés par le titre VI. Il a recommandé que le président nomme un responsable doté de tous les pouvoirs requis pour superviser les programmes d'études internationales et de langues [42]. L'étude du NRC a souligné l'intégrité des programmes d'études régionales existants et n'a pas confirmé les accusations de partialité de Kramer et Pipes. Un membre du groupe d'étude, l'ancien directeur du Bureau du recensement Kenneth Prewitt, a déclaré aux journalistes que, si le caractère partial des études régionales avait été flagrant, on s'en serait rendu compte, mais que « ce n'est pas le cas [43] ». Certains défenseurs de la formulation actuelle du titre VI suggèrent que le fait de confier la gestion de ces programmes à un responsable supérieur désigné par le président permettrait de protéger leur statut et les

aiderait à obtenir plus d'argent. Toutefois, donner à un seul individu un pouvoir si énorme fait aussi naître le risque inquiétant qu'il puisse un jour être en mesure de mettre en œuvre le programme de normalisation idéologique prôné par Pipes, Kramer et Kurtz.

En outre, la version d'avril 2007 du titre VI de la loi sur les programmes d'études internationales, dont le Sénat est en train de débattre, permettrait aux personnes qui trouvent qu'un programme ne propose pas de perspectives suffisamment variées, de porter plainte. « Si les plaignants ne sont pas satisfaits par la réponse de l'université, leurs plaintes pourront être enregistrées par le Département de l'Éducation et évaluées par le secrétaire à l'Éducation. » Le projet de loi prévoit également que le secrétaire « tienne compte de ce genre de plaintes au moment du renouvellement des financements [44] ». Si une telle loi est adoptée, on peut facilement imaginer que les groupes du lobby se plaindront systématiquement des programmes d'études du Moyen-Orient auxquels participent des détracteurs de la politique israélienne, afin de convaincre le Département de l'Éducation de leur retirer le soutien financier autorisé par le titre VI ou d'encourager l'université concernée à garder cet argent à condition d'adopter une approche pro-israélienne.

Afin de faire contrepoids encore plus sûrement à ce qui est perçu comme la prédisposition anti-israélienne de l'université, un certain nombre de philanthropes y ont créé des programmes d'études israéliennes (en plus des 130 programmes environ d'études du judaïsme qui existent déjà), afin d'augmenter le nombre de chercheurs sympathisants de la cause israélienne sur les campus [45]. L'université de New York a ainsi annoncé la naissance du Taub Center for Israeli Studies le 1er mai 2003, et des programmes analogues ont été mis en place dans d'autres universités, notamment à Berkeley, Brandeis et Emory. Si les responsables de ces programmes mettent l'accent sur leur valeur pédagogique, ils servent également à promouvoir l'image d'Israël sur le campus. Fred Lafer affirme clairement que la Taub Foundation qu'il dirige a financé le centre à l'université de New York pour faire contrepoids « au point de vue arabe » d'après lui dominant dans les programmes d'études du Moyen-Orient de cette université [46].

Il semble que ce sont des motifs similaires qui sont à l'origine du don de plusieurs millions proposé par le magnat Sheldon Adelson pour développer l'actuel Programme d'études de la civilisation juive à l'université de Georgetown et pour en faire un centre qui s'intéresse à la « judéité comme paradigme des relations internationales ». *Ha'aretz* rapportait en août 2006 que « l'un des objectifs principaux d'Adelson et des autres défenseurs de ce centre est de contrebalancer la présence (importante) d'Arabes à l'université ». Le premier directeur du programme, Yossi Shain (qui dirige aussi la Hartog School of Government à l'université de Tel-Aviv), a déclaré qu'il était

important de mettre en place un tel programme à Georgetown « parce que c'est une école jésuite, parce que c'est à Washington, parce que c'est dans le département d'études étrangères. De même, le rabbin de l'université Harold White a affirmé que l'établissement de ce nouveau centre contrebalancerait l'effet du Centre d'études du monde arabe qui existe déjà, et que cela était particulièrement important car beaucoup de diplômés de Georgetown finissent au Département d'État [47] ».

Le souci du lobby de surveiller l'université a conduit à plusieurs tentatives pour faire pression sur l'administration ou influencer les décisions des responsables. Pendant l'été 2002 par exemple, des groupes pro-israéliens de l'université de Chicago ont prétendu qu'il existait « une atmosphère haineuse destinée à intimider les étudiants juifs du campus ». Ils ont accusé les enseignants et l'administration de ne rien faire pour régler le problème. Au contraire, a-t-on dit, ils « approuvent et encouragent ce genre de comportements ». Choquée par de telles accusations, l'administration a réuni toutes les plaintes des étudiants pour les étudier de près. Seules deux accusations se sont révélées fondées. La première portait sur un graffiti antisémite sur le mur d'un dortoir, qui n'avait pas été immédiatement effacé par le personnel. La seconde concernait un e-mail envoyé sur la liste de diffusion d'un département par un étudiant qui racontait une blague à propos d'Auschwitz. Aussi déplorables soient-ils, ces deux faits ne prouvent pas l'existence d'une « atmosphère de persécution et d'aliénation », pour reprendre les termes d'un étudiant décrivant le climat à Chicago en 2002. Le consul général d'Israël à Chicago puis l'ambassadeur lui-même ont fait une visite à l'université peu après. Leur but était de forcer le président et le doyen à trouver des moyens pour améliorer l'image d'Israël sur le campus. Pendant cette même période, le célèbre historien américano-palestinien Rashid Khalidi, qui enseignait alors à l'université de Chicago, a vu sa messagerie Internet bombardée de spams [48].

Jonathan Cole indique que lorsque l'université de Columbia, dont il est l'ancien doyen, a recruté Khalidi, « les plaintes de gens qui sont en désaccord avec ses opinions politiques ont commencé à déferler ». L'université de Princeton a été confrontée aux mêmes problèmes quelques années plus tard quand elle a tenté d'embaucher Khalidi [49]. Le Palestinien-Américain Edward Saïd, qui a enseigné à Columbia pendant de nombreuses années, a été la cible d'attaques similaires. Cole a raconté par la suite que « la moindre prise de position publique en faveur des Palestiniens de l'illustre professeur de littérature comparée Edward Saïd donnait lieu à l'envoi de centaines d'e-mails, de lettres, à la publication d'articles nous appelant à critiquer Saïd et à le sanctionner ou à le renvoyer [50] ». Les misères de Columbia ne se sont pas arrêtées là. En 2004, le David Project a produit un film de propagande dans lequel on prétendait que le corps enseignant des programmes d'études du

Moyen-Orient à Columbia était antisémite et cherchait à intimider les étudiants juifs partisans d'Israël [51]. L'université a été très durement mise en cause par les journaux néoconservateurs tels que le *New York Sun*. Pourtant une commission de professeurs à qui avait été confiée la mission de vérifier la véracité de ces accusations n'a trouvé aucune preuve d'antisémitisme. Un seul incident a retenu leur attention : un professeur aurait « répondu de façon emportée » à la question d'un étudiant. La commission a également fait apparaître que les professeurs accusés avaient été les cibles d'une campagne d'intimidation [52].

On aimerait croire que ce sont là des incidents isolés. Mais des événements très semblables se sont reproduits en 2006, quand le département d'histoire et de sociologie de l'université de Yale a choisi de nommer professeur Juan Cole, un historien renommé de l'université du Michigan. Auteur d'un blog auquel on a décerné un prix, Cole a critiqué un certain nombre de politiques israéliennes ces dernières années. Les éditorialistes pro-israéliens du *Wall Street Journal* et du *Washington Times* ont violemment remis en cause sa nomination. D'après le journal *Jewish Week*, plusieurs donateurs juifs renommés ont appelé les responsables de Yale pour contester cette décision, sur laquelle le comité de sélection de l'université est par la suite revenu. On ne connaît pas l'impact réel que représente la pression des donateurs, mais cet incident montre à quel point il est crucial pour certains défenseurs d'Israël de contrôler les discours sur les campus [53].

Afin d'éviter la critique, on s'en est pris à des participants à des séminaires, à des professeurs invités, à des conférenciers, afin de créer un climat tel que la liberté d'expression et de débat était sérieusement restreinte. En 1984, un groupe d'étudiants à l'université de Stanford a invité Pete McCloskey, un ancien de l'université et du Congrès, à donner une série de cours. McCloskey était un opposant affiché à la politique de soutien inconditionnel à Israël. En 1980, il avait proposé un amendement qui aurait réduit l'aide américaine de la somme qu'Israël dépensait chaque année pour ses colonies en Cisjordanie. Il fut pour cela accusé d'antisémitisme, ce qui contribua à sa défaite lors de la campagne sénatoriale de 1982. Mais la controverse ne s'est pas arrêtée là. Le directeur de l'association Hillel de Stanford a déclaré que cette invitation était une véritable « gifle » à la communauté juive. Des membres du conseil étudiant ont menacé de réduire son salaire ou de le renvoyer s'il ne retirait pas de son programme de cours un article de l'ancien sous-secrétaire d'État George Ball, et s'il n'ajoutait pas des textes reflétant des points de vue pro-israéliens. En dépit des règles fondamentales de la vie académique, ils ont également fait pression pour qu'il prévoie des cours supplémentaires où il inviterait des intervenants ayant une perspective différente de la sienne. Un rapport de l'université a fait apparaître que ce groupe d'étudiants s'était rendu coupable d'une « violation

grave » de la liberté académique. Et McCloskey a finalement reçu des excuses en bonne et due forme de la part du doyen de Stanford [54].

Nous avons nous-mêmes pu goûter à certains de ces procédés. Début 2006, nous avons tous les deux été invités, séparément, à participer au Current Strategy Forum du Naval War College. Le panel avait pour titre : « La nature du pouvoir », ce qui n'avait pas grand-chose à voir avec l'évolution politique du Moyen-Orient ni avec la politique américaine dans cette région. À la suite de la parution de notre premier article « The Israel Lobby » en mars 2006, le président du College a reçu plusieurs coups de fil de membres du Congrès qui ont suggéré qu'il n'était pas vraiment bienvenu de nous laisser intervenir [55]. Le président – c'est tout à son honneur – n'a pas tenu compte de ces appels et nous avons participé à la conférence sans incident. Un peu plus tard, une autre invitation de Walt à une série de conférences à l'université du Montana a aussi suscité de violentes accusations de la part de plusieurs professeurs. Ils se sont lancés dans une campagne prolongée mais vaine pour que la personne chargée d'organiser les conférences soit relevée de ses fonctions [56].

Les groupes et universitaires pro-israéliens ne se sont pas contentés de surveiller les professeurs et les recrutements. Un certain nombre d'entre eux ont tenté de faire obstacle à la parution de travaux académiques qui n'étaient pas de leur goût. En 1998, par exemple, l'ADL a cherché à convaincre Metropolitan Books, l'éditeur du livre de Norman Finkelstein et Ruth Bettina *A Nation on Trial* [57], d'interrompre sa commercialisation. Les auteurs de *A Nation on Trial* critiquent sans mâcher leurs mots le best-seller controversé de Daniel Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners* [58], qui affirme que l'Holocauste n'était pas seulement la conséquence des croyances nazies et de la folie de Hitler, mais trouvait également son origine dans une « idéologie éliminationniste » présente de manière diffuse dans toute la société allemande bien avant la période nazie. Tout comme le livre de Goldhagen, *A Nation on Trial* a suscité à la fois des critiques et des éloges de la part d'universitaires respectés. Pourtant, le directeur de l'ADL Abraham Foxman a décrété que le livre n'aurait pas dû être publié. La question n'était pas de savoir, a-t-il déclaré, « si la thèse de Goldhagen est vraie ou fausse, mais de savoir ce qui est une "critique légitime" et ce qui franchit la ligne rouge [59] ».

Un épisode similaire a eu lieu en 2003, quand des avocats représentant le professeur de droit Alan Dershowitz ont envoyé des lettres de menace aux Presses de l'université de Californie pour essayer d'empêcher la publication du livre de Norman Finkelstein *Beyond Chutzpah*, une critique détaillée du livre de Dershowitz *The Case for Israel*. Dershowitz a même écrit au gouverneur de Californie, Arnold Schwarzenegger (qui est formellement responsable des institutions publiques telles que les universités). Il a prétendu par la suite qu'il n'essayait pas d'empêcher la publication du livre de Finkelstein,

mais c'est bien ainsi que les responsables des Presses de l'université de Californie ont interprété son attitude. Quoi qu'il en soit, ils ont résisté et publié le livre [60].

La campagne visant à empêcher les Américains de lire ou d'entendre des points de vue négatifs sur Israël se manifeste même au niveau des lycées. En février 2005, par exemple, le *New York Sun* informait ses lecteurs de la participation de Khalidi à un programme de séminaires, auxquels assisteraient des professeurs de lycée, soutenu par le département de l'Éducation de la ville de New York. Le *Sun* et certains politiciens locaux sont immédiatement montés au créneau pour qu'il soit renvoyé. Le *Sun* l'a accusé d'avoir traité Israël d'« État raciste », allégation que Khalidi a fermement niée. Le représentant démocrate Anthony Weiner, alors candidat aux municipales, a qualifié sa participation au programme d'« affront ». Simcha Felder, membre du conseil municipal de Brooklyn, y voyait carrément une « abomination ». Joel Klein, le président du département de l'Éducation, l'a exclu du programme le lendemain et a publié le communiqué suivant : « Rashid Khalidi n'aurait pas dû être admis dans un programme de formation professionnelle adressé à des enseignants et il n'y participera pas à l'avenir [61]. » L'année suivante, le conseil municipal de New York a approuvé la mise en place d'un programme d'études sur Israël créé « à l'initiative du service de relations publiques du consulat israélien à New York [62] ». Pendant ce temps, une coalition de plus de trente groupes juifs avait déjà organisé un nouveau programme national pour apprendre à des lycéens à plaider plus efficacement la cause d'Israël [63].

Les groupes et les individus pro-israéliens se sont battus sur tous les fronts – contre les étudiants, les professeurs, l'administration, et même les programmes de cours – pour modeler les discours sur les campus. Leurs efforts n'ont pas eu autant de succès à l'université qu'au Capitole ou même dans les médias, mais ils n'ont pas travaillé inutilement. Alors que le Moyen-Orient est toujours en ébullition, et qu'Israël continue de s'étendre dans les territoires occupés, on critique moins Israël sur les campus aujourd'hui qu'il y a cinq ans [64].

Des procédés contestables

Comme nous n'avons eu de cesse de le répéter, il est tout à fait légitime de plaider la cause d'Israël, ou même d'essayer d'influencer l'opinion publique en participant au débat. Nous ne pensons pas que l'influence actuelle du lobby serve les intérêts des États-Unis ou d'Israël, mais la plupart de ses méthodes sont acceptables et participent du cours agité des régimes démocratiques. Malheureusement, certains individus ou groupes

pro-israéliens sont parfois allés trop loin, en cherchant à réduire au silence ceux qui ne partagent pas leurs opinions. Ainsi des procédés d'intimidation ou de stigmatisation de leurs adversaires, voire des tentatives pour briser leur carrière. Le comportement du lobby à l'égard de l'université donne une bonne idée de ce genre de comportements qui ne devraient pas avoir droit de cité dans une démocratie. Or, le lobby ne sort pas seulement l'artillerie lourde contre le milieu universitaire.

Ainsi ce qui est arrivé en octobre 2006 à Tony Judt, un historien de l'université de New York, juif mais souvent critique de la politique israélienne. Il avait été invité à donner une conférence au consulat polonais de New York sur le thème du « lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine ». Le gouvernement polonais n'était pas à l'origine de l'événement : le consulat avait simplement loué ses locaux à Network 20/20, un groupe indépendant qui organise des conférences sur des sujets très divers. David Harris, le directeur de l'American Jewish Committee, a eu vent de l'événement et a contacté le consulat de Pologne. Harris a précisé plus tard qu'il avait appelé un « ami polonais » pour lui expliquer que le contenu de la conférence « allait être absolument contraire à tout l'esprit de la politique étrangère polonaise ». Le consul général a également reçu deux requêtes de l'ADL. Il a par la suite décrit ces appels comme « l'exercice d'une pression douce... Nous sommes des adultes et notre QI est suffisamment élevé pour comprendre cela ». Le consulat a annulé la conférence de Judt à la dernière minute, ce qui a poussé un groupe d'intellectuels américains de renom à rédiger une lettre ouverte pour dénoncer cette évidente tentative de sabotage de la liberté d'expression [65]. Judt affirme également avoir reçu des menaces de mort contre lui et sa famille à d'autres occasions, en raison de ses précédentes prises de position contre la politique israélienne [66].

Un incident analogue s'est produit plus tard au cours de ce mois-là, lorsque l'ambassade de France aux États-Unis a organisé une réception à l'occasion de la parution du livre de Carmen Callil *Bad Faith* [67], qui examine en profondeur le rôle qu'un fonctionnaire français (Louis Darquier de Pellepoix) a joué dans la déportation des Juifs à Auschwitz. Le livre est un réquisitoire passionné et émouvant contre la complicité de la France dans l'Holocauste. Pourtant l'ambassade a, semble-t-il, reçu des plaintes à propos d'un bref passage du post-scriptum où Callil s'exprime ainsi : « Ce qui m'angoissait, à mesure que je cernais Louis Darquier, c'était de vivre si près de la terreur sans espoir des Juifs de France, et de voir ce que les Juifs d'Israël sont en train de faire subir aux Palestiniens. » Cédant aux pressions, l'ambassade de France a déclaré qu'elle « ne pouvait approuver l'opinion personnelle de l'auteur exprimée dans la postface » et a annulé la réception [68].

Le cas de *My Name Is Rachel Corrie* est encore plus parlant. Cette pièce raconte l'histoire d'une jeune Américaine qui a été tuée en mars 2003 par un

bulldozer israélien alors qu'elle tentait d'empêcher Tsahal de démolir une maison palestinienne dans la bande de Gaza. La première de la pièce, fondée sur la correspondance et le journal de Corrie, a eu lieu en avril 2005 au Royal Court Theater à Londres et a été accueillie avec beaucoup d'enthousiasme. Il était prévu qu'elle soit donnée à partir de mars 2006 au New York Theater Workshop, qui a la réputation de programmer des spectacles très controversés. Mais la première a été reportée environ un mois avant la date prévue. D'après le *New York Times*, le directeur artistique du New York Theater Workshop en avait décidé ainsi « après avoir interrogé les représentants de la communauté juive et les responsables religieux locaux sur ce qu'ils en pensaient ». Le *Los Angeles Times* cite ses propos exacts : « Ce dont nous étions sûrs, c'est que, après la maladie de Sharon et la victoire du Hamas aux dernières élections palestiniennes, la situation était très délicate [69]. » (La production du Royal Court Theater a finalement été jouée à New York à l'automne 2006, mais il n'y a eu que 80 représentations.) Le même scénario s'est produit au Canada en décembre 2006 quand le plus grand théâtre public du pays a annulé une représentation de la pièce, de peur de se mettre à dos la communauté juive de Toronto [70]. Enfin, en avril 2007, le Mosaic Theater de Miami a annulé son projet de produire la pièce suite aux protestations d'une « minorité passionnée et déterminée » (pour reprendre les termes du *Miami Herald*) d'abonnés et d'autres personnes [71].

La lutte zélée contre les « critiques soi-disant dangereuses » a même conduit une importante organisation du lobby devant les tribunaux. Dans les années 1980 et au début des années 1990, l'ADL a embauché des détectives privés, dont l'un, Roy Bullock, collectait également des informations pour le gouvernement d'Afrique du Sud sous l'Apartheid. En échange, Bullock obtenait des informations d'un officier de la police de Los Angeles spécialisé dans le renseignement qui, semble-t-il, subtilisait des documents confidentiels au département de la Police et au département des Véhicules. Au total, ils ont semble-t-il tous les deux subtilisé les dossiers de 12 000 personnes et 600 organisations en Californie ; certains de ces dossiers ont été transmis à l'ADL. Ces opérations de surveillance n'avaient pas seulement pour cibles les suprématistes blancs et les groupes néonazis, mais aussi un certain nombre de Juifs dissidents, de groupes arabes-américains et d'autres opposants à la politique israélienne. Le procureur de San Francisco a demandé une enquête criminelle, et l'officier de police n'a finalement pas contesté l'accusation d'utilisation illégale des ordinateurs de la police. Mais le procureur a hésité à poursuivre l'ADL qu'il voyait d'un bon œil. Il a donc accepté l'offre faite par l'ADL de faire un don de 75 000 dollars pour combattre l'intolérance dans la région et aucune charge n'a été retenue contre l'organisation ni contre Bullock.

Trois des cibles – dont deux Juifs – ont malgré tout intenté un procès. L'ADL a finalement accepté un arrangement et versa à chacun des plaignants une somme de 50 000 dollars en plus du remboursement des frais du procès. Le directeur de l'ADL Abraham Foxman a refusé de reconnaître que son organisation avait espionné qui que ce soit et a maintenu que mener une enquête sur les groupes ennemis d'Israël était une pratique tout à fait légitime. « La survie et la sécurité du peuple juif », a-t-il déclaré, dépendent entièrement de l'existence du territoire « sûr, protégé et continu » en Israël. Contrairement à la mission qu'elle affichait, l'ADL ne protégeait pas la communauté de l'intolérance et de l'antisémitisme. Elle ciblait simplement les individus soupçonnés d'être en désaccord avec la politique israélienne ou le soutien américain [72].

Le « nouvel antisémitisme »

Le débat sur les méthodes du lobby ne serait pas complet sans l'analyse de l'une de ses armes les plus puissantes : l'accusation d'antisémitisme. Quiconque critique les agissements d'Israël ou affirme que les groupes pro-israéliens ont une influence décisive sur la politique étrangère des États-Unis au Moyen-Orient risque sérieusement de se voir accoler l'étiquette d'antisémite. À vrai dire, tous ceux qui affirment ne serait-ce que l'existence d'un lobby pro-israélien sont susceptibles de tomber sous le coup de cette accusation, alors même que l'AIPAC et la Conférence des présidents n'hésitent pas à parler de leur influence et que les médias israéliens eux-mêmes parlent régulièrement du « lobby juif » en Amérique [73]. En effet, le lobby peut tout à la fois s'enorgueillir de son pouvoir et s'attaquer à ceux qui attirent l'attention sur lui.

Cette accusation s'inscrit dans le contexte de déclarations alarmistes sur la résurgence d'un antisémitisme virulent, en particulier en Europe. En octobre 2002, Mortimer B. Zuckerman, le président de la Conférence des présidents, après avoir évoqué dans *U.S. News and World Report* une « honteuse épidémie d'antisémitisme », lançait un avertissement : « L'Europe est à nouveau malade. » En mars 2004, Jeff Jacoby, éditorialiste au *Boston Globe*, a consacré un article à la résurgence du « cancer de l'antisémitisme en Europe [74] ». De même, l'ambassadeur américain auprès de l'Union européenne a déclaré au début de l'année 2004 : « La situation est devenue aussi grave que dans les années 1930 [75]. »

Il est certes difficile de mesurer l'antisémitisme, mais les faits nous incitent à tirer une conclusion opposée. En effet, pendant l'été 2004, alors que les déclarations sur l'antisémitisme européen se multipliaient aux États-Unis, des sondages réalisés par l'ADL et le Pew Research Center for the

People and the Press auprès des opinions publiques européennes ont montré qu'en réalité il était en déclin [76].

Prenons l'exemple de la France : les groupes pro-israéliens la présentent comme l'État le plus antisémite d'Europe et voient en Paris la « capitale de l'Europe antisémite aujourd'hui, comme sous la IIIe République [77] » (Martin Peretz, *New Republic*). Or un sondage réalisé en 2002 auprès des citoyens français révélait que 89 % d'entre eux peuvent envisager de vivre avec une personne de confession juive ; que 97 % pensent qu'écrire un graffiti antisémite est un délit grave ; que 87 % sont choqués par les attaques contre les synagogues ; et que 85 % des catholiques pratiquants rejettent l'affirmation selon laquelle les Juifs auraient beaucoup trop d'influence dans le monde des affaires et de la finance [78]. Les responsables de la communauté juive de France ont déclaré à l'automne 2003 que « la France n'est pas plus antisémite que l'Amérique [79] ». Le quotidien *Ha'aretz* a rapporté que la police française avait enregistré une diminution de près de 50 % des actes antisémites en France en 2005 ; et ce en dépit du fait que la France abrite la population musulmane la plus nombreuse d'Europe [80].

Lorsqu'un Juif français a été brutalement assassiné par le « gang des barbares » en février 2006, des dizaines de milliers de citoyens français ont défilé dans les rues pour condamner l'antisémitisme. Le président Jacques Chirac et le Premier ministre Dominique de Villepin ont tous deux participé à une cérémonie d'hommage à la victime, exprimant ainsi leur solidarité avec la communauté juive française [81]. On rappellera aussi qu'en 2002 les Juifs de l'ancien empire soviétique ont été plus nombreux à émigrer en Allemagne qu'en Israël, au point de devenir « la communauté juive qui se développe le plus rapidement dans le monde », d'après un article publié dans le quotidien juif américain *Forward* [82]. Si la situation en Europe était vraiment devenue « aussi grave que dans les années 1930 », on aurait du mal à imaginer que des Juifs choisissent d'y émigrer en aussi grand nombre.

Il est certain que l'Europe ne s'est pas complètement débarrassée du fléau de l'antisémitisme. Personne ne peut nier qu'il y a encore certains antisémites virulents en Europe (comme aux États-Unis d'ailleurs), mais ils sont peu nombreux et leurs opinions extrémistes sont rejetées par la grande majorité des Européens. De même, il est impossible de nier qu'il existe un sentiment antisémite chez les musulmans européens : celui-ci s'explique par la politique israélienne chez les uns et relève d'un véritable racisme chez les autres [83]. En Grande-Bretagne par exemple, le Community Security Trust (CST), un observatoire de l'antisémitisme, a relevé une hausse de 31 % des actes antisémites en 2006. Assurément, des actes aussi honteux ne devraient jamais être pris à la légère. Néanmoins, on a compté en tout et pour tout 594 incidents de ce genre (pour un pays de plus de 60 millions d'habitants),

et près d'un quart d'entre eux ont eu lieu pendant la guerre du Liban de 2006. Comme le reconnaît Mark Gardner du CST, « la situation n'est en aucune façon comparable avec celle des années 1930 [84] ». Plusieurs autres groupes – dont le Global Forum Against Anti-Semitism, situé en Israël – ont confirmé que le nombre d'incidents antisémites avait, en réalité, diminué pendant cette période. Dans la mesure où il est difficile de savoir ce qu'on inclut dans l'antisémitisme et compte tenu du fait que les actes antisémites ne sont peut-être pas tous déclarés, les chiffres contradictoires que l'on obtient devraient inciter à la plus grande prudence lorsque l'on diagnostique une hausse ou une baisse significatives de l'antisémitisme aujourd'hui [85].

Sommés de dépasser le stade des allégations vagues, les groupes pro-israéliens parlent d'un « nouvel antisémitisme » qu'ils identifient à la critique d'Israël [86]. Quand le synode de l'Église d'Angleterre a décidé début 2006 de se désengager de l'entreprise Caterpillar sous prétexte que cette entreprise construisait des bulldozers utilisés pour détruire des habitations palestiniennes, le Grand Rabbin a exprimé la déception que lui inspirait une décision qui « aurait des conséquences négatives sur [...] les relations entre Juifs et chrétiens en Grande-Bretagne ». Le rabbin Tony Bayfield, leader du Movement for Reform Judaism, a quant à lui déclaré : « Il est très clair qu'une tendance à l'antisionisme – qui tourne à l'antisémitisme – se développe à la base, voire dans la hiérarchie intermédiaire de l'Église [87]. » L'Église d'Angleterre n'était coupable ni d'antisémitisme ni d'antisionisme ; elle était simplement en désaccord avec la politique israélienne [88].

Que les partisans d'Israël invoquent la peur du « nouvel antisémitisme » pour mettre ce pays à l'abri de la critique ne date pas d'aujourd'hui. En 1974, alors qu'Israël subissait des pressions de plus en plus fortes pour qu'il se retire des territoires conquis en 1967, Arnold Forster et Benjamin Epstein de l'ADL publièrent *The New Antisemitism*. Le livre affirmait que la réticence croissante de la communauté internationale à soutenir les actions d'Israël témoignait de la progression de l'antisémitisme [89]. Au début des années 1980, alors que l'invasion du Liban et la poursuite de la colonisation suscitaient de plus en plus de critiques, et que les ventes d'armes des États-Unis à leurs alliés arabes faisaient l'objet d'une vive controverse, Nathan Perlmutter, alors à la tête d'ADL, et sa femme, Ruth Ann Perlmutter, publièrent *The Real Antisemitism in America*. Ils y développaient la thèse d'un retour de l'antisémitisme étayée par deux exemples : les pressions subies par Israël pour qu'il fasse la paix avec les pays arabes et des événements tels que la vente d'appareils AWACS à l'Arabie saoudite [90]. Les époux Perlmutter suggéraient aussi que de nombreuses actions « a-sémites » (qu'ils définissaient comme des actions non directement motivées par un sentiment d'hostilité à l'égard des Juifs) pouvaient néanmoins léser des intérêts juifs (en particulier

le bien-être d'Israël) et provoquer facilement la résurgence d'un authentique antisémitisme [91].

La logique trouble de ce raisonnement apparaît bien lorsqu'on considère qu'il a très peu été question d'antisémitisme dans les années 1990 lorsque Israël était engagé dans le processus de paix d'Oslo. Un chercheur israélien a même écrit en 1995 que « jamais, au moins depuis l'époque où le christianisme a conquis l'Empire romain, l'antisémitisme n'a été aussi faible qu'aujourd'hui [92] ». Les accusations d'antisémitisme n'ont commencé à se multiplier qu'à partir du printemps 2002, au moment où Israël était sévèrement critiqué dans le monde entier pour son comportement brutal dans les territoires occupés.

Ceux qui critiquent Israël sont également accusés d'appliquer injustement à ce pays un traitement particulier ou de remettre en question son droit à l'existence. Ainsi, Natan Sharansky, l'ancien dissident soviétique devenu écrivain et responsable politique israélien de premier plan, déclarait en 2003 : « Le nouvel antisémitisme se dissimule derrière une "critique de la politique d'Israël". Celle-ci trahit un traitement stigmatisant fondé sur le "deux poids deux mesures" et remet en question le droit à l'existence de ce pays [93]. » Autrement dit, quiconque critique les actions d'Israël (ou celles de ses partisans) est opposé à son existence et, par voie de conséquence, hostile aux Juifs. Mais il s'agit là d'un faux procès, dans la mesure où la critique d'Israël est assimilée au refus de reconnaître l'existence légitime d'Israël. En réalité, en Occident, les détracteurs d'Israël ne mettent presque jamais en question son droit à l'existence. Ils s'interrogent plutôt légitimement sur son attitude à l'égard des Palestiniens, tout comme de nombreux Israéliens d'ailleurs.

Les critiques formulées en Occident ne font pas « deux poids deux mesures ». Même si certains commentaires sont parfois inappropriés, Israël est le plus souvent jugé à l'aune de critères que l'Occident applique à toutes les démocraties. Ces critères sont d'autant plus légitimes que l'État hébreu et ses partisans aux États-Unis ne cessent d'insister sur le fait qu'Israël mérite un traitement privilégié parce qu'« il est la seule démocratie du Moyen-Orient ». Autrement dit, on attend de l'État d'Israël qu'il se conduise comme la Grande-Bretagne, le Canada, le Danemark, les États-Unis, etc., et pas comme la Birmanie des généraux, le Pakistan de Pervez Musharraf, ou le Cuba de Fidel Castro. Le comportement d'Israël à l'égard des Palestiniens appelle la critique parce qu'il est contraire aux normes internationales en vigueur en matière de droits de l'homme et au principe du droit des peuples à l'autodétermination. Et c'est loin d'être le seul État à avoir été attaqué sur ces questions. Les États-Unis ont été massivement condamnés pour les tortures qui ont été infligées aux prisonniers d'Abu Ghraib et les conditions de détention à Guantanamo. Et les États-Unis ne sont pas soumis au « deux

poids deux mesures » : ils se doivent de respecter les valeurs qui sont les leurs et les principes en vigueur en matière de droits de l'homme. Même chose pour Israël.

Le spécialiste de l'intimidation

Cependant, on continue d'avoir recours à l'accusation d'antisémitisme comme arme contre les détracteurs d'Israël, notamment aux États-Unis. Cette tactique s'est révélée très efficace pour plusieurs raisons. D'abord, l'antisémitisme représente un ensemble de croyances qui ont causé d'effroyables souffrances dans le passé, et qui ont conduit aux crimes monstrueux de l'Holocauste. Aujourd'hui la plupart des secteurs de la société rejettent intégralement ces croyances. L'accusation d'antisémitisme est la plus grave que l'on puisse adresser à quelqu'un aux États-Unis. Nul ne souhaite voir sa réputation entachée par une telle marque d'infamie. Il va sans dire que ce genre de menaces décourage beaucoup de gens d'exprimer publiquement leurs réserves sur l'attitude d'Israël ou le soutien américain.

Ensuite, l'accusation d'antisémitisme permet de marginaliser certaines personnes dans l'espace public. Si l'accusation porte, les médias, les membres du gouvernement et le reste de l'élite ne prêteront aucune attention aux arguments contre Israël. Et les groupes qui auraient été tentés de leur accorder un certain crédit se sentiront découragés. Ce sont surtout les politiciens qui y réfléchiront à deux fois avant de s'afficher avec la moindre personne accusée d'antisémitisme, car cela pourrait avoir un effet désastreux sur leur carrière.

Enfin, cette tactique fonctionne parce qu'il est très difficile de prouver de manière définitive que l'on n'est pas antisémite, surtout quand on critique Israël ou le lobby. Fournir la preuve du contraire est, d'une manière générale, un exercice difficile, *a fortiori* quand sont en cause des phénomènes aussi insaisissables que les intentions ou les motivations. Et mettre en avant d'autres déclarations montrant bien que l'on n'est pas antisémite ne servira sans doute pas à grand-chose. Ainsi, jusqu'à récemment, l'accusation d'antisémitisme a été une arme efficace pour empêcher que les critiques d'Israël ou du lobby n'atteignent le grand public, et, si c'était le cas, permettre qu'elles soient ignorées ou dénigrées.

L'accusation est susceptible de recueillir un certain écho chez les Juifs américains, qui sont nombreux à croire que l'antisémitisme est encore un fait très répandu. L'histoire des Juifs de la Diaspora est suffisamment édifiante pour nourrir cette angoisse, largement accentuée par le rôle que joue la mémoire de l'Holocauste chez beaucoup de Juifs américains. Ainsi que l'a

montré Peter Novick dans son grand livre *L'Holocauste dans la vie américaine*, cet événement traumatique est devenu un élément fondamental de la conscience juive américaine. Non seulement il structure la vision du monde de nombreux Juifs américains mais, comme on peut le comprendre, il a aussi entretenu un sens aigu de la persécution chez certains d'entre eux. Malgré la grande réussite sociale de la communauté juive en Amérique, de nombreux Juifs américains craignent qu'à tout moment un antisémitisme virulent puisse refaire surface. « À presque tous les points de vue, observe Jack Wertheimer, l'antisémitisme a fortement décliné aux États-Unis ; cependant, de nombreux Juifs américains continuent de croire que d'*autres* Juifs aux États-Unis sont victimes du fanatisme. » L'éditorialiste du *New York Times* Frank Rich admet partager cette opinion : « Comme de nombreux autres Juifs, peut-être suis-je trop enclin à croire que le monde entier est antisémite[94]. »

Cette peur profondément ancrée chez les Juifs américains est apparue au grand jour lorsque Israël a été âprement critiqué de par le monde au printemps 2002. Nat Hentoff, qui écrit pour le *Village Voice*, a déclaré à cette époque : « Si une voix dans un haut-parleur se mettait d'un seul coup à hurler dans la rue : "Tous les Juifs à Times Square", je ne serais pas surpris. » Ron Rosenbaum a affirmé dans le *New York Observer* qu'« un second Holocauste pourrait très bien se produire ». Cette inquiétude a pris une telle ampleur que l'hebdomadaire *New Republic* a cru devoir mettre en une ce titre d'un article de Leon Wieseltier, lui-même très engagé dans la défense d'Israël : « Hitler est mort : plaidoyer contre la panique ethnique des Juifs américains ». Pour décrire la situation des Juifs aux États-Unis, il écrivait ceci : « La communauté est devenue hypersensible, elle est submergée par un imaginaire du désastre qu'elle ne contrôle plus intellectuellement. La mort est à la porte de chaque habitant juif. La peur est partout. La Raison a déraillé. L'angoisse est devenue la preuve suprême d'authenticité. Les comparaisons imprécises et provocatrices abondent. L'imaginaire de l'Holocauste est omniprésent[95]. » En résumé, de nombreux Juifs américains n'auront aucune peine à croire qu'une personne (surtout si elle n'est pas juive) qui critique les actions d'Israël ou l'influence de groupes tels que l'AIPAC est sans doute antisémite.

Pour toutes ces raisons, face à la moindre critique de la politique israélienne, certains de ses défenseurs s'empressent de lancer l'accusation. L'exemple le plus frappant qui vient à l'esprit, c'est celui de la réaction véhémente qu'a suscitée le livre de l'ancien président Jimmy Carter, *Palestine : Peace Not Apartheid*. En dépit de son titre provocateur, il ne s'agit pas d'un livre polémique et il n'ignore pas les difficultés stratégiques d'Israël. Certes, Carter déplore l'occupation israélienne de la Cisjordanie et ses conséquences sur la vie quotidienne des Palestiniens, et il observe à juste titre qu'il

est difficile d'en débattre ouvertement aux États-Unis. Mais, comme le remarqua Yossi Beilin, un responsable politique israélien de premier rang, « il n'y a rien dans la critique de Carter que certains Israéliens eux-mêmes n'affirment [96] ». Même le terme d'« apartheid » – qui semble avoir été pour beaucoup dans la colère que le livre a provoquée – est utilisé par les Israéliens opposés à l'occupation et par des personnalités sud-africaines comme le prix Nobel de la paix Desmond Tutu et le ministre du Renseignement Ronnie Kasrils [97].

Comme nous l'avons indiqué, l'ADL et CAMERA ont attaqué le livre de Carter en s'offrant de grands encarts publicitaires dans les grands quotidiens du pays, et, si certains se sont attachés à critiquer le contenu de ses propos, d'autres ont tout de suite attaqué personnellement l'ancien président [98]. Abraham Foxman a déclaré : « Je pense qu'il devient antisémite. » Pour Martin Peretz, « ce que l'histoire retiendra (de Carter), c'est sa haine des Juifs [99] ». Deborah Lipstadt, l'historienne qui a remporté un procès marquant contre le négationniste David Irving, a écrit dans le *Washington Post* que « Carter a à plusieurs reprises – peut-être de manière inconsciente – eu recours à de vieux poncifs antisémites ». Pour elle, il y avait une impressionnante ressemblance entre les positions de Carter et celles de l'ancien chef du Ku Klux Klan, David Duke [100]. Carter confiait ainsi : « On m'a traité d'antisémite. On m'a traité de fanatique. On m'a traité de plagiaire. On m'a traité de lâche [101]. » Quelle étrange réaction au livre d'un homme qui, par sa gestion du processus de paix entre Israël et l'Égypte, a contribué, plus que quiconque, à renforcer la sécurité de l'État hébreu.

Un article de l'ancien néoconservateur Francis Fukuyama a déclenché une réaction du même type – à une plus petite échelle. L'article critiquait l'intervention de Charles Krauthammer à la session 2004 du séminaire Irving Kristol qui s'est tenu à l'American Enterprise Institute. La critique de Fukuyama était acérée mais respectueuse (entre autres, il considérait Krauthammer comme un « esprit doué » dont les idées « devaient être prises au sérieux »). Mais, pour lui, l'opinion de Krauthammer sur la meilleure façon de gérer le monde musulman s'inspirait trop de l'expérience israélienne. Une telle suggestion a conduit Krauthammer à accuser Fukuyama d'antisémitisme [102].

Nous n'avons pas non plus échappé à ce genre d'attaques. Lorsque notre article sur le « lobby pro-israélien » a été publié dans la *London Review of Books* en mars 2006, beaucoup nous ont accusés – à tort – d'être des antisémites. Eliot Cohen a publié un éditorial dans le *Washington Post* intitulé « Si, c'est un texte antisémite » et le *New York Sun* nous a immédiatement comparés à David Duke [103]. L'ADL a défini notre article comme fondé sur « une théorie antisémite du complot tout à fait classique mobilisant les pires stéréotypes sur le pouvoir des Juifs ». L'article passait sous silence ce que

nous disions pourtant explicitement dans le texte, à savoir que le lobby n'est qu'un groupe d'intérêts parmi d'autres, qui tous exercent une activité politique parfaitement légitime. Quant à la *New Republic*, elle publia quatre articles qui tous considéraient notre article comme un texte antisémite [104]. Dans le *Wall Street Journal*, William Kristol nous a accusés d'« antijudaïsme » et Ruth Wisse, professeur de littérature yiddish à Harvard, a comparé notre essai à ceux qu'un Allemand notoirement antisémite avait publiés au XIXe siècle. Dans sa critique du livre de Jimmy Carter, Shmuel Rosner de *Ha'aretz* a eu la bonté d'affirmer que l'ancien président et prix Nobel de la Paix n'était « pas aussi antisémite que Walt et Mearsheimer [105] ».

La tendance à accuser d'antisémitisme ceux qui désapprouvent la politique israélienne a atteint des sommets (ou plutôt est tombée au plus bas) début 2007, lorsque l'American Jewish Committee a publié un texte d'Alvin H. Rosenfeld, professeur à l'université d'Indiana, intitulé « La pensée juive "progressiste" et le nouvel antisémitisme ». Rosenfeld identifiait un groupe de Juifs libéraux américains (dont le dramaturge Tony Kushner, l'historien Tony Judt, la poétesse Adrienne Rich et l'éditorialiste du *Washington Post* Richard Cohen) critiques à l'égard d'Israël et les accusait d'être les compagnons de route d'un nouvel antisémitisme qui niait le droit d'Israël à l'existence. Dans un avant-propos au texte, le directeur de l'American Jewish Committee, David Harris, écrivait : « L'aspect le plus surprenant et le plus inquiétant de cette nouvelle tendance, c'est la participation publique de certains Juifs aux attaques verbales dirigées contre le sionisme et l'État hébreu [106]. »

Les personnes mises en cause ont repoussé ces accusations avec véhémence. Le rabbin Michael Lerner de *Tikkun* a souligné les conséquences que pouvaient avoir de telles allégations. « Lorsqu'on s'adresse aux libéraux du Congrès, voire à ses membres les plus progressistes, ils nous confient en privé qu'ils redoutent de s'exprimer publiquement sur les effets dévastateurs de la politique d'Israël pour les intérêts des États-Unis ou pour la paix dans le monde – par crainte de se voir accusés d'être antisémites et anti-israéliens. Si ce genre de chose peut arriver à un homme qui dispose d'autant de crédit moral que Jimmy Carter, m'a récemment avoué l'un d'entre eux, alors personne n'est à l'abri [107]. »

Dans toutes ces affaires, aucune preuve d'antisémitisme n'a été apportée. Le véritable antisémitisme considère les Juifs comme un peuple différent et inférieur aux autres, ce qui justifie, aux yeux de ces derniers, de les isoler et de les persécuter à une plus ou moins grande échelle. L'antisémitisme affirme que les Juifs qui participent à des activités politiques apparemment légitimes – comme se présenter à des élections, faire des dons pour des campagnes électorales, écrire des livres et des articles, ou organiser des

groupes de pression – sont en fait impliqués dans d'obscures conspirations. Les vrais antisémites cherchent parfois à restreindre les droits politiques des Juifs et réclament parfois certaines persécutions encore plus violentes. Même dans ses formes « modérées », l'antisémitisme se laisse aller à diverses formes de caricature. Il véhicule à la fois suspicion et mépris à l'égard des Juifs, et cherche à leur refuser l'accès à une participation pleine et entière à la vie sociale. Dans son essence, le véritable antisémitisme ressemble à d'autres formes de discriminations raciste ou religieuse, qui ont toutes été fermement condamnées en Europe et aux États-Unis depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

À l'inverse, presque tous ceux – Juifs ou non – qui critiquent aujourd'hui la politique d'Israël ou s'inquiètent de l'impact de l'action du lobby sur la politique étrangère des États-Unis trouvent de telles opinions extrêmement choquantes et les rejettent complètement. Pour eux, les Juifs ne sont pas différents du reste de l'humanité, ce qui signifie qu'ils sont capables du meilleur comme du pire, et qu'ils méritent le même statut que tous les autres membres de la société. Ils pensent aussi qu'Israël se comporte comme les autres États : il défend vigoureusement ses propres intérêts et il conduit des politiques parfois justes et sages, parfois insensées d'un point de vue stratégique, voire immorales. C'est tout le contraire de l'antisémitisme. Il s'agit de traiter les Juifs comme n'importe qui et de traiter Israël comme un État légitime et semblable à tous les autres. Dans cette perspective, il convient de faire l'éloge d'Israël quand il agit bien, et de le critiquer quand ce n'est pas le cas. Les Américains devraient aussi pouvoir exprimer leur indignation et leur désaccord quand le comportement d'Israël nuit aux intérêts de leur pays. Et tous les citoyens des États-Unis qui se soucient d'Israël devraient se sentir libres de le critiquer quand ils jugent que son gouvernement agit contre les intérêts de son propre pays. En quoi s'agit-il d'un traitement privilégié ou d'un « deux poids deux mesures » ? De même, la plupart des détracteurs du lobby ne pensent pas qu'il participe d'une cabale ou d'une conspiration. Au contraire, ils affirment – comme nous – que les organisations pro-israéliennes agissent comme n'importe quel autre groupe d'intérêts. Même si l'accusation d'antisémitisme peut se révéler une tactique efficace de disqualification, elle est la plupart du temps sans fondement.

De fait, il semble que la tendance à recourir systématiquement à l'accusation d'antisémitisme perd peu à peu de son efficacité pour contrôler les débats. Les attaques contre le livre de Jimmy Carter n'ont pas dissuadé son auteur d'en assurer la promotion auprès d'un très large public (il a notamment fait une prestation brillante et remarquée à l'université de Brandeis). Un certain nombre de grandes personnalités publiques et de publications populaires ont récemment proposé des critiques intelligentes de la politique

israélienne et de l'influence du lobby [108]. Même William Kristol semble reconnaître que traiter les adversaires de la politique israélienne d'antisémites ne suffit plus à les faire taire. Il a écrit dans le *Wall Street Journal* que « les organisations juives de base ont tellement joué la carte de l'"antisémitisme" que celle-ci s'est dévaluée [109] ». Cela s'explique évidemment par le fait que de plus en plus de gens se rendent compte que cette accusation sérieuse est adressée à des individus qui ne sont pas antisémites mais qui contestent simplement les mesures israéliennes ou qui regrettent que le lobby défende des politiques parfois contraires à l'intérêt de la nation américaine.

Que les choses soient bien claires : l'antisémitisme est un phénomène méprisable à l'histoire longue et tragique. Tout le monde devrait être très vigilant pour qu'il ne réapparaisse pas et le condamner quand il refait surface. De plus, nous ne pouvons qu'être choqués par la résurgence d'un véritable antisémitisme dans certaines parties du monde arabo-musulman (et ailleurs, comme en Russie), tout comme par sa présence persistante dans certains secteurs de la société européenne ou américaine. Mais il est essentiel de pouvoir distinguer le véritable antisémitisme et une critique légitime de la politique d'Israël. Quand on confond les deux, il devient beaucoup plus difficile de lutter contre le véritable fanatisme et de discuter intelligemment de la politique étrangère américaine. Les Américains devraient pouvoir débattre librement des activités des groupes qui poussent leur pays à donner un soutien généreux et inconditionnel à Israël, tout comme ils examinent les activités d'autres groupes d'intérêts sans avoir à craindre d'être marginalisés ou insultés.

Conclusion

Les différentes stratégies utilisées par les groupes du lobby se renforcent mutuellement. Les politiciens savent bien qu'il est risqué de remettre en cause la politique israélienne ou le soutien infaillible des États-Unis. C'est pourquoi les grands médias auront beaucoup de mal à trouver des voix respectées qui sont prêtes à contester les opinions du lobby. Si on peut agir sur le discours public de façon à ce que la plupart des Américains aient globalement une image positive de l'État hébreu, alors les politiciens auront encore plus de raisons de suivre le lobby. Jouer la carte de l'antisémitisme permet d'éviter la contradiction et de laisser survivre les mythes existant au sujet d'Israël. Bien que d'autres groupes d'intérêts utilisent des stratégies similaires à plusieurs points de vue, la plupart d'entre eux n'auront jamais la force politique que les organisations pro-israéliennes ont accumulée. La question est donc : quels sont les effets du lobby pro-israélien sur la politique

étrangère des États-Unis ? Son action sert-elle l'intérêt de la nation américaine ou bien a-t-elle encouragé des politiques qui sont néfastes pour les États-Unis et même pour Israël ? C'est à cette question que nous allons maintenant nous intéresser.

II

Le lobby en action

Introduction

Il n'y aurait pas à s'inquiéter outre mesure de l'influence du lobby pro-israélien si ses objectifs se limitaient à s'assurer que le Congrès fournit régulièrement une aide à l'État hébreu. Bien que cet argent puisse sans doute être mieux utilisé, les États-Unis restent un pays riche qui peut se permettre de verser plus de 3 milliards de dollars par an à Israël. Mais les efforts du lobby ne se sont pas arrêtés là. Comme de nombreux groupes d'intérêts, il s'efforce aussi d'influencer la politique étrangère américaine, en premier lieu pour ce qui concerne le Moyen-Orient. C'est d'ailleurs bien compréhensible : si l'assistance financière est toujours appréciable, il est beaucoup plus utile pour Israël de pouvoir compter sur l'appui de la seule superpuissance mondiale et sur ses vastes ressources.

Mais, même dans ce cas de figure, l'agenda du lobby pro-israélien n'aurait rien de préoccupant s'il encourageait des politiques qui servent au mieux les intérêts de l'Amérique. Les cinq chapitres qui suivent montrent que ce n'est pas le cas. Les États-Unis ont aujourd'hui au Moyen-Orient trois intérêts fondamentaux : 1) assurer l'approvisionnement du marché mondial en pétrole provenant du Golfe persique ; 2) enrayer la prolifération d'ADM ; et 3) réduire le terrorisme anti-américain qui trouve ses racines dans la région. Si le lobby a parfois apporté son soutien à des politiques promouvant ces intérêts, la plupart de celles qu'il a défendues au fil des années ont finalement desservi les États-Unis. Tel n'était pas leur but, certes, et il ne fait aucun doute que ces groupes et les individus qui ont apporté leur soutien à ces politiques étaient sincèrement persuadés qu'elles seraient bénéfiques pour les États-Unis. Ils se trompaient. De plus, alors que ces politiques

étaient supposées servir les intérêts d'Israël, elles lui ont souvent porté préjudice.

L'agenda du lobby pro-israélien

Outre le maintien de l'assistance, les organisations du lobby pro-israélien ont aussi cherché à faire en sorte que les États-Unis usent de leur puissance pour agir sur l'environnement politique au Moyen-Orient d'une manière qui serve les intérêts d'Israël, et notamment sa sécurité. Concrètement, cela signifiait soutenir Israël dans sa longue lutte contre les Palestiniens, et s'attaquer aux autres mouvements ou États susceptibles de s'opposer à l'État hébreu.

Comme nous l'avons mentionné au chapitre 4, il existe des divergences de vue au sein de la communauté pro-israélienne aux États-Unis sur la question de la création d'un État palestinien viable, les dirigeants du lobby ayant tendance à être plus hostiles à cette idée que leur base. Malgré cela, rares sont les défenseurs d'Israël à se faire les avocats d'une politique impartiale, et plus rares encore ceux qui ont appelé les États-Unis à faire pression sur Israël afin de parvenir à une solution négociée.

La plupart des groupes pro-israéliens – et tout particulièrement les organisations centrales du lobby – voulaient aussi que les États-Unis aident Israël à rester la principale puissance militaire du Moyen-Orient. Non contents de vouloir maintenir une aide financière et une assistance militaire généreuse, ces groupes souhaitaient que les États-Unis s'attaquent aux principaux adversaires d'Israël dans la région – l'Iran, l'Irak de Saddam Hussein et la Syrie. Au minimum, le lobby demandait que les États-Unis contiennent ces « États voyous » et les empêchent d'acquérir l'arme nucléaire. Certains groupes sont allés plus loin et ont appelé les États-Unis à renverser les régimes en place en Iran, en Irak et en Syrie et à les remplacer par des gouvernements dont les dirigeants seraient prêts à vivre en paix avec Israël. Dans leurs rêves les plus fous, Washington pouvait aller jusqu'à transformer toute la région en propageant la démocratie et en tarissant les soutiens du terrorisme.

Enfin, le lobby pro-israélien a encouragé les dirigeants américains à désarmer le Hezbollah, et à œuvrer à la création d'un Liban bien disposé vis-à-vis de l'État hébreu. Mais ces objectifs ne pouvaient être atteints sans transformer radicalement le comportement de l'Iran et de la Syrie, dans la mesure où ces États soutiennent et arment le Hezbollah, et où la Syrie est depuis longtemps engagée au Liban. Étant donné l'existence de tels liens entre les adversaires d'Israël, le lobby tendait à les percevoir comme une même entité diabolique que les États-Unis devaient contenir, sinon détruire.

Pour faire face à ces différentes menaces, des composantes importantes du lobby ont encouragé les États-Unis à déployer des contingents militaires importants au Moyen-Orient. Comme nous le montrerons, le lobby a joué un rôle important en poussant à la guerre avec l'Irak, première étape d'une campagne plus ambitieuse de transformation de la région. Aujourd'hui encore, la plupart des défenseurs les plus acharnés d'Israël s'opposent au retrait des forces américaines d'Irak et à leur redéploiement en dehors de la région – le maintien des troupes permettant de menacer les ennemis d'Israël ou d'agir contre eux, si le besoin s'en faisait sentir ou si l'occasion devait se présenter.

Les États-Unis et Israël après le 11 septembre

Le lobby pro-israélien a enregistré des succès considérables au cours des années 1990, même s'il devenait plus difficile de soutenir qu'Israël conservait une valeur stratégique pour les États-Unis après la fin de la Guerre froide. Puis survinrent les attaques du 11 septembre 2001, qui obligèrent les Américains à porter toute leur attention sur le monde arabe et islamique, en particulier au Moyen-Orient. Ce fut là un moment crucial pour Israël et pour le lobby pro-israélien.

L'administration Bush allait-elle conclure que les liens étroits entre les États-Unis et Israël alimentaient le terrorisme anti-américain et, par conséquent, tenter d'améliorer son image dans le monde arabo-musulman en prenant ses distances – même *a minima* – avec Israël ? Autrement dit, le président Bush allait-il faire pression sur le gouvernement Sharon afin que ce dernier stoppe la colonisation de la Cisjordanie et accepte la création d'un État palestinien viable ? Les États-Unis allaient-ils engager par ailleurs une réduction de leur présence militaire au Moyen-Orient, qui s'était considérablement accrue depuis 1990 ?

Ces craintes étaient loin d'être infondées. Comme nous l'avons indiqué au chapitre 2, de nombreux éléments portaient à croire qu'Oussama Ben Laden défendait la cause palestinienne et en voulait aux États-Unis d'apporter un soutien massif à Israël. Il était aussi clair que la présence de troupes américaines sur le sol arabe, notamment en Arabie saoudite, suscitait sa colère, et que ces deux politiques alimentaient le ressentiment des Arabes et des musulmans envers les États-Unis, facilitant ainsi les visées d'Al-Qaida. Les États-Unis allaient-ils réagir à cette situation en revenant à leur position antérieure, celle du « contrôle à distance » (*offshore balancing*) au Moyen-Orient, et en appelant de façon plus vigoureuse à mettre un terme au conflit israélo-palestinien ? Des précédents rendaient plausible un tel

scénario : au début des années 1980, l'administration Reagan avait brièvement déployé des troupes au Liban, mais avait dû les retirer après la mort de 241 marines dans un attentat-suicide à Beyrouth. Les présidents Jimmy Carter et George Bush étaient eux aussi parvenus à progresser sur la voie d'une paix régionale, mais en faisant pression sur Israël et en prêtant une oreille moins attentive au lobby pro-israélien.

Pourtant, malgré ces craintes, le 11 septembre s'est révélé une opportunité pour l'État hébreu et ses défenseurs aux États-Unis. Si l'administration Bush pouvait être convaincue qu'Israël était un allié crucial dans la guerre contre le terrorisme, il devenait possible d'amener les États-Unis à soutenir la ligne dure de Sharon sur la question palestinienne et à s'attaquer aux adversaires d'Israël dans la région : le Hezbollah, l'Iran, l'Irak et la Syrie. Sur le fond, il fallait montrer aux dirigeants politiques américains qu'il était parfaitement logique d'un point de vue stratégique pour les États-Unis d'essayer de débarrasser le Moyen-Orient des ennemis d'Israël, qui étaient aussi ceux des États-Unis. Sans surprise, Israël et des organisations centrales du lobby pro-israélien se mirent à œuvrer ensemble pour concrétiser cette opportunité.

Leurs efforts furent récompensés. L'administration Bush adopta les vues du lobby sur le nouvel environnement stratégique, et rejeta le scénario alternatif. Les États-Unis ont peu à peu adopté non seulement les options politiques israéliennes sur les Palestiniens, l'Iran et le reste de la région, mais aussi nombre des arguments avancés par Israël pour les justifier. Les dirigeants américains et israéliens ont commencé à s'exprimer comme s'ils lisaient un seul et même script.

L'opinion la plus répandue affirme qu'une telle évolution était inévitable. Selon cette version des événements, Bush et Sharon (et, désormais, Ehud Olmert) partagent fondamentalement la même vision du monde. Le président américain et ses conseillers n'avaient guère besoin des encouragements du lobby, dans la mesure où ils acceptaient dès le départ, et plus encore après le 11 septembre, les perspectives israéliennes sur la façon de faire face au monde arabe et islamique [1].

Cette interprétation est erronée, dans la mesure où elle ignore les désaccords bien réels qui se sont manifestés à l'occasion entre l'administration Bush et le gouvernement israélien. Au cours de la première année qui suivit le 11 septembre, Bush et Sharon se sont opposés à de nombreuses reprises sur la question palestinienne. Et, même après que ces différends eurent été aplanis, des divergences persistaient quant à la façon d'aborder la question palestinienne. En réalité, dans ses efforts pour faire face au conflit israélo-palestinien, il arrivait à Bush de suivre le scénario alternatif – celui qui appelait à redoubler d'efforts en faveur de la paix entre Israël et les Palestiniens et à désamorcer l'hostilité du monde arabe. Cette perspective jouissait d'une certaine faveur au sein du Département d'État et des milieux du renseignement,

ainsi que du soutien de la hiérarchie militaire. La politique à l'égard de la Syrie était une autre source de désaccords entre Bush et Israël et le lobby. Malgré cela, sur les deux questions, le lobby parvint à amener Bush à infléchir le cours de sa politique et à adopter ses vues.

Le lobby pro-israélien joua par ailleurs un rôle essentiel dans l'élaboration de la politique américaine vis-à-vis de l'Irak et de l'Iran, ainsi que dans les grands projets de l'administration Bush visant à transformer le Moyen-Orient en une paisible oasis de démocraties. Et le lobby ne ménagea pas ses efforts pour convaincre les Américains qu'Israël était dans son droit pendant la guerre menée au Liban au cours de l'été 2006, et pour s'assurer que des hommes politiques des deux bords soutiennent sans réserves Israël.

De tels propos sont sujets à controverse et nul ne saurait les tenir à la légère. Que ce soit avant ou après la guerre en Irak, nombre de personnalités ont suggéré que la politique du président Bush au Moyen-Orient – et notamment sa décision d'envahir l'Irak – était conçue au moins en partie pour le bénéfice d'Israël. Comme on pouvait s'y attendre, il s'est trouvé des Israéliens et d'éminents représentants du lobby pour contester une telle affirmation, recourant dans certains cas à la traditionnelle accusation d'antisémitisme. Mais, polémique ou non, il faut s'attacher aux faits : le lobby pro-israélien a-t-il exercé une influence significative sur la politique américaine au Moyen-Orient ? Et, si oui, les résultats de cette politique ont-ils été bénéfiques pour les États-Unis ou pour Israël ? À la première question, la réponse est clairement « oui », quant à la seconde, nous y répondons par un « non » catégorique.

Regardons d'un peu plus près les politiques suivies par l'administration Bush au Moyen-Orient, en commençant par le soutien apporté à la politique de l'État hébreu dans les territoires occupés, avant de passer à un examen de la décision d'envahir l'Irak. Nous considérerons ensuite la politique plus générale de transformation régionale poursuivie par Washington, en accordant une attention particulière à la politique vis-à-vis de la Syrie et de l'Iran. Enfin, nous examinerons la façon dont les États-Unis ont géré la guerre du Liban en 2006. Dans chaque cas de figure, nous affirmons que la politique des États-Unis aurait été différente si le lobby pro-israélien n'avait pas été aussi puissant, ou si les principaux groupes qui le composent s'étaient prononcés en faveur d'une approche différente. L'Amérique aurait agi de façon plus conforme à ses intérêts, et aussi à ceux d'Israël.

7

Le lobby contre les Palestiniens

On l'a oublié aujourd'hui mais, au cours de l'automne 2001, puis au printemps 2002, l'administration Bush s'est efforcée de réduire l'anti-américanisme dans le monde arabe et musulman en poussant Israël à mettre un terme à sa politique expansionniste dans les territoires occupés et en appelant à la création d'un État palestinien. Au lendemain du 11 septembre, les dirigeants américains étaient persuadés qu'en mettant un terme au conflit israélo-palestinien – ou, du moins, en essayant –, ils parviendraient à éroder le soutien aux groupes terroristes tels qu'Al-Qaida, et à faciliter la formation d'une coalition internationale contre le terrorisme – qui aurait pu inclure des États tels que l'Iran et la Syrie [1].

Pourtant, l'administration Bush fut incapable de convaincre Israël de changer de politique et finit par soutenir la ligne dure que l'État hébreu adoptait vis-à-vis des Palestiniens. Au fil du temps, Bush et ses lieutenants adoptèrent l'argumentaire israélien qui la justifiait, si bien que la rhétorique qui prévalait aux États-Unis finit par ressembler à celle en vigueur en Israël. Un titre du *Washington Post* de février 2003 résumait bien la situation : « Bush et Sharon presque à l'unisson sur la politique au Moyen-Orient [2] ». L'une des principales raisons de ce retournement est à rechercher dans l'influence du lobby pro-israélien.

L'histoire commence à la fin du mois de septembre 2001. Le président Bush commence alors à faire pression sur le Premier ministre israélien afin qu'Ariel Sharon fasse preuve de plus de retenue dans les territoires occupés, et tente par tous les moyens de contenir la violence de la seconde Intifada. L'administration fit ce que le *New York Times* appela d'« énormes pressions »

sur Sharon afin qu'il autorise le ministre israélien des Affaires étrangères Shimon Pérès à rencontrer Yasser Arafat, malgré les critiques exprimées par Bush à l'égard du leader palestinien [3]. Au début du mois d'octobre, le président américain déclara pour la première fois publiquement qu'il était favorable à la création d'un État palestinien, ce qui constituait en soi une nouveauté de taille, dans la mesure où même le président Clinton, qui avait travaillé sans relâche à une solution à deux États, n'avait pas osé prononcer l'expression « État palestinien » en public jusqu'au dernier mois de son mandat [4]. Le regain d'intérêt de Bush sur le sujet était d'autant plus remarquable qu'il avait déclaré, avant le 11 septembre, vouloir rester à l'écart de ce conflit.

Cette évolution alarma les dirigeants israéliens, qui craignaient que Washington ne soit tenté de « brader » l'État hébreu afin de gagner la faveur des Arabes. Le *Washington Post* rapporta que « des sources proches de Sharon confient qu'il est exaspéré par les tentatives américaines d'enrôler l'Iran, la Syrie ainsi que d'autres États qui ont soutenu des attaques contre Israël dans la coalition menée par les États-Unis [5] ». Au début du mois d'octobre, Sharon laissa libre cours à sa colère en accusant Bush d'essayer d'« apaiser les Arabes à [nos] dépens ». Israël, mit-il en garde, « ne sera pas la Tchécoslovaquie [6] ». Quelques heures seulement après ces déclarations, l'armée israélienne envahit plusieurs zones palestiniennes d'Hébron [7].

Les propos de Sharon comparant l'attitude de Bush à celle de Chamberlain à Munich ont, semble-t-il, mis le président américain hors de lui, et la Maison-Blanche déclara, par l'intermédiaire de son porte-parole, Ari Fleischer, que les remarques de Sharon étaient « inacceptables [8] ». Le Premier ministre israélien présenta ses excuses pour la forme, mais le problème de fond demeura [9]. Plus tard au cours du mois d'octobre, à la suite de l'assassinat du ministre du Tourisme Rehavam Zeevi par une faction rebelle palestinienne, Tsahal lança une nouvelle incursion de grande envergure en Cisjordanie. Bush rencontra en personne Shimon Pérès et exigea un retrait rapide – il déclara qu'il espérait que « les Israéliens [allaient] rappeler leurs troupes aussi vite que possible [10] ». Le gouvernement israélien rejeta cette demande et annonça qu'il retirerait ses troupes lorsqu'il estimerait qu'Arafat lutterait de façon satisfaisante contre les terroristes palestiniens. Pour le *Guardian*, Ariel Sharon avait « provoqué la plus douloureuse des confrontations avec Washington depuis l'arrivée de George Bush au pouvoir, en refusant sans appel de mettre un terme à une occupation de territoires palestiniens qui menace la survie de Yasser Arafat [11] ».

Sharon et le lobby pro-israélien s'attelèrent sans attendre à la résolution de cette brouille en cherchant à convaincre l'administration Bush et l'opinion publique américaine que les États-Unis et Israël faisaient face à la même menace terroriste. Au cours des années suivantes, des officiels

israéliens et des groupes importants du lobby allaient répéter qu'il n'y avait pas de véritable différence entre Arafat et Ben Laden et que, par conséquent, les États-Unis et Israël devaient isoler le dirigeant élu des Palestiniens et s'abstenir de toute relation politique avec lui. Comme Sharon le déclara au mois de décembre 2001 à William Safire, un journaliste du *New York Times* qui se décrivait lui-même comme un « supporter de longue date » du Premier ministre israélien : « Vous, en Amérique, vous êtes en guerre contre le terrorisme. Nous, en Israël, nous sommes en guerre contre le terrorisme. C'est la même guerre [12]. »

Les préoccupations de Sharon au sujet de la politique américaine au Moyen-Orient avaient en réalité commencé au lendemain du 11 septembre 2001, plusieurs semaines avant que Bush ne se déclare pour la première fois favorable à un État palestinien. Le 14 septembre, au cours d'un entretien téléphonique avec des leaders de la communauté juive américaine, Sharon fit clairement part de ses inquiétudes et sollicita ouvertement leur aide [13]. Cette conversation ne fut cependant guère suivie d'effets, en partie parce que presque tout le monde aux États-Unis était encore sous le choc des événements du 11 septembre, mais aussi parce que la direction qu'allait prendre la politique américaine n'était pas encore très claire. C'est dans ce contexte que le PNAC publia une lettre ouverte à Bush le 20 septembre, portant les signatures de nombreux néoconservateurs (William J. Bennett, Eliot Cohen, Aaron Friedberg, Reuel Marc Gerecht, Robert Kagan, Charles Krauthammer, Jeane Kirkpatrick, William Kristol, Richard Perle, et Norman Podhoretz). La lettre faisait d'Israël « le plus solide allié de l'Amérique dans la lutte contre le terrorisme international » et appelait le président à « apporter tout son soutien à notre allié démocratique ». Elle préconisait aussi la suspension de toute assistance des États-Unis à l'Autorité palestinienne [14].

Les grandes lignes de la politique suivie par Bush pour vaincre le terrorisme se clarifièrent lorsqu'il prit position pour une solution à deux États. Ni Sharon ni le lobby pro-israélien ne virent ce nouvel agenda d'un bon œil. L'AIPAC réagit immédiatement aux propos de Bush en publiant une déclaration affirmant que les conseillers du président qui lui suggéraient cette idée étaient en train de « saboter la lutte que l'Amérique livre au terrorisme. Ils encouragent le président à récompenser plutôt qu'à punir ceux qui abritent et soutiennent le terrorisme [15] ». Au même moment, Mortimer Zuckerman, le leader de la Conférence des présidents, déclara que Bush faisait « fausse route » et conduisait une « politique à très courte vue » [16]. Les forces qui soutenaient Israël commencèrent à répéter ce message simple à chaque fois que l'occasion se présentait.

Des figures influentes du lobby commencèrent aussi à exercer des pressions sur l'administration Bush afin que l'armée israélienne puisse rester dans les territoires palestiniens récemment réoccupés, et ce aussi longtemps

que Sharon l'estimerait nécessaire. Le 23 octobre, Abraham Foxman, le directeur de l'ADL, fit parvenir une lettre au secrétaire d'État Colin Powell dans laquelle il se disait « extrêmement troublé » par la requête du Département d'État demandant à Israël de retirer ses troupes. « Nous considérons que de tels propos sont inappropriés, écrivait-il, et contraires à la ligne politique traditionnelle des États-Unis qui reconnaît à Israël le droit de se défendre. Le monde est en train de s'unir dans la lutte contre le terrorisme et, malheureusement, l'Autorité palestinienne a refusé de prendre des mesures pour réduire la violence et le terrorisme [17]. » Zuckerman déclara de son côté que les efforts de Bush étaient « inappropriés, intempestifs, et défi[aient] la logique au vu des efforts déployés par les États-Unis dans le cadre de la guerre contre le terrorisme [18] ».

Le lobby s'attaqua aussi aux couloirs du Congrès. Le 16 novembre, 89 sénateurs envoyèrent à Bush une lettre le félicitant pour avoir refusé de rencontrer Arafat tant que le dirigeant palestinien ne prendrait pas les mesures nécessaires pour faire cesser les violences contre Israël. Les auteurs demandaient aussi que les États-Unis n'empêchent pas Israël de mener des représailles contre les Palestiniens, et insistaient pour que l'administration annonce publiquement qu'elle apportait tout son soutien à l'État hébreu. Selon le *New York Times*, la lettre était née « lors d'une rencontre ayant eu lieu deux semaines plus tôt entre les dirigeants de la communauté juive américaine et des sénateurs influents » et, toujours selon le même quotidien, l'AIPAC s'était montré « particulièrement prodigue en conseils lors de la rédaction » [19].

À la fin du mois de novembre, les relations entre les deux pays s'étaient considérablement améliorées. Ce réchauffement était en partie le résultat des efforts du lobby, mais aussi de la victoire remportée par les États-Unis en Afghanistan, qui rendait *a priori* moins urgent le besoin de s'assurer le soutien du monde arabe dans la lutte contre Al-Qaida. Au début du mois de décembre, Sharon eut un entretien amical avec Bush à la Maison-Blanche. En fait, juste avant la rencontre, Tsahal avait attaqué des cibles à Gaza en réponse à trois attentats-suicides. Bush n'émit aucune critique à l'encontre des Israéliens, et ne leur demanda pas de faire preuve de retenue à l'avenir. Le porte-parole de la Maison-Blanche souligna au contraire le fait qu'Israël « était un gouvernement souverain » qui « avait le droit de vivre en sécurité ». Au même moment, Bush demanda à Arafat de faire plus pour mettre un terme au terrorisme [20].

Sharon se rendit à nouveau à la Maison-Blanche au mois de février 2002 : il réitéra ses accusations contre Arafat, coupable à ses yeux de soutenir le terrorisme, et le présenta comme le principal obstacle au règlement du conflit. Bush se montrait désormais réceptif à cet argument, et prêtait foi aux rapports selon lesquels Arafat se trouvait derrière l'affaire du

Karine A, révélée un mois plus tôt. Le *Karine A*, un navire transportant cinquante tonnes d'armes et d'explosifs, faisait apparemment route depuis l'Iran lorsqu'il fut arraisonné par la marine israélienne en mer Rouge. Il semblait se diriger vers Gaza, bien que les informations avancées à l'époque sur sa destination finale ne fussent pas concluantes. Certains, en effet, affirmaient que les armes faisaient route vers le Liban, où elles étaient destinées au Hezbollah [21].

Alors qu'on ne disposait d'aucune preuve de l'implication directe d'Arafat, le gouvernement israélien et le lobby pro-israélien affirmèrent sans relâche que ce dernier s'était procuré les armes et les explosifs dans le but d'alimenter sa campagne terroriste contre Israël [22]. Le dirigeant palestinien nia toute responsabilité dans l'affaire, et d'autres, comme le secrétaire d'État Colin Powell, déclarèrent ne disposer d'aucune preuve de son implication [23]. Cependant, Bush se rangea *in fine* à l'avis d'Israël et de ses supporters. Au cours du même mois de février, depuis la Maison-Blanche et avec Sharon à ses côtés, il déclara : « M. Arafat nous a entendus. Je ne peux pas être plus clair... Il doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour combattre le terrorisme. Évidemment, nous avons d'abord été surpris, puis dans un deuxième temps extrêmement déçus lorsque le *Karine A* est apparu avec son chargement d'armes, armes qui ne pouvaient être destinées qu'à seul usage, qui est de terroriser [24]. »

Le lobby humilie Bush

Bien que les positions américaine et israélienne tendissent désormais à converger, les relations entre les deux États furent une nouvelle fois mises à l'épreuve à la fin du mois de mars 2002, lorsqu'un attentat-suicide commis par un membre du Hamas tua trente Israéliens réunis pour la Pâque juive. L'Autorité palestinienne condamna immédiatement l'attentat et promit de traduire les responsables en justice. Mais ses piètres performances en matière de police laissèrent les Israéliens de marbre. C'en était trop : Sharon lança l'opération « Bouclier défensif » lors de laquelle Tsahal reprit le contrôle de presque tous les territoires palestiniens de Cisjordanie [25]. Dès le départ, Bush savait que l'action d'Israël allait ternir l'image des États-Unis dans le monde arabe et musulman. Le 4 avril, il demanda à Sharon « d'arrêter les incursions et d'entamer le retrait ». Il réitéra le message deux jours plus tard, en demandant un « retrait immédiat ». Le 7 avril, la conseillère de Bush pour la Sécurité nationale, Condoleezza Rice, expliqua aux journalistes qu'« "immédiat" veut dire "immédiat". Ça veut dire maintenant ». Le même jour, Colin Powell partit pour le Moyen-Orient afin de faire pression sur les différentes

parties en présence pour qu'elles cessent les hostilités et entament des négociations.

L'administration subit rapidement le feu de ceux qui souhaitaient la voir adopter une autre approche. L'une des principales cibles fut Powell : non seulement on le considérait comme dénué de sympathie envers Israël, voire hostile à l'État hébreu, mais il comptait rencontrer Arafat au cours de son déplacement. Le secrétaire d'État essuya immédiatement un tir de barrage des plus farouches défenseurs d'Israël au sein du bureau du vice-président et du Pentagone. Rice était en liaison téléphonique constante avec Powell, et il semble qu'elle lui ait parfois « passé un savon ». Selon lui, elle ne faisait que « relayer les vues de quelqu'un à la Maison-Blanche [26] ».

Dans les médias, les néconservateurs n'étaient pas en reste et pilonnaient eux aussi Powell. Dans le *Weekly Standard* du 11 avril, on put lire sous la plume de Robert Kagan et William Kristol que Powell « avait virtuellement effacé la distinction entre les terroristes et ceux qui luttent contre les terroristes [27] ». Le lendemain, David Brooks, alors en poste au *Weekly Standard*, décrivit le voyage de Powell au cours de l'émission *NewsHour with Jim Lehrer* comme « un désastre, pas un désastre absolu, mais un désastre quand même ». Il déclara dans la foulée que Powell avait « porté préjudice au prestige des États-Unis [...] fait des papillotes de la politique américaine au Moyen-Orient [...] et, pire encore, entaché notre sens moral [28] ». L'ancien Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou, qui se trouvait alors aux États-Unis pour défendre la cause d'Israël, déclara avant même que Powell n'arrive sur place que son voyage « n'aboutirait à rien [29] ». Il avait raison : le rapport de force au sein de l'administration joua contre Powell de façon si rapide et si complète que son assistant à Washington l'appela au cours de son déplacement pour lui dire : « Je suis en train de faire le putain de grand écart ici ! Ils sont en train de te faire la peau [30] ! » Powell déclara par la suite que les dix jours de son voyage au Moyen-Orient furent « parmi les plus pitoyables que l'on puisse imaginer [31] ».

Powell reçut le message, comme en témoigne son comportement lors d'une conférence de presse conjointe avec Ariel Sharon avant son départ d'Israël. « L'attitude du secrétaire d'État, observa John Simpson du *Sunday Telegraph*, n'était pas celle d'un patron qui vient demander des comptes. Loin de là. M. Powell semblait obséquieux, déférent : sans doute prend-il désormais toute la mesure du soutien dont M. Sharon dispose à Washington et de toute l'influence de ses amis auprès du président [32]. » Netanyahou avait vu juste en prédisant que le voyage de Powell « n'aboutirait à rien ».

Une seconde cible n'était autre que Bush lui-même, soumis aux pressions des leaders de la communauté juive et des chrétiens évangéliques. Tom DeLay et Dick Armey, en particulier, prirent sans hésiter la défense d'Israël. Le 10 avril, DeLay se rendit à la Maison-Blanche accompagné de Trent Lott,

le chef de l'opposition au Sénat, pour mettre en garde Bush personnellement et lui conseiller de revenir sur ses positions [33]. Le lendemain, selon le magazine *Time*, « un groupe de leaders évangéliques emmenés par le révérend Jerry Falwell et l'ancien candidat présidentiel Gary Bauer ont fait parvenir une lettre à Bush demandant que l'administration "cesse de faire pression" sur Sharon afin qu'il retire ses troupes de Cisjordanie. Après que Falwell eut adjuré ses disciples de faire la même chose, la Maison-Blanche s'est trouvée inondée d'appels et de courriers électroniques. Le jour suivant, selon certaines sources, des conseillers haut placés du président ont téléphoné à Falwell pour l'assurer que Bush était du côté de Sharon [34] ».

Le premier signe indiquant que Bush était en train de céder apparut le même jour (le 11 avril – une semaine seulement après qu'il eut demandé à Sharon de retirer ses troupes) lorsque Ari Fleischer déclara que le président voyait en Sharon « un homme de paix [35] ». Bush réitéra publiquement ces propos le 18 avril, quand Powell revint de sa mission mort-née, et il ajouta à l'intention des journalistes que Sharon avait accédé de manière satisfaisante à sa demande de retrait immédiat et total [36]. Sharon n'avait rien fait de tel, mais Bush n'était plus disposé à en faire un problème. Le 21 avril, Israël annonça la fin officielle de l'opération « Bouclier défensif », mais Tsahal resta dans de nombreuses zones palestiniennes et instaura un régime de contrôle encore largement en vigueur aujourd'hui.

D'autres groupes du lobby maintinrent la pression. La Conférence des présidents et les United Jewish Communities organisèrent une importante manifestation à Washington au milieu du mois d'avril, marquée par des interventions d'Armey, de Netanyahou, de Zuckerman, du chef de la minorité à la Chambre des représentants Richard Gephardt, et d'autres officiels importants. La foule alla jusqu'à huer le secrétaire adjoint à la Défense Paul Wolfowitz (en criant « À bas Arafat ! ») lorsque celui-ci évoqua brièvement les souffrances des Palestiniens et l'hypothèse d'un État palestinien. Morton Klein, le directeur de la Zionist Organization of America, déclara que, « si Bush ne reçoit pas le message et continue à faire pression sur Israël, cette manifestation aura manqué son but et raté une grande occasion ». Réagissant à ce rassemblement, un membre de l'administration souhaitant conserver l'anonymat remarqua qu'« on ne fait pas de la politique en étant populaire ». Mais le même admit aussi que l'administration « est continuellement abreuvée par les déclarations des leaders de la communauté juive ; mais voir autant de Juifs se joindre à cette manifestation en disait plus long encore [37] ».

Pendant ce temps, le Congrès n'était pas en reste et s'affairait aussi à épauler Sharon. Netanyahou se rendit au Capitole à la mi-avril pour rencontrer une quarantaine de sénateurs, entouré d'« un dispositif de sécurité digne d'un chef d'État [38] ». Le 2 mai, le Congrès passa outre les objections de

l'administration et adopta deux résolutions réaffirmant le soutien à Israël (au Sénat le vote fut de 94 voix pour et 2 contre ; la version présentée à la Chambre recueillit 352 voix contre 21). Les deux résolutions affirmaient que les États-Unis « étaient solidaires d'Israël » et que les deux pays étaient, pour citer la résolution adoptée par la Chambre, « engagés dans une lutte commune contre le terrorisme ». Cette dernière version condamnait aussi la « terreur constamment alimentée par Yasser Arafat [39] ».

Quelques jours plus tard, une délégation bipartisane du Congrès qui se trouvait en Israël dans le cadre d'une mission d'information proclama publiquement que Sharon (alors à Washington pour une rencontre avec Bush) devait résister aux pressions de l'administration américaine l'encourageant à négocier avec Arafat [40]. Puis, le 9 mai, un sous-comité au Budget de la Chambre des représentants se réunit pour examiner une aide supplémentaire à Israël de 200 millions de dollars pour combattre le terrorisme. La Maison-Blanche était opposée à cette proposition ; le secrétaire d'État Powell prit les devants et rencontra des leaders du Congrès pour tenter de bloquer l'initiative. Mais le lobby l'appuya, tout comme il avait aidé à l'élaboration des deux résolutions du Congrès. Powell perdit la partie et Bush apposa à contrecœur sa signature sur l'acte législatif, autorisant ainsi le transfert des fonds à Israël [41].

Sharon et le lobby pro-israélien avaient ainsi défié le président des États-Unis et son secrétaire d'État, et ils étaient sortis victorieux de cette confrontation. D'après Chemi Shalev, un journaliste du quotidien israélien *Ma'ariv*, les assistants de Sharon « ne parvenaient pas à cacher leur satisfaction en contemplant l'échec de Powell. Sharon avait regardé le président Bush dans le blanc des yeux, se vantaient-ils, et le président avait cillé le premier ». En effet, l'humiliation de Bush n'avait pas échappé aux commentateurs du monde entier. *El Pais*, le principal quotidien espagnol, traduisait certainement le sentiment partagé par de nombreux observateurs étrangers lorsqu'il releva que, « si le poids d'un pays se mesure à sa capacité d'agir sur les événements, c'est Israël qui est une superpuissance, et pas les États-Unis [42] ». Il n'en reste pas moins que ce furent des forces pro-israéliennes aux États-Unis, et non Sharon ou Israël, qui eurent un rôle prépondérant pour déjouer les efforts de Bush.

« Plus ça change... »

Malgré ces revers, Bush continuait à vouloir mettre un terme à la seconde Intifada et créer un État palestinien viable en paix avec Israël. Il savait qu'il était dans l'intérêt de l'Amérique de résoudre ce conflit aussi vite que possible. Cependant, il en resta au stade des intentions, essentiellement

parce que le rapport de force avec le lobby pro-israélien n'avait pratiquement pas évolué depuis le printemps 2002. Les dirigeants israéliens disposaient ainsi d'un levier considérable sur sa politique au Moyen-Orient, qui leur permettait d'ignorer ou de neutraliser les options qui n'étaient pas à leur goût.

Dans une tentative pour se tirer de ce mauvais pas, Bush prononça un important discours sur le Moyen-Orient le 24 juin 2002 [43]. Cette intervention fut remarquable pour deux raisons. D'une part, Bush continuait à dire que le départ d'Arafat était une condition de la relance du processus de paix. « La paix, dit-il, exige une direction palestinienne nouvelle et différente. » En fait, comme David Landau le fit observer dans *Ha'aretz*, « Yasser Arafat, le leader apparemment immortel du mouvement national palestinien, fut politiquement assassiné... par le président George W. Bush [44] ». Les Israéliens, qui avaient appelé depuis des mois à isoler Arafat, étaient aux anges. Au moins deux conservateurs israéliens, Natan Sharansky et Benjamin Netanyahou, affirmèrent avoir joué un rôle de premier plan en persuadant Bush d'ajouter cette exigence à son discours [45]. *Ha'aretz* publia un article sur ce discours sous le titre « Ariel Sharon exprime son accord avec ses propres idées [46] ».

D'autre part, Bush appela à la création d'un État palestinien à l'horizon 2005. Si l'on voulait atteindre cet objectif, il fallait « que cesse l'extension des implantations israéliennes dans les territoires occupés » et, à mesure que la sécurité s'améliorerait, « que les troupes israéliennes se retirent complètement sur les positions qu'elles occupaient avant le 28 septembre 2000 [date du début de la seconde Intifada] ». On reprocha beaucoup à Bush de ne pas en avoir dit davantage sur les contours de la solution négociée et sur la façon dont il pensait y parvenir [47]. Si le discours était très vague sur les termes d'un futur accord, les propos de Bush étaient importants. À l'époque, son administration travaillait en lien étroit avec l'Union européenne, la Russie et les Nations unies afin de mettre au point une « feuille de route » menant à une paix négociée entre Israël et les Palestiniens. Le plan de ce qu'il est convenu depuis d'appeler le « Quartet » s'appuyait sur les principaux éléments avancés dans le discours de Bush.

Sur le fond, l'administration Bush avait décidé au cours de l'été 2002 que la feuille de route était le meilleur moyen de résoudre le conflit. Mais la mise en œuvre de ce programme fut pour le moins timide jusqu'au printemps 2003 : le Quartet eut besoin de temps pour convaincre Arafat de s'effacer et pour mettre au point les détails de la feuille de route. Par ailleurs, l'administration Bush était toute aux préparatifs de la guerre en Irak, qu'elle envahit le 19 mars 2003. On assista finalement à de véritables avancées sur le parcours tracé par la feuille de route le 7 mars, lorsque Arafat fit savoir qu'il renonçait à une partie de son pouvoir en nommant

Mahmoud Abbas Premier ministre de l'Autorité palestinienne [48]. Une semaine plus tard, le 14 mars, Bush annonça qu'il était prêt à progresser sur la feuille de route, et le 30 avril le Quartet rendit publics les détails du plan de paix [49].

Puis, au début du mois de juin, le président se rendit au Moyen-Orient pour défendre le plan et tenter de renforcer le poids de Mahmoud Abbas. Le prestige de Bush était au plus haut, au lendemain du renversement de Saddam Hussein. L'opération de communication « Mission accomplie », avec la photo triomphale prise à bord de l'*USS Abraham Lincoln*, avait eu lieu le mois précédent, et sa popularité aux États-Unis atteignait des niveaux records. Il se trouvait donc dans une position idéale pour amener toutes les parties à s'atteler au processus de paix. Il se rendit d'abord en Égypte, le 3 juin, pour rencontrer les dirigeants arabes, puis le lendemain à Akaba en Jordanie, pour y rencontrer Abbas et Sharon. Avant le départ de Bush, les journalistes avaient exprimé des doutes sur sa capacité à faire pression sur Israël pour atteindre ses objectifs, notamment avec la campagne pour sa propre réélection qui se profilait en 2004. « Bien sûr que j'en suis capable, leur avait-il répondu. Écoutez, si j'avais peur de prendre les décisions nécessaires – pour des raisons politiques – à l'avancée du processus, je n'irais pas là-bas [50]. »

Les entretiens furent cordiaux et les efforts de Bush pour s'impliquer directement dans le processus de paix étaient prometteurs. Mais la feuille de route s'enlisa. Bien qu'il ait à l'occasion rendu un hommage rhétorique au plan du Quartet, Sharon était opposé à la création d'un État palestinien et il n'avait par conséquent aucun intérêt à négocier avec les Palestiniens, dans la mesure où le but de ces négociations était justement la création de cet État dans les territoires occupés. Son opposition à la feuille de route était déjà claire bien avant le mois de mars 2003. Dans un éditorial du 16 décembre 2002, le *Washington Post* estimait que, « bien qu'il ait dit aux électeurs qu'il était prêt à soutenir le plan de Bush », le fait était que « ses proches n'ont cessé de durement critiquer la première ébauche de la "feuille de route" au cours de leurs rencontres avec des officiels américains. Selon les communiqués de presse israéliens, M. Sharon aurait lui-même fait part, au cours d'un Conseil des ministres, de son dédain pour le plan de l'administration Bush, qu'il considérait comme "hors sujet" [51] ».

En mars 2003, lorsque Bush annonça qu'il comptait promouvoir la feuille de route, Sharon ne s'exprima guère publiquement, surtout parce qu'il ne voulait pas critiquer le président américain au moment où les États-Unis se préparaient à envahir l'Irak [52]. Il n'en reste pas moins que son sentiment au sujet du plan de paix n'avait pas changé, comme Chemi Shalev le dit très clairement dans un article paru dans *Forward* : « L'objectif stratégique de Sharon et de ses conseillers est, au bout du compte, d'affaiblir

la feuille de route et d'exclure les trois membres restants [l'Union européenne, les Nations unies, et la Russie] du Quartet de Madrid... de tout engagement actif dans le processus de paix [53]. » À la mi-avril, un éditorial de *Ha'aretz* annonça que Sharon « n'a pas opéré le renversement conceptuel nécessaire pour parvenir à une paix fondée sur un compromis. Apparemment [...] le Premier ministre doit encore se défaire de sa vision des implantations et de l'annexion rampante de la Cisjordanie [54] ».

Vu l'opposition de Sharon à la feuille de route, il n'est guère surprenant que les dirigeants des principales organisations du lobby pro-israélien aient considéré le plan de Bush comme « une route qui ne mène nulle part », pour citer Zuckerman, le président de la Conférence des présidents [55]. Le 14 mars, quelques heures seulement après que Bush eut annoncé son soutien total à la feuille de route, Condoleezza Rice rencontra une délégation de leaders de la communauté juive. Le but de cette réunion, selon *Ha'aretz*, était de « neutraliser les réserves des Juifs américains au sujet du plan [56] ». Mais, selon le même article, « Rice fut incapable de répondre aux inquiétudes de nombreux participants à la réunion ». Abraham Foxman, le président de l'ADL, et Malcolm Hoenlein, le vice-président de la Conférence des présidents, se montrèrent particulièrement critiques. Bien que Hoenlein ait déclaré nécessaire d'attendre la réaction d'Israël au plan de paix, il souligna que la communauté juive américaine soutiendrait l'État hébreu si celui-ci exprimait des réserves.

L'AIPAC apporta son soutien à une lettre du Congrès qui demandait au président de ne pas faire pression sur Israël au sujet de la feuille de route et d'exiger que les Palestiniens se conforment totalement aux exigences de sécurité du plan de paix avant qu'Israël ne fasse une quelconque concession. Au début du mois de mai, 85 sénateurs et 283 représentants avaient signé la lettre [57]. Si l'AIPAC finit par apporter son soutien à la feuille de route – avec certaines réserves –, il ne fit pas campagne en sa faveur auprès du Congrès, ce qui, « dans les faits, laissa le front du lobbying ouvert aux groupes qui s'opposaient ouvertement au plan de paix [58] ». De nombreux commentateurs pro-israéliens s'en prirent à la décision de l'administration de faire progresser la feuille de route. Ce fut par exemple le cas de Charles Krauthammer, qui écrivit dans le *Washington Post* qu'aussi longtemps qu'Arafat garderait un tant soit peu de pouvoir, « faire avancer la feuille de route » relèverait du « suicide diplomatique » [59]. Dans le *New York Times*, Thomas Friedman reprocha toutefois aux principales organisations de la communauté juive de ne pas soutenir le plan de paix [60]. À l'exception de quelques « colombes », comme la Communauté Tikkun ou l'Israel Policy Forum, rares furent les groupes pro-israéliens à soutenir avec enthousiasme la feuille de route. Ce qui signifiait qu'elle n'avait pas d'avenir.

Par conséquent, les tenants de la ligne dure ne furent pas inquiétés outre mesure lorsque les détails de la feuille de route furent révélés le 30 avril. Dans un article paru le lendemain dans *Ha'aretz*, Bradley Burston se demanda « pourquoi donc ces gens sourient-ils [61] ? ». La réponse tenait au fait que l'administration Bush était parvenue en privé à toute une série d'accords avec Sharon et ses lieutenants qui apaisaient considérablement leurs craintes sur le plan de paix du Quartet [62]. En effet, selon le *Financial Times*, Elliott Abrams et Stephen Hadley, deux membres influents du National Security Council, avaient secrètement assuré Sharon qu'il « n'aurait à subir aucune pression américaine concernant la feuille de route [63] ».

Malgré cela, Sharon dut certainement nourrir quelques inquiétudes suite au voyage de Bush au Moyen-Orient au mois de juin 2003, un voyage que tout le monde s'accorda à considérer comme une étape importante de l'effort de paix mené par le président. Peu après le retour de Bush aux États-Unis, Israël tenta en vain de tuer Abdel Aziz Al Rantissi, un leader du Hamas – une tentative qui inaugura une série de sept assassinats ciblés en cinq jours [64]. Le mois précédent, Sharon avait promis au secrétaire d'État Powell qu'Israël cesserait les assassinats ciblés, à moins qu'il ne s'agisse d'une situation de « compte à rebours enclenché », ce qui n'était clairement pas le cas à cette occasion [65]. Le jour *précédant* la série d'assassinats, le Hamas avait en effet annoncé qu'il était disposé à reprendre les pourparlers en vue d'un cessez-le-feu [66]. Par ailleurs, *Forward* rapporta qu'au cours du sommet d'Akaba Sharon avait « accepté d'éviter des actions susceptibles d'"envenimer" la situation et d'affaiblir un Premier ministre palestinien encore inexpérimenté [67] ». Les commentateurs israéliens comprirent que Sharon essayait désormais de couler la feuille de route. « Le timing incongru de cette campagne d'assassinats, selon un correspondant du *Ha'aretz*, n'a pas échappé aux Israéliens [68]. »

Voilà qui ne plaisait guère à Bush. Malgré cela, il se contenta de réprimander mollement Sharon, en déclarant le 10 juin qu'il était « troublé par les récentes attaques menées par les hélicoptères de combat israéliens ». Les propos de ses conseillers, selon le *Washington Post*, étaient « à peine plus fermes ». Mais même la moindre critique vis-à-vis d'Israël était inacceptable pour les tenants de la ligne dure au sein du lobby, qui se mobilisèrent rapidement pour contrecarrer la brève démonstration d'indépendance de Bush. DeLay tint une réunion privée avec les conseillers du président et leur annonça qu'il allait proposer une résolution du Congrès soutenant Israël si Bush continuait à critiquer l'État hébreu. Le soir du 11 juin, à l'occasion d'une nouvelle exposition à l'Holocaust Memorial Museum, Bush reçut cent leaders de la communauté juive au cours d'un dîner à la Maison-Blanche. Malcolm Hoenlein, qui eut ce soir-là une rencontre en aparté avec Bush,

annonça que le président « ainsi que d'autres personnes à la Maison-Blanche savent que leur réaction pourrait se révéler contre-productive ». Il ajouta ensuite que « les gens avaient été un peu choqués par les commentaires et, pour autant qu'on pouvait en juger, la Maison-Blanche en était parfaitement consciente [69] ».

Le lendemain, la Maison-Blanche avait accompli un autre virage à 180 degrés et soutenait fermement Israël. Le *Washington Post* rapporta que, « dans des déclarations coordonnées, les officiels de la Maison-Blanche et du Département d'État se sont efforcés de déplacer l'attention diplomatique loin d'Israël et sur les dirigeants arabes qui se sont engagés, lors du sommet de la semaine dernière en Égypte, à cesser tout financement et tout soutien aux attaques terroristes dirigées contre Israël. Le secrétaire d'État Colin Powell a été clair à ce sujet au cours d'une série d'entretiens téléphoniques avec les ministres arabes des Affaires étrangères [70] ». Ari Fleischer, le porte-parole de la Maison-Blanche, déclara que « le problème n'est pas Israël [mais] les terroristes qui tuent pour tenter d'empêcher tout espoir de progrès dans le processus [71] ». À la fin du mois, la Chambre des représentants adopta une résolution – par 399 voix contre 5 – exprimant sa « solidarité avec le peuple israélien » et déclarant que l'État hébreu était parfaitement dans son droit lorsqu'il recourait à la force pour lutter contre le terrorisme [72].

Bush avait de nouveau tenté de refréner les actions d'Israël qui contribuaient à renforcer l'anti-américanisme dans le monde arabe et musulman et à miner la guerre contre le terrorisme menée par l'administration, mais il se vit infliger une nouvelle défaite humiliante [73].

L'unilatéralisme fait son entrée : exit la feuille de route

La même histoire se répéta à la fin du mois de juin 2003, lorsque l'administration Bush se mit à formuler des objections sur la « barrière de sécurité » érigée par Israël, qu'on s'accordait largement à considérer comme une politique de « fait accompli », susceptible de faire obstacle à une solution négociée. Le problème n'était pas tant la construction de la barrière en elle-même que son tracé, qui incorporait de nouvelles zones des territoires occupés et aggravait les difficultés auxquelles des milliers de Palestiniens étaient déjà confrontés [74]. Bush exprima clairement son désaccord le 25 juin, au cours d'une conférence de presse à la Maison-Blanche, au côté du Premier ministre palestinien Mahmoud Abbas : « Je crois que le mur est un problème, et j'en ai parlé à Ariel Sharon. Il est très difficile de créer de la confiance entre les Palestiniens et Israël avec un mur qui serpente à travers la Cisjordanie [75]. » Mais quatre jours plus tard, toujours à la Maison-Blanche,

Sharon déclara en présence de Bush qu'il entendait continuer la construction de la barrière, même s'il annonçait qu'il s'efforcerait de minimiser ses conséquences pour les Palestiniens. Bush ne marqua pas son désaccord ; au lieu de cela, il fit savoir sans ambiguïtés qu'il partageait l'opinion du Premier ministre, pour qui le terrorisme palestinien constituait le « principal obstacle à la paix [76] ».

L'administration Bush continua malgré tout à faire état de ses regrets sur la barrière de sécurité. Colin Powell suggéra au cours d'une interview que celle-ci était une tentative israélienne de s'approprier des terres palestiniennes, et Condoleezza Rice laissa entendre que l'administration pourrait déduire le coût de la barrière des 9 milliards de dollars de garanties de prêt dont les États-Unis avaient approuvé le principe au mois d'avril [77]. Les défenseurs d'Israël au Congrès se mobilisèrent et firent savoir clairement à la Maison-Blanche que si, pour reprendre les termes du sénateur démocrate Charles Schumer, le président « ignor[ait] la volonté du Congrès et tent[ait] de pénaliser Israël pour s'être défendu, le Congrès fera[it] tout ce qui est en son pouvoir pour s'assurer que ces garanties financières ne soient pas suspendues [78] ». Quant aux Israéliens, ils n'étaient pas particulièrement inquiets : comme l'expliqua un membre du gouvernement haut placé, « nous ne subissons aucune pression... Les États-Unis sont une démocratie vivante, et cette administration a une démarche politique. La réalité est parfois faite de contraintes politiques [79] ».

La question des garanties de prêt ne fut par réglée pour autant et, à la fin du mois de novembre, l'administration Bush annonça qu'elle allait réduire de 289,5 millions de dollars les 3 milliards alloués à Israël plus tôt dans l'année. Si le lobby pro-israélien protesta peu, ce fut surtout parce que cette punition n'était, dans les faits, guère plus qu'une petite tape sur les doigts. Les États-Unis ne réduisaient pas leur aide directe, véritable plat de résistance du soutien financier à Israël. Réduire les garanties de l'ordre d'environ 10 % signifiait simplement que l'État hébreu devrait payer des intérêts plus élevés sur une petite partie des sommes qu'il comptait emprunter. L'ancien directeur général du ministère des Finances israélien estima que cela coûterait à Israël environ 4 millions de dollars par an en intérêts, ce qui n'est pas une grosse somme pour un État aussi prospère qu'Israël [80].

L'administration Bush remporta une autre petite victoire à l'automne 2003. Sharon menaçait de chasser Arafat de la Cisjordanie et de l'exiler. Powell et Rice firent savoir aux Israéliens que les États-Unis considéreraient comme inacceptable l'expulsion du dirigeant palestinien. Le message fut bien reçu et Arafat resta en Cisjordanie [81].

Mais ces petites victoires n'annonçaient aucun changement de cap. Au contraire, à l'automne 2003, Sharon commença à saborder pour de bon la

feuille de route en mettant en œuvre son plan de désengagement unilatéral [82]. Au mois de novembre, il convia Elliott Abrams, le directeur général pour les Affaires du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord au National Security Council, connu pour ses positions néoconservatrices, à une rencontre secrète à Rome. Au cours de l'entretien, il l'informa qu'au lieu de rechercher un règlement négocié, comme y appelait la feuille de route, il comptait imposer aux Palestiniens sa propre solution [83]. L'évolution de la politique suivie par Israël au cours des mois suivants laissait clairement entendre que l'État hébreu allait d'abord retirer ses colonies de la bande de Gaza pour ensuite la rendre aux Palestiniens, puis faire de même avec certaines zones de la Cisjordanie, mais conserver de larges portions de ce territoire contesté.

La décision de rendre aux Palestiniens ces portions des territoires occupés n'était pas dictée par une quelconque sympathie pour leur sort, mais par la peur de voir bientôt les Arabes dépasser en nombre les Juifs dans le « grand Israël » si l'État hébreu gardait Gaza et toute la Cisjordanie. Autrement dit, c'est la question démographique qui déterminait la politique du Premier ministre [84].

Les Palestiniens n'auraient virtuellement aucun mot à dire dans ce processus. Israël dicterait les termes du règlement et, au bout du compte, les Palestiniens ne disposeraient pas de leur propre État. C'est ce que laissa clairement entendre Dov Weisglass, le principal conseiller de Sharon : « Ce vers quoi tendaient nos actions [...] c'était le gel du processus politique. Et, lorsque vous gelez ce processus, vous empêchez l'établissement d'un État palestinien et vous empêchez une discussion qui porterait sur les réfugiés, les frontières, et sur Jérusalem. Dans les faits, c'est tout ce paquet qu'on appelle l'État palestinien, avec tout ce que cela comporte, qui a été retiré de notre agenda pour une durée indéterminée. » Weisglass déclara aussi que plan de Sharon était « en fait du formol. Il apporte du formol en quantité suffisante pour qu'il n'y ait pas de processus politique avec les Palestiniens [85] ».

On aurait pu s'attendre à ce que Bush exprime son mécontentement et s'efforce de maintenir la feuille de route, surtout dans la mesure où le président, selon son conseiller à la sécurité nationale, croyait qu'elle était « la seule option susceptible d'apporter une paix durable et la sécurité [86] ». Mais ce n'est pas ce qui se produisit : au printemps 2004, Bush apporta publiquement son soutien à l'approche unilatérale de Sharon, en déclarant qu'il s'agissait d'« un pas audacieux et courageux », et que Sharon méritait les « remerciements » du monde entier [87]. Puis, le 14 avril, dans un retournement spectaculaire, il revint sur la position officielle de tous les présidents depuis Lyndon Johnson en déclarant qu'Israël n'aurait pas à rendre les territoires occupés en 1967, et que les réfugiés palestiniens ne seraient pas autorisés à retourner sur les lieux dont ils étaient originaires en Israël, mais

devraient s'installer dans le nouvel État palestinien [88]. Auparavant, la politique américaine voulait que Palestiniens et Israéliens négocient sur ces sujets. Si ces revirements suscitèrent la colère au Moyen-Orient, ils furent largement considérés, aux États-Unis, comme une preuve d'intelligence politique à un moment où George Bush cherchait à être réélu [89].

Dans un article publié au début de l'année 2004, Thomas Friedman du *New York Times* saisit parfaitement la situation dans laquelle se trouvait Bush : « M. Sharon assigne à résidence le leader palestinien Yasser Arafat dans son bureau de Ramallah, et il a assigné George Bush à résidence dans le Bureau ovale. M. Sharon a fait encercler M. Arafat par des tanks, et M. Bush par des lobbyistes pro-israéliens juifs et chrétiens, par un vice-président, Dick Cheney, prêt à faire tout ce que M. Sharon ordonne, et par des conseillers qui disent au président de n'exercer aucune pression sur Israël en pleine année électorale – l'ensemble conspirant afin de s'assurer que le président ne fasse rien [90]. »

Durant toute cette période, les Israéliens continuèrent à construire des colonies en Cisjordanie, en dépit des protestations américaines et malgré le fait que la feuille de route appelait explicitement Israël à « geler toutes les activités d'implantation (y compris l'expansion naturelle des implantations) [91] ». Ils continuèrent aussi à assassiner des dirigeants palestiniens, en choisissant parfois le plus mauvais moment – du moins du point de vue américain. Ainsi, le 22 juillet 2002, une proposition de cessez-le-feu venant des Palestiniens fut sabordée lorsque Tsahal tua le cheikh Salah Shehada, un important dirigeant du Hamas, et quatorze autres personnes (dont neuf enfants). La Maison-Blanche dénonça l'attaque en accusant les forces israéliennes d'avoir eu « la main lourde », mais sans obliger Israël à mettre un terme à sa politique d'assassinats ciblés [92]. Comme nous l'avons mentionné, Tsahal empêcha la conclusion d'un autre cessez-le-feu au mois de juin 2003, lorsque l'armée tenta en vain de tuer Rantissi, un autre dirigeant du Hamas.

Le 22 mars 2004, Israël assassina un autre leader du Hamas, le cheikh Ahmed Yassine, en utilisant des missiles américains Hellfire. Cette opération fut perçue comme un coup sévère porté à la position américaine au Moyen-Orient, non seulement en raison des armes américaines utilisées, mais aussi parce qu'une partie importante de l'opinion publique dans le monde arabe fut convaincue que l'administration Bush avait donné le feu vert à Israël pour tuer un paraplégique qui se déplaçait en chaise roulante. Jim Hoagland, un collaborateur du *Washington Post*, écrivit au lendemain de cet assassinat que, « à l'exception peut-être de Charles de Gaulle, aucun dirigeant étranger bien disposé vis-à-vis des États-Unis n'a compliqué la diplomatie et la stratégie américaines de façon aussi systématique et dommageable qu'Ariel Sharon. Il défend les intérêts d'Israël avec une ténacité et une détermination de guerrier qui coupent le souffle – et les options –

de tout le monde [93] ». Moins d'un mois plus tard, le 17 avril 2004, Tsahal parvint finalement à abattre Rantissi [94].

Arafat meurt et rien ne change

Avec le décès d'Arafat, en novembre 2004, Abbas s'imposa comme le nouveau leader palestinien, puis fut officiellement porté au pouvoir en janvier 2005 à l'issue d'élections libres et démocratiques, largement saluées par les observateurs. On aurait pu penser qu'un tel événement constituait une occasion unique de faire avancer le processus de paix, dans la mesure où Abbas reconnaissait l'État d'Israël, renonçait au terrorisme, et se montrait soucieux de parvenir à un règlement négocié du conflit [95]. Par ailleurs, Bush venait juste d'être réélu et se trouvait par conséquent dans la meilleure position qui soit pour renforcer la position d'un modéré tel qu'Abbas. L'administration Bush apporta d'emblée son soutien au nouveau dirigeant palestinien, mais elle ne fit pratiquement rien pour l'aider à négocier un État viable, ce qui contribua *in fine* à miner sa popularité.

La principale raison pour laquelle Bush aida très peu Abbas était qu'il s'était déjà prononcé en faveur du plan de Sharon (repris par son successeur, Ehud Olmert) consistant à se désengager unilatéralement. Contrairement à ses propres déclarations réaffirmant le caractère nécessaire de la feuille de route, Bush appuyait une stratégie qui ne contenait aucune promesse d'État palestinien viable, ce qui d'emblée vouait le plan à l'échec.

Certains groupes pro-israéliens comme la ZOA et des organisations orthodoxes étaient opposés à l'idée qu'Israël rende des territoires aux Palestiniens. Mais les principales organisations, comme l'ADL, l'American Jewish Congress et l'American Jewish Committee, soutenaient le désengagement. Des responsables importants de la Conférence des présidents estimaient qu'entre 60 % et 75 % des dirigeants communautaires soutenaient le retrait, ce qui suffisait largement à faire en sorte que le lobby finisse par se déclarer – sans enthousiasme – en faveur du changement de politique opéré par Sharon et Bush [96].

En refusant de négocier avec Abbas et en l'empêchant d'arracher des bénéfices tangibles pour la population palestinienne, la stratégie suivie par Sharon contribua directement à la victoire électorale du Hamas en janvier 2006. Juste avant l'élection, Bradley Burston tenait les propos suivants dans sa chronique pour *Ha'aretz* : « Si vous avez l'impression [...] qu'Israël est le directeur de campagne du Hamas pour l'élection du parlement palestinien la semaine prochaine, peu de gens vous contrediront – notamment au Hamas [97]. » Avec le Hamas au pouvoir, Israël avait désormais une autre

raison de ne pas négocier et l'administration Bush avait encore moins de chances d'amener les Israéliens au dialogue avec les Palestiniens.

Comme si cela ne suffisait pas, la politique israélienne de désengagement unilatéral s'écroula au cours de l'été 2006, environ deux mois après que Bush en eut vanté les mérites au cours de la première visite officielle d'Ehud Olmert à la Maison-Blanche [98]. Après s'être retirés au mois d'août 2005, les Israéliens bouclèrent totalement la bande de Gaza, créant de nombreuses difficultés pour ses habitants, et éloignant la perspective d'un État. Les Palestiniens de Gaza continuèrent à tirer des roquettes sur Israël, puis capturèrent un soldat de Tsahal le 25 juin 2006. Les Israéliens estimèrent que la situation était devenue intolérable, si bien qu'ils réoccupèrent la bande de Gaza trois jours plus tard [99]. Pour la plupart des Israéliens, et en tout cas pour Ehud Olmert, il devint vite évident que l'État hébreu devrait affronter une situation similaire s'il se retirait unilatéralement de certaines zones de la Cisjordanie et s'il encerclait les Palestiniens qui s'y trouvaient.

Quelques semaines plus tard, le 12 juillet, le Hezbollah captura deux soldats israéliens le long de la frontière israélo-libanaise, précipitant ainsi une guerre au cours de laquelle il fit pleuvoir des roquettes et des missiles sur le nord d'Israël. Vu que l'État hébreu s'était retiré unilatéralement du Sud-Liban en 2000, la crise renforça l'idée qu'un simple retrait hors de certaines zones de la Cisjordanie ne suffirait pas à mettre un terme au conflit avec les Palestiniens. Par conséquent, avec le soutien de l'opinion publique, Olmert abandonna la stratégie du désengagement unilatéral à la fin de l'été 2006. En janvier 2007, au cours d'un entretien avec l'agence de presse chinoise Xinhua au cours duquel il se montra très franc, Ehud Olmert expliqua qu'en janvier 2006, lorsqu'il avait pris la succession de Sharon, alors dans l'incapacité d'exercer ses fonctions, il croyait qu'une stratégie unilatérale – ce qu'il appelait son « plan de convergence » – pourrait suffire à résoudre le problème palestinien. Mais il avait eu tort, et désormais, « dans les circonstances présentes, il serait plus pragmatique de parvenir à une solution à deux États par le biais de négociations plutôt que par un retrait [unilatéral] [100] ».

Rice se fait « powelliser [101] »

L'administration Bush avait compris elle aussi que l'unilatéralisme était une stratégie perdante, et commença à se prononcer à nouveau en faveur d'un règlement négocié selon les directions fixées dans la feuille de route. À la fin de l'année 2006, Condoleezza Rice prit les devants en s'efforçant d'amener les dirigeants palestiniens et israéliens à renouer le dialogue [102].

Son objectif était d'entamer des discussions sur les contours d'un règlement d'ensemble – ce qu'elle appelait l'« horizon politique ».

Au mois de mars 2007, tandis que Rice encourageait les Israéliens et les Palestiniens à négocier sérieusement, les Saoudiens persuadèrent la Ligue arabe de ressortir son plan de paix de 2002. Tout comme l'original, la nouvelle proposition offrait à Israël la paix ainsi que des relations normales non seulement avec les Palestiniens, mais avec les vingt et un membres de la Ligue arabe. En retour, les Israéliens devraient : 1) se retirer de tous les territoires et des hauteurs du Golan ; 2) accepter l'établissement d'un État palestinien souverain dans les territoires occupés ayant Jérusalem-Est pour capitale ; et 3) négocier une « solution équitable » au problème des réfugiés palestiniens qui devait obtenir l'« accord » de toutes les parties impliquées [103]. Les Saoudiens firent clairement savoir que la proposition constituait une base de négociation, et non une proposition à prendre ou à laisser.

Les Américains comme les Saoudiens avaient de bonnes raisons de mettre un terme au conflit israélo-palestinien [104]. Le soutien continu que les États-Unis apportaient aux politiques d'Israël dans les territoires occupés ne contribuait pas seulement à alimenter le terrorisme auquel l'Amérique faisait face : il compliquait la tâche de l'administration Bush qui s'efforçait d'obtenir l'aide des États arabes dans la guerre en Irak et dans le dossier du programme nucléaire iranien. Pour leur part, les Saoudiens désiraient travailler en étroite collaboration avec les Américains pour contenir l'Iran, mais leurs options étaient limitées par l'ampleur du ressentiment populaire provoqué par le soutien des États-Unis à Israël. Les Saoudiens désiraient eux aussi mettre un terme au conflit, dans la mesure où l'Iran gagnait en influence auprès des forces radicales palestiniennes dans les territoires occupés.

Dans ces circonstances, les conditions semblaient réunies pour une véritable avancée du processus de paix. Ce ne fut pas le cas. Olmert montra peu d'intérêt pour l'initiative de la Ligue arabe, qui semblait destinée à connaître le même destin que la proposition de 2002. Le Premier ministre israélien était en désaccord avec certains éléments de la proposition, notamment la clause stipulant qu'Israël devrait se retirer de l'ensemble des territoires occupés. Il rejetait aussi tout compromis au sujet du « droit au retour » des Palestiniens, et annonça au *Jerusalem Post* au mois de mars 2007 : « Je ne reconnaîtrai aucune espèce de responsabilité israélienne en la matière. Point final. » Dans la foulée, il déclara que le retour en Israël d'un seul réfugié palestinien était « hors de question [105] ».

Mais, comme n'importe quelle autre, cette pomme de discorde aurait pu faire l'objet de tractations au cours des négociations, si Israël avait donné son accord au principe d'une discussion sur la base de la proposition. Un éditorial de *Ha'aretz* daté de la fin mars résuma parfaitement la situation : « Un

gouvernement réaliste aurait saisi au vol cette disposition à la reconnaissance et à la réconciliation, en exprimant des réserves sur ce qu'il n'accepte pas et en recherchant un dialogue au niveau régional [106]. » À la mi-mai, Olmert essuyait des critiques largement partagées qui lui reprochaient de ne pas avoir sérieusement recherché la paix avec les Arabes – critiques reprises notamment par deux ardents défenseurs d'Israël : Abraham Foxman de l'ADL, et le prix Nobel Élie Wiesel. Le Premier ministre répondit à cette vague de reproches en déclarant que l'État hébreu était disposé à discuter de l'initiative de la Ligue arabe, mais ce discours ne fut guère suivi d'effets. En revanche, Israël lança une campagne diplomatique visant à faire endosser aux Arabes la responsabilité de l'échec de l'initiative de paix [107].

L'administration Bush n'entreprit aucune véritable démarche pour amener Olmert à accepter la proposition de la Ligue arabe, tout en exhortant les dirigeants arabes à l'adapter aux desiderata d'Israël [108]. À ce stade, les efforts de Rice pour faire avancer le processus de paix n'avaient abouti à rien. Tout d'abord, elle fit savoir au début du mois de février 2007, lors d'une réunion avec les dirigeants de quinze grandes organisations de la communauté juive, que non seulement l'administration s'abstiendrait de faire pression sur Israël, mais qu'elle ne ferait aucune suggestion sur les possibles contours de l'« horizon politique [109] ». Ces concessions limitaient considérablement le poids de la secrétaire d'État, qui se rendit à Jérusalem et réunit Olmert et Abbas le 19 février pour des discussions. Mais les efforts de Rice pour relancer les discussions de paix furent un fiasco, dans la mesure où le Premier ministre israélien refusa de discuter des contours d'un règlement possible du conflit. Olmert comme Abbas refusèrent d'apparaître à ses côtés lors de la conférence de presse qui suivit. Cette absence fut soulignée peu de temps après par le *New York Times*, dans un éditorial, intitulé « Énigme à Jérusalem », qui soulignait que la secrétaire d'État n'était pas même parvenue à faire figurer les deux dirigeants à ses côtés pendant qu'elle lisait « une déclaration conjointe et vide de contenu, à laquelle ils avaient souscrit à contrecœur [110] ».

À la fin du mois de mars 2007, Rice revint en Israël – c'était sa septième visite en huit mois – pour rencontrer Olmert et se proposer comme médiatrice entre Israël et les Palestiniens. Olmert rejeta d'emblée l'offre de service, obligeant Rice à annuler la conférence de presse prévue après la rencontre. Le *Daily Telegraph* résumait bien la situation dans son gros titre du lendemain : « Israël snobe Condoleezza Rice [111] ». Celle-ci retourna à Washington les mains vides, et sans grand espoir de voir l'administration Bush réaliser des progrès significatifs vers une paix israélo-arabe avant de quitter son poste.

Ce résultat, non seulement humiliant pour la secrétaire d'État mais contraire à l'intérêt national des États-Unis, s'explique par au moins deux

facteurs. Premièrement, tout comme son prédécesseur Sharon, Olmert n'avait aucun intérêt à négocier un plan de paix avec les Palestiniens, dans la mesure où un tel plan exigerait d'Israël qu'il renonce à la quasi-totalité de la Cisjordanie pour y créer un État palestinien viable. Olmert a fait savoir qu'il était disposé à renoncer à certaines parties de la Cisjordanie, mais qu'il entendait en conserver de larges portions. Son gouvernement a en effet annoncé à la fin du mois de décembre 2006 qu'il construisait la première implantation en Cisjordanie depuis dix ans. Et, le mois suivant, l'État hébreu annonça son intention de construire de nouvelles habitations à Ma'aleh Adumim, la plus grande colonie israélienne existante [112]. Si la paix signifie rendre environ 95 % de la Cisjordanie aux Palestiniens, Israël préférera l'occupation à la paix [113].

On pourrait avancer que le principal obstacle à la paix n'est pas Israël mais le Hamas, arrivé au pouvoir en janvier 2006 et qui demeure une organisation formellement vouée à la destruction d'Israël. Il ne fait aucun doute que la domination du Hamas sur l'Autorité palestinienne complique sérieusement tout effort de paix. Néanmoins, le problème n'est pas insurmontable. Si les Israéliens étaient sincèrement désireux de parvenir à un accord avec les Palestiniens, ils pourraient travailler avec la Ligue arabe, Abbas et les éléments les plus modérés au sein du Hamas afin de faire avancer le processus de paix et d'isoler – voire de convertir – les intransigeants du Hamas et des autres groupes radicaux, comme le Jihad islamique [114]. En lieu et place, ils n'ont guère fait preuve d'enthousiasme à l'idée de travailler avec ces Arabes toujours plus nombreux qui sont sincèrement disposés à faire la paix avec l'État hébreu. En affaiblissant les modérés, cette politique ne fait que renforcer les factions qui affirment que la violence constitue la seule tactique efficace.

Deuxièmement, les forces pro-israéliennes aux États-Unis ont mis l'administration américaine, et notamment la secrétaire d'État, dans l'impossibilité de pousser le gouvernement Olmert vers la paix. À la Maison-Blanche, le principal obstacle à toute forme de pression significative sur Israël est Elliott Abrams. Sa tâche est cependant facilitée par deux puissantes figures du néoconservatisme qui travaillent pour le vice-président : John Hannah et David Wurmser. Le journaliste Jim Lobe rapporte que, d'après plusieurs sources, « Abrams n'a eu de cesse de saper systématiquement toute perspective de négociations sérieuses conçues pour donner corps aux espoirs de Rice – et aux demandes formulées avec une impatience croissante en Arabie saoudite par le roi Abdallah – qu'un "horizon politique" soit offert aux Palestiniens en vue d'un règlement final [115] ».

Abrams entretient des relations étroites avec Yoram Turbowitz et Shalom Turgeman, respectivement chef de cabinet et conseiller diplomatique d'Ehud Olmert, et tous les trois œuvrent pour s'assurer que

l'administration Bush n'exhorte pas Israël à suivre des politiques qui ne soient pas du goût d'Olmert. Selon Daniel Levy, un ancien membre du cabinet du Premier ministre israélien, « si Rice se montre un peu trop zélée dans sa quête d'un accord de paix, il est toujours possible de dépêcher T + T (Yoram Turbowitz et Shalom Turgeman) chez Elliott Abrams à la Maison-Blanche ; ce dernier enrôle ensuite Cheney afin de garder le président dans la ligne [116] ». Même écho chez Henry Siegman, qui travailla longtemps sur le Moyen-Orient au Council on Foreign Relations, et selon qui, « chaque fois que s'est profilée la moindre éventualité que les États-Unis s'engagent enfin sérieusement dans un processus politique, Elliott Abrams se rendait secrètement en Europe ou ailleurs pour rencontrer les émissaires d'Olmert et pour leur assurer qu'il n'y avait aucun risque [117] ». Juste avant que Rice n'arrive en Israël pour la rencontre du 19 février entre Abbas et Olmert, ce dernier remit à sa place la secrétaire d'État en faisant savoir aux médias qu'il avait parlé à Bush la veille et que « le Premier ministre et le président [étaie]nt sur la même longueur d'ondes ». Pour Aluf Benn et Shmuel Rosner de *Ha'aretz*, « le message était sans ambiguïtés : ce que Rice avait à dire n'avait guère d'importance [118] ».

La démission, fin 2006, de Philip Zelikow de son poste de « conseiller » du Département d'État confirme que Rice était engagée dans un rapport de force particulièrement défavorable au sein de la Maison-Blanche. Ami de longue date et proche conseiller de Rice, Zelikow l'encourageait à la fin de l'été 2006 à faire un véritable effort en vue de négocier un règlement pacifique entre Israël et les Palestiniens ; il pressentait qu'un tel accord était essentiel si Washington souhaitait amener les États arabes et les Européens à former une véritable coalition contre l'Iran. Il développa cet argument le 15 septembre 2006, au cours d'un discours prononcé à l'Institute for Near East Policy à Washington [119].

Ce discours suscita immédiatement les réactions outrées des groupes pro-israéliens et, selon le *New York Times*, « le Département d'État a rapidement pris ses distances en publiant un communiqué niant tout lien avec les propos de Zelikow, et des officiels israéliens agacés ont déclaré que Mme Rice a, par la suite, assuré la ministre israélienne des Affaires étrangères, Tzipi Livni, que les États-Unis considéraient la question iranienne et la question palestinienne comme deux questions séparées [120] ». Le mois suivant, Zelikow annonça qu'il quittait le Département d'État. Il avança des raisons anodines dans sa lettre de démission, mais, selon une source anonyme de la Maison-Blanche, son départ était en partie dû à son désaccord avec la politique américaine au Moyen-Orient. Au début du mois de mars 2007, Rice nomma pour lui succéder Eliot Cohen, un néoconservateur qui avait signé toutes les précédentes lettres ouvertes du PNAC [121].

Malgré ses marges de manœuvre restreintes, Rice a tenté de renforcer la position de Mahmoud Abbas aux dépens du Hamas. Mais, sur ce front aussi, ses efforts ont été entravés par le lobby pro-israélien. Ainsi, lorsque le président Bush décida, à la fin du mois de janvier 2007, de verser 86 millions de dollars à Abbas afin qu'il développe ses forces de sécurité, une députée démocrate, Nita Lowey, farouche soutien d'Israël et présidente d'une importante commission budgétaire, fit suspendre la demande [122]. Un autre ardent défenseur d'Israël au Congrès, le démocrate Anthony Weiner, écrivit à Rice pour lui demander de retirer sa demande [123]. Morton Klein, le président de la Zionist Organization of America, mit tout son poids dans la balance et déclara que Bush « devrait se montrer aussi sévère avec Abbas qu'il l'est avec le Hamas et Al-Qaida [124] ».

De nombreux leaders de la communauté juive partageaient les vues intransigeantes de Klein [125]. Ils étaient particulièrement contrariés qu'Abbas ait accepté de former un gouvernement d'unité avec le Hamas en février 2007, bien que le président de l'Autorité palestinienne ait déclaré qu'il restait acquis à l'idée de négocier une solution à deux États et de vivre en paix avec Israël. L'AIPAC tenta d'influencer le Congrès afin qu'il rende impossible pour le gouvernement américain d'entretenir des relations avec qui que ce soit au sein du gouvernement palestinien, fût-ce avec Abbas – en vain [126]. Pour amadouer Lowey, l'administration réduisit le montant de la requête à 59 millions de dollars, et stipula que cette somme servirait exclusivement à l'achat d'équipement non létal et à l'amélioration de la sécurité sur certains points de passage stratégiques entre Israël et Gaza. Lowey accepta cet arrangement et l'aide financière fut finalement débloquée [127].

Néanmoins, les efforts de l'administration Bush pour marginaliser le Hamas se retournèrent contre elle en juin 2007, lorsque le Hamas anticipa la tentative américaine de renforcer les forces de sécurité du Fatah en les expulsant de Gaza et en s'installant au pouvoir. Dans un effort tardif pour soutenir Abbas, Israël promit de libérer des prisonniers et de permettre à l'Autorité palestinienne de toucher à nouveau le revenu des taxes. Israël et les États-Unis ont également levé quelques-unes des sanctions économiques en vigueur. Mais Israël n'a donné aucun signe qu'il donnerait la seule chose dont le leader palestinien a véritablement besoin pour asseoir son autorité et vaincre ses rivaux : la perspective réaliste d'un État viable. Le conflit continuera donc de s'aggraver, affaiblissant encore la position des États-Unis dans le monde arabe et islamique.

Conclusion

En l'absence du lobby, l'administration Bush se serait très certainement montrée plus soucieuse de ses propres intérêts et plus déterminée à promouvoir fermement la paix. Après tout, l'histoire américaine offre de nombreux épisodes – notamment au cours des dernières années – au cours desquels les États-Unis sont parvenus à obliger d'autres États à se conformer aux intérêts américains. Au moment où l'Union soviétique se désintégrait, Washington a ainsi obtenu nombre de concessions des dirigeants soviétiques, avant d'obliger l'Ukraine, le Kazakhstan et la Biélorussie à se défaire de leurs arsenaux nucléaires. Un effort semblable a ensuite persuadé la Libye d'abandonner ses programmes d'ADM en échange d'une levée des lourdes sanctions économiques. L'administration Clinton a organisé une intense campagne de bombardements afin d'obliger la Serbie à se retirer du Kosovo en 1999, et l'administration Bush a fait pression sur de nombreux pays afin qu'ils n'adhèrent pas à la convention établissant la Cour pénale internationale. Enfin, comme nous l'analysons en détail dans le chapitre 10, les États-Unis n'ont négligé aucun effort pour persuader l'Iran de renoncer à ses ambitions nucléaires. De la même manière, les États-Unis pourraient faire pression sur Israël, les Palestiniens et certains États arabes afin de parvenir à un règlement pacifique.

Les États-Unis disposent d'un énorme pouvoir de pression dans leurs relations avec Israël et les Palestiniens. Ils peuvent menacer de mettre un terme à tout soutien économique et diplomatique en faveur d'Israël. Si cela devait s'avérer insuffisant, ils n'auraient guère de difficultés à mobiliser la communauté internationale pour isoler l'État hébreu, comme l'Afrique du Sud fut montrée du doigt à la fin du siècle dernier. En ce qui concerne les Palestiniens, les États-Unis pourraient tenir la promesse de réaliser le rêve de ces derniers en créant un État viable dans les territoires occupés, assorti d'une assistance économique massive sur le long terme. En échange, les Palestiniens devraient mettre un terme à toute forme de terrorisme dirigé contre Israël. Étant donné les divisions politiques au sein de l'État hébreu et les dysfonctionnements du leadership palestinien, ainsi que la présence de factions intransigeantes et violentes des deux côtés, il ne sera pas aisé de parvenir à un règlement final. Mais l'attitude qui consiste à ne rien faire ou à soutenir Israël de façon systématique n'a pas arrangé les choses. Au contraire, cette politique a très certainement contribué à dégrader la situation. Par ailleurs, elle continue à nuire à l'image des États-Unis dans le monde et à compliquer la résolution de problèmes urgents tels que l'Iran et l'Irak.

On pourrait reprocher à cette analyse son caractère irréaliste, au vu de l'image généralement favorable d'Israël qu'ont de nombreux Américains. De

ce point de vue, la véritable raison pour laquelle Bush a soutenu Israël contre les Palestiniens est la faveur dont jouit Israël auprès de l'opinion publique américaine. Bref, le président ne fait que suivre la volonté du peuple. Cet argument est connu et nous l'avons déjà entendu – il est au cœur de la justification morale de la relation privilégiée entre les États-Unis et l'État hébreu. Pourtant, cette interprétation ne tient pas compte d'informations qui montrent que les Américains n'auraient rien contre le fait d'exercer des pressions sur Israël si elles s'inscrivaient dans le cadre d'un accord de paix. Si les sondages suggèrent que les Américains témoignent une plus grande sympathie à Israël qu'aux Palestiniens, ils révèlent aussi qu'une politique plus impartiale jouit d'un soutien considérable auprès de l'opinion. La plupart des Américains étaient ainsi favorables aux tentatives de Bush au printemps 2002 pour se montrer plus sévère envers Israël. Un sondage *Time*/CNN du 10-11 avril révéla que 60 % des Américains pensaient qu'il fallait suspendre ou réduire l'aide américaine dont bénéficiait Israël si Sharon refusait de se retirer des territoires palestiniens qu'il avait récemment occupés. Par ailleurs, 75 % des personnes interrogées pensaient que Powell devait rencontrer Arafat au cours de sa visite en Israël. Quant à Sharon, 35 % seulement des Américains lui faisaient confiance, tandis que 35 % voyaient en lui un va-t-en-guerre, 20 % le considéraient comme un terroriste, et 25 % comme un ennemi des États-Unis [128].

Un an plus tard, un sondage réalisé au mois de mai 2003 par l'université du Maryland révélait que plus de 60 % des Américains se disaient favorables à une suspension de l'aide versée à Israël si l'État hébreu résistait aux pressions américaines visant à mettre un terme au conflit. Ce chiffre atteignait 70 % parmi les Américains « politiquement actifs ». En effet, 73 % d'entre eux déclaraient que les États-Unis ne devaient favoriser aucune des parties en conflit. Il est aussi révélateur que seules 17 % des personnes interrogées se disaient d'accord avec les déclarations de Bush et de Sharon selon lesquelles le conflit israélo-palestinien « faisait partie de la guerre contre le terrorisme ». Au contraire, 54 % d'entre elles considéraient qu'il s'agissait d'un « conflit entre deux groupes nationaux en lutte pour le même territoire ». La même enquête montrait que, si nombre d'Américains ne savaient pas grand-chose de la « feuille de route », 55 % d'entre eux en avaient une « opinion positive ». Parmi ceux qui connaissaient ses principales dispositions, ce chiffre s'élevait à 74 % [129]. Même un sondage de 2005 réalisé par l'ADL révélait que 78 % des Américains pensaient que leur gouvernement ne devait favoriser ni Israël ni les Palestiniens [130].

Depuis le 11 septembre, les Américains se sont montrés favorables à l'idée qu'il fallait exercer des pressions sur Israël lorsque cela était dans l'intérêt des États-Unis. Le président Bush s'est aussi rendu à l'idée que la création d'un État palestinien viable était la seule façon de mettre un terme

au conflit, et son administration s'est efforcée à plusieurs reprises de progresser vers cet objectif. Mais ni l'opinion publique ni les initiatives présidentielles n'ont pu faire la différence, dans la mesure où le lobby a fait en sorte qu'il soit pratiquement impossible pour les États-Unis de faire pression sur Israël en vue d'un règlement négocié.

Bush a formellement adopté l'idée d'un État palestinien au cours de l'automne 2001. Au printemps 2002, il a appelé Israël à retirer ses troupes de plusieurs zones palestiniennes de Cisjordanie, et envoyé Colin Powell dans la région pour amorcer un processus de paix. Au cours du même été, Bush prit l'initiative de la feuille de route, censée fournir un calendrier précis menant vers un État palestinien indépendant et démocratique. L'année suivante, Bush se rendit au Moyen-Orient pour la défendre. Après l'effondrement en 2006 des projets israéliens de règlement unilatéral, l'administration Bush – Condoleezza Rice en tête – renouvela ses efforts pour trouver une issue au conflit.

Dans chaque cas, le lobby pro-israélien a agi de façon rapide et efficace afin de neutraliser ces efforts, en recourant à toute une série de tactiques : lettres ouvertes, résolutions du Congrès, éditoriaux, communiqués de presse, rencontres entre membres de l'administration et dirigeants d'influentes organisations de la communauté juive ou de groupes évangéliques. Des membres du gouvernement sympathisants de la cause israélienne, comme Elliott Abrams, ont assisté le lobby dans ses efforts, parfois en rencontrant secrètement des officiels israéliens afin de déjouer des initiatives en cours. Au lieu de mettre le pouvoir des États-Unis au service de la paix (par exemple en liant l'aide américaine à la coopération d'Israël à la feuille de route), Bush a fini par systématiquement soutenir les politiques de Sharon – et aujourd'hui d'Olmert. Comme l'a déclaré en octobre 2004 l'ancien conseiller à la sécurité nationale Brent Scowcroft, Sharon tenait le président Bush « enroulé autour de son petit doigt [131] ».

La capacité de l'État hébreu à défier les États-Unis et à amener Washington à s'aligner sur ses options constitue un exemple classique du fonctionnement politique des groupes d'intérêts. Bien que les sondages d'opinion indiquent que les Américains soutiendraient une politique exhortant Israël à offrir aux Palestiniens un règlement équitable, les groupes qui constituent le lobby pro-israélien – et notamment ses composantes les plus radicales – s'intéressent plus à cette question que l'Américain moyen. Par conséquent, des groupes tels que l'AIPAC ou la Conférence des présidents peuvent avoir une influence disproportionnée sur des élus, de sorte que leurs options ont plus de chances de l'emporter, même si elles sont contraires à l'intérêt des États-Unis et se révèlent aussi, malgré leurs intentions, néfastes pour Israël.

Assurer un soutien continu des États-Unis aux politiques d'Israël dirigées contre les Palestiniens constitue un objectif fondamental de nombreux groupes du lobby pro-israélien, mais pas le seul. Le lobby souhaite aussi que les États-Unis aident Israël à demeurer une puissance régionale dominante. Le gouvernement israélien a travaillé avec les groupes pro-israéliens aux États-Unis pour peser sur la politique de l'administration Bush vis-à-vis de l'Irak, de la Syrie et de l'Iran, ainsi que sur son grand projet de réorganisation du Moyen-Orient. Nous allons maintenant nous intéresser de plus près à la façon dont le lobby et Israël ont influencé la décision américaine d'envahir l'Irak au mois de mars 2003, dans l'espoir que ce coup audacieux serait le prélude à une démocratisation de toute la région.

8

L'Irak et les rêves de transformation du Moyen-Orient

Pourquoi les États-Unis ont-ils envahi l'Irak ? Dans *The Assassins Gate : America in Iraq*, George Packer écrit qu'« on n'a aucune certitude à ce sujet, ce qui demeure la chose la plus extraordinaire de la guerre d'Irak ». À l'appui de ses propos, il cite Richard Haass, directeur de l'analyse stratégique au Département d'État pendant le premier mandat de Bush et aujourd'hui président du Council on Foreign Relations, qui affirmait qu'il « mourrait sans connaître la réponse [1] ».

De fait, la décision de renverser Saddam Hussein reste aujourd'hui encore difficile à saisir. Saddam était de toute évidence un tyran brutal et inquiétant – il souhaitait acquérir des ADM – mais son incompétence avait mis ces objectifs hors de sa portée. Son armée avait été défaite lors de la guerre de 1991 et affaiblie par une décennie de sanctions imposées par les Nations unies. Par conséquent, en 2003, la puissance militaire irakienne, qui ne fut jamais très impressionnante que sur le papier, n'était plus que l'ombre d'elle-même. Les inspections des Nations unies avaient éliminé le programme nucléaire irakien, puis amené Saddam Hussein à détruire ses arsenaux biologiques et chimiques. On ne disposait d'aucun élément concluant suggérant un lien entre Saddam et Ben Laden (qui nourrissaient une hostilité réciproque). Quant aux complices de ce dernier, ils se trouvaient en Afghanistan ou au Pakistan, et non en Irak. Pourtant, au lendemain du 11 septembre, alors qu'on aurait pu s'attendre à voir les États-Unis concentrer toute leur attention sur Al-Qaida, l'administration Bush fit le choix d'envahir un pays en pleine décrépitude qui n'avait rien à voir dans les attaques contre le World Trade Center et le Pentagone, et qui faisait déjà

l'objet d'une politique d'endiguement efficace. Vue sous cet angle, cette décision laisse profondément perplexe.

D'un autre point de vue, cependant, elle n'est pas difficile à comprendre. Les États-Unis étaient le pays le plus puissant au monde, il n'y avait aucun doute qu'ils avaient le pouvoir de chasser Saddam s'ils le voulaient. L'Amérique n'avait pas seulement gagné la Guerre froide, elle avait enchaîné une remarquable série de succès militaires après 1989 : elle avait en effet aisément vaincu l'Irak en 1991, mis fin au conflit qui ensanglantait les Balkans en 1995, et battu la Serbie en 1999. La déroute des Taliban au lendemain du 11 septembre renforçait cette réputation d'invincibilité et rendait la tâche difficile aux sceptiques qui entendaient convaincre les autres que livrer cette guerre n'était ni sage, ni nécessaire. Les Américains étaient encore sous le choc du 11 septembre, et nombreux étaient ceux qui, parmi l'élite, étaient convaincus qu'on ne pouvait pas laisser se développer des menaces futures à une époque où les terroristes étaient susceptibles d'acquérir des AMD. Ceux qui prônaient la guerre étaient persuadés que le renversement de Saddam Hussein allait achever de convaincre les autres États voyous que l'Amérique était tout simplement invincible, et pousser ces régimes à se conformer aux souhaits américains. Bref, au cours de la période qui précéda la guerre, les États-Unis étaient à la fois puissants, confiants dans leur supériorité militaire, et profondément inquiets au sujet de leur sécurité – un cocktail dangereux [2].

Ces différents éléments forment le contexte stratégique de la décision d'entrer en guerre, et nous aident à comprendre ce qui a sous-tendu et facilité ce choix. Mais l'équation comportait aussi une autre variable, sans laquelle la guerre n'aurait certainement jamais eu lieu. Cet élément est le lobby pro-israélien, et notamment un groupe de politiciens et de leaders d'opinion néoconservateurs qui pressaient les États-Unis d'attaquer l'Irak depuis bien avant le 11 septembre. La faction proguerre pensait que le renversement de Saddam améliorerait la position stratégique des États-Unis et d'Israël, et inaugurerait un processus de transformation régionale dont profiteraient les deux nations. Des membres du gouvernement israélien et d'anciens dirigeants ont soutenu ces efforts, désireux qu'ils étaient de voir les États-Unis renverser l'un de leurs principaux adversaires régionaux – et l'homme qui avait lancé des missiles SCUDS sur Israël en 1991.

Les pressions exercées par l'État hébreu et le lobby pro-israélien n'expliquent pas à elles seules la décision prise par l'administration Bush d'attaquer l'Irak en mars 2003, mais elles en constituaient un élément déterminant. De nombreux Américains croient qu'il s'agissait d'une « guerre pour le pétrole » (ou pour des entreprises telles que Halliburton), mais il existe peu d'éléments à l'appui d'une telle affirmation, et beaucoup qui permettent d'en douter. Certains observateurs l'attribuent à certains conseillers

politiques, comme le stratège républicain Karl Rove, et suggèrent que la guerre faisait partie d'un plan machiavélique destiné à maintenir le pays en état de d'alerte, pour s'assurer ainsi une longue période de domination républicaine. Cette hypothèse quelque peu politicienne est à coup sûr séduisante, mais elle manque de preuves et ne saurait expliquer pourquoi autant de figures de proue du parti démocrate ont soutenu la décision d'entrer en guerre. Une autre interprétation voit dans la guerre en Irak le premier pas d'un audacieux projet de transformer le Moyen-Orient en y diffusant la démocratie. Cette interprétation est juste, mais, comme nous le verrons, ce projet remarquablement ambitieux était inextricablement lié à des considérations tenant à la sécurité d'Israël.

Contre ces diverses hypothèses, nous affirmons que la guerre était largement motivée par le désir de renforcer la sécurité d'Israël. Il s'agissait déjà d'une affirmation controversée avant que la guerre ne débute, mais elle l'est plus encore maintenant que l'Irak est devenu un désastre stratégique. De toute évidence, les individus et les groupes qui ont appelé à la guerre croyaient qu'elle servirait les intérêts israéliens et américains, et ils n'ont certainement pas anticipé la débâcle qui s'ensuivit. Quoi qu'il en soit, on ne saurait parler du rôle du lobby pro-israélien dans la décision d'intervenir sans apporter des éléments de preuve. Or tout indique qu'Israël et les groupes pro-israéliens – notamment celui des néoconservateurs – ont joué un rôle important dans cette décision.

Avant d'examiner ces éléments, il n'est pas inutile de noter que nombre de personnalités respectables et très informées ont déclaré que la guerre était liée à la sécurité d'Israël. Le 10 septembre 2002, Philip Zelikow, qui fut membre du Foreign Intelligence Advisory Board (2001-2003) du président, directeur exécutif de la Commission sur le 11 Septembre, et conseiller auprès de la secrétaire d'État Condoleezza Rice (2005-2006), déclara devant un parterre d'étudiants et de professeurs de l'université de Virginie que Saddam ne constituait pas une menace directe pour les États-Unis. « La véritable menace, dit-il, est celle qui pèse sur Israël. [...] Et il s'agit d'une menace qui ne dit pas son nom, parce qu'elle ne constitue pas une véritable priorité pour les Européens. [...] Et le gouvernement américain ne veut pas la mettre trop en avant dans son discours, car ce n'est pas facile à vendre [3]. »

Le général Wesley Clark, qui fut commandant en chef de l'OTAN et ancien candidat à la présidence, déclara au mois d'août 2002 que « ceux qui soutiennent cette attaque vous diront franchement, en privé, qu'il est probablement vrai que Saddam Hussein ne constitue pas une menace pour les États-Unis. Mais ils craignent que, dans l'éventualité où il disposerait d'une arme nucléaire, il ne décide à un certain moment de l'utiliser contre Israël [4] ». En janvier 2003, un journaliste allemand demanda à Ruth Wedgwood, une universitaire néoconservatrice de renom et membre de l'influent

Defense Policy Board (dirigé par Richard Perle), pourquoi elle apporterait son soutien à l'entrée en guerre. Je pourrais « être impolie, répondit Wedgwood, et rappeler à l'Allemagne sa relation privilégiée avec Israël. Saddam représente une menace existentielle pour Israël. C'est simplement la vérité ». Elle ne justifia pas la guerre en déclarant que l'Irak représentait une menace directe pour l'Allemagne ou les États-Unis [5].

Quelques semaines avant que les États-Unis n'envahissent l'Irak, le journaliste Joe Klein écrivait dans le magazine *Time* que « l'idée d'un État d'Israël plus fort fait très évidemment partie des motifs de la guerre en Irak. Elle s'inscrit dans un argumentaire qui n'ose pas dire son nom, un fantasme discrètement caressé par la faction néoconservatrice de l'administration Bush et par de nombreux dirigeants de la communauté juive américaine [6] ». L'ancien sénateur démocrate Ernest Hollings tint un raisonnement similaire au mois de mai 2004. Après avoir remarqué que l'Irak ne constituait pas une menace directe pour les États-Unis, il demanda pourquoi nous avions envahi ce pays [7]. « La réponse que tout le monde connaît [est que] nous voulons protéger nos amis israéliens. » De nombreuses associations de la communauté juive affublèrent immédiatement Hollings de l'étiquette d'antisémite, tandis que l'ADL déclara sans attendre que ses propos « rappelaient les vieilles antiennes antisémites sur une conspiration juive visant à contrôler et à manipuler le gouvernement [8] ». Hollings rejeta vigoureusement cette accusation, en rappelant qu'il était un farouche défenseur d'Israël, et ce de longue date, et qu'il ne faisait qu'affirmer une évidence. Il demanda que ses accusateurs « présentent leurs excuses pour avoir parlé d'antisémitisme [9] ».

Une poignée d'autres personnalités publiques – Patrick Buchanan, Arnaud de Borchgrave, Maureen Dowd, Georgie Anne Geyer, Gary Hart, Chris Matthews, le représentant démocrate James P. Moran, Robert Novak, Tim Russert, ainsi que le général Anthony Zinni – déclarèrent ou laissèrent clairement entendre que les militants les plus engagés en faveur de la guerre en Irak étaient les pro-israéliens les plus « durs » aux États-Unis [10]. Bien avant que la guerre ne commence, Novak parlait quant à lui de « guerre de Sharon », et il continue à le faire aujourd'hui. « Je suis convaincu, déclara-t-il au mois d'avril 2007, qu'Israël a largement contribué à la décision de s'engager dans ce conflit. Je sais qu'à la veille de la guerre Sharon avait dit au cours d'une conversation à huis clos avec des sénateurs que s'ils parvenaient à se débarrasser de Saddam Hussein, cela résoudrait les problèmes de sécurité d'Israël [11]. »

Le lien entre Israël et la guerre en Irak était clair bien avant que les combats ne commencent. Lorsque la perspective d'une invasion américaine commença à faire les gros titres à l'automne 2002, le journaliste Michael Kinsley observa que « l'absence de débat public sur le rôle d'Israël, [...] c'est

comme le proverbial éléphant au milieu du couloir : tout le monde le voit, personne n'en parle [12] ». D'après lui, il fallait rechercher la raison de cette réticence dans la peur de se voir taxer d'antisémitisme. Deux semaines avant le début de l'intervention, Nathan Guttman notait dans *Ha'aretz* que « les voix faisant le lien entre Israël et la guerre se font de plus en plus entendre. On dit que le désir d'aider Israël est la principale raison pour que le président Bush envoie des soldats américains livrer une guerre inutile dans le Golfe. Et ces voix s'élèvent de toutes parts [13] ».

Quelques jours plus tard, on pouvait lire sous la plume de Bill Keller, l'actuel rédacteur en chef du *New York Times* : « L'idée que cette guerre est liée à Israël est une idée persistante et plus répandue qu'on ne pourrait le croire [14]. » Enfin, au mois de mai 2005, deux ans après le début du conflit, Barry Jacobs, de l'American Jewish Committee, reconnut que l'idée qu'Israël et les néoconservateurs étaient responsables de l'invasion américaine de l'Irak était « largement répandue » au sein des milieux américains du renseignement [15].

Certains ne manqueront pas de dire que quiconque suggère que les préoccupations liées à la sécurité d'Israël ont eu une influence non négligeable sur la décision d'envahir l'Irak est soit un antisémite, soit un Juif animé par la haine de soi. Des telles accusations sont à la fois prévisibles et fausses. Comme nous allons le montrer, de nombreux éléments indiquent qu'Israël et le lobby pro-israélien ont joué un rôle crucial dans le déclenchement de la guerre. Affirmer cela ne revient pas à dire qu'Israël ou le lobby « contrôlent » la politique étrangère des États-Unis. Cela veut tout simplement dire qu'ils ont appelé avec succès à la mise en œuvre de certaines politiques, et que, dans un contexte spécifique, ils ont atteint cet objectif. Si les circonstances avaient été différentes, ils n'y seraient pas parvenus. Mais, sans leurs efforts, l'Amérique ne serait probablement pas en Irak aujourd'hui.

Israël et la guerre en Irak

Israël a toujours considéré l'Irak comme un ennemi, mais ce pays est devenu une réelle source d'inquiétude au milieu des années 1970, lorsque la France a accepté de livrer un réacteur nucléaire à Saddam Hussein. Israël avait de bonnes raisons de redouter que ce réacteur soit la première étape d'un programme de fabrication d'armes nucléaires. En réponse à cette menace, les Israéliens ont bombardé le réacteur Osirak avant même sa mise en service [16]. Malgré ce revers, l'Irak a continué de développer son programme nucléaire dans des installations secrètes et dispersées sur le territoire. Cette situation explique en partie le soutien enthousiaste d'Israël à la

première guerre du Golfe, en 1991. La préoccupation principale de l'État hébreu n'était pas de chasser les troupes irakiennes du Koweït, mais de renverser Saddam et, tout particulièrement, de s'assurer que le programme nucléaire irakien était démantelé [17]. Si les États-Unis n'ont pas chassé Saddam Hussein, le régime d'inspections imposé à Bagdad par les Nations unies après la fin du conflit a calmé – sans pour autant faire disparaître – les inquiétudes d'Israël. Selon *Ha'aretz* du 26 février 2001, en effet, « l'Irak représente aux yeux de Sharon une plus grande menace pour la stabilité régionale que l'Iran, en raison du comportement erratique et irresponsable du régime de Saddam Hussein [18] ».

Malgré les propos de Sharon, lorsqu'il est apparu de plus en plus évident au début de l'année 2002 que l'administration Bush envisageait sérieusement une seconde guerre contre l'Irak, des dirigeants israéliens ont expliqué à des officiels américains qu'ils considéraient l'Iran comme une menace plus importante [19]. Ils n'étaient pas pour autant opposés au renversement de Saddam Hussein – en effet, rarement avares de conseils à l'attention de leurs homologues américains, les dirigeants israéliens n'ont jamais tenté de dissuader l'administration Bush d'entrer en guerre contre l'Irak, pas plus que le gouvernement israélien n'a essayé de mobiliser ses soutiens aux États-Unis pour faire pression contre l'invasion. Au contraire, les Israéliens redoutaient qu'une fois lancés à la poursuite de Saddam, les États-Unis ne perdent de vue la menace iranienne. Dès qu'ils ont compris que l'administration Bush nourrissait un dessein plus audacieux, dont la victoire rapide face à l'Irak était le prélude à une confrontation avec l'Iran et la Syrie, ils ont commencé à soutenir vigoureusement le principe d'une intervention américaine.

Pour le dire rapidement, Israël n'est pas à l'origine de la campagne en faveur de la guerre en Irak. Comme nous allons le montrer, ce sont les néoconservateurs américains qui ont conçu cette idée et qui portent la responsabilité de l'avoir mise en œuvre au lendemain du 11 septembre. Israël a joint ses forces à celles des néoconservateurs pour convaincre l'administration Bush et le peuple américain, bien avant que le président n'ait pris sa décision finale. Tout au long des mois précédant l'entrée en guerre, les dirigeants israéliens craignaient en effet que Bush décide finalement de ne pas y aller, et ils firent tout ce qui était en leur pouvoir pour s'assurer qu'il ne change pas d'avis à la dernière minute.

Les efforts israéliens commencèrent au printemps 2002, quelques mois avant que l'administration Bush ne lance sa propre campagne visant à « vendre » la guerre à l'opinion publique américaine. L'ancien Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou se rendit à Washington à la mi-avril pour rencontrer notamment des sénateurs, ainsi que des rédacteurs en chef du *Washington Post*, et les mettre en garde : selon eux, Saddam Hussein

était en train de mettre au point des armes nucléaires susceptibles d'être emportées dans des valises ou des mallettes pour être utilisées sur le territoire américain [20]. Quelques semaines plus tard, le porte-parole de Sharon, Ra'anan Gissen, expliqua à un journaliste de Cleveland que, « si on n'arrête pas Saddam Hussein maintenant, nous devrons faire face, dans cinq ou six ans, à un Irak disposant d'armes nucléaires, à un Irak disposant de systèmes de lancement pour des armes de destruction massive [21] ».

À la mi-mai, Shimon Pérès, qui occupait alors les fonctions de ministre des Affaires étrangères, fit une apparition sur CNN au cours de laquelle il annonça que « Saddam Hussein est aussi dangereux que Ben Laden », et que les États-Unis ne pouvaient pas « rester assis sans rien faire » pendant qu'il constituait un arsenal nucléaire. Il était grand temps, selon Pérès, de le renverser [22]. Un mois plus tard, un autre ancien Premier ministre israélien, Ehud Barak, signait un éditorial dans le *Washington Post* dans lequel il recommandait à l'administration Bush de « se concentrer d'abord sur l'Irak et sur le renversement de Saddam Hussein. Une fois qu'il sera destitué, le monde arabe ne sera plus le même [23] ».

Le 12 août 2002, Sharon déclara devant le comité des Affaires étrangères et de la Défense de la Knesset que l'Irak était « le plus grand danger auquel Israël doive faire face [24] ». Puis, le 16 août, dix jours avant que le vice-président Cheney ne lance la campagne en faveur de la guerre à l'occasion d'un discours devant la convention des Veterans of Foreign Wars (Vétérans des guerres à l'étranger) à Nashville, un certain nombre de quotidiens, de chaînes de télévision et de radios (parmi lesquels *Ha'aretz*, le *Washington Post*, CNN et CBS News) rapportèrent qu'Israël exhortait les États-Unis à ne pas retarder une attaque contre l'Irak. Sharon déclara à l'administration Bush que repousser une telle opération « ne cré[erait] pas un meilleur environnement opérationnel pour l'avenir ». Retarder une attaque, expliqua Ra'anan Gissen, ne ferait « que lui donner [à Saddam Hussein] l'occasion d'accélérer son programme d'armes de destruction massive ». Shimon Pérès déclara sur CNN que « le problème aujourd'hui n'est pas si, mais quand ». Retarder une attaque serait une grave erreur, dit-il, parce que Saddam serait mieux armé demain. Même son de cloche chez le ministre adjoint à la Défense Weizman Shiry, qui mettait en garde : « Si les Américains ne le font pas maintenant, ils auront plus de mal à l'avenir. Dans un an ou deux, Saddam Hussein aura avancé vers la production d'armes de destruction massive. » La chaîne CBS saisit peut-être le mieux ce qui se passait, dans le titre sous lequel elle présenta la nouvelle : « Israël aux États-Unis : ne retardez pas l'attaque contre l'Irak [25] ».

Pérès comme Sharon s'attachèrent à souligner qu'ils « ne voulai[ent] pas laisser croire qu'ils poussaient les États-Unis à agir : l'Amérique devait se déterminer en fonction de son propre jugement [26] ». Les dirigeants

israéliens – et nombre de leurs alliés aux États-Unis – étaient conscients du fait que certains commentateurs américains, et en premier lieu Patrick Buchanan, avaient déclaré que « le ministère israélien de la Défense et son carré de supporters aux États-Unis [27] » étaient derrière la première guerre du Golfe. Pour les dirigeants israéliens, nier toute responsabilité tenait en effet du bon sens politique, mais il ne fait aucun doute – à lire leurs déclarations publiques – qu'en août 2002 ils voyaient en Saddam Hussein une menace pour l'État hébreu et encourageaient l'administration Bush à entrer en guerre pour abattre son régime.

À peu près à la même époque, certains articles de presse affirmaient que « des membres des services de renseignement israéliens disposent d'élément indiquant que l'Irak redouble d'efforts pour produire des armes biologiques et chimiques [28] ». Sur CNN, Pérès déclara « penser et savoir qu'il [Saddam Hussein] cherche à acquérir une option nucléaire [29] ». Selon *Ha'aretz*, Saddam avait donné « ordre [...] à la Commission irakienne pour l'énergie atomique d'accélérer le rythme de son travail [30] ». Israël alimentait Washington en rapports alarmistes concernant les programmes irakiens d'ADM à un moment où, selon les termes mêmes de Sharon, « la coordination stratégique entre Israël et les États-Unis a atteint un niveau sans précédent [31] ». Au lendemain de l'invasion et après les révélations concernant l'absence d'AMD en Irak, le comité du Sénat en charge des Relations avec les services de renseignement (Senate Intelligence Committee) ainsi que la Knesset publièrent séparément des rapports révélant que l'essentiel des informations transmises à l'administration Bush par Israël étaient fausses. Pour citer un général israélien à la retraite : « Les services de renseignement israéliens étaient pleinement impliqués dans le tableau des capacités non conventionnelles de l'Irak que dressaient les services américains et britanniques [32]. »

Bien entendu, Israël est loin d'être le premier État poussant un autre pays à engager une action coûteuse ou risquée pour son propre compte. Les États qui font face à des dangers extérieurs essaient souvent de « refiler la patate chaude » à d'autres, et les États-Unis ont souvent été coutumiers du fait au cours de leur histoire [33]. Ils ont ainsi soutenu Saddam Hussein au cours des années 1980 afin de contenir la menace que représentait l'Iran révolutionnaire, et ils ont armé et soutenu les moudjahiddines afghans après l'invasion soviétique de 1979. Les États-Unis n'ont pas déployé leurs propres troupes pour mener ces guerres : ils firent ce qu'ils purent pour aider d'autres – qui avaient leurs propres raisons de se battre – à s'acquitter des tâches les plus difficiles.

Étant donné le désir bien compréhensible des dirigeants israéliens de faire éliminer un rival régional par les États-Unis, il n'est guère surprenant qu'ils aient été désemparés par la décision du président Bush au mois de septembre 2002 de faire approuver l'intervention militaire par le Conseil de

sécurité des Nations unies, et plus encore par la décision de Saddam Hussein d'accepter le retour des inspecteurs en Irak. Ces épisodes ne manquaient pas d'inquiéter les dirigeants israéliens, dans la mesure où ils semblaient rendre la guerre moins probable. Shimon Pérès expliqua à des journalistes que « la campagne contre Saddam Hussein est une nécessité. Les inspections et les inspecteurs sont bons pour les gens normaux, mais les gens malhonnêtes peuvent aisément les déjouer [34] ». Lors d'une visite à Moscou à la fin du mois de septembre, Sharon fit savoir au président Poutine, qui militait en faveur de nouvelles inspections, qu'il était trop tard pour que celles-ci soient efficaces [35]. Quant à Pérès, sa frustration vis-à-vis du processus onusien prit de telles proportions au cours des mois suivants qu'il finit par s'emporter contre la France en février 2003, en mettant en question son statut de membre permanent du Conseil de sécurité [36].

Cette opposition farouche aux inspections plaça Israël dans une position délicate et isolée, comme le fit remarquer Marc Perelman dans un article publié dans *Forward* au milieu du mois de septembre 2002 : « L'accord inattendu de Saddam Hussein au principe d'inspections "inconditionnelles" des Nations unies place Israël dans une position difficile cette semaine, en faisant ouvertement apparaître l'État hébreu comme le seul pays soutenant activement l'objectif de changement de régime en Irak affiché par l'administration Bush [37]. »

Dans un effort visant à doubler la diplomatie onusienne, les Israéliens dressèrent de Saddam Hussein un portrait des plus sombre, en le comparant souvent à Adolf Hitler : si l'Occident ne se mettait pas en travers de l'Irak, il commettrait la même erreur que face à l'Allemagne nazie dans les années 1930. Shlomo Avineri, un universitaire israélien renommé, écrivit dans le *Los Angeles Times* que « tous ceux qui condamnent la politique d'apaisement vis-à-vis de l'Allemagne qui fut menée dans les années 1930 devraient prendre le temps de se demander si l'absence de réaction contre l'Irak aujourd'hui ne sera pas un jour considérée de la même manière [38] ». On ne pouvait se méprendre sur ce que cela impliquait : quiconque était opposé à l'invasion de l'Irak – ou, comme nous l'avons vu, quiconque appelait Israël à négocier avec les Palestiniens devenait – et resterait dans l'histoire comme – un partisan de l'apaisement, à l'instar de Neville Chamberlain. Le *Jerusalem Post* se rangeait nettement dans le camp des faucons, en faisant souvent paraître des éditoriaux et des tribunes en faveur de la guerre, et presque jamais d'articles défendant un avis contraire [39]. Le quotidien alla en effet jusqu'à écrire dans un éditorial que « chasser Saddam du pouvoir est la clef de voûte de la guerre contre le terrorisme, sans laquelle il serait impossible de la faire véritablement commencer, sans même parler de la remporter [40]. »

D'autres personnalités israéliennes reprirent les exhortations de Pérès et Sharon. L'ancien Premier ministre Ehud Barak publia une tribune dans le *New York Times* au début du mois de septembre 2002, dans laquelle il affirmait que « le programme d'armement nucléaire de Saddam Hussein suffit à justifier le besoin urgent de le renverser ». Dans la foulée, il mettait en garde contre le « risque majeur [de] l'inaction [41] ». Son prédécesseur Benjamin Netanyahou publia une tribune similaire quelques semaines plus tard dans le *Wall Street Journal*, intitulée « Pourquoi il faut renverser Saddam ». « La situation actuelle ne requiert rien moins que le démantèlement du régime », affirmait-il avant d'ajouter : « Je suis convaincu de parler pour l'écrasante majorité des Israéliens en soutenant une frappe préventive contre le régime de Saddam » qui, selon lui, « cherch[ait] fébrilement à se doter d'armes nucléaires » [42].

Il va de soi que l'influence de Netanyahou s'étend bien au-delà de ses tribunes et de ses apparitions télévisées. Ayant fait ses études secondaires et supérieures aux États-Unis, il parle couramment l'anglais et n'est pas seulement familier du fonctionnement du système politique américain, mais parfaitement à l'aise pour y manœuvrer. Il entretient des relations étroites avec les néoconservateurs, qu'ils fassent ou non partie de l'administration Bush, et dispose d'un vaste réseau de contacts au Capitole, où il a pris la parole ou témoigné à de nombreuses occasions [43]. Barak dispose lui aussi de contacts auprès des hommes politiques américains, des milieux de la sécurité et des médias.

La ferveur guerrière du gouvernement israélien ne diminua pas au cours des mois qui précédèrent les premiers combats. *Ha'aretz*, par exemple, publia un article le 17 février 2003 sous le titre « Tsahal attend avec enthousiasme la guerre en Irak », dans lequel il affirmait que « les dirigeants politiques et militaires [d'Israël] ont hâte de voir débuter la guerre en Irak ». Dix jours plus tard, James Bennet publia un article dans le *New York Times* sous le titre « Pour Israël la guerre en Irak bénéficierait à toute la région ». Le 7 mars 2003, *Forward* publia un article intitulé « Jérusalem dans les affres alors que les États-Unis doivent retarder la guerre en Irak », qui laissait clairement entendre que, pour les dirigeants israéliens, le plus tôt serait le mieux [44].

Avec toute cette agitation, il n'est guère surprenant que l'ancien président Bill Clinton se soit souvenu en 2006 que « chaque homme politique israélien qu'[il] connaissai[t] » était persuadé que Saddam Hussein constituait une menace telle qu'il fallait le renverser, même s'il ne possédait pas d'AMD [45]. Et ils n'étaient pas les seuls à le penser. Mis à part le Koweït, que Saddam conquit en 1990, Israël était le seul pays en plus des États-Unis où une majorité d'hommes politiques, mais aussi l'opinion publique, soutenaient la guerre avec enthousiasme. Un sondage réalisé au début de

l'année 2002 révélait que 58 % des Juifs israéliens étaient convaincus qu'« Israël [devait] encourager les États-Unis à attaquer l'Irak [46] ». Selon un autre sondage effectué un an plus tard, en février 2003, 77,5 % des Juifs israéliens désiraient que les États-Unis envahissent l'Irak [47]. Même dans la Grande-Bretagne de Tony Blair, une enquête réalisée juste avant la guerre montrait que 51 % des Britanniques y étaient opposés, contre 39 % d'entre eux qui y étaient favorables [48].

Ce qui amena Gideon Levy à se demander dans *Ha'aretz* : « Comment se fait-il qu'en Angleterre 50 000 personnes manifestent contre la guerre en Irak, tandis que personne ne l'a fait en Israël ? Comment se fait-il qu'en Israël il n'y ait pas débat public sur la nécessité de cette guerre ? » Il ajouta : « Israël est le seul pays occidental dont les dirigeants ont soutenu la guerre sans réserves, et où aucune opinion alternative ne se fait entendre [49]. »

L'enthousiasme israélien était tel que certains alliés américains de l'État hébreu en vinrent à demander aux gouvernants israéliens de mettre un bémol à leur rhétorique belliqueuse, pour éviter de donner l'impression que la guerre était menée pour le compte d'Israël [50]. À l'automne 2002, par exemple, un groupe de consultants politiques américains connu sous le nom de « Projet Israël » fit circuler un mémorandum de six pages auprès d'influentes personnalités israéliennes et de leaders pro-israéliens aux États-Unis. Le mémo était intitulé « Parler de l'Irak » et conçu comme un guide rhétorique : « Si votre objectif est le changement de régime, vous devez faire extrêmement attention au langage que vous utilisez, car il peut se retourner contre vous. Il faut éviter que les Américains en viennent à penser qu'on mène la guerre en Irak pour protéger Israël plutôt que pour protéger l'Amérique [51]. »

Selon plusieurs rapports, Sharon avait les mêmes préoccupations à la veille de l'intervention et demanda aux diplomates et aux dirigeants politiques israéliens de ne pas trop faire de vagues, en tout cas de ne rien dire qui puisse laisser entendre qu'Israël poussait l'administration Bush à renverser Saddam. Le leader israélien redoutait le sentiment, de plus en plus partagé, que l'État hébreu se faisait le promoteur d'une invasion américaine de l'Irak. Dans les faits, c'était le cas – à ceci près qu'il ne fallait pas que l'opinion publique le sache [52].

Le lobby pro-israélien et la guerre en Irak

La force motrice derrière la guerre en Irak fut un petit groupe de néoconservateurs qui privilégiaient depuis longtemps un recours énergique à la puissance américaine en vue de redessiner la carte de certaines régions stratégiques. Ils appelaient au renversement de Saddam depuis le milieu des

années 1990, et étaient persuadés que cela profiterait autant aux États-Unis qu'à Israël [53]. Ce groupe comprenait des membres importants de l'administration Bush, tels que Paul Wolfowitz et Douglas Feith, les numéros deux et trois de la hiérarchie civile du Pentagone ; Richard Perle, Kenneth Adelman et James Woolsey, membres de l'influent Defense Policy Board ; « Scooter » Libby, le directeur de cabinet du vice-président ; John Bolton, le sous-secrétaire d'État au Contrôle des armements et à la Sécurité internationale, ainsi que son conseiller spécial, David Wurmser ; et Elliott Abrams, responsable de la politique pour le Moyen-Orient au National Security Council. Ce groupe comprenait aussi une poignée de journalistes célèbres, comme Robert Kagan, Charles Krauthammer, William Kristol et William Safire.

La nomination d'un certain nombre de néoconservateurs à des postes importants fut interprétée par Israël et par ses alliés aux États-Unis comme une bonne nouvelle. Au mois de janvier 2001, lorsque Wolfowitz fut choisi pour occuper le poste de vice-secrétaire à la Défense, le *Jerusalem Post* rapporta que « les communautés juives et pro-israéliennes ne contiennent pas leur joie [54] ». Au printemps 2002, *Forward* fit remarquer que Wolfowitz « pass[ait] pour le faucon le plus farouchement pro-israélien de cette administration » et le sélectionna plus tard au cours de la même année pour figurer parmi une liste de cinquante notables qui avaient « fait preuve d'activisme juif [55] ». Plus ou moins au même moment, le Jewish Institute for National Security Affairs (JINSA) lui remit son prix Henry M. Jackson pour avoir promu un partenariat fort entre Israël et les États-Unis, tandis que le *Jerusalem Post*, qui décrivait Wolfowitz comme étant « profondément dévoué à la cause israélienne », le désigna « homme de l'année » en 2003 [56].

Quant au rôle de Feith, il faut le comprendre en le replaçant dans la perspective de son engagement de longue date en faveur d'Israël et de ses relations préexistantes avec des groupes israéliens partisans de la ligne dure. Feith entretient par ailleurs des liens étroits avec des organisations clés du lobby pro-israélien telles que le JINSA et la ZOA. Dans les années 1990, il publia des articles en faveur de la colonisation dans lesquels il affirmait qu'Israël devait garder les territoires occupés [57]. De façon plus significative encore, comme nous l'avons mentionné au chapitre 4, Feith était le coauteur, avec Perle et Wurmser, du fameux rapport « Une rupture nette » de juin 1996 [58]. Écrit sous les auspices d'un *think tank* israélien de droite pour le compte du Premier ministre Benjamin Netanyahou au moment où celui-ci prenait ses fonctions, le rapport recommandait entre autres que Netanyahou « se concentre sur le renversement de Saddam Hussein en Irak – qui constitue à juste titre un important objectif stratégique israélien ». Le rapport appelait aussi Israël à prendre des mesures en vue de redessiner l'ensemble du Moyen-Orient. Netanyahou ne tint pas compte de leurs conseils, mais Feith, Perle et Wurmser en vinrent rapidement à préconiser

les mêmes objectifs auprès de l'administration Bush. Ce qui amena Akiva Eldar, dans sa chronique de *Ha'aretz,* à mettre en garde contre Feith et Perle : selon elle, « une ligne ténue sépar[ait] leur loyauté à l'égard des gouvernements américains [...] de celle qu'ils avaient à l'égard des intérêts israéliens [59] ». Comme George Packer le fait remarquer dans *The Assassins Gate,* « pour Feith et Wurmser, la sécurité d'Israël fut probablement le facteur déterminant » de leur soutien à la guerre [60].

John Bolton et Scooter Libby sont eux aussi de farouches défenseurs d'Israël. Comme ambassadeur des États-Unis auprès des Nations unies, Bolton a défendu de façon systématique et enthousiaste les intérêts d'Israël – à tel point qu'au mois de mai 2006 son homologue israélien le décrivit en plaisantant comme un « membre secret de l'équipe israélienne des Nations unies ». Dans la foulée, il déclara que « ce n'est plus un secret pour personne. Nous ne sommes pas que cinq diplomates. Nous sommes au moins six en incluant John Bolton [61] ». Lorsque sa reconduction fit l'objet d'une controverse plus tard dans l'année, les groupes pro-israéliens cherchèrent à peser en sa faveur [62]. Quant à Libby, *Forward* rapporta lors de son départ de la Maison-Blanche à l'automne 2005 que « les officiels israéliens aimaient bien Libby. Ils le décrivaient comme un contact important et disponible, qui affichait un intérêt sincère pour les questions liées à Israël, et qui avait beaucoup de sympathie pour leur cause [63] ».

Les néoconservateurs qui ne font pas partie de l'administration Bush sont tout aussi dévoués à Israël que leurs collègues. Il suffit pour s'en convaincre de lire les propos que Charles Krauthammer tint à Jérusalem le 10 juin 2002, après avoir reçu le prix Guardian of Zion Award décerné par l'université de Bar-Ilan [64]. Son discours décrivait la participation d'Israël au processus de paix d'Oslo comme un exemple de messianisme juif fourvoyé. Dans ses remarques, Krauthammer s'identifia explicitement à Israël – mieux encore, comme israélien. Il observa à un moment donné que « la guerre des Six-Jours a pris fin il y a trente-cinq ans. Une nouvelle ère semblait s'ouvrir. [...] Jérusalem avait été réunifiée, le Mont du Temple nous appartenait, à Israël ». Puis il continua : « Je veux dire ici ce soir que nombre des problèmes qui sont les nôtres aujourd'hui, en tant que peuple juif et en tant qu'État juif, trouvent précisément leurs racines dans cet enthousiasme messianique. » Comme presque tous les autres pontes néoconservateurs, Krauthammer fut un partisan infatigable de la guerre, et ce jusqu'à l'invasion.

Bien que de nombreux néoconservateurs fussent des Juifs américains très attachés à Israël, certains membres influents du parti proguerre n'étaient pas juifs. Outre John Bolton, d'autres non-Juifs figuraient parmi les signataires des lettres ouvertes adressées aux présidents Bush et Clinton sous les auspices du PNAC, tels que l'ancien directeur de la CIA James Woolsey et l'ancien secrétaire à l'Éducation William Bennett. Woolsey, en particulier,

voulait absolument prouver que Saddam Hussein était derrière le 11 septembre, et redoublait d'efforts dans l'espoir de confirmer une information selon laquelle Mohammed Atta, l'un des pirates de l'air du 11 septembre, aurait rencontré un agent des services irakiens à Prague. L'histoire avait beau être peu probable – et largement considérée comme fausse –, Woolsey comme le vice-président Dick Cheney l'invoquèrent dans leur plaidoyer en faveur de la guerre [65].

Les néoconservateurs n'étaient pas la seule frange du lobby à appeler à la guerre en Irak. Des dirigeants influents des principales organisations pro-israéliennes joignirent leurs voix à la campagne qu'ils menaient. Il va de soi que de nombreux néoconservateurs entretenaient des liens étroits avec elles. Au milieu du mois de septembre 2002, alors qu'on commençait tout juste à « vendre » la guerre au grand public, Michelle Goldberg écrivit dans *Salon.com* que « les principaux groupes et dirigeants de la communauté juive figurent aujourd'hui parmi les plus farouches défenseurs d'une invasion américaine de Bagdad [66] ». *Forward* se rangeait à la même opinion dans un éditorial publié bien après la chute de Bagdad : « Tandis que le président Bush essayait de vendre [...] la guerre en Irak, les plus importantes organisations juives américaines se portèrent unanimement à son secours. Déclaration après déclaration, les dirigeants de la communauté juive martelaient qu'il fallait débarrasser le monde de Saddam Hussein et de ses armes de destruction massive. Certains groupes allèrent plus loin et déclarèrent que le renversement du leader irakien allait permettre une avancée notable sur le chemin de la paix au Moyen-Orient et une contribution à la victoire des États-Unis dans la guerre contre le terrorisme. » Le même éditorial précisait ensuite que « les préoccupations concernant la sécurité d'Israël pesaient à juste titre dans les délibérations des principales organisations de la communauté juive [67] ». De fait il n'y eut pratiquement aucune opposition à la guerre parmi les principales organisations de la communauté juive ; les désaccords ne portèrent que sur le degré de soutien qu'elles devaient apporter. Leur principale préoccupation était qu'un soutien trop affiché ne laisse penser que les États-Unis faisaient la guerre pour le compte d'Israël [68]. Malgré tout, le Jewish Council for Public Affairs (JCPA) et la Conférence des présidents votèrent en faveur de l'usage de la force en Irak (« en dernier ressort ») au printemps 2002, et certaines personnalités du lobby pro-israélien allèrent plus loin encore [69]. Mortimer Zuckerman, à la tête de la Conférence des présidents, fit de nombreuses déclarations publiques en faveur de la guerre et comptait parmi les partisans les plus acharnés de l'invasion. À la fin du mois d'août 2002, on pouvait lire sous sa plume, dans le *U.S. News and World Report*, dont il est rédacteur en chef : « Ceux qui prédisent des résultats désastreux si nous essayons de renverser Saddam refusent tout simplement de comprendre – c'est manifestement le cas du président Bush – que, si nous

faisons le choix de vivre avec un cauchemar, ce cauchemar ne fera qu'empirer. Et empirer encore. Le meilleur remède dans ce cas est, en d'autres termes, un traitement préventif [70]. »

Jack Rosen, le président de l'American Jewish Congress, et le rabbin David Saperstein, qui préside le Religious Action Center of Reform Judaism, comptaient eux aussi parmi les faucons les plus enthousiastes. Connu pour ses vues libérales et présenté par le *Washington Post* comme représentant la « quintessence du lobbying religieux au Capitole », Saperstein déclara au mois de septembre 2002 que « la communauté juive souhaite voir apporter une solution musclée à la menace que représente Saddam Hussein [71] ». *Jewish Week*, un journal influent dans la région de New York, apporta aussi son soutien à la guerre. Son rédacteur en chef et éditeur Gary Rosenblatt fit paraître un éditorial à la mi-décembre 2002 dans lequel il soulignait que « la guerre que Washington s'apprête à livrer contre Saddam Hussein n'est pas seulement l'occasion de débarrasser le monde d'un dangereux tyran qui représente une menace particulièrement pernicieuse pour Israël ». Il ajouta que, « lorsqu'un despote fait part de ses mauvaises intentions, il faut le croire. C'est une des leçons que nous aurions dû tirer de Hitler et de l'Holocauste. Par ailleurs, la Torah stipule que, lorsqu'un ennemi cherche à vous tuer, il faut le tuer en premier. L'autodéfense n'est pas autorisée : c'est un commandement [72] ». Des organisations telles que l'AIPAC et l'ADL apportèrent elles aussi leur soutien à l'option militaire, mais plus discrètement.

Aujourd'hui, alors que la guerre s'est révélée un véritable désastre, il arrive aux défenseurs d'Israël d'expliquer que l'AIPAC, qui constitue sans nul doute l'organisation la plus visible du lobby, ne s'était pas prononcé en faveur d'une intervention [73]. Cette affirmation défie le sens commun, dans la mesure où l'AIPAC tend en général à apporter son soutien à ce qu'Israël désire, et il ne fait pas de doute qu'Israël désirait que les États-Unis envahissent l'Irak. Ce qui n'a pas échappé à Nathan Guttman dans le compte rendu qu'il fit de la conférence annuelle de l'AIPAC au printemps 2003, peu de temps après le début de la guerre : « L'AIPAC est disposé à soutenir tout ce qui est bon pour Israël et, aussi longtemps qu'Israël sera en faveur de la guerre, les milliers de lobbyistes de l'AIPAC qui ont convergé dans la capitale américaine le seront aussi [74]. » La déclaration faite par Howard Kohr dans le *New York Sun* en janvier 2003 est plus révélatrice encore : le directeur exécutif de l'AIPAC reconnaissait qu'un « lobbying discret au Congrès pour qu'il approuve l'usage de la force en Irak » était l'un des « succès de l'AIPAC au cours de l'année passée » [75]. Et, dans un long portrait de Steven J. Rosen, qui fut le directeur politique de l'organisation pendant la période qui mena à la guerre, Jeffrey Goldberg rapporta dans le *New Yorker* que « l'AIPAC a fait pression sur le Congrès en faveur de la guerre [76] ».

L'AIPAC est resté un soutien ferme de la présence américaine en Irak. Dans le courant de l'automne 2003, à un moment où l'administration Bush avait des difficultés à convaincre les démocrates du Sénat d'allouer des fonds plus importants pour la guerre, les sénateurs républicains demandèrent à l'AIPAC de faire pression sur leurs adversaires pour qu'ils soutiennent la demande de financement. Les représentants de l'AIPAC eurent des entretiens avec certains sénateurs démocrates, et les fonds furent alloués [77]. Lorsque Bush fit une allocution pour défendre sa politique irakienne devant l'AIPAC en mai 2004, le public se leva à vingt-trois reprises pour lui réserver une ovation [78]. Au cours de sa conférence de 2007, alors que la perception de la guerre par l'opinion publique américaine s'était retournée, le vice-président Cheney se prononça en faveur d'un maintien de cap en Irak. Selon David Horovitz du *Jerusalem Post*, ses propos furent accueillis par des « applaudissements nourris [79] ». Et John Boehner, le chef de l'opposition républicaine à la Chambre des représentants, reçut une ovation lorsqu'il déclara : « Qui n'est pas convaincu qu'un échec en Irak constituerait une menace directe pour l'État d'Israël ? Les conséquences d'un tel échec seraient si désastreuses pour les États-Unis qu'il suffit d'y songer pour être pris de vertige. » En revanche, la speaker de la Chambre Nancy Pelosi provoqua les huées du public lorsqu'elle s'en prit à la stratégie de la « montée en puissance » prônée par Bush [80].

Au sein du lobby, l'AIPAC n'est pas la seule organisation d'envergure qui demeure fidèle à Bush au sujet de l'Irak, ou qui pour le moins évite de se prononcer contre la guerre. D'après une analyse parue dans *Forward* en mars 2007, « la plupart des organisations de la communauté juive ont refusé de prendre publiquement position contre la guerre, et elles ont parfois témoigné de leur soutien à l'administration [81] ». Ce comportement est d'autant plus frappant qu'il ne reflète pas l'opinion de la majorité des Juifs américains. Selon une étude publiée par l'Institut Gallup en 2007 et fondée sur les résultats de treize sondages réalisés depuis 2005, l'opposition à la guerre est largement plus répandue chez les Juifs américains (77 %) que dans la population américaine dans son ensemble (52 %) [82]. Ainsi, sur cette question, les organisations pro-israéliennes les plus importantes et les mieux dotées financièrement sont nettement en porte-à-faux avec la communauté juive américaine. Quelques organisations communautaires, comme la Communauté Tikkun ou Jewish Voice for Peace, ont pris position contre la guerre avant qu'elle ne commence et continuent aujourd'hui à s'y opposer. Mais, comme nous l'avons noté au chapitre 4, ces associations ne sont ni aussi riches ni aussi influentes que des organisations comme l'AIPAC.

Ce décalage entre les positions politiques des principales composantes du lobby pro-israélien et l'attitude des Juifs américains fait apparaître un élément essentiel qui mérite d'être approfondi. Bien que d'importants

dirigeants israéliens, les néoconservateurs et de nombreux leaders au sein du lobby désirassent que les États-Unis envahissent l'Irak, la communauté juive américaine dans son ensemble y était plutôt opposée [83]. Peu de temps après le début des hostilités, Samuel Freedman, un professeur de journalisme à l'université de Columbia, rapporta qu'« une série de sondages réalisés à l'échelle nationale par le Pew Research Center révèlent que les Juifs sont moins favorables à la guerre en Irak que l'ensemble de la population – 52 % contre 62 % [84] ». Ce serait par conséquent une erreur grossière que d'attribuer la guerre en Irak à l'« influence de la communauté juive » ou d'en « faire porter la responsabilité aux Juifs ». La guerre en Irak est due pour une large part à l'influence du lobby pro-israélien, et notamment de son aile néoconservatrice. Et le lobby, comme nous venons de le souligner, n'est pas toujours représentatif de la communauté au nom de laquelle il prétend souvent parler.

Vendre la guerre à une Amérique sceptique

Les néoconservateurs ont commencé leur campagne en faveur du renversement de Saddam Hussein par la force bien avant que Bush ne devienne président. C'est à eux que l'on doit l'initiative de deux lettres ouvertes adressées au président Clinton et appelant au renversement de Saddam qui provoquèrent un tollé au début de l'année 1998. Datée du 26 janvier 1998, la première lettre fut rédigée sous les auspices du PNAC et signée par Elliott Abrams, John Bolton, Robert Kagan, William Kristol, Richard Perle, Donald Rumsfeld et Paul Wolfowitz, pour n'en citer que quelques-uns. La seconde, datée du 19 février, émanait du Committee for Peace and Security in the Gulf, un organisme créé en 1990 par Richard Perle, Ann Lewis (l'ancienne directrice politique du comité national du parti démocrate), et l'ex-représentant démocrate Stephen J. Solarz afin de faire du lobbying en faveur de la première guerre du Golfe. Outre les signataires de la première lettre, la seconde portait aussi les noms de Douglas Feith, Michael Ledeen, Bernard Lewis, Martin Peretz et David Wurmser, entre autres [85].

Non contents d'avoir fait circuler ces deux lettres retentissantes, les néoconservateurs et leurs alliés au sein du lobby s'attelèrent à la tâche tout au long de l'année 1998 pour amener le Congrès à voter la loi sur la libération de l'Irak (*Iraq Liberation Act*), qui stipulait que « la politique des États-Unis doit consister à soutenir les efforts visant à renverser le régime dirigé par Saddam Hussein en Irak et à promouvoir l'émergence d'un gouvernement démocratique ». Si les néoconservateurs étaient particulièrement satisfaits par cette loi, c'est non seulement parce qu'elle sanctionnait le changement de régime en Irak, mais aussi parce qu'elle prévoyait un fonds de 97 millions

de dollars destiné à financer des groupes cherchant à renverser Saddam [86]. Le principal groupe de ce genre qu'ils avaient à l'esprit était l'Iraqi National Congress (INC) dirigé par Ahmed Chalabi. Perle, Wolfowitz et Woolsey déployèrent tout leur talent de lobbyistes pour faire passer cette loi, et le JINSA ne fut pas en reste [87]. La loi fut adoptée par 360 voix contre 38 à la Chambre et à l'unanimité au Sénat, puis signée par le président le 31 octobre 1998.

Clinton n'avait que faire de cette loi, mais il ne pouvait se permettre d'y opposer son veto – il devait faire face à des élections de mi-mandat et à une procédure d'*impeachment* [88]. Le président et ses principaux conseillers avaient une piètre opinion de Chalabi, et ils ne firent pas grand-chose pour faire appliquer le texte de loi. De fait, lorsqu'il quitta ses fonctions, Clinton avait à peine entamé les fonds alloués aux groupes d'opposition comme l'INC. Et, tout en payant un tribut rhétorique au renversement de Saddam Hussein, il ne fit pratiquement rien en ce sens, et il n'envisageait certainement pas de mobiliser l'armée américaine pour chasser le dictateur [89]. Bref, les néoconservateurs furent incapables de vendre la guerre en Irak pendant les années Clinton, même s'ils étaient parvenus à faire du changement de régime à Bagdad l'objectif officiel du gouvernement américain.

Ils ne furent guère plus à même de susciter l'engouement pour l'invasion de l'Irak lors des premiers mois de l'administration Bush, même si un certain nombre d'entre eux occupaient des postes importants au sein de la nouvelle administration et n'avaient rien perdu de leur ardeur. Richard Perle confia plus tard qu'à cette époque les partisans du renversement de Saddam n'arrivaient pas à prendre le dessus dans les débats internes à l'administration [90]. En mars 2001, le *New York Times* rapporta en effet que « certains républicains » reprochaient à Rumsfeld et Wolfowitz « de ne pas se montrer à la hauteur de leurs exhortations préélectorales à redoubler d'efforts pour renverser le président Hussein ». Au même moment, le *Washington Post* publiait un éditorial intitulé « Les faucons sont-ils devenus des colombes ? », dont le texte n'était autre que celui de la lettre que le PNAC avait adressée au président Clinton le 26 janvier 1998 [91].

Vu l'audience dont bénéficièrent deux ouvrages publiés en 2004 – *Against All Enemies*, de Richard Clarke, et *The Price of Loyalty*, de Ron Suskind – ainsi que la controverse dont ils firent l'objet, on serait tenté de penser que Bush et Cheney étaient en faveur d'une invasion de l'Irak depuis qu'ils avaient pris leurs fonctions à la fin du mois de janvier 2001 [92]. Or, une telle hypothèse est fausse. Bush et Cheney étaient certainement intéressés par l'idée de renverser Saddam, mais rien dans leurs prises de position publiques ne permet de dire qu'ils envisageaient sérieusement une intervention militaire en Irak avant le 11 septembre 2001. Bush ne défendit pas cette option au cours de sa campagne de 2000, et il fit clairement savoir à Bob

Woodward qu'avant le 11 septembre il n'avait pas l'intention de partir en guerre contre Saddam Hussein [93]. Sa principale conseillère en matière de politique étrangère au cours de la campagne, Condoleezza Rice, publia au début de l'année 2000 un article remarqué dans *Foreign Affairs* dans lequel elle déclarait que les États-Unis pouvaient parfaitement vivre avec un Irak doté de l'arme nucléaire. Selon Rice, la « puissance militaire conventionnelle » de Saddam avait été « sévèrement affaiblie », et il fallait « éviter de se laisser aller à la panique » au sujet du régime irakien [94].

Quant au vice-président Cheney, il avait martelé tout au long des années 1990 qu'une conquête de l'Irak serait une erreur stratégique, et il ne signa aucune des lettres adressées à Clinton par les néoconservateurs au début de l'année 1998 [95]. Au cours de la phase finale de la campagne de 2000, il défendit la décision prise en 1991 de ne pas pousser jusqu'à Bagdad – décision dans laquelle il joua un rôle crucial comme secrétaire d'État à la Défense – et déclara que son équipe désirait « maintenir la position qui est actuellement la nôtre vis-à-vis de l'Irak [96] ». Rien ne suggère que ses positions ou celles du président aient changé de manière significative au début de l'année 2001 [97]. Il semblerait donc que, aux plus hauts échelons de l'administration, seul le secrétaire d'État à la Défense Rumsfeld, signataire des deux lettres à Clinton de 1998, ait pu pencher en faveur de la guerre en Irak depuis le jour de sa prise de fonctions. Et, à cette époque, aucun des groupes que l'on accuse parfois d'être derrière la guerre – les compagnies pétrolières, les marchands d'armes, les sionistes chrétiens, ou les sociétés travaillant pour l'armée telles que Kellogg Brown & Root – n'appelait à envahir l'Irak. Au début, les néoconservateurs étaient bien seuls.

Quand bien même ils jouèrent un rôle important en étant les principaux architectes de la guerre, les néoconservateurs se révélèrent donc incapables de convaincre Clinton ou Bush de la nécessité d'une invasion. Pour cela, il leur fallait de l'aide, et cette aide arriva le 11 septembre. À la suite de ces événements tragiques, Bush et Cheney se transformèrent en partisans résolus d'une guerre préventive. Robert Kagan le dit très bien dans un entretien avec George Packer : « Le tournant, c'est le 11 septembre, et rien d'autre. Ce n'est pas ce que Bush était le 10 septembre. » Les néoconservateurs – et notamment Scooter Libby, Paul Wolfowitz et l'historien de Princeton Bernard Lewis – jouèrent un rôle décisif en persuadant le président et le vice-président d'opter pour la guerre. À leurs yeux, le 11 septembre créait un nouvel environnement qui leur permettait de promouvoir la vision de la politique étrangère américaine qui était la leur depuis longtemps. Leur plus grand avantage était peut-être, selon Kagan, le fait d'avoir « une perspective sur le monde déjà toute faite » à un moment où le président comme le vice-président s'efforçaient de tirer les conséquences d'un désastre sans

précédent qui semblait exiger une nouvelle conception de la politique internationale [98].

L'attitude de Wolfowitz est particulièrement révélatrice. Le 15 septembre 2001 à Camp David, au cours d'une rencontre de la plus haute importance avec Bush, il défendit le principe d'attaquer l'Irak avant l'Afghanistan, en l'absence de tout élément impliquant Saddam Hussein dans les attaques contre les États-Unis, et bien qu'on sût avec certitude que Ben Laden se trouvait en Afghanistan [99]. Wolfowitz militait de façon si insistante en faveur d'une invasion de l'Irak que, cinq jours plus tard, Cheney dut lui dire d'« arrêter de faire de l'agit-prop visant à placer Saddam dans le collimateur [100] ». Selon un républicain du Congrès, il « était comme un perroquet qui revenait toujours [à l'Irak]. Ça tapait sur les nerfs du président [101] ». Ce dernier rejeta les conseils de Wolfowitz et choisit de s'en prendre plutôt à l'Afghanistan, mais la guerre en Irak était désormais considérée comme une option sérieuse, et le 21 novembre 2001 le président demanda aux stratèges militaires de mettre au point des plans en vue d'une invasion [102].

D'autres néoconservateurs s'activaient dans les coulisses du pouvoir. Bien que toute la lumière n'ait pas encore été faite sur cet épisode, tout porte à croire que certains universitaires, comme Bernard Lewis à Princeton et Fouad Ajami à Johns Hopkins, ont joué un rôle important en persuadant Cheney de se prononcer en faveur de la guerre en Irak [103]. Pour Jacob Weisberg, le rédacteur en chef de *Slate.com*, Lewis représente même « peut-être la principale influence intellectuelle derrière l'invasion de l'Irak [104] ». Les vues de Cheney furent aussi influencées par certains néoconservateurs de son équipe, comme Eric Edelman et John Hannah. Mais il ne fait pas de doute que les avis qui pesèrent le plus sur le vice-président étaient ceux de son chef de cabinet, Scooter Libby, l'un des individus les plus puissants au sein de l'administration, dont les vues sur l'Irak faisaient écho à celles de son mentor et ami de longue date Paul Wolfowitz [105]. Peu de temps après le 11 septembre, le *New York Times* rapportait que « des membres haut placés de l'administration, emmenés par Paul D. Wolfowitz [...] et I. Libby Scooter [...] appellent au lancement d'une campagne militaire immédiate et aussi large que possible, non seulement contre les réseaux d'Oussama Ben Laden en Afghanistan, mais aussi contre d'autres cibles soupçonnées d'être des bases terroristes en Irak et dans la plaine de la Bekaa au Liban [106] ». Évidemment, la position du vice-président contribua à convaincre le président, au début de l'année 2002, que les États-Unis allaient probablement devoir se débarrasser de Saddam [107].

Deux autres considérations montrent à quel point les néoconservateurs ont joué un rôle décisif au sein de l'administration. Premièrement, il n'est pas exagéré de dire qu'ils n'étaient pas seulement déterminés, mais

littéralement obsédés, par l'idée de renverser Saddam. Comme l'expliqua en janvier 2003 un membre important de l'administration, « je pense que certains individus ont, sur ce point, viré à la théologie. C'est presque une religion – l'idée que notre société court à sa perte si nous n'agissons pas maintenant ». Un journaliste du *Washington Post* décrivit comment, pendant la période qui précédait la guerre, Colin Powell revenait des réunions à la Maison-Blanche « en roulant les yeux vers le ciel » et en s'exclamant : « Mon Dieu, quelle idée fixe, l'Irak. » Et, selon Bob Woodward, Kenneth Adelman, un membre du Defense Policy Board, « disait qu'il se rongeait les sangs, à mesure que le temps passait et que les soutiens semblaient manquer, à l'idée qu'il n'y aurait pas de guerre [108] ».

Deuxièmement, une guerre contre l'Irak suscitait peu d'enthousiasme au sein du Département d'État, des milieux du renseignement ou de la hiérarchie militaire. Bien que le secrétaire d'État Powell ait fini par se ranger à la décision du président, il pensait que c'était une mauvaise idée, et le gros de ses troupes partageaient son scepticisme. Le Département d'État comptait cependant deux exceptions de taille – John Bolton et David Wurmser, deux néoconservateurs disposant de relais au sein de la Maison-Blanche. George Tenet, le directeur de la CIA, s'aligna lui aussi sur la Maison-Blanche, sans pour autant être un fervent partisan de la guerre.

En effet, dans les milieux du renseignement, rares étaient ceux qui se disaient convaincus par le dossier justifiant la guerre – raison pour laquelle, comme nous allons le voir, les néoconservateurs créèrent leurs propres unités de renseignement. Quant à l'armée, elle regorgeait de sceptiques, notamment au sein de l'armée de terre. Le général Eric Shinseki, chef d'état-major de l'armée, dut essuyer les critiques sévères de Wolfowitz (qui écarta ses estimations des effectifs nécessaires à l'occupation sous le prétexte qu'elles étaient « totalement fantaisistes ») puis de Rumsfeld pour avoir exprimé des doutes au sujet des plans d'invasion [109]. Au sein de l'administration, les faucons comprenaient essentiellement des civils occupant des postes importants à la Maison-Blanche et au Pentagone, et presque tous étaient des néoconservateurs.

Sans plus attendre, ils présentèrent l'invasion de l'Irak comme une pièce maîtresse de la victoire dans la guerre contre le terrorisme. Leurs efforts visaient en partie à maintenir la pression sur Bush, et en partie à vaincre l'opposition à la guerre tant à l'intérieur du gouvernement qu'en dehors. Le 13 septembre, le JINSA publia un communiqué de presse intitulé « Cela va au-delà de Ben Laden », selon lequel « une longue enquête visant à établir la culpabilité d'Oussama Ben Laden avec la certitude qui sied à un réquisitoire est totalement superflue. Il est coupable dans les faits comme en paroles. Son histoire est la source de sa culpabilité. La même chose vaut pour Saddam Hussein. Nous avons certainement manqué de détermination par le

passé, et nous devons aujourd'hui saisir l'occasion d'en finir avec cette tendance à la passivité [110] ». Une semaine plus tard, le 20 septembre, un groupe composé d'importants néoconservateurs et de leurs alliés publia une lettre ouverte à Bush, dans laquelle ils déclaraient au président que, « même en l'absence de preuves liant l'Irak à l'attaque [du 11 septembre], toute stratégie visant à éradiquer le terrorisme et ses soutiens doit inclure un effort résolu pour renverser Saddam Hussein en Irak [111] ». La lettre rappelait aussi à Bush qu'« Israël a été et demeure l'allié le plus indéfectible de l'Amérique dans la lutte contre le terrorisme international ».

À peine plus d'une semaine plus tard, le 28 septembre, Charles Krauthammer écrivait dans le *Washington Post* qu'une fois l'affaire terminée en Afghanistan, l'étape suivante devait être la Syrie, suivie de l'Iran puis de l'Irak. « La guerre contre le terrorisme » allait, selon lui, « se conclure à Bagdad », lorsqu'on abattrait « le plus dangereux régime terroriste au monde ». Peu après, dans le *Weekly Standard* du 1er octobre, Robert Kagan et William Kristol appelaient au changement de régime en Irak dans la foulée de la défaite des Taliban [112]. D'autres leaders d'opinion, à l'instar de Michael Barone dans le *U.S. News and World Report*, avançaient, avant même que la poussière soit retombée sur les ruines du World Trade Center, que « les preuves indiquant que l'Irak a facilité ou peut-être même planifié l'attaque s'accumulent [113] ».

Au cours des dix-huit mois qui suivirent, les néoconservateurs menèrent une intense campagne de communication afin de mobiliser des soutiens à une invasion de l'Irak. Le 3 avril 2002, ils publièrent une autre lettre ouverte à Bush qui faisait clairement le lien entre la sécurité d'Israël et une guerre visant à renverser Saddam [114]. Le texte commençait par féliciter le président pour « la fermeté du soutien qu'il a apporté au gouvernement israélien au moment où ce dernier s'engage dans la campagne contre le terrorisme », avant d'affirmer que « les États-Unis et Israël ont un ennemi commun » et qu'ils « sont engagés dans la même guerre ». Il exhortait ensuite Bush à « accélérer la mise en œuvre des plans visant à chasser Saddam Hussein », sans quoi « les dommages infligés jusqu'ici à nos amis israéliens et à nous-mêmes risquent d'apparaître un jour comme le prélude à des horreurs plus grandes encore ». La lettre concluait avec le message suivant : « Le combat d'Israël contre le terrorisme est notre combat. La victoire d'Israël est une partie importante de notre victoire. Pour des raisons à la fois morales et stratégiques, nous devons nous tenir aux côtés d'Israël dans sa lutte contre le terrorisme. »

L'objectif premier de la lettre était de faire apparaître Arafat, Ben Laden et Saddam comme les composantes stratégiques d'une même menace qui planait à la fois sur Israël et sur les États-Unis. Cette description d'un danger commun qui ne cessait de croître justifiait non seulement des relations

étroites entre l'Amérique et l'État hébreu, mais aussi le fait que les États-Unis traitent ces trois individus comme des ennemis mortels et soutiennent la réaction israélienne à la seconde Intifada. Comme nous l'avons noté au chapitre précédent, les relations entre l'administration Bush et le gouvernement Sharon étaient particulièrement tendues au début du mois d'avril 2002, lorsque la lettre fut rédigée. Kenneth Adelman, William Bennett, Linda Chavez, Eliot Cohen, Midge Decter, Frank Gaffney, Reuel Marc Gerecht, Donald Kagan, Robert Kagan, William Kristol, Joshua Muravchik, Martin Peretz, Richard Perle, Daniel Pipes, Norman Podhoretz et James Woolsey figuraient au nombre des signataires.

D'autres pro-Israéliens influents, que l'on ne range pas d'ordinaire parmi les néoconservateurs, produisaient à un rythme soutenu des argumentaires en faveur de la guerre. Leur cause fit un bond en avant avec la publication en 2002 de l'ouvrage au titre prémonitoire de Kenneth Pollack *The Threatening Storm*, dans lequel l'auteur avançait que Saddam était trop fou pour être sensible à la dissuasion, et concluait qu'une guerre préventive constituait la seule option réaliste. Dans la mesure où Pollack avait fait partie de l'administration Clinton et s'était opposé par le passé au renversement de Saddam, dans lequel il voyait un « fantasme du retour en arrière », sa conversion sembla particulièrement significative – malgré son utilisation partisane des données dans son ouvrage [115]. C'est vers cette date que Pollack quitta le Council on Foreign Relations pour rejoindre le Saban Center for Middle East Policy de la Brookings Institution où, en collaboration avec le directeur du centre Martin Indyk, il publia un grand nombre de tribunes et de commentaires au cours des mois qui précédèrent la guerre, dans lesquels il multipliait les mises en garde : la dissuasion ne marchait pas avec Saddam, les inspections de l'ONU n'étaient pas une solution, et l'usage – regrettable – de la force allait très certainement s'imposer [116].

Les néoconservateurs et leurs alliés ont eu recours aux mêmes arguments, voire aux mêmes termes, que les Israéliens pour promouvoir une intervention militaire. Les néoconservateurs firent souvent référence aux années 1930 et à Munich, en comparant Saddam à Hitler et les opposants à la guerre (comme Brent Scowcroft et le sénateur Chuck Hagel) à Neville Chamberlain et aux partisans de l'apaisement [117]. Selon eux, Israël et les États-Unis faisaient face à un ennemi commun et insaisissable, le « terrorisme international », et l'Irak, pour citer le chroniqueur du *New York Times* William Safire, était le « centre du terrorisme mondial [118] ». Les faucons faisaient de Saddam un dirigeant particulièrement agressif et dénué de tout scrupule, qui n'hésiterait ni à employer des ADM contre les États-Unis et Israël, ni à en doter des terroristes [119]. Dans la mesure où ils assimilaient la diplomatie et le multilatéralisme à de la faiblesse, les commentateurs néoconservateurs n'avaient guère que du mépris pour les Nations unies et leurs

inspecteurs en Irak, sans même parler de la France [120]. Ils reprenaient ainsi à leur compte le vieil adage israélien selon lequel c'est la force qui se révèle plus utile au Moyen-Orient, parce qu'il s'agit d'une région où, pour citer Krauthammer, « c'est la puissance qui, plus que tout, commande le respect [121] ».

On pourrait reprocher à notre analyse d'exagérer l'impact que les lettres ouvertes aux présidents, les tribunes, les éditoriaux et les livres peuvent avoir sur le processus de décision politique. Après tout, très peu de gens lisent vraiment les lettres ouvertes, et les journaux américains regorgeaient à l'époque d'articles, d'éditoriaux et de contributions qui n'avaient rien à voir avec l'Irak. Ce reproche serait toutefois infondé. Les signataires des différentes lettres adressées aux présidents Bush et Clinton sont des personnalités puissantes qui disposent de relais et d'influence auprès de dirigeants politiques de premier ordre et des membres du Congrès, avec lesquels ils ont parfois étroitement collaboré au cours de leur carrière. En effet, nombre de signataires des premières lettres adressées à Clinton – et notamment Rumsfeld, Wolfowitz et Feith – sont devenus par la suite des responsables politiques importants de l'administration Bush. Ainsi, les signataires des lettres envoyées à Bush entre le 11 septembre et l'invasion de l'Irak ne prêchaient pas dans le désert. Même chose pour les journalistes tels que Charles Krauthammer ou William Safire, qui ont fréquemment écrit au sujet de l'Irak pour deux des principaux quotidiens du pays, respectivement le *Washington Post* et le *New York Times*. Membres ou non de l'administration, des personnalités influentes prenaient leurs vues très au sérieux, tout comme les articles publiés dans les revues néoconservatrices telles que le *Weekly Standard*. Ces textes rédigés par des *outsiders* contribuaient à renforcer les arguments de certains *insiders* de l'administration Bush qui partageaient leurs vues sur l'Irak. L'objectif de toutes ces initiatives était de définir les termes du débat de telle sorte qu'ils facilitent une décision en faveur de la guerre. En faisant apparaître l'intervention comme nécessaire et bénéfique à la fois, en présentant leurs adversaires comme étant trop « conciliants » avec le terrorisme, et en liant le destin de l'Amérique à Israël par la reprise d'arguments moraux et stratégiques familiers, ces efforts contribuèrent à empêcher toute discussion sérieuse des avantages et des inconvénients d'une invasion [122].

Les rapports truqués des services de renseignement

Destinée à faire apparaître Saddam Hussein comme une menace imminente, la manipulation des informations fournies par les services de renseignement fut un élément crucial de la campagne en faveur de l'invasion de

l'Irak. Scooter Libby joua un rôle de premier plan dans cette opération, en se rendant plusieurs fois à la CIA pour faire pression sur les analystes et les exhorter à produire des éléments qui viendraient étayer le dossier en faveur de la guerre. Au début de l'année 2003, il contribua aussi à la préparation d'un rapport détaillé sur la menace irakienne qui fut transmis à Colin Powell, alors que ce dernier préparait sa tristement célèbre présentation pour le Conseil de sécurité [123]. Selon Bob Woodward, Richard Armitage, l'adjoint de Powell, « fut scandalisé par ce qu'il considérait comme des exagérations grandiloquentes. Libby ne recourait qu'à des fragments d'information et des pistes extrêmement ténues pour en tirer les pires conclusions [124] ». Bien que Powell écartât les affirmations les plus fantaisistes de Libby, sa présentation à l'ONU n'en demeura pas moins truffée d'erreurs, ce que Powell a reconnu depuis [125].

Deux organisations créées après le 11 septembre et rendant directement des comptes au sous-secrétaire d'État à la Défense Douglas Feith étaient aussi impliquées dans l'entreprise consistant à manipuler les informations des services de renseignement avant d'organiser des fuites en direction d'une presse alarmiste appelant à l'intervention [126]. La tâche du Policy Counterterrorism Evaluation Group consistait à établir des liens entre Al-Qaida et l'Irak, liens que les services de renseignement étaient supposés avoir ignorés. Ses deux principaux membres étaient David Wurmser et Michael Maloof, un Libano-Américain très proche de Richard Perle. Selon James Risen, journaliste au *New York Times*, « les services de renseignement israéliens œuvrèrent en coulisses pour convaincre Wolfowitz qu'il ne pouvait faire confiance à la CIA », ce qui l'amena à rechercher ses informations auprès d'Ahmed Chalabi et à mettre en place le Policy Counterterrorism Evaluation Group [127].

Quant à l'Office of Special Plans (OSP), il avait pour ordre de trouver des éléments d'information susceptibles d'être utilisés afin de mieux vendre la guerre en Irak. Cet organisme était dirigé par Abram Shulsky, un néoconservateur proche de Wolfowitz, et comptait parmi ses membres plusieurs recrues venues des *think tanks* pro-israéliens, telles que Michael Rubin de l'American Enterprise Institute, David Schenker du WINEP, et Michael Makovsky, qui avait travaillé pour Shimon Pérès après ses études supérieures, à l'époque où ce dernier était Premier ministre [128]. L'OSP s'appuyait essentiellement sur Chalabi et sur d'autres exilés irakiens pour obtenir ses informations, et entretenait des relations étroites avec diverses sources israéliennes. Le *Guardian* nota en effet que l'organisme avait « tissé des liens étroits avec une opération de renseignement parallèle, menée depuis le cabinet d'Ariel Sharon et spécialement conçue pour contourner le Mossad et fournir à l'administration Bush des rapports sur l'Irak de Saddam plus alarmistes que ceux que le Mossad aurait été disposé à transmettre [129] ».

L'inspecteur général du Pentagone publia en février 2007 un rapport qui se montrait critique vis-à-vis de l'OSP, accusé de disséminer « des évaluations alternatives [qui] étaient selon nous inappropriées, dans la mesure où ces évaluations, tout en étant le produit d'opérations de renseignement, n'affichaient pas leur écart par rapport au consensus qui régnait dans les milieux du renseignement [130] ».

Non contents de s'en remettre essentiellement à Chalabi et à ses compagnons d'exil pour obtenir des informations au sujet de l'Irak, les néoconservateurs du Pentagone et de la Maison-Blanche s'efforçaient de l'imposer comme futur dirigeant d'un Irak libéré de Saddam Hussein. Mais la CIA et le Département d'État le considéraient comme un individu peu fiable et malhonnête, et gardaient leurs distances. Ce jugement sévère a depuis été confirmé par les faits, puisqu'on sait que Chalabi et l'INC ont fourni aux États-Unis des informations erronées ; ses relations avec les forces d'occupation américaines se sont par la suite détériorées, avant qu'il ne soit finalement accusé de fournir des informations classifiées à l'Iran. Les espoirs que nourrissaient les néoconservateurs de le voir émerger comme un « George Washington irakien » ont connu la même fin que d'autres prédictions formulées avant la guerre [131].

Pourquoi les néoconservateurs ont-ils donc pris fait et cause pour Chalabi ? Ce dernier s'était donné bien du mal pour nouer des relations étroites avec des personnalités et des organisations du lobby pro-israélien – il avait notamment des liens avec le JINSA, où il était, « depuis 1997, fréquemment invité aux réunions du conseil d'administration, à des symposiums ainsi qu'à d'autres événements [132] ». Il entretenait aussi des relations suivies avec des organisations pro-israéliennes comme l'AIPAC, l'American Enterprise Institute, l'Hudson Institute et le WINEP. Max Singer, cofondateur de l'Hudson Institute, a décrit Chalabi comme « un personnage rare. Il appartient profondément au monde arabe, et en même temps il est fondamentalement un Occidental [133] ». Lorsqu'un Chalabi en difficulté revint prononcer sa huitième intervention auprès de l'American Enterprise Institute au début du mois de novembre 2005, son président le présenta comme un « très grand et très courageux patriote irakien, libéral et libérateur [134] ». Un autre soutien important de Chalabi était Bernard Lewis, pour qui il fallait que Chalabi soit placé à la tête de l'Irak après la chute de Bagdad [135].

En échange de l'appui du lobby pro-israélien, Chalabi s'engageait à promouvoir de bonnes relations avec Israël une fois qu'il serait au pouvoir. Selon L. Marc Zell, qui fut l'associé de Feith au sein du même cabinet d'avocat, il promit aussi de reconstruire l'ancien pipeline qui reliait Haïfa, en Israël, à Mossoul, en Irak [136]. C'était exactement ce que les pro-israéliens en faveur du changement de régime voulaient entendre, si bien qu'en retour ils apportèrent leur soutien à Chalabi. Le journaliste Matthew Berger exposa

l'essence de cette transaction dans le *Jewish Journal* : « L'INC considérait une amélioration des relations comme un moyen de trouver des relais influents auprès des milieux juifs à Washington et à Jérusalem, et de gagner des soutiens à sa cause. Pour leur part, les organisations de la communauté juive virent une occasion de poser les bases de meilleures relations entre Israël et l'Irak, si l'INC remplaçait le régime de Saddam Hussein [137]. » Il n'est guère surprenant dès lors, comme le note Nathan Guttman, que « la communauté juive américaine et l'opposition irakienne » se soient pendant des années « efforcées de cacher » leurs relations [138].

Naturellement, les néoconservateurs et leurs alliés n'agissaient pas dans le vide, et ils n'ont pas entraîné à eux seuls les États-Unis vers la guerre. Comme nous l'avons déjà souligné, la guerre n'aurait probablement pas eu lieu sans les attaques du 11 septembre, qui poussèrent le président Bush et le vice-président Cheney à adopter une politique étrangère radicalement nouvelle. À l'instar de Wolfowitz, qui était alors secrétaire adjoint à la Défense et qui appelait au changement de régime en Irak depuis 1998, les néoconservateurs furent prompts à faire le lien entre Saddam Hussein et le 11 septembre – en l'absence de tout élément suggérant qu'il était impliqué – et présenter son renversement comme une pièce maîtresse de la guerre contre le terrorisme. Les agissements du lobby pro-israélien étaient une condition nécessaire mais non suffisante de la guerre.

En effet, c'est très précisément ce que Richard Perle expliqua à George Packer au cours d'une discussion sur le rôle des néoconservateurs dans l'avènement de la guerre. « Si Bush avait constitué son administration avec un groupe de personnes choisies par Brent Scowcroft et Jim Baker, observa Perle, ce qui aurait très bien pu se produire, alors les choses auraient pu être différentes, parce que ces personnes n'auraient pas amené avec elles les idées que les individus qui finirent par occuper des positions importantes dans cette administration y injectèrent [139]. » En mai 2003, l'éditorialiste du *New York Times* Thomas Friedman fit part d'une impression similaire à Ari Shavit de *Ha'aretz* : l'Irak était « la guerre que les néoconservateurs ont voulue, [...] la guerre que les néoconservateurs ont vendue au public. [...] Je pourrais vous donner les noms de vingt-cinq personnes (dont toutes se trouvent en ce moment dans un rayon de cinq blocs autour de ce bureau [à Washington]) en l'absence desquelles, si vous les aviez exilées sur une île déserte il y a un an et demi, la guerre en Irak n'aurait pas eu lieu ». Nous sommes d'accord, même si nous sommes aussi convaincus que la décision d'intervenir résulta *in fine* d'une combinaison d'individualités, d'idées et de circonstances [140].

La guerre en Irak a-t-elle été une guerre pour le pétrole ?

Certains lecteurs seront tentés de concéder que le lobby pro-israélien a bien eu une certaine influence sur la décision d'envahir l'Irak, mais en ajoutant que son poids dans le processus de décision a été minime. Beaucoup d'Américains et de nombreux observateurs étrangers semblent en effet penser que la véritable motivation pour envahir l'Irak en 2003 a été le pétrole – et non Israël. Selon une des variantes de cette thèse, l'administration Bush était déterminée à contrôler les vastes réserves de pétrole du Moyen-Orient, ce qui aurait donné aux États-Unis un formidable moyen de pression géopolitique sur leurs adversaires potentiels. L'administration aurait ainsi conçu l'invasion de l'Irak comme un pas de géant vers cet objectif. Une version alternative de la même thèse fait des États producteurs de pétrole, et plus encore des compagnies pétrolières, les véritables coupables de la guerre, qui souhaitaient voir augmenter les prix, donc leurs profits. On trouve même des universitaires souvent critiques vis-à-vis d'Israël et du lobby pro-israélien, comme Noam Chomsky, pour visiblement souscrire à cette idée popularisée par le réalisateur Michael Moore dans *Farenheit 9/11* [141].

Au premier abord l'affirmation semble plausible, au vu de l'importance du pétrole dans l'économie mondiale [142]. Mais cette explication se heurte à des difficultés empiriques et logiques. Comme nous l'avons souligné au chapitre 2, le contrôle des réserves pétrolières du Golfe a longtemps préoccupé les dirigeants américains. En particulier, ils n'ont jamais cessé de redouter l'éventualité qu'un seul État puisse les contrôler. Les États-Unis ont longtemps eu des intérêts dans divers pays producteurs de pétrole du Golfe, mais aucun gouvernement américain (l'administration Bush incluse) n'a jamais sérieusement envisagé de conquérir les principaux producteurs de la région pour être en position d'imposer sa volonté à d'autres pays. Les États-Unis pourraient sérieusement envisager l'invasion d'un État producteur si une révolution ou un embargo empêchaient son pétrole d'arriver sur le marché. Mais tel n'était pas le cas de l'Irak : Saddam était prêt à vendre son pétrole à quiconque voulait l'acheter. Par ailleurs, si les États-Unis avaient voulu conquérir un autre pays en vue d'en contrôler les réserves, l'Arabie saoudite – disposant de réserves plus importantes et d'une population moins nombreuse – aurait constitué une cible beaucoup plus intéressante. Qui plus est, Ben Laden était un ressortissant saoudien, de même que quinze des dix-neuf terroristes qui ont frappé les États-Unis le 11 septembre (aucun d'entre eux n'était irakien). Si le contrôle des réserves de pétrole avait été l'objectif réel de Bush, le 11 septembre aurait fourni un prétexte idéal pour passer à l'action. Occuper l'Arabie saoudite n'aurait pas été chose facile, mais cela

aurait certainement été plus simple que d'essayer de pacifier une population irakienne nombreuse, bien armée et prête à la résistance.

Rien n'indique non plus qu'en 2002-2003 l'administration Bush obéissait à des motifs liés à l'énergie dans sa décision d'envahir l'Irak. En 1990-1991, en revanche, il était certain que les dirigeants saoudiens avaient appelé l'administration de George Bush à recourir à la force pour chasser les Irakiens du Koweït. Comme de nombreux dirigeants américains de l'époque, ils craignaient que Saddam ne les envahisse ensuite, ce qui aurait fait passer sous son contrôle l'essentiel des réserves pétrolières de la région. Le prince Bandar, ambassadeur du royaume aux États-Unis, collabora étroitement avec les groupes pro-israéliens afin de mobiliser des soutiens en faveur d'une opération militaire visant à chasser Saddam du Koweït [143]. Mais la situation qui précédait la seconde guerre du Golfe était différente : cette fois, l'Arabie saoudite prit publiquement position contre la guerre [144]. Les dirigeants saoudiens redoutaient qu'elle ne mène à l'éclatement de l'Irak et ne déstabilise le Moyen-Orient. Et, même si l'Irak demeurait intact, il était probable que les chiites se hissent au pouvoir, ce qui inquiétait les dirigeants sunnites de l'Arabie saoudite non seulement pour des raisons religieuses, mais aussi parce qu'une telle situation accroîtrait l'influence de l'Iran dans la région. Par ailleurs, les Saoudiens devaient faire face à une poussée de sentiments anti-américains au sein de leur population, sentiments qui ne pouvaient qu'empirer si les États-Unis lançaient une guerre préventive contre l'Irak.

Rien n'indique non plus que les compagnies pétrolières, qui cherchent généralement à s'attacher les bonnes grâces des grands producteurs comme l'Irak de Saddam ou la République islamique d'Iran, aient joué un rôle important dans la décision d'entrer en guerre. Elles n'engagèrent aucune action de lobbying en faveur de la guerre de 2003, que la plupart d'entre elles considéraient comme une aberration. Comme l'observait Peter Beinart dans le *New Republic* de septembre 2002, « ce n'est pas pour la guerre que l'industrie pétrolière américaine a fait du lobbying pendant toutes ces années ; c'est pour la fin des sanctions [145] ». Comme c'est presque toujours le cas, les compagnies pétrolières voulaient faire de l'argent, pas la guerre.

Les rêves de transformation régionale

Il n'était pas prévu que la guerre en Irak tourne à la catastrophe militaire, et financière. Elle était plutôt conçue comme la première étape d'un projet plus général de réagencement du Moyen-Orient conforme aux intérêts à long terme des États-Unis et d'Israël. Plus précisément, les États-Unis n'allaient pas se contenter de renverser Saddam et de rentrer à la

maison : l'invasion puis l'occupation devaient rapidement transformer l'Irak en une démocratie qui ferait ensuite office de modèle pour les populations des autres États autoritaires de la région. Les résultats atteints en Irak devaient alors déclencher une cascade de dominos démocratiques, même s'il pouvait s'avérer nécessaire de recourir encore au glaive pour diffuser la démocratie. Une fois la démocratie implantée dans la région, les régimes bien disposés vis-à-vis d'Israël et des États-Unis deviendraient la norme, le conflit israélo-palestinien serait, dans les termes mêmes du rapport « Une rupture nette », « transcendé », les autres rivalités régionales perdraient en intensité, et les problèmes jumeaux du terrorisme et de la prolifération nucléaire tendraient rapidement à disparaître.

Le vice-président Cheney présenta ce raisonnement ambitieux au cours d'un discours prononcé lors de la convention des Vétérans des guerres à l'étranger du 26 août 2002, marquant ainsi le coup d'envoi de la campagne que l'administration menait pour convaincre de la nécessité d'une guerre. « Lorsque les menaces les plus graves seront éliminées, déclara-t-il, les peuples de la région épris de liberté auront l'occasion de défendre les valeurs susceptibles d'apporter une paix durable. [...] Les extrémistes devront revoir leur stratégie du jihad. Les modérés reprendront courage. Et nous serons mieux en mesure de promouvoir le processus de paix israélo-palestinien [146]. » Au cours des six mois qui suivirent, Cheney n'allait cesser de répéter ces arguments à plusieurs occasions.

Alors qu'il défendait le principe de la guerre, le président Bush afficha le même enthousiasme à propos du projet de transformation régionale. Le 26 février 2003, il déclara devant un parterre réuni à l'American Enterprise Institute que les États-Unis entendaient « cultiver la liberté et la paix au Moyen-Orient ». Il souligna qu'il était « dans l'intérêt du monde entier de voir les valeurs démocratiques se diffuser, dans la mesure où des nations stables et libres n'alimentent pas les idéologies meurtrières. Elles encouragent la recherche pacifique d'une vie meilleure. Et on peut voir au Moyen-Orient des signes porteurs d'espoir et d'un désir de liberté ». Il ajouta aussi que « le succès en Irak pourrait inaugurer une nouvelle donne pour la paix au Moyen-Orient, et marquer une progression vers une paix véritablement démocratique avec les Palestiniens [147] ».

Cette stratégie ambitieuse, fondée sur une foi presque théologique dans les vertus transformatrices de la liberté, marquait une rupture radicale par rapport à la politique traditionnelle des États-Unis, et rien n'indiquait avant le 11 septembre que Bush ou Cheney allaient l'adopter. Les deux hommes, ainsi que la conseillère à la Sécurité nationale Condoleezza Rice, étaient en effet connus pour leur opposition aux ambitieux projets de *nation-building* qui étaient au cœur de l'idée de transformation régionale, et Bush avait sévèrement critiqué l'administration Clinton, au cours de la campagne

présidentielle de 2000, pour avoir soutenu de tels projets. Quelle était donc la cause de ce revirement ? Selon une information parue en mars 2003 dans le *Wall Street Journal*, cette évolution spectaculaire de la politique américaine au Moyen-Orient est à mettre au compte des néoconservateurs du lobby pro-israélien et d'Israël. Le gros titre résume bien l'analyse : « Le rêve du président : transformer non seulement un régime, mais une région : une zone démocratique et pro-américaine est un objectif qui a des racines israéliennes et néoconservatrices [148] ».

Selon Charles Krauthammer, ce grand projet aurait germé dans le cerveau de Natan Sharansky, le dirigeant politique israélien dont on dit que les écrits ont fait impression sur Bush [149]. Mais Sharansky était loin d'être une voix isolée en Israël. En effet, quel que soit leur bord politique, de nombreux Israéliens ont soutenu que le renversement de Saddam allait transformer le Moyen-Orient d'une façon conforme aux intérêts d'Israël. En septembre 2002, l'ex-Premier ministre Ehud Barak expliqua dans le *New York Times* qu'« abattre le régime de Saddam Hussein [allait] changer le paysage géopolitique du monde arabe ». Il déclara qu'« un monde arabe sans Saddam Hussein permettrait à de nombreux représentants de cette génération [de leaders pouvant prétendre au pouvoir] d'opter graduellement pour l'ouverture démocratique dont certains États du Golfe persique et la Jordanie cueillent déjà les premiers fruits ». Barak affirmait aussi que la chute de Saddam allait « créer une ouverture permettant d'avancer sur le sujet du conflit israélo-palestinien [150] ».

En août 2002, Yuval Steinitz, un membre du Likoud et du comité des Affaires étrangères et de la Défense de la Knesset, déclara au *Christian Science Monitor* : « Une fois l'Irak contrôlé par les troupes américaines, un nouveau régime installé en Afghanistan, et les bases irakiennes devenues américaines, il sera très facile de faire pression sur la Syrie afin qu'elle cesse de soutenir des organisations terroristes telles que le Hezbollah et le Jihad islamique et qu'elle laisse l'armée libanaise démanteler le Hezbollah, et peut-être de mettre un terme à l'occupation syrienne du Liban. Si cela devait se produire, alors nous serions vraiment en présence d'un nouveau Moyen-Orient [151]. » Et Aluf Benn lui fit écho dans *Ha'aretz*, lorsqu'il nota en février 2003 que « des officiers supérieurs de Tsahal et des dirigeants proches du Premier ministre Ariel Sharon, comme le conseiller à la Sécurité nationale Ephraim Halevy, dressent un tableau extrêmement optimiste de l'avenir radieux qui attend Israël une fois la guerre terminée. Ils envisagent un effet dominos dans lequel la chute de Saddam Hussein serait suivie par celle d'autres ennemis d'Israël : Arafat, Hassan Nasrallah, Bachar Al Assad, les Ayatollahs en Iran et peut-être même Muhammar Kadhafi. Et le terrorisme comme les armes de destruction massive disparaîtraient en même temps que ces dirigeants [152] ».

Selon le *New York Times*, Halevy prononça un discours à Munich en février 2003, au cours duquel il déclara : « L'onde de choc qui se propagera à partir du Bagdad de l'après-Saddam pourrait avoir des effets notables à Téhéran, Damas et Ramallah [153]. » Il observait qu'Israël « espère qu'une fois qu'on se sera débarrassé de Saddam Hussein, les dominos commenceront à tomber. [...] Les modérés et les réformateurs de toute la région auront alors l'opportunité de faire pression sur leurs gouvernements, y compris sur l'Autorité palestinienne de Yasser Arafat ». *Forward* résuma ainsi le raisonnement israélien dans un article publié juste avant la guerre : « Les plus hauts échelons politiques, militaires et économiques en sont presque arrivés à considérer la prochaine guerre en Irak comme un *deus ex machina* qui va redistribuer les cartes politiques et économiques, et sortir l'État hébreu de l'ornière dans laquelle il se trouve actuellement [154]. »

Certains diront que les dirigeants d'Israël sont trop intelligents et expérimentés pour croire à une telle prophétie et entretenir des projets aussi audacieux, et trop au fait de cette région complexe pour croire au succès de tels projets. Mais, en réalité, les dirigeants israéliens sont coutumiers des grandes ambitions de redécoupage des cartes. Le rêve sioniste des origines, qui consistait à fonder un État juif là où il n'y en avait eu aucun pendant près de deux millénaires, était pour le moins ambitieux et, comme nous l'avons vu au chapitre 3, David Ben Gourion espérait prendre possession de toute la Cisjordanie, d'une partie du Liban et de larges franges de l'Égypte au cours de la crise de Suez de 1956. De la même façon, Ariel Sharon était persuadé que l'invasion du Liban en 1982 conduirait à la création d'un État chrétien pro-israélien et signerait définitivement la défaite de l'OLP, consolidant ainsi le contrôle d'Israël sur les territoires occupés. Au vu de cette histoire, il n'est peut-être pas si surprenant que de nombreux dirigeants israéliens aient entretenu l'espoir de voir les États-Unis réussir là où ils avaient précédemment échoué.

Le rôle du lobby dans le projet de transformation du Moyen-Orient

En 2002, de nombreux néoconservateurs étaient d'avis que les États-Unis pouvaient démocratiser le Moyen-Orient et en faire un environnement mieux disposé vis-à-vis de l'Amérique et d'Israël. Ils étaient parvenus à cette position au cours des années 1990, à mesure qu'augmentait leur dépit face à la politique étrangère américaine de l'après-Guerre froide.

Les groupes pro-israéliens – et pas seulement les néoconservateurs – ont longtemps vu d'un bon œil la présence de troupes américaines dans la région – en particulier le principe du stationnement permanent d'effectifs

importants – de sorte qu'elles puissent contribuer à la sécurité d'Israël[155]. Cependant, ils ne remportèrent guère de succès sur ce front au cours de la Guerre froide, dans la mesure où les États-Unis se contentaient de contrôler la région à distance. La plupart des forces américaines conçues pour intervenir au Moyen-Orient, comme la Force de déploiement rapide, se tenaient « au-dessus de l'horizon », et à l'abri de toute mésaventure. Washington maintenait un équilibre des forces qui lui était favorable en entretenant les rivalités régionales, ce qui explique pourquoi l'administration Reagan apporta son soutien à Saddam Hussein au cours de la guerre qui l'opposa à l'Iran (1980-1988).

Cette politique changea après la première guerre du Golfe, lorsque l'administration Clinton adopta une stratégie du « double endiguement ». Au lieu d'utiliser alternativement l'Iran et l'Irak pour qu'ils se neutralisent réciproquement – les États-Unis revoyant leurs alliances au besoin –, la nouvelle stratégie reposait sur le stationnement de forces américaines importantes dans la région afin de contenir les deux puissances en même temps. Le père du « double endiguement » est Martin Indyk, qui énonça pour la première fois cette stratégie au WINEP en mai 1993, avant de la mettre en œuvre lorsqu'il devint directeur pour les Affaires du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud au National Security Council[156]. D'après Kenneth Pollack, un collègue d'Indyk à la Brookings, le double endiguement répondait dans une large mesure aux « préoccupations d'Israël en matière de sécurité ». Plus précisément, l'État hébreu fit clairement savoir à l'administration Clinton qu'il « n'était disposé à avancer dans le processus de paix qu'à la condition de se sentir raisonnablement en sécurité vis-à-vis de l'Iran[157] ».

Au milieu des années 1990, on s'accordait largement à considérer que cette politique laissait à désirer, dans la mesure où elle faisait des États-Unis l'ennemi mortel de deux pays qui se haïssaient, et obligeait Washington à supporter le fardeau de ce double endiguement. Comme nous le verrons au chapitre suivant, l'AIPAC et d'autres organisations du lobby ont non seulement sauvé cette politique, mais persuadé le Congrès et Clinton de la renforcer. Mais les néoconservateurs allèrent encore plus loin : ils étaient de plus en plus persuadés que le double endiguement ne fonctionnait pas, et que Saddam Hussein devait être chassé du pouvoir et remplacé par un gouvernement démocratique. Ce raisonnement était à la base des deux lettres ouvertes adressées au président Clinton au début de l'année 1998, et de leurs arguments en faveur de l'*Iraq Liberation Act*.

Plus ou moins au même moment, l'idée que la diffusion de la démocratie à travers le Moyen-Orient contribuerait à pacifier toute la région commençait à prendre racine dans les milieux néoconservateurs. Quelques néoconservateurs avaient bien caressé cette idée au lendemain de la Guerre froide, mais elle ne trouva véritablement un large écho que dans la seconde

moitié des années 1990 [158]. Ce raisonnement était bien entendu manifeste dans le rapport « Une rupture nette » de 1996, rédigé à l'attention de Netanyahou. En 2002, alors que l'invasion de l'Irak était désormais une question brûlante, la transformation régionale était devenue un article de foi chez les néoconservateurs qui, en retour, contribuèrent à en faire la pièce maîtresse de la politique étrangère américaine [159]. Si bien que les dirigeants israéliens, les néoconservateurs et l'administration Bush considéraient tous que l'Irak n'était que la première étape d'une ambitieuse campagne qui visait à transformer le Moyen-Orient.

Conclusion

Les projets de l'administration Bush pour l'Irak et, au-delà, toute la région ont connu un échec retentissant. Non seulement l'armée américaine est enlisée dans une guerre qu'elle est en train de perdre, mais la perspective d'exporter la démocratie au Moyen-Orient dans un avenir proche est bien mince. L'Iran, qui a été le principal bénéficiaire de cette aventure mal engagée, semble plus déterminé que jamais à se doter de la capacité nucléaire. Tout comme l'Iran, la Syrie s'oppose à Washington, et ces deux États ont un intérêt majeur à voir les États-Unis empêtrés en Irak. Le Hamas a pris le pouvoir à Gaza, et l'Autorité palestinienne se trouve divisée – ce qui rend plus ténue encore la perspective d'une paix avec Israël ; au Liban, le Hezbollah est au sommet de sa puissance, après avoir tenu tête à Israël au cours de la guerre de 2006. Il se peut que nous soyons témoins de la « venue au monde difficile d'un nouveau Moyen-Orient », pour employer l'expression malheureuse de la secrétaire d'État Rice, mais il sera sans aucun doute plus instable et plus dangereux que celui qui existait avant que les États-Unis n'envahissent l'Irak [160].

La guerre en Irak n'a pas bénéficié à Israël non plus, notamment parce qu'elle a renforcé le poids de l'Iran dans la région. Début 2007, on pouvait ainsi lire dans *Forward* que « des voix toujours plus nombreuses » se lèvent en Israël pour dire que l'État hébreu « pourrait courir un plus grand danger » maintenant que Saddam a été renversé [161]. Amatzia Baram, un expert israélien de l'Irak qui s'était prononcé en faveur du renversement de Saddam dans des entretiens accordés au journal de l'AIPAC *Near East Report* avant la guerre, affirme désormais : « Si j'avais su à l'époque ce que je sais aujourd'hui [janvier 2007], je n'aurais pas recommandé d'entrer en guerre, parce que Saddam était bien moins dangereux que je ne le pensais. » Par ailleurs, Baram a admis que l'invasion avait produit « beaucoup, beaucoup plus [de terrorisme] qu'[il] ne s'y attendait ». Quant à Yuval Diskin, qui dirige le Shin

Bet – les services de sécurité intérieure d'Israël –, il déclara en février 2006 : « Je ne suis pas sûr que Saddam ne nous manque pas [162]. »

Alors que les États-Unis cherchent des moyens de se sortir de cette situation désastreuse, l'administration Bush est de plus en plus mise en demeure d'entamer un dialogue avec l'Iran et la Syrie, et de faire des efforts concertés pour régler le conflit israélo-palestinien. Les néoconservateurs et les Israéliens étaient naturellement convaincus que la route menant à Jérusalem passait par Bagdad. Une fois la victoire remportée en Irak, ils pensaient que les Palestiniens accepteraient une paix dictée par Israël. Mais, aux yeux de beaucoup d'autres, comme les membres du Groupe d'étude sur l'Irak ou le Premier ministre britannique Tony Blair, c'est bien plutôt l'inverse qui est vrai : c'est la route de Bagdad qui passe par Jérusalem [163]. En d'autres termes, la création d'un État palestinien viable aidera les États-Unis à affronter la situation en Irak ainsi que d'autres questions régionales. Israël et le lobby pro-israélien se sont farouchement opposés à ce raisonnement, en arguant du fait que les problèmes auxquels l'Amérique est confrontée en Irak n'ont rien à voir avec les Palestiniens. Ainsi, en novembre 2006, juste avant la publication du rapport du Groupe d'étude, *Ha'aretz* rapporta que le Premier ministre Ehud Olmert « espère que le lobby pro-israélien sera en mesure de constituer une majorité démocrate au sein du nouveau Congrès afin de contrer toute déviation par rapport au *statu quo* sur la question des Palestiniens [164] ». De la même façon, un certain nombre d'organismes pro-israéliens continuent d'affirmer que les États-Unis doivent refuser tout dialogue avec l'Iran et la Syrie jusqu'à ce que ces États satisfassent toutes les exigences de Washington [165].

L'administration Bush fait face à des pressions de plus en plus fortes en faveur d'un retrait d'Irak, mais les dirigeants israéliens l'ont encouragée à rester et à finir le travail. Pourquoi ? Parce que ces dirigeants pensent qu'un retrait américain mettrait en danger la sécurité d'Israël. La ministre des Affaires étrangères Tzipi Livni et le Premier ministre Olmert ont l'une comme l'autre insisté sur ce point au cours de la conférence annuelle de l'AIPAC en mars 2007. Livni déclara que, « dans une région où les impressions comptent beaucoup, les États doivent faire attention à ne pas laisser apparaître des faiblesses et à ne pas céder aux extrémistes [166] ». Olmert se montra encore plus direct : « Ceux qui ont à cœur la sécurité d'Israël [...] et la stabilité de tout le Moyen-Orient doivent reconnaître la nécessité d'une victoire américaine en Irak et d'un retrait responsable. » Il conclut ses remarques en déclarant que, « quand l'Amérique remporte des victoires en Irak, la sécurité d'Israël s'en trouve améliorée d'autant. Les amis d'Israël le savent. Les amis qui se soucient d'Israël le savent aussi [167] ». Ces remarques valurent des critiques à leur auteur, principalement parce que ces propos confirmaient qu'Israël avait soutenu l'invasion américaine en Irak. Bradley

Burston, qui contribue régulièrement à *Ha'aretz*, fut particulièrement irrité par le fait qu'Olmert s'immisce dans le débat américain au sujet de l'Irak. Le message qu'il adressa au Premier ministre était simple : « Tenez-vous-en à l'écart [168]. »

Olmert avait en fait exprimé son soutien au maintien de la présence américaine en Irak lors d'une visite à la Maison-Blanche en novembre 2006, au cours de laquelle il avait déclaré que les Israéliens étaient « très impressionnés et encouragés par la stabilité que l'opération américaine de grande envergure en Irak a apportée au Moyen-Orient [169] ». Les propos d'Olmert choquèrent jusque dans les rangs des plus loyaux partisans d'Israël. Au Congrès, Gary Ackerman (démocrate, New York) se déclara « choqué. C'est une observation des plus irréalistes. La plupart d'entre nous savent parfaitement que notre politique a été tout du long un désastre absolu pour les États-Unis [170] ».

Dans la mesure où beaucoup d'Américains partagent désormais les impressions d'Ackerman au sujet de la guerre, il n'est pas surprenant que certains Israéliens et leurs alliés aux États-Unis aient tenté de réécrire l'histoire pour absoudre Israël de toute responsabilité dans le désastre irakien. En mars 2007, le rédacteur en chef du *Jerusalem Post*, David Horovitz, parla de « l'idée fausse selon laquelle Israël aurait encouragé les États-Unis à faire la guerre en Irak [171] ». Dans la même veine, Shai Feldman, l'ancien directeur du Jaffee Center for Strategic Studies qui dirige actuellement le Crown Center for Middle East Studies à l'université de Brandeis, s'adressa dans ces termes à Glenn Frankel du *Washington Post* au cours de l'été 2006 : « Écoutez, Israël n'a mobilisé personne sur la question irakienne, et associer Israël et les néoconservateurs à ce sujet est une idée oiseuse. Israël n'a pas considéré l'Irak comme un danger et, qui plus est, Israël n'avait aucun intérêt à promouvoir l'agenda démocratique de l'administration Bush [172]. » Cette vision des choses reflète sans aucun doute les convictions de Feldman au sujet des intérêts de l'État hébreu et de la hiérarchie des menaces auxquelles il est confronté, mais, comme nous l'avons montré, elle contredit ce que les dirigeants israéliens ont dit et fait au cours de la période qui a mené à la guerre.

Pour ne pas être en reste, Martin Kramer, un chercheur du WINEP, est allé jusqu'à déclarer que toute tentative de lier Israël et le lobby à la guerre est « tout simplement un mensonge » : « Au cours de l'année qui a précédé la guerre en Irak, Israël s'est trouvé à maintes reprises en désaccord avec les États-Unis, en affirmant que la plus grande menace provenait de l'Iran [173]. » Mais, comme nous l'avons montré, les inquiétudes de l'État hébreu au sujet de l'Iran ne l'ont jamais amené à enterprendre des efforts visant à stopper la marche vers la guerre. Au contraire, les plus hauts dirigeants israéliens ont fait tout ce qui était en leur pouvoir afin de s'assurer que les États-Unis se lanceraient à la poursuite de Saddam et qu'ils n'allaient pas se laisser prendre

par le doute au dernier moment. Ils considéraient l'Irak comme une menace sérieuse, et ils étaient persuadés que Bush s'occuperait de l'Iran une fois qu'il en aurait fini avec l'Irak. Ils auraient peut-être préféré que l'Amérique se concentre d'abord sur l'Iran mais, comme Kramer le concède, les Israéliens « n'ont pas versé de larmes sur la chute de Saddam ». Au contraire, leurs dirigeants politiques envahirent les ondes américaines, se mirent à écrire des tribunes, à témoigner devant le Congrès, et à travailler en lien étroit avec les néoconservateurs du Pentagone et de la vice-présidence pour retoucher la présentation des rapports des services de renseignement sur l'Irak et coordonner la marche vers la guerre.

Yossi Alpher, un stratège israélien du Jaffe Center, affirme aujourd'hui que l'ancien Premier ministre Sharon avait des réserves de taille sur l'invasion de l'Irak, et qu'en privé il avait mis en garde Bush. Alpher va jusqu'à suggérer que Sharon aurait pu empêcher la guerre s'il avait ouvertement formulé ses préoccupations : « Si Sharon avait émis ses critiques en public et souligné les dangers qui pesaient sur des intérêts vitaux d'Israël, n'aurait-il pas pesé sur le débat américain et international qui précéda la guerre [174] ? » C'est là un alibi commode quand l'occupation de l'Irak a tourné au vinaigre, mais aucun élément disponible n'indique que Sharon ait jamais conseillé à Bush de ne pas attaquer l'Irak. En réalité, tout porte à croire que le dirigeant israélien et ses principaux conseillers ont fortement soutenu la décision d'entrer en guerre et encouragé Bush à la prendre le plus tôt possible. Si Sharon avait pensé que la guerre était une erreur, pouquoi son porte-parole a-t-il souligné à maintes reprises le danger que représentaient les AMD irakiennes, et pourquoi Sharon a-t-il lui-même mis en garde l'administration Bush en déclarant que repousser l'attaque « ne créera[it] pas un environnement opérationnel plus propice à l'avenir [175] » ?

Il est possible que Sharon ait tenu des raisonnements différents selon qu'il s'exprimait à huis clos ou en public. Mais ce n'est guère probable, cependant, dans la mesure où le public aurait certainement eu vent de son opposition à la guerre avant que celle-ci ne commence, ou pour le moins au cours des deux premières années qui ont suivi la chute de Bagdad. Sharon hésitait rarement à faire connaître ses vues – même lorsque cela impliquait des désaccords avec les États-Unis – et il est difficile d'imaginer qu'il aurait tenu le public dans l'ignorance s'il avait été convaincu que la décision d'envahir l'Irak aurait porté tort à Israël. Bref, ni les faits ni la logique ne viennent en renfort des affirmations d'Alpher.

« La victoire a mille pères, mais la défaite est orpheline. » Alors que les divers géniteurs du désastre irakien cherchent désormais à nier leur paternité, la remarque funeste du président Kennedy n'a jamais été aussi juste. Mais l'Irak n'a pas toujours ressemblé à l'imbroglio qu'il est devenu. Pendant quelques mois du printemps 2003, les États-Unis semblaient avoir remporté

une victoire fulgurante et les défenseurs d'Israël ne ressentaient pas le besoin de nier leur responsabilité dans la guerre. En réalité, pendant la brève période au cours de laquelle cette fenêtre d'opportunité resta ouverte, d'importants dirigeants israéliens et leurs alliés américains commencèrent à faire pression sur l'administration Bush pour qu'elle dirige la puissance militaire américaine sur la Syrie et l'Iran, dans l'espoir que ces deux États voyous connaissent la même fin que le régime de Saddam Hussein.

9

Objectif : Syrie

Il y a près de cinquante ans que les relations entre les États-Unis et la Syrie sont difficiles. Pendant la Guerre froide, le régime baassiste était un allié important des Soviétiques. Pendant longtemps, le gouvernement autoritaire de Damas s'est rendu responsable de graves atteintes aux droits de l'homme, et il continue de refuser à sa population les libertés fondamentales. S'il est vrai que George W. Bush n'a pas inclus la Syrie dans son célèbre « axe du mal », il dépeint souvent ce pays comme un « État voyou » qui menace d'importants intérêts américains. Après le 11 septembre 2001, l'hostilité de Washington à l'égard de Damas s'est intensifiée et, en avril 2003, au lendemain de la chute de Bagdad, on avançait fréquemment que l'objectif suivant des troupes américaines était la Syrie. La détérioration de la situation en Irak a mis fin à ces spéculations pour le moment, mais les relations avec Damas ne se sont pas améliorées pour autant, et la confrontation reste à l'ordre du jour.

Pourtant, si l'on contemple la Syrie avec un regard froid, il n'est plus aussi évident qu'il soit dans l'intérêt des États-Unis de maintenir une stricte et permanente relation d'hostilité avec ce pays. La relation entre Washington et Damas n'a jamais été particulièrement amicale, mais on peut signaler plusieurs occurrences de coopération mutuelle fructueuse entre les deux pays dans le passé, et le potentiel militaire assez modeste de la Syrie ne représente pas une menace sérieuse pour les intérêts vitaux des États-Unis. Dans les circonstances actuelles, on ne voit pas très bien pourquoi la Syrie devrait être considérée comme un candidat idéal à un changement de régime imposé de l'extérieur alors que des dictatures non moins

détestables, au Moyen-Orient et ailleurs, jouissent du soutien de Washington.

En réalité, l'hostilité implacable de l'administration Bush à l'égard de la Syrie manque de pertinence stratégique. En particulier, elle a : 1) contribué à détériorer l'image des États-Unis dans le monde arabo-musulman ; 2) entravé les efforts américains en vue de freiner la prolifération nucléaire ; 3) rendu plus difficile la stabilisation de la situation en Irak ; et 4) aggravé les problèmes de terrorisme affrontés par l'Amérique au lieu de contribuer à les résoudre. Il n'est donc pas surprenant que, ces derniers temps, nombre de voix se soient fait entendre aux États-Unis pour inviter le président Bush à changer de politique et à rechercher un *modus vivendi* avec Damas. En décembre 2006, par exemple, le Groupe d'étude sur l'Irak a invité l'administration Bush à « s'engager activement dans un dialogue diplomatique sans conditions préalables » avec la Syrie [1]. À la même époque, quatre sénateurs américains se sont rendus à Damas pour rencontrer le président syrien Bachar Al Assad. En avril 2007, la présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, s'est rendue en Syrie à la tête d'une délégation de six membres démocrates et républicains de la Chambre des représentants – dont Tom Lantos et Henry Waxman, bien connus pour leurs positions en faveur d'Israël – pour discuter avec Assad des moyens de faire progresser le processus de paix [2].

Israël et le lobby pro-israélien ont joué un rôle clé pour encourager l'administration Bush à mener une politique de confrontation de plus en plus agressive envers la Syrie, même si cette politique ne faisait pas l'unanimité à Washington. Le lobby n'a pas ménagé ses efforts pour inciter la Maison-Blanche à faire pression sur Damas et à l'isoler, même quand cette politique mettait en danger des formes appréciables de collaboration. En l'absence d'une telle pression, la relation entre les deux pays aurait été fort différente, et probablement plus compatible avec l'intérêt national des États-Unis. Cela ne veut pas dire que, sans l'influence du lobby, Washington et Damas seraient des alliés, mais simplement qu'une relation pragmatique et mutuellement bénéfique aurait eu plus de chances de s'installer.

La menace syrienne

La Syrie ne constitue pas une menace militaire sérieuse pour les États-Unis ou pour Israël. Son budget militaire représente moins d'un cinquième de celui d'Israël, et Tsahal ne ferait qu'une bouchée de son armée et de ses forces aériennes si un conflit sérieux devait se produire [3]. L'armée israélienne n'eut guère de mal à défaire les forces syriennes lors de son invasion du Liban en 1982, alors même qu'à l'époque la Syrie recevait encore une

aide considérable de son parrain soviétique. Mais, depuis que l'Union soviétique s'est effondrée, Damas est resté isolé, tandis qu'Israël continue à bénéficier chaque année d'une aide substantielle des États-Unis. Une guerre entre Israël et la Syrie mettrait aux prises des forces très inégales, raison pour laquelle les dirigeants syriens font des efforts considérables pour éviter de provoquer Israël.

Les troupes américaines auraient encore moins de mal qu'Israël à vaincre la Syrie. L'armée syrienne est beaucoup plus faible que l'armée iranienne ou que celle de l'Irak sous Saddam, et elle n'a pas affronté d'adversaire sérieux depuis qu'Israël l'a écrasée en 1982. Contrairement à l'Iran d'aujourd'hui ou à l'Irak de Saddam, la Syrie ne possède ni la masse démographique ni les ressources qui lui permettraient d'aspirer au rôle de puissance hégémonique régionale. Elle peut rendre la vie plus difficile aux États-Unis et à Israël, mais elle n'a pas les moyens de les menacer sérieusement.

En outre, la Syrie ne dispose pas d'un programme d'armement nucléaire, et il n'y a aucune raison de penser qu'elle puisse s'engager sur cette voie dans un avenir prévisible. Elle possède des armes chimiques, achetées à l'Égypte en 1973, et il est possible qu'elle ait mis en œuvre un programme d'armement biologique [4]. Elle dispose aussi d'une large gamme de missiles balistiques, ce qui signifie qu'elle peut utiliser ses armes chimiques à distance contre Israël et d'autres pays de la région, mais pas contre les États-Unis. Pourtant, Israël ne s'est jamais beaucoup inquiété de cette menace, ayant ses propres armes nucléaires, chimiques et biologiques. L'État hébreu est capable d'infliger des dommages beaucoup plus grands à la Syrie que la Syrie à Israël. En d'autres termes, Israël dispose de moyens de dissuasion efficaces contre les armes chimiques syriennes [5].

En réalité, la principale capacité de nuisance de la Syrie réside dans le soutien qu'elle apporte à un certain nombre d'organisations terroristes, entre autres le Hezbollah, mais aussi le Hamas – dont le chef Khaled Meshal vit à Damas – et le Jihad islamique. Tous ces groupes représentent certainement une menace pour Israël mais, contrairement à Al-Qaida, aucun d'entre eux – y compris le Hezbollah – ne menace directement les États-Unis. Comme le signale Moshe Maoz, spécialiste des Affaires syriennes à l'université de Jérusalem, « la Syrie n'est pas un saint, tout le monde le sait, mais le Hezbollah est une menace avant tout pour Israël [6] ». En outre, la Syrie et Al-Qaida se vouent une grande hostilité mutuelle, essentiellement parce que Ben Laden est un fondamentaliste sunnite alors qu'Assad est le leader chiite d'un État laïc. En fait, on soupçonne Al-Qaida d'avoir des liens avec les Frères musulmans syriens, un groupe terroriste islamique en guerre permanente avec le gouvernement baassiste depuis plus de vingt ans [7]. Étant donné que Damas et Washington ont en Al-Qaida un ennemi commun, il

n'est guère surprenant qu'au lendemain du 11 septembre la Syrie ait commencé à fournir à l'administration Bush des renseignements importants sur l'organisation de Ben Laden. Contrairement à la rhétorique sur la guerre planétaire contre la terreur, c'est une erreur de dire que la Syrie soutient le « terrorisme international », à savoir un réseau mondial de groupes et d'États terroristes qui ont pour cibles tout à la fois Israël et les États-Unis. En réalité, la Syrie soutient un ensemble spécifique d'organisations terroristes qui ont pour cible essentielle Israël.

On pourrait défendre l'idée que la Syrie constitue une sérieuse menace pour les États-Unis en raison de son soutien aux rebelles irakiens. Mais, jusqu'ici, personne n'a réussi à prouver que Damas apportait son soutien aux insurgés irakiens, raison pour laquelle, d'ailleurs, l'administration Bush en accuse essentiellement l'Iran, et pas la Syrie. Il est fort probable que la Syrie ferme les yeux sur certains des combattants et des armes qui franchissent sa frontière avec l'Irak. Mais l'attitude très agressive de Washington à l'égard de Damas depuis le 11 septembre constitue une très bonne raison pour les Syriens de vouloir laisser s'enliser l'armée américaine en Irak. Néanmoins, en dernière instance, la Syrie n'est pas la source des problèmes des États-Unis en Irak, et Bachar Al Assad ne trouverait guère d'intérêt à miner l'occupation américaine si Bush et ses lieutenants ne menaçaient pas son régime. La conclusion essentielle, c'est que la Syrie ne constitue pas un danger sérieux pour les États-Unis et qu'elle n'a guère de raisons de chercher querelle à la première puissance mondiale.

En fait, au cours des dernières années, sur nombre de points, Damas a entretenu des relations plutôt positives avec Washington. La Syrie a combattu aux côtés des États-Unis contre l'Irak pendant la première guerre du Golfe, en 1991, et les deux pays ont maintenu des relations cordiales, bien que circonspectes, pendant les années 1990, quand les États-Unis s'efforçaient de promouvoir un accord de paix entre Damas et Tel-Aviv [8]. Le président Clinton s'était même rendu à Damas en octobre 1994 pour rencontrer feu Hafez Al Assad, c'était la première visite en Syrie d'un président américain en vingt ans. À son retour, Clinton avait déclaré : « Je suis allé là-bas parce que j'étais convaincu que nous devions donner une nouvelle impulsion aux négociations, et je suis rentré convaincu que nous avons réussi à le faire [9]. » Plus tard, à l'automne 2002, alors que la Syrie était membre non permanent du Conseil de sécurité, elle a voté en faveur de la résolution 1441, qui prônait le retour des inspecteurs de l'ONU en Irak. Et, bien que l'administration Bush ait joué un rôle clé dans l'éviction de la Syrie du Liban en 2005, pendant longtemps les États-Unis ont compté sur les troupes syriennes pour contrôler la guerre civile (1976-1989) et maintenir la paix sur le territoire libanais [10].

Il est clair que le président syrien Bachar Al Assad n'éprouve aucun intérêt à se poser en ennemi de l'Amérique. Flynt Leverett, ancien fonctionnaire de l'administration Bush et un des principaux spécialistes occidentaux de la Syrie, observe que « Bachar a déclaré à plusieurs reprises qu'il souhaitait améliorer ses relations avec les États-Unis. Cet intérêt est tout à fait dans la ligne de la politique de son père Hafez et correspond à une évaluation réaliste des besoins stratégiques de la Syrie ». Leverett pense également que cette amélioration est « cruciale pour ses ambitions de réforme interne à long terme [11] ». Seymour Hersh, qui a rencontré Bachar Al Assad dans son bureau à Damas en 2003, l'a trouvé fort désireux de parler, car « il voulait changer son image, et l'image de son pays [12] ».

La Syrie a également essayé de négocier un accord de paix avec Israël depuis le début des années 1990. Les deux parties étaient très proches d'un accord début 2000 mais, au dernier moment, Ehud Barak, le Premier ministre israélien de l'époque, a fait marche arrière et les pourparlers ont avorté. Depuis lors, les Syriens ont fait de nombreuses offres dans le but de relancer les négociations et d'essayer de réduire les divergences. Mais les successeurs de Barak – Ariel Sharon et Ehud Olmert – ont refusé les ouvertures syriennes et ont préféré mener une politique de confrontation avec Damas. Ces mêmes dirigeants israéliens ont également incité les États-Unis à traiter la Syrie comme un dangereux adversaire.

Israël et le plateau du Golan

Pour saisir l'essence du complexe ballet qui se joue entre Washington, Tel-Aviv et Damas, ainsi que le rôle qu'y joue le lobby, on doit d'abord essayer de comprendre pourquoi Israël n'est pas passé loin d'un accord de paix avec la Syrie en 2000, mais a refusé de dialoguer avec Bachar Al Assad depuis lors [13].

À la racine du conflit actuel entre Israël et la Syrie, il y a la question du plateau du Golan, qu'Israël a arraché à la Syrie pendant la guerre des Six-Jours, provoquant l'exode de 80 000 habitants syriens. En 1981, le Golan est passé sous le régime des lois israéliennes, ce qui constitue une annexion de fait [14]. Il y a actuellement sur les hauteurs du Golan près de 18 000 colons juifs répartis entre trente-deux colonies et une ville [15]. La Syrie tient absolument à récupérer ce territoire et c'est à cette fin qu'elle soutient des groupes terroristes comme le Hamas et le Hezbollah ; l'armée syrienne est trop faible pour menacer Israël et ces groupes constituent son seul moyen de pression sur l'État hébreu. En 1994, le Premier ministre Yitzhak Rabin a affirmé son accord de principe sur une restitution de la totalité du plateau du Golan à la Syrie en échange d'une complète normalisation des relations entre les deux

pays. D'après la plupart des interprétations autorisées, l'idée générale du « dépôt » de Rabin était la suivante : Israël se retirerait sur la frontière existante au 4 juin 1967 (à la veille de la guerre) et la Syrie cesserait de soutenir le Hezbollah, le Hamas et le Jihad islamique [16].

Rabin fut assassiné un an plus tard, mais ses successeurs – Shimon Pérès et Benjamin Netanyahou – continuaient en principe à s'accorder sur le retrait. Mais Pérès resta trop peu de temps à son poste pour s'engager dans des négociations et Netanyahou, pour diverses raisons, n'en fit pas une priorité. Le successeur de Netanyahou, Ehud Barak, était également prêt à rendre aux Syriens la quasi-totalité du Golan, mais il ne souhaitait pas s'engager à un retrait intégral sur les frontières de 1967 [17].

Dans la seconde moitié des années 1990, les relations entre Israël et la Syrie n'étaient pas foncièrement mauvaises, dans la mesure où les deux pays s'efforçaient par divers canaux de parvenir à un accord. L'administration Clinton était profondément impliquée dans ce processus de négociation et souhaitait faire aboutir une solution définitive, de façon assez similaire à celle dont le président Jimmy Carter avait promu un accord entre l'Égypte et Israël à Camp David en 1979. Ce qui signifie qu'à l'époque les relations entre la Syrie et les États-Unis étaient raisonnablement positives, bien que la Syrie fût une dictature dirigée par un parti unique et que l'administration Clinton se soit publiquement engagée à « propager la démocratie » dans le monde. Les Israéliens voyaient alors d'un bon œil cette relation cordiale entre Damas et Washington, car ils souhaitaient que les États-Unis les aident à résoudre leur contentieux déjà ancien avec la Syrie. C'est ce que soulignait le titre d'un article du *New York Times* au lendemain de la visite de Clinton à Damas, en octobre 1994 : « Les Israéliens comptent sur le voyage de Clinton pour faire avancer leurs relations avec les Syriens [18] ».

À l'automne 1999, le président Clinton était convaincu qu'un accord entre Israël et la Syrie était enfin à portée de main. Début janvier 2000, en réponse à une demande insistante de Barak, il invita les deux camps à se réunir à Shepherdstown, en Virginie occidentale. Mais Barak, qui s'était soudain rendu compte que l'opinion publique israélienne ne voyait pas d'un bon œil la perspective de rendre le Golan à la Syrie, adopta une position inflexible et s'efforça de projeter une image de « dur » en ralentissant le processus. Les négociations échouèrent. Comme devait l'observer ultérieurement Dennis Ross, principal négociateur et bras droit de Clinton pour les affaires moyen-orientales, « si Barak n'avait pas fait marche arrière, il aurait pu y avoir un accord en janvier 2000 [19] ». Deux mois plus tard, une rencontre entre Hafez Al Assad et Bill Clinton tourna court, essentiellement parce que le président syrien n'avait plus confiance en Barak. Pour Clinton, il est clair que les responsables de l'échec des négociations étaient les Israéliens, pas les Syriens [20].

Sharon remplaça Barak au poste de Premier ministre en février 2001. Ce changement détériora considérablement les relations israélo-syriennes et, par voie de conséquence, les relations entre Damas et Washington. Contrairement à ses quatre prédécesseurs, Sharon n'avait aucune intention de restituer le plateau du Golan. « Même dans mes moments de fantaisie les plus fous, je n'aurais jamais accepté une telle concession », déclara-t-il [21]. Le successeur de Sharon, Ehud Olmert, s'est également prononcé sans ambiguïtés : « Le plateau du Golan restera en notre possession pour toujours [22]. »

Cette insistance à conserver un territoire disputé comme partie intégrante d'Israël jouit d'un ample soutien au sein de la droite israélienne. Quand Javier Solana, le secrétaire général du Conseil de l'Union européenne, déclara en mars 2007 qu'il souhaitait aider la Syrie à récupérer le territoire qu'elle avait perdu en 1967, un député du Likoud, Yisraël Katz, rétorqua : « Israël n'abandonnera jamais le plateau du Golan ; cette région fait partie intégrante d'Israël et est vitale pour sa sécurité et sa protection [23]. » En outre, Benjamin Netanyahou est désormais lui aussi apparemment convaincu qu'Israël doit rester sur le Golan [24]. Quant à l'opinion publique israélienne, elle est clairement en faveur de la conservation de ce territoire ; un sondage publié en décembre 2006 indique que 64 % des Israéliens sont opposés à un retrait du Golan, même en échange d'une paix définitive avec la Syrie. Seuls 19 % des personnes interrogées étaient favorables à un accord. Un sondage antérieur, début octobre 2006, donnait des résultats similaires : 70 % opposés à un retrait intégral en échange de la paix contre 16 % en faveur [25].

Malgré cette farouche résistance à l'abandon du Golan, il existe au sein des cercles dirigeants israéliens un degré important de soutien à la négociation d'un accord avec la Syrie. C'est particulièrement vrai chez les militaires. Le chef d'état-major de Tsahal a ainsi déclaré en 2004 qu'Israël était capable de se défendre sans le plateau du Golan et serait plus en sécurité s'il signait un traité de paix avec la Syrie [26]. Non seulement l'État hébreu bénéficierait de la normalisation de ses relations avec un ennemi de longue date, mais le Hezbollah, le Hamas et le Jihad islamique perdraient le soutien de Damas. Dans le cas du Hezbollah, la perte du soutien syrien rendrait également beaucoup plus difficile son approvisionnement en armes par l'Iran. Plus important encore, la Syrie pourrait utiliser sa considérable influence au Liban pour modérer le Hezbollah. Ces arguments ont acquis une force supplémentaire après la guerre libanaise de l'été 2006, qui a vu le Hezbollah résister avec succès à l'armée israélienne. Face à cette situation, un certain nombre de hauts responsables israéliens, dont un ancien chef d'état-major et un ancien dirigeant du Shin Bet, ont créé une organisation qu'ils ont baptisée « Forum pour une initiative de paix avec la Syrie ». Son objectif est de convaincre le gouvernement israélien de répondre aux ouvertures

diplomatiques syriennes et, si possible, de parvenir à un accord de paix entre Damas et Jérusalem [27]. Le quotidien *Ha'aretz* a aussi fortement manifesté son soutien à des négociations avec Damas, de même que le ministre de la Défense d'Olmert, Amir Peretz [28]. Cette approche a toutefois été fermement rejetée tant par Olmert que par Sharon.

Étant donné que, pour l'instant, les dirigeants israéliens n'ont pas l'intention de rendre le Golan à la Syrie, ils n'ont aucun intérêt à relancer les négociations de paix avec Damas [29]. Qu'auraient-ils d'ailleurs à négocier ? Pour justifier leur intransigeance, ils dépeignent la Syrie comme un « État voyou » auquel on ne peut pas faire confiance et qui ne comprend que la force. Rien d'étonnant à ce que l'ambassadeur syrien à Washington ait déclaré début 2004 que « plus nous parlons de paix, plus nous sommes attaqués [30] ». Pour les dirigeants actuels d'Israël, c'est la confrontation et non pas la coopération qui constitue la meilleure stratégie à l'égard de la Syrie. Ces mêmes dirigeants ont aussi un intérêt évident à ce que l'administration Bush perçoive la Syrie sous le même jour. Ainsi, contrairement à la fin des années 1990, quand Israël encourageait la coopération avec Damas, depuis 2001 l'État Juif et ses nombreux partisans aux États-Unis ont déployé tous leurs efforts pour convaincre la Maison-Blanche de traiter la Syrie comme un dangereux ennemi.

La Syrie continue à nourrir l'espoir de récupérer le Golan, et elle a tenté à plusieurs reprises de relancer les pourparlers avec Israël et de négocier un accord de paix conforme aux grandes lignes du « dépôt » de Rabin [31]. Mais les dirigeants israéliens ont refusé de seulement envisager un dialogue avec la Syrie. Après une offre de paix syrienne début décembre 2003, le correspondant militaire de *Ha'aretz*, Ze'ev Schiff, observait que « le plus étonnant dans la proposition du président syrien de relancer les pourparlers avec Israël, c'est la réponse des dirigeants israéliens... Le Premier ministre Ariel Sharon est resté muet. Pas un seul mot n'est sorti de sa bouche... Dans le passé, nous avions toujours nourri l'espérance qu'on nous ferait de telles offres [32] ».

Dans une interview publiée à la mi-décembre 2006 par le quotidien italien *La Repubblica*, le président Bachar Al Assad invitait Olmert à négocier avec lui : « Parlez avec la Syrie, et, comme le disent nombre d'Israéliens, même si vous pensez que c'est un bluff, vous n'avez rien à perdre [33]. » À la même époque, le ministre syrien des Affaires étrangères déclarait au *Washington Post* que son pays était disposé à dialoguer avec Israël sans aucune condition préalable. C'était là une évolution considérable de la position de Damas [34]. Olmert a rejeté cette opportunité d'engager des pourparlers et s'est défaussé sur le président Bush, qui, d'après lui, lui avait interdit de négocier avec la Syrie [35]. À en croire ces propos du Premier ministre, donc – propos

repris par nombre d'autres Israéliens –, la seule chose qui l'empêchait de parler avec Assad, c'était sa loyauté à l'égard de Bush.

Cet argument n'est pas très convaincant. Non seulement l'ambassadeur américain a démenti que Washington ait empêché Israël de dialoguer avec la Syrie, mais les Israéliens n'ont pas pour habitude de recevoir des ordres d'un président américain, quel qu'il soit, quand leurs intérêts vitaux sont en jeu [36]. Plus important encore, il n'existe guère de preuve qu'Olmert souhaitait sincèrement engager des pourparlers de paix avec la Syrie. Un haut fonctionnaire israélien a ainsi expliqué au journaliste de *Ha'aretz* Aluf Benn que son gouvernement « n'a jamais demandé à Washington la permission de dialoguer avec la Syrie, pour la bonne raison qu'il n'a pas encore décidé s'il souhaite le faire [37] ». Le refus du Premier ministre de négocier n'a rien de surprenant : comme l'observe le ministre de la Défense Peretz, dans un accord « il y a toujours un prix à payer ». En l'occurrence, le prix à payer est l'abandon du Golan, une concession à laquelle Olmert est opposé. Si Olmert allègue comme prétexte la pression soi-disant exercée par Bush, écrit Gideon Samet dans *Ha'aretz*, c'est « parce qu'il n'avouera jamais le vrai motif de sa décision : il ne veut pas descendre du plateau du Golan [38] ».

De nouvelles preuves du désir de paix de la Syrie et de la mauvaise volonté d'Israël ont été apportées en janvier 2007, quand la presse israélienne a révélé que Syriens et Israéliens avaient eu plusieurs réunions secrètes en Europe entre septembre 2004 et juillet 2006, dans le but de formuler une proposition d'accord entre les deux pays. Ces rencontres n'avaient pas de caractère officiel et n'impliquaient – des deux côtés – aucun haut fonctionnaire ayant pouvoir de décision politique. Mais les deux gouvernements étaient tenus au courant de ces échanges et, d'après *Ha'aretz*, « le médiateur européen et le représentant de la Syrie participant à ces discussions ont organisé huit rencontres séparées avec des hauts responsables syriens, dont le vice-président Farouk Shara, le ministre des Affaires étrangères Walid Muallem et un officer de renseignement ayant le rang de "général" [39] ». Les deux camps parvinrent à un accord invitant, une fois de plus, Israël à se replier sur les frontières du 2 juin 1967 et la Syrie à cesser de soutenir le Hamas et le Hezbollah, et même à « prendre ses distances avec l'Iran ». Les pourparlers prirent fin quand les Syriens proposèrent de les faire passer à un niveau « officiel ». Le gouvernement d'Olmert s'y opposa.

En avril 2007, quand Nancy Pelosi rendit visite au président Bachar Al Assad à Damas, elle lui dit qu'Olmert, qu'elle avait rencontré précédemment en Israël, « [était] prêt à relancer les négociations et à parler de paix [40] ». Mais Pelosi avait mal interprété la position d'Olmert, et le gouvernement israélien lui fit savoir sans ambiguïtés qu'il n'était nullement intéressé par un dialogue avec la Syrie, pays qu'il dénonçait officiellement comme

« faisant partie de l'axe du mal et encourageant le terrorisme dans tout le Moyen-Orient[41] ».

La position d'Olmert sur le Golan pouvait bien sûr évoluer. Des articles de presse signalèrent ainsi début juin 2007 qu'il souhaitait peut-être ouvrir des négociations avec la Syrie, même si Shimon Pérès déclara immédiatement que la Syrie n'était pas prête à des discussions sérieuses[42]. Il est bien possible que les futurs dirigeants d'Israël soient prêts un jour, comme Yitzhak Rabin, à échanger ce territoire contre la paix. Nous n'affirmons pas ici qu'Israël refusera toujours de rendre le Golan. Nous disons seulement que la politique israélienne à l'égard de Damas – quelle qu'elle soit – détermine largement celle des États-Unis à l'égard de la Syrie – et non l'inverse.

Étant donné la forte opposition d'Israël à toute négociation avec la Syrie depuis l'arrivée au pouvoir d'Ariel Sharon en février 2001, il n'est guère surprenant que l'administration Bush, elle-même arrivée au pouvoir un mois plus tôt, ait depuis lors dépensé une énergie considérable à isoler le régime d'Assad et faire pression sur lui. On pourrait nous rétorquer que nous négligeons le fait que la Syrie continue à soutenir des organisations terroristes telles que le Hamas et le Hezbollah et, par conséquent, mérite pleinement d'être traitée comme un État voyou par le président Bush. Ce serait oublier qu'aucun de ces groupes terroristes ne menace les intérêts vitaux des États-Unis, et que Damas ne les soutient que parce qu'ils sont les seuls atouts dont les Syriens disposent pour faire pression sur Israël dans l'espoir de récupérer le Golan. Israël pourrait mettre fin aux liens de la Syrie avec le Hamas et le Hezbollah en signant un accord de paix avec Damas. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les dirigeants israéliens acceptaient de négocier avec la Syrie pendant les années 1990, alors que ce pays soutenait les mêmes groupes terroristes qu'aujourd'hui.

Comme nous l'avons déjà signalé, cette politique d'ostracisme radical envers la Syrie n'a pas été sans susciter de fortes résistances au sein même de l'administration américaine. La CIA et le Département d'État, en particulier, n'ont pas manqué de souligner que cette confrontation avec Damas leur paraissait stratégiquement inopportune. Mais Israël et le lobby étaient convaincus du contraire, et ce sont finalement eux qui l'ont emporté auprès de Bush. Examinons de plus près l'évolution de la politique américaine envers la Syrie depuis le 11 septembre.

Israël et la Syrie après le 11 septembre

Dès le départ, Sharon et ses collaborateurs firent bien comprendre à l'administration Bush qu'ils considéraient la Syrie comme une dangereuse menace non seulement pour Israël mais aussi pour les États-Unis[43].

Cependant, ils n'insistèrent pas pour que la Maison-Blanche adopte leurs objectifs antisyriens avant mars 2003, essentiellement parce qu'ils étaient plus préoccupés par l'Iran, mais aussi parce qu'ils étaient favorables à l'invasion de l'Irak et ne souhaitaient pas que l'attention de Washington soit distraite par d'autres problèmes. Mais, dès la chute de Bagdad, à la mi-avril 2003, les dirigeants israéliens commencèrent à inciter les États-Unis à se concentrer sur Damas et à faire usage de leur supériorité incontestée pour changer le comportement du régime, voire le régime lui-même [44].

Sharon exposa ses exigences dans une interview remarquée au quotidien *Yedioth Aharonoth* le 15 avril 2003. D'après le Premier ministre israélien, le président syrien Bachar Al Assad était un « homme dangereux, incapable d'un jugement sain », et qui aurait permis à Saddam de dissimuler des équipements militaires irakiens en Syrie juste avant le début de la guerre. Sharon appelait les États-Unis à exercer une « très forte pression » sur la Syrie afin d'obliger Assad à mettre fin à son soutien au Hamas et au Jihad islamique ; expulser les Gardiens de la Révolution iraniens de la plaine de la Bekaa, au Liban ; cesser de coopérer avec l'Iran ; obliger le Hezbollah à se retirer de la frontière israélo-libanaise et le remplacer par l'armée libanaise ; et, enfin, éliminer les missiles du Hezbollah visant Israël [45]. Face à un catalogue de revendications aussi péremptoire, un diplomate israélien de haut rang fit la remarque que Sharon ferait mieux d'adopter un profil plus discret au moment de prodiguer des conseils sur les relations entre Damas et Washington [46].

Mais Sharon n'était pas le seul haut responsable israélien à demander à l'administration Bush de durcir le ton avec la Syrie. Le ministre de la Défense Shaul Mofaz déclarait ainsi à *Ma'ariv* le 14 avril : « Nous avons une longue liste d'exigences à l'égard des Syriens, et il nous semble approprié qu'elles soient transmises par l'intermédiaire des Américains [47]. » En particulier, Mofaz voulait que la Syrie interrompe toute forme d'aide au Hamas et au Jihad islamique et démantèle le Hezbollah. Deux semaines plus tard, le conseiller pour la Sécurité nationale de Sharon, Ephraim Halevy, se rendit à Washington et encouragea les responsables américains à prendre, selon les termes rapportés par Ori Nir, de *Forward*, « des mesures décisives » contre la Syrie. Non content de sonner l'alarme à propos des armes de destruction massive syriennes, Halevy aurait décrit Bachar Al Assad comme « irresponsable » et « insolent » [48]. Le 3 mai, dans une conférence prononcée devant le WINEP, il déclara qu'Assad « succombait fréquemment à de mauvaises influences » et qu'« on ne pouvait pas fermer les yeux sur ses machinations ». « Avant d'arriver à la guerre, ajoutait Halévy, il y a toute une gamme de mesures qui peuvent être prises pour limer les crocs du jeune, arrogant et immature président syrien [49]. »

Une fois Saddam éliminé, Israël entreprit de convaincre l'administration Bush que la Syrie était au moins aussi dangereuse que l'Irak. Il suffit d'un bref examen du potentiel de la Syrie pour se rendre compte de l'absurdité d'une telle affirmation : il s'agit, après tout, d'un pays de moins de dix-neuf millions d'habitants doté d'un budget militaire équivalent à 1/300e de celui des États-Unis. Et pourtant le stratège israélien Yossi Alpher annonçait désormais que, du point de vue de l'État hébreu, « la Syrie avait un fort pouvoir de nuisance, beaucoup plus fort que l'Irak ». Le *Washington Post* rapportait pour sa part à la mi-avril 2003 que Sharon et Mofaz s'employaient à attiser la campagne contre la Syrie en abreuvant les États-Unis de rapports secrets sur les agissements du président Bachar Al Assad [50].

Dans ses efforts pour diaboliser la Syrie et inciter les États-Unis à faire monter la pression, Israël accusa Damas d'avoir donné asile à de hauts responsables du régime de Saddam et, pis encore, de dissimuler sur son sol des ADM irakiennes [51]. En août 2003, lorsqu'un camion-suicide fit sauter le quartier général des Nations unies à Bagdad, l'ambassadeur d'Israël auprès de l'ONU provoqua un incident diplomatique en suggérant que c'était la Syrie qui avait fourni le véhicule piégé [52]. Dans une veine tout à fait similaire, Itamar Rabinovich, l'ancien ambassadeur israélien aux États-Unis, déclara à Seymour Hersh qu'« il se demandait [...] si, étant donné la qualité de leurs sources, les Syriens n'avaient pas eu vent de la conspiration du 11 septembre – et omis d'en avertir les États-Unis [53] ». On ne voit guère sur quoi s'appuient des accusations aussi alarmantes, mais le simple fait de les formuler montre à quel point Israël était déterminé à entraîner les États-Unis dans une confrontation avec un autre régime arabe.

Le lobby et Damas après le 11 septembre

Il vaut la peine de signaler que d'importantes figures du lobby avaient la Syrie dans le collimateur bien avant l'attentat contre les Tours jumelles. Dès 1996, Damas était en effet une des principales cibles du rapport « Une rupture nette », rédigé par un groupe de néoconservateurs américains à destination du futur Premier ministre Netanyahou. Par ailleurs, en mai 2000, Daniel Pipes et Ziad Abdelnour, dirigeants de l'U.S. Committee for a Free Lebanon (Comité américain pour un Liban libre, USCFL), avaient rédigé un rapport invitant le gouvernement des États-Unis à recourir à la menace militaire pour obliger la Syrie à retirer ses troupes du Liban, à se débarrasser de ses ADM et à cesser de soutenir le terrorisme [54]. L'USCFL est un proche parent du lobby ; on compte de nombreux néoconservateurs parmi ses animateurs et ses sympathisants, dont Elliott Abrams, Douglas Feith, Richard Perle et David Wurmser. Ils sont d'ailleurs tous cosignataires du rapport de

mai 2000, de même que le Congressiste démocrate pro-israélien Eliot Engel, autre membre clé de l'USCFL [55].

Pendant les années Clinton, ces exhortations n'avaient pas une grande influence sur la Maison-Blanche, essentiellement parce que Israël recherchait alors un accord de paix avec la Syrie. Si l'on exclut ces quelques partisans de la ligne dure, la plupart des groupes liés au lobby n'avaient guère de raisons de remettre en cause la politique de Clinton envers la Syrie, étant donné que l'approche de la Maison-Blanche tendait alors à refléter celle d'Israël. Mais, quand Sharon accéda au pouvoir en 2001, la politique syrienne d'Israël connut un tournant radical. En réponse, un certain nombre de groupes liés au lobby commencèrent à faire pression en faveur d'une politique plus agressive envers Damas.

Au printemps 2002, alors que l'Irak était en train de passer au premier plan, l'AIPAC s'employait parallèlement à promouvoir une législation visant à intégrer officiellement la Syrie à l'« axe du mal ». C'est ainsi qu'Eliot Engel introduisit au Congrès le *Syria Accountability Act* [56], qui menaçait la Syrie de sanctions, toujours au nom des mêmes objectifs : retrait du Liban, élimination des ADM et fin du soutien au terrorisme [57]. Ce projet de loi, qui exigeait aussi de la Syrie et du Liban qu'ils prennent des mesures concrètes pour parvenir à un accord de paix avec Israël, était fortement appuyé par plusieurs groupes appartenant au lobby – en particulier l'AIPAC – et « élaboré », selon la Jewish Telegraphic Agency (JTA), « par certains des meilleurs amis d'Israël au sein du Congrès ». La JTA rapporta également que « son plus ardent partisan au sein de l'administration » était Elliott Abrams, lequel, nous l'avons vu, a des contacts fréquents avec Olmert [58].

Si l'administration Bush s'opposa au *Syria Accountability Act* au printemps 2002, c'est d'une part parce qu'elle craignait que cette initiative ne sape ses efforts pour « vendre » l'invasion de l'Irak, et d'autre part parce qu'elle aurait pu inciter les services secrets syriens à cesser de fournir à Washington des renseignements utiles sur Al-Qaida. Le Congrès accepta donc de mettre ce projet de loi en veilleuse tant que la question irakienne ne serait pas réglée.

Mais, dès la chute de Bagdad en avril 2003, le lobby relança sa campagne contre la Syrie. Encouragés par ce qui avait alors tout l'air d'une victoire décisive en Irak, certains partisans d'Israël n'étaient plus disposés à se satisfaire d'un simple changement de comportement de la part de Damas. Ce qu'ils voulaient désormais, c'était en finir avec le régime de Bachar Al Assad. Paul Wolfowitz déclarait alors qu'« un changement de régime était indispensable en Syrie », et Richard Perle confiait à un journaliste que « nous pourrions délivrer un message très bref, un message de cinq petits mots [aux autres régimes hostiles du Moyen-Orient] : "C'est votre tour maintenant" [59] ». Les faucons du Defense Policy Board, dirigé par Perle et comptant

entre autres dans ses rangs Kenneth Adelman, Eliot Cohen et James Woolsey, étaient eux aussi partisans de la ligne dure envers la Syrie [60].

Outre Abrams, Perle et Wolfowitz, l'autre haut fonctionnaire clé favorable à un changement de régime en Syrie était le secrétaire d'État adjoint John Bolton. Un mois avant l'invasion de l'Irak, le futur ambassadeur à l'ONU avait en effet garanti aux dirigeants israéliens que le président Bush s'occuperait de la Syrie, ainsi que de l'Iran et de la Corée du Nord, dès le lendemain de la chute de Saddam [61]. À cette fin, Bolton se serait dit-on apprêté à déclarer devant le Congrès, vers la mi-juillet, que le programme syrien de fabrication d'ADM était en passe de constituer une sérieuse menace pour la stabilité du Moyen-Orient et devait être stoppé le plus vite possible. Mais la CIA et d'autres organismes gouvernementaux contrecarrèrent la manœuvre de Bolton et soutinrent qu'il exagérait le danger à dessein. En conséquence, le gouvernement ne laissa pas Bolton exposer ses arguments contre la Syrie [62]. Cela ne découragea pas ce dernier pour longtemps. En septembre 2003, lors d'une audience devant le Congrès, il s'employa à décrire la Syrie comme menaçant de façon croissante les intérêts américains au Moyen-Orient [63].

Début avril, le WINEP publia un rapport bipartisan indiquant que la Syrie « ferait bien d'enregistrer le message que les pays qui imitent le comportement téméraire, irresponsable et insolent de Saddam risquaient fort de connaître le même sort que lui [64] ». Le 15 avril, le journaliste israélo-américain Yossi Klein Halevi écrivit dans le *Los Angeles Times* un article intitulé « Prochaine étape : serrer la vis à la Syrie ». Ce même jour, le néoconservateur Frank Gaffney, animateur du Center for Security Policy, expliquait dans le *Washington Times* que l'administration Bush devait employer « tous les moyens nécessaires – y compris la force militaire – pour obtenir un changement de comportement et/ou de régime à Damas [65] ». Le lendemain, Zev Chafets, autre journaliste israélo-américain et ex-chef du bureau de presse du gouvernement israélien, publiait dans le *New York Daily News* un article intitulé « La Syrie, amie du terrorisme, a elle aussi besoin d'un changement ». Soucieux de ne pas être en reste, Lawrence Kaplan écrivait dans la *New Republic* le 21 avril que le leader syrien Bachar Al Assad représentait une sérieuse menace pour l'Amérique [66].

Les accusations formulées contre la Syrie ressemblaient étonnamment à celles lancées précédemment contre Saddam. Dans un commentaire publié par *National Review Online*, l'analyste conservateur Jed Babbin soutenait que, même si l'armée d'Assad était un tigre de papier, le président syrien restait un « homme excessivement dangereux ». Babbin s'appuyait sur une « source israélienne » qui lui avait confié que « l'état-major et les services de renseignements israéliens sont convaincus qu'Assad est prêt à prendre des risques qu'aucun leader prudent ne prendrait » et que, par conséquent, « le

caractère imprévisible d'Assad est en lui-même un grand danger »[67]. Marc Ginsberg, ancien ambassadeur des États-Unis au Maroc, alertait pour sa part l'opinion sur le fait que « les Syriens étaient en train de fabriquer clandestinement des armes de destruction massive et d'armer des batteries de missiles et de fusées[68] ». Et, tout comme leurs homologues israéliens, les partisans américains d'Israël laissaient entendre que la Syrie dissimulait les ADM de Saddam sur son sol. « Je ne serais pas surpris, déclarait alors Engel, si les armes de destruction massive que nous n'arrivons pas à trouver en Irak avaient pris le chemin de la Syrie[69]. »

Engel présenta de nouveau le *Syria Accountability Act* devant le Congrès le 12 avril[70]. Trois jours plus tard, Richard Perle invitait les Congressistes à voter en sa faveur[71]. Mais l'administration Bush restait toujours assez tiède et réussit à le bloquer une seconde fois. À la mi-août, Engel se rendit en Israël accompagné d'un groupe de politiciens et de dirigeants de la communauté juive. Il eut une réunion d'une heure et demie avec Ariel Sharon dans son bureau de Jérusalem. Le Premier ministre israélien se plaignit à ses visiteurs de ce que les États-Unis n'exerçaient pas une pression suffisante sur Damas, tout en remerciant Engel d'avoir parrainé le *Syria Accountability Act* et en l'encourageant à redoubler d'efforts pour le faire approuver par ses collègues congressistes[72]. Le mois suivant, Engel, qui ne cachait pas qu'il « en avait assez [...] des tergiversations de l'administration à propos de la Syrie », relança son projet de loi. Avec le soutien total de l'AIPAC, il commença à aller à la chasse aux voix[73]. Face à une telle pression du lobby, Bush ne pouvait plus guère résister, et la législation antisyrienne fut finalement approuvée par une majorité écrasante : 398 voix contre 4 à la Chambre des représentants et 89 contre 4 au Sénat. La signature présidentielle lui donna force de loi le 12 décembre 2003[74].

Pourquoi Bush a-t-il hésité ?

Malgré le vote ultra-majoritaire du Congrès, l'administration Bush était profondément divisée sur la pertinence de cette politique. Si des néoconservateurs comme Perle, Bolton et Wolfowitz étaient prêts à affronter Damas, on l'a vu, l'opposition était forte au sein du Département d'État et de la CIA[75]. Et même le président n'était guère enthousiaste, comme en témoigne la description que faisait alors la JTA de son attitude face au *Syria Accountability Act* : « Bush y a apposé sa signature un vendredi soir, un moment que l'administration réserve aux activités sur lesquelles elle préfère maintenir la plus grande discrétion possible, et la déclaration officielle de la Maison-Blanche à ce sujet était d'une tiédeur exceptionnelle, du genre : "C'est bien parce que j'y suis obligé que je fais ça"[76]. » Même après avoir signé, Bush ne

manqua pas de signaler qu'il ne se hâterait pas d'appliquer ladite législation [77].

Le président avait de bonnes raisons d'être ambivalent, et pas seulement en raison des renseignements importants fournis par les Syriens sur Al-Qaida. Damas avait aussi prévenu Washington d'une attaque terroriste dans le Golfe [78] et permis aux enquêteurs de la CIA d'accéder à Mohamed Zammar, l'homme soupçonné d'avoir recruté certains des auteurs des attentats du 11 septembre. Flynt Leverett, qui travaillait alors avec Bush à la Maison-Blanche, signale que le président, « dans ses communications avec Bachar, qu'il s'agisse de courriers ou de conversations téléphoniques, ne manquait jamais de remercier la Syrie pour sa coopération avec les États-Unis contre Al-Qaida [79] ». Prendre pour cible le régime d'Assad, c'était remettre en question ces précieuses relations et entraver la campagne contre le terrorisme international en général et contre Al-Qaida en particulier.

Bush était également conscient que la Syrie ne constituait pas une menace pour les États-Unis, même en supposant qu'elle apporte une certaine aide aux rebelles irakiens. Bachar Al Assad était en réalité fort désireux de coopérer avec Washington ; si l'on en croit Seymour Hersh, le chef des services de renseignements de l'armée syrienne avait même fait passer à Washington le message que son pays était prêt à discuter discrètement des possibilités de limiter les activités militaires et politiques du Hezbollah [80]. Choisir la confrontation, c'était renforcer l'image d'Américains brutaux et obsédés par un désir insatiable de tourmenter les pays arabes. C'était aussi fournir à Damas d'excellentes raisons de jouer les trouble-fête en Irak. Même si le président souhaitait faire pression sur la Syrie, le simple bon sens conseillait d'attendre pour ce faire que la situation irakienne soit stabilisée.

Bien entendu, les néoconservateurs au sein de l'administration étaient opposés à toute forme de coopération avec la Syrie. Même les renseignements sur Al-Qaida fournis par Damas ne les satisfaisaient pas. Comme le signale Leverett, « les néoconservateurs en poste au Secrétariat d'État à la Défense et à la vice-présidence étaient contre l'aide syrienne ; ils soutenaient qu'en l'acceptant, on créait un sentiment de dette à l'égard de Damas qui ne pouvait qu'inhiber la capacité de réaction des États-Unis face à un État qui parrainait le terrorisme [81] ». Mais George W. Bush ne faisait pas grand cas de ces arguments. Bien au contraire, en avril 2003, alors que les États-Unis semblaient avoir emporté une victoire majeure en Irak et que la rumeur colportait que le tour de Damas était venu, le président avait ordonné au Pentagone de s'abstenir d'élaborer des plans de guerre contre la Syrie [82]. Vu l'évolution catastrophique de la situation en Irak, on peut être certain qu'il n'a pas changé d'avis à cet égard depuis ces jours d'euphorie prématurée. De même, et comme il l'avait promis au moment de le signer, il s'est employé à freiner l'application du *Syria Accountability Act*, au grand

dam des partisans les plus acharnés d'Israël. Au printemps 2004, la patience d'Engel et de certains de ses collègues congressistes était à bout : si Bush continuait à temporiser, ils menaçaient de présenter une version encore plus agressive de leur projet de loi [83].

Contrairement aux allégations d'Olmert, et si l'on en croit les informations publiées par les médias à ce sujet depuis quelques années il y a même divers indices selon lesquels l'administration Bush pourrait réagir positivement si Israël acceptait une offre syrienne de relancer les pourparlers de paix. Ainsi, par exemple, en décembre 2003, Ze'ev Schiff écrivait que, « si l'on en croit diverses sources américaines bien au fait des idées de l'administration [Bush], celle-ci aurait réagi de façon positive à l'acceptation par Israël de l'offre d'Assad. Les États-Unis ne cherchent pas à tout prix à déclencher une confrontation militaire avec Damas et sont prêts à laisser Assad s'engager sur la voie du dialogue [84] ». Un mois plus tard, Aluf Benn écrivait dans *Ha'aretz* que de « hauts responsables américains » avaient dit aux Israéliens que les États-Unis « n'émettraient pas d'objections si Israël décidait d'accepter l'offre de relance des négociations du président syrien Bachar Al Assad ». Benn observait cependant qu'« Israël avait reçu des signaux contradictoires de la part de fonctionnaires situés à un échelon inférieur de l'administration [85] ». D'autres sources affirment que Washington était opposé à ce qu'Israël dialogue la Syrie [86]. La ligne définitive de l'administration Bush en matière de politique syrienne est difficile à discerner, vu la guérilla constante entre hauts fonctionnaires de diverses sensibilités sur cette question et l'existence d'intérêts divergents.

Même si Bush n'a pas pris de mesures sérieuses pour renverser Bachar Al Assad, le lobby l'a poussé à promouvoir envers la Syrie une attitude plus agressive que celle qu'il aurait spontanément adoptée [87]. Chaque fois qu'ils parlaient de Damas, le président et ses principaux conseillers n'ont cessé de recourir à une rhétorique de confrontation ou à proférer des menaces voilées. Ils ont accusé à plusieurs reprises la Syrie de soutenir les rebelles irakiens, et ils n'ont pas hésité non plus à lui attribuer la responsabilité de tout ce qui allait mal au Liban. Bush n'a fait aucun effort pour forger une relation pragmatique avec Damas ou du moins pour améliorer cette relation. Du sein même de l'administration ou de l'extérieur, les néoconservateurs n'ont cessé d'inviter le gouvernement à faire usage de la force contre le régime d'Assad. Cette exhortation permanente à l'intervention militaire a été particulièrement manifeste pendant la guerre du Liban de l'été 2006 [88]. Au lendemain du conflit, Meyrav Wurmser, qui anime le Center for Middle East Policy de l'Hudson Institute, signalait que ses collègues néoconservateurs étaient très en colère contre le gouvernement israélien « parce qu'il avait refusé d'affronter directement les Syriens. Au lieu d'attaquer le Hezbollah,

nombreux étaient ceux qui, au sein de l'administration américaine, estimaient qu'Israël aurait dû s'en prendre au véritable ennemi, à savoir la Syrie [89] ».

Conclusion

Malheureusement, l'approche de la question syrienne en termes de confrontation n'a eu que des conséquences négatives pour les États-Unis, et elle nuit également aux intérêts à long terme d'Israël. Pour commencer, la Syrie a cessé de fournir des renseignements sur Al-Qaida à Washington [90]. Bachar Al Assad n'a pratiquement rien fait pour aider les États-Unis à venir à bout des rebelles irakiens, et il est même possible qu'il s'emploie à affermir sa propre position en attisant le feu de l'insurrection [91]. Après tout, si les troupes américaines restent enlisées dans le bourbier irakien, il y a peu de chances qu'elles s'en prennent à la Syrie. Damas continue également à soutenir le Hezbollah et a souscrit une alliance tacite avec l'Iran, ce qui rend plus difficiles le maintien de la paix au Liban et l'effort de dissuader Téhéran d'acquérir des armes nucléaires. Rien de tout cela n'est bon pour les États-Unis, mais les partisans de la ligne dure liés au lobby insistent sur la politique de confrontation et s'empressent de critiquer quiconque propose une approche différente.

Et pourtant, dans le sillage de la débâcle israélienne au Liban pendant l'été 2006, et surtout au vu de la situation désastreuse à laquelle font face les États-Unis en Irak, George W. Bush se voit maintenant soumis à des pressions significatives en faveur d'un dialogue avec la Syrie [92]. Ce dans l'espoir que Damas contribue à la stabilisation de la situation irakienne, facilite le retrait des troupes américaines et contribue à instaurer un semblant d'ordre en Irak. Il est aussi question de la convaincre de lui faire renoncer à son alliance avec l'Iran et d'affaiblir le Hezbollah. Nous l'avons vu, un certain nombre de Congressistes, dont la présidente de la Chambre des représentants Nancy Pelosi, ont défié l'administration Bush et se sont rendus à Damas pour y rencontrer le président Bachar Al Assad. Leur objectif est d'améliorer les relations entre la Syrie et les États-Unis, comme le recommande le Groupe d'étude sur l'Irak, ce qui faciliterait le traitement de nombre de thèmes concernant la sécurité régionale.

Mais les dirigeants israéliens – qui semblent déterminés à ne pas céder le Golan – n'ont aucun intérêt à voir les États-Unis établir des relations de coopération avec la Syrie [93]. Les groupes les plus puissants du lobby partagent le point de vue d'Israël et ont déployé – avec succès pour l'instant – tous leurs efforts pour entraver une évolution positive des relations Washington-Damas. En conséquence, les États-Unis continuent à mener une politique

syrienne parfaitement absurde du point de vue stratégique, et ils persisteront dans cette voie jusqu'au jour où Israël sera gouverné par un Premier ministre semblable à Yitzhak Rabin, qui comprenait qu'échanger le plateau du Golan contre la paix était susceptible d'améliorer sensiblement la position stratégique de son pays.

La conclusion est simple : sans l'influence du lobby, le *Syria Accountability Act* n'aurait jamais vu le jour et la politique syrienne de Washington aurait été plus conforme à l'intérêt national des États-Unis. À quoi l'on peut ajouter qu'une politique différente aurait fort bien pu aboutir à un traité de paix syro-israélien, lequel aurait renforcé la légitimité et la suprématie régionale d'Israël et réduit le soutien international à ses ennemis les plus violents, les plus déterminés et les plus récalcitrants : le Hamas, le Hezbollah et le Jihad islamique.

Cette approche erronée de la question syrienne n'est pas la seule instance d'interférences du lobby en faveur d'une politique de confrontation contre-productive, ce au détriment des États-Unis aussi bien que d'Israël. L'histoire récente de la politique américaine envers Téhéran est fort similaire. Elle est l'objet du chapitre suivant.

10

L'Iran dans le collimateur

Les relations difficiles entre les États-Unis et l'Iran datent de la révolution de 1979, qui a instauré la République islamique. Au regard des interventions américaines en Iran – en particulier le coup d'État de 1953 qui a débouché sur la restauration du Shah Reza Pahlavi – et du soutien du nouveau régime à toute une série de groupes radicaux, il n'est guère surprenant qu'une suspicion profonde entache les relations entre les deux pays, qui n'ont coopéré qu'à de rares occasions.

L'Iran présente pour les États-Unis et Israël un défi stratégique beaucoup plus sérieux que la Syrie. Damas et Téhéran soutiennent tous deux le Hezbollah, le Hamas et le Jihad islamique, et tous deux sont des ennemis d'Al-Qaida. Les deux pays possèdent également des armes chimiques, et il est possible qu'ils disposent aussi d'armes biologiques, même s'il n'en existe pas de preuve formelle. Cependant, il y a trois différences fondamentales entre l'Iran et la Syrie.

Premièrement, l'Iran tente actuellement de maîtriser l'intégralité du cycle du combustible nucléaire, ce qui lui permettrait à terme de pouvoir fabriquer des armes nucléaires. Il est également en train de développer des missiles susceptibles de transporter des têtes nucléaires menaçant ses voisins, y compris Israël [1]. C'est la raison pour laquelle les Israéliens présentent souvent l'Iran comme une menace « existentielle ». Les missiles iraniens ne sont pas capables pour l'heure d'atteindre le territoire des États-Unis, et ils ne sont pas près de le faire, mais les armes susceptibles d'être développées par Téhéran pourraient toutes être utilisées contre les troupes américaines stationnées au Moyen-Orient ou contre des pays européens.

Deuxièmement, certains dirigeants iraniens – et en particulier le président actuel Mahmoud Ahmadinejad – ont fait des déclarations profondément choquantes sur la réalité historique de la Shoah et le droit à l'existence d'Israël. Même si l'appel d'Ahmadinejad à ce qu'Israël soit « balayé des pages du temps » (ou encore « effacé des pages de l'histoire ») est souvent traduit de façon incorrecte comme une incitation à la destruction physique de l'État hébreu (à le « rayer de la carte »), il ne s'en agissait pas moins d'une déclaration scandaleuse qui avait de quoi inquiéter les Israéliens et bien d'autres observateurs [2]. En parrainant en décembre 2006 une conférence sur la Shoah où étaient invités des négationnistes et d'autres extrémistes du même type, l'Iran n'a fait que renforcer les inquiétudes de la communauté internationale sur ses intentions réelles.

Troisièmement, l'Iran est l'État islamique le plus puissant du Golfe persique et aurait potentiellement les moyens d'assurer sa domination sur cette région riche en pétrole [3]. C'est d'autant plus vrai avec l'évolution de la situation en Irak. Autrefois principal rival de l'Iran dans la région, l'Irak est aujourd'hui une société divisée et déchirée par la guerre, incapable de faire contrepoids à Téhéran. L'Iran a des liens avec plusieurs importantes factions chiites en Irak, ce qui lui donne une influence beaucoup plus grande sur l'évolution de son voisin qu'à l'époque de Saddam Hussein. Ce bouleversement des équilibres de pouvoir régionaux explique pourquoi certains commentateurs estiment que « l'Iran a tout l'air d'être le principal vainqueur de la guerre en Irak [4] ». Bien entendu, la suprématie régionale de l'Iran serait plus grande encore si Téhéran disposait d'un arsenal nucléaire.

L'essor de la puissance iranienne est une mauvaise nouvelle pour les États-Unis, qui ont toujours cherché à empêcher qu'un seul pays puisse établir son hégémonie sur le Golfe persique. C'est pour cette raison que l'administration Reagan avait soutenu Saddam dans les années 1980, quand l'Iran semblait sur le point de vaincre l'Irak dans le conflit sanglant qui opposait les deux pays. Washington a aussi de bonnes raisons d'essayer d'empêcher l'Iran d'obtenir des armes nucléaires. Israël est tout aussi hostile à la domination de l'Iran dans le Golfe, car une puissance régionale de ce type pourrait constituer pour lui une menace stratégique à long terme. Quant à l'idée d'un Iran nucléaire, il s'agit du scénario cauchemar par excellence pour les dirigeants israéliens.

Mais Israël n'est pas le seul pays du Moyen-Orient que cette situation préoccupe. Nombre des voisins arabes de l'Iran sont également inquiets face aux ambitions nucléaires et à l'influence croissante de Téhéran dans la région. Ils craignent qu'un Iran trop puissant puisse un jour les menacer, ou même les envahir, comme Saddam l'avait fait avec le Koweït en août 1990. Leurs soupçons se basent aussi sur le fait que l'Iran est un État perse, et pas arabe, et sur le souci de préserver l'équilibre de pouvoir entre chiites et

sunnites au sein de l'Islam. L'Iran est gouverné par de fervents défenseurs du chiisme, et les dirigeants des États sunnites, comme l'Arabie saoudite, le Koweït et les Émirats arabes unis, s'inquiètent des progrès de l'influence chiite dans le monde arabe. Pour la première fois dans l'histoire de ce pays, ce sont des chiites qui dirigent l'Irak, tandis que le Hezbollah, une organisation chiite, a accru son influence au Liban à la suite de la guerre de 2006 avec Israël.

Les États-Unis, Israël et les voisins arabes de l'Iran, dont la plupart sont des alliés de Washington, ont tous de bonnes raisons d'empêcher l'Iran d'acquérir des armes nucléaires et de se transformer en puissance hégémonique régionale. Même si Israël n'existait pas, Washington aurait intérêt à freiner les ambitions iraniennes, ne serait-ce que pour protéger les autres États du Golfe. S'ils jouissaient du soutien inconditionnel du monde arabe, les États-Unis auraient moins de mal à préserver les équilibres de pouvoir dans le Golfe. Mais, pour gagner ce soutien, ils ont besoin d'une stratégie efficace.

Au cours des quinze dernières années, Israël et le lobby ont poussé les États-Unis à mener une politique stratégiquement hasardeuse à l'égard de l'Iran. Ils jouent en particulier un rôle central dans les discussions actuelles qui agitent la Maison-Blanche et le Capitole à propos du recours à la force militaire pour détruire les installations nucléaires iraniennes. Malheureusement, une telle rhétorique ne fait que rendre plus ardue la tâche de freiner les ambitions nucléaires de l'Iran. Pendant les années 1990, Israël et ses partisans américains ont encouragé l'administration Clinton à mener une politique de confrontation avec l'Iran, alors même que Téhéran souhaitait améliorer les relations entre les deux pays. Le même scénario s'est reproduit pendant les premières années de l'administration Bush, ainsi qu'en décembre 2006, quand Israël et le lobby ont mené des efforts concertés pour discréditer les recommandations faites à George W. Bush par le Groupe d'étude sur l'Irak, qui conseillait au président de négocier avec l'Iran. Sans l'action du lobby, il est pratiquement certain que la politique iranienne des États-Unis serait fort différente et plus efficace.

La politique israélienne dans les territoires occupés ne facilite pas le traitement de la question iranienne par Washington, dans la mesure où elle est un obstacle à la volonté de coopération des pays arabes. De fait, c'est là une des principales raisons pour lesquelles la secrétaire d'État Condoleezza Rice s'est finalement résolue à relancer le processus de paix israélo-arabe fin 2006 : l'Arabie saoudite insistait sur le fait qu'elle ne pouvait pas construire une politique iranienne efficace en collaboration avec les États-Unis tant que ces derniers seraient la cible de la colère arabe à cause de leur approche de la question palestinienne. Comme nous l'avons suggéré au chapitre 7, il y a peu de chances que les efforts de Rice aboutissent : les actuels dirigeants

israéliens s'opposent à la création d'un État palestinien viable et le lobby fera tout pour empêcher Bush ou tout autre président de faire pression sur Israël à ce sujet. Pour résumer, c'est largement sous l'influence d'Israël et de ses partisans américains que les États-Unis, depuis le début des années 1990, mènent une politique très contre-productive à l'égard de l'Iran et ont du mal à obtenir le soutien d'autres États qui auraient pourtant tout intérêt à aider Washington dans ses relations avec Téhéran.

Confrontation ou conciliation ?

De 1953 à 1979, les États-Unis entretenaient d'excellents rapports avec l'Iran. Le renversement du Shah et l'arrivée au pouvoir de l'ayatollah Khomeyni et de sa théocratie islamique se sont traduits par une détérioration brutale de ces relations, qui sont devenues presque constamment conflictuelles. Même chose avec Israël. Néanmoins, dans les années 1980, ni les États-Unis ni Israël ne se sentaient sérieusement menacés par l'Iran, surtout parce que ce pays s'était enlisé dans une guerre interminable avec l'Irak, conflit qui l'affaiblissait considérablement. Pour préserver les équilibres de pouvoir régionaux, les États-Unis n'avaient qu'à s'assurer qu'aucun des deux adversaires n'acquière un avantage décisif. Ils y parvinrent en aidant les troupes de Saddam à contenir les armées iraniennes. Quand la guerre prit fin, en 1988, l'Iran, exsangue, n'était guère en mesure de poser des problèmes dans la région, pour au moins plusieurs années. En outre, pendant les années 1980, le programme nucléaire iranien avait été pratiquement interrompu, sans doute à cause de la guerre.

La perception israélienne de la menace iranienne a connu une évolution importante au début des années 1990, au fur et à mesure que se précisaient les ambitions nucléaires de Téhéran. En 1993, les dirigeants israéliens commencèrent à avertir Washington que l'Iran constituait une grave menace non seulement pour Israël, mais aussi pour les États-Unis. Depuis lors, cette rhétorique agressive et alarmiste n'a pas eu de cesse, essentiellement parce que Téhéran a continué de progresser sur la voie du nucléaire. Aujourd'hui, de nombreux experts s'accordent à penser que les Iraniens finiront par fabriquer des armes atomiques si rien n'est fait pour renverser le régime islamique, freiner ses ambitions ou éliminer son potentiel nucléaire. Le lobby s'est fait écho des préoccupations israéliennes.

Israël et le lobby sont également préoccupés par le soutien de Téhéran au Hezbollah, par son engagement dans la cause palestinienne et par son refus d'accepter le droit à l'existence d'Israël. Il va sans dire que des déclarations comme celles du président Ahmadinejad ne font que renforcer ces inquiétudes. Israël et ses partisans tendent à percevoir la politique iranienne

comme le reflet d'une profonde hostilité idéologique à l'égard de l'État juif, même s'il est sans doute plus approprié d'y voir des mesures tactiques destinées à améliorer la position de l'Iran dans la région. En particulier, le soutien à la cause palestinienne (et l'aide apportée à des groupes comme le Hezbollah) gagne à Téhéran bien des sympathies dans le monde arabe et contribue à empêcher une alliance des États arabes contre l'Iran perse. Comme le montre de façon convaincante l'iranologue Trita Parsi, le degré du soutien de l'Iran au Hezbollah et aux Palestiniens a considérablement évolué au fil du temps avec son environnement géopolitique. Pendant les années 1980, les relations entre le régime islamique et l'OLP laïque n'étaient pas très bonnes, et ce n'est qu'après avoir été exclus de la Conférence de Madrid et des débuts du processus d'Oslo, en 1991, que les Iraniens ont commencé à soutenir des factions radicales palestiniennes telles que le Jihad islamique. Ils entendaient ainsi résister à ce qu'ils percevaient – à juste titre – comme une tentative américaine pour les isoler et les empêcher de jouer un rôle important dans la région. Pour ce faire, ils ont apporté leur soutien à des groupes extrémistes également opposés à Oslo. D'après Martin Indyk, qui joua à l'époque un rôle clé dans la formulation de la politique américaine au Moyen-Orient, les Iraniens « avaient d'excellentes raisons de mettre des bâtons dans les roues du processus de paix. Pour contrer notre politique d'endiguement et d'isolement, ils ont pris pour cible le processus de paix [5] ».

Il y a deux manières d'envisager la question du programme nucléaire et des ambitions régionales de Téhéran. La première approche, qui a la faveur du gouvernement israélien et de ses principaux partisans américains, repose sur l'idée qu'une fois qu'il aura obtenu des armes nucléaires, l'Iran ne pourra plus être arrêté. Les défenseurs de cette approche considèrent qu'il y a un sérieux risque que Téhéran utilise ses armes nucléaires contre Israël – les dirigeants iraniens, avec leur vision apocalyptique de l'histoire, n'auraient pas peur de représailles israéliennes [6]. Ils pourraient même fournir des armes nucléaires à des terroristes, ou les lancer eux-mêmes contre les États-Unis, fût-ce au risque d'une riposte massive et immédiate. C'est pour cette raison qu'on ne peut pas permettre à l'Iran d'acquérir un arsenal nucléaire. Israël souhaiterait que Washington se charge de résoudre le problème, mais les dirigeants israéliens n'excluent pas de faire intervenir Tsahal si les Américains ne se décident pas.

Toujours dans cette optique, on part de l'hypothèse que les incitations et efforts de conciliation diplomatique n'arriveront pas à convaincre l'Iran d'abandonner son programme nucléaire. Concrètement, cela veut dire que les États-Unis doivent menacer l'Iran de sanctions – voire envisager une guerre préventive – si ce pays s'engage plus avant sur la voie du nucléaire. Pour pouvoir exercer une pression suffisante sur Téhéran, les Israéliens et le lobby souhaitent que les États-Unis maintiennent une présence militaire

substantielle au Moyen-Orient. Il s'agit là d'une option opposée à celle qui prévalait avant les années 1990, quand Washington faisait du « contrôle à distance » (*offshore balancer*) et n'engageait pas de troupes sur le terrain.

Au cours des quinze dernières années, cette stratégie de confrontation a été en compétition avec une autre approche, plus conforme aux intérêts nationaux des États-Unis. Cette approche alternative considère que, s'il est vrai qu'il vaudrait mieux pour les États-Unis que l'Iran ne possède pas d'armes nucléaires, il y a de bonnes raisons de penser que la menace d'un Iran nucléaire pourrait être gérée par la dissuasion, tout comme l'URSS pendant la Guerre froide [7]. En outre, la meilleure façon d'empêcher l'Iran de fabriquer des armes nucléaires serait de promouvoir le dialogue diplomatique et la normalisation des relations entre Téhéran et Washington. Une telle stratégie suppose qu'on écarte la menace de guerre préventive : menacer l'Iran d'un changement de régime donnerait à ses dirigeants une bonne raison supplémentaire de se doter de moyens de dissuasion nucléaire. Les Iraniens, tout comme les Américains et les Israéliens, savent que les armes nucléaires sont la meilleure protection quand un État est dans le collimateur d'un autre État. Comme l'écrit l'iranologue Ray Takeyh, du Council on Foreign Relations, « les calculs nucléaires de l'Iran ne reposent pas sur une idéologie irrationnelle, mais constituent une tentative judicieuse de construire une capacité de dissuasion viable face à toute une série de menaces changeantes... Les dirigeants iraniens savent fort bien qu'ils sont dans le collimateur de Washington, et c'est précisément cette perception qui motive l'accélération de leur programme nucléaire [8] ».

La stratégie du compromis est d'autant plus pertinente que la guerre préventive, elle, n'est pas une option très séduisante. Même si les États-Unis étaient capables d'éliminer les installations nucléaires iraniennes, il est presque certain que Téhéran les reconstruirait et que, cette fois, les Iraniens prendraient encore plus de précautions contre une attaque en dispersant, dissimulant et protégeant leurs infrastructures [9]. En outre, en cas d'attaque préventive, Téhéran serait amené à riposter d'une façon ou d'une autre, et ce dès que possible. Les Iraniens pourraient par exemple s'en prendre aux supertankers qui naviguent dans le Golfe persique et user de leur influence pour rendre la situation des troupes américaines en Irak encore plus difficile. Enfin, il est probable que l'Iran en profiterait pour resserrer ses liens avec la Chine et la Russie, ce qui n'est pas dans l'intérêt des États-Unis. En revanche, si les États-Unis abandonnaient la menace de guerre et engageaient un dialogue avec l'Iran, Téhéran serait plus enclin à aider Washington : 1) en combattant Al-Qaida ; 2) en contribuant à réduire les tensions en Irak ; et 3) en stabilisant l'Afghanistan. La perspective d'une alliance étroite avec la Chine et la Russie serait également moins tentante [10].

Vu l'histoire des relations entre les États-Unis et l'Iran, il n'y a aucune garantie qu'une telle stratégie aboutisse à un « grand compromis » qui mette fin au programme nucléaire iranien. Après tout, il y a peu de chances qu'Israël abandonne son propre armement nucléaire, et il est probable que, du point de vue des dirigeants iraniens, si Israël dispose de la dissuasion nucléaire, l'Iran ne peut pas s'en passer non plus. Néanmoins, cette approche a plus de chances de fonctionner que la menace d'une guerre préventive et, si elle échoue, Washington peut toujours s'en remettre à une stratégie de dissuasion.

Dans la mesure où la stratégie de la confrontation promue pendant près de quinze ans n'a pas porté ses fruits, on aurait pu s'attendre à ce que la Maison-Blanche finisse par adopter la stratégie de dialogue et de compromis, d'autant plus que celle-ci jouit d'appuis importants au sein de la CIA, du Département d'État et même de l'armée. En effet, le haut commandement militaire n'est guère enthousiaste à l'idée de bombarder les installations nucléaires iraniennes. Un article publié par le *Sunday Times* fin février 2007 signalait que, « d'après des sources haut placées dans les cercles du renseignement et de l'armée, certains des membres les plus éminents de l'état-major américain sont prêts à présenter leur démission si la Maison-Blanche ordonne une attaque militaire contre l'Iran [11] ». De fait, au cours des quinze dernières années, les dirigeants iraniens ont plusieurs fois tendu la main aux États-Unis dans l'espoir d'améliorer les relations entre les deux pays. Fait remarquable, Téhéran a même offert de mettre son programme nucléaire sur la table des négociations et de travailler à l'élaboration d'un *modus vivendi* avec Israël.

Pourtant, malgré ces ouvertures prometteuses, Israël et le lobby ont tout fait – le plus souvent avec succès – pour empêcher les administrations Clinton et Bush d'engager le dialogue avec l'Iran. Comme c'était malheureusement prévisible, cette approche n'a pas fonctionné conformément aux vœux des tenants de la « ligne dure », et elle a placé les États-Unis dans une situation encore pire que si la voie du compromis avait été choisie. En réponse à cet échec, un nombre croissant de voix se font entendre à Washington et ailleurs pour réclamer une nouvelle politique d'ouverture. On ne sera évidemment pas surpris d'apprendre qu'Israël et le lobby, de leur côté, s'efforcent d'éviter un tel virage, et continuent de promouvoir une politique de plus en plus agressive.

L'administration Clinton et la politique de « double endiguement »

Début 1993, juste au moment où l'administration Clinton accédait au pouvoir, le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin et son ministre des Affaires étrangères Shimon Pérès commencèrent à soutenir que l'Iran constituait une menace croissante tant pour Israël que pour les États-Unis. Si les dirigeants israéliens dépeignaient ainsi l'Iran, c'est en partie parce qu'ils y voyaient une façon de resserrer les liens avec Washington après la disparition de la menace soviétique. Ils espéraient ainsi que les États-Unis verraient Israël comme un rempart contre l'expansionnisme iranien, de la même façon que l'État juif avait constitué un rempart contre l'influence soviétique dans la région. En outre, Israël s'inquiétait assez naturellement de la volonté iranienne de développer un programme nucléaire avancé [12]. À la mi-mars 1993, le *Washington Post* rapportait que, « quelle que soit leur sensibilité politique, les responsables israéliens estiment qu'il est nécessaire de convaincre l'opinion et les dirigeants américains de l'urgence de mesures visant à contenir l'Iran, et que les États-Unis sont la seule puissance mondiale capable de prendre de telles mesures [13] ».

Comme nous l'avons vu précédemment, l'administration Clinton répondit aux requêtes israéliennes en adoptant la politique dite du « double endiguement » (*double containment*). Non seulement cette politique avait été formulée pour la première fois par Martin Indyk dans le cadre du WINEP, mais Robert Pelletreau, à l'époque secrétaire d'État adjoint pour les Affaires moyen-orientales, avait déclaré à Trita Parsi qu'il s'agissait pour l'essentiel de la copie conforme d'une proposition israélienne [14]. Kenneth Pollack, de la Brookings Institution (Saban Center), observait également que « Jérusalem était l'un des rares endroits du monde où l'idée de double endiguement n'était pas systématiquement mal interprétée [15] ». Cette nouvelle politique supposait que les États-Unis abandonnent leur stratégie traditionnelle de « balancier au large » dans le Golfe persique et stationnent désormais des troupes importantes au Koweït et en Arabie saoudite afin d'endiguer tout à la fois l'Iran et l'Irak. En réalité, l'objectif allait au-delà d'un simple endiguement de l'Iran : la nouvelle stratégie visait à provoquer des « changements radicaux dans l'attitude de l'Iran ». Il s'agissait entre autres d'obliger Téhéran à cesser de soutenir des groupes terroristes et à abandonner son programme nucléaire [16].

Malgré les préoccupations d'Israël, en ce début des années 1990, l'adoption par les États-Unis d'une ligne aussi agressive n'était nullement justifiée, bien au contraire. Akbar Hashemi Rafsandjani, élu président en 1989, était tout disposé à améliorer les relations avec Washington, et l'Iran, qui sortait d'un conflit dévastateur avec l'Irak, ne représentait certainement pas

une menace militaire pour les États-Unis. En fait, à cette époque, les dirigeants américains étaient beaucoup plus préoccupés par Saddam Hussein, contre lequel ils venaient de mener une guerre [17]. En outre, en 1993, le programme nucléaire iranien était encore tout à fait embryonnaire. Avant qu'Israël ne commence à la défendre, il n'y avait pas grand monde à Washington pour exiger une politique plus agressive envers l'Iran, et, quand la stratégie de double endiguement fut rendue publique pour la première fois, elle fut largement critiquée [18].

À partir du milieu de 1990, elle finit même par susciter un mécontentement croissant, car elle obligeait les États-Unis à maintenir des relations d'hostilité avec deux pays qui se détestaient mutuellement. Washington se retrouvait donc pratiquement tout seul face à la tâche délicate de contrôler ces deux ennemis jurés. Face à cette incongruité, la pression en faveur d'une politique de dialogue plutôt que de confrontation avec l'Iran commença à augmenter [19]. Mais, simultanément, une pression inverse s'exerçait sur Rabin en Israël [20]. Les critiques de Rabin estimaient que la stratégie de double endiguement n'était pas vraiment efficace car elle n'avait guère diminué le volume substantiel des échanges économiques entre l'Iran et les États-Unis. Israël et le lobby, en particulier l'AIPAC, se mobilisèrent donc pour consolider le double endiguement en s'attaquant aux lois qui permettaient aux entreprises américaines de faire des affaires et d'investir en Iran. À la mi-1994, écrit Parsi, « à la demande du gouvernement israélien, l'AIPAC rédigea et fit circuler à Washington un mémorandum de 74 pages soutenant que l'Iran était une menace non seulement pour Israël, mais aussi pour les États-Unis et l'Occident tout entier [21] ». D'après Pollack, « la droite, l'AIPAC, les Israéliens, tous exigeaient à grands cris de nouvelles sanctions [contre l'Iran] [22] ». L'administration Clinton était disposée à acquiescer, essentiellement parce que son attention était accaparée par le processus d'Oslo et qu'elle souhaitait avoir la garantie qu'Israël se sente en sécurité et que l'Iran ne fasse pas dérailler les négociations de paix.

L'AIPAC dévoila son jeu en avril 1995, avec la publication d'un rapport intitulé « Pour un ensemble de sanctions contre l'Iran : un plan d'action [23] ». Mais, dès cette époque, d'autres initiatives visant à étouffer économiquement Téhéran étaient déjà en cours. Le sénateur républicain Alfonse D'Amato (État de New York) présenta en janvier 1995 – avec l'aide des Israéliens, suggère Pollack – un projet de loi visant à mettre fin à toutes les relations économiques entre les États-Unis et l'Iran [24]. L'administration Clinton s'y opposa et la proposition de loi s'enlisa au Congrès.

Mais, deux mois plus tard, le lobby connut son premier succès après que l'Iran eut choisi Conoco, une compagnie pétrolière américaine, pour exploiter les champs de pétrole de Sirri [25]. Si Téhéran avait préféré Conoco à plusieurs autres partenaires étrangers éventuels, c'était pour signaler sa

volonté d'améliorer ses relations avec les États-Unis. Cette ouverture n'eut pourtant aucune suite : Clinton mit son veto à l'accord avec Conoco le 14 mars et, dès le lendemain, prit un décret interdisant aux entreprises américaines de contribuer à l'exploitation des réserves pétrolières iraniennes. Le président américain devait révéler plus tard qu'« un des opposants les plus efficaces » au contrat avec Conoco était Edgar Bronfman Sr., le très influent ancien dirigeant du Congrès juif mondial [26]. L'AIPAC joua également un rôle clé dans le torpillage de l'accord [27].

Le 6 mai, Clinton prit un second décret interdisant toute forme de commerce et d'investissements américains en Iran, qu'il qualifiait de « menace extraordinaire et sans précédent pour la sécurité nationale, la diplomatie et l'économie des États-Unis [28] ». C'est d'ailleurs lors d'un discours prononcé devant le Congrès juif mondial, une semaine auparavant, que Clinton avait annoncé qu'il allait prendre ces mesures [29]. Comme l'observe Pollack, la décision d'annuler l'accord avec Conoco et de prendre les deux décrets était une « démonstration patente de notre soutien à Israël [30] ». L'ironie de l'histoire, c'est que, bien qu'Israël ait directement influencé la décision américaine de rompre les relations économiques avec Téhéran, la Knesset ne fit voter pour sa part aucune loi prohibant le commerce entre l'État juif et l'Iran, et les Israéliens purent continuer à se procurer des produits iraniens via des intermédiaires [31].

Mais les décrets de Clinton ne suffisaient pas au lobby, car ils pouvaient parfaitement être annulés si jamais le président changeait d'avis. C'est ce que fit remarquer A. M. Rosenthal, défenseur acharné d'Israël, dans un éditorial du *New York Times* critiquant l'accord avec Conoco : « Le seul problème [avec les décrets], c'est que ce que le président accorde, il peut tout aussi bien le reprendre [32]. » En réponse à quoi, rapporte Trita Parsi, « de sa propre initiative, l'AIPAC révisa » le projet de loi présenté par le sénateur D'Amato en janvier 1995 « et convainquit ce dernier de le présenter à nouveau en 1996 – avec les modifications proposées par l'AIPAC » [33]. La nouvelle loi, ultérieurement baptisée *Iran-Libya Sanctions Act*, imposait des sanctions à toute entreprise étrangère investissant plus de 40 millions de dollars dans le secteur pétrolier en Iran ou en Libye. Malgré l'indignation des alliés européens de Washington, la Chambre des représentants la vota à l'unanimité de ses 415 membres le 19 juin 1996, et le Sénat fit de même un mois plus tard. Clinton y apposa sa signature le 5 août suivant, en dépit de l'existence d'une forte opposition au sein de son administration. En effet, écrit Kenneth Pollack, « une bonne partie de l'exécutif haïssait la loi D'Amato. Et le verbe "haïr" est sans doute trop faible pour exprimer ce que ressentaient nombre de hauts fonctionnaires ». Néanmoins, « une bonne partie des conseillers de politique intérieure du président Clinton estimaient que rejeter cette loi eût été pure folie de la part de la Maison-Blanche [34] ».

Dans la mesure où Clinton aspirait à un second mandat et où les élections avaient lieu trois mois plus tard, ils avaient sans doute raison. Comme l'observait alors Ze'ev Schiff, le correspondant militaire de *Ha'aretz*, « l'influence israélienne peut sembler n'être qu'un facteur très secondaire dans cette grande machine de Washington, mais il ne faut pas en conclure qu'elle n'a qu'un poids négligeable [35] ». De même, commentant la loi D'Amato, James Schlesinger, qui a occupé plusieurs postes ministériels dans plusieurs administrations, signalait qu'« il est difficile d'exagérer l'influence des partisans d'Israël sur notre politique au Moyen-Orient [36] ».

L'épisode Conoco contribue à démentir l'opinion répandue que c'est le « lobby du pétrole » qui ferait la politique américaine au Moyen-Orient. En l'occurrence, une compagnie pétrolière américaine voulait passer un contrat avec l'Iran, et l'Iran voulait faire des affaires avec elle. L'industrie pétrolière était tout à fait opposée à l'annulation de l'accord avec Conoco ainsi qu'à la loi visant à imposer des sanctions à l'Iran [37]. Comme nous l'avons signalé au chapitre 4, le vice-président Dick Cheney, aujourd'hui chaud partisan d'une politique de confrontation avec Téhéran, s'était publiquement opposé au programme de sanctions américain quand il était président de Halliburton dans les années 1990. Mais les intérêts pétroliers ont systématiquement été battus en brèche par l'AIPAC. Une preuve de plus de la faible influence qu'exercent les compagnies pétrolières sur la politique moyen-orientale des États-Unis, en comparaison avec celle d'Israël et du lobby.

La pression sur l'Iran s'est même accrue lorsque de nouvelles ouvertures diplomatiques se sont manifestées. Élu président le 23 mai 1997, Mohammed Khatami était encore plus enclin que son prédécesseur à améliorer les relations avec l'Occident, en particulier avec les États-Unis. Son discours d'investiture, le 4 août, ainsi qu'une conférence de presse le 14 décembre suivant, furent parsemés de remarques conciliantes. Mais c'est à l'occasion d'une longue interview sur CNN le 7 janvier 1998 qu'il se surpassa, exprimant son respect pour « le grand peuple américain » et « sa grande civilisation ». Il affirma aussi clairement que l'Iran n'avait pas « l'intention [...] de détruire ou d'affaiblir le gouvernement des États-Unis », et qu'il regrettait la fameuse prise d'otages de l'ambassade américaine à Téhéran en 1979. Reconnaissant l'animosité entre Téhéran et Washington, il appela à « ouvrir une brèche dans ce mur de méfiance pour préparer la voie au changement et créer la possibilité d'ouvrir une nouvelle ère [38] ».

En outre, Khatami n'excluait pas l'existence légitime d'un État israélien sur le territoire de la Palestine historique et déclarait que « le terrorisme devait être condamné sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations ». Il dénonçait également le terrorisme anti-israélien, tout en signalant que, « à [s]on avis, apporter son soutien à un peuple qui combat pour la libération de sa terre n'équivaut pas à soutenir le terrorisme ». Malgré cette

réserve, les remarques de Khatami n'en exprimaient pas moins une évolution très nette de la position iranienne, et d'autres porte-parole du régime islamique firent bientôt écho à cette disposition de Téhéran à reconnaître Israël si l'État hébreu parvenait à un accord avec les Palestiniens [39].

Suite aux propos conciliants de Khatami, l'administration Clinton – après avoir consulté Israël et plusieurs figures clés du Congrès – fit un certain nombre de petits gestes dans le but d'améliorer les relations entre l'Iran et les États-Unis [40]. Le président et la secrétaire d'État Madeleine Albright émirent quelques signaux de repentir concernant la conduite passée des Occidentaux en Iran, et les États-Unis assouplirent leur politique d'attribution de visas aux visiteurs iraniens. Même Martin Indyk, l'architecte de la stratégie du double endiguement, qui occupait le poste d'ambassadeur en Israël, déclara alors à des journalistes que « les États-Unis ont manifesté clairement à plusieurs reprises qu'ils n'avaient rien contre la présence d'un gouvernement islamique en Iran. [...] Nous sommes prêts à dialoguer [41] ». Mais les restrictions au commerce entre les deux pays restèrent en vigueur et la politique de double endiguement fut maintenue pendant le reste du second mandat de Clinton. Cet échec était en partie imputable aux « durs » du régime iranien, fermement opposés à la politique de dialogue avec le « grand Satan » prônée par Khatami [42]. Mais Israël et ses partisans aux États-Unis jouèrent également un rôle important dans le naufrage du dialogue américano-iranien.

En premier lieu, le lobby était largement responsable de la promotion et de la perpétuation de la politique de double endiguement pendant les années précédant l'arrivée au pouvoir de Khatami en 1997. Et, bien entendu, cette politique, qui avait contribué à envenimer les relations entre Téhéran et Washington, avait accru l'influence politique des responsables iraniens opposés au nouveau président et à ses positions plus modérées. En outre, dès la mi-décembre 1997, dès qu'il fut clair que Khatami prônait ouvertement une amélioration des relations avec l'Amérique, les dirigeants israéliens s'employèrent à étouffer cette initiative. *Ha'aretz* rapportait alors qu'« Israël a exprimé à Washington sa préoccupation face aux rumeurs évoquant un changement imminent de la politique américaine à l'égard de l'Iran », ajoutant que le Premier ministre Netanyahou « avait demandé à l'AIPAC [...] d'intervenir vigoureusement auprès du Congrès pour éviter une telle évolution politique » [43].

L'AIPAC fit ce que Netanyahou lui demandait. D'après Gary Sick, l'un des plus éminents experts américains de l'Iran, « l'amélioration progressive des relations entre les États-Unis et l'Iran suite à l'élection de Khatami ne se reflétait pas dans les positions de l'AIPAC. De fait, début 1999, seuls l'AIPAC, les monarchistes iraniens en exil et l'organisation des Moudjahidines du peuple persistaient encore à défendre l'idée que rien, ou pratiquement rien,

n'avait changé en Iran [44] ». Même après que l'ambassadeur israélien à Washington eut déclaré, au printemps de l'an 2000, qu'il considérait comme acceptable l'exportation par les États-Unis de certains produits alimentaires et médicaux à destination de l'Iran, l'AIPAC continua à faire campagne contre ces échanges. En revanche, l'AIPAC ne s'opposa pas à la décision de Clinton de lever l'interdiction d'importer du caviar, des tapis persans et des pistaches, mais l'ADL et la Conférence des présidents si [45]. Clinton finit tout de même par gagner la partie dans les deux cas, essentiellement parce que le volume des échanges concernés était assez négligeable et donc guère susceptible de susciter la controverse. Il n'en reste pas moins que les États-Unis n'ont pas vraiment fait de gros efforts pour saisir la main tendue par Khatami.

Pendant les années 1990, il était parfaitement sensé de promouvoir le dialogue entre les États-Unis et l'Iran et d'essayer d'améliorer les relations entre les deux pays. Le double endiguement, comme l'avait fait remarquer Brent Scowcroft, « était une idée absurde [46] ». Mais les dirigeants israéliens estimaient qu'il était dans l'intérêt du pays d'empêcher le président Clinton de s'engager dans la voie du dialogue, alors même qu'une politique plus agressive n'était pas dans l'intérêt des États-Unis. Il n'est pas de résumé plus éloquent de ce point de vue que celui offert par Ephraim Sneh, l'un des principaux faucons israéliens : « Nous étions contre [le dialogue Iran-États-Unis]... parce que l'intérêt des États-Unis ne coïncidait pas avec le nôtre [47]. » Le lobby suivit les consignes d'Israël.

L'administration Bush et le changement de régime

Comme nous l'avons vu au chapitre 8, les attentats du 11 septembre 2001 ont amené George W. Bush à abandonner la politique de double endiguement et à poursuivre une stratégie encore plus ambitieuse de transformation du cadre régional. Les troupes américaines allaient désormais être utilisées pour renverser les régimes hostiles dans tout le Moyen-Orient. Du point de vue d'Israël, Téhéran était la première cible sur la liste noire de la Maison-Blanche : depuis le début des années 1990, les dirigeants israéliens avaient dépeint l'Iran comme leur ennemi le plus dangereux, parce que le plus susceptible d'acquérir des armes nucléaires. Comme le ministre de la Défense israélien Benjamin Ben Eliezer l'observait un an avant l'invasion du territoire irakien, « l'Irak est un problème [...] mais vous devez bien comprendre, puisque la question se pose, qu'aujourd'hui l'Iran est plus dangereux que l'Irak [48] ».

Néanmoins, dès le début de 2002, Sharon et ses lieutenants s'étaient bien rendu compte que les Américains étaient décidés à affronter d'abord l'Irak et à ne s'occuper qu'ensuite de l'Iran. Ils ne soulevèrent aucune objection fondamentale à ce calendrier, même s'ils ne cessèrent de rappeler à l'administration Bush qu'il faudrait se tourner vers l'Iran dès que l'ordre régnerait à Bagdad. En novembre 2002, dans une interview accordée au *Times*, Sharon commença à inciter publiquement les États-Unis à affronter la question iranienne [49]. Décrivant l'Iran comme un « centre de la terreur mondiale » aspirant à l'arme nucléaire, il déclara que, « dès le lendemain » de la conquête de l'Irak, l'administration Bush devrait mettre la pression sur Téhéran.

Fin avril 2003, après la chute de Bagdad, *Ha'aretz* signalait que l'ambassadeur israélien à Washington en appelait à un changement de régime en Iran. D'après lui, renverser Saddam « ne suffisait pas ». Les États-Unis « devaient finir le travail. Il existe encore des menaces d'une ampleur équivalente en provenance de la Syrie, en provenance de l'Iran [50] ». Dix jours plus tard, le *New York Times* rapportait que Washington était de plus en plus préoccupé par les ambitions nucléaires iraniennes, et que « les Israéliens insistaient lourdement pour que ce problème soit sérieusement pris en compte [51] ». Le 25 juin, Shimon Pérès publia dans le *Wall Street Journal* une tribune libre intitulée : « Nous devons nous unir pour éviter la bombe des Ayatollahs ». Sa description de la menace iranienne ressemblait étrangement à celle qu'il avait faite au sujet de Saddam, sans même oublier la référence rituelle aux leçons de Munich. « Il faut que l'Iran sache sans ambiguïtés, soulignait Pérès, que les États-Unis et Israël ne tolèreront pas son accès au nucléaire [52]. »

Les néoconservateurs ne tardèrent pas eux non plus à faire campagne en faveur d'un changement de régime à Téhéran. Fin mai 2003, *Inter Press Service* rapportait que « les efforts des "néocons" pour attirer l'attention de Washington sur la nécessité d'un "changement de régime" en Iran se sont intensifiés depuis début mai et ont déjà en partie porté leurs fruits [53] ». D'après *Forward*, début juin, « les néoconservateurs, qu'ils soient ou non membres de l'administration, exhortent la Maison-Blanche à se mobiliser activement pour promouvoir un changement de régime à Téhéran. Au cours des dernières semaines, l'éventualité d'actions clandestines a été de plus en plus fréquemment évoquée [54] ».

Comme d'habitude, il y eut une avalanche d'articles rédigés par des néoconservateurs en vue – à savoir, pour l'essentiel, les mêmes personnes qui avaient contribué à promouvoir la guerre en Irak – et exposant les arguments en faveur d'une offensive contre l'Iran. Le 12 mai, William Kristol écrivait dans le *Weekly Standard* que « la libération de l'Irak est la première grande bataille pour l'avenir du Moyen-Orient [...] mais la prochaine – qui,

nous l'espérons, ne sera pas militaire – sera la bataille pour l'Iran [55] ». Michael Ledeen, un des principaux faucons de la faction anti-iranienne, écrivait le 4 avril dans la *National Review Online* : « Le temps des "solutions" diplomatiques est derrière nous. Il va nous falloir affronter les maîtres de la terreur, ici et maintenant. L'Iran nous offre au moins la possibilité d'une victoire mémorable, parce que le peuple iranien exècre le régime [qui le gouverne] et le combattra avec enthousiasme si seulement les États-Unis le soutiennent dans sa juste lutte [56]. »

Parmi les autres commentateurs autorisés offrant alors des vues similaires, on peut citer Daniel Pipes, du Middle East Forum, et Patrick Clawson, du WINEP, qui publièrent le 21 mai dans le *Jerusalem Post* un article intitulé « Augmenter la pression sur l'Iran ». Ils exhortaient l'administration Bush à soutenir les Moudjahidines du peuple, un groupe iranien basé en Irak et favorable au renversement du régime islamique, mais que le gouvernement américain avait mis sur la liste des organisations terroristes. Le 9 juin, Lawrence Kaplan soutenait dans la *New Republic* que les États-Unis devaient durcir leur position sur le programme nucléaire iranien, dont il craignait qu'il soit bien plus avancé que ne voulaient le reconnaître la plupart des responsables américains [57].

Le 6 mai, l'American Enterprise Institute (AEI) coparrainait une conférence sur l'avenir de l'Iran avec deux autres organisations pro-israéliennes, la Foundation for the Defense of Democracies et l'Hudson Institute [58]. Tous les conférenciers étaient de fervents partisans d'Israël. Étaient présents Bernard Lewis, le sénateur républicain du Kansas Sam Brownback, Uri Lubrani (conseiller stratégique de Tsahal et ancien coordinateur du gouvernement israélien pour le Sud-Liban), Morris Amitay (ancien directeur exécutif de l'AIPAC), du JINSA, Michael Ledeen, Reuel Marc Gerecht, de l'AEI, et Meyrav Wurmser de l'Hudson Institute. Le thème principal des débats était le suivant : « Quelles initiatives peuvent prendre les États-Unis pour promouvoir la démocratisation et le changement de régime en Iran ? » La réponse était prévisible : tous les orateurs exhortèrent les États-Unis à faire des efforts plus vigoureux pour renverser la République islamique et la remplacer par un État démocratique.

C'est à cette fin que le lobby a noué une relation étroite avec Reza Pahlavi, le fils de l'ancien Shah d'Iran. Il semble que l'héritier du trône se soit réuni avec Sharon et Netanyahou, et il a eu en tout cas de nombreux contacts avec des groupes et des individus liés au lobby aux États-Unis. Cette relation ressemble beaucoup à celle que des groupes influents du lobby entretenaient précédemment avec l'exilé irakien Ahmed Chalabi. Les groupes pro-israéliens s'emploient à promouvoir la cause de Pahlavi, apparemment sans se rendre compte que ce dernier (tout comme Chalabi) ne jouit que d'une très faible légitimité dans son pays natal. En échange de

quoi, le fils du Shah s'est engagé à garantir que son pays ait des relations amicales avec Israël s'il revient au pouvoir en Iran [59].

Le 19 mai 2003, le sénateur Sam Brownback annonça qu'il entendait présenter un projet de loi visant à financer les groupes d'opposition et promouvoir la démocratie en Iran. Baptisée *Iran Democracy Act*, cette initiative était soutenue non seulement par les exilés iraniens, mais aussi par l'AIPAC, le JINSA et la Coalition for Democracy in Iran (CDI), dont les fondateurs incluaient Morris Amitay, du JINSA, et Michael Ledeen, de l'AEI. C'est le démocrate californien Brad Sherman, fervent partisan d'Israël, qui se chargea de présenter le projet de loi à la Chambre des représentants. Fin juillet, il avait été adopté par les deux Chambres, même si la partie concernant le financement des groupes d'opposition avait été supprimée [60].

Les partisans de cette loi avaient surtout insisté sur la menace constituée par l'Iran en raison de son soutien au terrorisme et de son potentiel nucléaire. Mais ils essayèrent aussi d'attribuer à Téhéran la responsabilité d'autres problèmes auxquels les États-Unis étaient confrontés depuis la chute de Bagdad. Les néoconservateurs du Pentagone laissèrent entendre que l'Iran accueillait sur son sol certains des hommes d'Al-Qaida qui avaient attaqué des cibles américaines et saoudiennes à Riyad le 12 mai 2003. Les Iraniens rejetèrent ces accusations, tandis que la CIA et le Département d'État firent part de leur scepticisme [61]. Les néoconservateurs prétendaient aussi, avec d'autres, que l'Iran soutenait les attaques contre les troupes américaines en Irak. Comme l'écrivait Michael Ledeen en avril 2004, « l'Irak ne connaîtra pas la paix et la sécurité tant que Téhéran infiltrera ses cadres terroristes à travers la frontière [62] ».

Même si l'Iran apporte son aide à des milices irakiennes, cela ne prouve nullement que les intérêts iraniens et américains soient irréconciliables. Téhéran n'est pas la source principale des problèmes des États-Unis en Irak, et les troupes américaines auraient de graves difficultés sur le terrain même si Téhéran n'y jouait aucun rôle. En outre, cette présence iranienne, si elle était confirmée, n'aurait rien de surprenant. Après tout, deux des voisins de l'Iran ont été envahis par la première puissance mondiale, qui a en outre déclaré que Téhéran faisait partie de l'« axe du mal ». Le Congrès américain a voté une loi appelant à un changement de régime en Iran, l'administration Bush finance des groupes d'exilés iraniens et Washington a fait allusion à plusieurs reprises à la possibilité d'une intervention militaire. N'importe quel pays faisant face à ce type de menace ferait tout pour se protéger, y compris en usant de son influence auprès de diverses factions irakiennes, et éventuellement en leur prêtant main-forte. Si une puissance hostile envahissait le Canada ou le Mexique et tentait d'y mettre sur pied un gouvernement allié, les États-Unis n'essaieraient-ils pas de lui compliquer la tâche ? Les Américains ont de bonnes raisons de se méfier de l'influence iranienne

en Irak, mais celle-ci ne devrait pas les surprendre, pas plus qu'ils ne devraient y voir la preuve d'une hostilité irrémédiable. Il convient également de signaler que la profonde antipathie existant entre les États-Unis et l'URSS n'a pas empêché la Maison-Blanche de dialoguer avec les dirigeants soviétiques tout au long de la Guerre froide, même à l'époque où Moscou fournissait des millions de dollars d'aide militaire au Nord-Vietnam, qui s'en servait pour tuer des milliers de soldats américains.

Mobilisation en défense d'Israël

Israël et le lobby ont obtenu des succès remarquables dans leurs efforts pour convaincre Bush et d'autres responsables américains de premier plan qu'un Iran nucléaire constituait une menace inacceptable pour Israël et qu'il était de la responsabilité des États-Unis de prévenir son aggravation. En fait, il semble que certains individus appartenant au lobby estiment que ces succès sont devenus trop voyants, et pas nécessairement entièrement profitables à Israël.

La rhétorique actuelle du président se fait clairement l'écho de l'approche israélienne de la question iranienne, comme en témoigne un discours prononcé par Bush à Cleveland le 20 mars 2006. « La menace iranienne, déclarait-il alors, c'est bien entendu leur objectif déclaré de détruire notre grand allié Israël. C'est une menace, une sérieuse menace [...]. J'ai signalé clairement, et je continuerai à le faire, que nous aurons recours à la force militaire pour protéger notre allié Israël [63]. » Un mois plus tôt, il avait assuré à un journaliste de Reuters que, « s'il le faut, nous nous mobiliserons en défense d'Israël [64] ». En outre, la plupart des candidats aux élections présidentielles de 2008, qu'ils soient démocrates ou républicains, semblent être d'accord sur ce point avec le président. En avril 2007, par exemple, le sénateur John McCain a affirmé explicitement qu'il pensait lui aussi qu'il incombait aux États-Unis de protéger Israël contre l'Iran et de garantir que la République islamique n'acquière pas d'armes nucléaires qui puissent menacer l'État hébreu [65]. Une position qu'il confirma, en mai 2007, dans une interview au *Jerusalem Post*. Les autres candidats, Barack Obama, Mitt Romney, Bill Richardson et Sam Brownback, ont tous tenu des propos similaires [66].

L'allant avec lequel Bush définit l'Iran comme une menace mortelle pour Israël mais pas pour les États-Unis, ainsi que son engagement explicite à entrer en guerre contre l'Iran au profit d'Israël, ont commencé à alarmer sérieusement certains secteurs du lobby. C'est ce que signalait *Forward* au printemps 2006 : « Des dirigeants de la communauté juive ont instamment prié la Maison-Blanche d'éviter d'annoncer publiquement son désir de

défendre Israël contre de possibles agressions iraniennes. » Ce n'est pas que ces dirigeants soient opposés au recours à une intervention américaine pour protéger Israël, mais plutôt qu'ils ont peur que les déclarations publiques de Bush « ne créent l'impression que les États-Unis envisagent une action militaire contre l'Iran au seul profit d'Israël – ce qui pourrait amener l'opinion à attribuer aux Juifs américains la responsabilité des conséquences négatives d'une frappe américaine contre l'Iran [67] ». Comme l'expliquait en avril 2006 Malcolm Hoenlein, vice-président de la Conférence des présidents, « bien que nous appréciions beaucoup cette sollicitude, la question est de savoir s'il est vraiment opportun de lier cela [la question iranienne] à Israël [68] ».

Les dirigeants israéliens partagent cette préoccupation, comme en témoignent les propos d'Olmert, qui expliquait quelques semaines plus tard qu'il espérait que les groupes pro-israéliens continueraient de faire profil bas sur l'Iran. « Nous ne souhaitons pas que cela soit lié à Israël », affirmait-il, soit exactement le contraire de ce qu'avait dit Bush [69].

Rhétorique mise à part, l'administration Bush a déployé des efforts conséquents pour stopper le programme nucléaire iranien et, en général, a manifesté une attitude de plus en plus agressive, menaçant l'Iran de sanctions économiques et même de frappes militaires s'il persistait dans cette voie. Comme les responsables américains aiment à la répéter, « aucune option n'est exclue [70] ». Les journalistes James Bamford et Seymour Hersh ont démontré que des projets de campagne militaire contre l'Iran ont été élaborés par les mêmes qui avaient précédemment planifié la guerre contre l'Irak. C'est le cas, par exemple, de Douglas Feith, sous-secrétaire d'État à la Défense jusqu'au mois d'août 2005. « Tout cela se fait en coopération étroite, bien que largement inavouée, avec Israël, écrivait Hersh début 2005. Sous l'égide de Douglas Feith, les civils du département de la Défense travaillent avec des planificateurs et des consultants israéliens pour définir avec précision les cibles iraniennes potentielles, qu'il s'agisse d'objectifs nucléaires, de sites d'armements chimiques ou de silos de missiles. » Le Pentagone a également envoyé des missions de renseignement en territoire iranien et actualisé ses « plans de mobilisation en vue d'une invasion de l'Iran [71] ».

En janvier 2007, l'administration Bush a pris plusieurs mesures pour augmenter la pression militaire sur l'Iran. En premier lieu, les troupes américaines ont arrêté à Erbil, dans le Kurdistan irakien, cinq fonctionnaires iraniens occupant un édifice que les habitants aussi bien que les autorités de Téhéran considéraient en fait comme une agence consulaire. Ensuite, Bush a annoncé qu'il avait décidé de renforcer le dispositif aéronaval américain dans le Golfe persique et d'installer un système de défense antimissiles Patriot pour protéger les États membres du Conseil de coopération du Golfe. Parallèlement, des représentants de l'état-major américain à Bagdad

accusaient l'Iran d'exporter en Irak des composants clés des explosifs meurtriers utilisés au passage des convois américains. Deux fonctionnaires aussi haut placés que Stephen Hadley, conseiller du président en matière de Sécurité nationale, et la secrétaire d'État Condoleezza Rice ont clairement laissé entendre que Washington n'excluait pas l'éventualité que des troupes américaines franchissent la frontière à la poursuite des trafiquants d'armes et d'explosifs iraniens [72].

Ce qui n'a pas empêché David Wurmser, conseiller du vice-président Cheney pour les questions moyen-orientales, d'estimer que Rice et Hadley étaient encore trop conciliants avec l'Iran et trop peu enthousiastes à l'égard de l'option militaire. Au printemps 2007, à l'occasion d'une série de conférences prononcées dans le cadre de l'American Enterprise Institute et d'autres *think tanks* conservateurs de Washington, Wurmser expliqua que le vice-président était insatisfait de l'attitude trop diplomatique de la secrétaire d'État, et même de celle du président. D'après lui, Cheney souhaitait collaborer avec Israël pour élaborer une stratégie militaire visant à éliminer le programme nucléaire iranien et entendait « vendre » cette stratégie à Bush. Lorsque les propos de Wurmser furent rendus publics, Rice nia l'existence de divergences au sein de l'administration à propos de l'Iran et affirma que le vice-président appuyait pleinement la politique du président [73].

Si les États-Unis préfèrent les menaces à la négociation, l'Union européenne, elle, a travaillé en sens inverse et s'est efforcée de trouver une solution diplomatique à la crise. Début août 2003, le groupe dit « EU-3 » (Grande-Bretagne, France et Allemagne) a initié des négociations avec Téhéran, et, le 21 octobre de cette même année, l'Iran a accepté de suspendre son programme d'enrichissement et de retraitement de l'uranium et d'autoriser l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à mener des inspections particulièrement approfondies sur son territoire. Un an plus tard, le 15 novembre 2004, Téhéran consentait « à proroger cette suspension et à l'étendre à toutes ses activités d'enrichissement et de retraitement, ainsi qu'à "initier des négociations visant à parvenir à un consensus mutuellement acceptable en vue de formuler des accords à long terme" [74] ». Mais, finalement, ces efforts ont échoué, et l'Iran a annoncé en août 2005 qu'il relançait l'enrichissement d'uranium. Depuis lors, le groupe EU-3 a continué à dialoguer avec Téhéran, mais sans beaucoup d'effets.

Même si les Américains étaient disposés à permettre aux Européens d'essayer de stopper le programme nucléaire iranien par la voie diplomatique, cette perspective ne les enthousiasmait guère et ils n'ont jamais fait beaucoup d'efforts pour encourager son succès [75]. En fait, en menaçant constamment l'Iran et en incitant les négociateurs européens à se montrer intransigeants, l'administration Bush a pratiquement fait en sorte que ces

négociations n'aboutissent pas. Pour que la voie diplomatique eût la moindre chance de succès, il fallait écarter la menace militaire.

À l'automne 2005, après que la diplomatie exercée sur un arrière-fond de menaces eut échoué à résoudre le problème, l'administration Bush a commencé à faire pression sur le Conseil de sécurité de l'ONU pour qu'il impose des sanctions à l'Iran. Elle a fini par atteindre son objectif fin décembre 2006, quand la Chine et la Russie ont consenti – après avoir beaucoup traîné des pieds – à voter un ensemble limité de sanctions [76]. Fin mars 2007, le Conseil de sécurité approuvait une deuxième série de sanctions face au refus des Iraniens de suspendre l'enrichissement de l'uranium. Ces nouvelles sanctions, de portée également limitée, incluaient un embargo sur les exportations d'armement de Téhéran, des restrictions aux déplacements internationaux des personnes associées au programme nucléaire iranien, et le gel des avoirs des individus et organisations non concernés par la première série de sanctions onusiennes [77]. La plupart des experts ne croient guère que ces mesures obligeront l'Iran à abandonner son programme nucléaire, ni que les États-Unis arriveront à convaincre le Conseil de sécurité d'approuver des sanctions plus agressives et éventuellement plus efficaces. Mais, si les sanctions de l'ONU ne sont pas une solution, quelle est la solution ?

Les alternatives

Il reste à l'administration Bush trois options pour stopper le programme nucléaire iranien : 1) elle peut essayer de forcer la main à Téhéran en exerçant une pression militaire, mais sans déclencher la guerre, en renforçant les sanctions et en rassemblant une coalition anti-iranienne comprenant à la fois Israël et les pays arabes ; 2) elle peut essayer d'y mettre fin en ayant recours à une intervention militaire ; ou bien 3) elle peut faire un effort sérieux pour arriver à un compromis diplomatique aux termes duquel l'Iran cesserait de développer des armes nucléaires. Israël et la plupart des organisations du lobby, en particulier les néoconservateurs, sont favorables à la deuxième option. Mais les dirigeants israéliens et leurs partisans américains sont bien conscients qu'il existe une forte opposition à un tel scénario tant au niveau de l'opinion américaine qu'au sein du gouvernement, sans parler de la communauté internationale – surtout au vu de ce qui se passe en Irak. En outre, il est clair que, malgré la rhétorique présidentielle, Bush n'est guère enthousiasmé par l'idée d'une intervention militaire, ce qui ne veut pas dire qu'une frappe contre le territoire iranien soit totalement exclue.

La stratégie de la Maison-Blanche pour l'année 2007 semble être de faire monter la pression sur Téhéran dans l'espoir que les Iraniens finiront par céder aux exigences américaines [78]. On l'a vu, en janvier 2007, l'administration Bush a pris un certain nombre d'initiatives militaires visant directement l'Iran. En outre, le président et la secrétaire d'État Condoleezza Rice ont engagé des efforts concertés pour convaincre les pays arabes du Moyen-Orient de s'aligner sur Washington et Israël contre l'Iran. Parallèlement, plusieurs groupes clés du lobby qui, jusqu'ici, avaient appuyé la politique de Bush, ont commencé à se mobiliser. À la veille de la conférence de l'AIPAC en mars 2007, *Forward* rapportait que « le lobby pro-israélien appuie une nouvelle législation visant à durcir les sanctions contre l'Iran et prenant pour cibles les sociétés étrangères qui font des affaires avec la République islamique [79] ».

Pour l'instant, cette stratégie n'a produit aucun résultat tangible. Nombre d'Irakiens, et même les Kurdes, ont critiqué Washington pour l'arrestation des cinq Iraniens à Erbil. Et, en mars 2007, Téhéran a renvoyé la balle en capturant dans le Golfe persique quinze marins britanniques accusés de pénétrer dans les eaux territoriales iraniennes [80]. Entre-temps, l'Iran continue à développer son programme nucléaire et à soutenir les factions chiites en Irak. Il ne semble pas que le renforcement du dispositif aéronaval américain dans le Golfe ait eu un quelconque effet sur le comportement de Téhéran. Le Congrès peut toujours voter des sanctions encore plus dures, mais le fait est que la Maison-Blanche n'est pas très chaude pour s'engager sur cette voie, parce que cela supposerait de sanctionner des alliés des États-Unis qui commercent avec l'Iran. Cela ne manquerait pas de créer de fortes tensions avec ces alliés et pourrait même les convaincre de s'abstenir de toute collaboration avec Washington sur le dossier des sanctions [81].

Quant aux tentatives d'inciter les pays arabes à coopérer, elles n'ont guère progressé, essentiellement à cause du soutien apporté par Washington à Israël dans le conflit avec les Palestiniens. En mars, non seulement le souverain saoudite Abdallah a invité le président iranien Ahmadinejad à visiter Riyad, mais il a aussi annulé une visite à la Maison-Blanche et qualifié l'occupation américaine de l'Irak d'« illégale ». D'après le directeur du Center for Strategic Studies de l'université de Jordanie, le message d'Abdallah est clair : « Les États-Unis doivent écouter leurs alliés au lieu de leur imposer leurs décisions et de prendre systématiquement le parti d'Israël. » Comme nous l'avons vu au chapitre 7, l'Arabie saoudite encourageait alors la Ligue arabe à relancer son initiative de paix de 2002 ; mais Washington faisait pression sur Riyad pour que cette proposition de résolution du conflit israélo-palestinien soit modifiée, car elle ne plaisait pas à Israël. Avec une certaine condescendance, Condoleezza Rice demanda aux pays arabes de « commencer à tendre

la main à Israël ». Cette admonition eut le don d'exaspérer les Saoudiens, et en particulier le roi Abdallah, qui y répondit en critiquant violemment la présence américaine en Irak [82].

Il est peu probable que les sanctions altèrent les calculs de Téhéran. Ce dont se doutent bien les dirigeants israéliens et leurs alliés aux États-Unis. C'est pourquoi ils exercent une pression constante non seulement pour que l'option militaire ne soit pas exclue, mais pour démontrer que l'Iran est tellement dangereux que, s'il ne cède pas aux exigences de Washington, le recours à la force sera indispensable. En témoignent les propos tenus par Ehud Olmert lors d'une session du Congrès le 24 mai 2006. Pour le Premier ministre israélien, un Iran nucléaire est comparable « à la sauvagerie de l'esclavage, aux horreurs de la Seconde Guerre mondiale, aux goulags du bloc communiste ». Non seulement il constituerait une menace pour Israël, mais il « mettrait en danger [...] la sécurité du monde entier ». À cette occasion, Olmert n'a pas caché qu'il comptait sur les États-Unis pour empêcher « ce sinistre orage pointant à l'horizon [de] projeter son ombre sur le monde [83] ».

Quelques mois plus tard, en novembre 2006, Olmert déclarait à un journaliste de *Newsweek* qu'il ne croyait pas que les Iraniens accepteraient « un compromis à moins qu'ils n'aient de bonnes raisons de craindre les conséquences d'un tel refus. Autrement dit, il faut que l'Iran commence à avoir peur [84] ». Au printemps 2007, Olmert intensifiait sa campagne en faveur de l'option militaire. Fin avril, il déclarait au magazine allemand *Focus* : « Il est peut-être impossible de détruire le programme nucléaire [iranien] dans son intégralité, mais il est possible de créer des dommages tels qu'il serait ramené plusieurs années en arrière. » Olmert estimait qu'« il suffirait de dix jours [de bombardements] et de mille missiles Tomahawk [85] ». Toutefois, un général israélien se demandait alors si Bush disposait d'une « marge de manœuvre politique suffisante pour attaquer l'Iran » et suggérait plutôt qu'Israël « lui vienne en aide en faisant pression sur le parti démocrate [...] et la presse américaine [...] pour créer un consensus bipartisan sur la question iranienne [86] ».

Des responsables israéliens ont également fait savoir qu'ils étaient prêts à engager une action préventive si l'Iran poursuivait son programme. Outre le fait qu'elles envoient un signal à l'Iran, ces menaces israéliennes maintiennent la pression sur Washington, vu que les États-Unis ne souhaitent pas qu'Israël intervienne seul. Fin 2005, le Premier ministre Ariel Sharon avait annoncé qu'« Israël – et pas seulement Israël – ne peut pas accepter une Iran nucléaire. Nous sommes tout à fait capables d'affronter ce problème, et nous faisons tous les préparatifs nécessaires pour faire face à une telle situation ». En janvier 2007, le *Sunday Times* rapportait que des pilotes israéliens s'entraînaient dans la perspective d'une frappe nucléaire tactique contre les

installations iraniennes ; malgré les démentis officiels, cette information trahissait l'importance qu'Israël accorde à cette question. Comme le signalait un spécialiste israélien en matière de défense interrogé par Associated Press, « il est fort possible qu'il s'agisse d'une fuite volontaire, d'une espèce d'avertissement dissuasif, comme pour dire : "Retenez-nous avant que nous fassions une folie" [87] ». Et, au cas où le message ne serait pas passé, le vice-Premier ministre Avigdor Lieberman déclarait en février à l'hebdomadaire *Der Spiegel* que, si la communauté internationale ne résolvait pas le problème, « Israël pourrait être obligé de le faire de sa propre initiative [88] ».

Certains membres du lobby ne se contentent pas de lancer de vagues exhortations à promouvoir un « changement de régime ». Ils insistent sur le fait qu'un Iran doté de l'arme nucléaire serait intolérable et que les États-Unis doivent être prêts à recourir à la force pour régler ce problème [89]. Les analystes néoconservateurs sont particulièrement en pointe sur la question, et leur point de vue est bien résumé par le titre d'une tribune libre publiée le 3 octobre 2006 dans le *New York Daily News* par Michael Rubin, de l'AEI : « Pour sortir du bourbier irakien, il faut planifier la guerre ». Joshua Muravchik, également membre de l'AEI, déclarait un mois plus tard que « le président Bush devra bombarder les installations nucléaires iraniennes avant de finir son mandat. Il est plus qu'improbable que l'Iran accepte d'abandonner son programme nucléaire sous l'effet d'incitations pacifiques [90] ». De même, en janvier 2007, Richard Perle affirmait : « Je suis convaincu que, si le président Bush parvenait à la conclusion que l'Iran risque d'obtenir l'arme nucléaire pendant la durée de son mandat, il n'hésiterait pas à ordonner une frappe [91]. » Enfin, Norman Podhoretz publia le 30 mai 2007, sur le site du *Wall Street Journal*, un article qui fit parler de lui, intitulé : « The case for bombing Iran : I hope and pray that Bush will do it. »

L'AIPAC a elle aussi joué un rôle clé dans la campagne en faveur de l'option militaire. Ses deux dernières conférences annuelles ont mis la question iranienne sous le feu des projecteurs, soulignant l'exigence d'en finir avec le programme nucléaire de Téhéran [92]. En 2007, John Hagee, leader de l'organisation Christians United for Israel (CUFI), était un des principaux orateurs invités. Déjà, en 2006, il avait déclaré au *Jerusalem Post* : « J'espère que les États-Unis joindront leurs forces militaires à celles d'Israël dans une frappe préventive destinée à anéantir le potentiel nucléaire de l'Iran pour le bien de la civilisation occidentale [93]. » Les participants à la conférence de mars 2007 ne furent pas déçus par son intervention : « Nous sommes en 1938 ; l'Iran, c'est l'Allemagne, et Ahmadinejad est le nouvel Hitler. Nous devons stopper la menace nucléaire iranienne et nous aligner courageusement aux côtés d'Israël. » Ces propos furent accueillis par un tonnerre d'applaudissements [94]. Tout le contraire des murmures réprobateurs suscités

un mois plus tôt par la sénatrice Hillary Clinton alors qu'elle essayait d'expliquer à un public de membres de l'AIPAC qu'il serait plus avisé d'explorer la voie du dialogue avec Téhéran avant d'envisager de recourir à des méthodes musclées [95].

Mais c'est peut-être à la mi-mars 2007 que s'est manifestée de façon la plus flagrante l'influence de l'AIPAC sur la politique iranienne de Washington. Lors d'un débat sur les dépenses militaires, les Congressistes s'apprêtaient à faire voter une proposition de loi exigeant que le président Bush requière l'approbation du Congrès avant de lancer une attaque contre l'Iran. Vu le précédent irakien, cette mesure de précaution était fort bien vue au Capitole et avait toutes les chances de passer. Elle s'inscrivait également dans les prérogatives constitutionnelles du Congrès. Mais l'AIPAC y voyait un moyen dangereusement efficace de neutraliser l'idée d'une option militaire contre l'Iran. Avec l'aide d'une poignée de Congressistes pro-israéliens – les démocrates Gary Ackerman, Eliot Engel et Shelley Berkley –, un intense lobbying dans les couloirs du Congrès permit d'éliminer la proposition contestée [96]. Un mois plus tard, quand quelqu'un demanda au Congressiste Michael Capuano (représentant démocrate du Massachusetts) pourquoi elle avait disparu, sa réponse tint en un mot : « L'AIPAC. » Ce que confirma son collègue démocrate de l'Ohio, Dennis Kucinich [97].

Malgré cette campagne opiniâtre d'Israël et de certains secteurs du lobby en faveur de l'option militaire, l'idée que menacer Téhéran de recourir à la force serait contre-productif est assez largement répandue, de même que sont généralement reconnues les probables conséquences désastreuses d'une attaque contre les installations nucléaires iraniennes [98]. Celle-ci aurait toutes les chances de provoquer une déstabilisation générale du Moyen-Orient et d'inciter l'Iran à des représailles contre les États-Unis et leurs alliés. Une nouvelle guerre contre un pays musulman est la dernière chose dont Washington a besoin par les temps qui courent. Les troupes américaines sont déjà enlisées en Irak, et le territoire iranien est beaucoup plus vaste et plus peuplé que celui de son voisin arabe. En outre, loin d'abandonner son programme nucléaire sous le coup d'une agression américaine, il est plus que probable que Téhéran redoublerait d'efforts pour le relancer, tout comme l'a fait l'Irak après la destruction de son réacteur nucléaire par Israël en 1981. On ne sera donc pas surpris par les propos de Charles Kupchan, expert sur les questions de sécurité européenne : « Je n'ai pas encore rencontré un seul responsable européen qui estime que la guerre soit préférable à un Iran nucléaire [99]. »

En fait, Israël est le seul pays du monde où l'opinion publique soutient majoritairement l'option militaire : près de 71 % de la population israélienne, si l'on en croit un sondage de mai 2007 [100]. De même, aux États-Unis, les principaux groupes du lobby sont les seules organisations importantes à

prôner l'entrée en guerre contre la République islamique. Début 2007, quand un journaliste demanda au général en retraite Wesley Clark pourquoi l'administration Bush semblait s'engager sur la voie d'un conflit avec l'Iran, celui-ci répondit : « Il suffit de lire la presse israélienne. La communauté juive est divisée sur la question, mais la pression exercée sur les politiciens par les milieux d'affaires de New York est énorme. » Clark fut aussitôt taxé d'antisémitisme pour avoir laissé entendre qu'Israël et certains Juifs américains inciteraient les États-Unis à entrer en guerre avec l'Iran, mais, comme le souligne le journaliste Matthew Yglesias : « Tout ce que dit Clark est vrai. Mieux encore, tout le monde sait que c'est vrai [101]. » Et, pour mettre les points sur les i, dans un ouvrage publié en 2006 et intitulé *Cible : l'Iran*, l'ancien inspecteur des Nations unies en Irak Scott Ritter écrivait : « Qu'il n'y ait aucun doute là-dessus : si demain les Américains font la guerre à l'Iran, ce sera une guerre *made in Israël*, et nulle part ailleurs [102]. » En d'autres termes, sans la campagne d'Israël et du lobby, il n'y aurait pas grand monde à Washington pour envisager sérieusement une attaque contre l'Iran.

La moins mauvaise des options

Comme nous l'avons signalé précédemment, la meilleure option disponible pour Washington serait d'écarter la menace d'une intervention militaire et de s'efforcer de parvenir à un accord global avec l'Iran [103]. Il est difficile de savoir si cette stratégie fonctionnerait, mais il y a de bonnes raisons de penser qu'elle aurait pu fonctionner dans le passé et qu'elle pourrait également fonctionner à l'avenir. Depuis le 11 septembre, l'Iran a indiqué à deux reprises qu'il souhaitait parvenir à un accord négocié avec les États-Unis [104]. Pendant l'automne 2001, Téhéran a aidé les États-Unis à vaincre les Taliban en fournissant à l'aviation américaine des informations sur des cibles en territoire afghan, en facilitant la coopération de l'Alliance du Nord avec les troupes américaines et en collaborant à des missions de sauvetage. Après la guerre, Téhéran a aidé Washington à mettre en place à Kaboul un gouvernement ami. Simultanément, le président iranien Khatami manifestait de nouveau ouvertement son désir d'améliorer les relations entre son pays et les États-Unis, en considérant les événements en Afghanistan comme un pas important dans cette direction.

Tout comme dans les années 1990, une bonne partie des fonctionnaires de la CIA et du Département d'État étaient tout à fait disposés à prendre au mot Khatami et à tenter de normaliser les relations avec Téhéran. Mais ils se heurtèrent à l'opposition véhémente des néoconservateurs. C'est cette dernière position qui l'a emporté auprès de Bush et Cheney. Fin janvier 2002, dans son discours sur l'état de l'Union, le président a remercié l'Iran pour sa

coopération en Afghanistan en l'incluant dans le tristement célèbre « axe du mal ». En outre, au cours des mois suivants, Bush a clairement laissé entendre que, si la priorité du moment était le changement de régime en Irak, le tour de l'Iran viendrait aussitôt après.

Malgré cette hostilité américaine, au printemps 2003 l'Iran a de nouveau essayé de tendre la main à Washington, comme il l'avait fait sous Clinton en 1997. Khatami déclara qu'il était prêt à négocier la question du programme nucléaire iranien, de manière à ce qu'il soit parfaitement transparent qu'« il n'existait pas de volonté de développer ou posséder des armes de destruction massive » de la part de Téhéran. En ce qui concerne le terrorisme, il affirma que l'Iran était disposé « à interrompre son soutien matériel aux groupes d'opposition palestiniens (Hamas, Jihad islamique, etc.) » et à « faire pression sur ces organisations pour qu'elles mettent fin aux actions violentes contre les civils » israéliens à l'intérieur des frontières de 1967. Quant au Hezbollah, Téhéran s'efforcerait d'en faire une « organisation strictement politique fonctionnant à l'intérieur du Liban ». Khatami indiquait aussi qu'il « acceptait » l'initiative de paix saoudienne de 2002, ajoutant explicitement qu'elle signifiait qu'il acceptait l'existence de deux États sur le territoire de la Palestine historique. En outre, l'Iran s'engageait à contribuer à stabiliser la situation en Irak. En échange de ces concessions, Khatami demandait aux États-Unis de cesser d'inclure l'Iran dans l'axe du mal et d'écarter toute menace d'intervention militaire contre son pays. Il exigeait également l'élimination des sanctions et le « plein accès [de son pays] à la technologie nucléaire à usage pacifique ». En substance, la solution promue par Khatami comportait tous les ingrédients d'un grand compromis historique [105].

Cette offre iranienne fut présentée en mai 2003, au lendemain de ce qui apparaissait alors comme une spectaculaire victoire américaine en Irak, elle-même succédant à une autre victoire spectaculaire en Afghanistan. À l'époque, nombreux étaient ceux qui pensaient que les États-Unis allaient pouvoir effectivement redessiner tout le Moyen-Orient. C'était donc le moment idéal pour pousser l'Iran à un accord ; le prestige et l'influence de Washington étaient à leur zénith et le sentiment de vulnérabilité de Téhéran très fort. Malheureusement, ces succès encouragèrent Bush à émettre des diktats plutôt qu'à négocier intelligemment. Soumis à la double pression d'Israël et des néoconservateurs, le président dédaigna les ouvertures de Khatami et les diplomates américains reçurent l'ordre de les ignorer.

On ne peut pas savoir si les deux parties seraient finalement parvenues à un grand compromis si l'administration Bush avait réagi favorablement. En Iran même, les « durs » auraient certainement résisté à toute forme de négociation avec le « grand Satan ». Néanmoins, il est irresponsable de la part de Bush de ne pas avoir essayé, ne serait-ce que parce qu'il s'agissait là de la

moins mauvaise des options. Une telle initiative diplomatique aurait pu éviter l'élection du président Ahmadinejad, dont les déclarations irresponsables et l'attitude agressive n'ont fait qu'envenimer une situation déjà délicate. Si jamais le dialogue avait échoué et si l'Iran finissait par obtenir l'arme nucléaire, les États-Unis pouvaient toujours en revenir à une stratégie de dissuasion.

Il n'est peut-être pas trop tard pour parvenir à un accord avec l'Iran, même si les chances de succès sont aujourd'hui moins grandes qu'en 2001 ou 2003. Non seulement la capacité de négociation des États-Unis est affaiblie par la situation en Irak, mais les dirigeants iraniens ont plus de raisons que jamais de se méfier de Bush. En outre, Ahmadinejad a remplacé Khatami à la tête du gouvernement iranien, et il n'a guère manifesté des signes d'ouverture. Néanmoins, il existe toujours des raisons majeures d'essayer de parvenir à un grand compromis. Non seulement il s'agit toujours de la meilleure stratégie pour empêcher l'Iran d'acquérir un arsenal nucléaire, mais les États-Unis ont besoin de l'aide de l'Iran pour résoudre leurs problèmes tant en Afghanistan qu'en Irak. C'est pourquoi le Groupe d'étude sur l'Irak recommandait en décembre 2006 que George W. Bush choisisse la voie de la négociation avec Téhéran plutôt que celle de la confrontation [106]. Ses membres comprennent qu'adopter une attitude agressive envers l'Iran, c'est lui offrir d'excellentes raisons d'intriguer en Afghanistan et en Irak, ce qui n'est certainement pas dans l'intérêt des États-Unis [107].

Beaucoup de gens aux États-Unis sont favorables à des négociations sérieuses avec l'Iran [108]. Nous l'avons vu, c'est le cas au sein de la CIA et du Département d'État et de l'armée. Un sondage réalisé fin novembre 2006, juste avant que le Groupe d'étude sur l'Irak publie son rapport, montre que 75 % des Américains pensent que les États-Unis « devraient traiter avec le gouvernement iranien avant tout en essayant de construire des relations plus positives ». Seuls 22 % des personnes interrogées étaient favorables à « faire pression sur lui en le menaçant implicitement d'une intervention militaire [109] ». Les recommandations en faveur du dialogue faites par le Groupe d'étude – un comité composé d'éminentes personnalités démocrates et républicaines – constituent un autre indicateur de l'ampleur du soutien à l'idée de négociations. Même Thomas Friedman, du *New York Times*, d'habitude très en phase avec les préoccupations d'Israël, observait début 2007 que l'Iran était un « allié naturel » des États-Unis [110].

Même s'il serait stratégiquement tout à fait sensé pour Washington d'essayer de parvenir à un grand compromis avec l'Iran, et même s'il est clair que cette politique jouirait d'un soutien massif aux États-Unis et dans le reste du monde, il y a peu de chances qu'elle voie le jour à court ou moyen termes. Il est pratiquement certain qu'Israël et le lobby s'emploieront à décourager tous les efforts pour promouvoir un dialogue sérieux avec

Téhéran, comme ils l'ont fait depuis 1993. De fait, le lobby a fait tout ce qui était en son pouvoir pour discréditer les recommandations du Groupe d'étude. D'après *Forward*, la publication de ce rapport « a engendré une vague de protestations d'organisations juives opposées à son appel en faveur de pourparlers avec l'Iran, la Syrie et les Palestiniens ». Mais « les initiés disent que la véritable cible des préoccupations d'Israël n'est ni la Syrie ni les Palestiniens, mais l'Iran et son programme nucléaire [111] ».

Il est également probable que le lobby essaie de s'assurer que les États-Unis continuent à menacer l'Iran de frappes militaires s'il n'abandonne pas son programme d'enrichissement. Vu que cette menace n'a pas fonctionné dans le passé et qu'elle a peu de chances de fonctionner à l'avenir, certains des partisans américains d'Israël, en particulier les néoconservateurs, continueront à inciter les États-Unis à la mettre en pratique. Même s'il y a encore un risque que George W. Bush décide d'attaquer l'Iran avant la fin de son mandat, cela reste impossible à savoir avec certitude. Vu la rhétorique inflexible des candidats à la présidence, il est également possible que son successeur en prenne l'initiative, surtout si l'Iran est près d'obtenir l'arme nucléaire et si les partisans de la ligne dure continuent à prévaloir à Téhéran. Si les États-Unis lancent effectivement une telle attaque, ce sera en partie au nom d'Israël, et le lobby devra assumer une grande part de responsabilité pour avoir encouragé une politique aussi dangereuse et contraire aux intérêts de l'Amérique.

Conclusion

Tout comme pour la politique de Washington envers les Palestiniens, la tragique décision d'envahir l'Irak et la logique de confrontation à l'égard de la Syrie, l'influence du lobby pro-israélien sur la politique américaine envers l'Iran est nuisible aux intérêts nationaux. En s'opposant à toute forme de détente entre l'Iran et les États-Unis, sans même parler de coopération, le lobby a contribué à renforcer les positions des partisans iraniens de la ligne dure, aggravant ainsi les problèmes de sécurité d'Israël. Mais l'impact négatif de cette politique ne s'arrête pas là. L'influence du lobby pendant la guerre de l'été 2006 au Liban a également eu des conséquences très nuisibles tant pour les États-Unis que pour Israël.

11

Le lobby et la seconde guerre du Liban

Pendant l'été 2006, Israël a mené une guerre de trente-quatre jours contre le Liban. Le 12 juillet, le Hezbollah, l'organisation chiite qui contrôle le Sud-Liban, a planifié de l'autre côté de la frontière une opération qui a provoqué la mort ou l'emprisonnement de plusieurs soldats israéliens. L'armée israélienne a répondu à cette attaque par une campagne aérienne massive, qui a causé la mort de plus de 1 100 Libanais – essentiellement des civils, dont environ un tiers d'enfants. Cette campagne a également détruit une grande partie des infrastructures libanaises, notamment des routes, des ponts, des bureaux, des immeubles, des stations-service, des usines, des stations de pompage d'eau, des pistes d'aéroport, des maisons et des supermarchés [1]. Il a été reconnu presque unanimement qu'Israël avait le droit de se défendre et de répondre au raid du Hezbollah. Cependant, le caractère disproportionné de cette réaction a été très largement condamné dans le monde entier.

Malgré le ferme soutien des États-Unis, Israël n'a pas réussi à atteindre ses objectifs militaires ou politiques alors que le Hezbollah, lui, a vu son prestige et sa popularité considérablement renforcés au terme de la guerre. Le chef d'état-major de l'armée israélienne, le général Dan Halutz, a démissionné quelques mois plus tard. Une enquête officielle du gouvernement israélien, présidée par l'ancien juge de la Cour suprême Eliyahu Winograd, a critiqué par la suite de façon cinglante la préparation et la conduite de la guerre. L'une des conclusions de la commission Winograd pointait notamment l'incapacité des dirigeants israéliens à « envisager l'ensemble des options possibles », et à « adapter les objectifs de l'opération militaire à la

réalité du terrain » ainsi que la poursuite d'objectifs « mal définis et irréalistes »[2].

Cette guerre fut aussi un sérieux revers pour les États-Unis. Elle a affaibli le gouvernement Siniora à Beyrouth, dont l'élection, après la « révolution du Cèdre » de 2005, représentait l'une des rares réussites de la politique de l'administration Bush au Moyen-Orient. La guerre a aussi contribué à consolider l'alliance informelle entre le Hezbollah, la Syrie et l'Iran et à attiser l'anti-américanisme dans toute la région. Les efforts des États-Unis pour lutter contre le terrorisme et pour trouver un consensus régional au sujet de l'Iran et de l'Irak ont ainsi été sérieusement compromis.

Comment a-t-on pu en arriver là ? Si la responsabilité première de la mauvaise gestion de la guerre incombe aux dirigeants israéliens, les États-Unis ont cautionné leurs erreurs en leur offrant un soutien inconditionnel avant et pendant la guerre. Israël avait informé l'administration Bush de son intention d'attaquer le Hezbollah bien avant que la guerre n'éclate, le 12 juillet, et Washington lui avait tacitement donné son feu vert. Alors que le monde entier, et en particulier les plus grandes démocraties, a dénoncé le comportement d'Israël, les États-Unis lui ont offert un précieux appui diplomatique et militaire. Pendant toute la durée de la guerre, le lobby pro-israélien a tout fait pour que les États-Unis restent dans le camp d'Israël.

D'un point de vue stratégique, l'administration Bush n'avait aucune raison de soutenir la réponse disproportionnée d'Israël aux attaques du Hezbollah. Et on ne trouve pas non plus d'argument moral concluant pour justifier l'attitude américaine. Le soutien aveugle des États-Unis n'était pas non plus dans l'intérêt d'Israël. Comme le suggère le rapport Winograd, il eût mieux valu pour Israël que ses dirigeants examinent « toutes les options existantes ». En d'autres termes, les États-Unis auraient fait un bien meilleur allié s'ils avaient insisté pour que les dirigeants israéliens adoptent une stratégie différente lorsque ceux-ci leur ont fait part de leur intention d'attaquer le Liban. Si les États-Unis avaient agi ainsi, Israël aurait été obligé de trouver une réponse plus adaptée et on aurait évité la débâcle qui s'est produite ensuite au Liban.

Les Israéliens et nombre de leurs alliés américains refusent d'admettre que le lobby a largement influencé la politique américaine avant et pendant la seconde guerre du Liban, et proposent plusieurs autres explications afin de décrédibiliser cette thèse. Comme par le passé, certains alliés d'Israël affirment que, si le gouvernement américain a soutenu si fermement l'opération israélienne, c'est parce que l'opinion américaine se sent très proche de l'État hébreu. Autrement dit, le président Bush et le Congrès n'ont fait qu'obéir à la volonté du peuple. D'autres affirment que, dans ce conflit avec le Hezbollah, Israël a agi en État satellite de l'Amérique. Selon cette interprétation, l'administration Bush aurait été le véritable commanditaire de la guerre et

Israël aurait agi sur ses ordres. Si certains observateurs peuvent trouver ces explications *a priori* pertinentes, elles ne correspondent pas aux preuves disponibles.

La préparation de la guerre

Israël a attaqué le Liban plusieurs fois au cours des quarante dernières années, mais il n'avait jusqu'alors mené qu'une seule véritable guerre sur le territoire libanais. Sous le commandement du Premier ministre Menahem Begin et du ministre de la Défense Ariel Sharon, Israël a envahi le pays du Cèdre en juin 1982. Dix-huit ans plus tard, l'armée israélienne a enfin quitté le Liban et c'est le Hezbollah qui l'a mise à la porte. Même après le retrait israélien, les rapports entre Israël et l'organisation chiite sont restés très tendus, et des accrochages ont eu lieu à plusieurs reprises le long de la frontière israélo-libanaise. C'est un incident de ce type qui a dégénéré le 12 juillet et a marqué le début de la seconde guerre du Liban.

Israël était de plus en plus préoccupé par l'énorme réserve de missiles et de roquettes que la Syrie et surtout l'Iran avaient fournie au Hezbollah. Cela faisait longtemps, bien avant les enlèvements du 12 juillet, qu'il songeait à attaquer la milice chiite. Gerald Steinberg, un expert en stratégie bien introduit, l'a clairement confirmé : « De toutes les guerres qu'Israël a menées depuis 1948, celle-ci était la mieux préparée. D'une certaine manière, on a commencé à planifier la guerre dès le mois de mai 2000, juste après le retrait israélien. C'est alors qu'il est devenu évident que la communauté internationale n'avait pas l'intention d'empêcher le Hezbollah de constituer des réserves de missiles et d'attaquer Israël. La campagne militaire programmée pour durer trois semaines et à laquelle nous assistons maintenant, était déjà esquissée dès 2004 ; et cela fait environ un an ou deux qu'on organisait des simulations et qu'elle était préparée dans les moindres détails [3]. »

Le témoignage de Seymour Hersh va dans le même sens : « Plusieurs anciens responsables – d'alors ou encore en fonction – du secteur Moyen-Orient m'ont confié qu'Israël avait vu dans l'enlèvement des soldats l'occasion rêvée de déclencher la campagne militaire qu'il planifiait contre le Hezbollah. "Le Hezbollah, réglé comme une horloge, provoquait un petit incident tous les mois ou deux", affirmait un conseiller du gouvernement américain très proche Israël [4]. » Quant au Premier ministre israélien, Ehud Olmert, il a déclaré devant la commission Winograd qu'« il avait pris la décision de réagir à l'enlèvement des soldats par une vaste opération militaire dès mars 2006 », soit quatre mois avant le début du conflit. C'est alors qu'il a demandé à voir le « plan d'attaque » existant en cas de guerre contre le Liban, « car il ne voulait pas prendre de décision hâtive à cause d'un simple

enlèvement ». Olmert a également précisé qu'en novembre 2005, juste après une tentative ratée du Hezbollah pour capturer des soldats de Tsahal dans un village frontalier, son prédécesseur Ariel Sharon « avait ordonné à l'armée de préparer la "liste des cibles" dans le cadre d'une réponse militaire au Liban ». Olmert a organisé une première réunion sur le Liban début janvier 2006, quatre jours après avoir été nommé Premier ministre – Ariel Sharon ayant été déclaré inapte. Il a par la suite « organisé plus de réunions à propos du Liban que n'importe lequel de ses récents prédécesseurs [5] ».

Des responsables israéliens auraient, paraît-il, fait part de leurs intentions à des personnages clés, membres ou non de l'administration Bush, bien avant le 12 juillet. « D'après un expert du Moyen-Orient au fait des discussions en cours aussi bien au sein du gouvernement israélien qu'au sein de l'administration américaine, écrivait Hersh, Israël avait mis au point une stratégie pour attaquer le Hezbollah – et en avait informé les responsables de l'administration Bush – bien avant l'enlèvement du 12 juillet. » De même, Matthew Kalman affirmait dans le *San Francisco Chronicle* qu'« il y a plus d'un an, un officier supérieur de l'armée israélienne a commencé à organiser des présentations Powerpoint confidentielles, devant des journalistes, des diplomates ou dans divers *think tanks*. À cette occasion il a expliqué le plan de l'opération actuelle de manière étonnamment précise. L'officier n'a pas pu être identifié, conformément aux règles de base de ces réunions [6] ».

Les faits dont on dispose indiquent que l'administration Bush a donné sa bénédiction à Israël alors qu'il préparait la guerre. D'après Hersh, « le consultant du gouvernement américain révèle qu'un peu plus tôt cet été-là, avant les enlèvements du Hezbollah, plusieurs responsables israéliens s'étaient rendus à Washington, séparément, "afin de demander le feu vert pour les bombardements et pour savoir jusqu'où iraient les États-Unis. Israël, précise le consultant, a commencé par Cheney. Il voulait être sûr de son soutien et de celui de son cabinet, ainsi que de celui du bureau Moyen-Orient du National Security Council". Après cela, a ajouté le conseiller, "persuader Bush n'a jamais été un souci et Condi Rice était de la partie" [7] ».

Nous disposons de peu d'informations officielles sur le processus de prise de décision qui a conduit le président Bush à soutenir la décision d'Olmert d'attaquer le Liban à la première occasion. Il y a néanmoins des raisons de penser que les néoconservateurs, qui souhaitaient en effet en finir avec le Hezbollah depuis le 11 septembre, ont joué un rôle décisif. De plus, les deux conseillers pour le Moyen-Orient les plus influents de la Maison-Blanche avant et pendant la guerre étaient de fervents défenseurs d'Israël et de sa politique très dure à l'égard d'adversaires comme le Hezbollah [8]. Le personnage central au National Security Council en charge de la politique au

Moyen-Orient était Elliott Abrams. Le *New York Times* a écrit pendant la guerre qu'« il avait poussé l'administration à soutenir Israël [9] ».

L'autre personnage clé est David Wurmser, le conseiller du vice-président Cheney pour le Moyen-Orient [10]. C'est l'un des auteurs du rapport « Une rupture nette », paru en 1996, qui appelait le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou à mettre un terme au processus d'Oslo et à recourir à la force pour transformer le paysage politique au Moyen-Orient. Le rapport insistait notamment sur la nécessité de « sécuriser » la frontière nord d'Israël en « s'occupant du Hezbollah, de la Syrie et de l'Iran, les principaux responsables de l'agression israélienne au Liban [11] ». Bien avant la seconde guerre du Liban, Adam Shatz décrivait Wurmser dans la *New York Review of Books* comme « un partisan déclaré d'une guerre préventive contre la Syrie et le Hezbollah, un point de vue surtout défendu par les néoconservateurs présents dans l'administration Bush ou proches de celle-ci [12] ». Quand Seymour Hersh explique, comme nous l'avons indiqué, qu'Israël « cherchait à obtenir le soutien du bureau [de Cheney] et du bureau Moyen-Orient du Conseil de sécurité nationale », ce qu'il veut dire en fait c'est qu'Olmert voulait l'approbation d'Abrahms et de Wurmser, qu'il a sans doute obtenue. En dehors de ce fait tout simple, on sait peu de chose sur le rôle de l'administration Bush dans la préparation de la guerre du Liban.

Il n'y a rien dans cette exposition des faits qui suggère qu'Israël ou les États-Unis aient conspiré pour provoquer une guerre au Liban. Étant donné la tension et l'effervescence à la frontière et l'inquiétude légitime d'Israël face aux missiles et roquettes du Hezbollah, il n'est pas étonnant que l'armée israélienne ait mis au point une stratégie pour parer à cette menace. Après tout, n'est-ce pas le rôle de n'importe quel état-major compétent que de se préparer à des événements qui peuvent très bien ne jamais se produire ? Il était aussi tout à fait normal qu'Israël demande à son patron américain ce qu'il pensait de son plan, pour s'assurer que Washington ne s'opposerait pas à la stratégie qu'il était en train de préparer.

Un « puissant dispositif de soutien [13] »

Une fois la guerre commencée, et alors que les critiques commençaient à pleuvoir du monde entier, l'administration Bush a apporté un soutien diplomatique exceptionnel à Israël. L'ambassadeur des États-Unis à l'ONU, John Bolton, que l'ambassadeur israélien à l'ONU avait un jour décrit en plaisantant comme le sixième membre de la délégation israélienne, a opposé son veto à une résolution du Conseil de sécurité critiquant Israël. Il a aussi travaillé sans relâche pendant tout un mois pour empêcher les Nations unies d'imposer un cessez-le-feu à Israël, afin que celui-ci puisse en finir avec

le Hezbollah [14]. La secrétaire d'État Condoleezza Rice a cherché à minimiser la violence lors d'une conférence de presse, où elle est allée jusqu'à la réduire aux « contractions nécessaires pour donner le jour à un nouveau Moyen-Orient [15] ». C'est seulement lorsqu'il est apparu clairement que l'armée israélienne ne remporterait aucune victoire décisive que l'administration Bush – et Israël – a reconnu la nécessité d'un cessez-le-feu. Durant les négociations qui ont suivi et conduit à l'adoption de la résolution 1701 de l'ONU, les États-Unis se sont énormément engagés pour protéger les intérêts d'Israël. En fait, alors qu'on était en train de finaliser la résolution, le Premier ministre israélien Ehud Olmert a appelé le président Bush le 11 août pour le remercier de « protéger les intérêts d'Israël devant le Conseil de sécurité [16] ».

Le président a souvent pris publiquement la défense d'Israël, sans jamais émettre la moindre critique. L'ambassadeur à l'ONU Bolton a déclaré devant le Conseil de sécurité que l'objectif du Hezbollah était d'« assassiner des civils innocents ». Le nombre démesuré de civils libanais tués par Israël, en revanche, n'était que la « conséquence triste et vraiment malheureuse de son droit à se défendre ». En plus de son appui diplomatique, l'administration a fourni à Israël des renseignements militaires pendant toute la durée du conflit. Quand Israël a commencé à manquer de bombes à guidage de précision, le président a très vite accepté de lui en envoyer [17]. Au plus fort de la guerre, il a réussi à faire pression sur la Turquie et sur l'Irak pour qu'ils interdisent à un avion, en provenance d'Iran et à destination de Damas, chargé de missiles pour le Hezbollah, de traverser leur espace aérien [18]. Shai Feldman, un universitaire israélien très bien informé, remarquait pendant les derniers jours de la guerre : « On aime vraiment énormément le président ici [19]. »

Comme nous l'avons vu dans d'autres contextes, le soutien le plus actif à Israël émane en général du Congrès, ce qui s'est clairement confirmé pendant le conflit au Liban. Les démocrates et les républicains ont fait de la surenchère pour montrer que leur parti était le meilleur ami d'Israël. Un militant pro-israélien a expliqué qu'il pensait que c'était « une bonne chose de voir les membres du Congrès essayer d'impressionner leurs collègues en affirmant que leur posture pro-israélienne était bien plus crédible que celle du voisin [20] ». Au bout du compte, il n'y avait pour ainsi dire presque aucune différence entre les deux partis à propos de l'action d'Israël au Liban. Fait pour le moins surprenant quand on connaît les très nettes différences qui les opposent sur l'essentiel des autres questions de politique étrangère, comme l'Irak par exemple. Abraham Foxman, le président de l'ADL, a très clairement résumé ce point : « Les démocrates s'opposent au président sur 99 % des sujets, mais pour ce qui concerne Israël ils serrent les rangs autour de lui [21]. »

Preuve de ce consensus, le 20 juillet 2006 la Chambre des représentants a adopté une résolution condamnant très fermement le Hezbollah et avalisant pleinement la stratégie israélienne. La résolution a été votée à 410 voix contre 8. Puis ça a été le tour du Sénat, qui a adopté une résolution similaire, parrainée par 62 sénateurs, dont les leaders des deux partis. Un certain nombre de démocrates influents, tels que les chefs de file du parti à la Chambre et au Sénat, ont essayé d'empêcher le Premier ministre irakien, Nouri Al Maliki, de prononcer son discours devant le Congrès, parce qu'il avait critiqué la politique israélienne au Liban [22]. Howard Dean, le président du parti démocrate, qui avait pourtant été la cible des attaques du lobby par le passé, est allé jusqu'à traiter d'antisémite le Premier ministre irakien [23]. Le soutien du Congrès à Israël était si écrasant que les responsables arabes-américains en sont restés sans voix. Nick J. Rahall, un membre démocrate du Congrès d'origine libanaise, a avoué que la résolution de la Chambre lui avait « donné la nausée, pour le dire poliment ». James Zogby, qui dirige l'Arab American Institute, a déclaré quant à lui : « C'est tellement désespérant. Je ne pensais pas que ça irait jusque-là [24]. »

Les candidats potentiels à l'élection présidentielle de 2008 – comme les sénateurs Hillary Clinton, John McCain et Joe Biden – ou encore l'ancien speaker de la Chambre des représentants Newt Gingrich ont exprimé leur soutien à Israël avec beaucoup d'emphase [25]. Le seul qui a fait exception à la règle, c'est le sénateur républicain Chuck Hagel, qui a prudemment exprimé quelques réserves au sujet de la réaction israélienne et du soutien américain. Les remarques de Hagel ont été largement ignorées par ses collègues du Congrès aussi bien que par le lobby, mais elles n'ont certainement pas servi ses ambitions présidentielles [26].

Les grands médias ont tous, eux aussi, pris le parti d'Israël. *Editor and Publisher*, une revue professionnelle de grande qualité, a mené une enquête portant sur des douzaines de journaux environ une semaine après le début de la guerre. Il est apparu que presque aucun n'a condamné les attaques israéliennes sur les quartiers et les infrastructures civils au Liban [27]. Les chaînes câblées d'information en continu inondaient le pays de reportages et de commentaires décrivant l'État hébreu comme un combattant assiégé incapable de faire le mal.

Israël a été moins bien traité à la une des quotidiens et dans les reportages sur le terrain. Une étude réalisée par l'université de Harvard montre que, « dans les premières pages du *New York Times* et du *Washington Post*, Israël était présenté comme l'agresseur au moins deux fois plus souvent dans les grands titres et trois fois plus souvent dans les photos [que dans les autres journaux] [28] ». Ce type de représentations était en grande partie inévitable, cependant, étant donné qu'Israël causait beaucoup plus de dégâts au Liban que le Hezbollah au nord d'Israël. À la fin du conflit, le Hezbollah avait tué

43 civils israéliens et touché ou détruit environ 300 bâtiments en Israël. L'armée israélienne, en revanche, avait tué au Liban 750 civils et touché ou détruit environ 16 000 bâtiments [29]. Vu les chiffres, la caméra est très vite devenue le plus grand ennemi d'Israël. Les médias étaient aussi bien obligés de tenir compte du fait que le Hezbollah et le gouvernement Siniora à Beyrouth s'étaient déclarés favorables à un cessez-le-feu presque dès le début du conflit, alors que les dirigeants israéliens avaient cherché à poursuivre la guerre jusqu'à ce qu'ils se rendent compte que leurs objectifs étaient irréalisables.

Et pourtant les tribunes et éditoriaux sont restés pro-israéliens pendant toute la durée du conflit. Or cela a eu une influence certaine sur la présentation des événements en général, si bien que l'image d'Israël dans les médias américains a été globalement très positive. Un article du journal anglais *The Independent* a très bien résumé l'état d'esprit des grands médias : « Dans tout conflit, on voit les deux côtés, sauf quand on regarde les médias américains pour comprendre la guerre du Liban. Le public est soumis à une couverture médiatique partisane qui traite Israël comme le gentil et leur ennemi du Hezbollah comme l'incarnation du mal. Non seulement il n'y a pour ainsi dire aucun débat, mais le principe même du débat est perçu comme douteux et inutile [30]. »

Le plus frappant, c'est que les États-Unis ont été le seul pays à soutenir avec enthousiasme la stratégie israélienne au Liban. Presque tous les autres pays, ainsi que les représentants de l'ONU, l'ont critiquée et dénoncé le soutien inébranlable de Washington. Tout cela soulève évidemment la question suivante : pourquoi les États-Unis ont-ils été si déphasés par rapport au reste du monde ?

Inconscience stratégique

Il est possible de répondre en affirmant que le soutien à Israël était stratégiquement justifié pour les États-Unis. Mais cela ne tient pas debout. La stratégie d'Israël était vouée à l'échec puisque, comme le note la commission Winograd, « Israël ne parvenait pas à concrétiser ni les prévisions ni les objectifs de son plan ». La réaction israélienne trahissait l'existence « de failles dans sa stratégie ». Autant dire que l'administration Bush a soutenu une stratégie perdante dès le début [31].

L'objectif principal d'Israël pendant la guerre était de compromettre sérieusement l'efficacité militaire du Hezbollah. Les Israéliens étaient tout particulièrement déterminés à éliminer les milliers de missiles et de roquettes qui menaçaient le nord d'Israël. Ehud Olmert a emporté l'adhésion quand il a promis que « la menace ne sera plus la même. Ils ne seront

plus jamais capables de menacer ce peuple sur lequel ils ont envoyé des missiles [32] ». L'ambassadeur d'Israël à Washington a de même affirmé : « Si nous ne voulons pas être pris en otages une fois de plus, il ne faut pas faire les choses à moitié. Il va falloir aller jusqu'au bout et neutraliser le Hezbollah [33]. » Dans un article du *Wall Street Journal*, l'ancien Premier ministre Benjamin Netanyahou confirmait que le but d'Israël était très clair : « Saisir les missiles, ou les détruire [34]. »

Israël a tenté de neutraliser les armes du Hezbollah de deux manières différentes, mais complémentaires. Les dirigeants israéliens étaient persuadés que les forces aériennes suffiraient pour éliminer directement presque toutes les armes [35]. Ils avaient aussi une tactique plus indirecte pour régler le problème : dans le cadre d'une campagne punitive classique, Tsahal infligerait de grandes souffrances à la population civile libanaise en détruisant les habitations et les infrastructures, en forçant des centaines de personnes à abandonner leur maison, ce qui provoquerait au passage la mort d'un très grand nombre de civils. Olmert a été très clair sur ce point lors d'une conférence de presse juste après les enlèvements, où il a promis une réponse « très douloureuse et aux conséquences lourdes [36] ». Cette campagne punitive avait pour but de faire comprendre aux dirigeants libanais qu'au bout du compte ils étaient responsables des actes du Hezbollah et que par conséquent le pays entier payerait chaque fois que le Hezbollah attaquerait Israël. Les propos du Premier ministre étaient sans ambiguïté : « Le gouvernement libanais, dont le Hezbollah fait partie, est en train d'essayer de rompre la stabilité régionale. Le Liban est responsable et il en payera le prix [37]. »

Les deux aspects de cette stratégie étaient voués à l'échec dès le départ. Essayer de désarmer le Hezbollah en utilisant la force aérienne n'était pas une option réaliste. Même avec une quantité suffisante de bombes intelligentes, l'armée de l'air israélienne ne pouvait pas éliminer les 10 000 à 16 000 missiles et roquettes du Hezbollah [38]. La plupart de ces armes étaient extrêmement dispersées, dissimulées dans des caves, des maisons, des mosquées, et autres cachettes. De plus, à supposer que l'armée israélienne ait réussi à détruire l'essentiel des réserves du Hezbollah, l'Iran ou la Syrie en auraient immédiatement envoyé de nouvelles. Comme il fallait s'y attendre, alors que des missiles et des roquettes continuaient chaque jour d'atteindre le nord d'Israël, il est vite devenu très clair que l'utilisation de la force aérienne n'avait pas l'effet escompté. En fait, c'est le 13 août, soit un jour avant le cessez-le-feu, que le Hezbollah a lancé le plus de missiles sur Israël [39].

Fin juillet, le gouvernement Olmert a décidé de régler le problème en envoyant au Liban de nombreuses troupes au sol, après avoir affirmé qu'« il faudrait à Israël [juste] quelques semaines de plus pour vaincre le Hezbollah une fois pour toutes [40] ». C'était là une autre marque d'inconscience.

L'armée israélienne n'avait-elle pas combattu le Hezbollah au Liban entre 1982 et 2000 ? Or le Hezbollah avait non seulement survécu, mais il avait même obligé Israël à se retirer. Comment Israël allait-il maintenant pouvoir réaliser en quelques semaines ce qu'il avait été incapable d'accomplir en dix-huit ans ? L'offensive terrestre n'a produit aucun résultat décisif et Israël a été bien obligé d'accepter un cessez-le-feu le 14 août [41]. C'est deux jours avant le début du cessez-le-feu qu'Israël a essuyé les plus lourdes pertes [42].

Le second volet de la stratégie israélienne ne pouvait qu'échouer lui aussi. Il existe un grand nombre de précédents historiques et d'ouvrages universitaires qui démontrent clairement que faire souffrir la population civile de l'adversaire conduit très rarement le gouvernement adverse à céder et à se plier aux exigences de l'attaquant [43]. Tout au contraire, la colère des victimes se retourne en général contre l'attaquant et, si leurs sentiments évoluent, c'est généralement dans le sens d'un soutien plus fort à leur propre gouvernement. En effet, Israël avait déjà lancé deux campagnes de bombardements de grande échelle contre le Liban – l'opération « Règlement de comptes » en 1993 et l'opération « Raisins de la colère » en 1996 – et ni l'une ni l'autre n'avaient réussi à affaiblir le Hezbollah de manière significative ni à ébranler sa popularité [44].

L'histoire s'est répétée en 2006. Au terme de la campagne lancée par Israël, la popularité du Hezbollah est montée en flèche au Liban (ainsi que dans l'ensemble du monde arabe et islamique), et la colère de la plupart des Libanais s'est retournée contre Israël et les États-Unis plutôt que contre le Hezbollah ou le gouvernement de Beyrouth [45]. Mais imaginons maintenant le scénario inverse et que les bombes israéliennes aient été capables de convaincre les dirigeants libanais qu'il était temps de désarmer le Hezbollah. Ces derniers n'auraient pas pu y arriver : le Hezbollah était trop puissant et le gouvernement libanais trop faible.

Après environ deux semaines de combat, alors que les missiles continuaient de pleuvoir sur le nord d'Israël et que la campagne d'Israël était en train de se retourner contre lui, ses dirigeants ont commencé à redéfinir la victoire *a minima*. Ils se sont mis tout d'un coup à défendre des objectifs tels que l'élimination des positions avancées du Hezbollah et le déploiement d'une force internationale capable de protéger Israël des attaques du Hezbollah [46]. Aux États-Unis, *Forward* indiquait que, « selon des sources proches de la Maison-Blanche et du Pentagone, les faucons de l'administration ont exprimé leur déception et leur frustration devant l'incapacité d'Israël à régler son compte une fois pour toutes au Hezbollah ». Certains des défenseurs les plus radicaux d'Israël se sont même mis à clamer qu'Israël risquait de perdre la guerre et quelques-uns sont allés jusqu'à demander si Israël représentait encore un atout stratégique pour les États-Unis. Le 4 août,

Charles Krauthammer écrivait dans le *New York Times* que la guerre avait fourni à Israël une « occasion extraordinaire » de participer « de façon décisive à la guerre américaine contre le terrorisme ». Les États-Unis, toutefois, « avaient été déçus » par les agissements israéliens qui avaient « non seulement compromis l'opération libanaise mais également déstabilisé la confiance américaine en Israël [47] ».

Quand la guerre s'est finalement achevée le 14 août, les deux camps se sont déclarés vainqueurs [48]. La plupart des experts, cependant, sont convaincus que le Hezbollah a gagné la guerre [49]. Presque tout le monde reconnaît qu'il s'en est bien sorti sur le terrain et qu'il était encore debout quand les tirs ont cessé. De plus, il a réussi à conserver des milliers de ses missiles et roquettes pour menacer Israël. Sa position politique au Liban et dans le monde islamique a été renforcée par la guerre. Israël, en revanche, n'a pas été capable d'atteindre ses objectifs et l'armée israélienne a sérieusement échoué face au Hezbollah. Avec le temps, il est devenu incontestable, surtout en Israël, que le vainqueur est le Hezbollah. La commission Winograd « a été nommée à cause d'un fort sentiment de crise et de la profonde déception née des conséquences de la guerre et de la façon dont elle avait été menée [50] ». Elle conclut par une condamnation implacable des trois architectes principaux de la guerre : le Premier ministre Ehud Olmert, le ministre de la Défense Amir Peretz et le général Dan Halutz, le chef d'état-major de l'armée israélienne.

Les intérêts américains menacés

Même si on laisse de côté la question de savoir qui a gagné la guerre, il est certain que les intérêts américains ont souffert de la politique adoptée. Comme nous l'avons expliqué, les États-Unis ont aujourd'hui à faire face à trois problèmes majeurs dans la région. Le premier, c'est le terrorisme, avant tout incarné par Al-Qaida, même si les États-Unis veulent également neutraliser le Hamas et le Hezbollah. Le deuxième problème, ce sont les États voyous qui existent encore dans la région, l'Iran et la Syrie. Tous deux soutiennent le terrorisme, et l'Iran semble déterminé à maîtriser la totalité du cycle de production du combustible nucléaire, ce qui voudrait dire, s'il y arrivait, qu'il serait à deux doigts de posséder l'arme atomique. Le troisième problème, c'est la guerre en Irak, que les États-Unis risquent sérieusement de perdre. Le soutien inconditionnel apporté à Israël pendant la guerre a rendu la gestion de ces trois problèmes encore plus délicate pour Washington.

La guerre du Liban a rendu le problème du terrorisme plus complexe à deux points de vue. Il a renforcé l'anti-américanisme dans le monde arabe et islamique. Pendant le conflit, le chef du Hezbollah, le cheikh Nasrallah, a

décrit Israël comme un pays « protégé par une décision américaine, des armes américaines et des missiles américains [51] ». Des déclarations de ce genre ne pourront qu'aider Al-Qaida et d'autres organisations terroristes à recruter de nouveaux volontaires prêts à attaquer les États-Unis ou leurs alliés. Un sondage réalisé au Liban à la fin du mois d'août 2006, juste après la fin de la guerre, indiquait que 69 % des personnes interrogées considéraient l'Amérique comme un « ennemi du Liban ». Moins d'un an plus tôt, en septembre 2005, seuls 26 % avaient cette opinion [52]. Dans un autre sondage fait au Liban à la fin du mois d'août 2006, 64 % des personnes interrogées affirmaient que leur opinion des États-Unis était « plus mauvaise » après la guerre qu'avant ; et presque la moitié des sondés avouaient qu'elle était « bien pire » après la guerre [53]. Un sondage Zogby réalisé en automne 2006 en Arabie saoudite, en Égypte, au Maroc, en Jordanie et au Liban fait apparaître que, « dans les cinq pays, l'opinion à l'égard des États-Unis s'est dégradée au cours de l'année passée ». La politique américaine au Liban a accentué cette évolution, même si la guerre en Irak et l'attitude de Washington à l'égard des Palestiniens restent des facteurs plus importants [54]. Le renforcement de l'hostilité à l'égard des États-Unis risque d'augmenter le soutien aux terroristes au Moyen-Orient et ailleurs.

En outre, le conflit a renforcé l'influence du Hezbollah au Liban, notamment en raison de son succès impressionnant contre Tsahal qui, par le passé, avait toujours eu raison de ses adversaires arabes. La campagne de bombardements israélienne expliquait également ce record de popularité du Hezbollah. Tout au début de la guerre, beaucoup de Libanais reprochaient au Hezbollah d'avoir précipité le conflit, d'autant plus qu'on était « en plein milieu d'une excellente saison touristique [55] ». De même, au début du conflit, les Libanais faisaient preuve de beaucoup de bonne volonté à l'égard des États-Unis, essentiellement à cause du rôle central que l'administration Bush avait joué dans le retrait syrien du Liban en 2005. Cependant, cette bonne disposition s'est transformée en indignation quand Washington s'est mis à soutenir l'offensive israélienne. Parallèlement, l'image du Hezbollah au Liban s'est métamorphosée de manière impressionnante.

Dans un sondage fait au Liban après la guerre, 79 % des sondés évaluaient le bilan du chef du Hezbollah comme « bon » ou « très bon ». Dans un autre sondage il apparaissait que 40 % des Libanais avaient une meilleure opinion du Hezbollah après la guerre, et que seuls 30 % en avaient une opinion moins bonne [56]. Si le Hezbollah ne menace pas directement les États-Unis, il représente un vrai danger pour Israël, et son objectif est de détruire tous les acquis de la révolution du Cèdre, que le président Bush célébrait comme un exemple réussi de promotion de la démocratie. À la fin de l'automne 2006, le Hezbollah, jouant de son pouvoir accru, s'est mis à menacer de faire tomber le gouvernement pro-américain de Fouad

Siniora [57]. Encore plus inquiétant est le risque réel que l'action du Hezbollah ne plonge le Liban dans une autre guerre civile. Les États-Unis ont travaillé dur avec leurs alliés pour éviter cela, et ils y ont bien réussi jusqu'à présent. Mais, selon toute vraisemblance, le problème ne se serait pas posé si le Hezbollah n'avait pas été grisé par sa victoire et par un soutien populaire important.

La guerre au Liban a aussi compliqué la gestion du problème de l'Iran et de la Syrie. Il ne fait aucun doute que ces deux pays soutiennent le Hezbollah, et que les États-Unis ont complètement intérêt à briser ces liens, tout comme ceux entre Damas et Téhéran [58]. Éloigner l'Iran et la Syrie l'un de l'autre ne devrait pas être très difficile, puisque les deux pays ne sont pas des alliés objectifs. L'Iran est une théocratie perse, alors que la Syrie est un pays laïque arabe. Pourtant l'administration Bush a soutenu aveuglément Israël pendant la guerre, et traité le Hezbollah, l'Iran et la Syrie comme s'ils faisant partie d'un même axe du mal, et a, ce faisant, contribué à leur rapprochement [59].

Au beau milieu du conflit, de nombreux néoconservateurs ont appelé Israël ou les États-Unis à attaquer la Syrie et l'Iran [60]. Meyrav Wurmser de l'Hudson Institute a confié après la guerre que « plusieurs personnes dans l'administration américaine » – dont très certainement son mari, David Wurmser, ainsi qu'Elliott Abrams – étaient très déçues qu'Israël n'ait pas frappé la Syrie en même temps que le Hezbollah [61]. Résultat ? Tout ceci a donné à l'Iran encore plus envie d'acquérir l'arme nucléaire, afin de pouvoir dissuader Israël et les États-Unis d'attaquer son territoire. L'Iran et la Syrie ont continué à armer et à soutenir le Hezbollah d'un côté, et à laisser les États-Unis s'embourber en Irak de l'autre, sûrs ainsi qu'on ne les attaquerait pas [62].

Les conséquences de la guerre du Liban se sont également fait ressentir en Irak. Les événements libanais ont mis en colère les Irakiens, surtout les chiites, qui se sentent un peu liés au Hezbollah. La manifestation de solidarité avec le Hezbollah organisée le 4 août par les chiites à Bagdad a, semble-t-il, été l'une des plus importantes dans tout le Moyen-Orient [63]. À la fin de la guerre, il y a même eu des témoignages affirmant que le Hezbollah entraînait les milices irakiennes de Moktada Al Sadr, un ennemi féroce des États-Unis [64]. Or les États-Unis, qui sont déjà en mauvaise posture en Irak, ne peuvent se permettre de s'aliéner encore plus la population locale.

Pour pouvoir faire face efficacement à ces trois problèmes, le terrorisme, les États voyous et l'Irak, les États-Unis ont besoin du ferme soutien des régimes amis dans la région, l'Égypte, la Jordanie et l'Arabie saoudite. Ces pays n'éprouvent aucune sympathie pour le Hezbollah. Il n'est pas impossible qu'ils auraient été du côté des États-Unis (et, discrètement, d'Israël) si la réaction américaine et israélienne avait été plus mesurée. En

effet, tout au début du conflit, les dirigeants de ces régimes ont désigné le Hezbollah comme le principal responsable. Mais, lorsqu'il est apparu clairement que la réponse israélienne était vraiment excessive et que l'administration Bush n'émettait pas la moindre critique, ces mêmes dirigeants ont commencé à critiquer Washington et à condamner la réaction israélienne. S'ils se sont retournés contre Israël et les États-Unis, c'était essentiellement pour se protéger de la colère de leur opinion publique [65]. Les États-Unis se sont également mis à dos leurs alliés en Europe. Ils se sont ainsi retrouvés isolés – tout comme Israël – et sans marge de manœuvre ; et on a commencé à se demander si le président Bush était vraiment un allié fiable dans la lutte contre le terrorisme et la prolifération nucléaire [66].

On pourrait imaginer que l'immense fossé qui s'est creusé entre les dirigeants arabes et leurs peuples pendant la guerre s'est rapidement refermé lorsque les tirs ont cessé et qu'il n'aura pas de véritable effet à long terme. Ce serait une erreur car l'opinion publique arabe est restée profondément hostile aux États-Unis. Il est ainsi très difficile pour les régimes arabes d'aider l'administration Bush à freiner les ambitions iraniennes. Le problème vient du fait que ce qu'on appelle « la rue arabe » craint les États-Unis bien plus que l'Iran. Un sondage Zogby paru en février 2007 a montré que 72 % des personnes interrogées dans six pays arabes désignent les États-Unis comme le pays qui représente pour elles la menace la plus grande, alors que seulement 11 % mentionnent l'Iran. En outre, 61 % des sondés affirment que l'Iran a le droit de développer sa capacité nucléaire, tandis que pour la moitié des répondants l'Iran passera très certainement à l'étape suivante et acquerra l'arme atomique.

Remarquons également que les piètres performances de l'armée israélienne au Liban laissent penser qu'elles ne serviront guère les intérêts des États-Unis, qui doivent faire face à l'environnement hostile que l'action de Tsahal a contribué à créer. Comme nous l'avons suggéré, la politique israélienne nourrit et inspire les groupes terroristes, si bien que les États-Unis ont encore plus de mal à s'occuper des États voyous comme la Syrie ou l'Iran. Israël n'est donc vraiment pas un atout dans la gestion de ces problèmes.

Sur le plan stratégique, il n'était pas du tout dans l'intérêt des États-Unis de soutenir la façon dont Israël a mené la guerre du Liban. On ne peut qu'être d'accord avec cette remarque d'Aaron Miller, un ancien responsable du Département d'État, faite en plein milieu du conflit : « Toute politique où on ne peut plus faire la différence entre le gouvernement d'Israël et le gouvernement des États-Unis est dangereuse [67]. »

La transgression du droit de la guerre

Quid de l'aspect moral du problème ? On pourrait très bien reconnaître les conséquences désastreuses de l'attitude américaine sur le plan stratégique, tout en affirmant que les États-Unis avaient l'obligation morale de soutenir les efforts déployés par Israël pour se défendre. D'après ce raisonnement, Israël a été attaqué, et a réagi conformément aux lois de la guerre. Certains de ses partisans prétendent que s'il a plus ou moins échoué au Liban c'est surtout parce qu'il a respecté à la lettre ces principes éthiques et juridiques. Par exemple, Thomas Neumann, le directeur du JINSA, l'Institut juif pour les affaires de Sécurité nationale, assure que « ce n'est pas tant le Hezbollah qui handicapait Israël, que son sens moral [68] ».

Si on l'examine de plus près, cependant, ce raisonnement n'est pas convaincant. Israël avait incontestablement le droit de se défendre, ce qui veut dire, le droit de répliquer militairement. Presque personne ne remet en cause ce point fondamental. La majorité des gouvernements ou des individus ayant critiqué l'attitude israélienne, n'ont jamais remis en question son droit de répondre aux raids du Hezbollah. Mais avoir le droit de se défendre ne signifie pas que toute et n'importe quelle mesure est légalement ou moralement justifiée. Il faut absolument préciser si l'action d'Israël au Liban pendant l'été 2006 était conforme au droit de la guerre et aux règles élémentaires de la morale.

La stratégie israélienne – nous l'avons vu – visait expressément et délibérément à punir la population civile libanaise. On pourrait facilement être tenté de croire qu'Israël a lancé cette campagne en guise de représailles contre l'envoi de missiles et de roquettes sur les civils israéliens. Mais ce n'est pas cela qui s'est produit en réalité. La guerre a éclaté le 12 juillet, quand les combattants du Hezbollah ont traversé la frontière pour se rendre sur le territoire israélien, ont tué trois soldats et en ont pris deux autres en otages. Dans le cadre de cette opération, le Hezbollah a lancé quelques dizaines de roquettes sur quelques villes israéliennes. Son but était de détourner l'attention de Tsahal du lieu de l'enlèvement. Aucun civil israélien n'a été tué au cours de ces opérations de diversion [69]. Immédiatement après, lors d'une conférence de presse à Beyrouth, Nasrallah s'est exprimé ainsi : « Nous ne voulons pas d'escalade dans le Sud, nous ne voulons pas la guerre [70]. » Bien qu'injustifiable, le raid du Hezbollah ne constituait pas un acte de provocation inhabituel. Israël et le Hezbollah avaient chacun fait des incursions violentes – et parfois mortelles – sur le territoire de l'autre depuis le retrait israélien du Sud-Liban en mai 2000 [71]. Nasrallah avait même clairement annoncé des mois à l'avance qu'il était déterminé à enlever des soldats israéliens [72].

Quoi qu'il en soit, Israël a répondu aux enlèvements en lançant une campagne de bombardements massifs sur le Liban. Celle-ci, en retour, a poussé le Hezbollah à répondre en envoyant des missiles et des roquettes sur des petites et des grandes villes du nord d'Israël. Le 13 juillet, le lendemain de l'opération du Hezbollah sur le territoire israélien, l'armée israélienne a frappé l'aéroport de Beyrouth et d'autres cibles. Le 14 juillet, elle a continué à pilonner le Liban depuis les airs, visant des ponts et des routes aussi bien que les bureaux de Nasrallah à Beyrouth. À ce moment-là, alors que plus de cinquante civils libanais avaient été tués et davantage d'infrastructures détruites, Nasrallah a déclaré une « guerre ouverte » à Israël, ce qui voulait dire que les attaques de missiles et de roquettes contre l'État hébreu allaient se multiplier [73]. Ainsi, si le Hezbollah a sans aucun doute déclenché la guerre en tuant ou en capturant des soldats de l'armée israélienne le 12 juin, Israël a pris l'initiative des attaques de grande ampleur contre les civils.

Les dirigeants israéliens ont dès le départ fait savoir que le Liban tout entier payerait très cher et que ces punitions étaient intentionnelles, et non un simple « dommage collatéral ». Halutz, le chef d'état-major de l'armée israélienne, a annoncé dès le début du conflit qu'il avait l'intention de « ramener le Liban vingt ans en arrière [74] ». Il a aussi déclaré que « plus personne n'est en sécurité [75] » au Liban. Il a tenu parole. Dans un rapport publié en août 2006, juste après la fin du combat, Amnesty International a présenté une évaluation détaillée de ce qu'Israël avait fait subir au Liban. Elle mérite d'être citée en entier : « Les infrastructures du Liban ont subi des destructions catastrophiques à la suite des bombardements aériens et terrestres infligés à ce pays pendant plus de quatre semaines par les forces armées israéliennes. Celles-ci ont pilonné des immeubles, réduit des quartiers entiers à l'état de ruines, transformé des agglomérations en villes fantômes dont les habitants avaient fui les bombardements, et elles ont fait sauter les routes principales ainsi que des ponts et des stations-service. Des familles entières ont été tuées par les bombardements dans leur maison ou à bord de leur véhicule alors qu'elles fuyaient les attaques aériennes contre leur village. De nombreuses victimes sont restées pendant plusieurs semaines ensevelies sous les décombres de leur maison, les attaques israéliennes incessantes empêchant les sauveteurs, notamment ceux de la Croix-Rouge, d'accéder aux zones bombardées. Les centaines de milliers de Libanais qui avaient fui les bombardements sont exposés aujourd'hui, alors qu'ils rentrent chez eux, au danger des munitions qui n'ont pas explosé.

« L'aviation israélienne a lancé plus de 7 000 attaques aériennes contre quelque 7 000 cibles au Liban entre le 12 juillet et le 14 août, tandis que la marine effectuait 2 500 autres bombardements. Très nombreuses, les attaques ont été particulièrement concentrées sur certaines régions. Outre les victimes civiles directes – on estime que 1 183 Libanais, dont un tiers

d'enfants, ont été tués, 4 054 autres blessés et 970 000 déplacés –, les infrastructures civiles ont été gravement endommagées. Selon le gouvernement libanais, 31 "points vitaux" (aéroports, ports, stations hydrauliques et d'épuration, centrales électriques) ont été totalement ou en partie détruits, de même qu'au moins 80 ponts et 94 routes. Plus de 25 stations-service et environ 900 entreprises ont été touchées. Plus de 30 000 habitations, bureaux et magasins ont été détruits. Deux hôpitaux publics – ceux de Bint Jbeil et de Meiss Ej-Jebel – ont été complètement détruits par les attaques israéliennes et trois autres ont été gravement endommagés. Plus de 25 % de la population de ce pays, qui compte moins de quatre millions d'habitants, ont pris la route. On estime que 500 000 personnes se sont réfugiées dans la seule ville de Beyrouth ; beaucoup d'entre elles sont restées dans des parcs et autres lieux publics sans eau ni possibilité de se laver. Les délégués d'Amnesty International qui se sont rendus dans le sud du Liban ont fait les mêmes constatations village après village : les rues, et surtout les rues principales, sont éventrées sur toute leur longueur par des cratères creusés par les tirs d'artillerie. Dans certains cas, des impacts de bombes à sous-munitions sont visibles. Des maisons qui avaient été la cible de missiles à guidage de précision ont été détruites en totalité ou en partie. Les commerces – supermarchés, épiceries, garages ou stations-service – ont été visés, le plus souvent par des projectiles d'artillerie et des munitions à guidage de précision qui ont déclenché des incendies et détruit le matériel et les stocks. La destruction des supermarchés et des stations-service, s'ajoutant aux coupures d'électricité et au fait que les produits alimentaires, entre autres, n'étaient plus livrés dans les villages, a joué un rôle déterminant dans le départ des habitants. En outre, la pénurie de carburant et de courant privait les villageois d'eau, les pompes fonctionnant à l'électricité ou avec des générateurs utilisant du fioul [76]. »

Amnesty International n'est pas seule à avoir évalué les destructions au Liban. William Arkin, un spécialiste américain des questions militaires qui s'était déclaré « fan de la puissance aérienne », a écrit sur son blog du *Washington Post* que « la campagne israélienne a causé des destructions d'une ampleur exceptionnelle en dehors de la zone directement concernée par les combats. J'hésite à employer les termes "dévastées" et "paysage lunaire" pour décrire les villes libanaises, étant donné que c'est ce genre de mots qu'on emploie pour décrire l'effet des frappes aériennes américaines. Or ce qu'Israël a commis est bien plus révoltant que tout ce que l'armée américaine – et notamment l'U.S. Air Force – a pu faire à l'ère de la guerre de précision [77] ».

L'une des tactiques les plus destructrices a été l'utilisation d'armes à sous-munitions qui dispersent un très grand nombre de petites bombes sur un très large périmètre. Non seulement ces sous-munitions sont très peu

fiables, mais beaucoup d'entre elles n'explosent pas, ce qui signifie concrètement qu'elles se transforment en mines de surface et qu'elles restent une menace longtemps après la fin des hostilités. Parce qu'on sait à quel point ces armes peuvent être mortelles dans les zones civiles, les États-Unis ont toujours expressément demandé à Israël de ne les utiliser que contre des cibles militaires clairement identifiées [78]. Ainsi, comme nous l'avons indiqué, l'administration Reagan a interdit la vente d'armes à sous-munitions à Israël pendant six ans dans les années 1980, après avoir découvert que Tsahal en avait utilisé dans des zones civiles lors de l'invasion du Liban en 1982 [79].

Les trois derniers jours de la guerre, alors qu'on savait que le cessez-le-feu était imminent, l'armée israélienne a lancé environ un million de ces petites bombes sur le Sud-Liban, peuplé d'environ 650 000 habitants [80]. L'objectif était de « saturer la zone ». Un soldat israélien d'un bataillon d'artillerie avouait ainsi : « Ces dernières 72 heures, on a lancé toutes nos munitions, toutes au même endroit. On n'a même pas changé l'orientation des armes. J'ai des amis dans le même bataillon. Eux aussi, ils ont envoyé tout ce qu'ils avaient ces trois derniers jours, de simples obus, des sous-munitions, absolument tout [81]. » On estime que, pendant toute la durée de la guerre, l'armée israélienne a lancé environ quatre millions de petites bombes sur le sud du pays. Des chercheurs de HRW ont observé qu'ils « n'avaient jamais vu une telle densité d'armes à sous-munitions qu'au Sud-Liban [82] ». Un soldat israélien qui a aidé à « inonder » la région a reconnu que « ce que nous avons fait est dément et monstrueux, nous avons recouvert des villes entières d'armes à sous-munitions [83] ». Jan Egeland, le sous-secrétaire des Nations unies aux Affaires humanitaires, a qualifié l'action d'Israël de « choquante » et « complètement immorale » [84]. Dans les huit mois qui ont suivi la guerre, 28 Libanais ont été tués par de telles armes et environ 215 personnes, dont 90 enfants, ont été blessées [85].

On devine bien que la campagne de destruction israélienne a violé les lois de la guerre. Mais il faut aller au-delà et savoir quelles sont ces lois ainsi que la manière exacte dont Israël les a violées.

Le principe fondamental du droit de la guerre – et de la théorie moderne de la guerre juste – c'est la distinction entre les cibles civiles et militaires [86]. Les États ont indéniablement le droit de se défendre en attaquant l'infrastructure militaire d'un autre État. Cependant, les États ne sont pas censés attaquer des cibles civiles, à moins qu'elles ne soient transformées en cibles militaires au cours de la guerre. Si des troupes occupent une école ou une église pendant une bataille, par exemple, et s'en servent comme base d'opérations, alors il est permis de les attaquer à cet endroit. En outre, quand ils attaquent les cibles militaires d'un adversaire, les États doivent faire preuve d'un réel effort pour limiter les dommages collatéraux. C'est ici que le

principe bien connu de proportionnalité entre en jeu. Plus précisément, les États qui attaquent les cibles militaires d'un adversaire doivent veiller à ce que les dommages collatéraux liés à la valeur de ces cibles soient limités. Bref, les États ne peuvent pas attaquer les cibles civiles de l'ennemi à dessein ou de façon indiscriminée, et ils doivent veiller tout particulièrement à éviter les dommages collatéraux quand ils frappent des cibles militaires.

Israël a été incapable de respecter ces deux distinctions pendant cette guerre. Il est certain qu'il a délibérément frappé un grand nombre de cibles civiles, ainsi que l'avait annoncé le général Halutz. Cela apparaît nettement dans le compte rendu des destructions d'Amnesty. Rappelons-le, le rapport concluait que « les infrastructures du Liban ont subi des destructions catastrophiques ». Un autre passage de ce rapport indiquait que la campagne de bombardements d'Israël a produit des « destructions massives des infrastructures civiles ». Amnesty International a publié un autre rapport en novembre 2006, qui confirmait les conclusions du premier. On y apprend entre autres que « quelque 7 500 maisons ont été détruites dans le sud du Liban, et 20 000 autres environ ont subi des dégâts ». Le rapport mentionne aussi que, « dans la plupart des cas, en examinant les bâtiments détruits ou endommagés, Amnesty International n'a trouvé aucun élément indiquant que ces bâtiments étaient utilisés comme abri par des combattants du Hezbollah ou comme cache d'armes ». En effet, le rapport a « remarqué que le type de destructions causées par les attaques israéliennes laisse supposer que les forces israéliennes ont visé des biens qui étaient indispensables à la survie de la population civile [87] ». Dans une autre enquête sur l'offensive israélienne, HRW concluait ainsi : « Israël a violé l'un des principes les plus fondamentaux du droit de la guerre, le devoir de viser des cibles militaires [88]. »

De même, il est évident qu'Israël n'a pas suffisamment veillé à éviter les dommages collatéraux en attaquant des cibles qu'il considérait comme militaires. HRW a montré que, malgré les déclarations affirmant que « toutes les mesures possibles étaient prises pour minimiser les peines infligées aux civils », en réalité « l'armée israélienne a été systématiquement incapable de faire la distinction entre les civils et les combattants » [89]. Arrêtons-nous sur ce qui s'est passé au Sud-Liban. Les Israéliens en ont bel et bien fait une « zone de tir libre » et toute personne qui restait dans la zone était considérée comme une cible légitime. Après avoir prévenu les habitants de cette zone qu'il leur fallait partir, le ministre de la Justice Haim Ramon – celui-là même qui avait déclaré : « Nous devons réduire en cendres les villages du Sud » – a annoncé le 27 juillet : « Tous ceux qui se trouvent au Sud-Liban sont des terroristes et ils sont liés d'une manière ou d'une autre au Hezbollah [90]. » Or, beaucoup d'habitants avaient choisi de ne pas partir, et une majorité de ceux qui étaient restés n'étaient ni des combattants ni des membres du Hezbollah. D'après les estimations d'Amnesty International,

environ 120 000 personnes, dont une grande partie de civils, sont restées pendant toute la durée du conflit. Le 7 août, Tsahal a largué des tracts sur tout le Sud-Liban pour annoncer que « tout véhicule, de quelque type que ce soit, qui se rendra du côté sud du fleuve Litani sera bombardé, car suspecté de transporter des roquettes, du matériel militaire ou des terroristes [91] ».

Après avoir examiné les actions de ce type, Amnesty International a conclu dans son rapport de novembre que « les forces israéliennes s'étaient rendues coupables de graves violations du droit international relatif aux droits humains et du droit international humanitaire, y compris de crimes de guerre. L'organisation a estimé, en particulier, que l'armée israélienne avait lancé de très nombreuses attaques aveugles et disproportionnées [92] ». De même, le rapport de HRW énonce que « Tsahal a consciemment accepté l'idée de destructions civiles majeures dans l'espoir de remporter une victoire militaire discutable [93] ». Il y a au moins un dirigeant israélien qui a reconnu sans détour qu'Israël violait le principe de proportionnalité. Dan Gillerman, l'ambassadeur israélien aux Nations unies, a fait la déclaration suivante une semaine après le début de la guerre [94] : « Aux pays qui prétendent que nous avons recours à une force disproportionnée, je n'ai qu'une chose à répondre : vous avez fichtrement raison. Car, si vos villes étaient bombardées comme les nôtres, si vos citoyens étaient terrorisés comme les nôtres, vous auriez recours à une force bien plus grande que celle que nous utilisons. »

Pourtant, l'aveu de Gillerman n'était pas représentatif. La plupart des Israéliens et de leurs alliés américains refusent de reconnaître que la réponse israélienne était disproportionnée. Ils concèdent qu'Israël a peut-être tué un grand nombre de Libanais innocents, mais ils affirment que c'est parce que le Hezbollah les utilisait comme boucliers humains [95]. Les preuves que mettent en évidence le rapport de novembre d'Amnesty International et l'enquête de HRW contredisent cet argument. Pour se défendre, Israël affirme entre autres que le Hezbollah empêchait les civils de quitter le Sud-Liban pour les utiliser comme boucliers. Les preuves produites par l'enquête d'Amnesty International « ne confirment pas les allégations selon lesquelles le Hezbollah aurait empêché les civils de s'enfuir, et en plusieurs cas démontrent même le contraire [96] ». En outre, il y a de bonnes raisons de croire que les combattants du Hezbollah ont volontairement évité tout contact avec les civils, de peur d'« être trahis tôt ou tard par des collaborateurs [97] ».

Or, fait encore plus important, les preuves dont on dispose, comme le rappelle le rapport de HRW, ne permettent pas de conclure qu'Israël a été amené à tuer beaucoup de civils parce que ces derniers étaient utilisés comme boucliers humains. Plus exactement, HWR reconnaît certes que « le Hezbollah a occasionnellement stocké des armes chez des civils ou tout près de chez eux, et que des combattants ont caché des lance-roquettes dans des

zones habitées ou près de groupes d'observation des Nations unies ». Or ces deux méthodes constituent une « grave violation du droit de la guerre [98] ». En d'autres termes, il existe bien quelques preuves indiquant que le Hezbollah a utilisé des civils pour protéger ses combattants et ses armes. Cependant, de tels cas étaient l'exception et non la règle. « La grande majorité de ceux qui ont été tués, confirme Kenneth Roth, le directeur de HRW, étaient des civils, vivant à l'écart de toute installation militaire du Hezbollah [99]. » HRW a examiné en détail vingt-quatre cas, qui comprenaient environ un tiers des civils tués au Liban, au moment de la préparation du rapport [100]. On n'a pu prouver pour aucun de ces cas que « le Hezbollah avait délibérément utilisé des civils comme boucliers pour se protéger des représailles de l'armée israélienne [101] ».

Certains pourraient accepter ce point et avancer un autre argument : le Hezbollah n'a peut-être pas utilisé intentionnellement les civils comme boucliers humains, mais il a néanmoins organisé les combats dans des zones habitées, surtout lorsque ses combattants défendaient leurs villages ou villes natales. Le Hezbollah ne violait alors pas le droit de la guerre en « se cachant derrière des civils » ; il défendait simplement son propre territoire. Si tel était le cas, affirment certains, alors l'armée israélienne ne pouvait éviter de tuer des civils au cours des opérations contre le Hezbollah. S'il est vrai que le Hezbollah s'est souvent battu dans des villes ou des villages ou aux alentours, cet argument n'est pas tenable non plus. Il n'y a qu'un seul cas sur les vingt-quatre examinés par HRW où l'on trouve « une preuve suggérant que des hommes ou des armes du Hezbollah se trouvaient à l'intérieur ou à proximité de la zone visée par Tsahal, pendant ou juste avant l'attaque [102] ». Bref, le rapport de novembre d'Amnesty International tout comme l'étude de HRW fournissent des preuves concluantes contredisant les déclarations d'Israël.

Tsahal a aussi été manifestement incapable de distinguer entre les cibles civiles et militaires quand elle a saturé le Sud-Liban d'armes à sous-munitions juste avant le cessez-le-feu. Pour reprendre les termes d'un artilleur : « On a tiré comme des malades [103]. » Cette cruauté, qu'il est difficile de ne pas interpréter comme la manifestation d'une vengeance longtemps attendue, ne peut être excusée au nom des deux arguments que nous venons d'examiner. On ne peut non plus la justifier au prétexte que le Hezbollah a également commis un crime de guerre lorsqu'il a lancé des missiles et des roquettes en frappant indistinctement le nord d'Israël, tuant ainsi des civils israéliens.

Devant des preuves si parlantes, il est impossible de prétendre que, si les États-Unis ont soutenu Israël, c'est parce que c'était la seule politique moralement juste. Si c'est de moralité qu'il s'était agi, l'administration Bush

aurait condamné dès le début le comportement d'Israël, et pas seulement celui du Hezbollah.

Le lobby en surchauffe

L'AIPAC et d'autres organisations pro-israéliennes ont travaillé sans répit du début à la fin de la guerre pour veiller à ce que l'Amérique ne fasse jamais faux bond à Israël. Quatre jours après le début de la guerre, Nathan Guttman rapportait dans le *Jerusalem Post* que « la communauté juive américaine s'est battue pied à pied pour Israël qui est en train de lutter sur deux fronts [104] ». Le lobby a collecté de l'argent pour l'État hébreu, a diffusé des publicités dans les journaux, a surveillé de près les médias, et envoyé ses représentants auprès des membres du Congrès, des décideurs politiques de l'administration Bush et des figures médiatiques influentes. En outre, depuis la fin du conflit, les organisations pro-israéliennes ont travaillé dur pour faire face aux conséquences de la guerre.

Pour mesurer toute l'influence du lobby, considérons les six faits suivants.

1) Dans les premiers jours de la guerre, les deux partis ont tenté de nuancer la résolution adoptée par la Chambre des représentants de soutenir Israël, en y insérant un passage appelant « les deux camps à protéger la vie et les infrastructures des civils ». La représentante démocrate Nancy Pelosi (alors chef de file de l'opposition à la Chambre) et le sénateur républicain John Warner (alors président de la Commission des forces armées du Sénat), entre autres, ont plaidé en faveur d'une modification de la loi, en raison de l'importance des questions morales en jeu. Il peut paraître *a priori* impossible de s'opposer à ce genre de recommandations, toujours bienvenues. Mais l'AIPAC, qui avait rédigé la résolution originale et qui en était la principale source d'inspiration, s'est fermement opposé à cette clause. John Boehner, le chef de la majorité à la Chambre, a rejeté la nouvelle version de la résolution, et l'ancienne résolution a été votée à 410 voix contre 8 [105].

2) Le représentant démocrate Christopher Van Hollen a écrit une lettre à la secrétaire d'État Condoleezza Rice le 30 juillet où il lui demandait instamment d'« appeler à un cessez-le-feu immédiat, puis au déploiement rapide d'une force internationale au Sud-Liban ». Il poursuivait ainsi : « La réponse israélienne [...] a désormais dépassé le stade de la simple destruction des capacités militaires du Hezbollah. Elle a endommagé une grande partie de l'infrastructure civile libanaise, elle a considérablement dégradé la vie des civils et provoqué le départ d'environ 750 000 réfugiés. Le Hezbollah est indéniablement le coupable, mais c'est le peuple libanais, et non le Hezbollah, qui paye de plus en plus le prix de la violence. Aussi, la campagne de

bombardement israélienne, soutenue par les États-Unis, a-t-elle transformé la colère des Libanais contre le Hezbollah en une hostilité croissante à l'égard d'Israël et des États-Unis. C'est pourquoi on assiste à un sursaut de la force politique et de la popularité du Hezbollah et de son chef, Hassan Nasrallah, et à l'affaiblissement du gouvernement libanais déjà fragile. Nous avons gâché une occasion d'isoler le Hezbollah et de renforcer à la fois notre crédibilité et notre marge de négociation dans la région [106]. »

Dans sa lettre, Van Hollen insistait surtout sur les intérêts américains et ne remettait pas en cause le droit d'Israël à se défendre. Pourtant, le lobby lui en a beaucoup voulu d'oser critiquer Israël et s'est très vite chargé de bien lui faire comprendre qu'il n'aurait jamais dû écrire cette lettre [107]. Van Hollen a rencontré plusieurs représentants des principales organisations juives, telles que l'AIPAC, à la suite de quoi il s'est immédiatement excusé : « Je suis navré que ma dénonciation sévère des erreurs de l'administration Bush ait été interprétée comme une critique de la conduite israélienne. Ce n'était vraiment pas mon intention [108]. » Il a bien précisé qu'il resterait un fervent défenseur d'Israël. Peu de temps après, il s'est rendu en Israël pour un bref séjour de cinq jours (sponsorisé par un organisme affilié à l'AIPAC, l'American Israel Education Foundation), escorté de trois activistes pro-israéliens originaires du même district que lui et même d'un membre de l'AIPAC.

Malgré ses excuses, le chef du Jewish Community Relations Council de l'État de Washington a prévenu un journaliste que Van Hollen devait « continuer à tendre la main à la communauté juive [...] pour lui prouver qu'elle peut compter sur lui ». Le directeur régional de l'ADL à Washington a répondu qu'en ce qui le concerne, la réponse de Van Hollen « ne répare pas le tort causé par la première lettre [109] ». Le but de tout cela, bien sûr, n'était pas simplement de réprimander Van Hollen, mais de rappeler aux autres représentants quel était le prix à payer quand on avait des propos déplacés à ce sujet.

3) Au tout début de la guerre, le président Bush a gentiment encouragé Israël à préserver le gouvernement libanais élu démocratiquement qu'il avait aidé à mettre en place. « Il y a lieu de s'inquiéter, a-t-il expliqué, que toute activité visant à protéger Israël n'affaiblisse le gouvernement [libanais] ou le renverse [110]. » Bush et ses lieutenants ont bien veillé à faire passer le message aux dirigeants israéliens.

Le lobby a immédiatement condamné cette déclaration et l'a fait savoir à Bush. Le 14 juillet, *Forward* annonçait que « certains représentants de la communauté juive et israélienne reprochent à l'administration Bush d'avoir prié Jérusalem de ne pas déstabiliser le gouvernement libanais ». Abraham Foxman, un membre de l'ADL, affirmait quant à lui que : « L'administration Bush et les pays occidentaux souhaitent renforcer le gouvernement libanais,

mais ils sont en train de faire fausse route, tout comme avec Abu Mazen [...] ils pensent que c'est toujours mieux que le vide politique, mais on ne devrait pas défendre ce qui est insignifiant. Or nous savions dès le départ qu'Abu Mazen n'arriverait à rien et que le gouvernement libanais serait inefficace [111]. » Devant un tel déluge de critiques, Bush a très vite cessé de demander à Israël de protéger le gouvernement de Beyrouth.

4) Tom Ricks, le célèbre journaliste du *Washington Post*, a déclaré en pleine guerre sur CNN que « certains experts militaires américains » lui avaient confié que « les Israéliens avaient volontairement évité d'éliminer toutes les roquettes du Hezbollah au Liban, parce que, aussi longtemps qu'Israël était attaqué, l'opération pouvait se justifier au nom d'une sorte d'équivalence morale [112] ». Le Committee for Accuracy in Middle East Reporting in America a aussitôt condamné les remarques de Ricks. Ed Koch, l'ancien maire de New York, a écrit à Leonard Downie Jr., le directeur de publication du *Post*, pour lui faire part de son mécontentement. Koch écrivait dans sa lettre que les remarques de Ricks étaient « comparables à ces anciens pamphlets barbares que les antisémites diffusaient pour encourager les pogroms en Europe ». Telle fut la réponse de Downie : « J'ai expliqué très fermement à Tom Ricks qu'il n'aurait pas dû faire de telles remarques [113]. » Pourquoi ? Downie ne le précisait pas. Ricks, quant à lui, s'est défendu en ces termes : « Ces propos sont véridiques. Ce que j'ai écrit, des gens me l'ont bel et bien dit. Je regrette de les avoir rapportés. Et, dorénavant, j'ai bien l'intention de la fermer [114]. »

5) Certains groupes pro-israéliens ont organisé une campagne de grande ampleur afin de décrédibiliser Amnesty International et surtout HRW à cause de leurs rapports critiques sur les bombardements israéliens. D'après Alan Dershowitz, « presque toutes les composantes de la communauté juive organisée, des laïcs aux religieux, des libéraux aux conservateurs, ont condamné HRW comme partisan [115] ». Les deux organisations de défense des droits de l'homme ont été injustement accusées de maltraiter Israël, de complètement ignorer le Hezbollah et de déformer certains aspects fondamentaux de la réalité sur le terrain au Liban. Pendant ce temps, l'AIPAC diffusait des communiqués de presse affirmant que l'armée israélienne procédait à des frappes chirurgicales pour éliminer les terroristes et épargnait les civils [116].

Très vite, on s'est mis à accuser les deux organisations de défense des droits de l'homme d'antisémitisme. Kenneth Roth, le directeur de HRW, a été la cible privilégiée de ces attaques, alors même qu'il est juif, et fils d'un réfugié ayant fui l'Allemagne nazie. Le *Jerusalem Post* par exemple a publié un éditorial de Gerald Steinberg intitulé « Le pamphlet sanguinaire de Ken Roth ». Dans un éditorial du *New York Sun*, on pouvait lire que Roth prenait part à une vaste entreprise de « délégitimation du judaïsme ». Roth avait en

effet déploré que Tsahal adopte une stratégie de « l'œil pour œil – ou, en l'occurrence, de vingt yeux pour un – qui se fondait sur une morale d'une époque plus primitive ». Abraham Foxman a réagi de façon analogue en accusant Roth de recourir à un « stéréotype antisémite classique pour décrire les Juifs [117] ».

Exaspérée par ce genre d'accusations, Rosa Brooks, éditorialiste et professeur de droit à l'université de Georgetown, exagérait à peine quand elle a écrit dans le *Los Angeles Times* : « Quiconque connaît HRW – ou Roth – sait que tout cela ne rime à rien. HRW est une organisation non partisane, elle ne "prend aucun parti" dans les conflits. L'idée que Roth est antisémite frise le ridicule. » Et Brooks de poursuivre : « Mais ce qu'il y a de plus troublant dans les attaques au vitriol contre Roth et son organisation, ce n'est pas qu'elles sont barbares, infondées et grotesques. Ce qu'il y a de plus perturbant, c'est qu'elles sont tout à fait typiques. Je veux dire typiques de ce à quoi *n'importe quelle personne* suffisamment inconsciente pour critiquer Israël peut s'attendre. Aux États-Unis aujourd'hui, ce n'est tout simplement pas possible d'avoir un débat civilisé au sujet d'Israël parce que la moindre critique sérieuse des politiques israéliennes est immédiatement taxée d'antisémitisme [118]. »

6) Le lobby a travaillé dur pour limiter les dégâts déclenchés par la controverse relative aux armes à sous-munitions. Le 31 août, Jan Egeland, le responsable des Nations unies qui avait dénoncé l'utilisation de ces armes, a reçu une lettre de B'nai B'rith international. L'organisation l'accusait d'agir « comme un arbitre moral autoproclamé qui émettait des jugements au sujet de faits incertains, non prouvés sur le terrain, et de l'interprétation du droit humanitaire international [119] ». Une semaine plus tard, le Sénat a discuté d'un projet de loi qui interdirait l'utilisation d'armes à sous-munitions dans les zones civiles et qui prohiberait l'envoi de ces armes mortelles à des pays refusant de reconnaître cette interdiction. L'AIPAC a tout fait pour s'opposer à la loi, qui a été rejetée par un vote à 70 contre 30 [120].

Certaines des principales organisations du lobby ont reconnu assez ouvertement leur influence sur la politique américaine au Liban. Le 30 juillet, le président de l'AIPAC Howard Friedman a écrit à des amis et membres de son organisation une lettre qui commençait par ces mots : « Voyez ce que vous avez accompli. » La lettre se poursuivait ainsi : « UNE seule nation dans le monde entier s'est distinguée en déclarant catégoriquement "Laissons Israël aller jusqu'au bout". Cette nation, c'est l'Amérique. Et, si elle a pu avoir une vision si claire et limpide de la situation, c'est grâce à VOUS et à tous les Juifs américains [121]. » Aussi n'est-il pas du tout surprenant que le Premier ministre israélien ait déclaré pendant la guerre : « Dieu merci nous avons l'AIPAC, le plus grand défenseur et ami que nous ayons dans le monde entier [122]. »

Il n'y a pas que l'AIPAC ou l'ADL à avoir travaillé dur pendant le conflit. Des journalistes comme Charles Krauthammer et William Kristol étaient persuadés que, pour reprendre les termes de Kristol, « la guerre d'Israël est aussi notre guerre [123] ». De nombreux chrétiens sionistes se sont également ralliés à Israël. Le télévangéliste Pat Robertson par exemple est allé trois jours en Israël pendant la guerre pour « offrir son soutien – lisait-on dans le *Jerusalem* Post – à un pays dont l'existence même est menacée par le Hezbollah ». Robertson expliquait dans le *Post* que « les Juifs sont le peuple élu de Dieu. Israël est une nation particulière et a une place particulière dans le cœur de Dieu. Dieu défendra cette nation. C'est pourquoi les chrétiens évangéliques sont du côté d'Israël. C'est une des raisons pour lesquelles je suis ici [124] ». Mi-juillet, l'organisation de John Hagee, les Chrétiens unis pour Israël, a organisé un « sommet Washington/Israël » de deux jours au Capitole qui a attiré 3 500 personnes. Les participants étaient incités à faire pression sur leurs représentants ou sénateurs [125]. Le directeur d'un autre groupe, les Chrétiens amis d'Israël, fit ce commentaire assez peu chrétien : « Israël ne méritait certainement pas cette attaque, et il a tout à fait le droit de leur donner une bonne raclée [126]. » C'est exactement ce qu'a fait Israël, avec le soutien inconditionnel du gouvernement américain et de nombreux membres du lobby.

L'opinion publique américaine et le Liban

Le soutien inébranlable de Washington vient-il de l'influence du lobby ou fournit-il seulement la preuve de l'attachement profond du peuple américain à Israël ? La politique américaine reflète peut-être bien les exigences de l'opinion américaine. Jennifer Cannata, une porte-parole de l'AIPAC, a tenté de diffuser cet argument pendant la guerre. Après avoir nié toute influence du lobby elle a affirmé que « le peuple américain soutient massivement la guerre israélienne contre le terrorisme et comprend très bien qu'il nous faut être solidaires de notre allié le plus proche en ces temps de crise [127] ».

Ce type d'argument n'est pas convaincant. Ce qui s'est passé pendant la guerre du Liban correspond à un schéma bien connu où les choix des politiques ne reflétaient pas du tout l'opinion du public américain. Ceci ressort très nettement d'un large éventail d'enquêtes portant sur six points essentiels. S'agissant de la question de savoir qui est responsable d'avoir déclenché le conflit, un sondage d'ABC News et du *Washington Post*, entre le 3 et le 6 août 2006, montre que, pour 46 % des sondés, Israël et le Hezbollah sont également responsables. 7 % considèrent Israël comme seul responsable. Dans un sondage fait par CBS News et le *New York Times* du 21 au

25 juillet 2006, 46 % des sondés rendent responsables « autant un camp que l'autre [128] », et 5 % des sondés désignent « essentiellement Israël ».

L'attaque israélienne avait-elle été excessive ? Un sondage de *USA Today* et Gallup entre le 21 et le 23 juillet 2006 indique que 38 % des personnes interrogées « désapprouvent l'action militaire d'Israël au Liban ». Dans le sondage ABC News-*Washington Post* mentionné plus haut, 32 % des répondants pensaient qu'Israël avait recours à une « force excessive », et 48 % affirmaient qu'Israël « n'a pas le droit de bombarder des cibles du Hezbollah dans des régions où des civils risquent d'être tués ou blessés ». 44 % affirmaient qu'Israël devrait « en faire plus » pour éviter les pertes civiles.

Les États-Unis devaient-ils soutenir Israël ou rester neutres ? Le sondage *USA Today*-Gallup déjà cité montrait que, pour 65 % des personnes interrogées, les États-Unis ne devraient pas « prendre parti » dans le conflit. Dans un sondage Zogby réalisé entre le 11 et le 15 août 2006, 52 % des sondés affirmaient que les États-Unis devraient rester neutres [129]. Dans le sondage CBS News-*New York Times* mentionné plus haut, 40 % des sondés affirmaient que les États-Unis ne devraient soutenir publiquement ni Israël ni le Hezbollah et devraient « s'abstenir de dire ou de faire quoi que ce soit ». 7 % se déclaraient favorables à une critique d'Israël et 14 % étaient sans opinion. 39 % étaient favorables au soutien à Israël. Dans un sondage de NBC News et du *Wall Street Journal* fait entre le 21 et le 24 juillet 2006, 40 % des sondés se disaient opposés à l'« implication de l'armée américaine pour défendre Israël » dans le cas où la guerre prendrait des proportions telles qu'« Israël en vienne à se battre contre plusieurs autres nations de la région ».

Les États-Unis et Israël devaient-ils accepter un cessez-le-feu immédiat ? Un sondage réalisé par CNN le 19 juillet 2006 indiquait que, pour 43 % des personnes interrogées, « Israël devrait accepter un cessez-le-feu dès que possible ». Dans le sondage ABC News-*Washington Post*, 35 % des sondés affirmaient qu'« Israël devrait accepter un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel au Liban ».

Quant aux conséquences du conflit sur les problèmes de l'Amérique, 44 % des sondés dans l'enquête *USA Today*-Gallup ont reconnu avoir « très peur » que les événements du Liban « n'augmentent le risque de nouvelles attaques terroristes contre les États-Unis ». 31 % s'avouaient « quelque peu inquiets » que la guerre n'aggrave les problèmes de l'Amérique. Enfin, 35 % des personnes interrogées dans le sondage ABC News-*Washington Post* affirmaient que la guerre du Liban « aggraverait la situation des États-Unis en Irak ».

Autrement dit, il y avait un fossé immense entre ce que les Américains pensaient d'Israël et de la seconde guerre du Liban et les discours de leurs

dirigeants à Washington. L'opinion publique ne peut donc expliquer la conduite de l'administration Bush et du Congrès pendant l'été 2006.

Obéir aux exigences américaines ?

Pour dédouaner le lobby, on peut aussi affirmer que l'Amérique était le véritable commanditaire de la guerre et qu'Israël était simplement un État satellite obéissant. En d'autres termes, Israël a agi comme un allié loyal défendant les intérêts de l'administration Bush au Moyen-Orient. « Beaucoup de gens, écrivait le journaliste Uri Avnery, considèrent la seconde guerre du Liban comme une "guerre par allié interposé" ("*war by proxy*"). Le Hezbollah est le doberman de l'Iran et nous, nous sommes le rotweiler de l'Amérique. Le Hezbollah reçoit de l'argent, des roquettes et des encouragements de la République islamique ; nous, nous recevons de l'argent, des armes à sous-munitions et des encouragements des États-Unis d'Amérique [130]. » Le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, partageait sans doute cet avis quand il a déclaré sur une chaîne de télévision iranienne que « ce sont les États-Unis qui ont ordonné au régime sioniste d'envahir le Liban » et qu'Israël avait obéi afin de « servir les ambitions américaines au Moyen-Orient » [131].

Assurément, les responsables américains considèrent le Hezbollah comme un ennemi et ils n'ont pas été mécontents qu'Israël s'attaque à la milice chiite. Cependant il existe quatre bonnes raisons pour refuser de croire qu'Israël a provoqué l'escalade du conflit simplement pour obéir aux ordres des États-Unis. Si Israël avait agi pour le compte de l'Amérique, sa campagne de bombardements se serait limitée au Sud-Liban et on aurait bien pris soin de protéger et renforcer le gouvernement libanais. Après tout, le président Bush n'avait-il pas déclaré clairement au début de la crise qu'il ne voulait pas déstabiliser le gouvernement à Beyrouth, après avoir travaillé si dur pour l'installer ? De manière plus générale, il est presque certain que les États-Unis n'auraient jamais souhaité « ramener le Liban vingt ans en arrière », comme l'avait déclaré le chef d'état-major de Tsahal.

De même, il est difficile de prouver que c'est l'administration Bush qui a planifié l'offensive et obligé Israël à exécuter ce plan. Comme nous l'avons indiqué, les preuves dont nous disposons donnent à penser qu'Israël préparait la campagne bien avant l'enlèvement du 12 juillet, et qu'il a ensuite pris cet événement comme prétexte pour déclencher l'opération. Israël a très certainement informé les États-Unis de son projet et a obtenu l'aval de l'administration. Mais donner le feu vert à Israël n'est pas la même chose que d'utiliser Israël comme un État satellite à qui l'on dit ce qu'il faut faire.

On entend parfois un autre argument assez proche. L'administration Bush a encouragé Israël à bombarder le Liban pour avoir une occasion de tester les armes et la stratégie que l'armée pourrait utiliser en cas de guerre aérienne contre les installations nucléaires iraniennes. C'est ce qu'un consultant du gouvernement américain a admis devant Seymour Hersh : « Pourquoi s'y opposer ? Nous pourrons localiser et bombarder des missiles, des tunnels et des bunkers depuis les airs. Ce sera un entraînement pour l'Iran [132]. » Outre le fait que ne pas s'opposer au projet d'Israël ne signifie pas le pousser à frapper le Hezbollah, il est absurde de prétendre que les décideurs politiques américains ont pris le Liban comme un terrain d'essais pour l'Iran. Car chacun de ces deux scénarios implique des modalités d'intervention complètement différentes. Attaquer les petits groupes de guérilla armés de roquettes cachés dans la campagne libanaise n'a rien à voir avec le bombardement de quelques installations nucléaires visibles et immobiles. On ne voit pas très bien comment une guerre aérienne contre le Hezbollah pourrait servir à rendre plus efficace une offensive américaine contre l'Iran.

En outre, certains éléments indiquent qu'au printemps 2003, à peu près à l'époque de la chute de Saddam, c'était Israël qui suppliait les États-Unis d'attaquer le Hezbollah et non le contraire. D'après *Forward*, les Israéliens avaient averti les décideurs politiques américains que « l'organisation chiite menace la stabilité du Moyen-Orient et la sécurité des États-Unis dans le monde entier [133] ». Il n'existe pas de preuve – publique – démontrant que l'administration Bush a eu envie de s'en prendre au Hezbollah, ou a encouragé Israël à régler lui-même ce problème.

Enfin l'histoire d'Israël ne cadre pas avec cette description d'un État satellite se soumettant à n'importe quel pays, et même aux États-Unis. Israël s'est toujours comporté comme un acteur déterminé et soucieux de ses intérêts sur la scène internationale. Ceci n'est pas surprenant étant donné l'environnement régional difficile auquel il a eu à faire face depuis son indépendance. Shabtai Shavit, à la tête du Mossad entre 1989 et 1996, l'a exprimé avec conviction : « Nous faisons ce que nous pensons être le mieux pour nous, et, s'il se trouve que cela correspond aux attentes américaines, c'est parce que c'est comme ça que ça se passe entre deux amis. » Il a ajouté ceci à propos de la guerre du Liban : « Le Hezbollah est armé jusqu'aux dents et il a reçu un entraînement de pointe pour la guerre de guérilla. C'était juste une question de temps, il nous fallait régler ce problème [134]. » Ce ne sont pas là les mots d'un subalterne obéissant. Ou, pour reprendre les termes de Moshe Dayan, « nos amis américains nous offrent de l'argent, des armes, des conseils. Nous prenons l'argent, nous prenons les armes, nous rejetons les conseils [135] ».

Conclusion

Au bout du compte, aucune autre explication ne permet de rendre compte de la politique américaine pendant la seconde guerre du Liban. Il n'existe pas non plus d'argument moral ou stratégique convaincant pour expliquer pourquoi les États-Unis ont soutenu Israël de manière inconditionnelle, alors que le reste du monde l'a sévèrement critiqué. En fait, c'est le lobby qui a joué un rôle capital pour veiller à ce que les États-Unis restent intégralement dans le camp d'Israël pendant tout le conflit, en dépit des coûts stratégiques et des implications morales de cette attitude.

La guerre du Liban a non seulement été un désastre pour le peuple libanais mais aussi un sérieux revers pour les États-Unis et pour Israël. Le lobby a encouragé la réplique d'Israël, totalement contre-productive, en empêchant l'administration Bush d'évaluer librement la situation et d'exercer son influence avant ou pendant la guerre. Dans ce cas, comme dans beaucoup d'autres, l'influence du lobby a été très nocive pour les intérêts des États-Unis aussi bien que pour ceux d'Israël.

Tant que le lobby n'adoptera pas une nouvelle approche, ou tant que son influence restera aussi décisive, la politique américaine dans la région continuera d'être inefficace, au détriment de tous ceux qui en dépendent. Dans le dernier chapitre, nous identifierons ce que devrait être la politique américaine et nous discuterons de la façon dont l'impact négatif du lobby pourrait être limité ou modifié.

Conclusion

Que faire ?

La première partie de ce livre démontre qu'il est impossible d'expliquer ou de justifier l'ampleur du soutien actuel des États-Unis à Israël par des considérations d'ordre stratégique ou moral. Celles-ci ne permettent pas non plus de comprendre le caractère si opiniâtre de ce soutien ni l'élan avec lequel l'Amérique s'empresse de lier sa politique étrangère à la protection d'Israël. Nous avons suggéré que la cause principale de cette situation singulière se trouve dans l'influence du lobby pro-israélien. Comme n'importe quel groupe d'intérêts, le lobby prend part à un certain nombre d'activités politiques légitimes et, en l'espèce, il cherche à orienter la politique étrangère américaine dans un sens favorable à Israël. Certaines composantes du lobby ont aussi recours à des tactiques plus contestables, notamment quand elles essayent de réduire au silence ou de disqualifier toute personne qui remet en question son rôle ou dénonce le comportement d'Israël. Bien que le lobby n'obtienne pas toujours gain de cause, il a pu atteindre ses objectifs fondamentaux de façon assez remarquable.

Dans la seconde partie de ce livre, nous avons examiné précisément les divers aspects de l'influence du lobby sur la politique américaine au Moyen-Orient et ses conséquences négatives – quoique non intentionnelles – non seulement sur les États-Unis mais aussi sur Israël. Le soutien systématique de Washington a exacerbé l'antisémitisme dans le monde arabe et islamique et a également détérioré l'image des États-Unis dans beaucoup d'autres pays. À cause du lobby, il est devenu très difficile pour les dirigeants américains de faire pression sur Israël, prolongeant ainsi le conflit israélo-palestinien. Cette situation fournit aux terroristes un puissant outil de recrutement et

contribue à l'expansion du radicalisme islamique. À force de fermer les yeux sur le programme nucléaire israélien et les violations des droits de l'homme, les États-Unis apparaissent bien hypocrites quand ils critiquent les autres pays sur ces questions. Tout cela compromet leurs efforts pour encourager les réformes politiques dans l'ensemble du monde arabe et islamique.

Le lobby est partiellement responsable de la guerre désastreuse dans laquelle les États-Unis se sont engagés en Irak et a fait obstacle aux tentatives de négociations avec la Syrie et l'Iran. Le lobby a également incité les États-Unis à soutenir l'attaque mal préparée d'Israël au Liban. Or cette campagne a renforcé le Hezbollah, rapproché la Syrie et l'Iran et terni encore davantage l'image de l'Amérique. Le lobby a une responsabilité considérable dans chacun de ces événements préjudiciables aux intérêts des États-Unis. Il est difficile de ne pas en tirer de conclusions : assurément, tous les problèmes de l'Amérique au Moyen-Orient ne disparaîtraient pas si le lobby avait moins d'influence, mais les dirigeants américains auraient moins de mal à élaborer d'autres stratégies, plus conformes aux intérêts américains.

L'influence du lobby a également desservi Israël, surtout ces dernières années. Les États-Unis ont indirectement soutenu financièrement l'entreprise israélienne – acharnée et coûteuse – de colonisation des territoires occupés. Il a mis Washington dans l'impossibilité de convaincre Israël d'abandonner cette politique contre-productive. Avoir ainsi persuadé Washington du bien-fondé de ce projet expansionniste a également eu pour effet d'empêcher Israël de saisir certaines opportunités – telles qu'un traité de paix avec la Syrie ou la mise en œuvre immédiate et intégrale des accords d'Oslo –, qui toutes auraient pu sauver des vies israéliennes, diviser les adversaires de l'État hébreu et réduire les rangs des extrémistes palestiniens. Souscrire au refus israélien de reconnaître les aspirations légitimes des Palestiniens n'a pas fait d'Israël un endroit plus sûr. La longue campagne visant à éliminer, emprisonner ou marginaliser toute une génération de dirigeants palestiniens a facilité l'arrivée au pouvoir de groupes tels que le Hamas et a réduit le nombre de dirigeants palestiniens prêts à accepter et capables de mettre en œuvre une paix négociée. L'invasion de l'Irak – qu'Israël et le lobby ont encouragée – s'est révélée très profitable à l'Iran, pays que la majorité des Israéliens redoutent le plus. En faisant pression sur les responsables américains pour qu'ils soutiennent l'offensive israélienne au Liban, des groupes tels que l'AIPAC, les Christians United for Israel (CUFI), l'ADL et la Conférence des présidents ont fait beaucoup de mal au pays qu'ils pensaient protéger. À chaque fois, l'action du lobby a particulièrement nui à Israël.

Que faire pour réparer les dégâts causés par la récente politique américaine ? Si une nouvelle stratégie est plus que jamais nécessaire, l'élaboration

et la mise en œuvre d'une nouvelle approche supposent de pouvoir régler le problème que pose la puissance du lobby.

Il faut donc :

- identifier les intérêts américains au Moyen-Orient ,
- définir une stratégie permettant de défendre ces intérêts ;
- développer un nouveau type de relation avec Israël ;
- mettre fin au conflit israélo-palestinien dans le cadre d'une solution à deux États ;
- transformer le lobby en une force constructive.

Arrêtons-nous maintenant sur chacune de ces étapes.

Quels sont les intérêts américains ?

L'objectif premier de la politique étrangère des États-Unis est de veiller à la sécurité et à la prospérité du peuple américain. Aussi ont-ils toujours pris très au sérieux la question de la sécurité de l'hémisphère occidental. Depuis quelques dizaines d'années, les décideurs politiques considèrent que trois régions représentent un intérêt stratégique qui vaut que l'on se batte pour elles : l'Europe, l'Asie du Nord-Est et le Golfe persique [1]. Ces régions sont stratégiques par leur concentration de puissances et de ressources naturelles et l'équilibre mondial des puissances (*global balance of power*) dépend en grande partie de la question de savoir qui les contrôle.

Les États-Unis ont au Moyen-Orient trois intérêts stratégiques distincts. Parce que cette région contient une part considérable des ressources mondiales d'énergie, le premier – et le plus essentiel – est de conserver l'accès au pétrole et au gaz naturel du Golfe persique. Pour ce faire les États-Unis n'ont pas besoin de contrôler eux-mêmes la région : il leur suffit de s'assurer qu'aucun autre pays n'empêchera le pétrole du Moyen-Orient d'arriver sur le marché mondial. Pour cela, ils ont longtemps cherché à dissuader quiconque – à l'intérieur ou à l'extérieur de la région – d'essayer de la contrôler.

Deuxièmement, il est dans l'intérêt stratégique du pays d'empêcher les États du Moyen-Orient d'acquérir des ADM. Comme nous en avons discuté au chapitre 2, le risque ici n'est pas la – faible – probabilité d'une attaque ou d'un chantage nucléaires, ni une livraison d'armes nucléaires aux terroristes. De telles menaces ne sont pas crédibles au vu de la force de dissuasion nucléaire de l'Amérique. Si la prolifération des ADM dans la région est contraire aux intérêts des États-Unis, c'est plutôt parce qu'il deviendrait plus difficile pour eux de projeter leur puissance dans la région, et compromettrait ainsi leurs efforts pour veiller à la libre circulation du pétrole. La prolifération des ADM augmente aussi le risque que des armes nucléaires soient utilisées par erreur ou de manière illégale. On connaît le risque d'instabilité

qui existe dans certains pays de la région. Il faut craindre que les armes nucléaires ou d'autres ADM ne tombent en de mauvaises mains si un coup d'État ou une révolution se produisaient ou si des terroristes s'introduisaient dans des infrastructures mal surveillées. Pour toutes ces raisons, les États-Unis ont tout intérêt à empêcher la prolifération dans cette région.

Troisièmement, il est évidemment dans l'intérêt des États-Unis de combattre le terrorisme anti-américain. Pour cela, il faudra démanteler les réseaux terroristes existants qui menacent les États-Unis et empêcher l'émergence de nouveaux groupes. À ces deux objectifs s'ajoute la nécessité de coopérer réellement et efficacement avec les pays de la région dans les domaines du renseignement et de la sécurité. De même, les États-Unis devront impérativement prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher des groupes comme Al-Qaida d'avoir accès à quelque ADM que ce soit. En matière d'ADM, il est beaucoup plus facile d'utiliser la dissuasion face à des États que face à des terroristes qui n'hésiteraient pas, eux, à les utiliser contre les États-Unis ou leurs alliés. Encourager les réformes politiques démocratiques peut certes avoir un effet positif – ce qui suppose d'avoir de bonnes relations avec les principales puissances régionales. Mais les États-Unis devraient néanmoins se méfier des transformations trop rapides et éviter absolument de diffuser la démocratie à la pointe du fusil.

Même si nous croyons que les États-Unis doivent protéger l'existence d'Israël, au bout du compte, la sécurité de ce pays ne revêt pas une importance stratégique cruciale pour l'Amérique [2]. Même dans l'hypothèse où Israël était conquis – ce qui est très peu probable vu sa puissance militaire et sa force de dissuasion nucléaire –, ni l'intégrité territoriale de l'Amérique, ni sa puissance militaire, ni sa prospérité économique, ni ses valeurs politiques essentielles ne seraient perturbées. En revanche, si les exportations de pétrole en provenance du Golfe persique diminuaient de façon dramatique, les effets s'en feraient profondément sentir. Les États-Unis ne défendent pas l'existence d'Israël parce que la sécurité des Américains en dépend, mais plutôt parce que ces derniers connaissent la longue histoire de souffrances du peuple juif et croient que celui-ci doit avoir son propre État. Nous n'avons eu de cesse de le répéter : la défense de l'existence d'Israël se justifie absolument sur le plan moral. Et nous pensons que les États-Unis doivent rester prêts à venir en aide à Israël si sa survie était menacée. Mais leur motivation serait alors d'ordre moral, et non sécuritaire.

Une autre stratégie : les avantages du « contrôle à distance »

Depuis le 11 septembre, les États-Unis se sont lancés dans une entreprise de transformation du Moyen-Orient. Dans le cadre de cette stratégie extrêmement ambitieuse, l'administration Bush maintient un grand nombre de troupes dans la région, chose que les États-Unis n'avaient jamais faite pendant la Guerre froide. Cette politique inadaptée a exacerbé le terrorisme et conduit à la débâcle actuelle en Irak. Elle a aussi beaucoup nui à l'image des États-Unis dans le monde, et à leurs relations avec leurs alliés européens et arabes.

Il vaudrait beaucoup mieux pour l'Amérique qu'elle abandonne cette stratégie et opte pour celle du « contrôle à distance » (*offshore balancing*) qui, bien que moins ambitieuse, préserverait beaucoup plus sûrement les intérêts américains au Moyen-Orient. Dans cette stratégie, les États-Unis ne déploieraient ainsi leur puissance militaire – surtout leurs forces terrestres – à l'étranger que lorsque des intérêts vitaux seraient directement menacés, et que les acteurs régionaux ne pourraient faire face seuls à ces menaces [3]. Washington utiliserait ses forces navales et aériennes pour manifester sa présence et pour réagir rapidement aux menaces imprévues. Les États-Unis conserveraient également une capacité d'intervention non négligeable, sur le modèle des premières Forces de déploiement rapide, dont les unités étaient stationnées outre-mer ou aux États-Unis.

Le « contrôle à distance » est la grande référence stratégique américaine, notamment mise en œuvre au Moyen-Orient pendant une grande partie de la Guerre froide. Les États-Unis n'ont à aucun moment entrepris de le couvrir de soldats, ni de le démocratiser. Ils ont plutôt cherché à maintenir l'équilibre des puissances régionales en soutenant divers alliés locaux et en développant leur capacité d'intervention directe au cas où cet équilibre se briserait. Les États-Unis ont ainsi mis en place une Force de déploiement rapide pour dissuader ou empêcher l'URSS de mettre la main sur le Golfe persique riche en pétrole. De même, Washington a pris le parti de l'Irak dans les années 1980 pour aider à freiner les ambitions de l'Iran révolutionnaire. Mais, quand l'invasion irakienne du Koweït en 1990 a menacé de perturber l'équilibre régional, les États-Unis ont réuni une coalition multinationale et ont envoyé de nombreuses troupes pour chasser les armées de Saddam Hussein.

Le « contrôle à distance » est la bonne stratégie pour au moins trois raisons. Tout d'abord, elle réduit nettement – sans pour autant éliminer – le risque que les États-Unis se fassent prendre au piège de conflits sanglants et coûteux tels que la guerre en Irak. Non seulement cette stratégie écarte définitivement l'utilisation de la force militaire comme moyen pour redessiner

le Moyen-Orient, mais elle revient également à reconnaître que les États-Unis n'ont pas besoin de contrôler cette région stratégique : il leur suffit de veiller à ce qu'aucun autre pays ne la contrôle. Au bout du compte, cette stratégie revient à économiser les ressources (militaires) des États-Unis et à s'en remettre essentiellement à leurs alliés régionaux pour contenir les ambitions de leurs voisins hostiles. Comme « contrôleur à distance » (*offshore balancer*), les États-Unis n'interviennent qu'en dernier recours. Et, quand ils le font, ils font le travail aussi vite que possible et repartent aussitôt.

Deuxièmement, le « contrôle à distance » permettra aux États-Unis de régler plus facilement la question du terrorisme. L'une des principales leçons du XXe siècle, c'est que le nationalisme et les autres formes d'identité régionale restent des forces politiques très puissantes, et qu'une occupation étrangère donne immanquablement naissance à une résistance acharnée [4]. En maintenant éloignées les forces militaires américaines tant que ce n'est pas nécessaire, le « contrôle à distance » limite le ressentiment qui se développe quand les troupes américaines sont stationnées de façon permanente sur le sol arabe. Car ce ressentiment se transforme souvent en terrorisme, voire en insurrections de masse.

Troisièmement, contrairement à la stratégie de transformation régionale, le « contrôle à distance » donne à des États tels que l'Iran ou la Syrie moins de raisons de craindre une attaque américaine et, partant, moins de raisons d'acquérir des ADM. Ce qui a poussé l'Iran à vouloir acquérir l'arme nucléaire, c'est en partie son besoin de dissuader les États-Unis d'intervenir sur son territoire. Pour convaincre Téhéran de faire marche arrière, Washington devra entendre l'inquiétude légitime de l'Iran concernant sa sécurité et éviter de le menacer ouvertement. Certes, les États-Unis ne peuvent se permettre de se désengager complètement du Moyen-Orient. Mais une stratégie de « contrôle à distance » rendrait la présence américaine moins inquiétante pour les États de la région et pourrait même pousser certains de ses actuels adversaires à rechercher l'appui des États-Unis. Au lieu de rassembler des ennemis potentiels dans un même « axe du mal » et de les encourager à s'unir, la stratégie du « contrôle à distance » permet de diviser pour mieux régner. Les intérêts américains sont saufs aussi longtemps qu'aucun État ou bloc hostiles ne sont en mesure de menacer une région aussi cruciale que le Golfe persique.

Une telle stratégie inverserait l'orientation de presque toutes les politiques américaines actuelles dans la région. Au lieu de poursuivre leur effort stérile pour transformer l'Irak en une démocratie multiethnique et multiconfessionnelle, les États-Unis se retireraient dès que possible et s'efforceraient de limiter les effets sur la région de leur décision précipitée d'envahir le pays. Au lieu d'essayer de renverser le régime d'Assad en Syrie, les

États-Unis tenteraient de convaincre Israël d'abandonner le Golan en échange d'un traité de paix en bonne et due forme. La Syrie rejoindrait les pays arabes qui ont officiellement accepté l'existence d'Israël. Mais cette stratégie isolerait aussi le Hezbollah au Liban, éloignerait la Syrie de l'Iran, et réduirait le soutien de l'Iran au Hezbollah, au Hamas et au Jihad islamique. Elle inciterait également Damas à aider les États-Unis à lutter contre Al-Qaida et les autres groupes terroristes.

Enfin, au lieu de faire peser sur l'Iran la menace d'une guerre préventive – ce qui ne fait que renforcer son désir d'acquérir des ADM et incite le président Ahmadinejad à recourir à une rhétorique nationaliste pour canaliser le mécontentement populaire –, les États-Unis tenteraient de trouver un accord avec l'Iran sur le nucléaire et de placer les « durs » du régime sur la défensive. De telles mesures ne feraient pas disparaître tous les problèmes auxquels les États-Unis doivent faire face dans la région. Mais elles valent mieux pour l'Amérique et pour Israël que les politiques que défendent la plupart des groupes du lobby, dont l'échec est patent.

Une nouvelle relation : traiter Israël comme un État normal

Mais qu'en est-il d'Israël ? Quelles seraient les conséquences d'une stratégie de « contrôle à distance » sur la relation avec Israël, au regard de sa faible valeur stratégique pour les États-Unis ?

L'État hébreu a presque soixante ans, et son existence est maintenant reconnue et acceptée par presque tous les pays du monde. Son économie se développe rapidement et la plupart des Israéliens sont de plus en plus riches, même si son système politique semble actuellement paralysé par des divisions, abîmé par la corruption et déstabilisé par des scandales à répétition. Il est temps pour les États-Unis de traiter Israël non plus comme un cas particulier mais comme un État normal, et de traiter avec lui comme avec n'importe quel autre pays. En d'autres termes, les États-Unis devraient défendre la sécurité d'Israël comme ils le font pour la France, la Thaïlande ou le Mexique, et devraient être prêts à intervenir si sa survie était un jour menacée.

Traiter Israël comme un État normal signifie cesser de prétendre que les intérêts d'Israël et de l'Amérique sont les mêmes, ou d'agir comme si Israël méritait le ferme soutien des États-Unis quoi qu'il fasse. Quand Israël agit d'une façon que les États-Unis jugent souhaitable, il devrait bénéficier du soutien américain. Mais, quand ce n'est pas le cas, Israël devrait s'attendre à affronter l'opposition des États-Unis, tout comme n'importe quel autre État. Cela signifie aussi que les États-Unis devraient peu à peu réduire l'aide

économique et militaire qu'ils lui fournissent actuellement. Israël a maintenant une économie bien développée qui le sera encore plus quand le pays aura entièrement fait la paix avec ses voisins et trouvé un accord définitif avec les Palestiniens.

Les relations commerciales et financières entre les deux pays se poursuivraient, bien entendu, de même que les échanges culturels, éducatifs et scientifiques, de la même façon qu'ils entretiennent des liens solides avec les sociétés de nombreux autres pays. Les liens spécifiques, personnels ou familiaux, entre les Juifs des deux pays resteraient les mêmes. Les fabricants d'armes américains pourraient toujours vendre des armes à Israël (tout comme ils en vendent aux autres États de la région, pour autant qu'ils respectent les lois américaines). Les deux pays échangeraient certainement des renseignements et maintiendraient les autres formes de coopération bénéfiques à leur sécurité. En revanche, il n'est pas nécessaire de prolonger l'aide que les contribuables américains fournissent depuis le début des années 1970, surtout vu le nombre de pays qui ont des besoins plus pressants. Au bout du compte, l'aide américaine subventionne indirectement des politiques qui ne sont pas dans son intérêt. Assurément, les États-Unis devront peut-être faire un petit geste supplémentaire pour persuader Israël de garantir aux Palestiniens un État viable. Mais traiter Israël comme un État normal devrait à terme permettre de réduire l'aide américaine de façon conséquente.

Mettre un terme au conflit israélo-palestinien

Plus que tout, les États-Unis devraient user de leur pouvoir considérable pour mettre un terme au conflit israélo-palestinien. Comme l'a fait observer le Groupe d'étude sur l'Irak en décembre 2006, « les États-Unis doivent militer ouvertement pour une paix israélo-arabe complète, sur tous les fronts : le Liban, la Syrie, et renouer avec l'engagement pris par le président Bush en juin 2002 pour une solution à deux États. [...] Les États-Unis ne rendent pas service à leur allié israélien en évitant de s'impliquer directement dans le processus de règlement du conflit[5] ».

Les dirigeants américains ont participé à presque toutes les étapes du processus de paix, mais ils n'ont jamais utilisé toute la marge de manœuvre dont ils disposaient pour le faire progresser. Tout en réaffirmant leur attachement à la sécurité israélienne et aux frontières de 1967, les États-Unis devraient exprimer fermement leur désaccord avec la politique de colonisation – et avec la « barrière de sécurité » – et rappeler qu'une telle politique est, à long terme, contraire à l'intérêt des États-Unis et d'Israël.

Cette approche implique pour les États-Unis d'abandonner la moribonde « feuille de route » de l'administration Bush (qui ne prévoyait qu'un calendrier de négociations) et de formuler précisément leur vision d'une paix juste. Ils devraient rappeler clairement qu'Israël doit se retirer de presque tous les territoires occupés en 1967 en échange d'une paix réelle. Israël et les Palestiniens devront aussi trouver un accord à propos du droit des réfugiés palestiniens à retourner sur les terres qu'ils ont quittées en 1948. La mise en œuvre effective de ce « droit » est à l'évidence irréalisable car elle menacerait l'identité israélienne. Mais sa reconnaissance est une question fondamentale de justice et les Palestiniens n'accepteront aucun compromis sur ce point, sauf dans le cadre d'un accord final. Pour résoudre ce dilemme, Israël devra reconnaître un « droit » au retour – et admettre par là même que la création d'Israël a bel et bien violé les droits des Palestiniens. Mais ces derniers devront accepter de renoncer à ce droit une fois pour toutes, en échange de compensations acceptables. Les États-Unis et l'Union européenne pourraient mettre en place et financer un généreux programme d'aide à la reconstruction pour les dédommager. Ils cesseraient ainsi définitivement de revendiquer un droit au retour effectif dans ce qui est désormais et restera à jamais le territoire israélien.

On dit parfois qu'Israël ne peut faire de telles concessions, parce que c'est un pays petit et vulnérable et qu'il le deviendrait encore plus s'il garantissait aux Palestiniens un État viable. Mais ceux qui avancent cet argument oublient de dire que la situation stratégique d'Israël a considérablement changé depuis les années 1950 (période pendant laquelle, ne l'oublions pas, il a néanmoins réussi à vaincre ses divers adversaires, avec une aide américaine réduite). Israël est bien plus en sécurité maintenant que lorsqu'il a occupé pour la première fois la Cisjordanie et la bande de Gaza en juin 1967. Cette année-là, les dépenses militaires israéliennes représentaient moins de la moitié du total des budgets de la Défense de l'Égypte, de l'Irak, de la Jordanie et de la Syrie réunis. Aujourd'hui, Israël a signé des traités de paix avec l'Égypte et la Jordanie. L'Irak est occupé par les États-Unis et sa puissance militaire est réduite à presque rien. Le budget de la Défense d'Israël est plus important que celui de l'Iran et de la Syrie réunis. Autrefois, les adversaires d'Israël recevaient une aide militaire importante de l'URSS. Aujourd'hui cette dernière a disparu, et les liens entre Israël et les États-Unis sont plus solides. En 1967, Israël n'avait pas d'arme nucléaire ; aujourd'hui il possède peut-être deux cents têtes. Bref, Israël est plus que jamais en sécurité dans les frontières de 1967. C'est sa présence prolongée dans les territoires occupés – tout comme sur le Golan – qui menace sérieusement sa sécurité et alimente la violence terroriste. Les partisans d'Israël aux États-Unis ne lui rendent pas service en faisant pression sur Washington pour qu'il continue à financer l'occupation.

Il y a pourtant des Israéliens et des Américains pour affirmer le contraire, et assurer qu'Israël est bien plus en danger aujourd'hui qu'en 1967. Ils soutiennent en effet que des groupes islamiques tels que le Hamas et le Hezbollah ont pour objectif principal de détruire Israël et bénéficient du soutien total de la Syrie et de l'Iran, qui représentent ainsi une menace très sérieuse. On peut répondre de deux façons à cet argument. Tout d'abord, il ne faut pas exagérer la menace que représente le terrorisme pour Israël : c'est évidemment un problème, mais il ne menace pas l'existence du pays. Et, comme nous l'avons montré aux chapitres 2 et 9, il ne faut pas non plus surestimer le danger que constituent les ADM iraniennes. D'autre part, chose bien plus importante, la fin de l'occupation permettrait aussi de diviser et d'affaiblir les États qui, à entendre les cassandres, sont tous ligués contre Israël. La Syrie a annoncé clairement qu'elle ferait la paix si elle récupérait le Golan. Et elle a promis de cesser de soutenir le Hamas et le Hezbollah quand elle aura recouvré son territoire. Si l'on met fin à l'occupation et si l'on aide à construire un État palestinien viable, l'Iran perdra beaucoup de sympathisants dans la région. Des groupes comme le Hamas ou le Jihad islamique n'apparaîtront plus comme les défenseurs héroïques d'une cause nationale mais comme des obstacles au progrès et à la prospérité.

Les États-Unis sont tout à fait fondés à faire pression sur Israël pour qu'il accepte cet accord. Dans la mesure où ils soutiennent financièrement Israël, et, ce faisant, compromettent leur propre sécurité, ils ont le droit de dire ce qu'ils sont prêts à accepter et ce à quoi ils s'opposeront. Les « paramètres Clinton » établis en décembre 2000 définissent les contours généraux d'un accord et fournissent la meilleure base de négociations à ce jour – le président Bush devrait le reconnaître clairement. Si on parvient à un règlement définitif, alors les États-Unis et l'Union européenne devraient être prêts à apporter un généreux soutien financier de façon à aider les dirigeants israéliens et palestiniens à lutter contre ceux qui, dans les deux camps, rejetteront l'accord.

Il est également dans l'intérêt américain de mettre fin au conflit d'un autre point de vue. En dépit de ses performances militaires et de sa situation géographique, Israël n'a pour les États-Unis qu'une valeur stratégique limitée en raison de son statut d'État-paria dans la région. Tant qu'on ne donne pas un État aux Palestiniens, Israël restera trop isolé pour participer aux tentatives américaines de rassembler des « coalitions de bonnes volontés ». Si le conflit était terminé et qu'il y avait des relations normales entre Israël et les États arabes – comme le propose aujourd'hui la Ligue arabe –, les États-Unis ne payeraient plus aussi cher, sur un plan diplomatique, leur soutien à Israël. L'État hébreu pourrait alors se joindre aux États-Unis et à leurs alliés arabes en cas de menace grave dans la région. Bref,

si le conflit était résolu, Israël pourrait devenir l'atout stratégique que ses partisans prétendent qu'il est.

Si Israël persistait à refuser de donner aux Palestiniens un État viable – ou s'il essayait d'imposer une solution injuste et unilatérale –, les États-Unis devraient alors réduire leur aide économique et militaire. Non parce qu'ils veulent du mal à Israël, mais parce qu'ils reconnaissent que l'occupation est contraire à leurs intérêts et à leurs valeurs politiques. En vertu de la stratégie du « contrôle à distance », les États-Unis définiraient leur politique en fonction de leur propre intérêt au lieu de se soumettre aveuglément à un partenaire peu coopératif. En effet, les États-Unis devraient laisser le choix à Israël : mettre un terme à l'occupation et continuer de compter parmi leurs plus proches alliés, ou bien rester une puissance coloniale isolée.

Cette option n'est pas aussi radicale qu'il n'y paraît. Les États-Unis agiraient simplement avec Israël comme ils ont agi par le passé avec les autres démocraties coloniales. Ainsi ont-ils poussé la Grande-Bretagne et la France à abandonner leurs colonies au début de la Guerre froide et les ont-ils forcées (ainsi qu'Israël) à se retirer du territoire égyptien après la crise de Suez en 1956. Les États-Unis ont aussi été inflexibles avec d'autres pays – y compris avec des alliés très proches tels que le Japon, l'Allemagne et la Corée du Sud – quand c'était dans leur intérêt. Comme nous l'avons montré au chapitre 7, les sondages confirment que le peuple américain soutiendrait un président qui adopterait une ligne plus dure à l'égard d'Israël, si c'était nécessaire pour parvenir à une paix juste et définitive.

La plupart des composantes du lobby – mais peut-être pas toutes – et peut-être d'autres Américains jugeront sans doute cette politique scandaleuse. De plus, il faut dire que les circonstances actuelles ne sont pas vraiment favorables, vu les violents conflits qui déchirent la communauté palestinienne, la faiblesse politique des actuels dirigeants israéliens, le bilan catastrophique de l'administration Bush dans la région, et la faible popularité en Israël d'une solution à deux États. Même parmi les plus fervents adeptes de cette solution, certains affirment aujourd'hui avec regret que « l'idée que des négociations bilatérales entre les Palestiniens et les Israéliens puissent aboutir à un accord définitif est morte [6] ».

Mais il faut bien poser la question : quelle est l'alternative ? Quelle vision de l'avenir les défenseurs acharnés d'Israël ont-ils à offrir à la place ? Dans les circonstances actuelles, il existe trois alternatives à la solution à deux États que nous avons détaillée plus haut. Premièrement, Israël pourrait chasser les Palestiniens des terres qu'ils occupaient avant 1967 et des territoires occupés, préservant ainsi son identité juive en mettant clairement en œuvre une politique de nettoyage ethnique. Certains faucons israéliens tels que l'actuel vice-Premier ministre Avigdor Lieberman ont défendu des

thèses de ce genre. Pourtant, agir ainsi constituerait un crime contre l'humanité et aucun ami sincère d'Israël ne pourrait cautionner une conduite aussi haineuse. Si c'est ce que veulent les adversaires de la solution à deux États, ils devraient le dire clairement. Une telle politique de nettoyage ethnique ne réglerait d'ailleurs pas le conflit. Elle renforcerait simplement le désir de vengeance des Palestiniens et donnerait plus de poids aux extrémistes qui refusent toujours de reconnaître le droit à l'existence d'Israël.

Deuxièmement, au lieu de deux États séparés vivant côte à côte, le territoire de la Palestine mandataire pourrait accueillir un État démocratique binational dans lequel les deux peuples jouiraient des mêmes droits politiques, comme l'ont proposé une poignée de personnalités juives et un nombre croissant d'Arabes israéliens [7]. Pourtant, les obstacles pratiques à cette solution sont évidents, et l'histoire des États binationaux donne peu de raisons d'être optimiste. Cette option implique également l'abandon du projet sioniste originel de construire un État juif. Il est peu probable que les citoyens juifs d'Israël accepteraient de plein gré cette solution. Et on imagine sans peine que les individus et les groupes du lobby n'auraient pour ainsi dire aucun intérêt à voir se réaliser une telle option. Nous-mêmes ne pensons pas qu'il s'agisse d'une solution réaliste ou adaptée.

La dernière alternative est une sorte d'apartheid, telle qu'Israël continuerait d'augmenter son contrôle sur les territoires occupés mais accorderait aux Palestiniens une autonomie limitée sur un ensemble de mini-États sans continuité territoriale et handicapés économiquement. La comparaison avec l'apartheid sud-africain hérisse immédiatement les Israéliens. Mais c'est bien ce qui leur pend au nez s'ils essayent de contrôler la totalité de la Palestine mandataire et s'ils continuent de refuser d'accorder la plénitude des droits politiques à une population arabe qui va bientôt dépasser en nombre la population juive sur l'ensemble du territoire. Quoi qu'il en soit, l'apartheid n'est pas non plus une solution envisageable à long terme, non seulement parce qu'il est moralement inadmissible, mais parce que les Palestiniens continueront à résister jusqu'à ce qu'ils obtiennent leur propre État. Cette situation obligera Israël à intensifier sa politique de répression qui a déjà coûté tant de sang et d'argent, aggravé la corruption et terriblement détérioré son image dans le monde [8].

Telles sont les seules alternatives à la solution à deux États, et elles ne peuvent séduire ceux qui veulent le bien d'Israël. Étant donné le tort que ce conflit cause à Israël, aux États-Unis et aux Palestiniens, il est dans l'intérêt de tous de mettre un terme à cette tragédie une fois pour toutes. Autrement dit, il ne s'agit pas d'une option souhaitable qu'il faudra essayer de réaliser « un jour », ni d'un bon moyen pour les présidents américains d'améliorer l'image qu'ils laisseront dans l'histoire et de rejoindre la longue liste des prix Nobel de la paix. Mettre fin à ce conflit devrait être une priorité pour la

sécurité nationale des États-Unis. Mais ce ne pourra être le cas tant que le lobby empêchera les dirigeants américains de jouer de leur influence pour faire pression sur Israël pour qu'il mette un terme à l'occupation et crée un État palestinien viable.

Les présidents américains – tels que Jimmy Carter ou George Bush – qui ont le plus contribué à la paix au Moyen-Orient, sont précisément ceux qui ont su à l'occasion prendre leurs distances avec le lobby. Comme l'a écrit l'ancien ministre des Affaires étrangères israélien Shlomo Ben Ami, « Carter avait encore un autre avantage, décisif. Chose rare chez les politiciens, et encore plus chez les résidents de la Maison-Blanche, il ne prêtait pas particulièrement attention aux pressions des Juifs ou des lobbies [...]. Comme on s'en est rendu compte par la suite, c'est ce genre de présidents – George Bush a été un de ceux-là – qui étaient prêts à s'affronter directement à Israël et à ignorer ses amis en Amérique, qui ont finalement réussi à faire progresser de manière significative le processus de paix israélo-arabe [9] ». Ben Ami a tout à fait raison, et cette remarque très pertinente permet de souligner une fois de plus à quel point le lobby a, sans le savoir, compromis les intérêts mêmes d'Israël.

Les États-Unis vont devoir faire énormément pression sur Israël pour lui faire accepter la création d'un État palestinien viable, ce qui revient à accepter une solution correspondant aux « paramètres Clinton ». Si le gouvernement Barak a accepté ces paramètres – quoique avec de nombreuses réserves – en janvier 2001, les principaux éléments de cette solution n'emportent pas vraiment l'adhésion. Une majorité d'Israéliens (55 % en 2007) soutiennent le principe de la création d'un État palestinien. Mais une étude récente indique que le soutien aux principaux ingrédients de l'accord de paix présenté par le président Clinton en décembre 2000 est beaucoup plus faible. Ainsi, seulement 41 % des Israéliens acceptent l'idée de la création d'un État palestinien sur 95 % du territoire de la Cisjordanie et de la bande de Gaza – même si Israël est autorisé à conserver de nombreux blocs de colonies. Seuls 37 % sont pour le transfert des quartiers arabes de Jérusalem-Est aux Palestiniens, et 22 % sont favorables au transfert du contrôle de la vallée du Jourdain à un État palestinien d'ici quelques années. Enfin, 27 % sont d'accord pour céder le contrôle du Mont du Temple aux Palestiniens (à condition qu'Israël conserve le contrôle du mur occidental) et seuls 17 % sont pour autoriser un nombre limité de réfugiés à retourner en Israël [10]. Il y a donc de fait en Israël une très forte opposition à la création d'un État palestinien viable, ce qui signifie que les futurs présidents qui voudront résoudre ce conflit auront beaucoup de mal à convaincre Israël d'envisager autrement les modalités concrètes d'une solution à deux États.

L'intransigeance d'Israël et l'influence du lobby ne sont pas, bien entendu, les seuls obstacles à une résolution pacifique de ce conflit. Pour y

mettre fin, il faudra que les États-Unis (et les autres pays) fassent pression également sur les Palestiniens. Leur tâche sera grandement facilitée si les Palestiniens et les principaux États arabes voient les États-Unis comme un pays sincèrement engagé en faveur d'une paix juste et prêt à agir comme un médiateur impartial et non comme l'« avocat d'Israël ». On a besoin d'une authentique bonne volonté pour mettre fin au conflit – et non de l'engagement timide de l'administration Bush pour la « feuille de route » ou des visites inutiles de la secrétaire d'État Condoleezza Rice. C'est seulement ainsi que l'on obligera les Palestiniens à faire un vrai choix. Dans l'état actuel des choses, les Palestiniens ont peu de raisons de cesser de soutenir des groupes tels que le Hamas. La perspective de négociations dignes de ce nom s'est éloignée et soutenir les groupes les plus radicaux ne leur coûte pas grand-chose, vu les occasions manquées. Mais, si les États-Unis font tout ce qui est en leur pouvoir pour aider les Palestiniens à obtenir un État, et que seul le Hamas continue de faire obstacle à la réalisation de cet objectif, alors il est beaucoup plus probable que ces derniers se retourneront contre le Hamas et saisiront l'occasion de choisir la paix.

Les partisans américains d'Israël ne peuvent pas nier que le refus d'accorder aux Palestiniens la plénitude des droits politiques n'a pas fait d'Israël un endroit plus sûr. Ceux qui ont milité le plus activement pour obtenir le soutien inconditionnel des États-Unis ont, au bout du compte, nourri l'extrémisme israélien et palestinien et infligé sans le vouloir des souffrances au pays qu'ils cherchaient à protéger. Il est grand temps d'abandonner cette stratégie catastrophique et de s'engager dans une autre voie.

Ces propositions ne sont pas une panacée et ne feront pas s'envoler tous les problèmes auxquels les États-Unis doivent faire face au Moyen-Orient. Pour parvenir à une paix définitive entre Israël et les Palestiniens, il faudra que toutes les parties se lancent dans une lutte difficile – probablement violente – contre tous ceux qui rejettent la paix dans les deux camps. La paix israélo-palestinienne n'est pas une potion magique qui fera disparaître tous les problèmes de la région, notamment l'antisémitisme. Les élites arabes ne feront pas preuve de plus d'enthousiasme ni d'initiative pour s'occuper des autres problèmes qui font souffrir leurs sociétés. Mais mettre fin au conflit et instituer une relation plus normale avec Israël aidera les États-Unis à reconstruire leur image dans le monde arabe et islamique. Leur nouvelle position leur permettra d'encourager de façon plus crédible les diverses réformes qui sont plus que nécessaires dans les autres parties de la région.

Certains prétendront que les difficultés que subissent actuellement les États-Unis au Moyen-Orient sont une aberration (passagère), due essentiellement à l'influence d'une seule composante du lobby : les néoconservateurs. Lorsque le second mandat du président Bush sera écoulé et que ces derniers auront quitté le pouvoir, on peut espérer que la politique étrangère

américaine reprendra un cours plus raisonnable et que la situation des États-Unis dans la région s'améliorera rapidement.

Ce scénario est, hélas, trop optimiste. Plusieurs néoconservateurs très puissants ont quitté le gouvernement, mais sont encore très actifs dans les débats politiques actuels. Certains d'entre eux sont les conseillers des candidats aux présidentielles de 2008 et restent omniprésents dans les grands médias. À ce jour, peu de néoconservateurs semblent avoir souffert du chaos que leur politique a fait naître, et encore moins à avoir regretté le coût humain de leurs mauvais conseils. Les *think tanks* néoconservateurs, qui pèsent encore énormément dans les allées du pouvoir à Washington, continueront d'exercer une grande influence sur la politique étrangère américaine après la prochaine élection.

De plus, de nombreuses organisations du lobby continuent de défendre la même ligne : soutenir imperturbablement la politique expansionniste d'Israël aux dépens des Palestiniens ; s'opposer frontalement aux adversaires d'Israël pour modifier leur politique étrangère ou faire tomber leur régime ; maintenir une présence américaine massive et durable dans la région. Comme nous l'avons déjà mentionné, aucun des principaux candidats aux élections présidentielles n'a proposé de changement substantiel dans la politique américaine au Moyen-Orient, encore moins quelque chose qui ressemblerait à la stratégie que nous avons décrite. Ceux qui s'imaginent que les élections de 2008 conduiront à un changement politique clair risquent donc d'être déçus. Cette situation soulève une question évidente : peut-on faire quelque chose pour casser l'emprise du lobby ?

Que faire avec le lobby ?

En théorie, il y a quatre manières de contrebalancer l'influence du lobby. D'abord, on pourrait essayer d'affaiblir le lobby, en limitant ses ressources ou ses canaux d'influence. Deuxièmement, d'autres groupes pourraient essayer de contrecarrer son pouvoir sur les élus et le processus de prise de décision, et de rééquilibrer ainsi la politique américaine. Troisièmement, les universitaires et les médias pourraient réfuter les divers arguments du lobby pour réévaluer certains mythes persistants et révéler les failles de ses choix stratégiques. Enfin, le lobby lui-même pourrait évoluer positivement, en gardant son influence actuelle mais en défendant un autre type d'idées.

Affaiblir le lobby

Le lobby aurait moins d'influence s'il ne bénéficiait plus d'un soutien financier aussi massif, ou si son poids dans le financement des campagnes électorales et sur les médias était moindre. Cette option n'est guère réaliste, car il est peu probable que ses riches et généreux amis lui fassent défaut dans l'immédiat. Même si le nombre d'Américains soutenant inconditionnellement Israël tend à se réduire, il restera toujours assez de gens suffisamment concernés pour financer généreusement les principales organisations du lobby. Interdire de telles contributions serait problématique, voire certainement illégal. De plus, chercher à restreindre le soutien à des groupes apparaîtrait comme un acte clairement antisémite, puisque tout Américain a le droit de soutenir financièrement n'importe quelle cause reconnue comme légitime.

Pour réduire l'influence du lobby (tout comme celle des autres groupes d'intérêts), il faut de toute évidence réformer le mode de financement des campagnes électorales. Un financement public de toutes les élections affaiblirait sérieusement le lien entre le lobby et les élus. Une telle mesure ne détruirait pas l'influence du lobby, car les politiciens pourraient encore courtiser les électeurs juifs. Les divers individus ou groupes du lobby pourraient encore faire valoir leur cause auprès des dirigeants américains et tenter d'influencer l'opinion publique. Néanmoins, une réforme du financement des campagnes atténuerait sans aucun doute son influence, et permettait une plus grande liberté de débat dans les coulisses du pouvoir.

Malheureusement, les chances sont minces que soit votée une telle réforme. Ceux qui sont en poste ont beaucoup trop intérêt à maintenir ce système, et bien d'autres groupes d'intérêts n'hésiteraient pas à s'unir pour résister à toute tentative de réformer un mode de financement qui leur donne une influence démesurée. Il faudrait probablement une bonne quantité d'« affaires Abramoff » pour convaincre les Américains de s'opposer à ce que les fonds privés interviennent dans le processus électoral. À court terme, essayer d'affaiblir le lobby directement ne peut donc pas marcher.

Faire contrepoids au lobby

Créer un « contre-lobby » pour faire contrepoids au lobby pro-israélien ne mènera sans doute pas non plus à grand-chose. Comme nous l'avons vu au chapitre 4, les groupes arabes-américains et musulmans sont beaucoup plus faibles que les organisations du lobby pro-israélien. Et le lobby du pétrole, tant décrié, exerce beaucoup moins d'influence qu'on ne le prétend sur la politique étrangère et les questions de sécurité nationale. D'autres

organisations rivales telles que le Council for National Interest ou l'American for Middle East Understanding sont aussi beaucoup plus petites et moins riches.

Mais, quand bien même tous ces groupes seraient plus puissants et plus riches, ils auraient du mal à concurrencer les méthodes d'action qui sont au cœur de la stratégie des groupes d'intérêts. Comme nous l'avons indiqué plus haut, le succès des groupes pro-israéliens s'explique en partie par la capacité de leurs membres à soutenir Israël, ce qui veut dire qu'ils s'engagent sur une cause précise – ils ne soutiennent que les candidats qu'ils ont formellement reconnus comme pro-israéliens. Même si beaucoup d'Américains savent bien que le soutien inconditionnel à Israël n'est pas dans l'intérêt des États-Unis, ils n'en font pas une priorité. Et il y a trop de différences majeures entre les groupes qui remettent en cause le soutien inconditionnel et ceux qui s'y opposent fermement. C'est pourquoi, essayer de contrebalancer l'influence du lobby en poussant ces groupes disparates à former une coalition relativement homogène n'est pas une stratégie très prometteuse. Par ailleurs, l'idée de former un lobby explicitement « anti-israélien » pourrait se révéler dangereuse : elle pourrait aisément provoquer une résurgence d'antisémitisme primaire.

Encourager un débat plus libre

La troisième option, plus séduisante que les deux premières, consiste à encourager un débat plus ouvert sur ces questions, afin de déconstruire les mythes persistants sur le Moyen-Orient et d'obliger les groupes du lobby à défendre leur point de vue face à des contradicteurs bien informés. Les Américains ont surtout besoin de connaître la véritable histoire de la fondation de l'État d'Israël et de son attitude ensuite. Au lieu d'accepter passivement la version « *Exodus* » du conflit israélo-arabe, les Américains doivent découvrir et méditer les conclusions des « nouveaux historiens » israéliens, qui ont apporté des révélations essentielles sur les conséquences de l'entreprise sioniste de construction d'un État juif au milieu d'une population arabe. Même si les deux situations sont très différentes, on ne peut comprendre le sionisme sans évoquer la longue histoire de l'antisémitisme chrétien. Et on ne peut comprendre le nationalisme palestinien contemporain sans connaître les événements qui ont accompagné la guerre de 1948, que les Israéliens appellent la guerre d'indépendance, mais que les Palestiniens appellent *nakhba* (« catastrophe ») [11].

Parce que la plupart des Américains savent peu des crimes commis contre les Palestiniens, ils perçoivent leur résistance acharnée comme la manifestation d'un désir de vengeance irrationnel et d'une haine des Juifs

qui rappelle l'antisémitisme de la vieille Europe. La méconnaissance du passé incite également les Américains à considérer les demandes des Palestiniens – et notamment le droit au retour – comme fondamentalement injustifiées. Assurément, nous déplorons que les Palestiniens aient recours au terrorisme et sommes conscients que cela contribue à prolonger le conflit. Cependant nous croyons que leurs souffrances sont authentiques, et qu'il faut les prendre compte, même si certaines de leurs aspirations – telles que le droit au retour – ne pourront être satisfaites, ou le seront autrement. Nous sommes également persuadés que la plupart des Américains auraient une vision différente du conflit s'ils avaient une image plus complète du passé et du présent. Garants de l'indépendance de la pensée dans les sociétés démocratiques, universitaires et journalistes devraient être encouragés à résister aux efforts du lobby pour formater le discours public et à faciliter l'émergence d'un débat plus ouvert sur ces questions centrales. L'objectif n'est pas de faire porter tous les torts sur Israël ni de remettre en cause sa légitimité mais d'aider les Américains à comprendre plus clairement comment le passé jette une ombre immense sur le présent. Israël conservera – c'est tout à fait normal – de nombreux défenseurs dévoués. Mais il vaudrait mieux pour l'Amérique que ses citoyens connaissent l'éventail des opinions sur ce pays, comme c'est déjà le cas dans presque toutes les grandes démocraties, y compris en Israël même.

Il est de l'entière responsabilité des journalistes de poser les questions qui fâchent pendant les campagnes électorales. Comme nous l'avons indiqué au début de ce livre, presque tous les principaux candidats aux élections présidentielles de 2008 ont déjà annoncé que la cause d'Israël leur était personnellement très chère et qu'ils défendaient une politique de soutien inconditionnel à l'État hébreu et d'opposition frontale à ses adversaires. Les aspirants à la magistrature suprême ne devraient pas pouvoir dérouler comme ça leur rhétorique pro-israélienne : journalistes et leaders d'opinion devraient exiger d'eux qu'ils expliquent pourquoi ils sont favorables à un tel soutien, leur demander s'ils adhèrent à la solution à deux États et s'ils se battront pour y parvenir une fois élus. Il faudrait aussi demander aux candidats s'ils pensent qu'un soutien américain qui poserait quelques conditions – par exemple qui conditionnerait l'assistance militaire à un progrès réel vers la paix – serait une bonne chose pour les États-Unis et Israël. Et ce serait de bonne guerre de leur demander si leurs points de vue ont été influencés par les personnes ou les comités d'action politique pro-israéliens qui ont financièrement contribué à leur campagne. Tout comme on devrait, à juste titre, les interroger sur l'impact des financements qu'ils ont reçus des compagnies pétrolières, des syndicats ou de l'industrie pharmaceutique.

S'ils souhaitent une plus grande liberté dans les débats, que les Américains, de tous horizons confondus, rejettent les méthodes que certains

groupes et individus du lobby continuent d'employer pour réduire au silence leurs adversaires. Surveiller les débats et stigmatiser ses opposants est contraire au principe d'un dialogue franc et direct sur lequel repose la démocratie. Et, si l'on continue à avoir recours à de telles pratiques fort peu démocratiques, on risque de le payer très cher à l'avenir.

Nous condamnons toutes les tentatives faites pour étouffer les débats et les discussions légitimes – y compris celles qui visent parfois à faire taire les voix pro-israéliennes –, et nous espérons que ce livre contribuera à un échange plus ouvert sur ces questions complexes. L'Amérique tout comme Israël ont à faire face à des défis et à des problèmes complexes au Moyen-Orient. Or l'une et l'autre n'ont rien à gagner à faire taire ceux qui défendent une nouvelle approche. Cela ne signifie pas, bien sûr, que les critiques sont toujours fondées, mais elles méritent notre attention au moins autant que les choix politiques erronés que les principaux groupes du lobby ont défendus.

Un nouveau lobby pro-israélien ?

Convaincre les groupes du lobby de défendre une autre ligne politique pourrait également servir l'intérêt national. En pratique, cela signifierait renforcer les tendances les plus modérées existantes – telles que l'Israel Policy Forum ou Americans For Peace Now – ou créer de nouveaux groupes pro-israéliens qui défendraient d'autres politiques. Il serait bon aussi pour les intérêts américains et israéliens que les partisans de la ligne dure qui contrôlent aujourd'hui l'AIPAC, la ZOA, la Conférence des présidents ou l'American Jewish Committee aient moins de pouvoir. Dans le même ordre d'idées, on pourrait engager des réformes institutionnelles qui donneraient aux membres de base un plus grand rôle dans l'élaboration de la ligne politique de ces organisations.

Bien sûr, un tel scénario suppose que les dirigeants et les membres de ces organisations reconnaissent que les politiques que nombreux d'entre eux ont défendues récemment n'ont pas servi l'intérêt de l'Amérique ni celui d'Israël. Il faudrait aussi qu'ils comprennent enfin que persister dans une telle voie risque de condamner Israël à un avenir encore plus sombre. Certains éléments plus raisonnables de la communauté juive devront faire tomber le tabou qu'il y a à critiquer publiquement Israël et ses choix politiques préjudiciables pour l'État hébreu et peut-être même pour les Juifs de la Diaspora. Nous partageons entièrement l'avis du rabbin Ben Zion Gold, directeur de l'association Hillel de l'université de Harvard, qui écrivait ceci en 2002 : « Les Juifs américains, qui forment la communauté la plus importante de la Diaspora, doivent déterminer ce qui est leur priorité. Ceux

d'entre nous qui critiquent Israël le font parce que ce pays constitue une part importante de notre identité, parce que la critique fait partie intégrante de notre tradition et de notre culture. Elle témoigne de notre amour et de notre respect pour le peuple d'Israël [12]. » Ou encore, comme on pouvait le lire récemment dans *The Economist*, « aider Israël ne devrait plus vouloir dire le défendre aveuglément... Les institutions de la Diaspora devraient [...] se sentir libres de critiquer les politiciens israéliens qui prônent le racisme et l'intolérance [...] [et] encourager une discussion vivante des choix politiques israéliens [13] ».

Bien sûr, la situation actuelle au Moyen-Orient représente un sérieux dilemme pour les éléments les plus durs du lobby. Ce n'est plus un État faible, cerné d'ennemis, créé à la suite d'une immense tragédie de l'histoire, qu'ils défendent aujourd'hui mais un État puissant, moderne et prospère. Un État qui utilise sa puissance pour confisquer des terres aux Palestiniens et leur refuser les pleins droits politiques, et se montre intraitable avec ses voisins turbulents comme le Liban. Dès qu'une critique – aussi modérée et intelligente soit-elle – est formulée à l'encontre de ce comportement, ces groupes se sentent obligés de stigmatiser et de marginaliser des individus qui ne sont de toute évidence ni des antisémites ni des extrémistes. Condamner les néonazis ou les négationnistes est une entreprise nécessaire. Mais disqualifier des personnalités respectables telles que Jimmy Carter, Richard Cohen, Tony Kushner ou Tony Judt, ou encore attaquer des groupes progressistes tels que l'Union of Concerned Zionists, est très différent et très choquant. Plus les partisans de la ligne dure du lobby se montrent intolérants à l'égard de la moindre critique et plus ils apparaissent en décalage avec les valeurs américaines de liberté d'expression et de libre discussion. Et quand n'importe quelle critique d'Israël est accusée d'être antisémite, c'est l'accusation d'antisémitisme elle-même qui risque de perdre tout son sens.

Il sera sans doute plus délicat de convaincre les sionistes chrétiens extrémistes d'abandonner leur combat pour l'expansion d'Israël. On connaît en effet le rôle essentiel des prophéties eschatologiques dans la théologie dispensationaliste, qui souhaite voir le Moyen-Orient s'enfoncer dans une guerre « apocalyptique » extrêmement destructrice. On peut peut-être compter sur une certaine plasticité des programmes évangéliques qui vient de leur quête perpétuelle de nouveaux adeptes. On sait aussi que la force de tels mouvements varie selon les années. Il est peu probable que le prochain président soit aussi favorable à ces groupes que George W. Bush l'a été, surtout au vu du désastre qu'a produit sa politique au Moyen-Orient. Les Juifs en Israël et en Amérique se rendront peut-être aussi compte que le sionisme chrétien n'est pas un allié fiable, surtout quand ils verront la place qui leur est réservée à la fin des temps. Ils vont donc peut-être prendre leurs distances avec les chrétiens évangéliques [14]. Ces derniers, quant à eux, devraient être

incités à songer à la tragédie humaine qu'Israël est en train d'infliger aux Palestiniens. Qu'ils se demandent si leur croyance au « grand Israël » est vraiment conforme au message d'amour et de fraternité du Christ.

Il peut sembler tiré par les cheveux de vouloir reformuler le programme du lobby. Pourtant, il est déjà arrivé que certaines organisations soutiennent des politiques différentes et il n'y a aucune raison de penser que leurs options actuelles sont gravées dans le marbre. En effet certains signes indiquent une vraie lassitude par rapport à la ligne de la majorité des organisations juives. On observe une nouvelle tendance à cultiver des points de vue qui reflètent mieux l'opinion moyenne des Juifs. Des groupes tels qu'Israel Policy Forum, Brit Tzedek v'Shalom et Americans for Peace Now sont devenus plus visibles et plus efficaces. Ils songeraient à former une coalition qui leur permettrait d'accroître leur influence et de faire pression pour que les États-Unis encouragent une solution à deux États. Nombre de grandes personnalités juives ont aussi songé à former un nouveau groupe de pression visant expressément à offrir une alternative plus raisonnable à l'AIPAC [15].

On assiste à des initiatives similaires dans d'autres pays. En février 2007, un groupe de Juifs britanniques a fondé une nouvelle organisation, Independant Jewish Voice (IJV), qui prône le respect universel des droits de l'homme et une paix négociée entre Israéliens et Palestiniens. IJV condamne l'antisémitisme, l'anti-arabisme et l'islamophobie et a été fondé « sur le sentiment que le large spectre des opinions de la population juive de ce pays n'est pas représenté par les institutions qui prétendent la représenter ». Dans sa déclaration fondatrice, IJV soulignait aussi que « la bataille contre l'antisémitisme est vitale et se trouve compromise chaque fois qu'une critique des politiques israéliennes est automatiquement qualifiée d'antisémite [16] ».

En Australie, des Juifs qui désapprouvent la politique israélienne et considèrent avoir des difficultés à exprimer leurs opinions ont fondé une organisation, Independant Australian Jewish Voices. En novembre 2006, en Allemagne, vingt-cinq militants de la paix ont appelé à remettre en question la « relation privilégiée » entre l'Allemagne et Israël, en raison du comportement israélien à l'égard des Palestiniens. Quelques mois plus tard, en décembre 2007, une vive polémique a divisé la communauté juive allemande quand un petit groupe de Juifs a publié la « Déclaration de Berlin Shalom 5767 ». Celle-ci, d'après *Forward*, critiquait la politique israélienne dans les territoires occupés et dénonçait les « contraintes qui pèsent sur la liberté d'expression quand il s'agit du Moyen-Orient [17] ». De telles initiatives nous rappellent que les choix politiques adoptés par les groupes les plus influents du lobby ne représentent pas l'opinion de tous les (ni même de la majorité des) Juifs de la Diaspora. Elles donnent aussi des raisons d'espérer

que plusieurs éléments du lobby pourraient finalement se servir de leur influence de manière plus constructive.

Dernières remarques

La création et l'histoire d'Israël constituent une remarquable réussite. Si les Juifs américains ne s'étaient pas battus au nom d'Israël pour convaincre d'importants politiciens de soutenir leurs objectifs, Israël n'aurait peut-être jamais été créé. Pourtant, les intérêts américains et israéliens n'ont jamais été identiques. Et l'actuelle politique israélienne ne va pas dans le sens de l'intérêt national des États-Unis et est contraire à certaines valeurs fondamentales de l'Amérique. Malheureusement, ces dernières années, la puissance politique du lobby et sa maîtrise des relations publiques ont découragé les dirigeants américains de mettre en œuvre au Moyen-Orient des politiques qui permettraient de faire avancer les intérêts américains et de protéger Israël de ses pires excès. Bref, l'influence du lobby a été néfaste pour les deux pays.

Il existe cependant une petite lueur d'espoir. Le coût de cette politique est si évident qu'il nous donne une bonne occasion de réfléchir et de changer. Le lobby reste une force politique importante, mais les effets de son influence passent maintenant difficilement inaperçus. Un pays aussi riche et puissant que les États-Unis peut survivre à des politiques erronées pendant un certain temps, mais on ne peut éternellement se voiler la face devant la réalité.

Ce qu'il faut, par conséquent, c'est un débat franc et courtois sur l'influence du lobby et des intérêts américains dans cette région cruciale. Le bien-être d'Israël est un de ces intérêts – moralement fondé –, mais pas sa présence persistante dans les territoires occupés. Un débat plus libre et un traitement médiatique plus complet feront apparaître les problèmes que pose la « relation privilégiée ». Cela encouragera aussi les États-Unis à poursuivre une politique plus conforme à l'intérêt national, aux intérêts des autres États de la région et – c'est certain – à l'intérêt d'Israël.

Remerciements

Les auteurs travaillent rarement seuls, et nous ne faisons pas exception. Nous sommes très reconnaissants à ceux qui nous ont apporté leur aide et sommes très heureux de les remercier ici.

Ce livre est né d'un article paru dans la *London Review of Books* et, comme évoqué dans l'avant-propos, il n'aurait pas été publié sans le courage et l'intuition de sa rédactrice en chef, Mary-Kay Wilmers, sans laquelle ce livre n'aurait jamais vu le jour. Après la publication de cet article, Moises Naïm, le rédacteur en chef de *Foreign Affairs*, organisa un débat sur le « lobby pro-israélien » dans le numéro de juillet-août 2006. Ce débat a permis de sortir des attaques *ad hominem* dirigées contre notre article et nous-mêmes et d'avoir une discussion plus sérieuse sur ce sujet. Nous avons apprécié l'esprit d'ouverture avec lequel il a organisé cet échange.

Nous avons exposé nos idées lors de rencontres à l'université de Columbia, à la Congrégation Kam Isaïah Israel, à l'université de Cornell, au Council of Foreign Relations, à l'Emerson College, à l'université de Georgetown, à l'Empire Salon, au National Press Club, au Nieman Fellows Program de l'université de Harvard et à l'université du Montana. Ces séances nous ont permis d'affiner nos arguments. Nous tenons donc à remercier leurs organisateurs : Richard Betts, Rabbin Arnold Wolf, Jae-Jung Suh, Nigel Gibson, Rania Kiblawi, john Henry, Mohammed Nimer, Callie Crossley et Richard Drake, et tous les participants à ces présentations pour leurs conseils et critiques.

Merci aux personnes suivantes pour leurs commentaires sur le manuscrit : Kirk J. Beattie, Harvey Cox, Michael Desch, John C. Green, Ian Lustick,

Steven E. Miller, Trita Parsi, Jeremy Pressman, William Quandt, Eugene Rogan, Jerome Slater, Stephen Van Evera, Martin Walt IV, et Sarah Leah Whitson. Remerciement particulier à Peter Novick, pour ses précieuses et précises suggestions en un temps record ainsi que pour ses conseils stylistiques. Les opinions exprimées dans ce livre n'engagent que leurs auteurs et nous serions tenus responsables des erreurs qui s'y seraient glissées. Nous ont aidés dans nos recherches Vaidyanatha Gundlupet à Chicago et Paul MacDonald à Cambridge, et nous avons bénéficié de l'aide habituelle mais indispensable de David Wright à Harvard et de Souvik De à l'université de Chicago. David Enders et Max Fraser ont vérifié avec soin le manuscrit. Nous les en remercions pour leurs efforts et leur rapidité.

Notre agent, Bill Clegg, fut un soutien énergique et avisé depuis le début. Nous avons apprécié son enthousiasme et ses conseils et le remercions d'avoir obtenu que ce livre paraisse chez Farrar, Strauss and Giroux. Travailler avec Farrar fut une expérience agréable. Merci à notre éditeur, Jonathan Galassi, et à son équipe pour leur accueil et leur professionnalisme. Eric Chinski mérite des remerciements tout particuliers : sa sensibilité, son sens de la nuance et ses exigences ont fait du manuscrit un bien meilleur livre. Cynthia Merman a fait un merveilleux travail de correction et Gena Hamshaw a assuré le suivi avec gentillesse et sourire.

Enfin, écrire un livre aussi long impose des contraintes inévitables à la famille et aux amis des auteurs. Jamais nous n'aurions pu écrire ce livre seuls, sans l'amour et le soutien de notre femme, de nos enfants et de nos amis et collègues. Nous tenons à nous excuser auprès d'eux pour ces moments de distraction, de détachement, d'énervement dont nous avons fait preuve cette année. Merci de votre patience. Nous vous devons beaucoup.

Notes

Notes de l'avant-propos

1 Lorsque ce n'est pas mentionné, les références des publications suivantes sont faites à leur édition en ligne : *American Prospects*, Associated Press, *Boston Globe, Chicago Sun Times, Chicago Tribune, Christian Science Monitor, Daily Telegraph* (Londres), *Financial Times, Forward, Guardian, Ha'aretz, Independent, International Herald Tribune*, Inter Press Service, *Jerusalem Post, Jewish Week, Los Angeles Times, Nation, New York Review of Books, New York Sun, New York Times, Newsweek, Observer*, Reuters, *Sunday Telegraph* (Londres), *Sunday Times* (Londres), *U.S. News and World Report, USA Today, Times* (Londres), *Wall Street Journal, Washington Monthly, Washington Post, Washington Times*, et *Weekly Standard*. Nous avons eu accès à des publications via Lexis-Nexis, FACTIVA ou JSTOR.
Traduction française à paraître en 2008 aux éditions Demopolis.

2 *Palestine : la paix, pas l'apartheid*, traduction française à paraître aux éditions de l'Archipel (2007).

Notes de l'introduction

1 Joshua Mitnick, « Iran Threat Steals Show at Herzliya », *Jewish Week*, 26 janvier 2007. Voir également Ron Kampeas, « As Candidates Enter 2008 Race, They Begin Courting Jewish Support », *JTA.org*, 25 janvier 2007 ; Ron Kampeas, « AIPAC Conference – The First Primary ? », *JTA.org*, 6 mars 2007 ; Joshua Mitnick, « Candidates Court Israel, Cite Iran Risks », *Washington Times*, 24 janvier 2007 ; et M.J. Rosenberg, « Pandering Not Required », *Weekly Opinion Column*, n° 310, Israel Policy Forum, Washington, DC, 9 février 2007. Les retranscriptions des discours d'Edwards, Gingrich, McCain et Romney sont disponibles sur *www.herzliyaconference.org/Eng/_Articles/Article.asp?CategoryID=226 & ArticleID=1599.*

2 « Senator Clinton's Remarks to the American Israel Public Affairs Committee (AIPAC) », 1er février 2007, disponible sur *http://clinton.senate.gov/news/statements/details.cfm ?id=268474*. Voir Joshua Frank, « Hillary Clinton and the Israel Lobby », *Antiwar.com*, 23 janvier 2007 ; et E.J. Kessler, « Hillary the Favorite in Race for Jewish Donations », *Forward*, 26 janvier 2007.

3 Thomas Beaumont, « Up-Close Obama Urges Compassion in Mideast », *Des Moines Register* (en ligne), 12 mars 2007 ; James D. Besser, « Obama Set for Big Jewish Push », *Jewish Week*, 16 février 2007 ; Larry Cohler-Esses, « Obama Pivots Away from Dovish Past », *Jewish Week*, 9 mars 2007 ; et Lynn Sweet, « Obama to Offer Pro-Israel Views at Chicago Gathering », *Chicago Sun Times*, 1er mars 2007.

4 Pour les déclarations pro-israéliennes de McCain, Clinton, Obama, Romney, Richardson et Brownback, voir « The Road to the White House : Israel-U.S. Ties », *Jerusalem Post*, 24 mai 2007.

5 Dans son divertissant ouvrage historique *Power, Faith, and Fantasy : America in the Middle East 1776 to the Present*, Norton, New York, 2007, l'auteur israélo-américain Michael B. Oren livre un certain nombre d'exemples frappants de l'implication américaine dans la région. De façon implicite dans son livre, puis de façon explicite au cours de présentations au public, il développe la thèse que l'implication des États-Unis au Moyen-Orient précède largement la création d'Israël et donc que le soutien américain actuel à l'État hébreu n'a pas grand-chose à voir avec le lobby pro-israélien. Pour une déclaration publique abondant dans ce sens, se référer au discours prononcé par Oren lors de la conférence politique annuelle de l'AIPAC en 2007, dans lequel il décrit l'AIPAC comme « l'expression d'une tradition longue de presque quatre cents ans selon laquelle le concept d'États-Unis est quasiment indivisible et inséparable du concept d'un État juif recréé. Elle est l'incarnation d'une conviction aussi vieille que cette nation. Croire en l'État juif, c'est croire en les États-Unis ». Voir *www.aipac.org/Publications/Oren-PC-2007.pdf*. Ce curieux argument oublie à quel point le rôle des États-Unis au Moyen-Orient a changé depuis 1776, et surtout depuis 1948 et 1967.

6 Comme le dit l'historien Peter L. Hahn, « avant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis s'intéressaient relativement peu au Moyen-Orient. Bien que les empires européens se soient depuis longtemps engagés dans la "question orientale" – une rivalité diplomatique pour la domination du Moyen-Orient (ainsi que de l'Asie du Sud) –, le gouvernement de Washington n'y trouvait aucun intérêt stratégique ou politique et évita donc toute implication dans la rivalité impériale qui régnait dans la région ». Voir *Crisis and Crossfire : The United States and the Middle East since 1945*, Potomac Book, Washington, 2005.

7 En ce qui concerne la situation de la Palestine, Macmillan écrit aussi : « Les États-Unis, par opposition à ce qui s'est passé après la Seconde Guerre mondiale, ont joué un rôle mineur. » Voir *Paris 1919 : Six Months that Changed the World*, Random House, New York, 2001, pp. 422-23.

8 Sur les origines de la coopération américano-saoudienne en matière de sécurité, voir Nadav Safran, *Saudi Arabia : The Ceaseless Quest for Security*, Harvard University Press, Cambridge, 1985, pp. 60-68 ; et Rachel Bronson, *Thicker than Oil : America's Uneasy Partnership with Saudi Arabia*, Oxford University Press, New York, 2006, chap. 1-2. Sur le Pacte de Bagdad, voir Stephen M. Walt, *The Origins of Alliances*, Cornell University Press, Ithaca, 1987, pp. 58-59.

9 La remarque de Wieseltier apparaît dans sa critique des mémoires de l'intellectuel palestinien Sari Nusseibeh. Voir « Sympathy for the Other », *New York Times Book Review*, 1er avril 2007, p. 13.

10 Cette accusation se fonde sur une courte remarque que Carter avait écrite sur une lettre envoyée en 1987 par la fille d'un ancien garde de prison nazi qui protestait contre l'expulsion de son père. Dans cette note d'une seule phrase, Carter n'exprimait aucune compassion envers l'ancien garde et ne préconisait aucune action, disant seulement qu'il espérait que l'Office of Special Investigations – agence américaine chargée de poursuivre les criminels de guerre nazis – accorderait une « considération particulière aux familles touchées pour des raisons humanitaires ». C'est cet épisode qui a été utilisé pour attaquer Carter et l'accuser de compassion envers le nazisme. Voir Daniel Freedman, « President Carter Interceded on Behalf of Former Nazi Guard », *New York Sun*, 19 janvier 2007.

11 Jodie T. Allen et Alec Tyson, « The U.S. Public's Pro-Israel History », Pew Research Center, 19 juillet 2006, sur *http://pewresearch.org/pubs/39/the-us-publics-pro-israel-history* ; et Pew Research Center for the People and the Press in Association with the Council on Foreign Relations, « America's Place in the World 2005 : An Investigation of the Attitudes of American Opinion Leaders and the American Public about International Affairs », novembre 2005, pp. 11-12.

12 Ce sondage a été effectué par Zogby International entre le 10 et le 12 octobre 2006, pour le Council for the National Interest. Les résultats sont disponibles sur *www.cnionline.org/learn/polls/czandlobby/index2.htm*.

13 Daniel Maliniak *et al.*, « Inside the Ivory Tower », *Foreign Policy*, n° 159, mars-avril 2007, p. 66.

14 C'est pour cette raison qu'Oussama Ben Laden envisageait à l'origine d'attaquer le Capitole le 11 septembre 2001 ; il le considérait comme le principal bastion américain du soutien à Israël.

« Outline of the 9/11 Plot », *Exposé n° 16*, The National Commission on Terrorist Attacks Upon the United States, 16 juin 2004, p. 4.

15 Michael MASSING, « The Storm over the Israel Lobby », *New York Review of Books*, 8 juin 2006 ; et Jeffrey GOLDBERG, « Real Insiders », *New Yorker*, 4 juillet 2005.

16 Comme le souligne Nadav Safran dans un livre sur l'alliance israélo-américaine paru en 1963 : « Les Juifs ne sont pas le premier groupe ethnique ou religieux en Amérique à avoir cherché à influencer la politique étrangère américaine en faveur de leurs parents ou de leurs coreligionnaires [...]. La politique ethno-religieuse, tout comme la politique des groupes d'intérêts en général, est une conséquence inévitable du pluralisme et de la multiplicité des intérêts dans la vie américaine. » Voir *The United States and Israel*, Harvard University Press, Cambridge, 1963, p. 276.

17 Parmi les innombrables ouvrages utiles de ce genre figurent : Tony SMITH, *Foreign Attachments : The Power of Ethnic Groups in the Making of American Foreign Policy*, Harvard University Press, Cambridge, 2000 ; M.E. AHRARI (dir.), *Ethnic Groups and U.S. Foreign Policy*, Greenwood Press, Westport, 1987 ; A. A. SAID (dir.), *Ethnicity and U.S. Foreign Policy*, Praeger, New York, 198 ; Charles McC. MATHIAS Jr., « Ethnic Groups and Foreign Policy », *Foreign Affairs*, n° 5, été 1981, p. 5 ; Alexander DECONDE, *Ethnicity, Race and American Foreign Policy*, Northeastern University Press, Boston, 1992 ; Yossi Shain, « Ethnic Diasporas and U.S. Foreign Policy », *Political Science Quarterly*, n° 5, 1994-95, p. 10 ; Paul WATANABE, *Ethnic Groups, Congress, and American Foreign Policy : The Politics of the Turkish Arms Embargo*, Greenwood Press, Westport, 1984 ; Patrick J. HANEY et Walt VANDERBUSH, « The Role of Ethnic Interest Groups in U.S. Foreign Policy : The Case of the Cuban-American National Foundation », *International Studies Quarterly*, n° 2, juin 1999, p. 4 ; Gabriel SHEFFER, *Diaspora Politics : At Home Abroad*, Cambridge University Press, Cambridge, 2003 ; David KING et Miles POMPER, « Congress and the Contingent Influence of Diaspora Lobbies : Lessons from U.S. Foreign Policy toward Azerbaijan and Armenia », *Journal of Armenian Studies*, n° 1, été 2004 ; et R. HRAIR DEKMEJIAN et Angelos THEMELIS, « Ethnic Lobbies in U.S. Foreign Policy : A Comparative Analysis of the Jewish, Greek Armenian and Turkish Lobbies », *Occasional Research Paper 13*, Institut des Relations Internationales, Université du Panthéon, Athènes, octobre 1997.

18 Sur l'histoire de l'antisémitisme, voir James CARROLL, *Constantine's Sword : The Church and the Jews : A History*, Houghton Mifflin, Boston 2001 ; Edward H. FLANNERY, *The Anguish of the Jews : Twenty-Three Centuries of Anti-Semitism*, seconde édition révisée, Paulist Press, New York, 2004 ; Israel Pocket Library, *Anti-Semitism*, Keter, Jérusalem, 1974 ; et Marvin PERRY et Frederick SCHWEITZER, *Anti-Semitism : Myth and Hate from Antiquity to the Present*, Macmillan, Palgrave, New York, 2002. Sur le statut et le traitement des Juifs dans le monde arabe, voir Bernard LEWIS, *Semites and Anti-Semites : An Inquiry into Conflict and Prejudice*, Phoenix Giant, Londres, 1997, chap. 5 ; et Charles D. SMITH, *Palestine and the Arab-Israeli Conflict : A History with Documents*, 5e édition, St. Martin's Press, New York, 2004, p. 8, pp. 10-11.

19 Cité dans la publication trimestrielle du Congrès, *The Middle East*, 5e édition, *Congressional Quarterly*, Washington, 1981, p. 68.

20 Comme l'a fait remarquer un responsable du gouvernement indien en 2002 : « Les Indiens-Américains ont efficacement sensibilisé l'opinion publique à des questions depuis les essais nucléaires de 1998 à Kargil, ils ont joué un rôle déterminant en créant un climat d'opinion favorable au Congrès [américain] et ont exercé des pressions efficaces à propos d'autres sujets d'inquiétude [...]. Pour la première fois, l'Inde bénéficie d'une force électorale aux États-Unis possédant une véritable influence et un vrai statut. La communauté indienne aux États-Unis constitue un atout inestimable pour renforcer la relation entre l'Inde et la seule superpuissance du monde. » *Report of the High Level Committee on the Indian Diaspora*, Gouvernement indien, New Delhi, janvier 2002, p. xx-xxi.

21 En plus de la déclaration de Gephardt, des citations sur l'influence de l'AIPAC de Bill Clinton, de l'ancien président de la Chambre des représentants Newt Gingrich et d'autres figures de la politique américaine étaient disponibles sur *www.aipac.org/documents/whoweare.html#say* (téléchargées le 14 janvier 2005). Mais il semble que l'AIPAC ait supprimé ces déclarations de la version actuelle de son site.

22 Alan M. DERSHOWITZ, *Chutzpah*, Little, Brown and Company, Boston, 1991, p. 16.

23 Cité dans Samuel G. FREEDMAN, « Don't Blame Jews for This War », *USA Today*, 2 avril 2003.

24 Sur le rôle des groupes d'intérêts dans la politique américaine, voir Frank R. BAUMGARTNER et Beth L. LEECH, *Basic Interests : The Importance of Groups in Politics and in Political Science*, Princeton University Press, Princeton, 1998 ; Richard L. HALL et Frank W. WAYMAN, « Buying Time : Moneyed Interests and the Mobilization of Bias in Congressional Committees », *American Political Science Review*, n° 3, septembre 1990, p. 84 ; Richard L. HALL et Alan V. DEARDORFF, « Lobbying as Legislative Subsidy », *American Political Science Review*, n° 1, février 2006, p. 10 ; John Mark HANSEN, *Gaining Access : Congress and the Farm Lobby, 1919-1981*, University of Chicago Press, Chicago, 1991 ; Ken KOLLMAN, *Outside Lobbying : Public Opinion and Interest Group Strategies*, Princeton University Press, Princeton, 1998 ; Richard A. SMITH, « Interest Group Influence in the U.S. Congress », *Legislative Studies Quarterly*, n° 1, février 1995 ; Raymond A. BAUER, Ithiel DE SOLA POOL et Lewis Anthony DEXTER, *American Business and Public Policy : The Politics of Foreign Trade*, MIT Press, Cambridge, 1963 ; David B. TRUMAN, *The Governmental Process : Political Interests and Public Opinion*, Alfred Knopf, New York, 1951 ; James Q. WILSON, *Political Organizations*, Basic Books, New York, 1973.

25 *Cf.* note 17.

26 Voir George W. BALL et Douglas B. BALL, *The Passionate Attachment : America's Involvement with Israel, 1947 to the Present*, Norton, New York, 1992 ; Mitchell G. BARD, *The Water's Edge and Beyond : Defining the Limits to Domestic Influence on U.S. Middle East Policy*, Transaction Books, New York, 1991 ; Paul FINDLEY, *They Dare to Speak Out : People and Institutions Confront Israel's Lobby*, Lawrence Hill and Company, Westport, 1985 ; J.J. GOLDBERG, *Jewish Power : Inside the American Jewish Establishment*, Perseus Books, New York, 1996 ; Anatol LIEVEN, *America Right or Wrong : An Anatomy of American Nationalism*, Oxford University Press, New York, 2004, chap. 6 ; Michael LIND, « The Israel Lobby », *Prospect*, n° 73, avril 2002 ; Michael MASSING, « Storm over the Israel Lobby » ; « The Israel Lobby », *The Nation* (en ligne), 10 juin 2002 ; « Deal Breakers », *American Prospect* (en ligne), 11 mars 2002 ; Edward TIVNAN, *The Lobby : Jewish Political Power and American Foreign Policy*, Simon and Schuster, New York, 1987 ; et James PETRAS, *The Power of Israel in the United States*, Clarity Press, Atlanta, 2006. Nous ne sommes pas d'accord avec toutes les affirmations de ces divers ouvrages, mais chacun d'entre eux contient de précieuses informations sur les relations israélo-américaines.

27 Steven L. SPIEGEL, *The Other Arab-Israeli Conflict : Making America's Middle East Policy from Truman to Reagan*, University of Chicago Press, Chicago, 1985, et Warren BASS, *Support Any Friend : Kennedy's Middle East Policy and the Making of the U.S.-Israeli Alliance*, Oxford University Press, New York, 2003. Parmi les autres ouvrages utiles figurent notamment : Abraham BEN ZVI, *The United States and Israel : Limits of the Special Relationship*, Columbia University Press, New York, 1993 ; Abraham BEN ZVI, *Decade of Transition : Eisenhower, Kennedy and the Origins of the American-Israeli Relationship*, Columbia University Press, New York, 1998 ; Peter L. HAHN, *Caught in the Middle East : U.S. Policy toward the Arab-Israeli Conflict, 1945-1961*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2004 ; William B. QUANDT, *Peace Process : American Diplomacy and the Arab-Israeli Conflict since 1967*, 3e édition, Brookings Institution, Washington, 2004 ; David SCHOENBAUM, *The United States and the State of Israel*, Oxford University Press, New York, 1993 ; et Peter GROSE, *Israel in the Mind of America*, Alfred A. Knopf, New York, 1983.

28 Parmi les ouvrages de référence figurent : Shlomo BEN AMI, *Scars of War, Wounds of Peace : The Israeli-Arab Tragedy*, Oxford University Press, New York, 2006 ; Simha FLAPAN, *The Birth of Israel : Myths and Realities*, Pantheon Books, New York, 1987 ; Baruch KIMMERLING, *Politicide : Ariel Sharon's War against the Palestinians*, Verso, Londres, 2003 (trad. fr. *Politicide : les guerres d'Ariel Sharon contre les Palestiniens*, Viénot, Paris, 2003) ; Benny MORRIS, *Righteous Victims : A History of the Zionist-Arab Conflict, 1881-1999*, Alfred Knopf, New York, 1999 (trad. fr. *Victimes : histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, Complexe, Bruxelles, 2003) ; Ilan PAPPE, *The Ethnic Cleansing of Palestine*, Oneworld Publications, Oxford, 2006 ; Tom SEGEV, *One Palestine, Complete : Jews and Arabs under the British Mandate*, Metropolitan Books, New York, 2000 ; Tom SEGEV, *1967 : Israel, the War, and the Year that Transformed the Middle East*, Metropolitan Books, New York, 2007 (trad. fr. *1967 : six jours qui ont changé le monde*, Denoël, Paris, 2007) ; Avi SHLAIM, *The Iron Wall : Israel and the Arab World*, Norton, New York, 2000 ; et Zeev STERNHELL, *The Founding Myths of Israel : Nationalism,*

Socialism, and the Making of the Jewish State, Princeton University Press, Princeton, 1998 (trad. fr. *Aux origines d'Israël : entre nationalisme et socialisme*, Fayard, Paris, 1996, Gallimard, Paris, 2004).

29 Voir par exemple Nur Masalha, *Expulsion of the Palestinians : The Concept of « Transfer » in Zionist Political Thought, 1882-1948*, Institut des Études palestiniennes, Washington, 1992 ; Eugene L. Rogan et Avi Shlaim (dir.), *The War for Palestine : Rewriting the History of 1948*, Cambridge University Press, New York, 2001 ; Norman G. Finkelstein, *Mythes et réalité du conflit israélo-palestinien*, Aden, Bruxelles, 2007 ; et Rashid Khalidi, *The Iron Cage : The Story of the Palestinian Struggle for Statehood*, Beacon Press, Boston, 2006.

Notes du chapitre 1

1 Discours du Premier ministre Rabin devant le Congrès américain, 26 juillet 1994, ministère israélien des Affaires étrangères, sur *www.mfa.gov.il/MFA/Archive/Speeches/* ; et Benjamin Netanyahou, Discours devant le Congrès américain, 10 juillet 1996, sur *www.netanyahu.org/joinsesofusc.html*, téléchargés le 10 novembre 2006.

2 Selon le « livre vert » de l'U.S. Agency for International Development (USAID), qui établit le rapport « des subventions et des prêts à l'étranger », en 2004, Israël a reçu 153 894 700 000 dollars (à dollar constant) des États-Unis. Voir *http://qesdb.usaid.gov/gbk*, téléchargé le 31 mars 2007.

3 Selon le Service des études du Congrès, les États-Unis n'ont apporté aucune assistance militaire directe à Israël entre 1949 et 1959. Voir Clyde Mark, « Israel : U.S. Foreign Assistance », *Issue Brief for Congress*, 26 avril 2005, p. 13, tableau 3. En revanche, en 1958, les États-Unis ont vendu cent armes légères antichars sans recul, en partie pour remercier Israël de son soutien dans la crise avec la Jordanie en 1958. Voir Warren Bass, *Support Any Friend : Kennedy's Middle East and the Making of the U.S.-Israeli Alliance*, Oxford University Press, New York, 2003, p. 151 ; et Douglas Little, « The Making of a Special Relationship : The United States and Israel, 1957-68 », *International Journal of Middle East Studies* 25, n° 4, novembre 1993. William H. Mott IV rapporte qu'Israël a obtenu 500 half-tracks américains incognito pendant la guerre d'indépendance et a également reçu des chars supplémentaires entre 1951 et 1952. Washington a aussi financièrement aidé Israël à acquérir des chasseurs français en 1954, « dans le cadre de l'assistance militaire américaine à la France pour le développement de l'industrie militaire française », et a fourni une subvention équivalente en 1955 pour permettre à Israël d'acquérir des chasseurs français Mystère. Puisque la France était le bénéficiaire direct de ces subventions, les sommes ne figurent pas dans les rapports de l'aide américaine à Israël. Mott évoque un total de 94,5 millions de dollars en assistance militaire entre 1946 et 1955 et 189,1 millions de dollars supplémentaires de 1956 à 1965. Voir William H. Mott IV, *United States Military Assistance : An Empirical Perspective*, Greenwood Press, Westport, 2002, pp. 176-77.

4 Voir Zach Levey, « Israel's Quest for a Security Guarantee from the United States, 1954-1956 », *British Journal of Middle East Studies*, n° 1-2, 1995. Levey évoque l'incertitude de David Ben Gourion quant aux avantages d'une protection américaine à cette époque ; tout en appréciant à sa juste valeur la protection d'une grande puissance, il s'inquiétait de la perte d'autonomie qu'elle pourrait engendrer. Levey souligne également que certains responsables israéliens (Moshe Sharett en particulier) envisageaient la garantie d'une protection américaine comme un moyen de mettre un frein à la politique agressive que Ben Gourion et d'autres semblaient préférer.

5 Voir Michael Brecher, *Decisions in Israel's Foreign Policy*, Yale University Press, New Haven, 1975, pp. 191-92, 220.

6 Voir Avi Shlaim, *The Iron Wall : Israel and the Arab World*, Norton, New York, 2001, pp. 172-73.

7 *Ibid.* pp. 178-85 ; Benny Morris, *Righteous Victims : A History of the Zionist-Arab Conflict, 1881-2001*, Vintage, New York, 2001, pp. 290, 297-300 ; Brecher, *Decisions in Israel's Foreign Policy, op. cit.*, pp. 282-303 ; Steven L. Spiegel, *The Other Arab-Israeli Conflict : Making America's Middle East Policy from Truman to Reagan*, University of Chicago Press, Chicago, 1985, pp. 74-82 ; David Schoenbaum, *The United States and the State of Israel*, Oxford University Press, Londres, 1993, pp. 115-123.

8 Selon Warren Bass, « l'administration Kennedy [...] constitue un véritable tournant dans les relations israélo-américaines, le pivot qui a fait passer les deux pays de l'association frileuse des années cinquante à l'alliance sincère que nous connaissons aujourd'hui », *Support Any Friend*,

op. cit., p. 3. Abraham Ben Zvi date quant à lui le début du partenariat stratégique à la fin des années cinquante, plus précisément à l'acceptation par Israël de la « doctrine Eisenhower » (qui garantissait un soutien américain aux pays du Moyen-Orient menacés par le « communisme international ») et à son soutien au cours de diverses crises au Liban, en Irak et en Jordanie. Voir *Decade of Transition : Eisenhower, Kennedy and the Origins of the American-Israeli Alliance*, Columbia University Press, New York, 1998 ; et Douglas Little, « Making of a Special Relationship », *op. cit.*

9 Kennedy se montra plus circonspect dans sa description de l'engagement américain lors d'une conférence de presse ultérieure. Voir Warren Bass, *Support Any Friend*, *op. cit.*, pp. 3, 183 ; et Steven L. Spiegel, *Other Arab-Israeli Conflict*, *op. cit.*, pp. 106-107.

10 Warren Bass souligne à juste titre que le lobby pro-israélien (qu'il décrit comme la « centrale électrique de Washington dans les années 1980 ») était moins puissant au début des années 1960 et affirme : « Il n'y a quasiment aucun document attestant que la vente des missiles Hawk ait été motivée par des préoccupations intérieures. » Cela dit, l'absence de preuves n'est pas surprenante, dans la mesure où les présidents et leurs conseillers sont rarement enclins à admettre que d'importantes décisions stratégiques sont motivées par des préoccupations intérieures. Bass reconnaît également que, « alors que les arguments d'Israël [pour la vente des missiles] n'étaient formulés qu'en termes stratégiques, l'imminence des élections législatives – bien que jamais évoquées – n'a sûrement pas constitué un élément dissuasif », ajoutant plus loin que « Kennedy était un animal politique, et il savait que la vente des missiles lui assurerait à coup sûr le soutien des électeurs et des donateurs pro-israéliens ». Voir Warren Bass, *Support Any Friend*, *op. cit.*, pp. 145-50. Voir également Steven L. Spiegel, *Other Arab-Israeli Conflict*, *op. cit.*, pp. 106-110 ; et Mordechai Gazit, *President Kennedy's Policy toward the Arab States and Israel*, Shiloah Center for Middle Eastern and African Studies, Tel-Aviv, 1983, pp. 30-55.

11 Un accord de vente concernant des bombardiers A-4 Skyhawk fut également signé à cette époque, même si les chasseurs en question ne furent livrés que quelques années plus tard. Voir Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), *The Arms Trade with the Third World*, Humanities Press, New York, 1971, pp. 532, 535.

12 Voir Clyde Mark, « Israel : U.S. Foreign Assistance », *loc. cit.*, pp. 6, 13.

13 Calculé à partir du « livre vert » de l'aide américaine, sur *http://qesdb.cdie.org/gbk/index.html*.

14 Calculé à partir du « livre vert » ; et *The Military Balance 2006*, International Institute for Strategic Studies, Londres, 2006.

15 Clyde Mark, « Israel : U.S. Foreign Assistance », *loc. cit.*, pp. 2, 10 ; Matthew Berger, « Good News – and Bad – for U.S. Aid to Israel », *JTA.org*, 28 mars 2003.

16 Voir Edward T. Pound, « A Close Look at U.S. Aid to Israel Reveals Deals that Push Cost Above Publicly Quoted Figures », *Wall Street Journal*, 19 septembre 1991.

17 Selon Clyde Mark, du département des Affaires étrangères, de la Défense et du Commerce du Service de recherche du Congrès, Israël « reçoit un traitement de faveur et des avantages spécifiques par le biais du programme d'assistance américaine auxquels il se peut que les autres pays n'aient pas droit ». Clyde Mark, « Israel : U.S. Foreign Assistance », *loc. cit.*, p. 8.

18 Jeremy M. Sharp, « U.S. Foreign Aid to Israel », *CRS Report for Congress*, 5 janvier 2006, pp. 5-6.

19 Clyde Mark, « Israel : U.S. Foreign Assistance », *loc. cit.*, pp. 8-9.

20 « U.S. Assistance to Israel », téléchargé sur *http://telaviv.usembassy.gov/publish/mission/amb/assistance.html* le 1er novembre 2006.

21 Voir Duncan L. Clarke, Daniel B. O'Connor et Jason D. Ellis, *Send Guns and Money : Security Assistance and U.S. Foreign Policy*, Praeger, Westport, 1997, p. 4 ; Mark, « Israel : U.S. Foreign Assistance », *loc. cit.*, p. 10 ; et Shirl McArthur, « A Conservative Estimate of Total Direct U.S. Aid to Israel : $108 Billions », *Washington Report on Middle East Affairs*, juillet 2006, pp. 16-1.

22 Jeremy M. Sharp, « U.S. Foreign Aid to Israel », *loc. cit.*, p. 11.

23 Le GAO a également découvert que le ministère de la Défense avait renoncé à ce qu'Israël rembourse ses dettes en cas de rupture du contrat (c'est-à-dire la somme qu'un acheteur doit garder en réserve pour couvrir les coûts de résiliation d'un contrat), mais pense que, « en raison de la grande probabilité du maintien de l'aide à Israël, cette renonciation représente un risque minimal ». GAO, « Military Sales Cash Flow Financing » (GAO/NSIAD-94-1024), février 1994, Washington, p. 3 ; téléchargé sur *http://archive.gao.gov/t2pbat4/150689.pdf*.

24 Clyde MARK, « Israel : U.S. Foreign Assistance », *loc. cit.*, p. 8.

25 Le contraste est particulièrement saisissant lorsque l'on compare le traitement réservé à Israël (*www.usaid.gov/policy/budget/cbj2007/ane/il.html*) par l'U.S. Agency for International Development avec celui d'autres bénéficiaires importants de l'aide américaine.

26 Clyde MARK, « Israel : U.S. Foreign Assistance », *loc. cit.*, p. 7.

27 Le CRS rapporte qu'environ 4 % du prêt sont réservés sur un compte du ministère des Finances comme gage de sécurité en cas de non-acquittement des dettes. Pour un prêt de 1 milliard de dollars, cette dotation se monte à environ 40 millions de dollars. Voir Clyde MARK, « Israel : U.S. Foreign Assistance », *loc. cit.*, p. 3 ; Larry NOWELS et Clyde MARK, « Israel's Request for U.S. Loan Guarantees », *Issue Brief for Congress*, Service des études du Congrès, octobre 1991 ; et Sheldon L. RICHMAN, « The Economic Impact of the Israeli Loan Guarantees », *Journal of Palestine Studies*, n° 2, hiver 1992, p. 21.

28 Selon Mark, du CRS, « l'on estime qu'Israël reçoit environ 1 milliard de dollars par an en dons privés, une somme équivalente en prêts commerciaux à court et long termes, et environ un autre milliard généré par la vente de bons d'État israéliens ». Voir Clyde MARK, « Israel : U.S. Foreign Assistance », *loc. cit.*, sommaire. Les bons d'État israéliens sont vendus aux États-Unis par le biais de la Development Corporation for Israel (DCI). Ces bons sont non négociables, et considérés par le gouvernement israélien à la fois comme « une source stable d'emprunts extérieurs et un élément important dans le maintien des liens avec les Juifs de la Diaspora ». De 1951 à 1989, les taux d'intérêt tournaient autour de 4 % (ce qui implique un « discount patriotique » de taille car les taux du ministère des Finances américain sont montés en flèche après 1980), mais « l'offre des bons de la DCI a dû s'aligner ces dernières années sur les prix du marché ». Les ventes de bons israéliens auraient atteint 1,2 milliard de dollars en 2006, et le total des fonds récoltés par le biais de ces bons dépasse désormais les 25 milliards de dollars. Voir Suhas L. KETKAR, « Diaspora Bonds : Track Record and Potential », *World Bank Discussion Paper*, 3 août 2006 ; et Avi KRAWITZ, « Israel Bonds Raises $1,2 billion in 2006 », *Jerusalem Post*, 1er décembre 2006.

29 Dale RUSSAKOFF, « Treasury Finds Bite in Israel Bonds ; 1984 Law Places New Tax on Artificially Low Interest Rates », *Washington Post*, 1er septembre 1985 ; « Tax Report », *Wall Street Journal*, 2 août 1986 ; et Russell MOKHIBER, « Bonds of Affection », *Multinational Monitor*, 1988, téléchargé sur *http://multinationalmonitor.org/hyper/issues/1988/04/mm0488_10.html* le 1er décembre 2006.

30 Selon l'IRS (International Revenue Service), pour bénéficier de l'exonération, une contribution « doit être effectuée à l'ordre d'une organisation créée et reconnue comme œuvre de charité selon la législation israélienne. La déduction autorisée pourra atteindre le même montant que si l'organisation avait été créée selon la législation américaine, mais sera limitée à 25 pour cent du revenu brut ajusté du contribuable ». Voir « Charitable Contributions », *Publication 526*, U.S. Internal Revenue Service, téléchargé sur *www.irs.gov/pub/irs-pdf/p526.pdf*, p. 3. Le Mexique et le Canada semblent être les seuls pays à bénéficier des mêmes dispositions.

31 Les tentatives clandestines visant à obtenir des armes pour l'armée sioniste avant l'indépendance sont relatées dans Leonard SLATER, *The Pledge*, Simon & Schuster, New York, 1970.

32 Voir Shimon PÉRÈS, *Battling for Peace : A Memoir*, Random House, New York, 1995, p. 119 ; Michael KARPIN, *The Bomb in the Basement : How Israel Went Nuclear and What That Means for the World*, Simon & Schuster, New York, 2005, pp. 135-37 ; et Avner COHEN, *Israel and the Bomb*, Columbia University Press, New York, 1998, pp. 67-70.

33 Voir Friends of the Israel Defense Forces, « Mission Statement », sur *www.israelsoldiers.org/*, téléchargé le 1er mai 2007 ; et Aimee RHODES, « New York Dinner Raises $18m for IDF », *Jerusalem Post*, avril 2007.

34 Ainsi qu'un manuel de la Banque de Jérusalem destiné aux œuvres de charité israéliennes le précisait récemment : « bien que les lois régissant les dons américains aux associations caritatives étrangères aient toujours existé, elles étaient vagues et, partant, rarement appliquées. Les contributions individuelles et des corporations 501c(3) américaines à des œuvres de bienfaisance israéliennes n'étaient pas contrôlées et leur utilisation était difficile à déterminer ». Le guide attire l'attention sur le fait que cette situation a changé depuis le 1er septembre 2001. Voir Banque de Jérusalem, « Help Them Help You : A Recommendation for the Israeli Charity », sur *www.bankjerusalem.co.il/indexE.php ?page=588*, téléchargé le 28 mars 2007.

35 Voir Gershom Gorenberg, *The Accidental Empire : Israel and the Birth of the Settlements, 1967-1977*, Times Books/Henry Holt, New York, 2006, pp. 218-19.
De même, le politologue israélien David Newman a qualifié l'Agence juive pour Israël et l'organisation sioniste mondiale d'organisations agissant « sous la même égide, dont les activités étaient contrôlées par les mêmes responsables, les mêmes départements et les mêmes administrateurs ». Voir Amy Teibel et Ramit Plushnick-Masti, « As Israel Leaves Gaza, Bill for its Settlement Ambitions is Shrouded in Mystery », *Associated Press*, 10 août 2005.

36 Voir Nathaniel Popper, « Jewish Officials Profess Shock over Report on Zionist Body », *Forward*, 18 mars 2005 ; et « Summary of the Opinion Concerning Unauthorized Outpost » (*The Sasson Report*), sur *www.fmep.org/documents/sassonreport.html*, téléchargé le 1er décembre 2006.

37 « U.S. Tax-Exempt Charitable Contributions to Israel : Donations, Illegal Settlements, and Terror Attacks against the U.S. », *Middle East Foreign Policy Research Note*, 5 octobre 2005, sur *www.irmep.org/tec.htm*, téléchargé le 1er décembre 2006.

38 FMI, « World Economic Outlook Database for September 2006 », sur *www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2006/02/data/index.aspx.*

39 *Rapport sur le développement humain 2006*, PNUD, New York, 2006, téléchargé sur *http://hdr.undp.org/hdr2006/statistics* ; Economist Intelligence Unit, *« 2005 Quality of Life Rankings », téléchargé sur www.economist.com/media/pdf/QUALITY_OF_LIFE.pdf.*

40 Voir Mitchell G. Bard et Daniel Pipes, « How Special is the U.S.-Israel Relationship ? », *Middle East Quarterly* 4, n° 2, juin 1997, p. 43.

41 Voir Bishara A. Bahbah, « The United States and Israel's Energy Security », *Journal of Palestine Studies* 11, n° 2, hiver 1982, pp. 118-130. Pour le texte de l'accord original, voir « United States-Israel Memorandum of Understanding, September 1, 1975 », et « Memorandum of Agreement between the Government of the United States of America and Israel-Oil », sur *www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/Peace/mou1975.html* et *www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/Peace/cdoilmou.html.* Voir également « Oil from Iraq : An Israeli Pipedream », *Jane's Middle East/Africa Report*, 16 avril 2003, sur *www.janes.com/regional_news/africa_middle_east/news/fr/fr030416_1_n.shtml*, téléchargé le 5 novembre 2006.

42 Voir William B. Quandt, *Camp David : Peacemaking and Politics*, Brookings Institution, Washington, 1986, p. 313 ; Spiegel, *Other Arab-Israeli Conflit, op. cit.*, pp. 371-72 ; Moshe Dayan, *Breakthrough : A Personal Account of the Egypt-Israeli Peace Negotiations*, Knopf, New York, 1981, pp. 274-76 (trad. fr. *Paix dans le désert – compte rendu personnel des négociations de paix égypto-israéliennes*, Fayard, Paris, 1981) ; « Israel Oil Supply Arrangement Memorandum of Agreement », *United States Treaties and Other International Acts* (9533, 30 UST 5994), Washington DC, mars 1999, pp. 5989-5996 ; Judith Miller, « Israel Pressing U.S. on Oil Sales Accord », *New York Times*, 17 août 1980 ; et Steven Rattner, « U.S. and Israel Reach Agreement on Oil », *New York Times*, 16 octobre 1980.

43 « Livre vert » de l'aide américaine.

44 Voir Alfred Prados, « Jordan : U.S. Relations and Bilateral Issues », *Issue Brief for Congress*, Service des études du Congrès, 9 janvier 2002 ; et le « Livre vert » de l'aide américaine.

45 Le protocole d'accord israélo-américain de 1975 engageait Washington à « fournir tous les efforts pour répondre pleinement aux besoins isréliens en équipement militaire » et à « maintenir la puissance militaire israélienne par l'approvisionnement en matériel de pointe ».

46 Sharp, « U.S. Foreign Aid to Israel », *loc. cit.*, p. 1.

47 Voir David Rogers et Edward T. Pound, « How Israel Spends $1,8 Billion a Year at Its Purchasing Mission in New York », *Wall Street Journal*, 20 janvier 1992.

48 La Defense Security Assistance Agency (DSAA) fut rebaptisée Defense Security Cooperation Agency (DSCA) en 1998.

49 Selon le GAO, « alors que la plupart des pays ont recours à un procédé de vente de gouvernement à gouvernement, Israël utilise des contrats commerciaux pour 99 % de ses achats. [...] Le procédé commercial permet à Israël d'éviter les 3 % de frais administratifs du ministère de la Défense prélevés sur les ventes d'armes à l'étranger ». La DSAA traite aussi les ventes commerciales à Israël différemment – moins de surveillance, critères d'approbation moins stricts. Dans le cas d'Israël, « la DSAA n'est pas obligée de revoir les contrats et les ordres d'achats entre 50 000 et 500 000 dollars

avant qu'Israël ne reçoive ses fonds », et « la DSAA ne revoit pas les contrats en dessous de 50 000 dollars ». Qui plus est, « le traitement particulier que réserve la DSAA au programme israélien ainsi que les limitations de personnel compliquent la mise en application complète de l'accord qui prévoit de signaler [...] tout article sensible ». Voir GAO, « Security Assistance : Reporting of Program Content Changes » (GAO/NSIAD-90-115), mai 1990, Washington, pp. 8-9, 14.

50 Cité dans Steven PEARLSTEIN, « U.S. Military Office Defends Israeli Aid ; Closer Scrutiny of Program Described as Unnecessary », *Washington Post*, 30 juillet 1992. Voir également David ROGERS et Edward POUND, « The Money Trail : U.S. Firms are Linked to an Israeli General at the Heart of a Scandal », *Wall Street Journal*, 20 janvier 1992 ; ROGERS et POUND, « How Israel Spends $1,8 Billion », *loc. cit.* ; Joel BRINKLEY, « Israeli General Leads Guilty in Bribery Case », *New York Times*, 28 mars 1991 ; Hillel KUTTLER, « U.S. Defense Procurement Faults Led to Dotan Affair », *Jerusalem Post*, 12 août 1993 ; et GAO, « Foreign Military Aid to Israel : Diversion of U.S. Funds and Circumvention of U.S. Program Restrictions » (GAO/T-OSI-94-9), Washington, octobre 1993.

51 Pour l'année 2004, les dépenses engendrées par les Lavi, Merkava, Arrow et d'autres programmes se montaient à 2,68 milliards de dollars. Voir « U.S. Assistance to Israel », *loc. cit.*

52 Voir Dov S. ZAKHEIM, *Flight of the Lavi : Inside a U.S.-Israeli Crisis*, Brassey's, Washington, 1996. Zakheim était sous-secrétaire d'État adjoint à la Défense sous Reagan et un spécialiste des questions de défense. C'était aussi un Juif orthodoxe très pieux et un fervent sympathisant d'Israël. Pourtant, sa détermination à évaluer le véritable coût du projet Lavi et de son abandon lui a valu des attaques personnelles répétées. Il dit en effet avoir été accusé d'avoir « trahi sa famille » par le ministre de la Défense israélien Moshe Arens. Voir pp. 256-57. Voir également Duncan L. CLARKE et Alan S. COHEN, « The United States, Israel and the Lavi Fighter », *Middle East Journal*, n° 1, été 1986 ; et James P. DELOUGHRY, « The United States and the Lavi », *Airpower Journal* 4, n° 3, automne 1990.

53 Voir MARK, « Israel : U.S. Foreign Assistance », *loc. cit.*, p. 8 ; Carol MIGDALOVITZ, « Israel : Background and Relations with the United States », *CRS Report for Congress*, Service de recherche du Congrès, 31 août 2006, p. 19 ; et Duncan L. CLARKE, « The Arrow Missile : The United States, Israel, and Strategic Cooperation », *Middle East Journal*, n° 3, p. 48, été 1994.

54 « Memorandum of Understanding between the Government of the United States and the Government of Israel on Strategic Cooperation », 30 novembre 1981, posté sur le site Internet de l'« Avalon Project » de la faculté de droit de Yale, sur *www.yale.edu/lawweb/avalon/mideast/pal03.htm*, téléchargé le 11 mai 2007.

55 Le Congrès a établi la désignation « allié majeur non membre de l'OTAN » en 1988, dans le cadre de l'*U.S. Code Title 10 (Armed Forces)*. Voir Sous-titre A, Partie IV, chapitre 138, sous-chapitre 138, section 2350a. Sur l'attribution de ce statut à Israël, voir Carol MIGDALOVITZ, « Israel : Background and Relations », *loc. cit.*, p. 19.

56 Yitzhak BENHORIN, « U.S. to Double Emergency Equipment Stored in Israel », *Ynetnews.com*, 12 décembre 2006.

56 Feldman souligne également qu'il serait difficile et onéreux pour les États-Unis de transporter ce matériel depuis Israël jusque sur son lieu de déploiement le plus probable, à savoir le Golfe persique. Voir Shai FELDMAN, *The Future of U.S.-Israel Strategic Cooperation*, WINEP, Washington, 1996, pp. 45-46. Voir également CLARKE *et al.*, *Send Guns and Money*, *op. cit.*, pp. 162-63.

58 Yitzhak BENHORIN, « U.S. to Double Emergecy Equipment », *loc. cit.*

59 Les éléments mentionnés dans les deux paragraphes sont développés dans SPIEGEL, *Other Arab-Israeli Conflict*, *op. cit.*, pp. 410-11 ; MIGDALOVITZ, « Israel : Relations with the United States », *loc. cit.*, pp. 18-19 ; BARD et PIPES, « How Special is the U.S.-Israel Relationship », *loc. cit.* ; Clyde MARK, « Israeli-United States Relations », *CRS Issue Brief for Congress*, Service des études du Congrès, 9 novembre 2004, pp. 9-10 ; et SCHOENBAUM, *United States and State of Israel*, *op. cit.*, pp. 280-81.

60 Jeffrey T. RICHELSON et Desmond BALL, *The Ties that Bind : Intelligence Cooperation between the UKUSA Countries*, Unwin Hyman, Boston, 1990, p. 173, 304 ; Jeffrey T. RICHELSON, « The Calculus of Intelligence Cooperation », *International Journal of Intelligence and Counterintelligence* 4, n° 3, automne 1990, p. 314 ; et Benjamin HEIT HALLAMI, *The Israeli Connection : Who Israel Arms and Why*, Pantheon Books, New York, 1987, pp. 40-41.

61 Voir Jeffrey T. Richelson, *The U.S. Intelligence Community*, 2[de] éd., Ballinger, Cambridge, 1989, pp. 275-77 ; et Seymour Hersh, *The Samson Option : Israel's Nuclear Arsenal and American Foreign Policy*, Random House, New York, 1991, pp. 3-8.

62 Voir Ephraim Kahana, « Mossad-CIA Cooperation », *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, 14, n° 3, 2001, p. 416.

63 Voir Robert Norris *et al.*, « Israeli Nuclear Forces, 2002 », *Bulletin of the Atomic Scientists* 58, n° 5, septembre-octobre 2002, pp. 73-75 ; et « Israel Profile : Nuclear », *Nuclear Threat Initiative*, téléchargé sur *www.nti.org/e_research/profi les/Israel/Nuclear/index.html* le 1[er] décembre 2006.

64 Bass, *Support Any Friend, op. cit.*, pp. 198, 206.

65 *Ibid.*, pp. 216, 219, 222.

66 Cité dans Karpin, *Bomb in the Basement, op. cit.*, p. 237.

67 Voir Cohen, *Israel and the Bomb, op. cit.*, p. 193. Le conseiller à la Maison-Blanche Robert Komer déclara plus tard que, si Kennedy avait fourni des armes américaines à Israël dans les années 60, c'était dans le cadre d'une tentative délibérée de dissuader Jérusalem de se lancer dans la course au nucléaire, mais, si c'était là son véritable but, il a manifestement échoué. Comme le souligne Michael Karpin, « Israël voulait à la fois le "produit" de Dimona (c'est-à-dire l'arme nucléaire) et le matériel de guerre des Américains. Et c'est ce qu'il a fini par obtenir ». *Bomb in the Basement, op. cit.*, p. 238.

68 Bass, *Support Any Friend, op. cit.*, p. 252.

69 Voir Seymour Hersh, *Samson Option, op. cit.*, pp. 188-89. Bass décrit l'attitude de Johnson envers le site de Dimona comme « une disposition à accepter un degré de duplicité mutuelle tolérable », *Support Any Friend, op. cit.*, p. 252.

70 Voir Avner Cohen, « Israel and Chemical/Biological Weapons : History, Deterrence, and Arms Control », *The Nonproliferation Review* 8, n° 3, automne-hiver 2001.

71 Il se peut que le total de l'aide soviétique ait égalé l'aide américaine à Israël pour certaines années (c'est-à-dire environ 3 milliards de dollars par an), mais ces estimations se basent sur le taux de change officiel dollar/peso et donc exagèrent le montant total des subventions soviétiques. Il faut également noter que la population de Cuba est environ deux fois supérieure à celle d'Israël, l'aide soviétique par personne était donc considérablement moins importante que le soutien américain à Israël, et que les États-Unis ont subventionné Israël plus longtemps que Moscou n'a assisté La Havane. Et Castro était un client plus docile. Comme l'a souligné Jorge Dominguez : « Cuba ne s'oppose pas aux intérêts soviétiques ; Cuba exerce son autonomie en accord avec ces intérêts. Lors de périodes critiques, telles que l'invasion soviétique de l'Afghanistan, Cuba a adopté des mesures au détriment de ses propres intérêts [...]. Et, même lorsque la politique intérieure soviétique est en contradiction avec celle de Cuba, Cuba reste modéré dans ses critiques à l'égard de Moscou. La rigoureuse hégémonie soviétique impose donc de considérables limites à l'autonomie cubaine. » Voir *To Make a World Safe for Revolution : Cuba's Foreign Policy*, Harvard University Press, Cambridge, 1989, p. 111 et annexe B.

72 Voir Quandt, *Peace Process, op. cit.*, p. 249. Selon certaines sources, en réalité Begin n'aurait pas manqué à sa parole car il ne serait pas à l'origine du débat sur les AWACS mais se serait contenté d'exprimer sa ferme opposition à cette vente lorsque les membres du Congrès lui ont demandé son avis. Après lecture des mémoires de Reagan, il est clair que cette explication de l'attitude de Begin n'a pas convaincu l'ancien président : « Je n'appréciais pas que les représentants d'un pays étranger – de *n'importe quel* pays étranger – essaient d'interférer dans ce que je considérais comme nos méthodes de politique intérieure et la mise au point de notre politique étrangère. [...] Pour moi, il [Begin] n'avait pas tenu parole et cela me mettait en colère. » Ronald Reagan, *An American Life*, Simon & Schuster, New York, 1990, pp. 412, 414-16.

73 Le texte anglais de la résolution 242 est reproduit dans John Norton Moore (dir.), *The Arab-Israeli Conflict : Readings and Documents*, Princeton University Press, Princeton, 1977, pp. 1083-84.

74 Malgré l'augmentation du niveau de l'aide américaine après 1968, les relations israélo-américaines étaient fréquemment entachées par des conflits ayant trait au soutien militaire américain et à la réticence des Israéliens à accepter les propositions de paix faites par les divers médiateurs. Mais, en général, les tentatives américaines pour forcer Israël à faire des concessions en diminuant l'approvisionnement en armes échouaient, et les États-Unis n'obtenaient de coopération qu'en

promettant à Israël un soutien accru. Voir William B. QUANDT, *Decade of Decisions : American Policy toward the Arab-Israeli Conflict, 1967-1976*, University of California Press, Berkeley, 1977, pp. 97-98, 100-102 ; David POLLOCK, *The Politics of Pressure : American Arms and Israeli Policy since the Six Days War*, Greenwood Press, Westport, 1982, pp. 74-77 ; BRECHER, *Decisions in Israel's Foreign Policy, op. cit.*, pp. 487-88, 493-96 ; et SPIEGEL, *Other Arab-Israeli Conflict, op. cit.*, pp. 190-91.

75 Cité dans BRECHER, *Decisions in Israel's Foreign Policy, op. cit.*, p. 493.

76 Ces sommes sont exprimées en dollars constants au taux de 2005. « Livre vert » de l'USAID.

77 Voir Avi SHLAIM, *Iron Wall, op. cit.*, pp. 603-605.

78 Voir Dennis ROSS, *The Missing Peace : The Inside Story of the Fight for Middle East Peace*, Farrar, Strauss & Giroux, New York, 2004, p. 478.

79 Ben Zvi ajoute : « Les liens stratégiques entre Washington et Jérusalem ont continué à se développer entre 1996 et 1999 [...]. Ils incluaient la mise en place anticipée d'armes et de munitions en Israël en temps de guerre, et le développement de systèmes antimissiles dont Arrow, Nautilus et Boost Phase Intercept. Les deux pays se rencontraient souvent lors d'assemblées telles que le Joint Political Military Planning Group, le Joint Security Assistance Planning Group ou le Joint Economic Development Group [...]. En effet, le comité israélo-américain sur le planning stratégique [...] s'est réuni comme prévu le 21 février 1999 malgré la décision d'Israël de suspendre le redéploiement prévu dans le mémorandum de Wye River. » Voir « The United States and Israel : The Netanyahu Era », Jaffee Center for Strategic Studies, *Strategic Assessment*, Université de Tel-Aviv, n° 2, octobre 1999.

80 Sur le sort de la réévaluation voulue par Ford, voir William QUANDT, *Decade of Decisions, op. cit.*, pp. 267-71 ; Edward TIVNAN, *The Lobby : Jewish Political Power and American Foreign Policy*, Simon & Schuster, New York, 1987, p. 8 ; Charles McC. MATHIAS Jr., « Ethnic Groups and Foreign Policy », *Foreign Affairs* 59, n° 5, été 1981, pp. 992-93 ; et SPIEGEL, *Other Arab-Israeli Conflict, op. cit.*, p. 296.

81 Carter évoqua ses souvenirs : « Je pense que Begin a délibérément tout saboté avec ces fichues colonies. Il sait qu'il a menti. Il avait quitté Camp David depuis à peine douze heures et déjà il subissait une énorme pression chez lui [...]. Quand nous avons quitté Camp David, il n'y avait aucune ambiguïté quant au fait qu'il n'y aurait aucune implantation de colonie au cours de l'intérim, période pendant laquelle nous devions négocier l'accord final de paix. C'était clairement et parfaitement convenu. » Cité dans STEIN, *Heroic Diplomacy, op. cit.*, p. 256.

82 L'accès de colère de Clinton est cité dans Hussein AGHA et Robert MALLEY, « Camp David : The Tragedy of Errors », *New York Review of Books*, 9 août 2001, p. 60.

83 Voir William B. QUANDT, *Camp David : Peacemaking and Politics*, Brookings Institution, Washington, 1986, pp. 103-104.

84 Voir Clyde SHARP, « U.S. Foreign Aid », *loc. cit.*, p. 4.

85 Voir Itamar RABINOVICH, *The War for Lebanon, 1970-1985*, éd. rev., Cornell University Press, Ithaca, 1985, pp. 138-43.

86 Voir William B. QUANDT, *Peace Process : American Diplomacy and the Arab-Israeli Conflict since 1967*, 3e éd., Brookings Institution, Washington, 2004, pp. 307-31 ; et Glenn FRANKEL, *Beyond the Promised Land : Jews and Arabs on the Hard Road to a New Israel*, Simon & Schuster, New York, 1994, pp. 301-304.

87 Les taux de croissance de la population d'Israël en 1991, 1993 et 1994 sont respectivement de 4,9 %, 2,5 %, et 2,7 %. Voir « Sources of Population Growth : Total Israeli Population and Settler Population, 1991-2003 », Foundation for Middle East Peace, Washington, téléchargé sur *www.fmep/settlement_info/stats_data/settler_population_growth/sources_population_growth_1991_2003.html.*

88 L'Union soviétique a utilisé son veto 119 fois entre 1946 et 1985, mais seulement 4 fois depuis. Les États-Unis n'ont utilisé leur premier veto qu'en 1970, mais y avaient eu recours 82 fois en mars 2007. Voir « Changing Patterns in the Use of the Veto in the Security Council », Global Policy Forum, téléchargé sur *www.globalpolicy.org/security/data/vetotab.htm*, 2 mars 2007.

89 Cette position est désormais connue sous le nom de « Doctrine Negroponte ». Voir Michael J. JORDAN, « Symbolic Fight for Israel at U.N. », *Christian Science Monitor*, 8 décembre 2003.

90 Les États-Unis ont voté en faveur des résolutions du Conseil de sécurité condamnant l'attaque sanglante menée par Israël sur Qibya en 1953 et l'attaque du réacteur irakien Osirak en 1981. Ils ont également voté en faveur des résolutions 672 et 681, qui critiquaient l'expulsion par Israël de

Palestiniens se trouvant dans les territoires occupés. Les États-Unis se sont en revanche abstenus sur la résolution 53 de 1985, qui condamnait le bombardement israélien des quartiers généraux de l'OLP à Tunis, et ont voté en faveur de la résolution 1073 en 1996, qui exprimait une certaine inquiétude par rapport au fait qu'Israël construise un tunnel à proximité de la mosquée d'Al-Aqsa à Jérusalem.

91 Liste des votes de l'ONU obtenue sur *http://unbisnet.un.org :8080/*. Pour une liste des résolutions de l'Assemblée générale concernant Israël, ainsi qu'une partie des votes, voir *www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/UN/gatoc.html*.

92 Marc PERELMAN, « International Agency Eyes Israeli Nukes », *Forward*, 5 septembre 2003.

93 Michael OREN livre un récit très documenté mais résolument pro-israélien de la guerre des Six-Jours dans *Six Days of War : June 1967 and the Making of the Modern Middle East*, Oxford University Press, New York, 2002 ; « Stumbling Decidedly into the Six Days War », *Middle East Journal* 60, n° 2, printemps 2006, constitue un rectificatif convaincant. Pour un traitement récent et plus équitable par un autre historien israélien, voir Tom SEGEV, *1967 : Israel, the War, and the Year that Transformed the Middle East*, *op. cit.*

94 Wheeler est cité dans SPIEGEL, *Other Arab-Israeli Conflict*, *op. cit.*, p. 141 ; la remarque qu'adresse Johnson à Eban est tirée de POPP, « Stumbling Decidedly into the Six Days War », *loc. cit.*, p. 304. Popp souligne également que « personne au sein du gouvernement américain ne doutait que les craintes israéliennes [d'une attaque arabe imminente] étaient infondées » (p. 302), et William Quandt rapporte que la CIA et le Pentagone ont déclaré au ministre des Affaires étrangères Abba Eban être « convaincus qu'Israël gagnerait facilement si les hostilités devaient démarrer, quiconque attaque en premier ». Voir *Decade of Decisions*, *op. cit.*, p. 50.

95 Le 25 mai, le gouvernement israélien envoya des télégrammes à son ministre des Affaires étrangères Eban et à son ambassadeur Harmon à Washington annonçant l'imminence d'une attaque arabe et leur demandant de faire en sorte que les États-Unis s'engagent sur-le-champ à considérer une attaque sur Israël comme une attaque sur les États-Unis. Mais, comme le fait remarquer Tom Segev, « l'évaluation de la situation par les renseignements israéliens au soir du même jour était plutôt différente de ce que l'on avait communiqué à Washington [...] [Le Premier ministre] Eshkol essayait manifestement de duper Eban, et à travers lui le président Johnson, afin de s'assurer le soutien des Américains. Sur une copie du télégramme envoyé à Harmon figure une note écrite de la main d'Eshkol : « "tout pour avoir un alibi" ». Voir Tom SEGEV, *1967*, *op. cit.*, pp. 256-57.

96 Lors d'une entrevue avec Eban au soir du 26 mai, Johnson lui donna un mémorandum qui se terminait ainsi : « Il me faut bien insister sur la nécessité pour Israël de ne pas être à l'initiative du déclenchement des hostilités. Israël ne sera pas seul, à moins qu'il ne décide d'y aller seul. Et nous ne pouvons imaginer qu'Israël prenne une telle décision. » Cité dans BRECHER, *Decisions in Israel's Foreign Policy*, *op. cit.*, p. 393. Johnson émit un avertissement similaire dans une lettre à Eshkol datant du 28 mai.

97 Selon William Quandt, « [Johnson] n'avait aucune raison d'être surpris lorsqu'il apprit à son réveil le matin du 5 juin que la guerre avait commencé. Après tout, il avait pris des dispositions pour garantir aux Israéliens que le "feu rouge" du 26 mai était devenu orange. Ce "feu orange" mentionné dans sa lettre au [Premier ministre israélien Levi] Eshkol le 3 juin, et répétée dans des remarques de [Abe] Fortas et [Arthur] Goldberg, signifiait "soyez prudents", "ne comptez pas sur les États-Unis si vous êtes en mauvaise posture". Mais, comme pour la plupart des automobilistes, le feu orange équivalait à un feu vert ». Quandt souligne également que « Johnson n'avait pas tout à fait donné le feu vert aux Israéliens, mais il avait levé son veto sur l'action israélienne ». Voir William B. QUANDT, *Peace Process*, *op. cit.*, pp. 38, 41-42 ; et Cheryl RUBENBERG, *Israel and the American National Interest : A Critical Examination*, University of Illinois Press, Urbana, 1986, p. 120.

98 Dans une critique de *Six Days of War* d'Oren, Quandt note que « Johnson [a dit] aux Israéliens de ne pas agir seuls et, pendant un temps, il a vraiment eu l'air de le penser. Mais, à la fin du mois de mai, il avait manifestement changé d'avis. Les Israéliens furent prompts à remarquer le changement, un fait crucial pour eux, puisqu'ils déclenchèrent la guerre. Mais nous ignorons toujours pourquoi Johnson s'est montré si indécis au début pour ensuite se rallier de façon radicale à Israël, ou pourquoi il a changé d'avis par la suite ». Voir « Book Review : *Six Days of War* », *Journal of Cold*

War Studies 6, n° 4, été 2004, p. 147. Sur les autres pressions exercées sur Johnson, dont la campagne de lettres, voir SEGEV, *1967*, *op. cit.*, pp. 253-54, 265, 304.

99 William B. QUANDT, *Peace Process*, *op. cit.*, pp. 43-44.

100 Le 1er juin 1967, au cours de la guerre des Six-Jours, des avions et des torpilleurs israéliens attaquèrent le navire de la marine américaine *USS Liberty*, stationné dans les eaux internationales au large de la péninsule du Sinaï. L'attaque entraîna la mort de 34 marins et d'importants dégâts sur le navire. Israël a longtemps affirmé qu'il s'agissait d'un accident dû à une erreur d'identification, présenta ses excuses aux États-Unis et leur versa environ 1 million de dollars en dommages et intérêts. Des survivants de l'attaque, d'autres officiers de la marine américaine ainsi que des responsables politiques américains (dont le directeur de la CIA Richard Helms et le secrétaire d'État Dean Rusk) ont jugé cette attaque délibérée, et les partisans de cette théorie affirment aussi que l'enquête a été superficielle et incomplète. D'autres commentateurs défendent quant à eux la version israélienne et voient cet incident comme un regrettable contretemps. Pour des récits différents, voir BAMFORD, *Body of Secrets : Anatomy of the Ultra Secret National Security Agency*, Random House, New York, 2002 ; A. Jay CRISTOL, *The Liberty Incident : The 1967 Attack on the U.S. Navy Spy Ship*, Potomac Books, Washington, 2002 ; James M. ENNES Jr., *Assault on the Liberty : The True Story of an Israeli Attack on an American Intelligence Ship*, Reintree Press, Gaithersburg, 2003 ; OREN, *Six Days of War*, *op. cit.*, pp. 263-71 ; et Tom SEGEV, *1967*, *op. cit.*, p. 386.

101 La diplomatie à l'œuvre dans la guerre d'usure est résumée dans Lawrence WHETTEN, *The Canal War : Four-Power Conflict in the Middle East*, MIT Press, Cambridge, 1974. Pour des points de vue israéliens intéressants sur le sujet, voir Ya'acov BAR SIMAN TOV, *The Israeli-Egyptian War of Attrition, 1969-1970*, Columbia University Press, New York, 1980 ; et Jonathan SHIMSHONI, *Israel and Conventional Deterrence : Border Warfare from 1953 to 1970*, Cornell University Press, Ithaca, 1988, chap. 4.

102 William B. QUANDT, *Decade of Decisions*, *op. cit.*, p. 147. Voir également POLLOCK, *Politics of Pressure*, *op. cit.*, pp. 112-14, 124, 126-27 ; et BRECHER, *Decisions in Israel's Foreign Policy*, *op. cit.*, p. 510.

103 Voir Henry A. KISSINGER, *Years of Upheaval*, Little Brown, Boston, 1982, p. 468.

104 Nixon et Kissinger ont d'abord fui la question des expéditions de matériel de guerre à Israël puis on cherché à les dissimuler en évitant l'utilisation de l'aviation américaine. Cependant, lorsque Israël se retrouva en difficulté, ils ordonnèrent l'envoi de matériel par pont aérien. En aidant Israël à prendre l'avantage sur le champ de bataille, Nixon et Kissinger espéraient convaincre l'Égypte et la Syrie d'accepter un cessez-le-feu et leur démontrer les limites de l'aide soviétique. Voir William B. QUANDT, *Peace Process*, *op. cit.*, pp. 113-15, 118.

105 Voir Kenneth W. STEIN, *Heroic Diplomacy : Sadat, Kissinger, Carter, Begin, and the Quest for Arab-Israeli Peace*, Routledge, New York, 1999, pp. 78-79.

106 Voir *ibid.*, pp. 86, 90 ; William BURR (dir.), *The October War and U.S. Policy*, National Security Archive, Washington, 7 octobre 2003 ; et William B. QUANDT, *Peace Process*, *op. cit.*, p. 118.

107 « Kissinger Gave Green Light for Israeli Offensive Violating 1973 Cease-Fire », National Security Archive Press Release, 7 octobre 2003 ; et William B. QUANDT, *Peace Process*, *op. cit.*, 120, 461, n. 62, 63. Selon Kenneth Stein, « Kissinger a dit aux dirigeants israéliens que si leur but était d'obliger la IIIe armée égyptienne à reprendre le combat, les États-Unis "ne s'associeraient pas au projet". Mais Kissinger n'a pas dit aux Israéliens de ne pas profiter de leur avantage militaire. Dayan réclamait soixante-douze heures supplémentaires, et Kissinger y a consenti ». Stein souligne également que, « en toute impunité et avec l'approbation de Kissinger, dont Sadate n'était pas au courant, Israël a enfreint la résolution de cessez-le-feu ». *Heroic Diplomacy*, *op. cit.*, p. 92.

108 Voir « U.S.-Israel Memorandum of Understanding, September 1, 1975 ». La législation voulue par le Congrès (Section 535, P.L. 98-473, 1er octobre 1984) ajoutait que l'OLP devait « renoncer au terrorisme ». Voir Clyde MARK, « Palestinians and Middle East Peace : Issues for the United States », *Issue Brief for Congress*, Service des études du Congrès, 2 octobre 2002, p. 2.

109 Avi SHLAIM, *Iron Wall*, *op. cit.*, pp. 337-40. Comme le fait remarquer Steven Spiegel, « Une fois de plus les États-Unis ont promis une stratégie unie avec Israël, diminuant ainsi leur capacité à traiter indépendamment avec l'OLP ». *Other Arab-Israeli Conflict*, *op. cit.*, p. 302. Sur l'action du Congrès en 1984, voir Clyde MARK, « Israeli-United States Relations », *Issue Brief for Congress*, Service des études du Congrès, 2 avril 2005, p. 9.

110 Le prétexte de cette guerre fut la tentative d'assassinat de l'ambassadeur israélien à Londres. Cet événement était loin de cadrer avec les critères de Haig, dans la mesure où il n'avait rien à voir avec la situation le long de la frontière israélo-libanaise, et qu'il n'avait pas été commandité par le Fatah ou par Yasser Arafat, mais par un groupe palestinien dissident mené par Abou Nidal. Ainsi que l'observe Shlomo Ben Ami, Haig « aurait dû savoir que les hommes politiques israéliens ne sont pas particulièrement sensibles aux nuances et aux litotes lorsqu'il a employé un langage inutilement ambigu lors de ses conversations avec Sharon ». Voir Shlomo BEN AMI, *Scars of War, op. cit.*, p. 179 ; William B. QUANDT, *Peace Process, op. cit.*, pp. 250-51 ; Ze'ev SCHIFF, « The Green Light », *Foreign Policy*, n° 50, été 1983 ; Ze'ev SCHIFF et Ehud YA'ARI, *Israel's Lebanon War*, Simon and Schuster, New York, 1984, pp. 71-73 ; Avner YANIV, *Dilemmas of Security : Politics, Strategy, and the Israeli Experience in Lebanon*, Oxford University Press, New York, 1987, pp. 102-103, 105 ; et James McCARTNEY, « Officials Says Haig Let Israel Think U.S. Condoned Invasion of Lebanon », *Philadelphia Inquirer*, 23 janvier 1983.

111 Voir Avi SHLAIM, *The Iron Wall, op. cit.*, p. 416.

112 Au moment où le cessez-le-feu entra en vigueur, remarque l'historien Itamar Rabinovich, « l'armée israélienne avait déjà réussi à vaincre l'armée syrienne au Liban et à limiter les dégâts causés par les affrontements [...]. Détail tout aussi important, en proposant un cessez-le-feu anticipé, la Syrie laissa Israël libre de se concentrer sur Beyrouth. Dans les jours qui ont suivi le cessez-le-feu, Tsahal a continué sa progression vers le sud et l'est de Beyrouth et établi un lien territorial avec le front libanais ». Voir *War for Lebanon, op. cit.*, p. 138.

113 Rabinovich poursuit : « Pourtant, il devint de plus en plus difficile de maintenir cette politique contre l'accumulation des critiques, particulièrement au vu de la situation inextricable dans laquelle se trouvait Beyrouth dans la seconde moitié de juin. Ces difficultés [...] incitèrent le gouvernement américain à prendre ses distances vis-à-vis d'Israël, mais ne changèrent pas la nature de sa politique. » *War for Lebanon, op. cit.*, p. 146.

114 Voir George P. SHULTZ, *Turmoil and Triumph : My Years as Secretary of State*, Charles Scribner's Sons, New York, 1993, p. 112.

115 Voir William B. QUANDT, *Peace Process, op. cit.*, pp. 258-59.

116 Cité dans *in* Edward R. F. SHEEHAN, *The Arabs, Israelis and Kissinger : A Secret History of American Diplomacy in the Middle East*, Reader's Digest Press, Pleasantville, 1976, p. 199.

117 Dans son récit du processus de paix, le négociateur américain Dennis Ross donne de nombreux exemples où l'administration Clinton s'est adaptée aux méthodes de négociations du Premier ministre Ehud Barak, en particulier en ce qui concerne la vaine tentative d'aboutir à un traité de paix avec la Syrie. Voir Dennis ROSS, *Missing Peace, op. cit.*, pp. 530-32, 539, 550-51, 578-80. Et, comme le soulignent Agha et Malley dans leur analyse de Camp David : « Cela dit, au bout du compte, et sur la quasi-totalité de ces choix tactiques discutables, les États-Unis ont soit abandonné ou cédé, approuvant à contrecœur les méthodes de Barak par respect pour ce qu'il essayait de faire. » AGHA et MALLEY, « Camp David : The Tragedy of Errors », *loc. cit.*, p. 60.

118 Ron PUNDAK, « From Oslo to Taba : What Went Wrong », *Survival* 43, n° 3, automne 2001, pp. 40-41.

119 Voir AGHA et MALLEY, « Camp David : The Tragedy of Errors », *loc. cit.*, pp. 62-63.

120 « Lessons of Arab-Israeli Negotiating : Four Negotiators Look Back and Ahead », retranscription, Middle East Institute, 25 avril 2005 ; Nathan GUTTMAN, « U.S. Accused of Pro-Israel Bias at 2000 Camp David », *Ha'aretz*, 29 avril 2005 ; et Aaron D. MILLER, « Israel's Lawyer », *Washington Post*, 23 mai 2005.

121 Voir « A History of Foreign Leaders and Dignitaries Who Have Addressed the U.S. Congress », téléchargé sur *http://clerk.house.gov/art_history/art_artifacts/foreignleaders.html* le 24 avril 2007. Le premier leader israélien à s'adresser au Congrès fut Yitzhak Rabin en 1976 ; parmi les autres États dont les dirigeants se sont exprimés devant le Congrès dans la même période figurent l'Inde (4), l'Irlande (3), l'Italie (3), et la Corée du Sud (3). Si l'on remonte à 1948 (l'année de la création d'Israël), Israël est ex-aequo avec la France et l'Italie (6).

122 BARD et Daniel PIPES, « How Special is the U.S.-Israel Relationship ? », *loc. cit.*, p. 41.

123 La question était : « Que pensez-vous de la politique américaine au Moyen-Orient ? Diriez-vous qu'elle est juste, qu'elle est trop favorable à Israël, ou qu'elle est trop favorable aux Palestiniens ? »

Voir Pew Global Attitudes Project, *Views of a Changing World 2003*, The Pew Research Center for the People and the Press, Washington, 2003, p. 5 ; Pew Global Attitudes Project, « Wave 2 Update Survey ; 21 Publics Surveyed, Final Topline, 2003, T-151 », téléchargé sur *http://pewglobal.org/reports/pdf/185topline.pdf*.

Notes du chapitre 2

1 Voir A.F.K. Organski, *The $36 Billions Bargain : Strategy and Politics in U.S. Assistance to Israel*, Columbia University Press, New York, 1990 ; Steven L. Spiegel, « Israel as a Strategic Asset », *Commentary*, juin 1983 ; Steven L. Spiegel, *The Other Arab-Israeli Conflict : Making America's Middle East Policy from Truman to Reagan*, University of Chicago Press, Chicago, 1985 ; Steven L. Spiegel, « U.S.-Israel Relations after the Gulf War », *Jerusalem Letter/Viewpoints 117*, Jerusalem Center for Public Affairs, 15 juillet 1991, pp. 9-11. Voir également Steven Rosen, « The Strategic Value of Israel », *AIPAC Papers on U.S.-Israel Relations*, American-Israel Public Affairs Committee, Washington, 1982.

2 Cité dans Ben Bradlee Jr., « Israel's Lobby », *Boston Globe*, 29 avril 1984.

3 Voir *http://aipac.org/Publications/AIPACAnalysesIssueBriefs/The_U.S.-Israel_Strategic_Partnership.pdf*, et *http://aipac.org/Publications/AIPACAnalysesIssueBriefs/The_U.S.-Israel_Relationship.pdf*, téléchargé le 25 avril 2007.

4 Constitué en 1997, le Project for a New American Century est un *think tank* proche des milieux néoconservateurs qui tente d'intervenir sur la formulation de la politique étrangère américaine, en général dans le sens d'un interventionnisme fort (*N.d.T.*).

5 Voir PNAC, « Letter to President Bush on the War on Terrorism », 20 septembre 2001, téléchargé sur *www.newamericancentury.org/Bushletter.htm* ; et « Mission Statement », Jewish Institute for National Secuity Affairs, téléchargé sur *www.jinsa.org/about/agenda/agenda.html* le 2 novembre 2006.

6 Martin Kramer, « The American Interest », *Azure*, 5767, n° 26, automne 2006, pp. 24-25.

7 Efraim Inbar, « Still a Strategic Asset for the U.S. », *Jerusalem Post*, 8 octobre 2006.

8 Des universitaires tels que Spiegel, Organski et Kramer ont tendance à minimiser ou à réfuter l'influence de la politique intérieure ou des groupes de pression sur le soutien américain à Israël, ce qui n'a rien d'étonnant. Organski affirme que « les décisions politiques américaines concernant Israël ont été prises par des présidents et des responsables de la politique étrangère pour des raisons qui leur sont propres, et par personne d'autre » ; Kramer suggère que, « si les institutions du lobby pro-israélien venaient à disparaître demain, il est hautement probable que le soutien des États-Unis et d'autres pays occidentaux demeurerait inchangé » et Spiegel qualifie la croyance selon laquelle le lobby pro-israélien aurait « une influence immense » de « mythe ». Malgré ces affirmations, l'étude de Spiegel fourmille d'exemples démontrant l'influence du lobby sur les perceptions et l'attitude de décideurs politiques majeurs. La carrière de Kramer suggère quant à elle qu'il ne souscrit pas à ses propres arguments, puisqu'il a consacré un temps considérable à défendre le soutien américain à Israël et à attaquer ceux qui le remettent en cause. Voir A.F.K. Organski, *$36 Billions Bargain, op. cit.*, p. 27 ; Spiegel, *Other Arab-Israeli Conflict, op. cit.*, pp. 386, 388 ; et Kramer, « American Interest », *loc. cit.*, p. 31.

9 Les spécialistes ont analysé dans le détail les décisions de Truman, chacun aboutissant à sa conclusion sur l'importance de sa politique intérieure et de sa sensibilité à l'opinion juive. Ce n'est absolument pas le seul facteur qui ait influencé son attitude tandis qu'il cherchait à démêler la situation complexe en Palestine, mais la quasi-totalité des analystes s'accordent à dire que les préférences politiques de la communauté juive américaine (accentuées par la perspective des élections de 1948) ont joué un rôle déterminant dans ses calculs. Voir Spiegel, *Other Arab-Israeli Conflict, op. cit.*, pp. 47-48 ; Kenneth Ray Bain, *The March to Zion United States Policy and the Founding of Israel*, Texas A & M Press, College Station, 1979, pp. 195-97, 202 ; Zvi Ganin, *Truman, American Jewry, and Israel, 1945-1948*, Holmes & Meier, New York, 1979 ; et Michael B. Oren, *Power, Faith an Fantasy : America in the Middle East 1776 to the Present*, Norton, New York, 2007, pp. 484, 488-89, 499.

10 Cité dans Jerome Slater, « Ideology vs. the National Interest : Bush, Sharon, and U.S. Policy in the Israeli-Palestinian Conflict », *Security Studies* 12, n° 1, automne 2002, p. 167.

11 Voir Warren BASS, *Support Any Friend : Kennedy's Middle East and the Making of the U.S.-Israel Alliance*, Oxford University Press, New York, 2003, pp. 148-49 ; et David SCHOENBAUM, *The United States and the State of Israel*, Oxford University Press, New York, 1993, pp. 136-37.

12 La stratégie Nixon/Kissinger est résumée dans William B. QUANDT, *Peace Process : American Diplomacy and the Arab-Israeli Conflict in 1967*, 3e éd., Brookings, Washington, 2005, pp. 69-70, 92-94 ; Henry KISSINGER, *White House Years*, Little, Brown, Boston, 1979, pp. 1279, 1289-91, chap. 10 (trad. fr. *À la Maison-Blanche*, Fayard, Paris, 1980) ; et Henry Kissinger, *Years of Upheaval*, Little, Brown, Boston, 1982, pp. 195-205 (trad. fr. *Les Années orageuses*, Fayard, Paris, 1982).

13 En 1958, lors de la crise jordanienne, Israël autorisa le survol de son territoire par des avions occidentaux et, en 1970, accepta que les États-Unis interviennent en faveur du roi Hussein II suite à l'intervention de la Syrie dans le conflit entre Hussein et l'OLP. Finalement, l'armée de l'air jordanienne attaqua seule les Syriens, les obligeant au retrait sans qu'Israël ait besoin de réagir. Dans ces deux cas, les responsables américains remercièrent Israël pour son soutien mais, comme le souligne Alan Dowty, la contribution d'Israël dans la résolution de la crise de 1970 fut, « au mieux, secondaire ». Nigel Ashton suggère également que le roi Hussein considérait Israël comme une menace potentielle pendant la crise et que les dirigeants américains ont, à tort, « crédité Israël de les avoir aidés à remporter une bataille de la Guerre froide alors qu'il s'agissait en réalité d'un conflit interarabe ». Voir Alan DOWTY, *Middle East Crisis : Decisionmaking in 1958, 1970, and 1973*, University of California Press, Berkeley, 1984, p. 177 ; Nigel J. ASHTON, « Pulling the Strings : King Hussein's Role during the Crisis of 1970 in Jordan », *International History Review* 28, n° 1, mars 2006, p. 109 ; et William B. QUANDT, *Peace Process*, *op. cit.*, pp. 79-83.

14 Voir Dan RAVIV et Yossi MELMAN, *Friends in Deed : Inside the U.S.-Israel Alliance*, Hyperion, New York, 1994, pp. 66-68, 114-15.

15 Pour une analyse favorable – mais sceptique – à l'argument de l'« atout stratégique » par le président de longue date du département d'Assistance militaire de la Direction du budget, voir Harry SHAW, « Strategic Dissensus », *Foreign Policy*, n° 61, hiver 1985-86.

16 Le raid de Gaza, qui aurait été motivé par le meurtre d'un cycliste israélien par deux agents égyptiens infiltrés, a également été perçu comme la façon dont Ben Gourion a souhaité remonter le moral israélien, mettant en scène son retour au pouvoir et réduisant le prestige grandissant de Nasser. Mais, comme l'observe Shlomo Ben Ami, « au lieu d'abréger l'engagement de l'Égypte dans une stratégie de guerre, [l'opération de Gaza] n'a fait que l'encourager ». Voir *Scars of War, Wounds of Peace : The Israeli-Arab Tragedy*, Oxford University Press, New York, 2006, p. 77 ; Avi SHLAIM, *The Iron Wall*, *op. cit.*, pp. 123-29 ; Michael BRECHER, *Decisions in Israel's Foreign Policy*, Yale University Press, New Haven, 1975, pp. 254-55, note 1 ; et E.L.M. BURNS, *Between Arab and Israeli*, Ivan Obolensky, New York, 1963, p. 20. La Syrie avait des raisons similaires de faire appel à l'armement soviétique à cette même période, et son besoin d'aide s'accrut après un raid israélien particulièrement rude en décembre 1955. Voir Stephen M. WALT, *The Origins of Alliances*, Cornell University Press, Ithaca, 1987, p. 62, note 36.

17 Sur la relation tumultueuse de l'Union soviétique avec ses alliés arabes, voir Mohamed HEIKAL, *The Sphinx and the Commissar : The Rise and Fall of Soviet Influence in the Middle East*, Harper and Row, New York, 1976 ; Alvin Z. RUBINSTEIN, *Red Star on the Nile : The Soviet-Egyptian Influence Relationship since the June War*, Princeton University Press, Princeton, 1977 ; et Ya'acov ROI (dir.), *From Encroacment to Involvement : A Documentary Study of Soviet Foreign Policy in the Middle East, 1945-1973*, Transaction Books, New Brunswick, 1974.

18 Pour des arguments persuasifs dans ce sens, voir Jerome SLATER, « The Superpowers and an Arab-Israeli Political Settlement : The Cold War Years », *Political Science Quarterly* 105, n° 4, hiver 1990-91.

19 Voir « Kissinger Memorandum : "To Isolate the Palestinians" », *MERIP Reports*, n° 96, mai 1981, p. 24. Cet article est le compte rendu d'une conversation qui eut lieu en juin 1975 entre Kissinger et le « Klutznick Group », un groupe de leaders juifs américains dirigé par Philip Klutznick, ancien président du B'nai B'rith International et ancien secrétaire d'État américain au Commerce. Voir également QUANDT, *Peace Process*, *op. cit.*, pp. 103-104. Les souvenirs de Kissinger sur les raisons de la surprise qu'éprouvèrent les États-Unis et Israël en octobre 1973 sont instructifs : « Toutes les analyses israéliennes [et américaines] avant octobre 1973 s'accordaient à dire que l'Égypte et la

Syrie n'avaient pas la capacité militaire nécessaire pour reconquérir leur territoire par les armes ; il n'y aurait donc pas de guerre [...]. L'hypothèse était juste. Mais pas la conclusion. » Il conclut : « Nous étions devenus trop complaisants envers nos propres hypothèses. Nous savions tout mais comprenions trop peu. Et les plus hauts responsables – dont je fais partie – doivent en assumer la responsabilité. » *Years of Upheaval, op. cit.*, pp. 459-67.

20 Ussama MAKDISI, « Anti-Americanism in the Arab World : An Interpretation of a Brief History », *Journal of American History* 89, n° 2, septembre 2002, pp. 538-39. Alfred Prados, du Service des études du Congrès, approuve : « Les États-Unis, tard venus au Moyen-Orient, jouissaient d'une meilleure réputation dans la région que leurs homologues européens au XIX[e] siècle et au début du XX[e]. » Alfred B. PRADOS, « Middle East : Attitudes toward the United States », Rapport du Service des études du Congrès, Washington, 3 décembre 2001, p. 2.

21 Voir Shibley TELHAMI, *The Stakes : America and the Middle East*, Westview, Boulder, 2002, pp. 50-59 ; et MAKDISI, « Anti-Americanism in the Arab World », *loc. cit.*, pp. 548-50.

22 Voir SHAW, « Strategic Dissensus » *loc. cit.*, p. 137.

23 Voir Moshe DAYAN, *Story of My Life*, William Morrow, New York, 1976, pp. 512-13.

24 Le coût total infligé par cette « arme pétrolière » fut presque à coup sûr plus important, car elle a eu des effets à long terme sur l'inflation, le pouvoir d'achat, la productivité, ainsi qu'une influence indirecte sur les investissements, l'instabilité du cours des devises, et d'autres paramètres, mais il existe des désaccords considérables entre les économistes en ce qui concerne l'ampleur de ces effets. Sur l'importation de pétrole, voir Dominick SALVATORE, « Petroleum Prices and Economic Performance in the G-7 Countries », *in* Siamack SHOJAI et Bernard S. KATZ (dir.), *The Oil Market in the 1980s : A Decade of Decline*, Praeger, New York, 1992, p. 94, et Mancur OLSON, « The Productivity Slowdown, the Oil Shocks and the Real Cycle », *Journal of Economic Perspectives* 2, n° 4, automne 1988, pp. 43-69. Les pays de l'OCDE virent la facture d'importation de pétrole passer de 3 milliards de dollars en 1973 à plus de 10 milliards en 1974. Voir Robert J. LIEBER, *The Oil Decade : Conflict and Cooperation in the West*, Praeger, New York, 1983, p. 21. L'estimation du produit intérieur brut est celle de la Federal Energy Administration et de nombreux économistes. Voir Edward N. KRAPELS, *Oil Crisis Management : Strategic Stockpiling for International Security*, The Johns Hopkins University Press, Baltimore, 1980, p. 34 ; Fiona VENN, *The Oil Crisis*, Longman, Londres, 2002, pp. 154-55. Les calculs en dollar au taux de l'année 2000 se basent sur les données de Louis D. JOHNSTON et Samuel H. WILLIAMSON, « The Annual Real and Nominal GDP for the United States, 1790 – Present », Economic History Services, octobre 2005.

25 Cité dans Jeffrey RICHELSON, *The U.S. Intelligence Community*, 2[de] éd., Ballinger, Cambridge, 1989, p. 277.

26 Cité dans Roland POPP, « Stumbling Decidedly into the Six Days War », *Middle East Journal* 60, n° 2, printemps 2006, p. 300. Tom Segev a confirmé dans l'ensemble l'exactitude de l'appréciation de Rostow. Voir son *1967 : Israel, the War and the Year that Transformed the Middle East*, traduit par Jessica Cohen, Metropolitan Books, New York, 2007, pp. 256-58.

27 Voir Shlomo BROM, « The War in Iraq : An Intelligence Failure », *Strategic Assessment*, n° 3, Jaffee Center for Strategic Studies, Université de Tel-Aviv, novembre 2003 ; « Selections from the Media, 1998-2003 », *in ibid.*, pp. 17-19 ; Gideon ALON, « Report Slams Assessment of Dangers Posed by Libya, Iraq », *Ha'aretz*, 2 mars 2004 ; Dan BARON, « Israeli Report Blasts Intelligence for Exaggerating the Iraqi Threat », *JTA*, 28 mars 2004 ; Greg MYRE, « Lawmakers Rebuke Israeli Intelligence Services over Iraq », *New York Times*, 29 mars 2004 ; et James RISEN, *State of War : The Secret History of the CIA and the Bush Administration*, Simon & Schuster, New York, 2006, pp. 72-73.

28 KRAMER, « American Interest », *loc. cit.*, pp. 24-25.

29 Shaw souligne également que « tous les Israéliens ont une conscience aiguë du lourd tribut que représentent les vies perdues dans des guerres successives pour un pays de seulement 4 millions d'habitants. Israël manque tout simplement de personnel à sacrifier dans de coûteuses missions militaires au-delà de ses frontières ». « Strategic Dissensus », *loc. cit.*, p. 130.

30 Cité dans Duncan L. CLARKE, Daniel B. O'CONNOR, Jason D. ELLIS, *Send Guns and Money : Security Assistance and U.S. Foreign Policy*, Praeger, Westport, 1997, p. 173. Un autre responsable américain du Secrétariat à la Défense soulignait que la proximité d'Israël « par rapport au Golfe n'était pas utilisable comme base de combat, à part sur le papier. Il faut nous rapprocher davantage en cas de

plan d'urgence militaire, et c'est pour cela que nous allons viser des premières bases à Oman ». La contribution israélienne se limiterait à la maintenance et éventuellement au matériel hospitalier. Voir Joe STORK, « Israel as a Strategic Asset », *in MERIP Reports* n° 105, *Reagan Targets the Middle East*, mai 1982, p. 12.

31 SHAW, « Strategic Dissensus », *loc. cit.*, p. 133.

32 Voir le débat sur l'Opération « Earnest Will » sur *www.globalsecurity.org/military/ops/earnest_will.htm*, téléchargé le 15 décembre 200 ; et Dilip HIRO, *The Longest War : The Iran-Iraq Military Conflict*, Routledge, New York, 1991, pp. 129-32, 166, 186-91, 202-204.

33 Voir « Kissinger Memorandum », *loc. cit.*, p. 25.

34 Au cours de la campagne de 1980, Reagan déclara à l'American Jewish Press Association : « Israël est un atout stratégique pour les États-Unis, [et] je pense que nous devons prendre des mesures qui expriment concrètement cette position. » Voir STORK, « Israel as a Strategic Asset », *loc. cit.*, p. 3 ; et Ronald REAGAN, *An American Life*, Simon & Schuster, New York, 1990, p. 410 (trad. fr. *Une Vie américaine*, Lattès, Paris, 1990).

35 En ce qui concerne ce rôle, Feldman écrit : « la manifestation la plus flagrante de ce phénomène est le rôle unique du très influent American Israel Public Affairs Committee (AIPAC) ». Voir *The Future of U.S.-Israel Strategic Cooperation*, Washington Institute for Near East Policy, Washington, 1996, pp. 5-6.

36 Bernard LEWIS, « Rethinking the Middle East », *Foreign Affairs* 71, n° 4, automne 1992, pp. 110-11 ; Bernard REICH, *Securing the Covenant : United States-Israeli Relations after the Cold War*, Praeger, Westport, 1995, p. 12 ; et Robert J. ART, *A Grand Strategy for America*, Cornell University Press, Ithaca, 2003, p. 137.

37 Waldegrave est cité dans David KIMCHE, *The Last Option : after Nasser, Arafat, and Saddam Hussein, The Quest for Peace in the Middle East*, Weidenfeld and Nicolson, Londres, 1991, p. 23 ; LEWIS, « Rethinking the Middle East », *loc. cit.*, pp. 110-11. L'histoire se répéta lors de la seconde guerre du Golfe en 2003. Les États-Unis avaient besoin de rassembler une large coalition afin de parer de légitimité leur guerre préventive, et ils s'employèrent donc à persuader divers pays de fournir des soldats à la « coalition des volontaires ». Mais Israël était absent de cette liste, même si ses dirigeants et ses habitants étaient en faveur de la guerre. Nous abordons cette question dans le détail au chapitre 7.

38 Chiffres basés sur les données de la base de données du Memorial Institute for the Prevention of Terrorism (MIPT), disponibles sur *www.tkb.org*.

39 Daniel Benjamin et Steven Simon ont indiqué que certains membres de l'administration Clinton considéraient le contre-terrorisme comme hautement prioritaire, mais ont également démontré la difficulté qu'il y avait à mettre cette priorité en application dans les années 90 : « Notre travail était difficile parce qu'un gouvernement qui n'avait jamais considéré le terrorisme comme une menace de premier niveau ne disposait ni de l'organisation ni des lois lui permettant de s'atteler au problème. Dans de nombreuses agences, les bureaux chargés des questions antiterroristes étaient des planques professionnelles, dont les responsables étaient loin d'abattre le même travail que leurs collègues chargés de questions très discutées telles que le contrôle de l'armement. » Le fait que l'administration Bush n'ait pas à sa prise de fonction décrété le terrorisme prioritaire est également très instructif. Voir Daniel BENJAMIN et Steven SIMON, *The Age of Sacred Terror*, Random House, New York, 2002, pp. 221, 327-29 ; et Richard A. CLARKE, *Against All Enemies : Inside America's War on Terror*, Free Press, New York, 2004, pp. 227-36.

40 Formulé différemment, le budget de la défense américaine représentait plus de la moitié des budgets globaux de ces quatre pays réunis (calcul effectué en parité des pouvoirs d'achat). Chiffres de *The Military Balance 2000-2001*, International Institute for Strategic Studies, Londres, 2001 ; et Central Intelligence Agency, *World Factbook 2000* (en ligne).

41 Pour une excellente analyse de la politique américaine envers l'Irak et l'Iran, et envers les États voyous en général, voir Robert LITWAK, *Rogue States and U.S. Foreign Policy : Containment after the Cold War*, Woodrow Wilson Center Press, Washington, 2000. Même si le Congrès, sous domination républicaine, encourageait en général des mesures plus agressives envers l'Iran et l'Irak et votait de temps à autre en faveur de sanctions plus strictes, l'administration Clinton n'a jamais entrepris de tentative sérieuse visant à un changement de régime.

42 Voir Bruce W. Jentleson et Christopher A. Whytock, « Who "Won" Libya ? The Force-Diplomacy Debate and Its Implications for Theory and Policy », *International Security* 30, n° 3, hiver 2005-2006 ; Ronald Bruce St. John, « Libya is Not Iraq : Preemptive Strikes, WMD, and Diplomacy », *Middle East Journal* 58, n° 3, été 2004 ; et Flynt Leverett, « Why Libya Gave Up on the Bomb », *New York Times*, 23 janvier 2004.

43 Voir Litwak, *Rogue States and U.S. Foreign Policy*, *op. cit.*, pp. 168-69.

44 Sharon est cité dans William Safire, « Israel or Arafat », *New York Times*, 3 décembre 2000 ; le haut fonctionnaire anonyme est cité dans Robert G. Kaiser, « Bush and Sharon Nearly Identical on Mideast Policy », *Washington Post*, 9 février 2003. Voir également Nathan Guttman, « A Marriage Cemented by Terror », *Salon.com*, 24 janvier 2006.

45 « Netanyahu Speech before the U.S. Senate », 10 avril 2002, téléchargé sur *www.netanyahu.org/netspeacinse.html* ; et Benjamin Netanyahou, « Three Principles Key to Defeat of Terrorism », *Chicago Sun Times*, 7 janvier 2002.

46 Ehud Barak, « Democratic Unity is the Only Answer to Terrorism », *The Times* (Londres), 13 septembre 2001.

47 « Entire Text of Olmert's Speech to Congress », *Jerusalem Post*, 24 mai 2006.

48 Robert Satloff, « Israel's Not the Issue, Pass it on », *Los Angeles Times*, 10 octobre 2001.

49 « Peace Can Only Come Once the U.S. Gives Israel the Green Light to Eliminate Hamas and the Hezbollah », communiqué de presse, Bureau de Charles Schumer, Sénat des États-Unis, 3 décembre 2001, téléchargé sur *www.senate.gov/~schumer/1-Senator %20Schumer %20Website %20Files/pressroom/press_releases/PR00766.html*, 25 avril 2007.

50 Voir HR. Res. 392 (2 mai 2002) ; et S. Res. 247 (22 avril 2002).

51 Selon une personne présente : « Alors même que les intervenants décrivaient [Yasser] Arafat comme un problème qui exigeait une réaction immédiate, ils le considéraient aussi comme un partenaire de la grande "force de coalition" qui incluait l'Iran, l'Irak, la Syrie [...]. Quant à la suppression de ces menaces, le changement de régime semblait l'option choisie par la majorité. » Voir Dana Hearn, « AIPAC Policy Conference, 21-23 April 2002 », *Journal of Palestine Studies* 31, n° 4, été 2002, pp. 66-79.

52 « Letter to President Bush on Israel, Arafat, and the War on Terrorism », *Project for the New American Century*, 3 avril 2002, téléchargé sur *www.newamericancentury.org/Bushletter-040302.htm.* L'auteur principal de cette lettre ouverte, William Kristol, a avancé le même point de vue lors de la guerre menée par Israël contre le Liban en 2006 : « la Syrie et l'Iran sont des ennemis d'Israël, mais ce sont aussi des ennemis des États-Unis [...]. Ceci est également notre guerre ». Voir William Kristol, « It's Our War », *Weekly Standard*, 24 juillet 2006.

53 Maoz et Seale sont cités dans Susan Taylor Martin, « Experts Disagree on Dangers of Syria », *St. Petersburg Times*, 3 novembre 2002. Voir également Benjamin et Simon, *Age of Sacred Terror*, *op. cit.*, p. 194.

54 Voir, parmi de nombreuses autres études : Tanya Reinhart, *Israel/Palestine : How to End the War of 1948*, Seven Stories Press, New York, 2005, 2[de] éd. augmentée ; et Tanya Reinhart, *The Road Map to Nowhere : Israel/Palestine since 2003*, Verso, Londres, 2006.

55 Comme l'a démontré Robert Pape de façon convaincante, l'attentat-suicide est une tactique qu'un large éventail de groupes ont adoptée, en général lorsqu'ils étaient faibles et essayaient de vaincre un adversaire démocratique se livrant à ce que les terroristes considèrent comme une occupation illégitime. Voir Robert A. Pape, *Dying to Win : The Strategic Logic of Suicide Terrorism*, Random House, New York, 2005.

56 Voir Satloff, « Israel's Not the Issue », *loc. cit.* ; Kramer, « American Interest », *loc. cit.*, p. 29 ; Norman Podhoretz, « Israel Isn't the Issue », *Wall Street Journal*, 20 septembre 2001 ; Norman Podhoretz, « World War IV : How It Started, What It Means, and Why We Have to Win », *Commentary*, septembre 2000 ; Andrea Levin, « Don't Scapegoat Israel », *Boston Globe*, 6 octobre 2001 ; Dennis Ross, « Bin Laden's Terrorism Isn't about the Palestinians », *New York Times*, 12 octobre 2001. Parmi d'autres réactions similaires répondant à notre article d'origine figurent Alan Dershowitz, « Debunking the Newest – and Oldest – Jewish Conspiracy : A Reply to the Mearsheimer-Walt "Working Paper" », John F. Kennedy School of Government Faculty Research Working Paper, Université de Harvard, avril 2006, p. 2 ; Marc Landy, « Zealous Realism : Comments on

Mearsheimer and Walt », *The Forum* (Berkeley Electronic Press) 4, numéro 1, Article 6, p. 200 ; et Steven SIMON, « Here's Where "The Israel Lobby" is Wrong », *The Daily Star*, 4 mai 2006.

57 Voir Abdel Mahdi ABDALLAH, « Causes of Anti-Americanism in the Arab World : A Socio-Political Perspective », *Middle East Review of International Affairs (MERIA)*, n° 4, décembre 2003, p. 7.

58 Qoutb se forgea une opinion sur l'Amérique au cours d'un séjour qu'il y effectua en 1948, et fut exécuté par le gouvernement égyptien en 1966. Voir Yvonne Y. HADDAD, « Sayyid Qutb : Ideologue of Islamic Revival », *in* John ESPOSITO (dir.), *Voices of Resurgent Islam*, Oxford University Press, New York, 1983, pp. 67-98.

59 Cité dans MAKDISI, « Anti-Americanism in the Arab World », *loc. cit.*, p. 555.

60 Voir Steve COLL, *Ghost Wars : The Secret History of the CIA, Afghanistan, and Bin Laden, from the Soviet Invasion to September 10, 2001*, Penguin Press, New York, 2004, pp. 250-51, 273 ; et « Transcript : the Yasin Interview », *60 Minutes*, 2 juin 2002, téléchargé sur *www.cbsnews.com/stories/2002/06/02/60minutes/printable510847.shtml.*

61 Anonyme [Michael SCHEUER], *Through Our Enemies Eyes : Osama bin Laden, Radical Islam, and the Future of America*, Brassey's, Washington, 2002, p. 87.

62 Cité dans Lawrence WRIGHT, *The Looming Tower : Al Qaeda and the Road to 9/11*, Alfred A. Knopf, New York, 2006, pp. 75-76.

63 Voir *Messages to the World : The Statements of Osama bin Laden*, éd. Bruce Lawrence, Verso, Londres, 2005, p. 4.

64 Voir Daniel BENJAMIN et Steven SIMON, *Age of Sacred Terror, op. cit.*, pp. 140-141.

65 BEN LADEN, « From Somalia to Afghanistan », mars 1997, *in* LAWRENCE, éd., *Messages to the World, op. cit.*, p. 46. Pour des condamnations du soutien américain à Israël antérieures au 11 septembre et pour des accusations de collusion entre les États-Unis et Israël, voir la sélection suivante du même ouvrage : « Declaration of Jihad », 23 août 1996, p. 3 ; « The World Islamic Front », 23 février 1998, pp. 60-61 ; et « A Muslim Bomb », décembre 1998, pp. 66-70 ; voir également « Jihad against Jews and Crusaders », et « New Osama bin Laden Video Contains Anti-Israel and Anti-American Statements », téléchargé sur le site Internet de l'Anti-Defamation League (ADL), *www.adl.org/terrorism_america/bin_l_print.asp*, le 8 mars 2004.

66 Max RODENBECK, « Their Master's Voice », *New York Review of Books*, 9 mars 2006, p. 8. Les livres critiqués étaient Peter L. BERGEN, *The Osama bin Laden I Know : An Oral History of al Qaeda's Leader*, Free Press, New York, 2006 ; et LAWRENCE, *Messages to the World, op. cit.*

67 « Outline of the 9/11 Plot », *Staff Statement N° 16*, The National Commission on Terrorist Attacks Upon the United States, 16 juin 2004, p. 18. Voir également Nathan GUTTMAN, « Al-Qaida Planned Attacks during PM's Visit to White House », *Ha'aretz*, 17 juin 2004 ; et Marc PERELMAN, « Bin Laden Aimed to Link Plot to Israel », *Forward*, 25 juin 2004.

68 « Outline of the 9/11 Plot », *Ibid.*, p. 18.

69 *Ibid.*, p. 4.

70 *The 9/11 Commission Report : Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks Upon the United States*, W. W. Norton, New York, 2004, pp. 145, 147.

71 Sur la première Intifada, voir Joost R. HILTERMANN, *Behind the Intifida : Labor and Women's Movements in the Occupied Territories*, Princeton University Press, Princeton, 1991 ; Zachary LOCKMAN et Joel BEININ (dir.), *Intifada : The Palestinian Uprising Against Israeli Occupation*, South End Press, Boston, 1989 ; Benny MORRIS, *Righteous Victims : A History of the Zionist-Arab Conflict, 1881-2001*, Vintage, New York, 2001, chap. 1 ; et Ze'ev SCHIFF et Ehud YA'ARI, *Intifida : The Palestinian Uprising, Israel's Third Front*, Ina Friedmann, Simon & Schuster, New York, 1991.

72 Cité dans Michael SLACKMAN, « As Crowds Demand Change, Lebanese Premier is Puzzled », *New York Times*, 11 décembre 2006.

73 Pew Global Attitudes Project, *A Year After Iraq War, op. cit.*, p. 21.

74 Voir « What the World Thinks in 2002 », *Pew Global Attitudes Project*, Pew Research Center for the People and the Press, Washington, décembre 2002, p. 54.

75 Shibley TELHAMI, *The Stakes : America and the Middle East*, Westview Press, Boulder, 2002, p. 96. Voir également Ami EDEN, « 9/11 Commission Finds Anger at Israel Fueling Islamic Terrorism Wave », *Forward*, 30 juillet 2004.

76 Makdisi poursuit : « Aucun rapport sur l'anti-américanisme dans le monde arabe qui n'aborde pas de front la façon dont les Arabes perçoivent Israël ne peut véhiculer la nature, la profondeur et l'intensité de leur haine à l'égard des États-Unis. » « Anti-Americanism in the Arab World », *loc. cit.*, p. 552.

77 Voir « Impressions of America 2004 : How Arabs View America, How Arabs Learn About America », Zogby International, Washington, juin 2004, pp. 3-5 ; « Five Nation Survey of the Middle East », Arab-American Institute/Zogby International, Washington, décembre 2006, p. 4 ; PRADOS, « Middle East : Attitudes toward the United States », *loc. cit.*, p. 8.

78 Cité dans Peter FORD, « Why Do They Hate Us ? », *Christian Science Monitor*, 27 septembre 2001.

79 *Report of the Defense Science Board Task Force on Strategic Communication*, Office of the Undersecretary of Defense for Acquisition, Technology, and Logistics, Washington, septembre 2004, p. 40 ; et *9/11 Commission Report, op. cit.*, p. 376.

80 « Impressions of America 2004 : A Six Nation Survey », Zogby International, Washington, 2004 ; Shibley TELHAMI, « Arab Public Opinion : A Survey in Six Countries », *San Jose Mercury*, 16 mars 2003 ; John ZOGBY, *The Ten Nation Impressions of America Poll*, Zogby International, Utica, 11 avril 2002 ; et Shibley TELHAMI, « Arab Attitudes Towards Political and Social Issues, Foreign Policy, and the Media », sondage d'opinion par the Anwar Sadat Chair of Peace and Development, Université du Maryland et Zogby International, octobre 2005, sur *www.bsos.umd.edu/sadat/pub/survey-2005.htm*.

81 *Changing Minds, Winning Peace : A New Strategic Direction for U.S. Public Diplomacy in the Arab and Muslim World*, Report of the Advisory Group on Public Diplomacy for the Arab and Muslim World, Submitted to the Committee on Appropriations, 1er octobre 2003, p. 18. Voir également The Pew Global Attitudes Project, *Views of a Changing World 2003 : War With Iraq Further Divides Global Publics*, The Pew Research Center for the People and the Press, Washington, 3 juin 2003.

82 Voir Warren HOGE, « U.N. Distances Itself from an Envoy's Rebuke of Israel and the U.S. », *New York Times*, 24 avril 2004 ; « Brahimi's Israel Comments Draw Annan, Israeli Fire », *Ha'aretz*, 23 avril 2004 ; et « Egyptian Prez : Arabs Hate U.S. », téléchargé le 27 novembre 2006 sur *www.cbsnews.com/stories/2004/04/20/world/printable612831.shtml*.

83 David SHELBY, « Jordan's King Abdullah Stresses Urgency of Mideast Peace Process », 7 mars 2007 sur *www.usinfo.state.gov*, téléchargé le 25 avril 2007.

84 « President Discusses War on Terror and Operation Iraqi Freedom », Discours prononcé à l'hôtel Renaissance, Cleveland, le 20 mars 2006, téléchargé sur *www.whitehouse.gov/news/releases/2006/03/20060320-7.html*.

85 Charles KRAUTHAMMER, « The Tehran Calculus », *Washington Post*, 15 septembre 2006 ; et Bernard LEWIS, « August 22 », *Wall Street Journal*, 8 août 2006. Pour une déclaration similaire par deux universitaires israéliens, voir Yossi KLEIN HALEVI et Michael OREN, « Contra Iran », *New Republic*, 5 février 2007. En ce qui concerne l'argument selon lequel Saddam Hussein était aussi irrationnel et instoppable, voir Kenneth M. POLLOCK, *The Threatening Storm : The Case for Invading* Iraq, Random House, New York, 2002.

86 Mao Zedong émit certes quelques remarques blasées sur la guerre nucléaire avant que la Chine ait la bombe, mais ces déclarations étaient presque à coup sûr destinées à dissuader d'autres puissances nucléaires de faire pression sur Pékin. Voir Alice LANGLY HSIEH, *Communist China's Strategy in the Nuclear Era*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, 1962. La déclaration de Rusk se trouve dans *The China Reader, vol. 3 : Communist China*, éd. Franz Schurmann et Orville Schell, Vintage, New York, 1967, p. 508. Sur l'Union soviétique, voir le classique de Richard PIPES, « Why the Soviet Union Thinks It Can Fight and Win a Nuclear War », *Commentary*, juillet 1977.

87 Pour un exemplaire de la lettre des diplomates anglais, voir « Doomed to Failure in the Middle East », *Guardian*, 27 avril 2004. Voir également Nicholas BLANFORD, « U.S. Moves Inflame Arab Moderates », *Christian Science Monitor*, 26 avril 2004 ; Rupert CORNWELL, « Allies Warn Bush that Stability in Iraq Demands Arab-Israeli Deal », *Independent*, 10 juin 2004 ; Glenn KESSLER et Robin WRIGHT, « Arabs and Europeans Question "Greater Middle East" Plan », *Washington Post*, 22 février 2004 ; Robin WRIGHT et Glenn KESSLER, « U.S. Goals for Middle East Falter », *Washington Post*, 21 avril 2004. Une copie de la lettre américaine est disponible sur *www.wrmea.com/letter_to_bush.html*, téléchargée le 4 avril 2007.

88 Voir Ze'ev SCHIFF, « Fitting into America's Strategy », *Ha'aretz*, 1er août 2003.

89 Jay SOLOMON, « Religious Divide : To Contain Iran, U.S. Seeks Help from Arab Allies », *Wall Street Journal*, 24 novembre 2006.

90 James A. BAKER III et Lee H. HAMILTON, coprésidents, *The Iraq Study Group Report*, U.S. Institute of Peace, Washington, décembre 2006, p. 39.

91 Sur l'« affaire Lavon », voir SCHOENBAUM, *The United States and the State of Israel*, *op. cit.*, pp. 107-108. Sur les diverses négociations entre Israël et l'Iran, voir « Israel-Iran Oil Deal Disclosed and Tied to Captives », *New York Times*, 20 décembre 1989 ; Youssef M. IBRAHIM, « Oil Sale Disclosure Upsets Israeli-Iranian Contacts », *New York Times*, 21 décembre 1989 ; Bishara BAHBAH, « Arms Sales : Israel's Link to the Khomeini Regime », *Washington Report on Middle East Affairs*, janvier 1998 ; Benjamin BEIT HALLAHMI, *The Israeli Connection : Who Israel Arms and Why*, Pantheon Books, New York, 1987, pp. 3-22, 108-175. L'administration Reagan a elle aussi fourni des armes à l'Iran dans le cadre du célèbre scandale Iran-Contra, mais cette opération secrète était en grande partie destinée à garantir la libération des otages américains retenus au Liban et fut considérée comme contraire aux intérêts américains plus globaux une fois que l'affaire a éclaté.

92 Voir Duncan L. CLARKE, « Israel's Unauthorized Arms Transfers », *Foreign Policy*, n° 99, été 1995, p. 94.

93 Richard C. STIENER, « Foreign Military Aid to Israel : Diversion of U.S. Funds and Circumvention of U.S. Program Restrictions », Testimony before the Subcommittee on Oversight and Investigations, Committee on Energy and Commerce, House of Representatives, U.S. General Accounting Office, Washington, octobre 1993, p. 22. Voir aussi Edward T. POUND, « Israel is Impeding U.S. Dotan Probe, Documents Show », *Wall Street Journal*, 29 juillet 1992 ; et Edward T. POUND, « U.S. Says Israel Withheld Help in Dotan Probe », *Wall Street Journal*, 25 juillet 1992.

94 Sur ce désaccord de longue date, voir Aluf BENN et Amnon BARZILAI, « Pentagon Official Wants Yaron Fired », *Ha'aretz*, 16 décembre 2004 ; Caroline B. GLICK et Arieh O'SULLIVAN, « Pentagon Denies It Wants Yaron Dismissed », *Jerusalem Post*, 16 décembre 2004 ; Nina GILBERT, « Yaron Won't Give Info on Arms Sales to China », *Jerusalem Post*, 30 décembre 2004 ; « Israeli, U.S. Talks on Weapons Deals with China End without Result », *Ha'aretz*, 29 juin 2005 ; Marc PERELMAN, « Spat Over Sales of Weapons Chilling Ties Between Jerusalem and Beijing », *Forward*, 24 décembre 2004 ; Marc PERELMAN, « China Crisis Straining U.S.-Israel Ties », *Forward*, 5 août 2005 ; Marc PERELMAN, « Israel Miffed over Lingering China Flap », *Forward*, 7 octobre 2005 ; Ze'ev SCHIFF, « U.S.-Israel Crisis Deepens over Defense Exports to China », *Ha'aretz*, 27 juillet 2005 ; et Janine ZACHARIA, « "Something Wrong" in U.S.-Israeli Military Ties as Split Deepens on China », *Jerusalem Post*, 26 décembre 2004.

95 Cité dans ZACHARIA, « U.S.-Israeli Military Ties Uneasy », *loc. cit.*

96 Cité dans Duncan L. CLARKE, « Israel's Economic Espionage in the United States », *Journal of Palestine Studies* 27, n° 4, été 1998, p. 21. Voir également Bob DROGIN et Greg MILLER, « Israel Has Long Spied on U.S. Say Officials », *Los Angeles Times*, 3 septembre 2004 ; « FBI Says Israel a Major Player in Industrial Espionage », *Jewish Bulletin*, 16 janvier 1998 ; Clyde R. MARK, « Israeli-United States Relations », *Issue Brief for Congress*, Service des études du Congrès, Washington, 9 novembre 2004, pp. 14-15 ; et Joshua MITNICK, « U.S. Accuses Officials of Spying », *Washington Times*, 16 décembre 2004.

97 Seymour Hersh affirme qu'Israël a cédé une partie de ces renseignements volés à l'URSS en vue d'obtenir des visas de sortie pour des Juifs soviétiques. Cette allégation a été remise en question, mais Hersh s'en tient à sa version. Seymour M. HERSH, *The Samson Option : Israel's Nuclear Arsenal and American Foreign Policy*, Random House, New York, 1991, pp. 285-305, et « Why Pollard Should Never Be Released », *New Yorker*, 18 janvier 1999, pp. 26-33.

98 Sur ces incidents, voir Edward T. POUND et David ROGERS, « Inquiring Eyes : An Israeli Contract with a U.S. Company Leads to Espionage », *Wall Street Journal*, 17 janvier 1992.

99 Pour une vue d'ensemble de l'affaire Franklin, voir Jeffrey GOLDBERG, « Real Insiders : A Pro-Israel Lobby and an FBI Sting », *New Yorker*, 4 juillet 2005, pp. 34-40.

Notes du chapitre 3

1 « President Speaks to the American Israel Public Affairs Committee », Centre des congrès de Washington, Service du porte-parole de la Maison-Blanche, 18 mai 2004.

2 Cité dans Mark Chmiel, « Elie Wiesel and the Question of Palestine », *Tikkun.org*, novembre-décembre 2002.

3 Paul Breines, *Tough Jews : Political Fantasies and the Moral Dilemma of American Jewry*, Basic Books, New York, 1990, pp. 54-59 ; Michelle Mart, *Eye on Israel : How America Came to View Israel as an Ally*, State University of New York Press, Albany, 2006, pp. 169-74 ; Melani McAlister, *Epic Encounters : Culture, Media, and U.S. Interests in the Middle East, 1945-2000*, University of California Press, Berkeley, 2001, pp. 159-65 ; Edward Tivnan, *The Lobby : Jewish Political Power and American Foreign Policy*, Simon and Schuster, New York, 1987, pp. 50-51 ; et David Twersky, « Novelist Leon Uris Taught Jewish Readers to Stand Tall », *Forward*, 27 juin 2003.

4 Les principaux mythes sont exposés et réfutés dans Simha Flapan, *The Birth of Israel : Myths and Realities*, Pantheon Books, New York, 1987.

5 Pour un résumé, bref mais excellent, de la « nouvelle historiographie », voir Avi Shlaim, « The New History of 1948 and the Palestinian Nakba », *Miftah.org*, 18 mars 2004.

6 Meron Rappaport, « IDF Commander : We Fired More Than A Million Cluster Bombs in Lebanon », *Ha'aretz*, 12 septembre 2006 ; et « Shooting without A Target », éditorial de *Ha'aretz*, 14 septembre 2006.

7 Benny Morris, *1948 and After : Israel and the Palestinians*, Clarendon Press, Oxford, 2003, p. 13. Voir également Simha Flapan, *Birth of Israel*, *op. cit.*, pp. 187-99.

8 Benny Morris, *1948 and After*, *op. cit.*, p. 14. Morris a sévèrement critiqué notre essai original sur « Le Lobby pro-israélien » dans un très long essai (« And Now for Some Facts : The Ignorance at the Heart of an Innuendo », *New Republic*, 8 mai 2006), prétendant que nous avions commis de nombreuses erreurs historiques. Il remettait en question notre interprétation de l'équilibre militaire dans la guerre d'indépendance de 1948, ainsi que notre analyse d'autres épisodes majeurs de l'histoire sioniste et israélienne. Les critiques de Morris l'ont obligé à contredire ses profondes connaissances sur le sujet (ainsi que le travail d'autres historiens respectés) qui ont tant fait pour éclairer la création d'Israël et sa relation avec ses voisins arabes et les Palestiniens. Nous pensons que ce savoir soutient le compte rendu que nous faisons de la supériorité militaire d'Israël, de ses ambitions territoriales et de sa politique envers les réfugiés. Nous avons répondu aux critiques de Morris dans John J. Mearsheimer et Stephen M. Walt, « Setting the Record Straight : A Response to Critics of "The Israel Lobby" », 12 décembre 2006, pp. 26-46, disponible sur *www.israellobbybook.com*.

9 Sur l'équilibre militaire dans la guerre de 1948, voir Trevor N. Dupuy, *Elusive Victory : The Arab-Israeli Wars, 1947-1974*, Harper and Row, New York, 1978, pp. 3-19, 121-25 ; Rashid Khalidi, « The Palestinians and 1948 : The Underlying Causes of Failure », *in* Eugene L. Rogan et Avi Shlaim (dir.), *The War for Palestine : Rewriting the History of 1948*, Cambridge University Press, 2001, pp. 12-36 ; Rashid Khalidi, *The Iron Cage : The Story of the Palestinian Struggle for Statehood*, Beacon Press, Boston, 2006, chap. 4 ; Haim Levenberg, *Military Preparations of the Arab Community in Palestine, 1945-1948*, Frank Cass, Londres, 1994 ; Benny Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem Revisited*, Cambridge University Press, New York, 2004, chap. 1 et 3 ; Benny Morris, *Righteous Victims : A History of the Zionist-Arab Conflict, 1881-1999*, Alfred A. Knopf, New York, 1999, pp. 187-89, 191-96, 215-23, 235-36, 241-42 ; Benny Morris, *1948 and After*, *op. cit.*, pp. 13-16 ; et Martin Van Creveld, *The Sword and the Olive : A Critical History of the Israeli Defense Forces*, Public Affairs, New York, 1998, pp. 77-82.

10 Ilan Pappe, *The Ethnic Cleansing of Palestine*, Oneworld Publications, Oxford, 2006, p. 45.

11 Cité dans Ilan Pappe, *Ethnic Cleansing of Palestine*, *op. cit.*, p. 22. Pour des preuves attestant que les sionistes savaient que leur armée avait un avantage déterminant sur les Palestiniens et que cette situation leur permettait de mener une politique agressive envers les Palestiniens, voir *ibid.*, en particulier pp. 22-23, 26, 41, 44-46, 70, 79, 84.

12 Benny Morris, *1948 and After*, *op. cit.*, p. 15.

13 *Ibid.*, p. 15.

14 Benny Morris, *Righteous Victims*, *op. cit.*, p. 393.

15 Sur l'équilibre militaire dans les guerres de 1956, 1967 et 1973, voir Trevor N. DUPUY, *Elusive Victory, op. cit.*, pp. 146-47, 212-14, 231-44, 333-40, 388-90, 597-605, 623-33 ; *Ibid.*, pp. 286-91, 311-13, 393-95 ; et Martin Van CREVELD, *The Sword and the Olive, op. cit.*, pp. 137-38, 179-82, 239-43.

16 L'économie israélienne a enregistré un déclin en 2001-2002, suite au début de la seconde Intifada en octobre 2000. La plupart des experts croient cependant que c'est la récession économique internationale qui est à l'origine de ce déclin. Un article paru dans *Forbes* en mai 2002 résume la croyance populaire : « Le gouvernement israélien et les économistes estiment que les deux tiers de la chute libre du taux de croissance du PIB, de 6 % en 2000 à un taux actuel proche de zéro, sont dus non au terrorisme mais à la récession mondiale. » David SIMONS, « Cold Calculation of Terror », *Forbes*, 28 mai 2002. L'économie redémarra en 2003-2005, bien que le soulèvement palestinien n'ait pas cessé. Voir aussi Emma CLARK, « Israel's Neglected Economy », *BBC News Online*, 2 septembre 2002 ; Nadav MORAG, « The Economic and Social Effects of Intensive Terrorism : Israel, 2000-2004 », *Middle East Review of International Affairs* 10, n° 3, septembre 2006 ; Neal SANDLER, « Israel's Economy : As if the Intifada Weren't Enough », *Business Week*, 18 juin 2001 ; et Linda SHARABY, « Israel's Economic Growth : Success without Security », *Middle East Review of International Affairs* 6, n° 3, septembre 2002.

17 Amos HAREL, « Israel Maintains Its Strategic Advantage, Says Jaffee Center », *Ha'aretz*, 23 novembre 2005. Voir aussi Uri BAR JOSEPH, « The Paradox of Israeli Power » *Survival* 46, n° 4, hiver 2004-05 ; et Martin Van CREVELD, « Opportunity Beckons », *Jerusalem Post*, 16 mai 2003. L'institut Jaffee a désormais intégré une nouvelle institution, l'Institut d'études stratégiques nationales.

18 Alan DERSHOWITZ, « Debunking the Newest – and Oldest – Jewish Conspiracy : A Reply to the Mearsheimer-Walt "Working Paper" », John F. Kennedy School of Government Faculty Research Working Paper, Université de Harvard, avril 2006, p. 2 ; et Martin PERETZ, « Killer Angels : Murdering Jews, Then and Now », *New Republic*, 15 avril 2002, pp. 17-18.

19 Benny MORRIS, *1948 and After, op. cit.*, pp. 11-12. La citation de Morris dans le paragraphe suivant vient du même ouvrage, p. 13.

20 Shlomo BEN AMI, *Scars of War, Wounds of Peace : The Israeli-Arab Tragedy*, Oxford University Press, New York, 2006, pp. 35-36. Voir également Simha FLAPAN, *Birth of Israel, op. cit.*, pp. 119-52.

21 On retrouve cette croyance populaire dans Michael B. OREN, « Did Israel Want the Six-Days War ? », *Azure*, n° 7, printemps 1999 ; et Michael B. OREN, *Six Days of War : June 1967 and the Making of the Modern Middle East*, Oxford University Press, New York, 2002.

22 Parmi les meilleurs ouvrages récents sur les origines de la guerre des Six-Jours figurent Shlomo BEN AMI, *Scars of War, op. cit.*, pp. 96-114 ; Norman G. FINKELSTEIN, « Abba Eban with Footnotes », *Journal of Palestine Studies* 32, n° 3, printemps 2003, pp. 74-89 ; Roland POPP, « Stumbling Decidedly into the Six-Days War », *Middle East Journal* 60, n° 2, printemps 2006, pp. 281-309 ; et Tom SEGEV, *1967 : Israel, The War, and the Year that Transformed the Middle East*, traduit par Jessica Cohen, Metropolitan Books, New York, 2007.

23 Avi SHLAIM, *The Iron Wall : Israel and the Arab World*, Norton, New York, 2000, p. 237.

24 *Ibid.*, p. 235. Voir également Stephen S. ROSENFELD, « Israel and Syria : Correcting the Record », *Washington Post*, 24 décembre 1999.

25 Shlomo BEN AMI, *Scars of War, op. cit.*, p. 100.

26 Tom SEGEV, *1967, op. cit.*, pp. 202-12, 295-96.

27 *Ibid.*, p. 300. Voir également pp. 387-88.

28 Cité dans Shlomo BEN AMI, *Scars of War, op. cit.*, pp. 76-77.

29 Benny MORRIS, *Righteous Victims, op. cit.*, p. 387. Voir aussi John J. MEARSHEIMER, *Conventional Deterrence*, Cornell University Press, Ithaca, 1983, p. 155-62.

30 Cité dans John MEARSHEIMER, *Conventional Deterrence, op. cit.*, p. 159.

31 Yoram MEITAL, *Peace in Tatters : Israel, Palestine, and the Middle East*, Lynne Rienner, Boulder, 2006, pp. 148-52 ; Charles A. RADIN, « Arabs Offer to Accept Israel with Conditions », *Boston Globe*, 29 mars 2002 ; et Howard SCHNEIDER, « Arab Countries Unanimously Endorse Saudi Peace Plan », *Washington Post*, 29 mars 2002.

32 Selon la « Loi du retour », est considéré comme Juif « celui qui est né de mère juive ou qui s'est converti au judaïsme et qui n'appartient pas à une autre religion ». Cette loi et ses amendements sont disponibles sur le site Internet du ministère israélien des Affaires étrangères : *www.mfa.gov.il/MFA/MFAArchive/1950_1959/Law %20of %20Return %205710-1950*. Depuis peu, un débat a lieu en Israël à propos du vote d'une loi reconnaissant comme Juifs les individus qui ont un père juif mais pas une mère juive. Voir Shahar ILAN, « Bill Would Recognize Judaism through Father », *Ha'aretz*, 12 mars 2006.

33 Le texte « La déclaration d'indépendance de l'État d'Israël » (« The Declaration of the Establishment of the State of Israel ») est disponible dans John NORTON MOORE (dir.), *The Arab-Israeli Conflict : Readings and Documents*, Princeton University Press, Princeton, 1977, pp. 934-37.

34 David BEN GOURION, *Israel : A Personal History*, Funk and Wagnalls, New York, 1971, p. 839.

35 Ces chiffres s'appuient sur Bureau central des statistiques, *Statistical Abstract of Israel, 2006*, tableau 2.1, disponible sur *www.1.cbs.gov.il/reader* ; et Palestinian Academic Society for the Study of International Affairs (PASSIA), *Palestine Facts and Info*, « Population », disponible sur *www.passia.org/palestine_facts/facts_and_figures/0_facts_and_figures.htm*. Environ 300 000 personnes vivant en Israël sont décrites comme « autres » par le Bureau central des statistiques. La plupart d'entre elles appartiennent à des familles d'immigrés juifs ou ont des ancêtres juifs mais pas une mère juive, et ne sont donc pas comptabilisées comme Juifs par le gouvernement israélien. Si on les considère comme Juifs, alors le total de Juifs en Israël serait d'environ 5,6 millions, et non 5,3 millions, qui est le chiffre donné par le Bureau central des statistiques.

36 Un sondage d'opinion réalisé auprès de Juifs israéliens en février-mars 2007 révèle que « le défi démographique est une question de plus en plus urgente pour la majorité de la population juive et contribue à définir l'approche collective des questions de sécurité nationale ». Yehuda BEN MEIR et Dafna SHAKED, « The People Speak : Israeli Public Opinion on National Security, 2005-2007 », *Mémorandum N° 90*, The Institute for National Security Studies, Tel-Aviv, mai 2007, pp. 10, 64-65. Voir également Aluf BENN, « Israel's Identity Crisis », *Salon.com*, 16 mai 2005 ; Larry DERFNER, « Sounding the Alarm about Israel's Demographic Crisis », *Forward*, 9 janvier 2004 ; Jon E. DOUGHERTY, « Will Israel Become an Arab State ? », *NewsMax.com*, 12 janvier 2004 ; Lily GALILI, « A Jewish Demographic State », *Ha'aretz*, 28 juin 2002 ; et Gideon LEVY, « Wombs in the Service of the State », *Ha'aretz*, 9 septembre 2002.

37 Shulamit ALONI, « A Country for Some of Its Citizens ? », *Ha'aretz*, 24 février 2007. Le texte de la Loi fondamentale sur la dignité et la liberté de l'homme est disponible sur le site Internet de la Knesset : *www.knesset.gov.il/laws/special/eng/basic3_eng.htm*.

38 Jonathan COOK, *Blood and Religion : The Unmasking of the Jewish and Democratic State*, Pluto Press, Londres, 2006, pp. 17-18. Voir aussi Adalah et l'Association arabe pour les droits de l'homme, « Equal Rights and Minority Rights for the Palestinian Arab Minority in Israel », un rapport à la Commission des droits de l'homme de l'ONU sur l'application des articles 26 & 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques par Israël, juillet 1998 ; As'ad GHANEM, Nadim ROUHANA et Oren YIFTACHEL, « Questioning "Ethnic Democracy" : A Response to Sammy Smooha », *Israel Studies* 3, n° 2, automne 1998 ; David B. GREEN, « The Other Israelis », *Boston Globe*, 25 février 2007 ; Human Rights Watch, *Second Class : Discrimination against Palestinian Arab Children in Israel's Schools*, New York, septembre 2001, chap. 8 ; Frances RADAY, « Religion, Multiculturalism and Equality : The Israeli Case », *in Israel Yearbook on Human Rights*, vol. 25, 1995, éd. Yoram Dinstein, Martinus Nijhoff Publishers, La Haye, 1996, pp. 193-241 ; Ahmad H. SA'DI, « Israel as Ethnic Democracy : What Are the Implications for the Palestinian Minority ? », *Arab Studies Quarterly* 22, n° 1, hiver 2000 ; et Sammy SMOOHA, « Ethnic Democracy : Israel as an Archetype », *Israel Studies* 2, n° 2, automne 1997.

39 Voir « The Official Summation of the Or Commission Report », *Ha'aretz*, 2 septembre 2003. Sur la réaction hostile de nombreux Israéliens quant aux conclusions et recommandations du rapport, voir « No Avoiding the Commission Recommendations », *Ha'aretz*, éditorial, 4 septembre 2003 ; Molly MOORE, « Israelis Look Inward after Critical Report », *Washington Post*, 3 septembre 2003. Voir également Bernard AVISHAI, « Saving Israel from Itself : A Secular Future for the Jewish State », *Harper's Magazine*, janvier 2005 ; Ian LUSTICK, *Arabs in the Jewish State : Israel's Control of a National*

Minority, University of Texas Press, Austin, 1980 ; et Chris McGreal, « Worlds Apart », *Guardian*, 6 février 2006.

40 Roee Nahmias, « Marriage to an Arab is National Treason », *Ynetnews.com*, 27 mars 2007 ; et Yoav Stern, « Poll : 50 % of Israeli Jews Support State-Backed Arab Emigration », *Ha'aretz*, 27 mars 2007. Pour des résultats similaires d'après un sondage de 2006, voir Eli Ashkenazi et Jack Khoury, « Poll : 68 % of Jews Would Refuse to Live in Same Building as an Arab », *Ha'aretz*, 22 mars 2006 ; Chris McGreal, « 41 % of Israel's Jews Favor Segregation », *Guardian*, 24 mars 2006 ; Sharon Roffe-Ofir, « Poll : Israeli Jews Shun Arabs », *Ynetnews.com*, 22 mars 2006 ; et Kenneth J. Theisen, « Racism Alive and Well in Israel ? », Pittsburgh Independent Media Center (en ligne), 1er juin 2006.

41 Institut israélien pour la démocratie, « The Democracy Index : Major Findings 2003 ». Le résumé de ce rapport est disponible sur *www.idi.org.il/english/article.asp ?id=1466*.

42 Selon un sondage d'opinion réalisé en 2007, 6 % des Juifs israéliens s'opposent à ce qu'un ministre arabe intègre le gouvernement. En 2004, ce chiffre se montait à 7 %, et à 6 % en 2005 et 2006. Ben Meir et Shaked, « The People Speak », *loc. cit.*, p. 80. Voir aussi *ibid.*, pp. 22, 79-82 ; Orly Halpern, « Arab Cabinet Pick Stirs "Zionism-Racism" Debate », *Forward*, 19 janvier 2007 ; Gil Hoffman, « Majadleh Slot the End of Zionism », *Jerusalem Post*, 10 janvier 2007 ; Ronny Sofer, « Cabinet Approves First Arab Minister », *Ynetnews.com*, 28 janvier 2007 ; et Scott Wilson, « In First, Arab Muslim Joins Israeli Cabinet », *Washington Post*, 29 janvier 2007.

43 Cité dans Justin Huggler, « Israel Imposes "Racist" Marriage Law », *Independent*, 1er août 2003. Voir aussi James Bennet, « Israel Blocks Palestinians from Marrying into Residency », *New York Times*, 31 juillet 2003 ; « Racist Legislation », *Ha'aretz*, éditorial, 19 juillet 2004 ; « Racist Legislation », *Ha'aretz*, éditorial, 18 janvier 2005 ; et Shahar Ilan, « Law Denying Family Unification to Israelis and Palestinians Extended », *Ha'aretz*, 21 mars 2007. Même l'Anti-Defamation League (ADL) a critiqué cette loi, quoique faiblement. Nathan Guttman, Yair Ettinger, Sharon Sadeh, « ADL Criticizes Law Denying Citizenship to Palestinians Who Marry Israelis », *Ha'aretz*, 5 août 2003.

44 Cité dans Tovah Tzimuki, « Government Supports Revocation of Citizenship », *Ynetnews.com*, 8 janvier 2007. Voir aussi Saed Bannoura, « Israeli Knesset Passes Law to Revoke Citizenship of "Unpatriotic" Israelis », International Middle East Media Center (en ligne), 10 janvier 2007 ; Sheera Claire Frenkel, « "Disloyalty" Bill Passes First Hurdle », *Jerusalem Post*, 10 janvier 2007 ; Tom Segev, « Conditional Citizenship », *Ha'aretz*, 11 janvier 2007 ; et Yuval Yoaz, « Government to Back Bill Allowing Court to Rescind Traitors Citizenship », *Ha'aretz*, 7 janvier 2007.

45 Cité dans Larry Derfner, « Rattling the Cage : A Bigot Called Bibi », *Jerusalem Post*, 3 janvier 2007. Voir également Aluf Benn et Gideon Alon, « Netanyahu : Israel's Arabs are the Real Demographic Threat », *Ha'aretz*, 18 décembre 2003 ; Ron Dermer, « The Nerve of Bibi », *Jerusalem Post*, 9 janvier 2007 ; Karina's Kolumn (Karina Robinson), « Benjamin Netanyahu : Israel's Prime Minister in Waiting », *The Banker* (en ligne), 1er juillet 2004 ; et Neta Sela, « Netanyahu : Pensions Cut – Arabs Birth Rate Declined », *Ynetnews.com*, 3 janvier 2007.

46 Ces déclarations ne sont pas des exemples isolés. Début 2004, par exemple, le ministre adjoint à la Défense, Ze'ev Boim, a laissé entendre que le terrorisme palestinien était dû à une « tare génétique ». Un membre de la Knesset partageait cet avis, disant qu'ils avaient le terrorisme « dans le sang », ce qui expliquait pourquoi un Arabe « vous poignardera dans le dos » si vous « lui tournez le dos ». Benny Morris, l'historien dont le travail a tant fait pour révéler la véritable politique israélienne envers les Palestiniens, les a néanmoins qualifiés de « barbares » qui méritaient d'être traités comme des « tueurs en série ». Le commentaire de Begin est tiré d'Amnon Kapeliuk, « Begin and the "Beasts" », *New Statesman*, 25 juin 1982, p. 12 ; les commentaires d'Eitan sont tirés de David K. Shipler, « Most West Bank Arabs Blaming U.S. for Impasse », *New York Times*, 14 avril 1983 ; et Uzi Benziman, *Sharon : An Israeli Caesar*, Adama Books, New York, 1985, p. 264. Le commentaire de Ya'alon est tiré d'Ari Shavit, « The Enemy Within », *Ha'aretz*, 27 août 2002. Les commentaires de Boim et de son collègue sont tirés de Yuval Yoaz, « AG : Ethics Committee to Probe Racist Comments Made by MKs », *Ha'aretz*, 10 août 2004. Le commentaire de Morris est tiré d'Ari Shavit, « Survival of the Fittest », *Ha'aretz*, 9 janvier 2004.

47 Larry DERFNER, « Rattling the Cage : The Racism of Israeli Youth », *Jerusalem Post*, 17 janvier 2007. Voir également Ahiya RAVED, « Youth Believe Arabs Dirty, Uneducated », *Ynetnews.com*, 9 janvier 2007.

48 Cité dans Ben LYNFIELD, « The Rise of Avigdor Lieberman », *Nation*, 14 décembre 2006. Voir aussi Uri AVNERY, « The Lovable Man ? Lieberman and the Decline of Israeli Democracy », *Antiwar.com*, 3 novembre 2006 ; Akiva ELDAR, « Let's Hear It for the Haiders », *Ha'aretz*, 30 octobre 2006 ; Leonard FEIN, « The Fantasies of Avigdor Lieberman », *Forward*, 20 octobre 2006 ; Gershom GORENBERG, « The Minister for National Fears », *Atlantic*, mai 2007 ; et Henry SIEGMAN, « Hurricane Carter », *Nation*, 22 janvier 2007. Effi Eitam, ancien chef du Parti national religieux, et Rehavam Ze'evi, général israélien fondateur du parti de droite Moledet, sont les ministres précédents à s'être exprimés en faveur du transfert.

49 « The Democracy Index : Major Findings 2003 » ; Yulie KHROMCHENKO, « Survey : Most Jewish Israelis Support Transfer of Arabs », *Ha'aretz*, 22 juin 2004 ; Yoav STERN, « Poll : Most Israeli Jews Say Israeli Arabs Should Emigrate », *Ha'aretz*, 4 avril 2005 ; McGREAL, « 41 % of Israel's Jews », *loc. cit.* ; Amiram BARKAT et Jack KHOURY, « Poll : Gov't Should Help Arab Citizens Emigrate », *Ha'aretz*, 10 mai 2006 ; et ROFFE-OFIR, « Poll », *loc. cit.* Voir aussi Uzi ARAD, « Swap Meet : Trading Land for Peace », *New Republic*, 28 novembre et 5 décembre 2005 ; Amnon BARZILAI, « More Israeli Jews Favor Transfer of Palestinians, Israeli Arabs – Poll Finds », *Ha'aretz*, 10 octobre 2005 ; Arik CARMON, « A Blot on Israeli Democracy », *Ha'aretz*, 12 décembre 2005 ; Evelyn GORDON, « No Longer the Political Fringe », *Jerusalem Post*, 14 septembre 2006 ; Ben LYNFIELD, « Israeli Expulsion Idea Gains Steam », *Christian Science Monitor*, 6 février 2002 ; STERN, « Poll : 50 % of Israeli Jews », *loc. cit.* ; Matthew WAGNER, « New Proposal : Transfer-for-Cash Plan », *Jerusalem Post*, 21 janvier 2007 ; et Steven I. WEISS, « Israeli Rightist Calls for Transfer of Arabs », *Forward*, 15 septembre 2006.

50 B'Tselem, « The Scope of Israeli Control in the Gaza Strip », disponible sur *www.btselem.org/english/Gaza_strip/Gaza_status.asp* ; David SHARROCK, « Israel's "Invisible Hand" Still Controls Gaza, Says Report », *The Times*, Londres, 15 janvier 2007 ; et Scott WILSON, « For Gaza, a Question of Responsibility », *Washington Post*, 21 mars 2007.

51 Jan EGELAND et Jan ELIASSON, « La catastrophe humaine de Gaza est une bombe à retardement », *Le Figaro* (en ligne), 28 septembre 2006. Voir également Steven ERLANGER, « As Parents Go Unpaid, Gaza Children Go Hungry », *New York Times*, 14 septembre 2006 ; Steven ERLANGER, « Years of Strife and Lost Hoe Scar Young Palestinians », *New York Times*, 12 mars 2007 ; Donald MACINTYRE, « Gaza in Danger of Turning into a "Giant Prison", Says Mideast Envoy », *Independent*, 14 novembre 2005 ; Rory MCCARTHY, « Occupied Gaza Like Apartheid South Africa, Says UN Report », *Guardian*, 23 février 2007 ; Sara ROY, « The Economy of Gaza », *Znet.org*, 9 octobre 2006 ; Mohammed SAMHOURI, « Looking Beyond the Number : The Palestinian Socioeconomic Crisis of 2006 », *Middle East Brief N° 16*, Crown Center for Middle East Studies, Université Brandeis, février 2007 ; United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), « Statement on Gaza by United Nations Humanitarian Agencies Working in the Occupied Palestinian Territory », 3 août 2006 ; et OCHA, « The Humanitarian Monitor : Occupied Palestinian Territory », n° 10, février 2007.

52 « Making the Law a Laughingstock », éditorial de *Ha'aretz*, 31 décembre 2006.

53 Steven ERLANGER, « West Bank Sites on Private Land, Data Shows », *New York Times*, 14 mars 2007 ; Nadav SHRAGAI, « Peace Now : 32 % of Land Held for Settlements is Private Property », *Ha'aretz*, 14 mars 2007. Voir également Greg MYRE, « For West Bank, It's a Highway to Frustration », *New York Times*, 18 novembre 2006 ; et « Legitimization of Land Theft », éditorial de *Ha'aretz*, 27 février 2007.

54 La première vague de Juifs européens à arriver en Palestine est connue sous le nom de première Aliyah, et s'étend des années 1882 à 1903. Selon un recensement ottoman, il y avait un peu plus de 15 000 Juifs en Palestine. Justin MCCARTHY, *The Population of Palestine : Population History and Statistics of the Late Ottoman Period and the Mandate*, Columbia University Press, New York, 1990, pp. 10-13, fournit d'excellentes données en ce qui concerne les années 1850 à 1915. Cependant, les chiffres avancés par McCarthy, qui s'appuient sur les recensements ottomans, excluent « un nombre inconnu d'immigrés juifs ayant gardé leur citoyenneté d'origine ». Il souligne également

qu'« il y aurait eu relativement peu de Juifs non citoyens à cette époque avancée » et estime que ce chiffre se montait « à mille ou deux mille personnes ». La limite supérieure est donc probablement de 17 000 Juifs en Palestine en 1882. Voir aussi Mark TESSLER, *A History of the Israeli-Palestinian Conflict*, Indiana University Press, Bloomington, 1994, p. 124.

55 La population totale de Palestine était environ de 530 000 habitants en 1893, dont approximativement 19 000 Juifs (soit 3 %). La majeure partie du reste de la population était composée d'Arabes. MCCARTHY, *Population of Palestine, op. cit.*, p. 10.

56 Cette question fut revisitée au milieu des années 80 lorsque Joan PATERS publia *From Time Immemorial : The Origins of the Arab-Jewish Conflict over Palestine*, Harper and Row, New York, 1984. Elle y affirme que, lorsque les Juifs ont commencé à émigrer d'Europe en Palestine, il y avait beaucoup moins d'Arabes que ce que laisse entendre la croyance populaire et que les Arabes se sont installés en Palestine en grand nombre seulement après que les Juifs ont commencé à exploiter le territoire. Le livre de Peters fut accueilli avec enthousiasme par un grand nombre de membres importants de la communauté juive américaine. Cependant, peu après sa publication, un certain nombre d'universitaires démontrèrent qu'il s'appuyait sur « un usage tendancieux – voire négligent – des données disponibles » et que sa thèse principale était complètement erronée. Yehoshua PORATH, « Mrs. Peters's Palestine », *New York Review of Books*, 16 janvier 1986. Lors d'un entretien avec le *New York Times*, Porath, éminent historien israélien, déclara que le livre de Peters était une « pure invention », et qu'en Israël il était « qualifié d'ineptie par presque tous sauf peut-être en tant qu'arme de propagande ». Colin CAMPBELL, « Dispute Flares over Book on Claims to Palestine », *New York Times*, 28 novembre 1985. Voir aussi Norman G. FINKELSTEIN, *Image and Reality of the Israel-Palestine Conflict*, Verso, Londres, 2001, chap. 2. Néanmoins, le livre de Peters est toujours disponible.

57 Laurence J. SILBERSTEIN, *The Postzionism Debates : Knowledge and Power in Israeli Culture*, Routledge, New York, 1999, p. 51.

58 Shlomo BEN AMI, *Scars of War, op. cit.*, p. 9.

59 Il y avait environ 1,2 million de Palestiniens en plus des 650 000 Juifs en 1948, ce qui se traduit par un rapport de 6 % de Palestiniens pour 3 % de Juifs. Voir Benny MORRIS, *1948 and After, op. cit.*, p. 14. Flapan utilise des chiffres dans lesquels les Juifs représentent 3 % de la population (*Birth of Israel, op. cit.*, p. 44), et Morris annonce 3 % dans *Righteous Victims, op. cit.*, p. 186.

60 Certains pensent que Ben Gourion et ses partisans avaient des objectifs territoriaux moins ambitieux que ceux des membres du parti révisionniste, tels que Vladimir Jabotinsky. Mais, comme l'explique Avi Shlaim, « la différence entre [Ben Gourion] et les révisionnistes n'était pas tant sur l'ampleur de leurs ambitions territoriales que sur le fait que lui prônait une stratégie d'expansion progressive alors qu'eux prenaient le parti du "tout ou rien" ». Avi SHLAIM, *Iron Wall, op. cit.*, p. 21. Les sionistes prenaient soin de ne pas dévoiler en public leurs objectifs ultimes en Palestine, de peur de susciter la colère des Arabes et des Britanniques et de faire capoter leur entreprise. Ben Gourion définit cependant sa vision des frontières d'Israël dans un livre coécrit en yiddish et publié aux États-Unis en 1918. En plus du territoire qu'occupe Israël aujourd'hui, la vision de Ben Gourion incluait les territoires occupés, le sud du Liban jusqu'au fleuve Litani, une partie du sud de la Syrie, une grande partie de la Jordanie et la péninsule du Sinaï. Benny MORRIS, *Righteous Victims, op. cit.*, p. 75.

61 FLAPAN, *Birth of Israel, op. cit.*, pp. 103-104 ; et Benny MORRIS, *Birth Revisited, op. cit.*, p. 69.

62 Ces citations sont tirées de FLAPAN, *Birth of Israel, op. cit.*, p. 22 ; Avi SHLAIM, *Iron Wall, op. cit.*, p. 21. Pour une approche plus détaillée de la pensée sioniste sur le partage, voir John MEARSHEIMER et Stephen WALT, « Setting the Record Straight », *loc. cit.*, pp. 33-37.

63 Uri BEN ELIEZER, *The Making of Israeli Militarism*, Indiana University Press, Bloomington, 1998, p. 150.

64 Avi SHLAIM, *The Politics of Partition : King Abdullah, the Zionists, and Palestine, 1921-1951*, Oxford University Press, New York, 1998. Voir également MORRIS, *1948 and After, op. cit.*, p. 10 ; Benny MORRIS, *The Road to Jerusalem : Glubb Pasha, Palestine and the Jews*, I.B. Tauris, Londres, 2002 ; Ilan PAPPE, *Britain and the Arab-Israeli Conflict, 1948-1951*, St. Martin's, New York, 1988 ; et Mary C. WILSON, *King Abdullah, Britain and the Making of Jordan*, Cambridge University Press, Cambridge, 1987.

65 Benny MORRIS, « Revisiting the Palestinian Exodus of 1948 », *in The War for Palestine : Rewriting the History of 1948*, éd. Eugene L. Rogan et Avi Shlaim, Cambridge University Press, Cambridge, 2001, p. 40. Voir également BEN AMI, *Scars of War, op. cit.*, pp. 33-34 ; et Avi SHLAIM, *Iron Wall, op. cit.*, p. 25.

66 Nur MASALHA, *Expulsion of the Palestinians : The Concept of « Transfer » in Zionist Political Thought, 1882-1948*, Institute for Palestine Studies, Washington, 1992 ; MORRIS, *Birth Revisited, op. cit.*, chap. 2 ; et Benny MORRIS, « Revisiting the Palestinian Exodus », *loc. cit.*, pp. 39-48.

67 Cité dans MASALHA, *Expulsion of the Palestinians, op. cit.*, p. 128. Voir aussi Benny MORRIS, *Righteous Victims, op. cit.*, pp. 140, 142, 168-69. La déclaration de Ben Gourion est tirée d'un mémo écrit avant la conférence sioniste extraordinaire qui s'est tenue à l'hôtel Biltmore de New York en mai 1942.

68 Extrait de Michael BAR ZOHAR, *Facing a Cruel Mirror : Israel's Moment of Truth*, Charles Scribner's Sons, New York, 1990, p. 16.

69 Extrait de SHAVIT, « Survival of the Fittest », *loc. cit.* Voir aussi Benny MORRIS, « A New Exodus for the Middle East ? », *Guardian*, 3 octobre 2002. Le 30 décembre 1947, Ben Gourion s'adressa au comité central de la Histadrut en ces termes : « Dans le secteur assigné à l'État hébreu, il n'y a pas plus de 520 000 Juifs et 350 000 non-Juifs, arabes pour la plupart. Si l'on comptabilise les Juifs de Jérusalem, la population totale de l'État hébreu au moment de sa création sera d'environ un million, dont presque 4 % de non-Juifs. Une telle composition [de la population] ne constitue pas une base stable pour un État hébreu. Cette donnée démographique doit être analysée avec lucidité et finesse. Avec une telle composition [démographique], on ne peut être absolument certain que l'autorité demeurera entre les mains de la majorité juive [...]. Il ne peut y avoir d'État hébreu stable et fort tant qu'il y a une majorité juive de seulement 6 %. » Extrait de MASALHA, *Expulsion of the Palestinians, op. cit.*, p. 176.

70 Dans Benny MORRIS, *Righteous Victims, op. cit.*, p. 169.

71 Benny MORRIS, « Revisiting the Palestinian Exodus », *loc. cit.*, pp. 43-44.

72 *Birth Revisited* de Morris et *Ethnic Cleansing of Palestine* de Pappe fournissent des récits détaillés de cet événement. Voir aussi Meron BENVENISTI, *Sacred Landscape : The Buried History of the Holy Land since 1948*, traduit par Maxine Kaufman-Lacusta, University of California Press, Berkeley, 2000, chap. 3 & 4 ; et MASALHA, *Expulsion of the Palestinians, op. cit.*, chap. 5. Morris souligne : « La réflexion faite un peu au hasard sur le transfert et le quasi-consensus en faveur de cette méthode en 1937 ont contribué à ce qui s'est passé en 1948 dans la mesure où ces deux faits ont conditionné la direction sioniste, et, en dessous d'elle, ceux qui dirigeaient les agences civiles et militaires du nouvel État, au transfert qui a eu lieu. À un degré ou à un autre, ces hommes sont arrivés en 1948, avec, en tête, la violence arabe antisioniste qui avait cours sur fond de persécution grandissante des Juifs de la Diaspora d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, avec un esprit ouvert à l'idée et à la mise en application du transfert et de l'expulsion. Et le transfert qui eut lieu – sans que le Yishouv ne s'y oppose sérieusement – se déroula sans accroc en grande partie grâce à ce conditionnement. » *Ibid.*, p. 48.

73 Erskine CHILDERS, « The Other Exodus », *Spectator*, 12 mai 1961 ; FLAPAN, *Birth of Israel, op. cit.*, pp. 81-118 ; Walid KHALIDI, « Why Did the Palestinians Leave Revisited », *Journal of Palestine Studies* 34, n° 2, hiver 2005 ; Walid KHALIDI, « The Fall of Haifa », *Middle East Forum* 35, n° 10, décembre 1959 ; Benny MORRIS, *Birth Revisited, op. cit.* ; et PAPPE, *Ethnic Cleansing of Palestine, op. cit.*, p. 131. Pour plus de sécurité, certains commandants arabes ont bel et bien recommandé aux civils palestiniens d'évacuer leurs maisons pour ne pas être pris au piège dans des échanges de coups de feu ou tués par les forces sionistes, engagées dans le nettoyage ethnique des Palestiniens. La peur de mourir aux mains des Juifs constituait un motif particulièrement fort pour évacuer les villages, surtout après l'odieux massacre de Deir Yassine, où entre 100 et 110 Palestiniens furent assassinés le 9 avril 1948. Benny MORRIS, *Righteous Victims, op. cit.*, p. 209. Comme le relate Morris, « le service des renseignements de l'armée israélienne a qualifié Deir Yassine de "facteur déterminant dans l'accélération" de l'exode arabe général ». *Ibid.*, p. 209. Les évacuations de cet ordre n'ont aucun rapport avec le mythe d'une évacuation volontaire ou dirigée par les élites. Voir Shlomo BEN AMI, *Scars of War, op. cit.*, pp. 43-44.

74 Extrait de Benny MORRIS, *Birth Revisited, op. cit.*, p. 318. Pour plus de détails sur l'opposition sioniste au retour des réfugiés palestiniens chez eux, voir *Ibid.*, chap. 5.

75 Baruch KIMMERLING, *Zionism and Territory : The Socio-Territorial Dimensions of Zionist Politics*, Institute of International Studies, Berkeley, 1983, p. 143.

76 Ilan PAPPE, *Ethnic Cleansing of Palestine, op. cit.*, p. xiii. Voir aussi Walid KHALIDI (dir.), *All That Remains : The Palestinian Villages Occupied and Depopulated by Israel in 1948*, Institute for Palestine Studies, Washington, 1992, qui donne le chiffre de 418 pour les villages détruits, et non 531. La différence tient aux diverses définitions de ce qu'était un village palestinien. Pappe et d'autres historiens palestiniens incluent des communautés plus petites dans leur décompte des villages, tandis que Khalidi les exclut. Correspondance entre les auteurs et Ilan Pappe, 15 mai 2007.

77 Dans Walid KHALIDI, *All That Remains, op. cit.*, p. xxxi.

78 Cité dans Nahum GOLDMANN, *The Jewish Paradox*, traduit par Steve Cox, Grosset and Dunlap, New York, 1978, p. 99.

79 Extrait de Ian LUSTICK, « To Build and To Be Built By : Israel and the Hidden Logic of the Iron Wall », *Israel Studies* 1, n° 1, printemps 1996, p. 200.

80 Extrait de Shlomo BEN AMI, *Scars of War, op. cit.*, p. 12.

81 Voir Geoffrey ARONSON, *Israel, Palestinians, and the Intifada : Creating Facts on the West Bank*, Kegan Paul International, Londres, 1990 ; Amnon BARZILAI, « A Brief History of the Missed Opportunity », *Ha'aretz*, 5 juin 2002 ; Amnon BARZILAI, « Some Saw the Refugees as the Key to Peace », *Ha'aretz*, 11 juin 2002 ; Moshe BEHAR, « The Peace Process and Israeli Domestic Politics in the 1990s », *Socialism and Democracy* 16, n° 2, été/automne 2002 ; Jimmy CARTER, *Palestine : Peace Not Apartheid*, Simon and Schuster, New York, 2006 ; Adam HANIEH et Catherine COOK, « A Road Map to the Oslo Cul-de-Sac », *Middle East Report Online*, 15 mai 2003 ; « Israel's Interests Take Primacy : An Interview with Dore Gold », *in bitterlemons.org*, « What Constitutes a Viable Palestinian State ? », 15 mars 2004, édition 10 ; Baruch KIMMERLING, *Politicide : The Real Legacy of Ariel Sharon*, Verso, Londres, 2003 ; Nur MASALHA, *Imperial Israel and the Palestinians : The Politics of Expansion*, Pluto Press, Londres, 2000 ; Tanya REINHART, *The Road Map to Nowhere : Israel/Palestine since 2003*, Verso, Londres, 2000 ; Sara ROY, « Erasing the "Optics" of Gaza », *Daily Star* (en ligne), 14 février 2004 ; « 36 Years, and Still Counting », *Ha'aretz*, 26 septembre 2003.

82 Extrait de Rashid KHALIDI, *Palestinian Identity : The Construction of Modern National Consciousness*, Columbia University Press, New York, 1997, p. 147. Meir a également déclaré : « Ce n'est pas comme s'il existait un peuple palestinien en Palestine se considérant palestinien et que nous étions venus les expulser et leur voler leur pays. Ils n'existaient pas. » Dans MASALHA, *Imperial Israel, op. cit.*, p. 47.

83 Dayan cité dans Benny MORRIS, *Israel's Border Wars, 1949-1956*, Oxford University Press, New York, 1997, p. 12. En ce qui concerne l'opinion d'autres généraux, voir *ibid.* Sur la pensée de Ben Gourion, voir Benny MORRIS, *Righteous Victims, op. cit.*, pp. 261, 290.

84 Benny MORRIS, *Israel's Border Wars, op. cit.*, p. 11.

85 Extrait de HANIEH et COOK, « Road Map », *loc. cit.* Voir également Akiva ELDAR, « On the Same Page, Ten Years On », *Ha'aretz*, 5 novembre 2005 ; David GROSSMAN, « The Night Our Hope for Peace Died », *Guardian*, 4 novembre 2005 ; et Michael JANSEN, « A Practice that "Prevents the Emergence of a Palestinian State" », *Jordan Times* (en ligne), 10 novembre 2005. Shlomo Ben Ami démontre clairement que Rabin, mais aussi son successeur direct, Shimon Pérès, s'opposaient à la création d'un État palestinien. *Scars of War, op. cit.*, p. 220. En fin de compte, une nette majorité d'Israéliens s'opposaient à la création d'un État palestinien au cours du mandat de Rabin (1992-1995). Ce n'est qu'à partir de 1997 qu'au moins la moitié des Juifs israéliens ont encouragé la création d'un État palestinien. À l'époque des accords d'Oslo (1993), 3 % d'entre eux étaient en faveur de la création d'un État palestinien. BEN MEIR et SHAKED, « The People Speak », *loc. cit.*, pp. 64-65.

86 Hillary Clinton citée dans Tom RHODES et Christopher WALKER, « Congress Tells Israel to Reject Clinton's Pullout Plan », *The Times*, Londres, 8 mai 1998. Sur la réponse de la Maison-Blanche, voir James BENNET, « Aides Disavow Mrs. Clinton on Mideast », *New York Times*, 8 mai 1998. Voir également Robin DORF, « News Analysis : What Motivated Hillary's Call for a Palestinian State ? », *JTA.org*, 15 mai 1998 ; « Hillary's Folly », éditorial du *Jewish Week*, 15 mai 1998 ; et Brian

KNOWLTON, « Mrs. Clinton Starts Storm By Backing "Palestine" », *International Herald Tribune*, 8 mai 1998.

87 « Ex-PM Shamir Objects to Palestinian State, but Still Supports Sharon », *Ha'aretz*, 26 novembre 2002 ; Benjamin NETANYAHOU, « A Limited Palestinian State », *Washington Post*, 20 juin 2003. Dans une interview donnée en 1998, Shamir a déclaré qu'Israël s'étendait de la frontière avec le royaume de Jordanie à la mer Méditerranée », et que le « plus grand danger » menaçant Israël était « la création d'un État palestinien en Israël ». Voir « Yitzhak Shamir : A Lifetime of Activism », *Middle East Quarterly* 6, n° 2, juin 1999.

88 Dans un discours prononcé en octobre 2005, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad aurait exprimé son désir de voir Israël « rayé de la carte », une déclaration largement interprétée comme une menace de destruction physique de l'État hébreu et de ses habitants. La traduction suivante est plus précise : « le régime d'occupation de Jérusalem devrait disparaître des pages du temps », ou « des pages de l'histoire ». Au lieu de souhaiter la destruction physique d'Israël, Ahmadinejad suggérait que l'autorité d'Israël sur Jérusalem et la Palestine devrait être une situation temporaire qu'il faut inverser, comme le contrôle de l'Union soviétique sur l'Europe de l'Est ou le régime du Shah en Iran. Bien que cette déclaration demeure provocante et hautement condamnable, souhaiter le démantèlement politique de l'État hébreu en Palestine n'est pas la même chose que souhaiter la destruction physique d'Israël et de sa population. Voir Ethan BRONNER, « Just How Far Did They Go, Those Words Against Israel ? », *New York Times*, 11 juin 2006 ; Jonathan STEELE, « Lost in Translation », *The Guardian*, 14 juin 2006 ; « Iranian President at Tehran Conference : "Very Soon, This Stain of Disgrace [i.e., Israel] Will Be Purged from the Center of the Islamic World – and This is Attainable" », Middle East Media Research Institute, *Special Dispatch Series N° 1013*, 28 octobre 2005.

89 « Bombs », éditorial, *New Republic*, 27 août & 3 septembre 2001 ; Martin PERETZ, « Good Fight », *New Republic*, 27 mai 2002 ; et Martin PERETZ, « Blows to Israel Must Never Go Unanswered », *Los Angeles Times*, 5 septembre 2003. En ce qui concerne Dershowitz, son ouvrage le plus pertinent est *The Case for Israel*, John Wiley & Sons, Hoboken, 2003. Pour une critique cinglante de cet ouvrage, voir Norman G. FINKELSTEIN, *Beyond Chutzpah : On the Misuse of Anti-Semitism and the Abuse of History*, University of California Press, Berkeley, 2005. Voir également Michael DESCH, « The Chutzpah of Alan Dershowitz », *American Conservative*, 5 décembre 2005 ; et « Dershowitz vs. Desch », *American Conservative*, 16 janvier 2006.

90 Yaakov KAT, « "IDF the Most Moral Army in the World" », *Jerusalem Post*, 11 juin 2006 ; Leslie SUSSER, « Israelis Question Army Morality », *JewishJournal.com*, 17 décembre 2004 ; et « Communiqué », Ministère israélien des Affaires étrangères, 12 décembre 2004, disponible sur : *www.mfa.gov.il/MFA/Government/Communiques/2004/Cabinet %20Communique%2012-Dec-2004.* Voir également Richard COHEN, « Truth Massacred », *Washington Post*, 6 août 2002 ; et Neve GORDON, « Israel's Slippery Moral Slope », *In These Times*, 31 janvier 2003.

91 Meron BENVENISTI, « The Model of the Mythological Sabra », *Ha'aretz*, 12 septembre 2002.

92 Benny MORRIS, *Righteous Victims*, *op. cit.*, chap. 2-5.

93 Cité dans Shabtai TEVETH, *Ben Gurion : The Burning Ground, 1886-1948*, Houghton Mifflin, Boston, 1987, p. 544.

94 Benny MORRIS, *Birth Revisited*, *op. cit.*. Beaucoup de documents iraéliens concernant 1948 demeurent confidentiels ; Morris s'attend à ce que, « en ce qui concerne les expulsions et les atrocités, des révélations supplémentaires se fassent jour à mesure que le temps passe et que les registres israéliens deviendront disponibles ». MORRIS, « Revisiting the Palestinian Exodus », *loc. cit.*, p. 49. En réalité, il affirme que les cas de viol dont il a connaissance ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Voir SHAVIT, « Survival of the Fittest », *loc. cit.*

95 Extrait de Ilan PAPPE, *Ethnic Cleansing of Palestine*, *op. cit.*, p. 69. Pour plus de documentation sur le commentaire de Ben Gourion, voir *ibid.*, pp. 61-72.

96 Benny MORRIS, *Israel's Border Wars*, *op. cit.*, p. 432. Voir aussi *ibid.*, pp. 126-53, 178-84.

97 Gabby BRON, « Egyptian POWs Ordered to Dig Graves, Then Shot by Israeli Army », *Yedioth Aharonoth*, 17 août 1995 ; Ronal FISHER, « Mass Murder in the 1956 Sinai War », *Ma'ariv*, 8 août 1995 [Ces articles sont disponibles dans *Journal of Palestine Studies* 25, n° 3, printemps 1996, pp. 148-55] ; Galal BANA, « Egypt : We Will Turn to the International War Crimes Tribunal in the

Hague if Israel Will Not Compensate Murdered Prisoners of War », *Ha'aretz*, 24 juillet 2002 ; Zehavit FRIEDMAN, « Personal Reminiscence : Remembering Ami Kronfeld », *in* Jewish Voice for Peace, *Jewish Peace News*, 25 septembre 2005 ; Katherine M. METRES, « As Evidence Mounts, Toll of Israeli Prisoner of War Massacres Grows », *Washington Report on Middle East Affairs*, février-mars 1996 ; Roee NAHMIAS, « Egypt May Petition Hague over "Murder of POWs" », *Ynetnews.com*, 6 mars 2007 ; Roee NAHMIAS, « Former Meretz Leader Decries 1967 War Crimes », *Ynetnews.com*, 3 mars 2007 ; Meron RAPPOPORT, « Into the Valley of Death », *Ha'aretz*, 13 février 2007 ; et Tom SEGEV, *1967*, *op. cit.*, p. 371-76.

98 Uri AVNERY, « Crying Wolf ? », *CounterPunch.org*, 15 mars 2003 ; Robert BLECHER, « Living on the Edge : The Threat of "Transfer" in Israel and Palestine », MERIP, *Middle East Report* (en ligne), n° 225, hiver 2002 ; KIMMERLING, *Politicide*, *op. cit.*, p. 28. Voir aussi Noam CHOMSKY, *Fateful Triangle : The United States, Israel and the Palestinians*, 2[de] éd., South End Press, Cambridge, 1999, p. 97 (trad. fr. *Israël, Palestine, États-Unis : le triangle fatidique*, Écosociété, 2006) ; Benny MORRIS, *Righteous Victims*, *op. cit.*, pp. 328-29 ; Tanya REINHART, *Israel/Palestine : How to End the War of 1948*, Seven Stories Press, New York, 2002, p. 8 ; Tom SEGEV, « The Spirit of the King David Hotel », *Ha'aretz*, 23 juillet 2006 ; et Tom SEGEV, *1967*, *op. cit.*, pp. 400-412, 523-42. Selon Benny Morris, 120 000 Palestiniens ont demandé à rentrer chez eux après la guerre de 1967, mais Israël n'a autorisé que 17 000 retours. *Righteous Victims*, *op. cit.*, p. 329.

99 Uri AVNERY, *ibid.* ; Ami KRONFELD, « Avnery on Ethnic Cleansing and a Personal Note », *in* Jewish Voice for Peace, *Jewish Peace News* (en ligne), 17 mars 2003 ; et METRES, *ibid.*

100 Danny RUBINSTEIN, « Roads, Fences and Outposts Maintain Control in the Territories », *Ha'aretz*, 12 août 2003.

101 « Report of the Commission of Inquiry into the Events at the Refugee Camps in Beirut », 7 février 1983. Ce rapport est communément appelé « Rapport de la Commission Kahane », d'après le nom de son président, Yitzhak Kahane. Voir également MORRIS, *Righteous Victims*, *op. cit.*, pp. 542-49 ; et Avi SHLAIM, *Iron Wall*, *op. cit.*, pp. 415-17. Il faut insister sur le fait que les soldats israéliens n'ont pas procédé aux exécutions lors des massacres de Sabra et Chatila, et qu'elles sont le fait d'une milice chrétienne libanaise (les Phalangistes) alliée d'Israël. Après que Tsahal a encerclé les deux camps de réfugiés palestiniens, Sharon « a ordonné aux Phalangistes de pénétrer dans [...] les camps ». Non seulement les Phalangistes et les Palestiniens étaient des ennemis jurés, mais les Phalangistes étaient de surcroît déterminés à venger la mort de leur leader, récemment assassiné. Ils avaient la quasi-certitude de massacrer les Palestiniens, ce que n'ignoraient absolument pas les dirigeants israéliens impliqués dans l'opération. Une fois que la tuerie a commencé, les soldats israéliens se sont vite rendu compte qu'un massacre avait lieu, « mais n'ont rien fait pour l'empêcher ». SHLAIM, *Iron Wall*, *op. cit.*, p. 416. L'ancien Premier ministre Ariel Sharon, que le président Bush a salué comme « homme de paix », a un passé manifeste de violences faites aux civils. Par exemple, en avril 1953, il dirigea une attaque sur Qibya, ville jordanienne, au cours de laquelle 69 civils furent massacrés ; les deux tiers d'entre eux étaient des femmes et des enfants. Voir Uzi BENZIMAN, *Sharon : An Israeli Caesar*, *op. cit.* ; Uzi BENZIMAN, « The Cock's Arrogance », *Ha'aretz*, 15 juin 2003 ; Thomas L. FRIEDMAN, *From Beirut to Jerusalem*, Anchor Books, New York, 1990, chap. 6 ; Baruch KIMMERLING, *Politicide*, *op. cit.* ; MORRIS, *Righteous Victims*, *op. cit.*, pp. 276-79, 294-95, 494-560 ; Ze'ev SCHIFF et Ehud YA'ARI, *Israel's Lebanon War*, traduit par Ina Friedman, Simon and Schuster, New York, 1984, pp. 250-85 ; et SHLAIM, *Iron Wall*, *op. cit.*, pp. 90-92, 149-50, 384-423.

102 Perry ANDERSON, « Scurrying Towards Bethlehem », *New Left Review*, n° 10, juillet-août 2001, p. 5.

103 Benny MORRIS, *Righteous Victims*, *op. cit.*, p. 341. Pour un compte rendu détaillé du traitement qu'Israël réserve aux Palestiniens dans les territoires occupés, voir Amira HASS, *Reporting from Ramallah : An Israeli Journalist in an Occupied Land*, édité et traduit par Rachel Leah Jones, Semiotext(e), Los Angeles, 2003. Sur l'usage de la torture par Israël, voir B'Tselem et Hamoked (Center for the Defense of the Individual), « Utterly Forbidden : The Torture and Ill-Treatment of Palestinian Detainees », *Draft Report*, Jérusalem, avril 2007 ; Glenn FRANKEL, « Prison Tactics A Longtime Dilemma for Israel », *Washington Post*, 16 juin 2004 ; Ron KAMPEAS, « State Report Claims Israel Tortures Palestinian Detainees », *JTA.org*, 8 mars 2007 ; Comité public contre la torture en Israël, « "Ticking Bombs" : Testimonies of Torture Victims in Israel », *Draft Report*, Jérusalem, mai 2007 ;

William F. Schulz, « An Israeli Interrogator, and a Tale of Torture », Lettre au *New York Times*, 27 décembre 2004 ; et Aviram Zino, « Report : High Court Permits Torture of Palestinians », *Ynetnews.com*, 30 mai 2007. B'Tselem a également accusé Israël d'utiliser des enfants palestiniens comme boucliers humains. Voir « Israeli Soldiers Use Palestinian Minors and an Adult as Human Shields in the Operation in Nablus », B'Tselem, communiqué de presse, Jérusalem, 8 mars 2007.

104 Les données et les citations de ce paragraphe et du suivant sont extraites de Save the Children, « The Status of Palestinian Children during the Uprising in the Occupied Territories », *Excerpted Summary Material*, Jérusalem, janvier 1990, *in Journal of Palestine Studies* 19, n° 4, été 1990, pp. 136-46. Voir également Joshua Brilliant, « Officer Tells Court Villagers Were Bound, Gagged and Beaten. "Not Guilty" Plea at "Break Bones" Trial », *Jerusalem Post*, 30 mars 1990 ; Joshua Brilliant, « "Rabin Ordered Beatings", Meir Tells Military Court », *Jerusalem Post*, 22 juin 1990 ; Jackson Diehl, « Rights Group Accuses Israel of Violence Against Children in Palestinian Uprising », *Washington Post*, 17 mai 1990 ; James A. Graff, « Crippling a People : Palestinian Children and Israeli State Violence », *Alif*, n° 13, 1993 ; Morris, *Righteous Victims*, *op. cit.*, pp. 586-95 ; et Ronald R. Stockton, « Intifada Deaths », *Journal of Palestine Studies* 19, n° 4, été 1990, pp. 86-95.

105 « Unbridled Force », éditorial de *Ha'aretz*, 16 mars 2003. Pour d'autres pièces justificatives, voir Jonathan Cook, « Impunity on Both Sides of the Green Line », MERIP, *Middle East Report Online*, 23 novembre 2005 ; « When Everything Is Permissible », éditorial de *Ha'aretz*, 6 juin 2005 ; « It Can Happen Here », éditorial de *Ha'aretz*, 22 novembre 2004 ; Chris McGreal, « Snipers with Children in Their Sights », *Guardian*, 28 juin 2005 ; Chris McGreal, « Israel Shocked by Image of Soldiers Forcing Violinist to Play at Roadblock ,» *Guardian*, 29 novembre 2004 ; Greg Myre, « Former Israeli Soldiers Tell of Harassment of Palestinians », *New York Times*, 24 juin 2004 ; Reuven Pedatzur, « The Message to the Soldiers Was Clear », *Ha'aretz*, 13 décembre 2004 ; et Conal Urquhart, « Israeli Soldiers Tell of Indiscriminate Killings by Army and A Culture of Impunity », *Guardian*, 6 septembre 2005.

106 Reuvan Pedatzur, « More than a Million Bullets », *Ha'aretz*, 29 juin 2004 ; et Clayton E. Swisher, *The Truth about Camp David : The Untold Story about the Collapse of the Middle East Peace Process*, Nation Books, New York, 2004, pp. 387-88.

107 Ces chiffres couvrent une période allant du 29 septembre 2000 au 31 décembre 2005, et sont extraits du communiqué de presse de B'Tselem, 4 janvier 2006.

108 Nathan Guttman, « It's a Terrible Thing, Living with the Knowledge that You Crushed Our Daughter », *Ha'aretz*, 30 avril 2004 ; Joshua Hammer, « The Death of Rachel Corrie », *MotherJones.com*, septembre-octobre 2003 ; Adam Shapiro, « Remembering Rachel Corrie », *Nation*, 18 mars 2004 ; et Tsahar Rotem, « British Peace Activist Shot by IDF Troops in Gaza Strip », *Ha'aretz*, 11 avril 2003.

109 Selon Amnesty International, depuis le début de la seconde Intifada à l'automne 2000, « les autorités israéliennes ont régulièrement négligé d'enquêter sur des meurtres présumés et d'autres abus que des soldats ou des colons israéliens ont fait subir à des Palestiniens [...]. L'armée israélienne a tué des milliers de Palestiniens, en toute illégalité pour une grande partie, et pourtant rares sont les incidents de ce genre à avoir bénéficié d'une enquête digne de ce nom, et plus rares encore sont les enquêtes qui ont abouti à un procès des coupables [...]. Dans les très rares cas où les autorités israéliennes ont mené des enquêtes sérieuses sur des meurtres de Palestiniens, les poursuites judiciaires n'ont en général pas abouti, ou ont donné lieu à des sanctions sans aucune mesure avec la gravité des faits ». Amnesty International, « Road to Nowhere », décembre 2006, pp. 27-28.

110 Pour une approche détaillée de l'attitude israélienne envers les Palestiniens faisant un usage quasi exhaustif des rapports des différentes associations des droits de l'homme, voir Finkelstein, *Beyond Chutzpah*, *op. cit.*, chap. 4-9.

111 Cités dans Molly Moore, « Ex-Security Chiefs Turn on Sharon », *Washington Post*, 15 novembre 2003 ; « Ex-Shin Bet Heads Warn of "Catastrophe" without Peace Deal », *Ha'aretz*, 15 novembre 2003. Ces citations sont extraites d'une interview parue dans le quotidien israélien *Yedioth Aharonoth* le 14 novembre 2003. L'interview, qui a pour titre « We Are Seriously Concerned about the Fate of the State of Israel », est disponible sur le site Internet de Global Policy Forum : *www.globalpolicy.org/security/issues/israel-palestine/2003/1118fate.htm*.

112 B'Tselem a par exemple rapporté qu'« en juillet [2006], l'armée israélienne avait tué 163 Palestiniens dans la bande de Gaza, dont 78 (soit 4 %) ne prenaient pas part aux hostilités lorsqu'ils ont été tués. Trente-six des victimes étaient mineures, et 20 étaient des femmes. En Cisjordanie, 15 Palestiniens ont été tués par les soldats israéliens en juillet. Le nombre de victimes palestiniennes pour le mois de juillet était le plus haut depuis avril 2002 ». Communiqué de presse du 3 août 2006, disponible sur *www.btselem.org/english/Press_Releases/20060803.asp*. Selon Amnesty International, entre le 27 juin 2006, date à laquelle Tsahal a repris ses quartiers dans Gaza, et fin novembre 2006, l'armée israélienne « a tué plus de 400 Palestiniens et en a blessé plus de 1 500 autres dans la bande de Gaza, dont de nombreux civils non armés. Parmi ces victimes, 80 étaient des enfants, et 300 enfants de plus ont été blessés. Au cours de la même période, deux civils israéliens ont été tués et une vingtaine blessés dans le sud d'Israël par des roquettes tirées depuis Gaza par les groupes armées palestiniens ». « Road to Nowhere », *loc. cit.*, pp. 8-9.

113 Extrait de Rory McCarthy, « UN Condemns Massive Human Rights Abuses in Gaza Strip », *Guardian*, 21 novembre 2006. Pour une description des souffrances que Tsahal a infligées aux Palestiniens à Gaza, voir Amnesty International, « Road to Nowhere », pp. 7-13 ; Gideon Levy, « Gaza's Darkness », *Ha'aretz*, 3 septembre 2006 ; et OCHA, « The Humanitarian Monitor ».

114 Extrait de Bill Maxwell, « U.S. Should Reconsider Aid to Israel », *St. Petersburg Times* (en ligne), 16 décembre 2001. Voir également Ron Pundak, « From Oslo to Taba : What Went Wrong ? », *Survival* 43, n° 3, automne 2001, p. 37.

115 En effet, si Israël avait perdu la guerre des Six-Jours et qu'un chef d'État arabe avait soumis sa population aux mêmes conditions que les Palestiniens ont subies, les Israéliens auraient sûrement eu recours aux méthodes terroristes contre leur oppresseur, et certains Juifs de la Diaspora se seraient certainement mobilisés pour les aider, tout comme les Américains d'origine irlandaise ou les Tamouls ont soutenu des groupes terroristes dans la patrie de leurs ancêtres.

116 Benny Morris, *Righteous Victims, op. cit.*, pp. 147, 201. Voir aussi Lenni Brenner, *The Iron Wall : Zionist Revisionism from Jabotinsky to Shamir*, Zed Books, Londres, 1984, p. 10 ; et Yehoshua Porath, *The Palestinian Arab National Movement : from Riots to Rebellion*, vol. 2, *1929-1939*, Frank Cass, Londres, 1977, p. 238. Morris souligne qu'au cours de la guerre de 1948 les principaux groupes terroristes juifs « plaçaient sciemment des bombes aux arrêts de bus dans le but de tuer des non-combattants, y compris des femmes et des enfants ». *Birth Revisited, op. cit.*, p. 80.

117 Voir J. Bowyer Bell, *Terror Out of Zion : The Fight for Israeli Independence 1929-1949*, Transaction Publishers, New Brunswick, 1996, pp. 103-253 ; Johann Hari, « Israel Should Remember Its Own "Terrorist" Origins », *Independent*, 24 juillet 2006 ; Joseph Heller, *The Stern Gang : Ideology, Politics and Terror, 1940-1949*, Frank Cass, Londres, 1995 ; Bruce Hoffmann, *The Failure of British Military Strategy within Palestine, 1939-1947*, Université Bar-Ilan, Israël, 1983 ; Benny Morris, *Righteous Victims, op. cit.*, pp. 173-80 ; et Tom Segev, *One Palestine, Complete : Jews and Arabs under the British Mandate*, traduit par Haim Watzman, Henry Holt, New York, 2000, chap. 22. Selon Haim Levenberg, 210 des 429 victimes du terrorisme juif en Palestine étaient des civils. Les 219 restants étaient des agents de police et des soldats. Voir Haim Levenberg, *Military Preparations, op. cit.*, p. 72.

118 J. Bowyer Bell, *Terror Out of Zion, op. cit.*, pp. 336-40.

119 Cité dans Noam Chomsky, *Fateful Triangle, op. cit.*, pp. 485-86 (trad. fr. *Israël, Palestine, États-Unis : le triangle fatidique, op. cit.*) ; et J. Bowyer Bell, *Terror Out of Zion, op. cit.*, p. 340. Sur Shamir, voir Avishai Margalit, « The Violent Life of Yitzhak Shamir », *New York Review of Books*, 14 mai 1992, pp. 18-24. Shamir a également déclaré que la « réussite dont il était le plus fier » a été « le moment où, grâce à nos efforts, nous avons pu unifier tous les groupes clandestins qui se battaient pour la libération d'Israël ». Voir « Shamir : Lifetime of Activism », *loc. cit.*

120 Amnon Barzilai, « A Brief History of the Missed Opportunity », art. cit.

121 « Palestinian Authority », éditorial de *New Republic*, 18 février 2002, p. 7.

122 Parmi les récits les plus objectifs de ce qui s'est passé à Camp David et au cours des six mois suivants figurent Charles Enderlin, *Le Rêve brisé : histoire de l'échec du processus de paix au Proche-Orient, 1995-2002*, Fayard, Paris, 2002 ; Jeremy Pressman, « Visions in Collision : What Happened at Camp David and Taba ? », *International Security* 28, n° 2, automne 2003 ; Pundak, « From Oslo to Taba », *loc. cit.* ; Jerome Slater, « What Went Wrong ? The Collapse of the Israeli-Palestinian Peace Process », *Political Science Quarterly* 116, n° 2, juillet 2001 ; Deborah Sontag, « Quest for Mideast

Peace : How and Why it Failed », *New York Times*, 26 juillet 2001 ; et Clayton E. Swisher, *The Truth about Camp David, op. cit.*

123 Les chiffres de ce paragraphe et du suivant sont extraits de Jeremy Pressman, « Visions in Collision », *loc. cit.*, pp. 16-18. La proposition de Barak incluait également un échange de 1 % de territoire en dehors de la Cisjordanie, donc certains analystes montent l'offre de Barak à 92 % et non 91.

124 Le territoire original assigné à la Grande-Bretagne dans les traités qui mirent un terme à la Première Guerre mondiale comprenait les rives est et ouest du Jourdain. Mais, en 1922, la Grande-Bretagne a créé la Transjordanie (qui deviendrait plus tard la Jordanie) sur la rive est. Désormais, le mandat britannique sur la Palestine incluait le territoire qui comprend aujourd'hui Israël, la bande de Gaza et la Cisjordanie. Lorsque nous faisons référence à la « Palestine mandataire », nous parlons des territoires d'après 1922, dont Israël occupe 7 %, et les territoires occupés, 22 %.

125 Benny Morris relate un long entretien avec Ehud Barak à props de ce qui s'est passé à Camp David : « Mais en Cisjordanie, dit Barak, nous avions promis aux Palestiniens un bout de territoire souverain d'un seul bloc, à l'exception d'une minuscule portion allant de Jérusalem au Jourdain par Maale Adumim. » Benny Morris, « Camp David and After : An Exchange (1. An Interview with Ehud Barak) », *New York Review of Books*, 13 juin 2002, p. 44. Se reporter également à la carte figurant dans Pundak, « From Oslo to Taba », *loc. cit.*, p. 46. Pour une version palestinienne des contours de la carte, voir La Maison de l'Orient (Jérusalem), « Les Concessions d'Israël », *Le Monde Diplomatique*, décembre 2000 ; et la carte intitulée « Palestinian Characterization of the Final Proposal at Camp David », *in* Dennis Ross, *The Missing Peace : The Inside Story of the Fight for Middle East Peace*, Farrar, Strauss and Giroux, New York, 2004. Contrairement à Barak et aux Palestiniens, Ross affirme que la version finale de la carte à Camp David accordait aux Palestiniens le contrôle d'un territoire d'un seul bloc en Cisjordanie. Voir « Map Reflecting Actual Proposal at Camp David », in *ibid.* Mais cette affirmation n'est pas plausible car Barak admet qu'une route sous contrôle israélien reliant Jérusalem à la vallée du Jourdain aurait coupé la Cisjordanie en deux. Tant qu'Israël contrôlerait cette vallée importante d'un point de vue stratégique, il lui faudrait se garantir un accès par une route bien défendue. Alors que Barak prévoyait une seule route partant de Jérusalem vers l'est, les Palestiniens en envisageaient apparemment une seconde partant de la colonie d'Ariel vers la vallée du Jourdain. On pourrait avancer que les Israéliens finiraient par abandonner ces routes lorsqu'ils céderaient la vallée du Jourdain. Mais, comme nous l'avons souligné, il n'y avait aucune garantie que les Israéliens céderaient un jour cette vallée, et, même le cas échéant, il n'y avait aucune garantie qu'ils abandonneraient ces routes. La principale raison à cette confusion persistante quant aux contours de cette carte à Camp David réside dans le fait qu'aucune carte officielle n'a été dessinée, et que, « sur insistance de Barak, rien n'a été consigné par écrit ». Jerome Slater, « The Missing Pieces in the Missing Peace », *Tikkun.org*, mai-juin 2005.

126 Jeremy Pressman, « Visions in Collision », *loc. cit.*, p. 18.

127 Charles Enderlin, *Le Rêve brisé, op. cit.*, pp. 242-250 ; Slater, « What Went Wrong ? », *loc. cit.* ; et Deborah Sontag, « Quest for Mideast Peace », *loc. cit.*

128 Cité dans « Norman Finkelstein & Former Israeli Foreign Minister Shlomo Ben Ami Debate : Complete Transcript », *Democracy Now !*, diffusé à la télévision et à la radio, 14 février 2006.

129 Et il n'y a pas non plus de témoignage prouvant qu'Arafat a déclenché la première Intifada. Voir Benny Morris, *Righteous Victims, op. cit.*, p. 561. « Le principal catalyseur de l'Intifada, écrit Morris, a été l'anéantissement des aspirations nationales des 650 000 habitants de la bande de Gaza, des 900 000 habitants de Cisjordanie et des 130 000 habitants de Jérusalem-Est, qui tous voulaient vivre dans un État palestinien et non en tant que population apatride sous une occupation militaire étrangère violente. » *Ibid.*, p. 562.

130 Charles Enderlin, *Le Rêve brisé*, pp. 283-84.

131 Cité dans Jeremy Pressman, « The Second Intifada : Background and Causes of the Israeli-Palestinian Conflict », *Journal of Conflict Studies* 22, n° 2, automne 2003, p. 116. Voir aussi Yezid Sayigh, « Arafat and the Anatomy of a Revolt », *Survival* 43, n° 3, automne 2001 ; Henry Siegman, « Partners for War », *New York Review of Books*, 16 janvier 2003, p. 2 ; Henry Siegman, « Sharon and

the Future of Palestine », *New York Review of Books*, 2 décembre 2004, p. 12 ; et SLATER, « Missing Pieces », *loc. cit.*

132 Commission d'enquête de Charm el-Cheikh, *Rapport final*, 30 avril 2001, p. 7.

133 *Ibid.*, p. 5.

134 Ian S. LUSTICK, « Through Blood and Fire Shall Peace Arise », *Tikkun.org*, mai/juin 2002 ; Jeremy PRESSMAN, « The Second Intifada », *loc. cit.* ; Mouin RABBANI, « A Smorgasbord of Failure : Oslo and the Al-Aqsa Intifada », *in The New Intifada : Resisting Israel's Apartheid*, éd. Roane Carey, Verso, Londres, 2001, pp. 69-89 ; Sara ROY, « Why Peace Failed : An Oslo Autopsy », *Current History* 101, n° 651, janvier 2002 ; et Sara ROY, « Ending the Palestinian Economy », *Middle East Policy* 9, n° 4, décembre 2002.

135 Shlomo BEN AMI, *Scars of War*, *op. cit.*, p. 264.

136 Sara ROY, « Why Peace Failed », *loc. cit.*, p. 9.

137 Ron DUDAI, « Trigger Happy : Unjustified Shooting and Violation of the Open-Fire Regulations during the al-Aqsa Intifada », B'Tselem, *Draft Report*, mars 2002.

138 Yasser ARAFAT, « The Palestinian Vision of Peace », *New York Times*, 3 février 2002 ; Yasser ARAFAT, Conférence de presse, 14 décembre 1988, Genève, *in Journal of Palestine Studies* 18, n° 3, printemps 1989, pp. 180-81 ; « Palestinians Affirm Israel's Right to Exist », *CNN.com*, 14 décembre 1998 ; Jeremy PRESSMAN, « Visions in Collision », *loc. cit.*, pp. 24-27 ; Yezid SAYIGH, *Armed Struggle and the Search for State : The Palestinian National Movement, 1949-1993*, Oxford University Press, New York, 1997 ; et Jerome M. SEGAL, *Creating the Palestinian State : A Strategy for Peace*, Lawrence Hill Books, Chicago, 1989, chap. 1. L'on pourrait avancer que l'engagement d'Arafat envers le « droit au retour » des Palestiniens révèle qu'il était toujours déterminé à détruire Israël. Mais Arafat avait sûrement compris que les dirigeants israéliens n'appouveraient jamais un traité de paix qui autoriserait un grand nombre de Palestiniens à revenir en Israël. Cependant, d'un autre côté, il était logique qu'Arafat ne cède pas sur le droit au retour, car il pouvait utiliser cette question comme moyen de marchandage. Comme l'on peut s'y attendre, il existe de nombreux signes attestant que les leaders palestiniens (y compris Arafat avant sa mort) savent qu'ils auront des concessions à faire sur ce point pour aboutir à un accord final. Voir Akiva ELDAR et David LANDAU, « Arafat : Israel is Jewish ; Won't Cite Figure on Refugees », *Ha'aretz*, 18 juin 2004 ; Associated Press, « PA Minister Sha'ath : Palestinian Right of Return is Negotiable », *Ha'aretz*, 20 août 2003 ; Jeremy PRESSMAN, « Visions in Collision », *loc. cit.*, pp. 28-33 ; et M.J. ROSENBERG, « Intractable Issue ? », *Weekly Opinion Column*, n° 144, Israel Policy Forum, Washington, 18 juillet 2003.

139 Voir Akiva ELDAR, « Popular Misconceptions », *Ha'aretz*, 11 juin 2004 ; Akiva ELDAR, « While They Were Sleeping », *Ha'aretz*, 17 septembre 2001 ; Danny RUBENSTEIN, « The Stronger Side Creates Reality », *Ha'aretz*, 16 juin 2004 ; et Emmanuel SIVAN, « What the General is Allowed », *Ha'aretz*, 14 juin 2004.

140 Jeremy PRESSMAN, « Visions in Collision », *loc. cit.*, p. 25.

141 « Official Palestinian Response to the Clinton Parameters (and Letter to International Community) », 1[er] janvier 2001, disponible sur *www.robat.scl.net/content/NAD/negotiations/clinton_parameters/param2.php*.

142 « Excerpts : White House Spokesman on Clinton-Arafat Talks », publié par Press Section, ambassade américaine d'Israël, 3 janvier 2001 ; Retranscription de « Clinton Speech on Mideast Peace Parameters – 7 janvier 2001 », Bureau du porte-parole de la Maison-Blanche, 8 janvier 2001 ; et Charles ENDERLIN, *Le Rêve brisé*, *op. cit.*, pp. 342-351. Voir également Akiva ELDAR, « The Battle for Public Opinion », *Ha'aretz*, 24 juin 2002, et PRESSMAN, « Visions in Collision », *loc. cit.*, p. 20, deux articles qui démontrent qu'Israël avait aussi de sérieuses réserves quant aux paramètres Clinton.

143 Deborah SONTAG, « Quest for Mideast Peace » *loc. cit.* ; et Charles ENDERLIN, *Le Rêve brisé*, *op. cit.*, pp. 342-351.

144 Jeff JACOBY, « America Takes Side of Israel », *Boston Globe*, 26 mars 2006. La citation de Block est extraite de Tony CZUCZKA, « Under Fire, Israel Lobby Rallies U.S. Backers », *EUX.TV : The Europe Channel* (en ligne), 10 mars 2007. Voir également MART, *Eye on Israel*, *op. cit.* ; et Martin PERETZ, « Oil and Vinegar : Surveying the Israel Lobby », *New Republic*, 10 avril 2006.

145 Selon l'historienne Michelle MART, pendant la Guerre froide, « les Israéliens se sont américanisés », et cette transformation est due en bonne partie à un sentiment d'« unité judéo-chrétienne ». Michelle MART, « The Cultural Foundations of the U.S.-Israel Alliance », *Tikkun.org*, 11 novembre 2006.

146 Jodie T. ALLEN et Alec TYSON, « The U.S. Public's Pro-Israel History », Pew Research Center, 19 juillet 2006 ; « Americans Support for Israel Unchanged by Recent Hostilities », Communiqué de presse du Pew Research Center, 26 juillet 2006 ; et Robert RUBY, « A Six-Days War : Its Aftermath in American Public Opinion », Pew Research Center, 30 mai 2007.

147 Jodie T. ALLEN et Alec TYSON, *ibid.* ; Pew Research Center for the People and the Press en association avec le Council on Foreign Relations, « America's Place in the World 2005 : An Investigation of the Attitudes of American Opinion Leaders and the American Public about International Affairs », novembre 2005, pp. 11-12.

148 « Conspiracy Theories and Criticism of Israel in Aftermath of Sept. 11 Attacks », Communiqué de presse de l'Anti-Defamation League, 1er novembre 2001.

149 Steven KULL (enquêteur principal), *Americans on the Middle East Road Map*, Program on International Policy Attitudes, Université du Maryland, 30 mai 2003, pp. 9-11, 18-19.

150 « American Attitudes toward Israel and the Middle East », sondage effectué du 18 au 25 mars 2005 et du 19 au 23 juin 2005 par le Marttila Communications Group pour l'Anti-Defamation League.

151 Andrew KOHUT, « American Views of the Mideast Conflict », *New York Times*, 14 mai 2002.

152 Sur la responsabilité d'Israël dans la seconde guerre au Liban, voir le sondage effectué par ABC News-*Washington Post* du 3 au 6 août 2006, et le sondage effectué par CBS News-*New York Times* du 21 au 25 juillet 2006, disponibles dans « Israel, the Palestinians », *PollingReport.com*, téléchargé le 10 août 2006. En ce qui concerne la neutralité des États-Unis, voir le sondage *USA Today*-Gallup *in ibid.*, et le sondage Zogby effectué entre le 11 et le 15 août 2006, dont les résultats sont décrits dans « Zogby Poll : U.S. Should Be Neutral in Lebanon War », Communiqué de presse de Zogby International, 17 août 2006.

Notes du chapitre 4

1 Voir Andrew C. REVKIN, « Bush Aide Edited Climate Reports », *New York Times*, 8 juin 2005 ; et Andrew C. REVKIN et Matthew WALD, « Material Shows Weakening of Climate Reports in Hundreds of Instances », *New York Times*, 20 mars 2007.

2 Parmi les ouvrages importants sur les lobbies ethniques et leur impact sur la politique étrangère figurent Tony SMITH, *Foreign Attachments : The Power of Ethnic Groups in the Making of American Foreign Policy*, Harvard University Press, Cambridge, 2000 ; *Ethnicity and Foreign Policy*, 2de éd., éd. A.A. Said, Praeger, New York, 1981 ; M.E. AHRARI (dir.), *Ethnic Groups and Foreign Policy*, Greenwood Press, New York, 1987 ; Paul WATANABE, *Ethnic Groups, Congress, and American Foreign Policy : The Politics of the Turkish Arms Embargo*, Greenwood Press, Westport, 1984 ; et R. Hrair DEKMEJIAN et Angelos THEMELIS, « Ethnic Lobbies in U.S. Foreign Policy : A Comparative Analysis of the Jewish, Greek, Armenian and Turkish Lobbies », *Occasional Paper No. 13*, Institute of International Relations, Athènes, octobre 1997.

3 Problème classique que l'on rencontre en analyse politique. Par exemple, les concepts de « libéral » et de « conservateur » sont compris de tous et ne sont pas sujets à controverse, et il est facile de citer des exemples pour chaque camp (le sénateur Ted Kennedy dans le camp « libéral » et l'ancien membre du Congrès Newt Gingrich dans le camp « conservateur »). Il y a cependant des individus qui sont moins faciles à classer, tels que le sénateur Joseph Lieberman ou le défunt sénateur Scoop Jackson, qui étaient tous deux libéraux en politique intérieure mais conservateurs en politique étrangère.

4 Melvin I. UROFSKY, *American Zionism from Herzl to the Holocaust*, Anchor Press, Garden City, 1975, p. 1 ; et Steven T. ROSENTHAL, « Long Distance Nationalism : American Jews, Zionism, and Israel », *in* Dana Evan KAPLAN (dir.), *The Cambridge Companion to American Judaism*, Cambridge University Press, Cambridge, 2005, p. 209.

5 Robert H. TRICE, « Domestic Interest Groups and the Arab-Israeli Conflict », *in* éd. A. A. SAID (dir.), *Ethnicity and U.S. Foreign Policy*, 2de éd., Praeger, New York, 1981, pp. 121-22.

6 Steven M. COHEN, *The 2004 National Survey of American Jews*, sponsorisé par l'Agence Juive pour le Département de l'éducation juive et sioniste, 24 février 2005. Voir également *2006 Annual Survey of American Jewish Opinion*, mené du 25 septembre au 16 octobre 2006, American Jewish Committee, 18 octobre 2006 ; Steven M. COHEN, « Poll : Attachment of U.S. Jews to Israel Falls in Past 2 Years », *Forward*, 4 mars 2005 ; et M.J. ROSENBERG, « Letting Israel Sell Itself », *Weekly Opinion Column*, n° 218, Israel Policy Forum, Washington, 18 mars 2005. Un rapport récent préparé par l'American Jewish Committee souligne que « plusieurs études montrent que les jeunes Juifs ne placent pas Israël au centre de leur identité ». Jacob B. UKELES *et al.*, « Young Jewish Adults in the United States Today », American Jewish Committee, septembre 2006, p. 34. Voir aussi Amiram BARKAT, « Young American Jews Are More Ambivalent toward Israel, Study Shows », *Ha'aretz*, 7 mars 2005.

7 Ainsi que le soulignait le *Joint Program Plan* du NJCRAC, en 1957, « le peuple américain considérait l'intérêt des Juifs américains pour Israël comme la manifestation naturelle, normale, d'un intérêt fondé sur la compassion et l'attachement émotionnel communs à beaucoup d'Américains ». *In* Jack WERTHEIMER, « Jewish Organizational Life in the United States since 1945 », *American Jewish Yearbook 1995*, American Jewish Committee, New York, 1995, p. 13.

8 Steven T. ROSENTHAL, « Long Distance Nationalism », art. cit., p. 211 ; et Thomas A. KOLSKY, *Jews against Zionism : The American Council for Judaism, 1942-1948*, Temple University Press, Philadelphie, 1990.

9 Ce changement est bien illustré par l'évolution de l'attitude de la Central Conference of American Rabbis (CCAR), le corps rabbinique du judaïsme réformé. En 1897, la CCAR déclarait : « nous désapprouvons totalement toute tentative de création d'un État hébreu. De telles tentatives révèlent une méprise totale sur la mission d'Israël », et elle a refusé de signer la Déclaration Balfour en 1917. Mais en 1967 elle exprimait « son soutien à l'État et au peuple d'Israël. Leurs triomphes sont nos triomphes. Leur supplice est notre supplice. Leur destin est notre destin ». *In* Chaim I. WAXMAN, « All in the Family : American Jewish Attachments to Israel », *in* Peter Y. MEDDING (dir.), *A New Jewry ? : America Since the Second World War*, Studies in Contemporary Jewry : An Annual, vol. VIII, Oxford University Press for the Institute of Contemporary Jewry, Hebrew University, New York, 1992, p. 140.

10 Steven T. ROSENTHAL, « Long Distance Nationalism », art. cit., p. 212.

11 Chaim I. WAXMAN, « All in the Family », art. cit., p. 134. Pour citer un exemple, le premier élément figurant sur la liste des principaux objectifs du Congrès juif américain est la « sécurité d'Israël et de la communauté juive internationale ». Voir *www.ajcongress.org/site/PageServer ?pagename=about*. La situation est la même aujourd'hui ; il y a plus de 90 groupes distincts recensés comme « liés à Israël » dans l'édition 2005 de l'annuaire.

12 « Who We Are » et « What We Do », téléchargé sur le site de la Conférence des présidents, *www.conferenceofpresidents.org/content.asp ?id=52*. La Conférence des présidents a été créée en 1954 suite à la plainte du sous-secrétaire d'État Henry Byroade, qui avait des difficultés à traiter avec les nombreuses organisations juives et qui souhaitait les voir parler d'une seule voix. Voir Edward TIVNAN, *The Lobby : Jewish Political Power and American Foreign Policy*, Simon & Schuster, New York, 1987, pp. 40-41.

13 Ces chiffres omettent les contributions personnelles et minimisent ainsi le rôle des contributions de campagne pro-israéliennes. Voir *www.crp.org/pacs/industry.asp ?txt=Q05&cycle=2006*. Sur le phénomène des comités d'action politique « secrets », voir Richard H. CURTISS, *Stealth PACS : Lobbying Congress for Control of U.S. Middle East Policy*, 4e éd., American Educational Trust, Washington, 1996.

14 Jeffrey H. BIRNBAUM, « Washington's Power 25 », *Fortune*, 8 décembre 1997. L'AIPAC arrivait en 4e position dans une étude similaire menée en 2001. Voir Jeffrey H. BIRNBAUM et Russell NEWELL, « Fat and Happy in D.C. », *Fortune*, 28 mai 2001.

15 Richard E. COHEN et Peter BELL, « Congressional Insiders Poll », *National Journal*, 5 mars 2005 ; et James D. BESSER, « Most Muscle ? It's NRA, Then AIPAC and AARP », *Chicago Jewish Star*, 11-24 mars 2005.

16 Dymally est cité dans Robert PEAR et Richard L. BERKE, « Pro-Israel Group Exerts Quiet Might as it Rallies Supporters in Congress », *New York Times*, 7 juillet 1987 ; et Hamilton dans George D. MOFFETT III, « Israeli Lobby Virtually Unmatched », *Christian Science Monitor*, 28 juin 1991.

17 Sur le rôle joué par Brandeis, Wise et d'autres, voir Irvine ANDERSON, *Biblical Interpretation and Middle East Policy : The Promised Land, America and Israel, 1917-2002*, University Press of Florida, Gainesville, 2005, pp. 61-62 ; et Peter GROSE, *Israel in the Mind of America*, Alfred A. Knopf, New York, 1983, pp. 67-71. L'ancien collègue de Truman Eddie Jacobsen l'a convaincu de rencontrer Chaïm Weizmann en 1948, et des conseillers prosionistes tels que David Niles et Clark Clifford ont convaincu Truman de soutenir le plan de partage de 1947 et de reconnaître le nouvel État en 1948. Pour des points de vue différents sur les diverses influences sur les décisions de Truman, voir Peter L. HAHN, *Caught in the Middle East : U.S. Policy toward the Arab-Israeli Conflict, 1948-1961*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2006, pp. 26-31 et chapitres 2-3 ; Zvi GANIN, *Truman, American Jewry, and Israel, 1945-1948*, Holmes and Meier, New York, 1979 ; Steven SPIEGEL, *The Other Arab-Israel Conflict : Making America's Middle East Policy from Truman to Reagan*, University of Chicago Press, Chicago, 1985, chap. 2 ; Kenneth RAY BAIN, *The March to Zion : United States Policy and the Founding of Israel*, Texas A & M Press, College Station, 1979 ; et Warren BASS, *Support Any Friend : Kennedy's Middle East and the Making of the U.S.-Israeli Alliance*, Oxford University Press, New York, 2003, pp. 23-34.

18 Lloyd GROVE, « The Men with Muscle : the AIPAC Leaders, Battling for Israel and Among Themselves », *Washington Post*, 14 juin 1991.

19 J.J. GOLDBERG, *Jewish Power : Inside the American Jewish Establishment*, Basic Books, New York, 1996, p. 158.

20 Stuart EIZENSTATS, « Loving Israel, Warts and All », *Foreign Policy*, n° 81, hiver 1990-91, p. 92.

21 *Ibid.* ; et Melvin I. UROFSKY, *We Are One ! : American Jewry and Israel*, Doubleday, Garden City, 1978.

22 Comme le formule Wertheimer, « il est certain que les préoccupations et l'humeur de la communauté juive organisée ont subi de profonds changements au lendemain de la guerre des Six-Jours [...]. La communauté juive américaine s'identifiait à 100 % avec Israël, phénomène qui a donné lieu à une mobilisation sans précédent en termes de donations et d'actions bénévoles ». Voir « Jewish Organizational Life », *loc. cit.*, p. 32 ; et Menahem KAUFMAN, « Envisaging Israel : The Case of the United Jewish Appeal », *in Envisioning Israel : The Changing Ideals and Images of North American Jews*, éd. Allon Gal, The Magnes Press/Hebrew University, Jérusalem, 1996, pp. 232-34.

23 Jack WERTHEIMER, « Jewish Organizational Life », *loc. cit.*, pp. 32-33.

24 *Ibid.*, p. 55.

25 Cité dans Wolf BLITZER, « The AIPAC Formula », *Moment*, novembre 1981, p. 23.

26 L'AIPAC ne révèle pas son budget annuel ; ces chiffres proviennent de Wolf BLITZER, « AIPAC Formula », *loc. cit.*, p. 23 ; Lloyd GROVE, « On the March for Israel », *Washington Post*, 13 juin 1991 ; Jeffrey H. BIRNBAUM, « Pro-Israel Lobby Holds Meeting Amid Worries », *Washington Post*, 19 mai 2005 ; Thomas B. EDSALL et Molly MOORE, « Pro-Israel Lobby Has Strong Voice », *Washington Post*, 5 septembre 2004 ; et James PETRAS, « AIPAC on Trial », *Counterpunch.org*, 7-8 janvier 2006.

27 Cité dans J. J. GOLDBERG, *Jewish Power, op. cit.*, p. 223.

28 Warren BASS, *Support Any Friend, op. cit.*, p. 147. Voir également J. J. GOLDBERG, *Jewish Power, op. cit.*, pp. 197-203.

29 J. J. GOLDBERG, « Old Friend, Shattered Dream », *Forward*, 24 décembre 2004 ; Esther KAPLAN, « The Jewish Divide on Israel », *Nation*, 12 juillet 2004 ; Michael MASSING, « Conservative Jewish Groups Have Clout », *Los Angeles Times*, 10 mars 2002 ; Eric YOFFIE, « Reform the Conference », *Forward*, 2 août 2002 ; et William FISHER, « U.S. Jewish Groups Press Mideast Peace », *Antiwar.com*, 25 novembre 2004.

30 LEVY, « Is It Good for the Jews ? », *American Prospect*, 5 juillet 2006.

31 Cité dans Sharon SAMBER, « Congress Urged Not to Link Israel Aid to China Arms », *JTA.org*, 13 juin 2000.

32 Voir, par exemple, Americans for Peace Now, « Briefing for the 110th Congress : Securing Israel's Future Through Peace », sur *www.donteverstop.com/files/apn/upl/assets/APN110thBBook.pdf.*

33 Selon son site Internet, « l'Israel Policy Forum estime qu'une solution binationale au conflit israélo-palestinien apporterait sécurité, prospérité et stabilité tant à Israël et ses voisins arabes qu'à la région entière ». Voir *www.ipforum.org/display.cfm ?id=1.*

34 Jewish Voice for Peace, « U.S. Military Aid to Israel », sur *www.jewishvoiceforpeace/org/publish/printer_17.shtml.*

35 Cité dans Edward Tivnan, *The Lobby, op. cit.*, p. 93.

36 Cité dans J. J. Goldberg, *Jewish Power, op. cit.*, p. 206.

37 Ori Nir, « FBI Probe : More Questions Than Answers », *Forward*, 13 mai 2005 ; Bookbinder est cité dans Wolf Blitzer, *Between Washington and Jerusalem : A Reporter's Notebook*, Oxford University Press, New York, 1985, pp. 147-48.

38 Sur ces anecdotes, voir Peter L. Hahn, *Caught in the Middle East : U.S. Policy toward the Arab-Israeli Conflict, 1945-1961*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2004, pp. 39-42, 46-51, 57-59, 79-82.

39 Ces manœuvres (et les communications israéliennes citées) sont décrites dans Tom Segev, *1967 : Israel, the War, op. cit.*, pp. 254, 264-65, 304-305.

40 Cité dans David Landau, « The Battle for Washington », *Ha'aretz*, 28 mars 2003.

41 Jonathan Marcus, « Discordant Voices : The U.S. Jewish Community and Israel during the 1980s », *International Affairs* 66, n° 3, 1990, p. 546. Voir également Sarah Bronson, « Orthodox Leader : U.S. Jews Have No Right to Criticize Israel », *Ha'aretz*, 2 août 2004 et Daniel Ben Simon, « Storm Warnings », *Ha'aretz*, 14 novembre 2003.

42 Steven Rosenthal, « Long Distance Nationalism », *loc. cit.*, p. 214 ; Bookbinder est cité dans Wolf Blitzer, *Between Washington and Jerusalem, op. cit.*, pp. 147-48. L'historien David Biale a observé dans les années 1980 que « l'hégémonie idéologique atteinte par le sionisme au sein de la communauté juive organisée ces vingt dernières années avait pour effet d'étouffer le débat sur bien des mesures particulières du gouvernement israélien ». Voir David Biale, *Power and Powerlessness in Jewish History*, Schocken Books, New York, 1986, p. 189.

43 *2004 Survey of American Jewish Opinion*, réalisé du 18 septembre au 1er août 2004, American Jewish Committee, 21 septembre 2004, question 16. Des sondages antérieurs avaient abouti à des résultats identiques.

44 Ce récit de la courte histoire de Breira s'appuie sur Michael E. Staub, *Torn at the Roots : The Crisis of Jewish Liberalism in Postwar America*, Columbia University Press, New York, 2002, chap. 8 ; Edward Tivnan, *The Lobby, op. cit.*, pp. 90-96 ; Wertheimer, « Jewish Organizational Life », *loc. cit.*, pp. 39-43 ; et J. J. Goldberg, *Jewish Power, op. cit.*, pp. 207-208.

45 J. J. Goldberg, *Jewish Power, op. cit.*, p. 208.

46 Edward Tivnan, *The Lobby*, p. 76. En 1986, David Biale avait le même avis : « pour la communauté juive organisée, le manque de soutien à Israël équivaut à la trahison [...]. Israël est LE sujet sur lequel le manque de conviction est qualifié d'hérésie ». *Power and Powerlessness, op. cit.*, p. 188.

47 Les dirigeants juifs américains n'ont pas caché leur colère lorsque le Premier ministre Yitzhak Shamir a brièvement soutenu la proposition d'amendement à la Loi du retour exigeant que les conversions au judaïsme soient effectuées par des rabbins orthodoxes selon la *halakha* (loi rabbinique). Comme l'a formulé Eric Yoffie, rabbin du mouvement réformé américain, « si les rabbins réformés d'Israël ne sont pas des rabbins et si leurs conversions ne sont pas des conversions, cela veut dire que notre judaïsme n'est pas du judaïsme, et que nous sommes des Juifs de deuxième ordre ». Steven Rosenthal, « Long Distance Nationalism », *loc. cit.*, p. 218. Voir aussi Goldberg, *Jewish Power, op. cit.*, pp. 337-42.

48 Lawrence Grossman, « Jewish Communal Affairs », *American Jewish Yearbook 1998*, American Jewish Committee, New York, 1998, pp. 110-11 ; Tom Tugend, « Talk by N.Y. Times Friedman Spurs ADL-ZOA Political Fuss », *JTA.org*, 6 décembre 1996 ; « N.Y. Times Columnist Applauds ADL for Not Caving In to ZOA », *JTA.org*, 13 décembre 1996.

49 Inigo Gilmore, « U.S. Jewish Leader Hit over Letter », *London Sunday Telegraph*, 12 août 2003 ; et Isi Liebler, « An Open Letter to Edgar Bronfman », *Jerusalem Post*, 6 août 2003.

50 Ces citations sont extraites d'Isi Liebler, « When Seymour Met Condi », *Jerusalem Post*, 24 novembre 2005 ; Ori Nir, « O.U. Chief Decries American Pressure on Israel », *Forward*, 2 décembre 2005 ; Ori Nir, « Rice Trip Raises Concern over U.S. Pressure on Israel », *Forward*,

18 novembre 2005 ; et Seymour D. REICH, « Listen to America », *Jerusalem Post*, 13 novembre 2005.

51 L'auteur du pamphlet contre Breira, Rael Jean Isaac, de l'Americans for a Safe Israel, a écrit un pamphlet similaire contre New Jewish Agenda, et le président de la section de Washington de la ZOA a dit de ce groupe qu'il était « pro-arabe plutôt que pro-israélien ». Handicapé par des déficits récurrents et diverses épreuves, New Jewish Agenda a mis la clé sous la porte en 1992, après douze ans d'une existence houleuse. Voir Jack WERTHEIMER, « Breaking the Taboo : Critics of Israel and the American Jewish Establishment », *in* GAL, *Envisioning Israel*, pp. 410-11 ; et Emily NEPON, « New Jewish Agenda : The History of an Organization, 1980-1992 », B.A. Thesis, Goddard College, 2006, disponible sur *www.newjewishagenda.org*.

52 Les données de ce paragraphe s'appuient sur KAPLAN, « Jewish Divide on Israel », *loc. cit.* Dans deux incidents similaires, les directeurs de la division Hillel des universités de Santa Cruz et d'Ithaca auraient démissionné après avoir reçu un blâme pour avoir publié des articles soutenant l'opposition israélienne et palestinienne à l'occupation.

53 Ari PAUL, « Zionist vs. Zionist », *American Prospect*, 4 janvier 2007 ; Rebecca SPENCE, « Campus Coalition Split over Progressive Union », *Forward*, 19 janvier 2007 ; « Groups Flip Flop as Controversy over Liberal Zionists Continues », *Forward*, 2 février 2007 ; Ben HARRIS, « Group that Criticized Israel to Stay in Campus Coalition Despite Protests », *JTA.org*, 24 janvier 2007 ; « L.A. Israeli Consul General to Foreign Ministry : UPZ and Breaking the Silence Programs Harm Israel's Image and Must Be Stopped », Communiqué de presse, Zionist Organization of America, 31 janvier 2007, disponible sur *www.zoa.org/2007/01/la_israeli_cons.htm*.

54 À la question « au vu de la situation actuelle, êtes-vous pour ou contre la création d'un État palestinien ? », 54 % des Juifs américains ont répondu « pour » en 2006, 56 % en 2005, et 57 % en 2004. Voir « Annual Survey of American Jewish Opinion », 2006, 2005 et 2004, disponible sur *www.ajc.org*.

55 J. J. GOLDBERG, *Jewish Power*, *op. cit.*, p. 161.

56 *Ibid.*, p. 217, et aussi pp. 159-62, 170-75, 216-23. Voir également Eric ALTERMAN, « AIPAC Runs Right », *Nation*, 10 octobre 2006 ; GOLDBERG, « Old Friends », *loc. cit.* ; Michael MASSING, « Conservative Jewish Groups » ; Steven ROSENTHAL, « Long Distance Nationalism », *loc. cit.*, p. 217 ; et Mark SEAL, « Sitting on the Sidelines », *Ha'aretz*, 24 décembre 2004.

57 L'on peut noter que Hoenlein a présidé de nombreuses années un dîner annuel visant à récolter des fonds pour Bet El, colonie militante israélienne près de Ramallah. Voir Michael MASSING, « Deal Breakers », *American Prospect*, 11 mars 2002 ; et « The Israel Lobby », *Nation*, 10 juin 2002.

58 Michael MASSING, « Deal Breakers », *loc. cit.* J. J. Goldberg livre une analyse semblable : « Sous le mandat de [Tom] Dine, le comité exécutif a triplé de taille. Auparavant, le comité était contrôlé par les dirigeants des organisations juives américaines basées à New York. Dorénavant, les leaders de la communauté juive étaient une minorité, surpassés en nombre par les contributeurs de l'AIPAC. Ce qui a eu pour effet de retirer le lobby de la structure communautaire juive nationale pour le placer entre les mains de quelques généreux donateurs dont la seule allégeance allait à l'AIPAC. » *Jewish Power*, *op. cit.*, p. 201.

59 Michael MASSING, « The Storm over the Israel Lobby », *New York Review of Books*, 8 juin 2006 ; et Matthew DORF, « After Barak Win, AIPAC Reverses Opposition to a Palestinian State », *JTA.org*, 28 mai 1999.

60 Cet épisode est relaté dans J. J. GOLDBERG, *Jewish Power*, *op. cit.*, pp. 54-57.

61 Michael MASSING, « Deal Breakers », *loc. cit.* ; et LEVY, « Is It Good for the Jews ? ».

62 Peter BEINART et Hanna ROSIN, « AIPAC Unpacked », *New Republic*, 20 septembre 1993, pp. 20-23 ; et J. J. GOLDBERG, *Jewish Power*, *op. cit.*, pp. 225-26.

63 WAXMAN, « All in the Family », *loc. cit.*, pp. 143-44.

64 Jonathan WOOCHER, « The Geo-Politics of the American Jewish Community », *Jerusalem Letter/Viewpoints*, Jerusalem Center for Public Affairs, 15 janvier 1992, p. 3.

65 Thomas FRIEDMAN, « Foreign Affairs : Mischief Makers », *New York Times*, 5 avril 1995.

66 Comme le souligne Massing, l'Israel Policy Forum a « réussi à nouer des liens étroits avec de nombreux membres influents du Congrès mais, sans processus d'adhésion officielle et sans méthode

efficace de récolte de fonds, il ne peut aspirer à la même influence que l'AIPAC ou la Conférence ». « Deal Breakers », *loc. cit.*

67 Parmi les meilleurs ouvrages sur le néoconservatisme figurent Gary DORRIEN, *The Neoconservative Mind : Politics, Culture, and the War of Ideology*, Temple University Press, Philadelphie, 1993 ; Gary DORRIEN, *Imperial Designs : Neoconservatism and the New Pax Americana*, Routledge, New York, 2004 ; John EHRMAN, *The Rise of Neoconservatism : Intellectuals and Foreign Affairs, 1945-1994*, Yale University Press, New Haven, 2005 ; Murray FRIEDMAN, *The Neoconservative Revolution : Jewish Intellectuals and the Shaping of Public Policy*, Cambridge University Press, New York, 2005 ; Francis FUKUYAMA, *America at the Crossroads : Democracy, Power, and the Neoconservative Legacy*, Yale University Press, New Haven, 2006 ; Mark GERSON, *The Neoconservative Vision : From the Cold Wars to the Culture Wars*, Madison Books, Lanham, 1996 ; GOLDBERG, *Jewish Power*, *op. cit.*, pp. 159-61 ; Stefan HALPER et Jonathan CLARKE, *America Alone : The Neoconservatives and the Global Order*, Cambridge University Press, New York, 2004 ; et Irving KRISTOL, *Neoconservatism : The Autobiography of an Idea*, Free Press, New York, 1995.

68 Pour une vue d'ensemble des idées néoconservatrices sur la politique étrangère américaine, voir John J. MEARSHEIMER, « Hans Morgenthau and the Iraq War : Realism versus Neo-Conservatism », *opendemocracy.com*, posté le 19 mai 2005. Une compilation très instructive d'écrits néoconservateurs sur la politique étrangère : *Present Dangers : Crisis and Opportunity in American Foreign and Defense Policy*, éd. William Kristol et Robert Kagan, Encounter Books, San Francisco, 2000 ; un portrait lucide des néoconservateurs et de leurs positions sur la politique étrangère : Ian LUSTICK, *Trapped in the War on Terror*, University of Pennsylvania Press, Philadelphie, 2006, chap. 4.

69 Pour une déclaration typiquement néoconservatrice sur le multilatéralisme et les institutions, voir Charles KRAUTHAMMER, « Democratic Realism : An American Foreign Policy for a Unipolar World », *Irving Kristol Lecture*, American Enterprise Institute, Washington, 10 février 2004, p. 3. L'opinion des néoconservateurs sur l'Europe est illustrée dans Robert KAGAN, *Of Paradise and Power : America and Europe in the New World Order*, Alfred A. Knopf, New York, 2003.

70 Pour un débat sur la « prise du train en marche », voir Stephen M. WALT, *The Origins of Alliances*, Cornell University Press, Ithaca, 1987.

71 Max BOOT, « What the Heck is a "Neocon" ? », *Wall Street Journal*, 30 décembre 2002 ; et Max BOOT, « Think Again : Neocons », *Foreign Policy*, n° 140, janvier-février 2004, p. 22. Voir aussi Don ATAPATTU, « Interview with Middle East Scholar Avi Shlaim », *Nation*, 16 juin 2004 ; Stefan HALPER et Jonathan CLARKE, *America Alone*, *op. cit.*, pp. 41, 58-60, 82, 167-68 ; Irving KRISTOL, « The Political Dilemma of American Jews », *Commentary*, juillet 1984, pp. 23-29 ; et Jim LOBE, « Energized Neocons Say Israel's Fight Is Washington's », *Antiwar.com*, 18 juillet 2006.

72 Benjamin GINSBERG, *The Fatal Embrace : Jews and the State*, University of Chicago Press, Chicago, 1993, p. 231.

73 « A Clean Break : A New Strategy for Securing the Realm », préparé par l'Institute for Advanced Strategic and Political Studies, 1996 ; téléchargé sur *www.iasps.org/strat1.htm*. Le groupe qui a rédigé ce rapport était présidé par Richard Perle, et les autres membres étaient James Colbert, Charles Fairbanks Jr., Douglas Feith, Robert Loewenberg, Jonathan Torop, David Wurmser et Meyrav Wurmser.

74 Cité dans DORRIEN, *Neoconservative Mind*, *op. cit.*, p. 344. Voir aussi *ibid.*, pp. 343-45 ; Benjamin GINSBERG, *Fatal Embrace*, *op. cit.*, pp. 231-36 ; et John B. JUDIS, « The Conservative Wars », *New Republic*, 11 et 18 août 1986.

75 Patrick J. BUCHANAN, « Whose War ? », *American Conservative*, 24 mars 2003 ; et Paul CRAIG ROBERTS, « Neocon Treason », *Antiwar.com*, 24 août 2004.

76 FRIEDMAN, *Neoconservative Revolution*, *op. cit.* Dans un article pour la revue *Forward*, Gal Beckerman soulignait que « reconnaître la judaïté du néoconservatisme a toujours déclenché le voyant rouge de l'antisémitisme [...]. Mais il y a une certaine vérité dans cette idée. S'il existe un mouvement intellectuel en Amérique que les Juifs peuvent prétendre avoir inventé, c'est bien le néoconservatisme ». Gal BECKERMAN, « The Neoconservative Persuasion », *Forward*, 6 janvier 2006.

77 Max BLUMENTHAL, « Born-Agains for Sharon », *Salon.com*, 30 octobre 2004 ; Darrell L. BOCK, « Some Christians See a "Road Map" to End Times », *Los Angeles Times*, 18 juin 2003 ; Nathan GUTTMAN, « Wiping Out Terror, Bringing On Redemption », *Ha'aretz*, 29 avril 2002 ; Tom HAMBURGER et Jim

VAN DE HEI, « Chosen People : How Israel Became a Favorite Cause of Christian Right », *Wall Street Journal*, 23 mai 2002 ; et Paul NUSSBAUM, « Israel Finds an Ally in American Evangelicals », *Philadelphia Inquirer* (en ligne), 13 novembre 2005.

78 Sur l'influence des croyances chrétiennes sur Balfour, voir ANDERSON, *Biblical Interpretation, op. cit.*, pp. 60-62. Certains écrivains suggèrent que les croyances chrétiennes ont également influencé l'approbation de la Déclaration Balfour par Wilson et le soutien de Truman à la création d'Israël, bien que ni l'un ni l'autre n'aient été dispensationalistes. Voir *ibid.*, pp. 87-89 ; et GROSE, *Israel in the Mind of America, op. cit.*, pp. 67-71.

79 Timothy P. WEBER, *On the Road to Armageddon : How Evangelicals Became Israel's Best Friend*, Baker Academic, Grand Rapids, 2004, pp. 188-96.

80 Timothy WEBER, *On the Road to Armageddon, op. cit.*, p. 184. Comme le souligne Colin Shindler, « l'essor de la droite chrétienne au cours des années 1970 était donc parallèle à celui de la droite israélienne – et ces deux phénomènes ont été catalysés par la guerre des Six-Jours ». Voir « Likud and the Christian Dispensationalists : A Symbiotic Relationship », *Israel Studies* 5, n° 1, printemps 2000, p. 163.

81 Comme l'a écrit L. Nelson Bell dans *Christianity Today*, « l'appartenance de Jérusalem aux Juifs pour la première fois depuis plus de 2000 ans émeut et renouvelle la foi de celui qui étudie la Bible dans son exactitude et sa validité ». Cité dans WEBER, *On the Road to Armageddon, op. cit.*, p. 184.

82 Cité dans Jane LAMPMAN, « Mixing Prophecy and Politics », *Christian Science Monitor*, 7 juillet 2004.

83 Daniel PIPES, « [Christian Zionism] : Israel's Best Weapon », *New York Post* (en ligne), 15 juillet 2003 ; et Michael FREUND, « Christian Zionists Key to Continued U.S. Support for Israel », *Jewish Press* (en ligne), 27 décembre 2006.

84 Hagee cité dans Bill BERKOWITZ, « Pastor John Hagee Spearheads Christians United for Israel », *Media Transparency*, 19 mars 2006, téléchargé sur *www.mediatransparency.org/story.php ?storyID=116.*

85 Les citations proviennent du site Internet de l'IFCJ, *www.ifcj.org.*

86 « The Apple of HIS Eye : Why Christians SHOULD Support Israel », téléchargé sur le site du ministère de John Hagee (*www.jhm.org/print-Israel.asp*) ; et Andrew HIGGINS, « A Texas Preacher Leads Campaign to Let Israel Fight », *Wall Street Journal*, 27 juillet 2006.

87 « Zion's Christian Soldiers », *60 Minutes*, 8 juin 2003, téléchargé sur *www.cbsnews.com/stories/2002/10/03/60minutes/printable524268/shtml.*

88 Cité dans LAMPMAN, « Mixing Prophecy and Politics », *loc. cit.*

89 Timothy WEBER, *On the Road to Armageddon, op. cit.*, pp. 226-27 ; Brent BOYER, « Arvada Church Champions Israeli Cause », *Denver Post* (en ligne), 22 novembre 2002 ; et Danielle HAAS, « U.S. Christians Find Cause to Aid Israel ; Evangelicals Financing Immigrants, Settlements », *San Francisco Chronicle* (en ligne), 10 juillet 2002.

90 Donald WAGNER, « For Zion's Sake », *Middle East Report*, n° 223, été 2002, p. 55.

91 Cité dans SHINDLER, « Likud and the Christian Dispensationalists », *loc. cit.*, p. 175.

92 « Robertson : God Punished Sharon », *Ynetnews.com*, 6 janvier 2006 ; « Robertson Suggests Stroke is Divine Rebuke », *New York Times*, 6 janvier 2006 ; et « Robertson Apologizes to Sharon Family », *New York Times*, 13 janvier 2006.

93 Cité dans Barbara SLAVIN, « Don't Give Up 1967 Lands, DeLay Tells Israel Lobby », *USA Today* (en ligne), 23 avril 2002.

94 Matthews a demandé à Armey de confirmer que c'était bien ce qu'il pensait et Armey a répondu « oui ». Par la suite, Armey est revenu sur sa déclaration, après avoir été critiqué pour encourager le nettoyage ethnique des Palestiniens en Cisjordanie. Voir Matthew ENGEL, « Senior Republican Calls on Israel to Expel West Bank Arabs », *Guardian*, 4 mai 2002 ; « Richard Armey Supports Ethnic Cleansing of Palestinians », *Media Monitors Network*, 2 mai 2002, sur *www.mediamonitors.net/amr115.html.*

95 « Peace in the Middle East », discours du sénateur Inhofe au Sénat, 4 mars 2002, téléchargé sur *http://inhofe.senate.gov/pressapp/record.cfm ?id=183110.*

96 SHINDLER, « Likud and the Christian Dispensationalists », *loc. cit.*, p. 156.

97 Grace HALSELL, *Prophecy and Politics : Militant Evangelists on the Road to Nuclear War*, Lawrence Hill, Westport, 1986, pp. 71-76.

98 « Pat Robertson Forms Alliance with Mayor of Jerusalem », *Baptist Standard* (en ligne), 11 novembre 2002 ; et « Israel Welcomes Christian Support in Battle for Survival, Sharon Aid[e] Says », *Christian Examiner* (en ligne), 6 septembre 2002.

99 Cité dans Timothy WEBER, *On the Road to Armageddon, op. cit.*, pp. 214-18.

100 Cité dans Norton MEZVINSKY, « The Impact of Christian Zionism on the Arab-Israeli Conflict », *NthPosition.com*, mars 2005.

101 Jerry FALWELL, « On the Threshold of Armageddon », *WorldNetDaily.com*, 22 juillet 2006 ; et Sarah POSNER, « Lobbying for Armageddon », *AlterNet.org*, 3 août 2006.

102 Hal LINDSEY, « Mushrooms over the Middle East », *WorldNetDaily.com*, 12 janvier 2007 ; et John HAGEE, *Jerusalem Countdown : A Warning to the World*, Frontline, Lake Mary, 2006, p. 17. S'appuyant sur sa propre interprétation de divers passages de la Bible, Hagee affirme qu'une attaque sur l'Iran conduira la Russie à prendre la tête d'une coalition arabe pour aller en guerre contre Israël, qui se verra abandonné par les États-Unis. Dieu interviendra alors pour détruire les envahisseurs d'Israël mais le vide qui en résultera sera occupé par l'Antéchrist, « qui sera la tête de l'Union européenne ». Aux ordres de l'Antéchrist, les armées de l'Occident se réuniront en Israël pour mener la bataille d'Armageddon contre le « roi de l'Orient » (la Chine), et c'est à ce moment-là que le Christ réapparaîtra pour faire chuter l'Antéchrist et restaurer le royaume de Dieu. Sa conclusion : « la fin du monde tel que nous le connaissons est toute proche », pp. 113-22.

103 Christians United for Israel, « CUFI Membership Weekly Update », 11 décembre 2006, téléchargé sur *www.cufima.com/id10.html*.

104 SHINDLER, « Likud and the Dispensationalists », *loc. cit.*, pp. 165-66 ; et Irving KRISTOL, « The Political Dilemma of American Jews ».

105 Perlmutter est cité dans Timothy WEBER, *On the Road to Armageddon, op. cit.*, p. 232 ; les remarques de Foxman sont extraites de « Jews and Evangelicals : Support for Israel Isn't Everything », *Time* (en ligne), 16 janvier 2007.

106 Cité dans Bill BROADWAY, « The Evangelical-Israeli Connection : Scripture Inspires Many Christians to Support Zionism Politically, Financially », *Washington Post*, 27 mars 2004.

107 Sur les commentaires dérangeants de Hagee à l'égard des Juifs, voir *Jerusalem Countdown, op. cit.*, pp. 56-57, 109. Sur son discours à la conférence de l'AIPAC, voir Gregory LEVEY, « Inside America's Powerful Israel Lobby », *Salon.com*, 16 mars 2007 ; « Christians for Israel », éditorial du *Jerusalem Post*, 14 mars 2007 ; et Sarah POSNER, « The Goy Who Cried Wolf », *American Prospect*, 12 mars 2007.

108 Cité dans James D. BESSER, « Hardline Pastor Gets Prime AIPAC Spot », *Jewish Week*, 9 mars 2007.

109 Naomi M. COHEN, « Dual Loyalties : Zionism and Liberalism », *in* GAL, *Envisioning Israel*, p. 326.

110 Jo-Ann MORT, « An Unholy Alliance in Support of Israel », *Los Angeles Times*, 19 mai 2002. Les citations d'Alpher et de Gorenberg sont extraites de « Zion's Christian Soldiers ». Voir aussi Gershom GORENBERG, *The End of Days : Fundamentalism and the Struggle for the Temple Mount*, Free Press, New York, 2000 ; et Timothy WEBER, *On the Road to Armageddon, op. cit.*, p. 231.

111 Le tourisme a décliné après le déclenchement de la seconde Intifada et le 11 septembre 2001, mais a rebondi depuis. La division de statistique de l'ONU estime que le tourisme générait 2,8 milliards de dollars en Israël en 2004 et, selon les responsables israéliens, 29 % de ces touristes étaient chrétiens. Voir ONU, *World Tourism Organization Statistical Database and Yearbook 2005*, Nations unies, New York, 2005 ; Eric SILVER, « Return of the Tourist », *The Jerusalem Report*, 21 février 2005 ; Laurie COPANS, « Israel : Tourism Surges as Christian Pilgrims Walk in the Footsteps of Jesus », *USA Today* (en ligne), 13 décembre 2004 ; et William A. ORME, « Fighting in Mideast Blocks Wave of Christian Tourism », *New York Times*, 11 novembre 2000.

112 ANDERSON, *Biblical Interpretation, op. cit.*, pp. 103, 138. Ce thème est également au centre de Michael OREN, *Power, Faith and Fantasy : America in the Middle East 1776 to the Present*, W.W. Norton, New York, 2007, bien qu'il surestime son influence sur les décisions politiques américaines.

113 ANDERSON, *Biblical Interpretation, op. cit.*, pp. 111, 114-15 ; et Ruth W. MOULY, *The Religious Right and Israel : The Politics of Armageddon*, Political Research Associates, Cambridge, 1985.

114 Zev CHAFETS, « The Rabbi Who Loved Evangelicals (and Vice Versa) », *New York Times Magazine*, 24 juillet 2005.

115 En août 2006, l'envoyé du Vatican en Terre promise, les évêques de l'Épiscopat, l'Église évangélique luthérienne et l'Église orthodoxe syrienne ont signé une déclaration rejetant les enseignements du sionisme chrétien et accusant le mouvement d'« encourager l'exclusivité raciale et la guerre perpétuelle ». Voir Matthew TOSTEVIN, « Holy Land Churches Attack Christian Zionism », reportage de Reuters, 31 août 2006. Un certain nombre d'Églises protestantes se sont montrées critiques à l'égard de la politique israélienne et ont sérieusement envisagé un « désinvestissement partiel » de certaines sociétés présentes en Israël. Mais le lobby s'est employé à contrecarrer ces projets, avec succès. Voir James D. BESSER, « Church Poised to Kill Divestment », *Jewish Week*, 23 juin 2006 ; Alan COOPERMAN, « Israel Divestiture Spurs Clash », *Washington Post*, 29 septembre 2004 ; Michael CONLON, « U.S. Presbyterians Consider Divesting over West Bank », *Washington Post*, 17 février 2005 ; Laurie GODDSTEIN, « Presbyterians Revise Israel Investing Policy », *New York Times*, 22 juin 2006 ; Nathan GUTTMAN, « A Warning Signal from the Churches », *Ha'aretz*, 26 novembre 2004 ; Chris MOORE, « Mainline Protestants Challenge Israel Lobby », *Antiwar.com*, 7 décembre 2004 ; Marc PERELMAN, « Effort Eyed to Combat Divestment », *Forward*, 15 juillet 2006 ; et Rachel POMERANCE, « Episcopal View on Mideast Conflict an Improvement, Jewish Groups Say », *JTA.org*, 9 novembre 2004.

116 Les limites du rôle financier des sionistes chrétiens sont illustrées par les donations à Israël suite à la guerre au Liban en 2006. Selon *Ha'aretz*, les groupes chrétiens ont donné environ 20 millions de dollars pour l'effort de reconstruction en Israël après la guerre. En comparaison, les communautés juives unies ont récolté plus de 340 millions de dollars. Voir Daphna BERMAN, « Christians Wartime Donations of $20m Went Largely Unheralded », *Ha'aretz*, 3 novembre 2006.

117 Sur le rôle des groupes d'intérêts dans la politique américaine, voir Frank R. BAUMGARTNER et Beth L. LEECH, *Basic Interests : The Importance of Groups in Politics and in Political Science*, Princeton University Press, Princeton, 1998 ; Richard L. HALL et Frank W. WAYMAN, « Buying Time : Moneyed Interests and the Mobilization of Bias in Congressional Committees », *American Political Science Review* 84, n° 3, septembre 1990, pp. 797-820 ; John Mark HANSEN, *Gaining Access : Congress and the Farm Lobby, 1919-1981*, University of Chicago Press, Chicago, 1991 ; Ken KOLLMAN, *Outside Lobbying : Public Opinion and Interest Group Strategies*, Princeton University Press, Princeton, 1998 ; Richard A. SMITH, « Interest Group Influence in the U.S. Congress », *Legislative Studies Quarterly* 20, n° 1, février 1995, pp. 89-139 ; David B. TRUMAN, *The Governmental Process : Political Interests and Public Opinion*, Alfred A. Knopf, New York, 1951 ; et James Q. WILSON, *Political Organizations*, Basic Books, New York, 1973.

118 Cité dans Mary A. BARBERIS, « The Arab-Israeli Battle on Capitol Hill », *Virginia Quarterly Review* 52, n° 2, printemps 1976, p. 209.

119 TRICE, « Domestic Interest Groups », *loc. cit.*, pp. 125-26.

120 Cité dans Ben BRADLEE Jr., « Israel's Lobby », *Boston Globe*, 29 avril 1984.

121 Shai FELDMAN, *The Future of U.S.-Israeli Strategic Cooperation*, Washington Institute for Near East Policy, Washington, 1996, pp. 5-6.

122 Cité dans GROVE, « On the March for Israel », *Washington Post*, 13 juin 1991.

123 Les citations de Bard et de Truman sont extraites de Mitchell BARD, « The Israeli and Arab Lobbies », *www.jewishvirtuallibrary.org*. Voir aussi Mark N. KATZ, « Where is the Arab Lobby ? », *Middle East Times* (en ligne), 3 juillet 2006 ; Noam N. LEVEY, « In Politicians Pro Israel Din, Arab Americans Go Unheard », *Los Angeles Times*, 23 juillet 2006 ; Ali A. MAZRUI, « Between the Crescent and the Star-Spangled Banner : American Muslims and U.S. Foreign Policy », *International Affairs* 72, n° 3, juillet 1996, pp. 493-506 ; Nabeel A. KHOURY, « The Arab Lobby : Problems and Prospects », *Middle East Journal* 41, n° 3, été 1987, pp. 379-96 ; et Andrea BARRON, « Jewish and Arab Diasporas in the United States and Their Impact on U.S. Middle East Policy », *in The Arab-Israeli Conflict : Two Decades of Change*, éd. Yehuda Lukacs et Abdallah M. Battah, Westview, Londres, 1988, pp. 238-59. La faiblesse du lobby propalestinien plus particulièrement est évoquée dans les articles suivants : Nora BOUSTANY, « Palestinians Lone Hand in Washington », *Washington Post*, 19 avril 2002 ; et George GEDDA, « PLO Loses D.C. Office Because of Unpaid Rent », *Chicago Tribune*, 12 avril 2002.

124 TRICE, « Domestic Interest Groups », *loc. cit.*, p. 123.

125 Pour un exemple typique, voir Harold SIDDIQUI, « "Oil Lobby Determined to Have Its War" in Iraq », *Toronto Star*, 19 janvier 2003, *www.commondreams.org*.

126 Stephen ZUNES, « The Israel Lobby : How Powerful is It Really ? », *Foreign Policy in Focus Special Report*, 16 mai 2006 ; Noam CHOMSKY, « The Israel Lobby », *Znet*, 28 mars 2006 ; et Martin PERETZ, « Oil and Vinegar », *New Republic*, 30 mars 2006.

127 Voir en particulier Craig UNGER, *House of Bush, House of Saud : The Secret Relationship between the World's Two Most Powerful Dynasties*, Scribner's, New York, 2004. Ce thème était également une partie essentielle du documentaire controversé de Michael Moore *Fahrenheit 9/11*.

128 En 2006, environ 40 % des importations de pétrole brut provenaient du Canada, du Mexique et du Venezuela, et l'Arabie saoudite n'en fournissait que 12,9 %. Secrétariat d'État à l'Énergie, *Petroleum Supply Monthly*, Washington, février 2007.

129 Bernard GWERTZMAN, « U.S. Said to Drop Jordan Arms Sale », *New York Times*, 21 mars 1984.

130 Extrait de *Congressional Quarterly, The Middle East*, p. 68.

131 TRICE, « Domestic Interest Groups », *loc. cit.*, pp. 137-38.

132 Voir *www.api.org/policy*. Les débats sur la politique étrangère sont également peu présents sur les sites Internet d'Exxon/Mobil et de British Petroleum.

133 Cité dans Edward TIVNAN, *The Lobby*, *op. cit.*, p. 194.

134 TRICE, « Domestic Interest Groups », *loc. cit.*, p. 137 ; et William B. QUANDT, « United States Policy in the Middle East : Constraints and Choices », *in Political Dynamics in the Middle East*, éd. Paul Hammond et Sidney Alexander, Elsevier, New York, 1972, pp. 529-30.

135 Danny FORTSON, Andrew MURRAY-WATSON et Tim WEBB, « Future of Iraq : the Spoils of War », *The Independent* (en ligne), 7 janvier 2007.

136 « Cheney Pushed for More Trade with Iran », *FOXnews.com*, 9 octobre 2004, sur *www.foxnews.com/story/0,2933,134836,00.html*.

137 TRICE, « Domestic Interest Groups », *loc. cit.*, pp. 137-38.

138 Ces citations sont extraites de Roger HILSMAN, *The Politics of Policy Making in Defense and Foreign Affairs*, Harper and Row, New York, 1971, p. 149 ; BARD, « Israeli and Arab Lobbies » ; et « Pro-Israel Lobby on Capitol Hill », *BBC Newsnight*, 8 mai 2003, disponible sur *http://news.bbc.co.uk/1/hi/programmes/newsnight/3010371.stm*.

139 « Dans les démocraties libérales, écrit Sheffer, et particulièrement aux États-Unis, au Canada, en Australie, au Danemark, aux Pays-Bas et en Norvège, les Juifs entretenaient des relations ouvertes et suivies avec la communauté juive de Palestine, puis d'Israël [...]. Certains segments de ces communautés [...] faisaient preuve d'une allégeance totale envers la société et le gouvernement qui les accueillaient [...]. Ceux qui se déclaraient ouvertement partisans du mouvement sioniste et de la communauté juive de Palestine (le Yishouv) et plus tard d'Israël ont développé une double allégeance. Les sionistes les plus résolus et d'autres sympathisants d'Israël ont adopté l'allégeance divisée, c'est-à-dire que sur certains points ils étaient loyaux envers leur pays d'accueil et sur d'autres envers leur patrie d'origine. » Voir *Diaspora Politics : At Home Abroad*, Cambridge University Press, Cambridge, 2003, pp. 232-33.

140 Malcolm HOENLEIN, « Crossing the Line of the Acceptable », *Ha'aretz*, 31 décembre 2004.

141 *Pew Global Attitudes Project*, « Muslims in Europe : Economic Worries Top Concerns about Religious and Cultural Identity », Washington, 6 juillet 2006, p. 3.

142 Citation extraite de David K. SHIPLER, « On Middle East Policy, a Major Influence », *New York Times*, 6 juillet 1987.

143 Citation extraite de Kurt EICHENWALD, « U.S. Jews Split on Washington's Shift on Palestinian State », *New York Times*, 5 octobre 2001.

144 David S. CLOUD et Helene COOPER, « Israel's Protests are Said to Stall Gulf Arms Sale », *New York Times*, 5 avril 2007.

145 Henry A. KISSINGER, *Years of Upheaval*, *op. cit.*, p. 203.

146 Les deux citations sont extraites de J. J. GOLDBERG, *Jewish Power*, *op. cit.*, pp. 232, 235.

147 Eric ALTERMAN, « Can We Talk ? », *Nation*, 21 avril 2003.

148 Stephen STEINLIGHT, « The Jewish Stake in America's Changing Demography : Reconsidering a Misguided Immigration Policy », *Backgrounder*, Center for Immigration Studies, Washington,

octobre 2001, pp. 10-11. Pour un point de vue aussi révélateur mais antérieur, voir Nathan GLAZER, « McGovern and the Jews : A Debate », *Commentary*, septembre 1972, p. 44.

149 Samuel P. HUNTINGTON, *Who Are We ? The Challenges to American National Identity*, Simon and Schuster, New York, 2004, pp. 276-91.

150 Citation extraite de Michael MASSING, « Deal Breakers », *loc. cit.*

151 John HAGEE, « The Apple of HIS Eye », *loc. cit.* ; et WAGNER, « For Zion's Sake », *loc. cit.*, p. 56. Voir aussi Lee UNDERWOOD, « Israel's Right to the Land », 4 janvier 2004, téléchargé sur *http://christianactionforisrael.org.right.html*>.

152 Les informations concernant Lenny Ben David sont disponibles sur <*www.israelunitycoalition.org/sbureau/lbendavid.php*>.

Notes du chapitre 5

1 Il y a vingt ans, un haut membre du Département d'État a déclaré à David Shipler du *New York Times* : le lobby « a tendance à orienter la prise en considération des problèmes [...]. Il y a des options sur lesquelles les gens ne s'attardent pas vraiment ». Un autre responsable de la Maison-Blanche sous Reagan a fait quant à lui remarquer que, même si l'AIPAC était un « facteur », à sa connaissance « dans aucun cas il n'a été décisif ». Mais cet homme a reconnu, dans les mots de Shipler, que « la plus grande influence semblait se jouer au niveau de la prise de décision ». Voir David K. SHIPLER, « On Middle East Policy, a Major Influence », *New York Times*, 6 juillet 1987.

2 M.J. ROSENBERG, « Kangaroo Congressional Hearing », *Weekly Opinion Column*, n° 311, Israel Policy Forum, Washington, 16 février 2007. Voir aussi Michael F. BROWN, « Dems Disdain for Palestine », *TomPaine.com*, 20 février 2007 ; et Daniel LEVY, « Yikes – Warmonger Daniel Pipes Testifying to Congress – Do They Learn Nothing ? », sur *www.tpmcafe.com.*

3 Citation d'Armey extraite de Jake TAPPER, « Questions for Dick Armey : Retiring, Not Shy », *New York Times Magazine*, 1er septembre 2002. Klein cité dans Ron KAMPEAS, « On Somber Day, DeLay's Spirits Raised by Pro-Israeli Group's Support », *JTA.org*, 2 octobre 2005 ; et DeLay cité dans James BENNET, « DeLay Says Palestinians Bear Burden for Achieving Peace », *New York Times*, 30 juillet 2003.

4 Après les élections au Congrès de 2006, 13 sénateurs sur 100 et 30 membres du Congrès sur 435 étaient juifs, pourcentages considérablement plus élevés que la proportion de citoyens dans la population américaine, qui est de moins de 3 %. Amiram BARKAT, « Number of Jewish Parliamentarians Worldwide Reaches Record High », *Ha'aretz*, 9 novembre 2006.

5 Joseph LIEBERMAN, « Speech to the AIPAC National Policy Conference », mars 2007, *http://lieberman.senate.gov/newsroom/release.cfm ?id=270526* ; Charles SCHUMER, « The Peace Process Has Been One-Sided » (interview), *Middle East Quarterly* 7, n° 4, décembre 2000 ; Henry WAXMAN, « Israel Fights for Survival », *Beverly Hills Weekly*, 19 avril 2002 ; et Robert WEXLER, « Israel and the Middle East », *http://wexler.house.gov/issues.php ?ID=19.*

6 Citation extraite de Matthew E. BERGER, « U.S. Vote May Alter Stance on Middle East », *Jerusalem Post*, 7 novembre 2006.

7 « Blue and white » : le blanc et le bleu sont les couleurs du drapeau israélien (*N.d.T.*). Citation extraite de Janine ZACHARIA, « Lantos's List », *Jerusalem Post*, 13 avril 2001. Voir également Jeffrey BLANKFORT, « A Tale of Two Members of Congress and the Capitol Hill Police », *CounterPunch.org*, 17 avril 2006 ; et Mark SIMON, « Middle East Hits Home in House Race », *San Francisco Chronicle* (en ligne), 16 mai 2002.

8 Citation extraite de Mitchell BARD, « Israeli Lobby Power », *Midstream* 33, n° 1, janvier 1987, p. 8.

9 Pour une analyse plus poussée de la structure et des opérations de l'AIPAC, qui complète les arguments avancés ici, voir Michael MASSING, « The Storm over the Israel Lobby », *New York Review of Books*, 8 juin 2006. Voir aussi Paul FINDLEY, *They Dare to Speak Out : People and Institutions Confront Israel's Lobby*, 3e éd., Lawrence Hill Books, Chicago, 2003 ; et Michael LIND, « The Israel Lobby », *Prospect*, n° 73, avril 2002.

10 Les citations de Clinton, Gingrich, Reid et du *New York Times* ont été téléchargées sur le site Internet de l'AIPAC, *www.aipac.org/documents/whoweare.html#say*, le 14 janvier 2005. La citation du *New York Times* était toujours sur le site en mai 2007, mais les autres ont été supprimées. Jeffrey

GOLDBERG, « Real Insiders », *The New Yorker*, 4 juillet 2005. La déclaration de Gingrich est également citée dans Michael KINSLEY, « J'accuse, Sort of », *Slate.com*, 12 mars 2003.

11 Michael MASSING, « Deal Breakers », *American Prospect*, 11 mars 2002, « Storm over the Israel Lobby », *loc. cit.*

12 Le même article soulignait également qu'un membre du lobby sur cinq figurait parmi les meilleurs collecteurs de fonds pour les candidats à l'élection présidentielle de 2004 George W. Bush et John Kerry. Voir Thomas B. EDSALL et Molly MOORE, « Pro-Israel Lobby Has Strong Voice », *Washington Post*, 5 septembre 2004.

13 David BIALE, *Power and Powerlessness in Jewish History*, Schocken Books, New York, 1986, pp. 186-87.

14 La déclaration de Friedman figurait dans une lettre aux membres de l'AIPAC les félicitant de leur participation au maintien du soutien américain à Israël au cours de la guerre au Liban en 2006. Citation extraite de John WALSH, « AIPAC Congratulates Itself on the Slaughter in Lebanon », *CounterPunch.org*, 16 août 2006. Cette politique est le mode opératoire normal depuis un certain temps. En 1987, Tom Dine, à la tête de l'AIPAC, a déclaré à ses sympathisants qu'« au cours de la campagne de 1985-86 les dirigeants et le personnel de l'AIPAC avaient rencontré tous les sénateurs sortants sauf un, plus 49 sénateurs challengers et 205 députés challengers, y compris tous les nouveaux membres ». Citation extraite de Robert PEAR et Richard L. BERKE, « Pro-Israel Group Exerts Quiet Might as It Rallies Supporters in Congress », *New York Times*, 7 juillet 1987.

15 Hayden dit également que sa promptitude à défendre l'invasion israélienne du Liban en 1982 a été « l'erreur de [sa] carrière politique ». Voir Tom HAYDEN, « Things Come Round in Mideast », *truthdig.com*, 18 juillet 2006.

16 Harry Lonsdale, correspondance personnelle, 16 mai 2006. Lonsdale observe également : « j'ai malgré tout récolté moins que le sénateur Hatfield, et j'ai perdu l'élection », ce qui confirme le fait évident que l'AIPAC ne peut pas réussir dans toutes les élections.

17 La citation d'Evans est extraite de John J. FIALKA, « Linked Donations ? Political Contributions from Pro-Israel PACs Suggest Coordination », *Wall Street Journal*, 24 juin 1987.

18 J. J. GOLDBERG, « Real Insiders », *loc. cit.*

19 Charles R. BABCOCK, « Papers Link Pro-Israel Lobby to Political Funding Efforts », *Washington Post*, 14 novembre 1988 ; et FIALKA, « Political Contributions from Pro-Israel PACs », *loc. cit.*

20 Sur le jugement de la FEC, voir John J. FIALKA, « Pro-Israel Lobbying Group is Accused of Breaking U.S. Campaign-Funds Law », *Wall Street Journal*, 13 janvier 1989 ; et Charles R. BABCOCK, « FEC Rules Pro-Israel Lobby, PACs are Not "Affiliated" », *Washington Post*, 22 décembre 1990.

21 David D. NEWSOM, *The Public Dimension of Foreign Policy*, Indiana University Press, Bloomington, 1996, p. 187.

22 « Pro-Israel Contributions to Federal Candidates, 2005-2006 », *www.opensecrets.org/pacs/industry.asp ?txt=Q05&cycle=20006.*

23 LEXINGTON, « Taming Leviathan », *The Economist*, 15 mars 2007 ; voir également Kelley BEAUCAR VLAHOS, « Pro-Israel Lobby A Force to Be Reckoned With », *FOXnews.com*, 28 mai 2002 ; MASSING, « Deal Breakers », *loc. cit.* ; et Michael MASSING, « Storm over the Israel Lobby ».

24 Cité dans VLAHOS, « Pro-Israel Lobby », *loc. cit.*

25 Ces chiffres ne comprennent que les contributions des comités d'action politique, sans les contributions individuelles. Calculs effectués grâce aux données du site Internet du Center for Responsive Politics, *www.opensecrets.org.*

26 Ron KAMPEAS, « Pro-Israel Political Funds in U.S. Target Friendly Incumbents – and Challengers », *JTA.org*, 3 octobre 2006.

27 Janet McMAHON, « Record Pro-Israel PAC Contributions Failed to Save Senate Minority Leader Tom Daschle's Seat », *Washington Report on Middle East Affairs*, juillet 2005.

28 Jonathan ALLEN, « McKinney Opponent Rakes in Pro-Israel Cash », *The Hill*, 2 août 2006, sur *www.hillnews.com*. Selon le Center for Responsive Politics, McKinney a dépensé environ 365 000 dollars pour sa campagne lors des primaires, alors que Hank Johnson a dépensé près de 800 000 dollars pour les primaires et l'élection générale. Voir également David FIRESTONE, « A Nation Challenged : The Lawmaker ; Call to Study U.S. Stance on Mideast Draws Anger », *New York Times*, 18 octobre 2001 ; Nathan GUTTMAN, « Lobbying for the Pro-Israel Candidates »,

Ha'aretz, 7 juillet 2004 ; « Mideast Fuels 2 Democratic Primaries », *Washington Post*, 6 juin 2002 ; et Jonathan Weisman, « House Incumbents McKinney, Schwarz Fall in Primaries », *Washington Post*, 9 août 2006.

29 J. J. Goldberg, « Real Insiders », *loc. cit.*

30 John J. Fialka, « Pro-Israel Politics : Jewish Groups Increase Campaign Donations, Target Them Precisely », *Wall Street Journal*, 3 août 1983 ; et Richard H. Curtiss, *Stealth PACs : How Israel's American Lobby Seeks to Control U.S. Middle East Policy*, 4e éd., American Educational Trust, Washington, 1996, p. 47.

31 Goldberg, « Real Insiders », *loc. cit.* Voir également David M. Halbfinger, « Generational Battle Turns Nasty in Alabama Primary », *New York Times*, 3 juin 2002 ; Tom Hamburger, « Mideast Haunts Alabama Race », *Wall Street Journal*, 31 mai 2002 ; « Money from Supporters of Israel Played Role in Alabama Upset », *New York Times*, 27 juin 2002 ; Juliet Eilperin, « Davis Ousts Rep. Hilliard in Alabama Runoff », *Washington Post*, 26 juin 2002 ; et Benjamin Soskis, « Pro-Israel Lobby Backing Challenger in Alabama Race », *Forward*, 10 mai 2002.

32 Citation extraite d'Edward Walsh, « Jewish PACs Flex Muscle : On Hill, Being Viewed as Anti-Israel Can Be Risky », *Washington Post*, 10 mai 1986 ; et Curtiss, *Stealth PACs*, *op. cit.*, pp. 65-66. Pour plus de détails sur ces affaires, voir Findley, *They Dare to Speak Out*, *op. cit.*, chap. 3.

33 Adlai Stevenson III, « The Black Book », manuscrit non publié, non daté ; correspondance personnelle avec les auteurs, 22 mars 2007.

34 « Californian Spent $1,1 million on Illinois Race », *New York Times*, 10 octobre 1985 ; Richard L. Berke, « Cranston Backer Guilty in Campaign Finance Case », *New York Times*, 8 mai 1990 ; et Tom Tugend, « Israel Financial Backers Convicted on U.S. Election Law Charges », *Jerusalem Post*, 7 mai 1990.

35 Citation extraite d'Edward Tivnan, *The Lobby : Jewish Political Power and American Foreign Policy*, Simon and Schuster, New York, 1987, p. 191. Les détails de ce paragraphe proviennent de *ibid.*, pp. 189-91. Voir aussi Charles R. Babcock, « Pro-Israel Political Activists Enforce "Percy Factor" », *Washington Post*, 7 août 1986.

36 Citation extraite de John Diamond et Brianna B. Piec, « Pro-Israel Groups Intensify Political Front in U.S. », *Chicago Tribune*, 16 avril 2002.

37 Lucille Barnes, « Retiring Sen. Jesse Helms Caved to Pro-Israel Lobby Halfway Through His Career », *Washington Report on Middle East Affairs*, mars 2002, p. 34 ; et Tom Hamburger et Jim Van de Hei, « Chosen People : How Israel Became a Favorite Cause of Christian Right », *Wall Street Journal*, 23 mai 2002.

38 La citation de Freedman est extraite de Patrick Healy, « Clinton Vows to Back Israel in Latest Mideast Conflict », *New York Times*, 18 juillet 2006. Voir aussi Adam Dickter, « Hillary : "I Had A Lot to Prove" », *Jewish Week*, 18 novembre 2005 ; Joshua Frank, « Hillary Clinton and the Israel Lobby », *Antiwar.com*, 23 janvier 2007 ; Rachel Z. Friedman, « Senator Israel », *National Review Online*, 25 mai 2005 ; Ron Kampeas, « Candidates for 2008 Courting Jewish Support », *Jerusalem Post*, 24 janvier 2007 ; E.J. Kessler, « Hillary the Favorite in Race for Jewish Donations », *Forward*, 26 janvier 2007 ; et Kristen Lombardi, « Hillary Calls Israel a "Beacon" of Democracy », *Village Voice* (en ligne), 11 décembre 2005.

39 E. J. Kessler, « Hillary the Favorite in Race for Jewish Donations », *Forward*, 26 janvier 2007 ; données sur le financement de campagne disponibles sur le site Internet du Center for Responsive Politics, *www.opensecrets.org*.

40 Il arrive que l'AIPAC et d'autres groupes pro-israéliens encouragent leurs ennemis potentiels à garder le silence, comme ç'a par exemple été le cas avec John Sununu lors des élections parlementaires du New Hampshire en 2002. Sununu partait avec deux handicaps : il était d'origine libano-palestinienne et, de l'avis de certains groupes du lobby, l'orientation de ses votes était loin d'être irréprochable. Le National Jewish Democratic Council a publié un communiqué de presse déclarant que son vote sur les questions liées à Israël « se détachait du lot – de la façon la plus déplaisante qui soit », et l'AIPAC a fait comprendre qu'il était une cible primordiale en envoyant l'ancien Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou faire campagne pour l'adversaire de Sununu. Selon le directeur général de la Republican Jewish Coalition, Sununu a réagi en rédigeant une « note encourageante » qui mettait l'accent sur sa détermination à préserver la supériorité

militaire d'Israël. Après avoir remporté l'élection, Sununu n'a émis que des critiques voilées de la campagne de bombardements menée par Israël au Liban à l'été 2006. National Jewish Democratic Council, « John Sununu : A Singular Voting Record », communiqué de presse, 28 octobre 2002 ; Matthew E. BERGER, « New Republican Congress Retains Pro-Israel Bent », *JTA.org*, 8 novembre 2002. Pour plus de détails, voir Franklin FOER, « Foreign Aid : A Middle East Proxy War in New Hampshire », *New Republic*, 26 novembre 2001 ; Ralph Z. HALLOW, « Pro-Israel Lobby Looks for Deal with Sununu », *Washington Times*, 4 septembre 2002 ; et Ori NIR, « Despite Hype, Israel Lobby Sits Out Tight New Hampshire Race », *Forward*, 8 novembre 2002.

41 « A Letter to AIPAC », *New York Review of Books*, 8 juin 2006.

42 Citation extraite de George D. MOFFETT III, « Israeli Lobby Virtually Unmatched », *Christian Science Monitor*, 28 juin 1991.

43 Amitay est cité dans BERGER, « New Republican Congress », *loc. cit.* ; Carter est cité dans Yitzhak BENHORIN, « Balanced Stand on ME is Political Suicide, Says Carter », *Ynetnews.com*, 26 février 2007.

44 Richard L. HALL et Alan V. DEARDORFF, « Lobbying as Legislative Subsidy », *American Political Science Review* 100, n° 1, février 2006.

45 Citation extraite de Camille MANSOUR, *Beyond Alliance : Israel in U.S. Foreign Policy*, traduit par James A. Cohen, Columbia University Press, New York, 1994, p. 242.

46 Jonathan WEISMAN et Jeffrey H. BIRNBAUM, « Senate Passes Ethics Package », *Washington Post*, 19 janvier 2007 ; Nathan GUTTMAN, « Jewish Groups to Challenge Ethics Reform », *Forward*, 1er décembre 2006 ; Jim ABOUREZK, « The Hidden Cost of Free Congressional Trips to Israel », *Christian Science Monitor*, 26 janvier 2007 ; l'article sur l'AIEF est disponible sur le site du Center for Public Integrity, *www.publicintegrity.org*.

47 Stephen ISAACS, *Jews and American Politics*, Doubleday, New York, 1974, pp. 255-57.

48 Citation extraite de Seth P. TILLMAN, *The United States in the Middle East : Interests and Obstacles*, Indiana University Press, Bloomington, 1982, p. 67.

49 Le texte de la lettre envoyée à Condoleezza Rice est disponible sur *www.aipac.org/Publications/SourceMaterialsCongressionalAction/Nelson-Ensign_Letter_FINAL.pdf*. Voir aussi Nathan GUTTMAN, « AIPAC Urges U.S. to End Contacts with Palestinian Authority », *Forward*, 14 mars 2007.

50 Citation extraite de Lloyd GROVE, « The Lobbyists from AIPAC : Girding for Battle in the New World Order », *Washington Post*, 13 juin 1991.

51 Bien que l'AIPAC ait pu user de son influence politique pour s'éviter un recensement en tant qu'agent étranger d'un autre gouvernement, ce problème l'inquiète particulièrement à l'heure actuelle en raison du scandale Larry Franklin (accusé d'espionnage), et l'organisation se donne donc beaucoup de mal pour mettre en valeur son « parti pris américain ». Voir Ron KAMPEAS, « New Ruling in AIPAC Case Raises Questions about "Foreign Agents" », *JTA.org*, 23 août 2006 ; Ori NIR, « Leaders Fear Probe Will Force Pro-Israel Lobby to File as "Foreign Agent" », *Forward*, 31 décembre 2004 ; et Ori NIR, « Leaders Stress American Side of AIPAC », *Forward*, 27 mai 2005.

52 « Sen. Hollings Floor Statement Setting the Record Straight on His Mideast Newspaper Column », 20 mai 2004, posté à l'origine sur le site Internet du sénateur (qui n'existe plus) mais toujours disponible sur *www.shalomctr.org/node/620*.

53 Citation extraite de GROVE, « Lobbyists from AIPAC », *loc. cit.*

54 La remarque de Sharon a été publiée dans un encart publicitaire de l'AIPAC paru dans le *Chicago Jewish Star* du 29 août au 11 septembre 2003 ; celle d'Olmert est citée dans « To Israel with Love », *Economist*, 5 août 2006.

55 Jordan a écrit : « sur les 125 membres du Democratic National Finance Council, plus de 70 sont juifs ; en 1976, plus de 60 % des gros donateurs au parti démocrate étaient juifs ; plus de 60 % de l'argent recueilli par Nixon en 1972 provenaient de donateurs juifs ; plus de 75 % de l'argent collecté lors de la campagne de Humphrey en 1968 provenaient de donateurs juifs ; plus de 90 % de l'argent récolté par Scoop Jackson lors des primaires démocrates provenaient de donateurs juifs ; même si vous aviez peu de chances de réussir et que vous veniez d'un pays où la communauté juive est de petite taille, environ 35 % de nos fonds pour les primaires provenaient de sympathisants juifs ». Hamilton JORDAN, Dossier confidentiel, Boîte 34, Dossier « Foreign Policy/Domestic

Politics Memo, HJ Memo, 6/77 », Bibliothèque Carter, rayé de la liste des documents secrets le 12 juin 1990.

56 Thomas B. EDSALL et Alan COOPERMAN, « GOP Uses Remarks to Court Jews », *Washington Post*, 13 mars 2003. Voir aussi James D. BESSER, « Jews Primary Role Expanding », *Jewish Week*, 23 janvier 2004 ; Alexander BOLTON, « Jewish Defections Irk Democrats », *The Hill* (en ligne), 30 mars 2004 ; et E.J. KESSLER, « Ancient Woes Resurfacing as Dean Eyes Top Dem Post », *Forward*, 28 janvier 2005.

57 ISAACS, *Jews and American Politics*, *op. cit.*, pp. 115-39 ; Amy KELLER, « Chasing Jewish Dollars : Can GOP Narrow Money Gap in 2004 ? », *Atlanta Jewish Times* (en ligne), 17 janvier 2003 ; et KESSLER, « Hillary the Favorite in Race for Jewish Donations », *loc. cit.*

58 Jeffrey S. HELMREICH, « The Israel Swing Factor : How the American Jewish Vote Influences U.S. Elections », *Jerusalem Letter/Viewpoints* (en ligne), n° 446, 15 janvier 2001, p. 1.

59 Ron KAMPEAS, « Candidates for 2008 », *loc. cit.*

60 E.J. KESSLER, « Lieberman and Dean Spar over Israel », *Forward*, 12 septembre 2003 ; et Stephen ZUNES, « Attacks on Dean Expose Democrats Shift to the Right », *Tikkun.org*, novembre-décembre 2003.

61 *Ibid.* ; et James D. BESSER, « Dean's Jewish Problem », *Chicago Jewish Star*, 19 décembre 2003-8 janvier 2004.

62 E.J. KESSLER, « Dean Plans to Visit Israel, Political Baggage in Tow », *Forward*, 8 juillet 2005 ; et ZUNES, « Attacks on Dean », *loc. cit.*

63 Une retranscription de la conversation entre Steiner et Katz est disponible sur *www.wrmea.com/backissues/1292/9212013.html*. Voir également Thomas FRIEDMAN, « Pro-Israel Lobbyist Quits over Audiotaped Boasts », *New York Times*, 5 novembre 1992 ; et « Israeli Lobby President Resigns over Promises ; Bragged to Contributor about Lies to Clinton », *Washington Times*, 4 novembre 1992.

64 John HEILPRIN, « Ex-Deputy Pleads Guilty in Abramoff Case », *Boston Globe*, 23 mars 2007 ; et Stacey SCHULTZ, « Mr. Outside Moves Inside », *U.S. News and World Report*, 16 mars 2003.

65 Laura BLUMENFELD, « Three Peace Suits ; For These Passionate American Diplomats, a Middle East Settlement is the Goal of a Lifetime », *Washington Post*, 24 février 1997 ; et Clayton E. SWISHER, *The Truth about Camp David : The Untold Story about the Collapse of the Middle East Peace Process*, Nation Books, New York, 2004, pp. 35-38, 183-87. Dans une critique de *The Missing Peace*, le récit que fait Ross de l'échec du processus de paix au Moyen-Orient, l'historien israélien Avi Shlaim décrit l'équipe de Clinton comme « l'un des gouvernements les plus ardents dans son soutien à Israël » de l'histoire américaine, et ajoute : « difficile de trouver un responsable politique américain plus pro-israélien dans l'âme que Dennis Ross ». Avi SHLAIM, « The Lost Steps », *Nation*, 30 août 2004. Voir aussi Michael C. DESCH, « The Peace that Failed », *American Conservative*, 8 novembre 2004 ; et Jerome SLATER, « The Missing Pieces in *The Missing Peace* », *Tikkun.org*, mai 2005.

66 Samuel Berger, conseiller à la Sécurité nationale de Bill Clinton, raconte qu'au cours des négociations de Camp David (juillet 2000) Dennis Ross a fait le commentaire suivant : « Si Barak offre quoi que ce soit de plus, je m'opposerai à cet accord. » Retranscription non éditée de « Comments by Sandy Berger at the Launch of *How Israelis and Palestinians Negotiate* (USIP Press, 2005) », U.S. Institute of Peace, Washington, 7 juin 2005, disponible sur *www.usip.org/events/2005/0607_beberger.pdf.*

67 Hussein AGHA et Robert MALLEY, « The Tragedy of Errors », *New York Review of Books*, 9 août 2001. La plainte des Palestiniens est citée dans BLUMENFELD, « Three Peace Suits ».

68 David K. SHIPLER, « On Middle East Policy, A Major Influence », *New York Times*, 6 juillet 1987.

69 Douglas BRINKLEY, « The Lives They Lived ; Out of the Loop », *New York Times Magazine*, 29 décembre 2002.

70 Bien entendu, Marius n'était pas antisémite. Il a simplement écrit dans la critique en question : « Le récit de la brutalité du Shin Bet, le police secrète israélienne, ressemble de façon sinistre aux histoires de la Gestapo, la Geheimstaatspolitzei des territoires occupés par les nazis, pendant la Seconde Guerre mondiale. » Voir Lloyd GROVE, « The Outspoken Speechwriter ; Gore Reverses Hiring Decision after Review Critical of Israel », *Washington Post*, 19 juillet 1995 ; et Richard MARIUS, « Al Gore and Me, or How Marty Peretz Saved Me from Packing My Bags for Washington », *Journal of Palestine Studies* 25, n° 2, hiver 1996, pp. 54-59.

71 Lawrence KAPLAN, « Torpedo Boat : How Bush Turned on Arafat », *New Republic*, 18 février 2002.

72 Elliott ABRAMS, *Faith or Fear : How Jews Can Survive in a Christian America*, Simon and Schuster, New York, 1997, p. 181.
73 Nathan GUTTMAN, « From Clemency to a Senior Post », *Ha'aretz*, 16 décembre 2002.

Notes du chapitre 6

1 Voir Robert H. TRICE, « Interest Groups and the Foreign Policy Process : U.S. Policy in the Middle East », dans V. DAVIS et M. EAST (dir.), *Sage Professional Papers in International Studies*, Sage Publications, Beverly Hills, 1976, p. 63-65.
2 Eric ALTERMAN, « Intractable Foes, Warring Narratives », *MSNBC.com*, 28 mars 2002.
3 Cathy Young, du magazine *Reason*, a protesté contre son inclusion dans la liste qu'Alterman avait dressée des polémistes « systématiquement » pro-israéliens. Alterman a reconnu son erreur.
4 Kristof a commencé par observer qu'il n'y a « pas de débat politique sérieux ni chez les démocrates ni chez les républicains au sujet de notre politique à l'égard des Israéliens ou des Palestiniens ». Il a suggéré que c'était une mauvaise chose pour tous, y compris pour Israël.
Il n'y a rien de particulièrement polémique dans cette affirmation, mais cela lui a valu une lettre de protestation de l'ADL. CAMERA, un groupe pro-israélien d'observation des médias, a décrit son point de vue comme une « critique univoque d'Israël ». Voir « Talking About Israel », *New York Times*, 18 mars 2007 ; « Letter to the Editor », à l'adresse : *www.adl.org/media_watch/newspapers/20070319_NYTimes.htm* ; et « Kristof's Blame-Israel Rant », 21 mars 2007, à l'adresse : *www.camera.org/index.asp ?x_context=2&x_outlet=139&x_article=1303.*
5 Cité dans Bret STEPHENS, « Eye on the Media by Bret Stephens : Bartley's Journal », *Jerusalem Post*, 22 novembre 2002.
6 Voir Jerome N. SLATER, « Muting the Alarm : The *New York Times* and the Israeli-Palestinian Conflict, 2000-2006 », *International Security* (à paraître) ; et Howard FRIEL et Richard FALK, *Israel-Palestine On Record : How the New York Times Misreports Conflict in the Middle East*, Verso, Londres, 2007.
7 Max FRANKEL, *The Times of My Life And My Life with the Times*, Random House, New York, 1999, p. 401-403.
8 Cité *in* Robert I. FRIEDMAN, « Selling Israel to America : The Hasbara Project Targets the U.S. Media », *Mother Jones*, février-mars 1987.
9 Cité *in* Alexander COCKBURN, Ken SILVERSTEIN, *Washington Babylon*, Verso, Londres, 1996, p. 6. Sur la « ligne » de *New Republic cf.* J. J. GOLDBERG, *Jewish Power : Inside the American Jewish Establishment*, Addison-Wesley, Reading, 1996, p. 299. *Time Magazine* a une fois décrit la *New Republic* de Peretz comme « inflexible dans son soutien à Israël ». *Cf.* William A. HENRY III, « Breaking the Liberal Pattern », *Time*, 1er octobre, 1984.
10 Cité dans Michael MASSING, « The Israel Lobby », *Nation*, 10 juin 2002.
11 Felicity BARRINGER, « Some U.S. Backers of Israel Boycott Dailies over Mideast Coverage That They Deplore », *New York Times*, 23 mai 2002 ; Michael GETLER, « Caught in the Crossfire », *Washington Post*, 5 mai 2002 ; Tim JONES, « Pro-Israel Groups take Aim at U.S. News Media », *Chicago Tribune*, 26 mai 2002 ; Michael MASSING, « The Israel Lobby », art. cit. ; and David SHAW, « From Jewish Outlook, Media are Another Enemy », *Los Angeles Times*, 28 avril 2002.
12 Cité dans Michael MASSING, « The Israel Lobby », art. cit.
13 Cité dans Robert I. FRIEDMAN, « Selling Israel to America », art. cit.
14 Ifshin est cité dans Lloyd GROVE, « The Lobbyists from AIPAC : Girding for Battle in the New World Order », *Washington Post*, 13 juin 1991. Voir aussi Daniel EISENBERG, « AIPAC Attack ? » *Columbia Journalism Review*, janvier/février 1993 ; Robert I. FRIEDMAN, « The Israel Lobby's Blacklist », *Village Voice*, 4 août 1992 ; Robert I. FRIEDMAN, « AIPAC with McCarthy », *Village Voice*, 25 août 1992 ; Robert I. FRIEDMAN, « The Wobbly Israeli Lobby », *Washington Post*, 1er novembre 1992 ; Thomas A. DINE et Mayer MITCHELL, « The Truth about AIPAC », *Washington Post*, 14 novembre 1992 ; et Lawrence N. COHLER, « The AIPAC Flap », *Washington Post*, 5 décembre 1992.
15 Voir par exemple, « Conflict of Interest Fits NPR Bias », à l'adresse : *www.camera.org/index.asp ?x_context=4&x_outlet=28&x_article=100* ; et Joel BERKOVSKY, « NPR Responds to Claims of Bias with Weeklong Series on Mideast », *JTA.org*, 4 octobre 2002.

16 Pour voir les véritables encarts, consulter l'adresse : *www.camera.org/images_user/advertisements/large/CAMERA_CarterAD.pdf.*

17 Cette discussion à propos de CAMERA et de NPR prend sa source dans BARRINGER, « Some U.S. Backers », *loc. cit.* ; James D. BESSER, « NPR Radio Wars Putting Jewish Groups in a Bind », *Jewish Week*, 20 mai 2005 ; Samuel FREEDMAN, « From "Balance" to Censorship : Bush's Cynical Plan for NPR », *Forward*, 27 mai 2005 ; Nathan GUTTMAN, « Enough Already from Those Pro-Israel Nudniks », *Ha'aretz*, 1er février 2005 ; Mark JURKOWITZ, « Blaming the Messenger », *Boston Globe Magazine*, 9 février 2003 ; E.J. KESSLER, « Hot Seat Expected for New Chair of Corporation for Public Broadcasting », *Forward*, 28 octobre 2005 ; Gaby WENIG, « NPR Israel Coverage Sparks Protests », *The Jewish Journal of Greater Los Angeles* (en ligne), 9 mai 2003 ; et Gila WERTHEIMER, « NPR Dismisses Protest Rallies », *Chicago Jewish Star*, 30 mai-12 juin 2003.

18 Bret STEPHENS, « An Open Letter to Ian Buruma », *Jerusalem Post*, 5 septembre 2003. Pour lire l'article original de Buruma, voir « How to Talk about Israel », *New York Times Magazine*, 31 août 2003.

19 Judt a révélé cet incident lors d'un débat sur le lobby pro-israélien qui s'est tenu à Cooper Union le 28 septembre 2006. Une vidéo du débat est disponible à l'adresse : *www.scribemedia.org/2006/10/11/israel-lobby/.*

20 James TRAUB, « Does Abe Foxman Have an Anti-Anti-Semite Problem ? », *New York Times Magazine*, 14 janvier 2007.

21 Voir *www.conferenceofpresidents.org/content.asp ?id=34* ; et *www.americasvoices.net.* Il convient de remarquer que dans ce cas précis une organisation américaine (la Conférence des présidents) décrit son initiative comme une partie fondamentale des activités de relations publiques d'Israël.

22 Sur le rôle de plus en plus important et les activités des think tanks, voir Donald E. ABELSON, *American Think Tanks and Their Role in U.S. Foreign Policy*, St. Martin's Press, New York, 1996 ; Trudy LIEBERMAN, *Slanting the Story : the Forces That Shape the News*, New Press, New York, 2000 ; David M. RICCI, *The Transformation of American Politics : the New Washington and the Rise of Think Tanks*, New Haven, Yale University Press, 1993 ; James Allen SMITH, *The Idea Brokers : Think Tanks and the Rise of the New Policy Elite*, Free Press, New York, 1991 ; Diane STONE, *Capturing the Political Imagination : Think Tanks and the Policy Process*, Frank Cass, Londres, 1996.

23 Joel BEININ, « Money, Media and Policy Consensus : The Washington Institute for Near East Policy », *Middle East Report* (en ligne), janvier-février 1993, p. 10-15 ; J. J. GOLDBERG, *Jewish Power, op. cit.*, p. 221-22 ; et Mark H. MILSTEIN, « Washington Institute for Near East Policy : An AIPAC "Image Problem" », *Washington Report on Middle East Affairs* (en ligne), juillet 1991.

24 Cité dans Mark H. MILSTEIN, « Washington Institute for Near East Policy », art. cit.

25 *Toward Peace in the Middle East : Report of a Study Group*, Washington, DC, Brookings Institution, 1975.

26 Voir Andrew Ross SORKIN, « Schlepping to Moguldom », *New York Times*, 5 septembre 2004. Le Saban Center soutient aussi la campagne présidentielle de Hillary Clinton ; voir Jeffrey H. BIRNBAUM et Matthew MOSK, « Clinton Fundraising Goes Full Force », *Washington Post*, 7 février 2007.

27 Leverett a été membre du Saban Center de la Brookings de mai 2003 à juin 2006. Il a d'abord été un chercheur associé puis un chercheur titulaire. Des désaccords importants l'ont opposé à son chef, Martin Indyk, sur les questions de politique américaine à l'égard de la Syrie et de l'Iran. Leverett maintenait que cela n'avait aucun sens de menacer l'Iran d'une frappe militaire s'il ne renonçait pas à son programme nucléaire, que cette stratégie aggravait la situation, et qu'il valait mieux chercher un grand compromis avec l'Iran. Indyk était de l'avis contraire. Leverett contestait également l'opinion d'Indyk selon laquelle l'assassinat du Premier ministre du Liban Rafic Hariri fournissait une excellente occasion pour déstabiliser le président syrien Bachar Al Assad. Leverett a été mis à la porte de la Brookings en partie à cause de ses désaccords avec Indyk et en partie parce qu'il avait critiqué les déclarations de Kenneth Pollack, le directeur de recherche du Saban Center qui défendait la guerre en Irak. Entretien avec les auteurs, 17 octobre 2006 ; correspondance avec les auteurs, 6 et 12 juin 2007.

28 Le Forum 2005 s'est tenu en Israël. Il y a eu une session avec le président palestinien Mahmoud Abbas, le ministre des Finances Salam Fayad, et le ministre des Affaires civiles Mohammed Dahlan.

29 Foxman est cité dans David E. Sanger, « Iran's Leader Relishes 2nd Chance to Make Waves », *New York Times*, 21 septembre 2006. Voir aussi « Ahmadinejad Talks to U.S. Think Tank », *Washington Post*, 21 septembre 2006 ; et Eli Lake, « N.Y.'s Jewish Leaders Reject Offer to Meet Iran's Leader », *New York Sun*, 18 septembre 2006.

30 James D. Besser, « Turning up Heat in Campus Wars », *Jewish Week*, 25 juillet 2003 ; Ronald S. Lauder and Jay Schottenstein, « Back to School for Israel Advocacy », *Forward*, 14 novembre 2003 ; et Rachel Pomerance, « Israel Forces Winning Campus Battle, Say Students Attending AIPAC Meeting », *JTA.org*, 31 décembre 2002.

31 Michal Lando, « Christians to Train in Israel Advocacy », *Jerusalem Post*, 14 mai 2007.

32 James D. Besser, « Turning up Heat », *loc. cit.* ; Rachel Pomerance, « Israel Forces Winning », *loc. cit.* Au printemps 2005, l'AIPAC a invité 100 présidents d'associations d'étudiants (dont 80 étaient non juifs) à sa conférence annuelle. Nathaniel Popper, « Pro-Israel Groups : Campuses Improving », *Forward*, 24 juin 2005.

33 « Policy Conference Highlights », à l'adresse <*www.aipac.org/2841.htm*>.

34 Jonathan S. Kessler et Jeff Schwaber, *The AIPAC College Guide : Exposing the Anti-Israel Campaign on* Campus, édition spéciale pour la Fondation Hillel (AIPAC, Washington, DC, 1984) ; et Kristine McNeil, « The War on Academic Freedom », *Nation*, 11 novembre 2002.

35 Michael Dobbs, « Middle East Studies under Scrutiny in U.S. », *Washington Post*, 13 janvier 2004 ; Michele Goldberg, « Osama University ? », *Salon.com*, 6 novembre 2003 ; Kristine McNeil, « The War on Academic Freedom », *Nation*, 11 novembre 2002 ; et Zachary Lockman, « Behind the Battle over U.S. Middle East Policy », *Middle East Report Online*, janvier 2004.

36 Tanya Schevitz, « Dossiers Dropped from Web Blacklist ; Mideast Center says Denouncing Professors was Counterproductive », *San Francisco Chronicle* (en ligne), 3 octobre 2002.

37 « The International Studies in Higher Education Act (H.R. 3077) », texte tiré de : *http://thomas.loc.gov*.

38 Stanley Kurtz, « Anti-Americanism in the Classroom », *National Review Online*, 16 mai 2002 ; Martin Kramer, *Ivory Towers on Sand : the Failure of Middle East Studies in America*, WINEP, Washington, DC, 2001.

39 Le texte de la lettre se trouve sur le site Internet de Martin Kramer à l'adresse : *www.geocities.org/martinkramerorg/Documents/HR3077/jointletter.htm*, téléchargé le 9 avril 2007.

40 Goldberg, « Osama University ? », *loc. cit.* ; Ron Kampeas, « Campus Oversight Passes Senate as Review Effort Scores a Victory », *JTA.org*, 22 novembre 2005 ; Stanley Kurtz, « Reforming the Campus : Congress Targets Title VI », *National Review Online*, 14 octobre 2003 ; McNeil, « War on Academic Freedom », *loc. cit.* ; Ori Nir, « Groups Back Bill to Monitor Universities », *Forward*, 12 mars 2004 ; Sara Roy, « Short Cuts », *London Review of Books*, 1er avril 2004 ; et Anders Strindberg, « The New Commissars », *American Conservative*, 2 février 2004.

41 Voir HR 609 (109e Congrès), « College Access and Opportunity Act of 2006 », *www.govtrack.us/congress/bill.xpd ?bill=h109-609*.

42 Voir Martin Kramer, « Title VI Verdict », *http://sandbox.blog-city.com/title_vi_verdict.htm*. Voir aussi Committee to Review the Title VI and Fulbright-Hays International Education Programs, « International Education and Foreign Languages : Keys to Securing America's Future », National Research Council, Washington, DC, 2007, p. 3.

43 Cité dans Scott Jaschick, « New Approach to International Education », *Inside Higher Ed* (en ligne), *www.insidehighered.com/news/2007/03/28/intl*. Voir aussi Sierra Millman, « Education Department Should Have Hig-Ranking Official to Oversee Foreign Language Study », *Chronicle of Higher Education Daily Report*, 28 mars 2007.

44 Draft du projet de loi : « Title VI International Education Programs », 19 avril 2006. Le brouillon de la loi stipulait que ceux qui demandent un financement au gouvernement fédéral devraient préciser « comment ils entendent gérer les conflits portant sur la question de savoir si les activités ainsi financées reflètent des perspectives diverses et une gamme variée d'opinions ». Une autre clause affirme que, « si une plainte portant sur les activités financées en vertu de cet article ne trouve pas de réponse dans les termes de la candidature de celui à qui on a accordé une aide, une telle plainte sera prise en charge par le Département [de l'Éducation] et même par le secrétaire ».

45 Le chiffre est cité dans Mitchell G. BARD, « Tenured or Tenuous : Defining the Role of Faculty in Supporting Israel on Campus », Rapport publié par l'Israel on Campus Coalition et l'American-Israeli Cooperative Enterprise, mai 2004, p. 11. Voir aussi Nacha CATTAN, « NYU Center : New Addition to Growing Academic Field », *Forward*, 2 mai 2003 ; Samuel G. FREEDMAN, « Separating the Political Myths from the Facts in Israel Studies », *New York Times*, 16 février 2005 ; Jennifer JACOBSON, « The Politics of Israel Studies », *Chronicle of Higher Education*, 24 juin 2005, p. 10-12 ; Michael C. KOTZIN, « The Jewish Community and the Ivory Tower : An Urgent Need for Israel Studies », *Forward*, 30 janvier 2004 ; et Nathaniel POPPER, « Israel Studies Gain on Campus as Disputes Grow », *Forward*, 25 mars 2005.

46 Cité dans CATTAN, « NYU Center », *loc. cit.*

47 Shmuel ROSNER, « Donor May Fund Georgetown Jewish Center to Give U.S. Leaders another Viewpoint », *Ha'aretz*, 14 juin 2006 ; Shmuel ROSNER, « Academic Lies about Israel », *Ha'aretz*, 14 juin 2006 ; et Stephen SANTULLI, « Jewish Program May Get Major Gift », *The Hoya* (en ligne), 1[er] septembre 2006.

48 Pour une copie de la version originale de la plainte, voir Chicago Friends of Israel, « Jewish and Pro-Israel Students at the University of Chicago Subject to Intimidation and Hate », 24 juillet 2002, qu'on peut lire sur le site Internet de Campus Watch. Voir aussi Ron GROSSMAN, « Mideast Conflict Boosts Tensions at U.S. Colleges », *Chicago Tribune*, 17 octobre 2002 ; Dave NEWBART, « Allegations of Anti-Semitism on Campus », *Chicago Sun Times*, 4 novembre 2002 ; Joshua STEINMAN, « University Professors Labeled Anti-Israeli by Campus Watch Site », *Chicago Maroon* (en ligne), 29 octobre 2002 ; « University Responds to Anti-Semitic Incidents », *University of Chicago Magazine*, octobre 2002 ; et Sean WERELEY, « Students Debate Presence of Anti-Semitism on Campus », *Chicago Weekly News*, 17 octobre 2002.

49 Jonathan R. COLE, « The Patriot Act on Campus : Defending the University Post-9/11 », *Boston Review*, été 2003 ; Chanakya SETHI, « Khalidi Candidacy for New Chair Draws Fire », *Daily Princetonian* (en ligne), 22 avril 2005 ; « Debate Grows over Khalidi Candidacy », *Daily Princetonian* (en ligne), 28 avril 2005 ; et « Scholarship, Not Politics, Is the Measure of a Professor », *Daily Princetonian* éditorial (en ligne), 27 avril 2005.

50 COLE, « The Patriot Act on Campus », *loc. cit.*

51 Robert GAINES, « The Battle at Columbia University », *Washington Report on Middle East Affairs* (en ligne), avril 2005 ; Caroline GLICK, « Our World : The Columbia Disaster », *Jerusalem Post*, 4 avril 2005 ; Joseph MASSAD, « Witch Hunt at Columbia : Targeting the University », *CounterPunch.org*, 3 juin 2005 ; Nathaniel POPPER, « Columbia Students Say Firestorm Blurs Campus Reality », *Forward*, 11 février 2005 ; Scott SHERMAN, « The Mideast Comes to Columbia », *Nation*, 4 avril 2005 ; et Chanan WEISSMAN, « Film on "Bias" at Columbia U. Sparks Fury Among Israeli Alumni », *Jerusalem Post*, 6 février 2005.

52 « Columbia University Ad Hoc Grievance Committee, Final Report, New York, 28 March 2005 (excerpts) », *Journal of Palestine Studies* 34, n° 4, été 2005, p. 90-100.

53 Scott JASCHIK, « Blackballed at Yale », *Inside Higher Ed* (en ligne), 5 juin 2006 ; Liel LIEBOVITZ, « Middle East Wars Flare Up at Yale », *Jewish Week*, 2 juin 2006 ; Steve LIPMAN, « Opening the Ivy Doors », *Jewish Week*, 22 décembre 2006 ; Philip WEISS, « Burning Cole », *Nation*, 3 juillet 2006 ; et le symposium intitulé « Posting Mortem » dans la *Chronicle of Higher Education*, 28 juillet 2006.

54 Paul FINDLEY, *They Dare to Speak Out : People and Institutions Confront Israel's Lobby*, 3[e] éd., Lawrence Hill Books, Chicago, 2003, p. 50-58 ; et « Stanford Apologizes to Ex-Representative McCloskey », *Washington Post*, 28 juillet 1983.

55 Peter Dombrowski, membre de la faculté du Naval War College, nous a relaté cette histoire le 13 juin 2006, et l'a confirmée lors d'un échange de mails le 5 avril 2007.

56 « UM Deserves to Hear Both Sides On Israel Lobby », Lettre, *Montana Kaimin*, 7 septembre 2006 ; Trevor KILGORE, « Profs Off-Base in Labeling Lecturer as Anti-Semitic », Lettre, *Montana Kaimin*, 8 septembre 2006 ; Brenna MOORE, « U.S. Foreign Policy Mistakes, Consequences Discussed by International Relations Expert », *Montana Kaimin*, 12 septembre 2006 ; Rob CHANEY, « Professor Questions U.S.-Israeli Relationship », *The Missoulian*, 12 septembre 2006 ; « Anti-Semitic Lecturer Bad for UM », Lettre, *Montana Kaimin*, 13 septembre 2006 ; « Presidential Lecturer Starts Debate, Not Hatred », Lettre, *Montana Kaimin*, 12 septembre 2006. En octobre, dans le cadre de la même

série de conférences, on a invité Joseph Joffe, un célèbre spécialiste de la politique étrangère européenne qui avait vivement critiqué notre premier article. Sa présence n'a pas appaisé les critiques de ceux qui s'opposaient à l'invitation de Walt. Ceux-ci ont poursuivi inutilement leur campagne pour tenter de renvoyer le coordonnateur des conférences. Voir Hannah HEIMBUCH, « Lecture Series Not Skirting Foreign Policy », *Montana Kaimin*, 26 octobre 2006.

57 Publié en français sous le titre *L'Allemagne en procès. La thèse de Goldhagen et la vérité historique*, Albin Michel, Paris, 1999.

58 Publié en français sous le titre *Les Bourreaux volontaires de Hitler. Les Allemands ordinaires et l'Holocauste*, Seuil, Paris, 1997.

59 Ralph BLUMENTHAL, « Cries to Halt Publication of Holocaust Book », *New York Times*, 10 janvier 1998 ; et Norman G. FINKELSTEIN, *Beyond Chutzpah : On the Misuse of Anti-Semitism and the Abuse of History*, University of Californian Press, Berkeley, 2005, p. 55-56.

60 Jon WEINER, « Giving Chutzpah New Meaning », *Nation*, 11 juillet 2005 ; et la correspondance qui a suivi, 29 août 2005. Voir aussi « Dershowitz, Prof Spar over Plagiarism », *New York Times*, 14 juillet 2005 ; Neve GORDON, « The Real Case for Israel », *In These Times* (en ligne), 12 octobre 2005 ; Jennifer HOWARD, « Calif. Press Will Publish Controversial Book on Israel », *The Chronicle of Higher Education*, 22 juillet 2005 ; et Jon WIENER, « Chutzpah and Free Speech », *Los Angeles Times*, 11 juillet 2005.

61 Voir Andy HUMM, « Academic Freedom, Intimidation, and Mayoral Politics : The Case of Rashid Khalidi », *Gotham Gazette* (en ligne), 7 avril 2005 ; Julia LEVY, « Khalidi Is Tapped to Teach Teachers about Middle East », *New York Sun*, 15 février 2005 ; Julia LEVY, « Education Dept. Drops Columbia Prof. from Teaching Program for Teachers », *New York Sun*, 16 février 2005 ; et Alisa SOLOMON, « When Academic Freedom Is Kicked Out of Class », *Forward*, 4 mars 2005.

62 Yaniv HALILI, « New Yorkers to Study about Israel », *Ynetnews.com*, 8 septembre 2006 ; et David ANDREATTA, « Schools Back Israeli Teacher Course », *New York Post* (en ligne), 28 septembre 2006. Des pressions peuvent également être exercées sur des écoles privées. En janvier 2007, les protestations des parents concernés et du Jewish Community Relations Council de la Silicon Valley ont conduit à l'annulation d'une intervention que le professeur de Stanford Joel Beinin devait donner à la Harker School, une école privée de San José. Beinin est juif et c'est un sioniste déclaré, mais, parce qu'il critique également les politiques israéliennes à l'égard des Palestiniens, il a paru inacceptable qu'il parle devant un public de lycéens. Voir Joel BEININ, « Silencing Critics Not Way to Middle East Peace », *San Francisco Chronicle* (en ligne), 4 février 2007.

63 Max GROSS, « Israel Advocacy Coalition Targeting High Schools », *Forward*, 23 janvier 2004 ; Rachel POMERANCE, « With Israel Issue Hot on Campus, Groups Train High School Advocates », *JTA.org*, 22 janvier 2004 ; et « New Pro-Israel Campaign Targets High School Students », *JTA.org*, 2 juin 2004.

64 Jonathan KESSLER, « Pro-Israel Activism Makes Comeback on Campus », *Forward*, 26 décembre 2003 ; Nathaniel POPPER, « Pro-Israel Groups : Campuses Improving », *Forward*, 24 juin 2005 ; Barry SILVERMAN and Randall KAPLAN, « Pro-Israel College Activists Quietly Successful on Campus », *JTA.org*, 9 mai 2005 ; et Chanan TIGAY, « As Students Return to Campus, Activists Prepare a New Approach », *JTA.org*, 1er septembre 2005. Il y a cependant des limites à l'influence du lobby sur les campus. Voir Joe ESKENAZI, « Book : College Campuses Quiet, but Anti-Israel Feeling Is Growing », *JTA.org*, 29 novembre 2005 ; et Gary ROSENBLATT, « U.S. Grad Students Seen Hostile to Israel », *Jewish Week*, 17 juin 2005.

65 Harris et le consul général de Pologne Krzystof Kasprzyk sont cités dans Michael POWELL, « In N.Y., Sparks Fly over Israel Criticism », *Washington Post*, 9 octobre 2006. Voir aussi J.J. GOLDBERG, « A Lobby Prof Asks : Can We Talk ? », *Forward*, 13 octobre 2006 ; Larry COHLER-ESSES, « Off Limits ? Talk by Israel Critic Canceled », *Jewish Week*, 6 octobre 2006 ; et Ira STOLL, « Poland Abruptly Cancels a Speech by Local Critic of the Jewish State », *New York Sun*, 4 octobre 2006. On trouve une copie de cette lettre dans : « The Case of Tony Judt : An Open Letter to the ADL », *New York Review of Books*, 16 novembre 2006. Pour la réponse de l'ADL et les réponses suivantes des deux principaux auteurs de la lettre, voir « The ADL & Tony Judt : An Exchange », *New York Review of Books*, 30 novembre 2006.

66 Graham BOWLEY, « Lunch with the FT : Tony Judt », *Financial Times*, 16 mars 2007.

67 À paraître sous le titre *Darquier ou la France trahie*, Buchet-Chastel, Paris, 2007.

68 Cité dans « French Embassy Cancels N.Y. Book Launch over Author's Israel Views », *Ha'aretz*, 10 octobre 2006. Voir aussi Ed. PILKINGTON, « U.S. Free Speech Row Grows as Author Says Jewish Complaints Stopped Party », *Guardian*, 11 octobre 2006 ; et Henry PORTER, « The Enemies of Free Speech are Everywhere », *Observer*, 15 octobre 2006. Voici le passage en entier du texte de Callil : « Les Français ont oublié Vichy, les Australiens ont oublié les Aborigènes, les Anglais ont oublié les Irlandais, les unionistes ont oublié les catholiques du nord de l'Irlande, les États-Unis ont oublié le Chili et oublient aujourd'hui Guantanamo. Tout le monde oublie le Timor-Oriental et le Rwanda. Pendant que j'écrivais ce livre, tout le monde me demandait sans cesse comment je pouvais supporter d'écrire sur un personnage aussi ignoble et écrire des choses aussi horribles. En fait ce ne sont pas les horreurs du passé qui m'ont posé problème. Ce qui m'angoissait [...] c'était de vivre si près de la terreur sans espoir des Juifs de France, et de voir ce que les Juifs d'Israël sont en train de faire subir aux Palestiniens. Tout comme le reste de l'humanité, les Juifs d'Israël "oublient" les Palestiniens. Tout le monde oublie. Toute nation oublie. » Carmen CALILL, *Bad Faith : A Forgotten History of Family, Fatherland, and Vichy France*, Random House, New York, 2006, p. 437.

69 Voir Jesse MCKINLEY, « Play about Demonstrator's Death is Delayed », *New York Times*, 28 février 2006 ; et Katharine VINER, « A Message Crushed Again », *Los Angeles Times*, 1er mars 2006. Voir aussi Rachel IRWIN, « Censoring Rachel's Words ? », *Jerusalem Post*, 20 mars 2006 ; Edward ROTHSTEIN, « Too Hot to Handle, Too Hot to Not Handle », *New York Times*, 6 mars 2006 ; et Philip WEISS, « Too Hot for New York », *Nation*, 3 avril 2006.

70 Richard OUZOUNIAN, « "Corrie" Cancelled in Canada », *Variety* (en ligne), 22 décembre 2006.

71 Christine DOLEN, « Theater Won't Stage Controversial Drama », *Miami Herald* (en ligne), 3 avril, 2007. Dolen raconte aussi qu'une représentation réussie de la pièce à Seattle a déclenché le mécontentement de trois groupes juifs, qui ont distribué des feuillets aux spectateurs devant le théâtre.

72 Foxman est cité dans Jim MCGEE, « Jewish Groups Tactics Investigated », *Washington Post*, 19 octobre 1993. Pour le cas de l'ADL, voir Chip BERLET et Dennis KING, « ADL-Gate », *Tikkun.org*, juillet-août 1993 ; Jeffrey BLANKFORT, Anne POIRIER et Steve ZELTSER, « The ADL Spying Case is Over, But the Struggle Continues », *CounterPunch.org*, 25 février 2002 ; Phil BRONSTEIN, « Suspect in Cop Spy Case Tells His Story », *San Francisco Examiner*, 22 janvier 1993 ; Lynne DUKE, « Anti-Defamation League Sued : Rights Violations Alleged in Spying », *Washington Post*, 22 octobre 1993 ; Bob EGELKO, « Jewish Defense Group Settles S.F. Spying Suit », *San Francisco Chronicle* (en ligne), 23 février 2002 ; Robert I. FRIEDMAN, « The Enemy Within », *Village Voice*, 11 mai 1993 ; « Inquiry Is Dropped over Spy Charges », *New York Times*, 17 novembre 1993 ; Jim MCGEE, « Jewish Group's Tactics Investigated », *Washington Post*, 19 octobre 1993 ; et « The ADL Snoops », *CounterPunch.org*, 11 novembre 1998.

73 Comme nous l'avons expliqué au chapitre 4, nous considérons le terme « lobby juif » comme un terme inapproprié qui prête à confusion, car il suggère que tous les Juifs soutiennent les points de vue du lobby et laisse de côté les individus et les groupes non juifs qui en font aussi partie.

74 Mortimer B. ZUCKERMAN, « A Shameful Contagion of Anti-Semitism in Europe », *U.S. News and World Report*, 7 octobre 2002 ; et Jeff JACOBY, « The Cancer of Anti-Semitism in Europe », *Boston Globe*, 21 mars 2004.

75 Cité dans Tony JUDT, « Goodbye to All That ? » *Nation*, 3 janvier 2005.

76 ADL, « Attitudes toward Jews, Israel and the Palestinian-Israeli Conflict in Ten European Countries », avril 2004 ; Pew Global Attitudes Project, *A Year After Iraq War : Mistrust of America in Europe Even Higher, Muslim Anger Persists*, The Pew Research Center for the People and the Press, Washington, DC, 16 mars 2004, pp. 4-5, 26. À propos de l'enquête de l'ADL, voir « ADL Survey Finds Some Decrease in Anti-Semitic Attitudes in Ten European Countries », Communiqué de presse de l'ADL, 26 avril 2004 ; Shlomo SHAMIR, « Poll Shows Decrease in Anti-Semitic Views in Europe », *Ha'aretz*, 27 avril 2004. Ces enquêtes n'ont eu pour ainsi dire aucun effet sur les polémistes pro-israéliens, qui ont continué à affirmer l'existence d'un antisémitisme rampant en Europe. Voir par exemple, Daniel J. GOLDHAGEN, « Europe's Toothless Reply to Anti-Semitism :

Conference Fails to Build Tools to Fight a Rising Sickness », *Los Angeles Times*, 30 avril 2004 ; et Charles KRAUTHAMMER, « The Real Mideast "Poison" », *Washington Post*, 30 avril 2004.

77 Martin PERETZ, « Cambridge Diarist : Regrets », *New Republic*, 22 avril 2002, p. 50.

78 Les données dans ce paragraphe sont tirées d'« Anti-Semitism in Europe : Is It Really Rising ? » *Economist*, 4 mai 2002.

79 Cité dans Marc PERELMAN, « Community Head : France No More Antisemitic Than U.S. », *Forward*, 1er août 2003. Voir aussi Francois BUJON DE L'ESTANG, « A Slander on France », *Washington Post*, 22 juin 2002 ; et « French President Accuses Israel of Conducting Anti-French Campaign », *Ha'aretz*, 12 mai 2002.

80 « French Police : Anti-Semitism in France Sharply Decreased in 2005 », *Ha'aretz*, 19 janvier 2006.

81 « French Protest for Murdered Jew », *BBC News Online*, 26 février 2006 ; et Michel ZLOTOWSKI, « Large Memorial Held for Parisian Jew », *Jerusalem Post*, 23 février 2006.

82 Avi BEKER, « The Eternally Open Gate », *Ha'aretz*, 11 janvier 2005 ; Josef JOFFE, « A Boom, if Not A Renaissance, in Modern-Day Germany », *Forward*, 25 juillet 2003 ; Nathaniel POPPER, « Immigrant Policy Eyed as German Community Swells », *Forward*, 25 juillet 2003 ; Eliahu SALPETER, « Jews from the CIS Prefer Germany to the Jewish State », *Ha'aretz*, 28 mai 2003. De même, le *Times* de Londres a rapporté au printemps 2005 qu'« environ 100 000 Juifs sont retournés en Russie ces dernières années, causant ainsi une renaissance phénoménale de la communauté juive dans un pays qui a une longue tradition d'antisémitisme ». Jeremy PAGE, « Once Desperate to Leave, Now Jews Are Returning to Russia, Land of Opportunity », *The Times*, Londres, 28 avril 2005. Voir aussi Lev KRICHEVSKY, « Poll : Russians Don't Dislike Jews, and More Are against Anti-Semitism », *JTA.org*, 2 février 2006.

83 Le président du département de l'Éducation de l'Agence juive a dit, selon certains, que « le violent antisémitisme d'aujourd'hui a son origine dans deux sources différentes : les islamistes radicaux au Moyen-Orient et en Europre occidentale d'une part et l'élément de la jeunesse néonazie en Europe de l'Est et en Américaine latine d'autre part ». Jonathan SCHNEIDER, « Anti-Semitism Still a World Problem », *Jerusalem Post*, 26 janvier 2006.

84 Voir « Study : Anti-Semitic Attacks Hit Record Level in Britain in 2006 », *Ha'aretz*, 1er février 2007 ; et Community Security Trust, « Antisemitic Incidents Report 2006 », téléchargé à l'adresse : *www.thecst.org.uk*.

85 Plus précisément, la police londonienne a indiqué que les attaques antisémites avaient chuté de 25 % ces dernières années, et que « le racisme contre les Noirs, les Asiatiques et les Arabes à Londres était bien plus important ». Les chiffres du Global Forum ont fait état d'une légère baisse (de 3 %) de l'antisémitisme entre 2005 et 2006. Voir Jonny PAUL, « Sharp Rise in U.K. Anti-Semitism ? Numbers Don't Add Up for Everyone », *JTA.org*, 22 février 2007.

86 Pour des exemples de cet argument, voir Phyllis CHESLER, *The New Anti-Semitism : The Current Crisis and What We Must Do about It*, Jossey-Bass, San Francisco, 2003 ; Hillel HALKIN, « The Return of Anti-Semitism : To Be against Israel Is to Be against the Jews », *Wall Street Journal*, 5 février 2002 ; Barry KOSMIN et Paul IGANSKI, « Judeophobia – Not Your Parent's Anti-Semitism », *Ha'aretz*, 3 juin 2003 ; Amnon RUBINSTEIN, « Fighting the New Anti-Semitism », *Ha'aretz*, 2 décembre 2003 ; Gabriel SCHOENFELD, *The Return of Anti-Semitism*, Encounter Books, San Francisco, 2003 ; Natan SHARANSKY, « Anti-Semitism Is Our Problem », *Ha'aretz*, 10 août 2003 ; Yair SHELEG. « A World Cleansed of the Jewish State », *Ha'aretz*, 18 avril 2002 ; « Enemies, a Post-National Story », *Ha'aretz*, 8 mars 2003. Pour une critique de cette perspective, voir Akiva ELDAR, « Anti-Semitism Can Be Self-Serving », *Ha'aretz*, 3 mai 2002 ; Brian KLUG, « The Myth of the New Anti-Semitism », *Nation*, 2 février 2004 ; Ralph NADER, « Criticizing Israel is Not Anti-Semitism », *CounterPunch.org*, 16-17 octobre 2004 ; et Henri PICCIOTTO et Mitchell PLITNICK (dir.), *Reframing Anti-Semitism : Alternative Jewish Perspectives*, Jewish Voice for Peace, Oakland, 2004 ; et Norman FINKELSTEIN, *Beyond Chutzpah*, *op. cit.*, chap. 1-3.

87 Helen NUGENT, « Chief Rabbi Flays Church over Vote on Israel Assets », *The Times*, Londres, 17 février 2006. Voir aussi Bill BOWDER, « Sacks Seeks Talks after Synod Vote on Disinvestment », *Church Times* (en ligne), 17 février 2006 ; « Bulldozer Motion "Based on Ignorance" », *Church Times* (en ligne), 10 février 2006 ; Ruth GLEDHILL, « Church Urged to Reconsider Investments with Israel », *The Times*, Londres, 28 mai 2005 ; et Irene LANCASTER, « Anglicans Have Betrayed the

Jews », téléchargé sur le site de Moriel Ministries (Grande-Bretagne), 20 février 2006. Voir : *www.moriel.org/articles/israel/anglicans_have_betrayed_the_jews.htm*. Voir aussi « U.K. Chief Rabbi Attacks Anglicans over Israel Divestment Vote », *Ha'aretz*, 17 février 2006.

88 Le fait que l'Église d'Angleterre critiquait simplement la politique israélienne et ne faisait aucunement preuve d'antisémitisme apparaît clairement dans une lettre datant du 10 février 2006 que l'archevêque de Canterbury (le Dr Rowan Williams) a envoyée au Grand Rabbin d'Angleterre (Jonathan Sacks) pour lui expliquer pourquoi l'Église avait décidé ce désengagement. Pour une copie de la lettre, voir « Archbishop : Synod Call Was Expression of Concern », 10 février 2006. Téléchargé sur le site de l'Église d'Angleterre le 20 février 2006. Voir : *www.cofe.anglican.org/news/pr2006.html*.

89 Arnold FORSTER et Benjamin R. EPSTEIN, *The New Anti-Semitism*, McGraw-Hill, New York, 1974. D'après eux, « au cœur de l'antisémitisme », il y avait « une grande indifférence aux inquiétudes les plus profondes du peuple juif, une forme d'indolence et d'apathie dans la façon de réagir aux attitudes antijuives, une incapacité ou un manque de volonté notoire à comprendre la nécessité de l'existence d'Israël pour la sécurité des Juifs et leur survie dans le monde » (p. 324).

90 D'après les Perlmutter, « c'est le gant de velours de l'antisémitisme qui a facilité la victoire de l'administration [Reagan] [dans le contrat AWACS] ». Voir Nathan PERLMUTTER et Ruth Ann PERLMUTTER, *The Real Anti-Semitism in America*, Arbor House, New York, 1982, p. 236.

91 Pour reprendre les termes des Perlmutter, « aujourd'hui, les intérêts des Juifs ne sont pas tant menacés par leur ennemi traditionnel, l'antisémitisme, que par des politiques gouvernementales a-sémites, dont les porte-parole peuvent très bien ne pas être antisémites ». Ces politiques incluent entre autres « la soif des économies occidentales pour les pétrodollars », le néo-isolationnisme, et les droits compensatoires accordés à certains groupes (i.e. la discrimination positive). Et, d'après eux, « les Juifs sont aujourd'hui menacés par des secteurs qui, bien que non antisémites, représentent néanmoins pour nous un plus grand danger que notre ennemi de longue date et facilement identifiable qu'est l'antisémitisme. Incontestés et sous-étudiés, ces éléments, en apparence neutres à l'égard des juifs, peuvent causer du tort aux Juifs et, si on leur résiste comme il se doit, ils pourraient très bien se transformer en un antisémitisme classique ». *Real Anti-Semitism*, 9, pp. 231-32.

92 Cité dans Hillel HALKIN, « The Return of Anti-Semitism », *Commentary*, février 2002, p. 30.

93 Natan SHARANSKY, « Anti-Semitism Is Our Problem », *Ha'aretz*, 10 août 2003. Voir aussi ZUCKERMAN, « Shameful Contagion », *loc. cit.*

94 Peter NOVICK, *The Holocaust in American Life*, *op. cit.* ; Jack WERTHEIMER, « Jewish Organizational Life », *in American Jewish Yearbook 1995*, American Jewish Committee, New York, 1995, p. 70 ; et Frank RICH, « The Booing of Wolfowitz », *New York Times*, 11 mai 2002.

95 Leon WIESELTIER, « Hitler is Dead : The Case against Jewish Ethnic Panic », *New Republic*, 27 mai 2002. Hentoff et Rosenbaum sont tous deux cités dans cet article. L'ancien sous-secrétaire d'État Stuart Eizenstat a émis une réserve du même genre en avril 2007, en écrivant : « L'antisémitisme n'est pas anéanti mais l'opinion publique dans le monde entier a intériorisé la gravité de l'Holocauste. Le niveau général des attitudes antisémites a considérablement diminué. Il y a depuis plusieurs décennies des dialogues réussis entre les Juifs et les catholiques. Le Vatican a fait d'importantes déclarations pour dénoncer l'antisémitisme [...]. La plupart des pays occidentaux ont créé une journée de commémoration des victimes de l'Holocauste, et beaucoup ont des musées de l'Holocauste. Presque chaque grande nation européenne met à la disposition des synagogues et des écoles religieuses une surveillance policière. Les actes antisémites sont très sévèrement condamnés, comme en France, même si c'est souvent trop tard. » Voir Stuart EIZENSTAT, « The Dangers are Great, But It is Not 1938 », *Forward*, 20 avril 2007.

96 Yossi BEILIN, « The Case for Carter », *Forward*, 16 janvier 2007.

97 Les Israéliens de renom qui ont utilisé ce terme sont l'ancien Attorney General Michael Ben Yair, l'adjoint au maire de Jérusalem Meron Benvenisti, l'activiste de la paix Uri Avnery, l'ancien ministre de l'Éducation Shulamit Aloni, et plusieurs groupes de défense de la paix israéliens. Voir Joseph LELYVELD, « Jimmy Carter and Apartheid », *New York Review of Books*, 29 mars 2007. Sur Tutu et Kasrils, voir Desmond TUTU et Ian URBINA, « Against Israeli Apartheid », *Nation*, 27 juin

2002 ; et Jonny PAUL, « South African Jewish Minister Sends Support to "Israel Apartheid Week" Organizers », *Jerusalem Post*, 22 février 2007.

98 Comme le note Shmuel ROSNER, les détracteurs de Carter sont « presque tous juifs ». Mais, comme le suggère la citation de Yossi Beilin dans le paragraphe précédent, tous les Juifs n'ont pas critiqué l'ancien président « The Carter Trap », *Ha'aretz*, 15 janvier 2007. À propos des réactions très différentes au livre de Carter chez les non-Juifs, voir M.J. ROSENBERG, « Israel's Increased Isolation », Israel Policy Forum, Washington, DC, 19 janvier 2007.

99 Foxman est cité dans James BESSER, « Jewish Criticism of Carter Intensifies », *Jewish Week*, 15 décembre 2006 ; et Martin PERETZ, « Carter's Legacy », *The Spine* (blog *New Republic*), 28 novembre 2006.

100 Deborah LIPSTADT, « Jimmy Carter's Jewish Problem », *Washington Post*, 20 janvier 2007.

101 « Carter Defends Book on Israel Conflict », *Jerusalem Post*, 21 janvier 2007.

102 Plus précisément Krauthammer a décrit les propos de Fukuyama comme « une nouvelle façon de judaïser le néoconservatisme ». Il a déclaré que « son propos est différent du genre d'arguments grossiers défendus, entre autres, par Pat Buchanan et Malaysia's Mahathir Mohamad, d'après lesquels les néoconservateurs américains (comprendre : les Juifs) font tout ce que veut Israël, et prennent en otage la politique étrangère américaine au service d'Israël et du grand complot juif. Le propos de Fukuyama est plus subtil et implicite ». En dépit de cette distinction, Krauthammer suggérait clairement que Fukuyama est un « subtil antisémite ». Pour cet échange, voir Francis FUKUYAMA, « The Neoconservative Moment », *National Interest*, n° 76, été 2004, p. 57-68 ; Charles KRAUTHAMMER, « In Defense of Democratic Realism », *National Interest*, n° 77, automne 2004, p. 15-25 ; Francis FUKUYAMA, « Letter », *National Interest*, n° 78 (hiver 2004/05), p. 11 ; et Charles KRAUTHAMMER, « Letter », *National Interest*, n° 79, printemps 2005, p. 9.

103 Eliot COHEN, « Yes, It's Anti-Semitic », *Washington Post*, 5 avril 2006 ; et Eli LAKE, « David Duke Claims to Be Vindicated by a Harvard Dean », *New York Sun*, 20 mars 2006.

104 ADL, « Mearsheimer and Walt's Anti-Israel Screed : A Relentless Assault in Scholarly Guise », *ADL Analysis* (en ligne), 24 mars 2006 ; Josef JOFFE, « Common Denominator », *New Republic Online*, 10 avril 2006 ; Benny MORRIS, « And Now for Some Facts : The Ignorance at the Heart of an Innuendo », *New Republic*, 8 mai 2006 ; Michael B. OREN, « Quiet Riot : Tinfoil Hats in Harvard Yard », *New Republic*, 10 avril 2006 ; et Martin PERETZ, « Oil and Vinegar : Surveying the Israel Lobby », *New Republic*, 10 avril 2006.

105 William KRISTOL, « Anti-Judaism », *Wall Street Journal*, 8 septembre 2006 ; Ruth R. WISSE, « Israel Lobby », *Wall Street Journal*, 22 mars 2006 ; et Shmuel ROSNER, « Is Carter an Anti-Semite ? », *Ha'aretz*, 21 décembre 2006.

106 Les citations sont extraites d'Alvin H. ROSENFELD, « Progressive Jewish Thought and the New Anti-Semitism », American Jewish Committee, décembre 2006, p. 9. Voir aussi Patricia COHEN, « Essay Linking Liberal Jews and Anti-Semitism Sparks a Furor », *New York Times*, 31 janvier 2007 ; Larry COHLER-ESSES, « Anger over Broadside Aimed at Jewish Leftists », *Jewish Week*, 9 février 2007 ; Ben HARRIS, « Suddenly, Little-Noticed Essay Is Focus of Debate on Israel Criticism », *JTA.org*, 7 février 2007 ; Alan WOLFE, « Free Speech, Israel, and Jewish Illiberalism », *The Chronicle Review* (de la *Chronicle of Higher Education*), 17 novembre 2006 ; et Gaby WOOD, « The New Jewish Question », *Observer*, 11 février 2007.

107 Michael LERNER, « There is No New Anti-Semitism », *Baltimore Chronicle & Sentinel* (en ligne), 2 février 2007.

108 KRISTOF, « Talking about Israel », art. cit. ; George SOROS, « Of Israel, America, and AIPAC », *New York Review of Books*, 12 avril 2007 ; et « Diaspora Blues », *Economist*, éditorial, 13 janvier 2007.

109 KRISTOL, « Anti-Judaism », la solution de Kristol est d'accuser ceux qui critiquent Israël – y compris nous-mêmes – de « fanatiques » et d'« anti-juifs », *loc. cit.*

Notes de l'introduction de la seconde partie

1 Pour un bon exemple, voir Nathan GUTTMAN, « A Marriage Cemented by Terror », *Salon.com*, 24 janvier 2006.

Notes du chapitre 7

1 Thomas OLIPHANT, « A Delicate Balance », *Boston Globe*, 18 septembre 2001 ; Jane PERLEZ et Patrick E. TYLER, « Before Attacks, U.S. Was Ready to Say It Backed Palestinian State », *New York Times*, 2 octobre 2001.

2 Robert G. KAISER, « Bush and Sharon Nearly Identical on Mideast Policy », *Washington Post*, 9 février 2003.

3 Jane PERLEZ et Katharine Q. SEELYE, « U.S. Strongly Rebukes Sharon for Criticism of Bush, Calling it "Unacceptable" », *New York Times*, 6 octobre 2001. Voir aussi John DONNELLY, « Nation Set to Push Sharon on Agreement », *Boston Globe*, 10 octobre 2001 ; Lee HOCKSTADER, « Sharon Apologetic over Row with U.S. », *Washington Post*, 7 octobre 2001 ; Lee HOCKSTADER et Daniel WILLIAMS, « Israël Says It Won't "Pay Pric" of Coalition », *Washington Post*, 18 septembre 2001 ; « Israël's Opportunity », éditorial du *Los Angeles Times*, 18 septembre 2001 ; ainsi que Jonathan KARP, « Sharon Cancels Peace Talks in Rebuff to U.S. Concerns », *Wall Street Journal*, 24 septembre 2001.

4 Julian BORGER, « U.S. Backs State for Palestine », *Guardian*, 3 octobre 2001 ; Kurt EICHENWALD, « U.S. Jews Split on Washington's Shift on Palestinian State », *New York Times*, 5 octobre 2001 ; Glenn KESSLER, « Talking Points Aside, Bush Stance on Palestinian State Is Not a First », *Washington Post*, 5 octobre 2001. Au même moment, le Premier ministre britannique Tony Blair se prononça « très clairement en faveur de la création d'un État palestinien, dans des termes inédits à ce jour en Grande-Bretagne ». Michael DOBBS, « Blair Backs Creation of Palestinian State », *Washington Post*, 16 octobre 2001.

5 Lee HOCKSTADER, « Sharon Apologetic over Row with U.S. », art. cit.

6 James BENNET, « Sharon Invokes Munich in Warning U.S. on "Appeasement" », *New York Times*, 5 octobre 2001 ; Jane PERLEZ et Katharine Q. SEELYE, « U.S. Strongly Rebukes Sharon... », art. cit. ; ainsi qu'Alan SIPRESS et Lee HOCKSTADER, « Sharon Speech Riles U.S. », *Washington Post*, 6 octobre 2001. Les peurs de Sharon étaient partagées par d'autres Israéliens : voir par exemple Israël HAREL, « Lessons from the Next War », *Ha'aretz*, 6 octobre 2001.

7 Alan SIPRESS et Lee HOCKSTADER, « Sharon Speech Riles U.S. », art. cit.

8 John DONNELLY, « Nation Set to Push Sharon on Agreement » ; Jane PERLEZ et Katharine Q. SEELYE, « U.S. Strongly Rebukes Sharon », art. cit. ; Alan SIPRESS et Lee HOCKSTADER, « Sharon Speech Riles U.S. », art. cit.

9 Lee HOCKSTADER, « Sharon Apologetic over Row with U.S. », art. cit. ; Serge SCHMEMANN, « Raising Munich, Sharon Reveals Israeli Qualms », *New York Times*, 6 octobre 2001.

10 Cité dans Tim WEINER, « Israel Rebuffs Demands to End West Bank Raids », *New York Times*, 24 octobre 2001.

11 Suzanne GOLDENBERG, « Sharon Defies U.S. Demand to Retreat », *Guardian*, 24 octobre 2001. Voir aussi Peter BEAUMONT, « Defiant Israelis Abandon Pull-Out », *Observer*, 28 octobre 2001 ; Suzanne GOLDENBERG, « Israel Lays Down Tough New Conditions for Withdrawal », *Guardian*, 27 octobre 2001 ; Dana MILBANK et Lee HOCKSTADER, « Israeli Incursion Strains Relations », *Washington Post*, 24 octobre 2001 ; Staff and Agencies, « U.S. Criticizes Israeli Offensive », *Guardian*, 22 octobre 2001.

12 William SAFIRE, « Israel or Arafat », *New York Times*, 3 décembre 2001 ; Aluf BENN, « Analysis : Clutching at Straws », *Ha'aretz*, 18 septembre 2001 ; ainsi qu'« Excerpts from Talk by Sharon », *New York Times*, 4 décembre 2001.

13 Schlomo SHAMIR, « U.S. Jews : Sharon is "Worried" by Terrorism Distinction », *Ha'aretz*, 18 septembre 2001.

14 Cette lettre a été publiée dans le *Weekly Standard* du 1er octobre 2001.

15 Cité dans James D. BESSER, « Terror Clouds Bush Plan to Back Palestinian State », *Jewish News Weekly*, 5 octobre 2001.

16 Cité dans Kurt EICHENWALD, « U.S. Jews Split on Washington's Shift on Palestinian State », *New York Times*, 5 octobre 2001. Voir aussi Michael J. JORDAN, « Bush Backed – Finally », *Jewish Journal of Greater Los Angeles* (en ligne), 12 octobre 2001.

17 Communiqué de presse de l'ADL, « ADL "Extremely Troubled" by Comments from State Department Official », 23 octobre 2001. *Cf.* Dana MILBANK et Lee HOCKSTADER, « Israeli Incursion Strains Relations », art. cit.

18 Cité dans Kenneth R. BAZINET, « Israel Rejects Call for Pullout ; Bush, Powell Demand Troops Leave Six Towns », *New York Daily News* (en ligne), 24 octobre 2001.

19 Elaine SCIOLINO, « Senators Urge Bush Not to Hamper Israel », *New York Times*, 17 novembre 2001.

20 Cité dans Dana MILBANK, « Bush Spokesman Gentle on Israeli Assault », *Washington Post*, 3 décembre 2001 ; et David SANGER, « U.S. Walks a Tightrope on Terrorism in Israel », *New York Times*, 4 décembre 2001. Voir aussi William SAFIRE, « Israel or Arafat », art. cit.

21 On peut citer, parmi les articles mettant en doute le lien entre les Palestiniens et le *Karine A* : Charles D. SMITH, « The "Do More" Chorus in Washington », *Middle East Report Online*, 15 avril 2002 ; Brian WHITAKER, « Voyage of the Arms Ship », *Guardian*, 14 janvier 2002 et « The Strange Affair of Karine A », *Guardian*, 21 janvier 2002.

22 *Cf.* James BENNET, « Skipper Ties Cargo to Arafat's Group », *New York Times*, 8 janvier 2002 ; Lawrence F. KAPLAN, « Torpedo Boat », *New Republic*, 18 février 2002 ; Ion Mihai PACEPA, « The Arafat I Know », *Wall Street Journal*, 10 janvier 2002 ; Tom ROSE, « Arafat's Naval Adventure : It's Time for Him to Go », *Weekly Standard*, 21 janvier 2002 ; Robert SATLOFF, « Karine-A : The Strategic Implications of Iranian-Palestinian Collusion », *Policy Watch* 593, Washington Institute for Near East Policy, 15 janvier 2002 ; ainsi que Gerald M. STEINBERG, « The Demilitarization Scam », *Jerusalem Post*, 11 janvier 2002. Voir aussi Robert SATLOFF, « The Peace Process at Sea : The Karine A Affair and the War on Terrorism », *National Interest*, n° 67, printemps 2002.

23 Une semaine après l'arraisonnement du *Karine A*, Powell déclara que « les informations que nous recevons [...] indiquent clairement qu'il existe un lien avec l'Autorité palestinienne. Je n'ai jusqu'à maintenant vu aucune information qui suggère un lien direct avec Arafat ». *Cf.* « Powell Comments on Arms Shipment Seized by Israel », 10 janvier 2002, *CNN.com/Transcripts*. Arafat, que l'administration Bush poussait à endosser la responsabilité de l'incident, finit par le faire, bien qu'il niât avoir eu connaissance des faits au préalable. « Arafat Takes Blame for Arms Shipment », *BBC News* (en ligne), 14 février 2002 ; Lee HOCKSTADER, « Arafat Arrests 3 in Arms Incident », *Washington Post*, 12 janvier 2002 ; et « Powell Says Arafat Takes Responsibility », *New York Times*, 14 février 2002.

24 « Remarks by President George Bush and Prime Minister Ariel Sharon in Photo Opportunity », Maison-Blanche, 7 février 2002, dont on peut trouver une copie sur le site du ministère des Affaires étrangères d'Israël.

25 Keith B. RICHBURG et Molly MOORE, « Israel Rejects Demands to Withdraw Troops », *Washington Post*, 11 avril 2002. Toutes les citations de ce paragraphe sont tirées de Fareed ZAKARIA, « Colin Powell's Humiliation : Bush Should Clearly Support His Secretary of State – Otherwise He Should Get a New One », *Newsweek*, 29 avril 2002. Voir aussi Mike ALLEN et John LANCASTER, « Defiant Sharon Losing Support in White House », *Washington Post*, 11 avril 2002, qui décrit la colère de l'administration Bush à l'encontre de Sharon.

26 Karen DEYOUNG, *Soldier : The Life of Colin Powell*, Alfred A. Knopf, New York, 2006, p. 383.

27 William KRISTOL et Robert KAGAN, « "Senior White House Aide" : Speak Up ! », *Weekly Standard*, 11 avril 2002.

28 Transcription de « Shields and Brooks », *NewsHour with Jim Lehrer*, 12 avril 2002. Une transcription est disponible sur *www.pbs.org/newshour/bb/political_wrap/jan-june02/sb_4-12.html*.

29 Elaine SCIOLINO, « Netanyahu Says Powell Mission "Won't Amount to Anythin" and Urges Arafat's Exile », *New York Times*, 11 avril 2002.

30 Bob WOODWARD, *Bush at War*, Simon and Schuster, New York, 2002, pp. 323-26.

31 Cité dans Karen DEYOUNG, *Soldier : The Life of Colin Powell*, *op. cit.*, p. 383. Bush avait mis Powell en garde avant qu'il ne parte pour le Moyen-Orient : « Je sais combien ça va être difficile. Ça va être très dur. Mais vous avez assez de carrure... vous allez prendre des coups, mais vous être capable de les encaisser. Il restera encore quelque chose de vous quand ce sera fini », *ibid.*, p. 379.

32 John SIMPSON, « Israeli Leader Has More Power in Washington than Powell », *Sunday Telegraph*, Londres, 14 avril 2002.

33 James D. BESSER, « No Tennessee Waltz », *Jewish Week*, 27 décembre 2002 ; Romesh RATNESAR, « The Right's New Crusade », *Time*, 6 mai 2002. Voir aussi Mike ALLEN et Juliet EILPERIN, « White House and DeLay at Odds », *Washington Post*, 26 avril 2002 ; Judith EILPERIN et Helen DEWAR, « Lawmakers Endorse Israel's Offensive », *Washington Post*, 3 mai 2002. Bush était soumis à des pressions intenses venant non seulement des législatures, mais des dirigeants de la communauté juive et des chrétiens évangéliques. *Cf.* Mike ALLEN et John LANCASTER, « Defiant Sharon... », art. cit. ; Dan BALZ, « Bush Statement on Mideast Reflects Tension in GOP », *Washington Post*, 7 avril 2002 ; Elizabeth BUMILLER, « Seeking to Stem Growing Political Fury, Bush Sends Conservative to Pro-Israel Rally », 16 avril 2002 ; Bradley BURSTON, « Background : Can Bush Afford to Press Sharon for Peace ? », *Ha'aretz*, 6 mai 2002 ; Alison MITCHELL, « U.S. Political Leaders Seek Unity on Mideast, for Now », *New York Times*, 12 avril 2002 ; William SAFIRE, « On Being an Ally », *New York Times*, 11 avril 2002 ; Diana Jean SCHEMO, « Over 100,000 Rally in Washington to Support Israel », *New York Times*, 16 avril 2002 ; Alan SIPRESS, « Policy Divide Thwarts Powell in Mideast Effort », *Washington Post*, 26 avril 2002 ; Alan SIPRESS et Karen DEYOUNG, « U.S. Presses Ahead with Peace Efforts », *Washington Post*, 9 mai 2002.

34 Romesh RATNESAR, « The Right's New Crusade », art. cit.

35 Randall MIKKELSEN, « White House Calls Sharon "Man of Peace" », Reuters, 11 avril 2002 ; Bill SAMMON, « White House Softens Tone with Israel », *Washington Times*, 12 avril 2002. Bush confia ensuite à Sharon qu'il s'en était pris « plein les dents » pour avoir déclaré que ce dernier était un « homme de paix ». Glenn KESSLER, « Bush Sticks to the Broad Strokes », *Washington Post*, 3 juin 2003.

36 David SANGER, « President Praises Effort by Powell in the Middle East », *New York Times*, 19 avril 2002 ; Peter SLEVIN et Mike ALLEN, « Bush : Sharon A "Man of Peace" », *Washington Post*, 19 avril 2002. Pour une transcription de la conférence, voir « President Bush, Secretary Powell Discuss Middle East », White House, Office of the Press Secretary, 18 avril 2002.

37 Toutes les citations de ce paragraphe sont tirées de Matthew E. BERGER, « D.C. Rally is Large and Loud – But Will Bush Listen ? », *Jewish Telegraph Agency*, 19 avril 2002. Voir aussi Sharon SAMBER et Matthew E. BERGER, « Speakers Stick to Consensus Theme at National Solidarity Rally for Israel », *JTA.org*, 15 avril 2002.

38 John DIAMOND, « Netanyahu Tells U.S. That Arafat "Has to Go" », *Chicago Tribune*, 11 avril 2002 ; Nathan GUTTMAN, « Ladies and Gentlemen, Benjamin Netanyahou », *Ha'aretz*, 15 avril 2002. Voir aussi Benjamin NETANYAHOU, « The Root Cause of Terrorism », *Wall Street Journal*, 19 avril 2002.

39 Judith EILPERIN et Helen DEWAR, « Lawmakers Endorse Israel's Offensive », art. cit. ; Juliet EILPERIN et Mike ALLEN, « Hill Leaders Plan Votes on Pro-Israel Resolutions », *Washington Post*, 2 mai 2002 ; Alison MITCHELL, « House and Senate Support Israel in Strong Resolutions », *New York Times*, 3 mai 2002. Pour le texte des résolutions, voir « 2 Resolutions "Expressing Solidarity with Israel" », *New York Times*, 3 mai 2002. Voir aussi Matthew E. BERGER, « Bills in Congress Boost Israel, Treat Arafat as Terrorist », *Jewish Bulletin* (en ligne), 26 avril 2002.

40 Arieh O'SULLIVAN, « Visiting Congressmen Advise Israel to Resist Administration Pressure to Deal with Arafat », *Jerusalem Post*, 6 mai 2002.

41 Eli LAKE, « Israeli Lobby Wins $200 Millions Fight », *United Press International*, 11 mai 2002.

42 Les deux citations de ce paragraphe sont extraites de Jefferson MORLEY, « Who's in Charge ? », *Washington Post*, 26 avril 2002. Juste avant que Sharon ne lamine Bush, Akiva Eldar observa que « Sharon peut compter sur une longue expérience quand il s'agit de faire la nique aux Américains. Au bout du compte, que ce soit en raison du terrorisme palestinien, des erreurs d'Arafat, ou de la politique intérieure, les Américains ont été renvoyés dans les cordes ». *Cf.* « Words Are Not Enough » *Ha'aretz*, 8 avril 2002.

43 « President Bush Calls for New Palestinian Leadership », transcription du discours du 24 juin 2002, White House, Office of the Press Secretary, 24 juin 2002.

44 Cité dans Tracy WILKINSON, « In Mideast, Sharon Looks Like a Winner after Speech », *Los Angeles Times*, 25 juin 2002.

45 Uzi BENZIMAN, « Right-Hand Man », *Ha'aretz*, 28 juin 2002.

46 Aluf BENN, « Analysis : Ariel Sharon Agrees to His Own Ideas », *Ha'aretz*, 5 juillet 2002. Voir aussi Elizabeth BUMILLER et David E. SANGER, « Bush Demands Arafat's Ouster before U.S. Backs a New State ; Israelis Welcome Tough Line », *New York Times*, 25 juin 2002 ; Glenn KESSLER, « Framework for Peace Tough on Palestinians », *Washington Post*, 25 juin 2002 ; Don WYCLIFF, « Sharon Dictates and Bush Follows », *Chicago Tribune*, 27 juin 2002.

47 « An Uncertain Road Map », *Washington Post*, 25 juin 2002 ; « A Plan without a Map », *New York Times*, 25 juin 2002 ; Richard COHEN, « Answers on an Empty Page », *Washington Post*, 27 juin 2002 ; Jonathan FREEDLAND, « George W's Bloody Folly », *Guardian*, 26 juin 2002 ; Jim HOAGLAND, « Thorny Details to Come », *Washington Post*, 26 juin 2002 ; Gideon SAMET, « Another Step toward Nowhere », *Ha'aretz*, 26 juin 2002 ; et Patrick E. TYLER, « Clear Terms, Murky Future », *New York Times*, 25 juin 2002.

48 James BENNET, « Arafat Wants No. 2 Man in the P.L.O. As the Premier », *New York Times*, 7 mars 2003.

49 « A Performance-Based Roadmap to a Permanent Two-State Solution to the Israeli-Palestinian Conflict », Communiqué de presse du Département d'État américain, 30 avril 2003.

50 Cité dans Ami EDEN, « Bush's Maneuvers Bewilder Jerusalem and Activists », *Forward*, 6 juin 2003. Voir aussi Ronald BROWNSTEIN, « Push for Peace Poses Domestic Political Risk for Bush », *Los Angeles Times*, 5 juin 2003 ; David E. SANGER, « Middle East Mediator : Big New Test for Bush », *New York Times*, 5 juin 2003.

51 « Mr. Sharon's Promise », *Washington Post*, 16 décembre 2002. Voir aussi Akiva ELDAR, « Truth or Consequences », *Ha'aretz*, 12 décembre 2002.

52 Ori NIR, « U.S. Groups Seek to Cast Peace "Map" as a Threat », *Forward*, 2 mai 2003 ; Chemi SHALEV, « Sharon Government Scrambles As Bush Prepares "Road Map" », *Forward*, 21 mars 2003.

53 Shalev, « Sharon Government », art. cit. Voir aussi Glenn KESSLER et Molly MOORE, « Sharon's Refusal to Accept Plan Vexes Powell Trip », *Washington Post*, 13 mai 2003 ; ainsi que Gideon SAMET, « From Determination to Wimpiness », *Ha'aretz*, 14 mai 2003.

54 « No New Sharon », *Ha'aretz*, éditorial du 14 avril 2003.

55 Cité dans Ori NIR, « U.S. Groups Seek to Cast Peace... », art. cit.

56 Toutes les citations et les informations contenues dans ce paragraphe sont tirées de Nathan GUTTMAN, « American Jews Tread Softly on "Road Map" during War in Iraq », *Ha'aretz*, 26 mars 2003.

57 Ori NIR, « U.S. Groups Seek to Cast Peace... », art. cit. Voir aussi Nathan GUTTMAN, « Senators, Congressmen Put Pro-Israel Stance in Writing », *Ha'aretz*, 18 avril 2003.

58 Ori NIR, « Right Slams Plan, Center Remains Quiet », *Forward*, 6 juin 2003.

59 Charles KRAUTHAMMER, « The Roadblock on the Road Map », *Washington Post*, 9 mai 2003.

60 Ori NIR, « Right Slams Plan », art. cit.

61 Bradley BURSTON, « Background : Betting on Abu Mazen – to Lose », *Ha'aretz*, 1er mai 2003. Voir aussi Dan IZENBERG, « Bush Statehood Call Doesn't Faze Israel », *Jerusalem Post*, 16 mars 2003.

62 Aluf BENN, « Analysis : The U.S. Is Now Micro-Managing the Process », *Ha'aretz*, 22 juin 2003 ; Uzi BENZIMAN, « Corridors of Power : On the Road to Nowhere », *Ha'aretz*, 13 juin 2003 ; Bradley BURSTON, « Background... », art. cit. ; et Ori NIR, « No Discussion of Settlements, Diplomats Say », *Forward*, 9 mai 2003.

63 Guy DINMORE et Harvey MORRIS, « "Road Map" Drivers Reluctant to Embark on First Leg of Journey », *Financial Times*, 9 mai 2003.

64 Bradley BURSTON, « Background : Has Sharon's Hamas Hitlist Converted Bush ? », *Ha'aretz*, 17 juin 2003.

65 Ze'ev SCHIFF, « Focus : Americans Fear Abu Mazen is Further Weakened », *Ha'aretz*, 12 juin 2003.

66 Arnon REGULAR, « Hamas Says It Will Consider Renewing Cease-Fire Dialogue », *Ha'aretz*, 10 juin, 2003.

67 « Sad, But Not Surprising », *Forward*, éditorial du 13 juin 2003.

68 Bradley BURSTON, « Background : Has Sharon's Hamas Hitlist... », art. cit. Voir aussi Uzi BENZIMAN, « The Cock's Arrogance », *Ha'aretz*, 15 juin 2003.

69 Les informations et les citations contenues dans ce paragraphe sont tirées de Dana MILBANK, « Bush's Shift on Israel Was Swift », *Washington Post*, 21 juin 2003. Voir aussi Ori NIR,

« American-Israeli Relations Strained Following Attack », *Forward*, 13 juin 2003 ; ainsi que Steven R. WEISMAN et James DAO, « Bush under Fire in Congress for Criticizing Israel », *New York Times*, 12 juin 2003.

70 Glenn KESSLER, « White House Backs Latest Israeli Attacks », *Washington Post*, 13 juin 2003. Voir aussi Bradley BURSTON, « Background : Has Sharon's Hamas Hitlist... », art. cit.

71 Cité dans Glenn KESSLER, « White House Backs Latest Israeli Attacks », art. cit.

72 « U.S. Congress Backs Israel's Response to Terrorist Attacks », *Ha'aretz*, 26 juin 2003.

73 Edward S. Walker, directeur du Middle East Institute et ancien diplomate, observa à l'époque que lorsque Bush « fait une déclaration, elle glisse sur le dos de Sharon. Il a un problème de crédibilité ». Cité dans Glenn KESSLER, « White House Backs Latest Israeli Attacks », art. cit.

74 Pour une carte détaillée du tracé proposé pour la « barrière de séparation », voir le site web de B'Tselem, *www.btselem.org/Download/Separation_Barrier_Map_Eng.pdf.*

75 « President Bush Welcomes Prime Minister Abbas to White House, Transcript of Remarks by President Bush and Prime Minister Abbas », Maison-Blanche, 25 juillet 2003.

76 Rupert CORNWELL, « Sharon Rejects Bush's Call to Take Down "Security" Fence », *Independent*, 30 juillet 2003 ; Herb KEINON, « Israel-U.S. Rift Emerges over Security Fence Issue », *Jerusalem Post*, 30 juin 2003 ; « PM : We Will Build Fence ; Bush : PA Must Dismantle Terror Groups », *Ha'aretz*, 30 juillet 2003 ; ainsi que David STOUT, « Israel to Continue Building Security Fence Criticized by Bush », *New York Times*, 29 juillet 2003.

77 Israël devait recevoir 3 milliards chaque année pendant trois ans. Ze'ev SCHIFF, « U.S. Warns of Financial Sanctions over Security Fence », *Ha'aretz*, 3 août 2003 ; « U.S. Officials Confirm Aid to Israel May Be Cut over Fence », *Ha'aretz*, 5 août 2003 ; Steven R. WEISMAN, « U.S. May Reduce Aid to Get Israel to Halt Barrier », *New York Times*, 5 août, 2003 ; and Robin WRIGHT, « U.S. May Punish Israel for Building Fence in W. Bank », *Los Angeles Times*, 5 août 2003.

78 Cité dans Ori NIR, « Bush Eases Pressure on Both Sides over Peace Plan », *Forward*, 8 août 2003. Voir aussi Stewart AIN, « Bush Rapped for Mulling Sanctions over Fence », *Jewish Week*, 8 août 2003 ; ainsi que Eric MARX, « Dems Blast Bush over Threats to Israel », *Forward*, 15 août 2003.

79 Cité dans James BENNET, « Israel Reportedly Willing to Delay Portions of Barrier », *New York Times*, 8 août 2003.

80 Nathan GUTTMAN, « U.S. Confirms Fence Prompted Loan Cuts », *Ha'aretz*, 27 novembre 2003. Voir aussi Guy DINMORE, « U.S. "to Withhold Funds" over Israeli Actions », *Financial Times*, 15 septembre 2003 ; ainsi que Richard W. STEVENSON, « U.S. Cutting Loan Guarantees to Oppose Israeli Settlements », *New York Times*, 17 septembre 2003.

81 Douglas JEHL, « U.S. Wary of Steps by Israelis on Arafat », *New York Times*, 12 septembre 2003 ; « Powell Says U.S. Opposes Expulsion of Arafat », *New York Times*, 12 septembre 2003 ; Steven R. WEISMAN, « Bush Administration Warns Israel Not to Expel Arafat », *New York Times*, 8 septembre 2003.

82 Dov Weisglass, l'un des principaux conseillers de Sharon, rapporta par la suite que, « à la fin de l'été 2003, nous avions conclu tristement qu'il n'y avait personne à qui parler, personne avec qui négocier. D'où le plan de désengagement. Parce que quand vous jouez au solitaire, quand il n'y a personne de l'autre côté de la table, vous n'avez pas d'autre choix que de distribuer les cartes vous-même ». Cité dans Avi SHAVIT, « The Big Freeze », *Ha'aretz*, 8 octobre 2004.

83 Aluf BENN, « Sharon Met Secretly with U.S. Emissary », *Ha'aretz*, 24 novembre 2003 ; Peter SLEVIN, « Delicate Maneuvers Led to U.S.-Israeli Stance », *Washington Post*, 16 avril 2004. Voir aussi Chris MCGREAL, « U.S. to Endorse Israeli Plans for Gaza », *Guardian*, 18 février 2004.

84 Yossi ALPHER, « Middle East : Beware of Ariel Sharon Bearing Gifts », *International Herald Tribune*, 13 avril 2004 ; Aluf BENN, « Israel's Identity Crisis », *Salon. com*, 16 mai 2005 ; Meron BENVENISTI, « Sharon's Second "Big Plan" », *Ha'aretz*, 12 janvier 2006 ; « Indyk : Sharon's Plan to Pull Out of Gaza and Part of West Bank Could Lead to Increased Violence », entretien avec Martin Indyk réalisé par Bernard Gwertzman, site du Council on Foreign Relations, 19 mars 2004. On peut en trouver une transcription à l'adresse : *www.cfr.org/publication/6882/.*

85 Cité dans Avi SHAVIT, « The Big Freeze », art. cit. Voir aussi John Ward ANDERSON, « Sharon Aide Says Goal of Gaza Plan Is to Halt Road Map », *Washington Post*, 7 octobre 2004 ; Aluf BENN,

« Analysis : The Adviser That Roared », *Ha'aretz*, 8 octobre 2004 ; Terence NEILAN, « Israeli Causes Uproar over Status of Road Map », *New York Times*, 6 octobre 2004.

86 « Rice : Israel Must Fulfill Its Responsibilities for Peace », *Ha'aretz*, 25 août 2003.

87 « Bush Says World Owes Sharon a "Thank You" », *Ha'aretz*, 21 avril 2004 ; George W. BUSH, « Our Nation is Stronger and Safer with Israel as an Ally », Discours à la conférence annuelle de l'AIPAC, 18 mai 2004. Voir aussi « President Bush Commends Israeli Prime Minister Sharon's Plan », White House, Office of the Press Secretary, 14 avril 2004.

88 Sur les positions des présidents précédents, voir Clyde R. MARK, « Israeli-United States Relations », *Issue Brief for Congress*, Service des études du Congrès, Washington, DC, 29 août 2002, p. 7. *Cf.* « Statement by the President Regarding Israel-Arab Peace Process », 14 avril 2004 ; « President Bush's Letter to Prime Minister Sharon », 14 avril 2004, voir *www.jewishvirtuallibrary.org/*. Voir aussi Peter SLEVIN, « Delicate Maneuvers Led to U.S.-Israeli Stance », art. cit.

89 Sur les réactions arabes, voir « Bush Says World Owes Sharon ». Sur les conséquences pour la réélection de Bush, voir E.J. KESSLER, « Hardliners Knock Bush for Endorsing Sharon Initiative », *Forward*, 23 avril 2004 ; Dana MILBANK et Mike ALLEN, « Move Could Help Bush among Jewish Voters », *Washington Post*, 15 avril 2004 ; Maura REYNOLDS et Peter WALLSTEN, « Bush Gains in Efforts to Win Over Jewish Vote », *Los Angeles Times*, 19 mai 2004.

90 Thomas L. FRIEDMAN, « A Rude Awakening », *New York Times*, 5 février 2004.

91 « A Performance-Based Roadmap ». Au sujet des divergences continues entre Israël et l'administration Bush concernant les implantations, on peut consulter, parmi les nombreux articles sur le sujet : « Bush Condemns Settlement Policy ; UN Adopts Road Map », *Ha'aretz*, 20 novembre 2003 ; « Israel Has Stepped Up The Pace of Settlement Building », *Guardian*, 3 mars 2004 ; Donald MACINTYRE, « Sharon Vows to Defy Bush over Expansion of Israeli Settlements », *Independent*, 22 avril 2005 ; Greg MYRE et Steven R. WEISMAN, « Israel to Build 600 Homes in 3 Settlements ; U.S. Officials Are Critical », *New York Times*, 3 octobre 2003 ; Ze'ev SCHIFF, « U.S.-Israel Shirking Its Promises on Settlement Boundaries », *Ha'aretz*, 15 mars 2005 ; Peter SLEVIN, « Bush Won't Press End to Israeli Settlements », *Washington Post*, 28 juillet 2002 ; Amy TEIBEL, « U.S. to Israel : Stop Expanding Settlements », *Washington Post*, 26 juin 2005.

92 Cité dans Karen DEYOUNG, « U.S. Decries Israeli Missile Strike, Ponders Effect on Peace Bid », *Washington Post*, 24 juillet 2002. Voir aussi John Ward ANDERSON et Molly MOORE, « Palestinians Vow Revenge after Gaza Missile Strike », *Washington Post*, 24 juillet 2002 ; James BENNET et John KIFNER, « Palestinian Cease-Fire Was in Works before Israeli Strike », *New York Times*, 25 juillet 2002 ; James BENNET, « Stalemate in Mideast after Deadly Bombing », *New York Times*, 28 juillet 2002.

93 Jim HOAGLAND, « Sharon and the Big Picture », *Washington Post*, 25 mars 2004. Voir aussi Roane CAREY et Adam SHATZ, « Israel Plays with Fire », *Nation*, 12 avril 2004 ; H.D.S. GREENWAY, « Assassination Fallout Bodes Ill for U.S. », *Boston Globe*, 26 mars 2004 ; Tony KARON, « How Israel's Hamas Killing Affects the U.S. », *Time*, 23 mars 2004 ; Bill NICHOLS, « U.S. Objectives at Risk in Anti-Israel Backlash », *USA Today*, 22 mars 2004 ; David R. SANDS, « Israel's Killing of Yassin Puts U.S. in Line of Fire », *Washington Times*, 23 mars 2004 ; Brian WHITAKER, « Assassination Method : Surveillance Drone and a Hellfire Missile », *Guardian*, 23 mars 2004.

94 John Ward ANDERSON, « Top Hamas Leader in Gaza City Killed », *Washington Post*, 17 avril 2004.

95 Hussein AGHA et Robert MALLEY, « The Last Palestinian », *New York Review of Books*, 10 février 2005 ; Steven ERLANGER, « Abbas Declares War with Israel Effectively Over », *New York Times*, 14 février 2005 ; Donald MACINTYRE, « Abbas Pledges to Seek Peace with Israel », *Independent*, 16 janvier 2005 ; Arnon REGULAR et Amos HAREL, « Report : Abbas to Declare Not All Refugees to Return to Israel », *Ha'aretz*, 15 mars 2005.

96 « No Time for Dithering », *Forward*, 22 octobre 2004 ; Ori NIR, « Influential American Jewish Coalition Balks at Endorsing Sharon's Gaza Plan », *Forward*, 22 octobre 2004 ; Shlomo SHAMIR, « U.S. Jewish Leaders Split over Public Support for Pullout », *Ha'aretz*, 17 octobre 2004. Voir aussi James D. BESSER, « The Real Coalition : U.S. and Israel », *Jewish News Weekly*, 5 mai 2006 ; James D. BESSER, « Olmert Capitalizes on Uncertainties in Washington », *Jewish News Weekly*, 2 juin 2006.

97 Bradley BURSTON, « Hamas "R" Us », *Ha'aretz*, 18 janvier 2006. Voir aussi Akiva ELDAR, « Kadima to A New Middle East », *Ha'aretz*, 19 décembre 2005 ; Akiva ELDAR, « Who Needs Abu Mazen ? »,

Ha'aretz, 7 novembre 2005 ; Ran HACOHEN, « Hamas and Israel : Rival Twins », *Antiwar. com,* 6 février 2006 ; M.J. ROSENBERG, « No Partner – As Always », Israel Policy Forum, Washington, DC, 3 février 2006 ; Danny RUBENSTEIN, « All We Did Was Switch the Non-Partner », *Ha'aretz,* 5 février 2006 ; « Disarray Among the Palestinians », *New York Times,* 17 janvier 2006.

98 Peter BAKER et Glenn KESSLER, « Israel Has "Bold Ideas", Bush Says », *Washington Post,* 24 mai 2006 ; Aluf BENN, « Analysis : George Bush Wants the Convergence Plan Too », *Ha'aretz,* 24 mai 2006.

99 Ian FISHER et Steven ERLANGER, « Israel : Troops Move into Gaza », *New York Times,* 28 juin 2006.

100 Cité dans Aluf BENN, « PM : Unilateralism Has Been a Failure », *Ha'aretz,* 9 janvier 2007. Voir aussi Yehuda BEN MEIR et Dafna SHAKED, « The People Speak : Israeli Public Opinion on National Security, 2005-2007 », *Mémorandum* n° 90, The Institute for National Security Studies, Tel-Aviv, mai 2007, pp. 10, 20, 59-63 ; Akiva ELDAR, « A Post-Zionist Agenda », *Ha'aretz,* 8 octobre 2006 ; Yoav PELED, « Illusions of Unilateralism Dispelled in Israel », *Middle East Report Online,* 11 octobre 2006 ; Jeremy PRESSMAN, « Israeli Unilateralism and Israeli-Palestinian Relations, 2001-2006 », *International Studies Perspective* 7, n° 4, novembre 2006, pp. 360-76.

101 Lorsque la secrétaire d'État Condoleezza Rice essayait de faire avancer le processus de paix en 2007, Martin Indyk de la Brookings Institution déclara qu'« il y en a d'autres dans l'administration qui veulent la "powelliser" ». Ces « autres » étaient certainement les néoconservateurs, et Indyk voulait dire qu'ils entendaient réduire considérablement son influence sur la politique américaine au Moyen-Orient, tout comme ils avaient fait avec Powell lorsque celui-ci l'avait précédée au poste de secrétaire d'État. Indyk est cité dans Jim LOBE, « Rice Faces Formidable White House Foe », *Inter Press Service News Story,* 21 février 2007.

102 Aluf BENN et Avi ISSACHAROFF, « Jordan : U.S. Must "Actively Push" to Revive Mideast Peace Efforts »? *Ha'aretz,* 14 janvier 2007 ; Glenn KESSLER, « Abbas Rejects "Temporary Borders" for Palestinian State », *Washington Post,* 15 janvier 2007 ; AP, « Rice Restates U.S. Road Map Commitment », *Jerusalem Post,* 14 janvier 2007.

103 On peut trouver une copie des propositions que la Ligue arabe fit en 2002 et en 2007 sur le site de l'Israeli Regional Peace Movement. Voir *www.rpm.org.il/initiative.html.*

104 Helene COOPER, « After the Mecca Accord, Clouded Horizons », *New York Times,* 21 février 2007.

105 Olmert déclara aussi qu'il « n'accepterai[t] jamais une solution fondée sur leur retour en Israël, quel que soit le nombre ». Puis : « Je ne crois pas que nous devrions accepter aucune sorte de responsabilité pour la création de ce problème. Point final. » Cité dans Steven ERLANGER, « Olmert Rejects Right of Return for Palestinians », *New York Times,* 31 mars 2007.

106 « A Welcome Summit in Riyadh », *Ha'aretz,* 29 mars 2007. Voir aussi Yossi ALPHER, « Respond to Riyadh by Convening "Consultations" », *Forward,* 13 avril 2007 ; Alon BEN MEIR, « Israel Must Choose Peace, Not Occupation », *Jerusalem Post,* 10 avril 2007 ; Akiva ELDAR, « The Lost Five Years of the Peace Process », *Ha'aretz,* 15 mars 2007 ; Jonathan FREEDLAND, « Now Is the Time to Call the Bluff of the Land of Missed Opportunities », *Guardian,* 28 mars 2007 ; M. J. ROSENBERG, « Go for the Saudi Plan », *Weekly Opinion Column,* N° 316, Israel Policy Forum, Washington, DC, 30 mars 2007 ; Ze'ev TSAHOR, « Our Leaders Blindness », *Ynetnews. com,* 1er avril 2007 ; « U.S. Should Insist Israel Engages with Arab Peace Plan », *Financial Times,* 20 mars 2007.

107 Orly HALPERN, « Foxman, Wiesel Upbraid Israel for Pace of Peace Effort », *Forward,* 18 mai 2007 ; Aluf BENN, « PM : I'm Ready to Negotiate Saudi Peace Plan with Arab Leaders », *Ha'aretz,* 15 mai 2006 ; « PM Invites Arab Leaders to Talk Peace », *Jerusalem Post,* 15 mai 2007 ; Akiva ELDAR, « Headlines Instead of Initiatives », *Ha'aretz,* 5 avril 2007 ; Herb KEINON, « Israel to Brand Arabs as Peace Spoilers », *Jerusalem Post,* 23 mars 2007.

108 Adam MORROW et Khaled MOUSSA AL OMRANI, « Egypt : Israel Seen as Fighting Peace », *Inter Press Service News Agency,* 12 avril 2007.

109 Nathan GUTTMAN, « Rice Briefs Jewish Groups as Palestinians Make Deal », *Forward,* 9 février 2007. Les organisations de la communauté juive n'avaient guère de raison de s'inquiéter, dans la mesure où Rice n'avait nullement laissé entendre au cours du mois qui précédait qu'elle ferait part de ses idées quant à ce à quoi pourrait ressembler un règlement définitif, ou qu'elle allait faire pression sur Israël. Voir Anne GEARAN, « Rice Has Loose Agenda for Mideast Talks », *Chicago Tribune,* 18 janvier 2007 ; Glenn KESSLER, « Rice Highlights Opportunities after Setbacks on Mideast Trip »,

Washington Post, 19 janvier 2007 ; Thom SHANKER et Greg MYRE, « Rice Backs Mideast Moderates, but Offers No Plan », *New York Times*, 14 janvier 2007.

110 « Charade in Jerusalem », éditorial du *New York Times*, 21 février 2007. Voir aussi Glenn KESSLER, « Rice's Mideast Talks Yield Little Except a Promise to Meet Again », *Washington Post*, 20 février 2007 ; Glenn KESSLER, « Rice Looks Back for a Way Forward on Mideast Peace », *Washington Post*, 21 février 2007.

111 Tim BUTCHER, « Israel Snubs Condoleezza Rice », *Daily Telegraph*, Londres, 28 mars 2007. Voir aussi Helene COOPER, « Mideast Leaders to Hold Talks Twice a Month », *New York Times*, 28 mars 2007 ; Glenn KESSLER, « On Mideast Trip, Rice to Try a New Formula », *Washington Post*, 23 mars 2007 ; Donald MACINTYRE, « Israel Resists Rice Plan for Talks on Peace Settlement », *Independent*, 27 mars 2007.

112 AP, « Israel Breaks Settlement Promise to U.S. », *MSNBC. com*, 26 décembre 2006 ; AP, « U.S. Challenges Israel on Settlement », *MSNBC. com*, 27 décembre 2006 ; Steven ERLANGER, « First Settlement in 10 Years Fuels Mideast Tension », *New York Times*, 27 décembre 2006 ; Mark LAVIE, « Israel Approves New Housing in West Bank », *San Diego Union Tribune* (en ligne), 15 janvier 2007.

113 Uri AVNERY, « Next to Israel, Not in Place of It », *London Review of Books*, 8 mars 2007 ; Glenn KESSLER, « Rice Cautions Israel on Syria », *Washington Post*, 30 mai 2007 ; Gideon LEVY, « Israel Doesn't Want Peace », *Ha'aretz*, 8 avril 2007.

114 Khalil SHIKAKI, « With Hamas in Power : Impact of Palestinian Domestic Developments on Options for the Peace Process », *Working Paper* 1, Crown Center for Middle East Studies, Brandeis University, février 2007.

115 Jim LOBE, « Rice Faces Formidable White House Foe », art. cit.

116 Daniel LEVY, « Time to Change the Tune », *Ha'aretz*, 24 mars 2007.

117 Cité dans Jim LOBE, « Rice Faces Formidable White House Foe », art. cit.

118 Aluf BENN et Shmuel ROSNER, « Olmert Reminds Rice : Bush is Still Her Boss », *Ha'aretz*, 2 avril 2007. La citation sur la « même longueur d'ondes » est tirée de cet article.

119 Philip ZELIKOW, « Strategies for the Multifront War against Radical Islamists », Keynote Address to the Weinberg Founders Conference at the Washington Institute for Middle East Peace, 15 septembre 2006. Voir aussi Nathan GUTTMAN, « U.S. Sees Link between Iran, Peace », *Jerusalem Post*, 18 septembre 2006 ; Shmuel ROSNER, « State Dept. Adviser : U.S. Tying Iran Policy to Palestinian Issue », *Ha'aretz*, 18 septembre 2006.

120 Helene COOPER et David SANGER, « Rice's Counselor Gives Advice Others May Not Want to Hear », *New York Times*, 28 octobre 2006. Voir aussi Helene COOPER, « Senior Aide to Rice Resigns from Post », *New York Times*, 28 novembre 2006 ; Yochi J. DREAZEN, Cam SIMPSON et Mariam FAM, « Mideast Turmoil Pressures Bush to Revise Tactics », *Wall Street Journal*, 30 novembre 2006 ; Glenn KESSLER, « Close Advisor to Rice Plans to Resign », *Washington Post*, 28 novembre 2006.

121 Glenn KESSLER, « Rice Names Critic of Iraq Policy to Counselor's Post », *Washington Post*, 2 mars 2007 ; Eli LAKE, « Trouble Looming for Rice », *New York Sun*, 5 mars 2007 ; Jim LOBE, « Rice Picks Neocon Champion of Iraq War as Counselor », *Antiwar. com*, 3 mars 2007.

122 James BESSER, « New Fight Brewing on PA Aid, Contacts », *Jewish Week*, 6 avril 2007 ; Helene COOPER, « Splits Emerge between U.S. and Europe over Aid for Palestinians », *New York Times*, 22 février 2007 ; Nathan GUTTMAN, « U.S. Israel at Odds over Palestinian Coalition », *Forward*, 23 mars, 2007 ; Eli LAKE, « N.Y. Lawmaker Freezes $86M Meant for Abbas », *New York Sun*, 14 février 2007.

123 Nathan GUTTMAN, « As Capitals Cautiously Greet Palestinian Deal, Israel's Allies in D.C. Push for Pressuring Hamas », *Forward*, 16 février 2007.

124 Cité dans James BESSER, « New Fight Brewing... », art. cit.

125 Voir Nathan GUTTMAN, « As Capitals Cautiously Greet Palestinian Deal... », art. cit.

126 James BESSER, « New Fight Brewing... », art. cit. ; Nathan GUTTMAN, « Lawmakers Sign Protest on Palestinian Aid », *Forward*, 30 mars 2007 ; Nathan GUTTMAN, « U.S. Israel at Odds », art. cit. ; M. J. ROSENBERG, « Go for the Saudi Plan », art. cit. ; Shmuel ROSNER, « Battles Lost and Won », *Ha'aretz*, 22 mars 2007.

127 « Lowey Will Not Place Hold on Revised PA Security Assistance Proposal », Communiqué de presse du bureau de la représentante Nita M. Lowey, 30 mars 2007.

128 « Poll : Americans Support Cutting Aid to Israel », Reuters, 12 avril 2002 ; dépêche AFP, 13 avril 2002. Voir aussi *Israel and the Palestinians*, Program on International Policy Attitudes, Université du Maryland, mis à jour le 15 août 2002.

129 Steven Kull (dir.), *Americans on the Middle East Road Map*, Program on International Policy Attitudes, Université du Maryland, 30 mai 2003, pp. 9-11, 18-19. Voir aussi Steven Kull *et al.*, *Americans on the Israeli-Palestinian Conflict*, Program on International Policy Attitudes, Université du Maryland, 6 mai 2002.

130 « American Attitudes toward Israel and the Middle East », Enquête réalisée du 18 au 25 mars 2005 et du 19 au 23 juin 2005 par Marttila Communications Group pour le compte de l'ADL.

131 « U.S. Scowcroft Criticizes Bush Admin's Foreign Policy », *Financial Times*, 13 octobre 2004. Voir aussi Glenn Kessler, « Scowcroft is Critical of Bush », *Washington Post*, 16 octobre 2004.

Notes du chapitre 8

1 George Packer, *The Assassins Gate : America in Iraq*, Farrar, Strauss & Giroux, New York, 2005, p. 46. L'ancien directeur de la CIA George Tenet adopte une perspective similaire, lorsqu'il écrit dans ses mémoires que « pour [lui] l'un des grands mystères est de savoir quand la guerre en Irak est devenue inévitable ». George Tenet, avec Bill Harlow, *At the Center of the Storm : My Years at the CIA*, HarperCollins, New York, 2007, p. 301.

2 Comme Thomas Friedman l'observa à point nommé dans sa chronique du *New York Times* au mois de mai 2003, « ce ne sont pas seulement les néoconservateurs qui nous ont menés dans les faubourgs de Bagdad. Ce qui nous a mené dans les faubourgs de Bagdad est un mélange très américain d'anxiété et d'hubris ». Voir Ari Shavit, « White Man's Burden », *Ha'aretz*, 4 mai 2003.

3 Cité dans Emad Mekay, « Iraq Was Invaded "to Protect Israel" – U.S. Official », *Asia Times Online*, 31 mars 2004. Nous avons utilisé ces citations dans l'article que nous avions initialement publié dans la *London Review of Books*, et Zelikow a contesté l'interprétation que nous en faisions. Celle-ci est pourtant fondée sur une transcription entière et irréfutable de ses propos, si bien que ses critiques ne sont pas fondées. Pour une discussion plus détaillée des critiques émises par Zelikow et de notre réponse, voir Lettres, *London Review of Books*, 25 mai 2006. Zelikow a aussi servi avec Rice au National Security Council sous la première administration Bush, puis a coécrit un livre avec elle sur la réunification allemande. Il a aussi été l'un des principaux auteurs du document qui représente probablement l'exposé le plus complet de la doctrine Bush : *The National Security Strategy of the United States of America*, Maison-Blanche, Washington, DC, septembre 2002.

4 Cité dans « U.S. Assumes UK Help in Iraq, Says General », *Guardian*, 20 août 2002.

5 Cité dans une interview avec Sascha Lehnartz, « Dann helfen uns eben die Osteuropaer », *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung*, 26 janvier 2003. Sur l'influence du Defense Policy Board dans le Pentagone de Donald Rumsfeld,voir Stephen J. Hedges, « Iraq Hawks Have Bush's Ear », *Chicago Tribune*, 18 août 2002.

6 Joe Klein, « How Israel is Wrapped Up in Iraq », *Time*, 10 février 2003.

7 Sénateur Ernest F. Hollings, « Bush's Failed Mideast Policy Is Creating More Terrorism », *Charleston Post and Courier*, 6 mai 2004 ; « Sen. Hollings Floor Statement Setting the Record Straight on His Mideast Newspaper Column », 20 mai 2004, initialement posté sur l'ancien site web du sénateur (désormais inexistant) mais toujours disponible à l'adresse *www.shalomctr.org/node/620.*

8 « ADL Urges Senator Hollings to Disavow Statements on Jews and the Iraq War », communiqué de presse de l'Anti-Defamation League, 14 mai 2004.

9 Matthew E. Berger, « Not So Gentle Rhetoric from the Gentleman from South Carolina », *JTA.org*, 23 mai 2004 ; « Sen. Hollings Floor Statement » ; « Senator Lautenberg's Floor Statement in Support of Senator Hollings », 3 juin 2004, dont on peut trouver une copie à l'adresse *http://lautenberg.senate.gov/newsroom/video.cfm.*

10 Aluf Benn, « Scapegoat for Israel », *Ha'aretz*, 13 mai 2004 ; Matthew Berger, « Will Some Jews Backing for War in Iraq Have Repercussions for All ? », *JTA.org*, 10 juin 2004 ; Patrick J. Buchanan, « Whose War ? », *American Conservative*, 24 mars 2003 ; Arnaud de Borchgrave, « A Bush-Sharon Doctrine ? », *Washington Times*, 14 février 2003 ; Ami Eden, « Israel's Role : The "Elephant" They're Talking About », *Forward*, 28 février 2003 ; « The Ground Shifts », *Forward*, 28 mai 2004 ; Nathan Guttman, « Prominent U.S. Jews, Israel Blamed for Start of Iraq War », *Ha'aretz*, 31 mai

2004 ; Spencer S. HSU, « Moran Said Jews Are Pushing War », *Washington Post*, 11 mars 2003 ; Lawrence F. KAPLAN, « Toxic Talk on War », *Washington Post*, 18 février 2003 ; E.J. KESSLER, « Gary Hart Says "Dual Loyalty" Barb Was Not Aimed at Jews », *Forward*, 21 février 2003 ; Ori NIR et Ami EDEN, « Ex-Mideast Envoy Zinni Charges Neocons Pushed Iraq War to Benefit Israel », *Forward*, 28 mai 2004 ; Robert NOVAK, « Sharon's War ? » *CNN.com*, 26 décembre 2002.

11 Cité dans Akiva ELDAR, « Sharp Pen, Cruel Tongue », *Ha'aretz*, 13 avril 2007.

12 Michael KINSLEY, « What Bush Isn't Saying about Iraq », *Slate.com*, 24 octobre 2002. Voir aussi Michael KINSLEY, « J'Accuse, Sort Of », *Slate.com*, 12 mars 2003.

13 Nathan GUTTMAN, « Some Blame Israel for U.S. War in Iraq », *Ha'aretz*, 5 mars 2003.

14 Bill KELLER, « Is It Good for the Jews ? », *New York Times*, 8 mars 2003.

15 Ori NIR, « FBI Probe : More Questions Than Answers », *Forward*, 13 mai 2005.

16 Shai FELDMAN, « The Bombing of Osiraq – Revisited », *International Security*, vol. 7, n° 2, automne 1982 ; Dan REITER, « Preventive Attacks Against Nuclear Programs and the "Success" at Osiraq », *Nonproliferation Review*, vol. 12, n° 2, juillet 2005.

17 Joel BRINKLEY, « Confrontation in the Gulf : Israelis Worried by U.S. Restraint », *New York Times*, 30 août 1990 ; Joel BRINKLEY, « Top Israelis Warn of Deep Worry over Diplomatic Accord in Gulf », *New York Times*, 4 décembre 1990 ; Hugh CARNEGY, « Pullout Not Enough, Says Israel », *Financial Times*, 10 janvier 1991 ; Sabra CHARTRAND, « Israel Warns against a Gulf Retreat », *New York Times*, 6 décembre 1990 ; Jackson DIEHL, « Israelis Fear Iraqi Threat Will Endure », *Washington Post*, 29 août 1990 ; Rowland EVANS et Robert NOVAK, « Israel's Call for Action », *Washington Post*, 24 août 1990 ; Michael MASSING, « The Way to War », *New York Review of Books*, 28 mars 1991, pp. 17-22 ; Martin MERZER, « Israel Hopes Diplomacy Won't Let Iraqi Stay in Power », *Miami Herald*, 29 août 1990 ; ainsi que « Sharon to Americans : Blast Iraqis Immediately », *Jerusalem Post*, 12 août 1990.

18 Aluf BENN, « Sharon Shows Powell His Practical Side », *Ha'aretz*, 26 février 2001.

19 Seymour HERSH, « The Iran Game », *New Yorker*, 3 décembre 2001, pp. 42-49 ; Peter HIRSCHBERG, « Background : Peres Raises Iranian Threat », *Ha'aretz*, 5 février 2002 ; David HIRST, « Israel Thrusts Iran in Line of U.S. Fire », *Guardian*, 2 février 2002 ; « Israel Once Again Sees Iran as A Cause for Concern », *Ha'aretz*, 7 mai 2001 ; Alan SIPRESS, « Israel Emphasizes Iranian Threat », *Washington Post*, 7 février 2002.

20 Robert NOVAK, « Netanyahu's Nuke Warning », *Chicago Sun Times*, 14 avril 2002 ; Robert NOVAK, « War on Iraq Won't Be "Cakewalk" », *Chicago Sun Times*, 25 avril 2002 ; William RASPBERRY, « To Solve the Crisis », *Washington Post*, 15 avril 2002.

21 Elizabeth SULLIVAN, « Sharon Aide Expects United States to Attack Iraq ; He Says Saddam Must be Stopped from Making Nuclear Arms », *Cleveland Plain Dealer*, 3 mai 2002.

22 Cité dans Joyce Howard PRICE, « Peres Encourages U.S. Action on Iraq », *Washington Times*, 12 mai 2002.

23 Ehud BARAK, « No Quick Fix », *Washington Post*, 8 juin 2002.

24 Cité dans Gideon ALON, « Sharon to Panel : Iraq is Our Biggest Danger », *Ha'aretz*, 13 août 2002. Voir aussi Nina GILBERT, « Iraq Poses Greatest Threat », *Jerusalem Post*, 13 août 2002.

25 « Israel to U.S. : Don't Delay Iraq Attack », *CBSNews.com*, 16 août 2002. Les citations de Sharon et de Pérès sont tirées d'Aluf BENN, « PM Urging U.S. Not to Delay Strike against Iraq », *Ha'aretz*, 16 août 2002. La citation de Gissen est tirée de Jason KEYSER, « Israel Urges U.S. to Attack », *Washington Post*, 16 août 2002. La citation de Shiry est tirée de Ben LYNFIELD, « Israel Sees Opportunity in Possible U.S. Strike on Iraq », *Christian Science Monitor*, 30 août 2002. Voir aussi Anton LA GUARDIA, « Sharon Urges America to Bring Down Saddam », *Daily Telegraph*, Londres, 17 août 2002 ; Reuven PEDHATZUR, « Israel's Interest in the War on Saddam », *Ha'aretz*, 4 août 2002 ; Jonathan STEELE, « Israel Puts Pressure on U.S. to Strike Iraq », *Guardian*, 17 août 2002 ; Walter RODGERS, « Rice and Peres Warn of Iraqi Threat », *CNN.com*, 16 août 2002 ; Tony SNOW *et al.*, Entretien avec Ra'naan Gissan, sur « Fox Special Report with Brit Hume », 16 août 2002 ; Ze'ev SCHIFF, « Into the Rough », *Ha'aretz*, 16 août 2002.

26 BENN, « PM Aide » ; BENN, « PM Urging U.S. ». Pour des éléments ultérieurs permettant d'établir qu'« Israël et ses défenseurs » redoutaient en 2002 « que leurs opposants n'affirment que les États-Unis allaient en guerre pour le compte d'Israël – voire, comme certains l'ont suggéré, à la

demande d'Israël », voir Marc PERELMAN, « Iraqi Move Puts Israel in Lonely U.S. Corner », *Forward*, 20 septembre 2002.

27 Sur les préoccupations du lobby pendant toute la période menant à la guerre du Golfe de 1991, voir John B. JUDIS, « Jews and the Gulf : Fallout from the Six-Weeks War », *Tikkun*, mai-juin 1991 ; Allison KAPLAN, « Saddam Splits Jewish Lobby », *Jerusalem Post*, 14 janvier 1991 ; David ROGERS, « Pro-Israel Lobbyists Quietly Backed Resolution Allowing Bush to Commit U.S. Troops to Combat », *Wall Street Journal*, 28 janvier 1991. Sur les préoccupations israéliennes au même moment, voir BRINKLEY, « Top Israelis Warn of Deep Worry » ; CARNEGY, « Pullout Not Enough » ; CHARTRAND, « Israel Warns » ; DIEHL, « Israelis Fear Iraqi Threat » ; ainsi que MERZER, « Israel Hopes ». La citation de Buchanan est tirée de Chris REIDY, « The War between the Columnists Gets Nasty », *Boston Globe*, 22 septembre 1990.

28 BENN, « PM Aide » ; Keyser, « Israel Urges U.S. to Attack ».

29 Cité dans RODGERS, « Rice and Peres Warn ».

30 BENN, « PM Aide ».

31 ALON, « Sharon to Panel ». Au cours d'une conférence de presse qui se tint le 16 octobre 2002 à la Maison-Blanche en présence de George Bush, Sharon déclara : « Je tiens à vous remercier, M. le président, pour votre amitié et votre coopération. Et aussi loin que je me souvienne, aussi loin que porte mon regard dans les nombreuses années passées, je crois que nous n'avons jamais eu avec un président des États-Unis une relation telle que celle que nous avons aujourd'hui avec vous, et nous n'avons jamais eu une coopération aussi totale que celle que nous avons aujourd'hui avec l'administration en place. » « President Bush Welcomes Prime Minister Sharon to White House ; Question and Answer Session with the Press », transcription de la conférence de presse, U.S. Department of State, 16 octobre 2002. Voir aussi Robert G. KAISER, « Bush and Sharon Nearly Identical on Mideast Policy », *Washington Post*, 9 février 2003.

32 Shlomo BROM, « An Intelligence Failure », *Strategic Assessment*, Jaffee Center for Strategic Studies, Tel-Aviv University, vol. 6, n° 3, novembre 2003, p. 9. Voir aussi « Intelligence Assessment : Selections from the Media, 1998-2003 », *ibid.*, pp. 17-19 ; Gideon ALON, « Report Slams Assessment of Dangers Posed by Libya, Iraq », *Ha'aretz*, 28 mars 2004 ; Dan BARON, « Israeli Report Blasts Intelligence for Exaggerating the Iraqi Threat », *JTA.org*, 29 mars 2004 ; Molly MOORE, « Israel Shares Blame on Iraq Intelligence, Report Says », *Washington Post*, 5 décembre 2003 ; Greg MYRE, « Israeli Report Faults Intelligence on Iraq », *New York Times*, 28 mars 2004 ; Ori NIR, « Senate Report on Iraq Intel Points to Role of Jerusalem », *Forward*, 16 juillet 2004 ; James RISEN, *State of War : The Secret History of the CIA and the Bush Administration*, Simon & Schuster, New York, 2006, pp. 72-73.

33 Sur le phénomène général de la « patate chaude », voir John J. MEARSHEIMER, *The Tragedy of Great Power Politics*, W. W. Norton, New York, 2001, pp. 157-62.

34 Cité dans PERELMAN, « Iraqi Move ».

35 Herb KEINON, « Sharon to Putin : Too Late for Iraq Arms Inspection », *Jerusalem Post*, 1er octobre 2002.

36 « Peres Questions France Permanent Status on Security Council », *Ha'aretz*, 20 février 2003.

37 PERELMAN, « Iraqi Move ».

38 Shlomo AVINERI, « A Haunting Echo », *Los Angeles Times*, 24 novembre 2002. Voir aussi Benjamin NETANYAHOU, « The Case for Toppling Saddam », *Wall Street Journal*, 20 septembre 2002 ; Nathan GUTTMAN, « Shimon Peres Warns against Repeat of 1930s Appeasement », *Ha'aretz*, 15 septembre 2002.

39 Pour des éditoriaux représentatifs, voir « Next Stop, Baghdad », éditorial du *Jerusalem Post*, 15 novembre 2001 ; « Don't Wait for Saddam », éditorial du *Jerusalem Post*, 18 août 2002 ; « Making the Case for War », éditorial du *Jerusalem Post*, 9 septembre 2002. Pour des contributions représentatives, voir Ron DERMER, « The March to Baghdad », *Jerusalem Post*, 21 décembre 2001 ; Efraim INBAR, « Ousting Saddam, Instilling Stability », *Jerusalem Post*, 8 octobre 2002 ; Gerald M. STEINBERG, « Imagining the Liberation of Iraq », *Jerusalem Post*, 18 novembre 2001.

40 « Don't Wait for Saddam ».

41 Ehud BARAK, « Taking Apart Iraq's Nuclear Threat », *New York Times*, 4 septembre 2002.

42 NETANYAHOU, « The Case for Toppling Saddam ». Voir aussi Benjamin NETANYAHOU, « U.S. Must Beat Saddam to the Punch », *Chicago Sun Times*, 17 septembre 2002.

43 Voir par exemple « Benjamin Netanyahu Testifies about Iraq to Congress », CNN Live Event, *CNN.com*, 12 septembre 2002 ; Jim Lobe, « Hawks Justify Iraq Strike as War for Democracy », *Inter Press Service*, 27 septembre 2002 ; Janine Zacharia, « Netanyahu : U.S. Must Guarantee Israel's Safety from Iraqi Attack », *Jerusalem Post*, 13 septembre 2002.

44 Aluf Benn, « Background : Enthusiastic IDF Awaits War in Iraq », *Ha'aretz*, 17 février 2002 ; James Bennet, « Israel Says War on Iraq Would Benefit the Region », *New York Times*, 27 février 2003 ; Chemi Shalev, « Jerusalem Frets As U.S. Battles Iraq War Delays », *Forward*, 7 mars 2003.

45 Cité dans James Bennet, « Clinton Redux », *The Atlantic @Aspen*, 8 juillet 2006.

46 Asher Arian, « Israeli Public Opinion on National Security 2002 », Jaffee Center for Strategic Studies, Tel-Aviv University, *Mémorandum* N° 61, 10 juillet 2002, p. 34.

47 Ephraim Yaar et Tamar Hermann, « Peace Index : Most Israelis Support the Attack on Iraq », *Ha'aretz*, 6 mars 2003. En ce qui concerne le Koweït, une enquête d'opinion publiée au mois de mars 2003 révélait que 89,6 % des Koweïtiens se déclaraient en faveur de la guerre qui était imminente. James Morrison, « Kuwaitis Support War », *Washington Times*, 18 mars 2003. Un sondage réalisé en Israël au début du mois de mai 2007 montre que 59 % des personnes interrogées pensent que la décision américaine d'envahir l'Irak était correcte. « Poll Shows That Israel Is a Staunch American Ally », communiqué de presse de l'Anti-Defamation League, 18 mai 2007. À la même époque, la plupart des Américains avaient conclu que la guerre était une erreur tragique.

48 « America's Image Further Erodes, Europeans Want Weaker Ties : a Nine-Country Survey », Pew Research Center for the People and the Press, Washington, DC, 18 mars 2003. Voir aussi Alan Travis et Ian Black, « Blair's Popularity Plummets », *Guardian*, 18 février 2003.

49 Gideon Levy, « A Deafening Silence », *Ha'aretz*, 6 octobre 2002.

50 Voir Dan Izenberg, « Foreign Ministry Warns Israeli War Talk Fuels U.S. Anti-Semitism », *Jerusalem Post*, 10 mars 2003. L'article stipule que « le ministère des Affaires étrangères a reçu des rapports des États-Unis » demandant aux Israéliens de faire preuve d'une plus grande circonspection, dans la mesure où les médias américains brossent un portrait d'Israël dans lequel l'État hébreu « cherche à diriger l'administration vers la guerre ».

51 Cité dans Dana Milbank, « Group Urges Pro-Israel Leaders Silence on Iraq », *Washington Post*, 27 novembre 2002.

52 David Horovitz, « Sharon Warns Colleagues Not to Discuss Iraq Conflict », *Irish Times*, 12 mars 2003. Voir aussi James Bennet, « Threats and Responses : Israel's Role ; Not Urging War, Sharon Says », *New York Times*, 11 mars 2003 ; Aluf Benn, « Sharon Says U.S. Should Also Disarm Iran, Libya and Syria », *Ha'aretz*, 18 février 2003.

53 L'influence des néoconservateurs et de leurs alliés était déjà notable avant la guerre et elle fournit le thème central des articles suivants, tous écrits juste avant ou juste après le début de l'invasion : Joel Beinin, « Pro-Israel Hawks and the Second Gulf War », *Middle East Report Online*, 6 avril 2003 ; Elizabeth Bumiller et Eric Schmitt, « On the Job and at Home, Influential Hawks 30-Year Friendship Evolves », *New York Times*, 11 septembre 2002 ; Kathleen et Bill Christison, « A Rose by Another Name : The Bush Administration's Dual Loyalties », *CounterPunch*, 13 décembre 2002 ; Robert Dreyfuss, « The Pentagon Muzzles the CIA », *The American Prospect*, 16 décembre 2002 ; Michael Elliott et James Carney, « First Stop, Iraq », *Time*, 31 mars 2003 ; Seymour Hersh, « The Iraq Hawks », *New Yorker*, 24-31 décembre 2001, p. 58-63 ; Michael Hirsh, « Hawks, Doves and Dubya », *Newsweek*, 2 septembre 2002 ; Glenn Kessler, « U.S. Decision on Iraq Has Puzzling Past », *Washington Post*, 12 janvier 2003 ; Joshua M. Marshall, « Bomb Saddam ? », *Washington Monthly*, juin 2002 ; Dana Milbank, « White House Push for Iraqi Strike Is on Hold », *Washington Post*, 18 août 2002 ; Susan Page, « Showdown with Saddam : The Decision to Act », *USA Today*, 11 septembre 2002 ; Sam Tanenhaus, « Bush's Brain Trust », *Vanity Fair*, juillet 2003 ; Patrick E. Tyler et Elaine Sciolino, « Bush Advisers Split on Scope of Retaliation », *New York Times*, 20 septembre 2001 ; Jason A. Vest, « The Men from JINSA and CSP », *Nation*, 2-9 septembre, 2002, pp. 16-20.

54 Janine Zacharia, « All The President's Middle East Men », *Jerusalem Post*, 19 janvier 2001.

55 « Rally Unites Anguished Factions under Flag of "Stand with Israel" », *Forward*, 19 avril 2002 ; « Forward 50 », *Forward*, 15 novembre 2002.

56 John McCaslin, « Israeli-Trained Cops », *Washington Times*, 5 novembre 2002 ; Bret Stephens, « Man of the Year », *Jerusalem Post* (supplément Rosh Hashana), 26 septembre 2003 ; Janine Zacharia, « Invasive Treatment », *in ibid.* Citons, parmi d'autres références utiles sur Wolfowitz, Peter J. Boyer, « The Believer », *New Yorker*, 1er novembre 2004 ; Michael Dobbs, « For Wolfowitz, A Vision May Be Realized », *Washington Post*, 7 avril 2003 ; James Fallows, « The Unilateralist », *Atlantic Monthly*, mars 2002, pp. 26-29 ; Bill Keller, « The Sunshine Warrior », *New York Times Magazine*, 22 septembre 2002 ; « Paul Wolfowitz, Velociraptor », *Economist*, 7 février 2002.

57 Voir par exemple Douglas J. Feith, « The Inner Logic of Israel's Negotiations : Withdrawal Process, Not Peace Process », *Middle East Quarterly*, mars 1996 ; Douglas Feith, « A Strategy for Israel », *Commentary*, septembre 1997. Pour des commentaires utiles sur les vues de Feith, voir Jeffrey Goldberg, « A Little Learning : What Douglas Feith Knew and When He Knew It », *New Yorker*, 9 mai 2005, pp. 36-41 ; Jim Lobe, « Losing Feith, or is the Bush Team Shedding Its Sharper Edges ? », *Daily Star*, 31 janvier 2005 ; James J. Zogby, « A Dangerous Appointment : Profile of Douglas Feith, Undersecretary of Defense under Bush », Middle East Information Center, 18 avril 2001 ; « Israeli Settlements : Legitimate, Democratically Mandated, Vital to Israel's Security and, Therefore, in U.S. Interest », The Center for Security Policy, *Transition Brief* N° 96-T130, 17 décembre 1996. Le titre de cette dernière parution, publiée par une organisation du lobby, stipule que ce qui est dans l'intérêt d'Israël est aussi dans l'intérêt des États-Unis. Dans « Losing Feith », Lobe écrit : « En 2003, d'après le *Nelson Report*, une feuille d'information très au fait de ce qui se passe à Washington, lorsque Feith, qui remplaçait Rumsfeld, au cours d'une "réunion des directeurs" interagences portant sur le Moyen-Orient, conclut ses remarques pour le compte du Pentagone, [la conseillère à la Sécurité nationale] Rice le remercia en ces termes : "Merci, Doug, mais, si nous voulons connaître la position israélienne, nous inviterons l'ambassadeur". »

58 « A Clean Break : A New Strategy for Securing the Realm » fut rédigé pour le compte de l'Institute for Advanced Strategic and Political Studies de Jérusalem et publié en juin 1996. On peut en trouver une copie à l'adresse *www.iasps.org/strat1.htm*.

59 Akiva Eldar, « Perles of Wisdom for the Feithful », *Ha'aretz*, 1er octobre 2002.

60 Packer, *Assassins Gate*, p. 32.

61 « Israel's UN Ambassador Slams Qatar, Praises U.S. Envoy Bolton », *Ha'aretz*, 23 mai 2006. Voir aussi « Bolton Is Israel's Secret Weapon, Says Gillerman », *Big News Network.com*, 18 novembre 2006 ; Ori Nir, « Senate Probes Bolton's Pro-Israel Efforts », *Forward*, 6 mai 2005.

62 Marc Perelman, « Siding with White House, Groups Back Bolton », *Forward*, 17 novembre 2006 ; « Dear John », éditorial du *Forward*, 8 décembre 2006.

63 Ori Nir, « Libby Played Leading Role on Foreign Policy Decisions », *Forward*, 4 novembre 2005.

64 « He Tarries : Jewish Messianism and the Oslo Peace », The Distinguished Rennert Lecture for 2002, discours prononcé lors de la remise du prix Guardian of Zion de l'université de Bar-Ilan à Charles Krauthammer, Jérusalem, 10 juin 2002. Il n'est pas un seul paragraphe de ses chroniques dans lequel Krauthammer ne prenne farouchement la défense d'Israël.

65 Asla Aydintasbas, « The Midnight Ride of James Woolsey », *Salon.com*, 20 décembre 2001 ; Anne E. Kornblut et Bryan Bender, « Cheney Link of Iraq, 9/11 Dismissed », *Boston Globe*, 16 septembre 2003 ; David E. Sanger et Robin Toner, « Bush and Cheney Talk Strongly of Qaeda Links with Hussein », *New York Times*, 18 juin 2004 ; R. James Woolsey, « The Iraq Connection », *Wall Street Journal*, 18 octobre 2001.

66 Goldberg ajoutait que, « dans le milieu des lobbyistes juifs de Washington, se déclarer en faveur de l'invasion imminente va de soi – nombre d'entre eux sont perplexes à l'idée que puisse émerger une quelconque opposition à la guerre en Irak, aussi ténue soit-elle ». Michelle Goldberg, « Why American Jewish Groups Support War with Iraq », *Salon.com*, 14 septembre 2002.

67 « An Unseemly Silence », éditorial du *Forward*, 7 mai 2004.

68 Nacha Cattan, « Resolutions on Invasion Divide Jewish Leadership », *Forward*, 11 octobre 2002 ; Laurie Goodstein, « Threats and Responses : American Jews ; Divide among Jews Leads to Silence on Iraq War », *New York Times*, 15 mars 2003 ; Milbank, « Group Urges ».

69 Matthew E. Berger, « Jewish Groups Back U.S. Stand on Iraq », *Jewish Journal*, 18 octobre 2002 ; Jewish Council for Public Affairs, « Statement on Iraq », adopté par le Conseil des directeurs du JCPA, octobre 2002.

70 Mortimer B. ZUCKERMAN, « No Time for Equivocation », *U.S. News & World Report*, 26 août / 2 septembre 2002. Voir aussi Mortimer B. ZUCKERMAN, « No More Cat and Mouse », *U.S. News & World Report*, 28 octobre 2002 ; Mortimer B. ZUCKERMAN, « Clear and Compelling Proof », *U.S. News & World Report*, 10 février 2003 ; Mortimer B. ZUCKERMAN, « The High Price of Waiting », *U.S. News & World Report*, 10 mars 2003.

71 Les deux citations sont tirées de GOLDBERG, « Why American Jewish Groups ».

72 Gary ROSENBLATT, « The Case for War against Saddam », *Jewish Week*, 13 décembre 2002. Voir aussi Gary ROSENBLATT, « Hussein Asylum », *Jewish Week*, 23 août 2002.

73 Voir Ron KAMPEAS, « Cheney : Iran, Iraq a Package Deal », *Jewish Telegraphic Agency*, 13 mars 2007.

74 Nathan GUTTMAN, « Background : AIPAC and the Iraqi Opposition », *Ha'aretz*, 7 avril 2003. Voir aussi Dana MILBANK, « For Israel Lobby Group, War Is Topic A, Quietly », *Washington Post*, 1er avril 2003.

75 David TWERSKY, « A Bittersweet Affair for AIPAC », *New York Sun*, 23 janvier 2003. Sur l'ADL, voir CATTAN, « Resolutions on Invasion » ; Nacha CATTAN, « Jewish Groups Pressed to Line Up on Iraq », *Forward*, 23 août 2002 ; Nathan GUTTMAN, « Groups Mum on Iraq, Despite Antiwar Tide », *Forward*, 2 mars 2007.

76 Jeffrey GOLDBERG, « Real Insiders : A Pro-Israel Lobby and an FBI Sting », *New Yorker*, 4 juillet 2005. *Near East Report (NER)*, la publication bihebdomadaire de l'AIPAC couvrant l'actualité du Moyen-Orient, déborde d'articles consacrés à l'Irak publiés au cours des mois précédant la guerre. Bien qu'aucun d'entre eux n'appelle explicitement à envahir l'Irak, ils font tous de Saddam une menace particulièrement dangereuse, laissant peu de doutes dans l'esprit du lecteur sur le fait que tant Israël que les États-Unis seraient dans une situation difficile s'il n'était pas renversé. *Cf.* « Saddam's Diversion », *NER*, 7 octobre 2002 ; entretien avec Ze'ev Schiff, *NER*, 21 octobre 2002 ; entretien avec Amatzia Baram, *NER*, 25 février 2002 ; entretien avec Amatzia Baram, *NER*, 7 octobre 2002 ; entretien avec Kenneth M. Pollack, *NER*, 23 septembre 2002 ; « Arming Iraq », *NER*, 1er juillet 2002 ; « Backing Saddam », *NER*, 3 février 2003.

77 John BRESNAHAN, « GOP Turns to Israeli Lobby to Boost Iraq Support », *Roll Call*, 6 octobre 2003.

78 Matthew E. BERGER, « Bush Makes Iraq Case in AIPAC Appearance », *Deep South Jewish Voice* (en ligne), 11 mai 2004.

79 David HOROVITZ, « Editor's Notes : Wading into the Great Debate », *Jerusalem Post*, 15 mars 2007. Selon Ron Kampeas, le message de Cheney « ne suscita pas un enthousiasme unanime. Entre un tiers et la moitié du public (...) se borna à applaudir poliment ». Voir « Cheney : Iran, Iraq, A Package Deal ». De la même façon, Nathan Guttman écrit que le discours de Cheney « reçut un accueil mitigé ». Voir « Cheney Links Action on Iran to Winning Iraq », *Forward*, 16 mars 2007. Cependant, Gergory Levey fit remarquer dans *Salon.com* que « Cheney eut droit à un accueil chaleureux et à des applaudissements nourris ». Voir « Inside America's Powerful Israel Lobby », *Salon.com*, 16 mars 2007.

80 Sur l'accueil réservé à Boehner et à Pelosi, voir GUTTMAN, « Cheney Links Action » ; LEVEY, « Inside » ; Ian SWANSON, « Pelosi Hears Boos at AIPAC », *The Hill*, 13 mars 2007.

81 GUTTMAN, « Groups Mum on Iraq ».

82 GUTTMAN, « Groups Mum on Iraq » ; Jeffrey M. JONES, « Among Religious Groups, Jewish Americans Most Strongly Oppose War », Gallup News Service, 23 février 2007.

83 Peu de temps avant que les États-Unis n'envahissent l'Irak, le représentant démocrate James P. Moran avait provoqué un tollé en déclarant : « Si cette guerre en Irak n'avait pas reçu le soutien résolu de la communauté juive, nous ne serions pas en train de la faire. » Cité dans HSU, « Moran Said ». Moran avait toutefois mal choisi ses termes, dans la mesure où la communauté juive était loin d'apporter un large soutien à la guerre. Il aurait plutôt dû dire : « Si la guerre en Irak n'avait pas reçu le soutien résolu des néoconservateurs et des cercles dirigeants du lobby pro-israélien, nous ne serions pas en train de la faire. »

84 Samuel G. FREEDMAN, « Don't Blame Jews for This War », *USA Today*, 2 avril 2003. Voir aussi James D. BESSER, « Jews Souring on Iraq War », *Jewish Week*, 24 septembre 2004 ; GOODSTEIN, « Threats and Responses » ; Ori NIR, « Poll Finds Jewish Political Gap », *Forward*, 4 février 2005. La même situation avait précédé la guerre du Golfe de 1991. Au moment où le Congrès votait l'entrée en guerre le 12 janvier 1991, « la seule organisation de la communauté juive ayant quelque

envergure à Washington et n'étant pas officiellement alignée sur les positions de l'administration était American Friends of Peace Now, qui était en faveur d'un prolongement des sanctions », JUDIS, « Jews and the Gulf », p. 13. Malgré les efforts du lobby pour faire advenir la guerre de 1991, cependant, une large fraction de la communauté juive américaine était opposée à la guerre, tout comme en 2003. Ainsi, les Juifs à la Chambre des représentants votèrent par dix-sept voix contre seize la résolution autorisant la guerre, tandis que les sénateurs juifs s'y opposèrent par cinq voix contre trois, *ibid.*, p. 14. Ce résultat reflète d'une part le fait qu'à la différence de ce qui s'est produit en 2002-2003, il y eut en 1990-1991 un véritable débat sur l'opportunité ou non d'entrer en guerre contre l'Irak, et d'autre part le fait que le lobby pro-israélien adopte parfois des positions qui sont en décalage par rapport à une vaste frange de la communauté juive américaine.

85 La lettre du 26 janvier 1998 est disponible sur le site du PNAC (*www.newamericancentury.org/iraqclintonletter.htm*), celle du 19 février sur celui de Iraq Watch (*www.iraqwatch.org/perspectives/rumsfeld-openletter.htm*). Sur le Committee for Peace and Security in Gulf, voir JUDIS, « Jews and the Gulf », p. 12. Voir aussi la lettre du 29 mai 1998, elle aussi rédigée sous les auspices du Project for the New American Century, et adressée au speaker de la Chambre Newt Gingrich ainsi qu'au chef de la majorité au sénat Trent Lott (*www.newamericancentury.org/iraqletter1998.htm*). Il faut souligner que les néoconservateurs appelaient à renverser Saddam en envahissant l'Irak. *Cf.* « The End of Containment », *Weekly Standard*, 1er décembre 1997 ; Zalmay M. KHALILZAD et Paul WOLFOWITZ, « Overthrow Him », *ibid.* ; Frederick W. KAGAN, « Not by Air Alone », *ibid.* ; Robert KAGAN, « A Way to Oust Saddam », *Weekly Standard*, 28 septembre 1998.

86 On peut trouver ce texte de loi sur *www.iraqwatch.org/government/US/Legislation/ILA.htm.*

87 John DIZARD, « How Ahmed Chalabi Conned the Neocons », *Salon.com*, 4 mai 2004 ; « Iraqi Myths », éditorial du *Jerusalem Post*, 7 octobre 1998 ; Seth GITELL, « Neocons Meet Israeli to Gain U.S. Backing », *Forward*, 31 juillet 1998 ; KAGAN, « Way to Oust Saddam » ; Martin KETTLE, « Pentagon Balks at Idiotic Law Urging Bay of Pigs-type Invasion of Iraq », *Guardian*, 21 octobre 1998 ; Vernon LOEB, « Congress Stokes Visions Of War to Oust Saddam ; White House Fears Fiasco in Aid to Rebels », *Washington Post*, 20 octobre 1998. Sur le JINSA, voir « Concrete Responses to Saddam », *JINSA Online*, rapport n° 79, 10 août 1998 ; « To Overthrow Saddam », *JINSA Online*, rapport n° 82, 2 octobre 1998 ; « Spring 1998 Board Resolution – Iraq », *JINSA Online*, 22 mars 1998 ; ainsi que « Resolution in Support of the Iraqi Opposition », *JINSA Online*, 19 octobre 1998.

88 Voir les commentaires de Clinton après qu'il eut signé l'*Iraq Liberation Act* de 1998. Déclaration du président, White House Press Office, 31 octobre 1998. Voir aussi KETTLE, « Pentagon Balks » ; LOEB, « Congress Stokes ».

89 *Cf.* Vernon LOEB, « Saddam's Iraqi Foes Heartened by Clinton », *Washington Post*, 16 novembre, 1998 ; Nicholas LEMANN, « The Iraq Factor : Will the New Bush Team's Old Memories Shape It's Foreign Policies », *New Yorker*, 22 janvier 2001 ; Robert LITWAK, *Rogue States and U.S. Foreign Policy*, Woodrow Wilson Center Press, Washington, DC, 2000, chap. 4.

90 PACKER, *Assassins Gate*, p. 41.

91 Jane PERLEZ, « Capitol Hawks Seek Tougher Line on Iraq », *New York Times*, 7 mars 2001 ; ainsi que « Have Hawks Become Doves ? », *Washington Times*, 8 mars 2001. Voir aussi Stefan HALPER et Jonathan CLARKE, *America Alone : The Neo-Conservatives and the Global Order*, Cambridge University Press, New York, 2004, pp. 129-31.

92 Richard A. CLARKE, *Against All Enemies : Inside America's War on Terror*, Free Press, New York, 2004 ; Ron SUSKIND, *The Price of Loyalty : George W. Bush, the White House, and the Education of Paul O'Neill*, Simon and Schuster, New York, 2004.

93 Bob WOODWARD, *Plan of Attack*, Simon and Schuster, New York, 2004, p. 12. Voir aussi LEMANN, « Iraq Factor » ; Eric SCHMITT et Steven Lee MEYERS, « Bush Administration Warns Iraq on Weapons Programs », *New York Times*, 23 janvier 2001.

94 Elle observait aussi que, si l'Irak se dotait d'AMD, la réponse appropriée de la part des États-Unis devait être « un énoncé classique de la dissuasion – s'ils se dotent d'AMD, ces armes seront inutilisables dans la mesure où toute tentative de les utiliser provoquera l'annihilation du territoire national ». Condoleezza RICE, « Promoting the National Interest », *Foreign Affairs*, vol. 79, n° 1, janvier-février 2000, pp. 60-62.

95 Timothy NOAH, « Dick Cheney, Dove », *Slate.com*, 16 octobre 2002 ; Adam MEYERSON, « Calm after Desert Storm », entretien avec Dick Cheney, *Policy Review*, n° 65, été 1993.

96 Cité dans KESSLER, « U.S. Decision on Iraq Has Puzzling Past. » Selon ELLIOTT et CARNEY (« First Stop, Iraq »), certains néoconservateurs, comme William Kristol, furent dépités lorsque Cheney fut choisi comme colistier de Bush, en raison des positions qu'il avait adoptées sur la façon de terminer la première guerre du Golfe. Mais depuis le 11 septembre, « explique Kristol, les néoconservateurs sont heureux de le "considérer comme un compagnon de route" ».

97 *Cf.* ELLIOTT et CARNEY, « First Stop, Iraq » ; Glenn KESSLER et Peter SLAVIN, « Cheney is Fulcrum of Foreign Policy », *Washington Post*, 13 octobre 2002 ; KESSLER, « U.S. Decision on Iraq Has Puzzling Past » ; « Vice President Dick Cheney Talks about Bush's Energy Plan », transcription d'un entretien avec Tim Russert diffusé sur NBC lors de l'émission « Meet the Press », 20 mai 2001. Bien que les vues de Cheney sur la conquête de l'Irak aient profondément changé après le 11 septembre, il semble que cette transformation ne fut pas immédiate. *Cf.* « The Vice President Appears on Meet the Press with Tim Russert », Camp David, Maryland, Office of the White House Press Secretary, 16 septembre 2001. Les réponses de Cheney à certaines questions portant sur l'Irak ne semblent pas indiquer qu'il avait reconsidéré ses vues au sujet du renversement de Saddam cinq jours après l'écroulement des Tours jumelles.

98 Les deux citations de Kagan sont tirées de PACKER, *Assassins Gate*, p. 38. Voir aussi les commentaires de Packer lui-même, qui vont dans le même sens. *Cf. ibid.*, p. 32.

99 WOODWARD, *Plan of Attack*, pp. 25-26.

100 PAGE, « Showdown with Saddam ».

101 ELLIOTT et CARNEY, « First Stop, Iraq ». Woodward décrit Wolfowitz comme « un tambour qui ne s'arrêterait pas ». *Plan of Attack*, p. 22.

102 WOODWARD, *Plan of Attack*, pp. 1-44.

103 En ce qui concerne l'influence des néoconservateurs sur Cheney, voir ELLIOTT et CARNEY, « First Stop, Iraq » ; PAGE, « Showdown with Saddam » ; Michael HIRSH, « Bernard Lewis Revisited », *Washington Monthly*, novembre 2004, pp. 13-19 ; Frederick KEMPE, « Lewis's "Liberation" Doctrine for Mideast Faces New Tests », *Wall Street Journal*, 13 décembre 2005 ; Carla Anne ROBBINS et Jeanne CUMMINGS, « How Bush Decided that Hussein Must Be Ousted from Atop Iraq », *Wall Street Journal*, 14 juin 2002. Sur Ajami en particulier, voir Adam SHATZ, « The Native Informant », *Nation*, 28 avril 2003.

104 Jacob WEISBERG, « Are Neo-Cons History ? », *Financial Times*, 14 mars 2007. L'article laisse clairement entendre que Cheney et Lewis sont très proches.

105 Woodward décrit de façon succincte l'influence de Libby dans *Plan of Attack*, pp. 48-49 : « Libby avait trois titres officiels. Il était chef de cabinet du vice-président Cheney ; il était aussi conseiller à la Sécurité nationale du vice-président ; et il était enfin assistant du président Bush. Il y avait là un portefeuille de postes certainement jamais détenu auparavant par une seule personne. Scooter était un centre du pouvoir à lui tout seul... Libby était l'une des deux personnes qui, sans y être statutairement autorisées, assistaient aux réunions du National Security Council avec le président et aux réunions séparées présidées par Rice. » Voir aussi *ibid.*, pp. 50-51, 288-92, 300-301, 409-10 ; BUMILLER et SCHMITT, « On the Job and at Home » ; Karen KWIATKOWSKI, « The New Pentagon Papers », *Salon.com*, 10 mars 2004 ; TYLER et SCIOLINO, « Bush Advisers Split ».

106 TYLER et SCIOLINO, « Bush Advisers Split ». Voir aussi BUMILLER et SCHMITT, « On the Job and at Home » ; ainsi que William SAFIRE, « Phony War II », *New York Times*, 28 novembre 2002.

107 Sur l'influence considérable de Cheney au sein de l'administration Bush, voir Jeanne CUMMINGS et Greg HITT, « In Iraq Drama, Cheney Emerges as President's War Counselor », *Wall Street Journal*, 17 mars 2003 ; Mark HOSENBALL, Michael ISIKOFF et Evan THOMAS, « Cheney's Long Path to War », *Newsweek*, 17 novembre 2003, pp. 34-40 ; KESSLER et SLAVIN, « Cheney is Fulcrum » ; Barbara SLAVIN et Susan PAGE, « Cheney Rewrites Roles in Foreign Policy », *USA Today*, 29 juillet 2002 ; WOODWARD, *Plan of Attack*, pp. 27-30.

108 KESSLER, « U.S. Decision on Iraq Has Puzzling Past » ; WOODWARD, *Plan of Attack*, p. 410. Voir aussi *ibid.*, pp. 164-65, 409.

109 Cité dans Eric SCHMITT, « Pentagon Contradicts General on Iraq Occupation Force's Size », *New York Times*, 28 février 2003.

110 « This Goes Beyond Bin Laden », *JINSA Online*, 13 septembre 2001. Voir aussi Vest, « The Men from JINSA and CSP ».

111 Cette lettre fut publiée dans le *Weekly Standard* du 1er octobre 2001. William Bennett, Eliot Cohen, Aaron Friedberg, Donald Kagan, Robert Kagan, Jeane Kirkpatrick, William Kristol, Charles Krauthammer, Richard Perle, Norman Podhoretz, Stephen P. Rosen, Stephen Solarz et Leon Wieseltier figuraient au nombre des signataires.

112 Charles Krauthammer, « The War : A Road Map », *Washington Post*, 28 septembre 2001 ; Robert Kagan et William Kristol, « The Right War », *Weekly Standard*, 1er octobre 2001. Voir aussi « War Aims », éditorial du *Wall Street Journal*, 20 septembre 2001.

113 Michael Barone, « War by Ultimatum », *U.S. News and World Report*, 1er octobre 2001. Voir aussi Bill Gertz, « Iraq Suspected of Sponsoring Terrorist Attacks », *Washington Times*, 21 septembre 2001 ; « Drain the Ponds of Terror », éditorial du *Jerusalem Post*, 25 septembre 2001 ; William Safire, « The Ultimate Enemy », *New York Times*, 24 septembre 2001 ; Mortimer B. Zuckerman, « A Question of Priorities », *U.S. News and World Report*, 8 octobre 2001.

114 On peut lire le texte de la lettre du 2 avril 2002 à l'adresse *www.newamericancentury.org/Bushletter-040302.htm*.

115 *Cf.* Daniel Byman, Kenneth M. Pollack et Gideon Rose, « The Rollback Fantasy », *Foreign Affairs*, vol. 78, n° 1, janvier-février 1999.

116 Kenneth M. Pollack, *The Threatening Storm : The Case for Invading Iraq*, Random House, New York, 2002 ; Kenneth M. Pollack, « Why Iraq Can't Be Deterred », *New York Times*, 26 septembre 2002 ; Kenneth M. Pollack, « A Last Chance to Stop Iraq », *New York Times*, 21 février 2003 ; Martin S. Indyk et Kenneth M. Pollack, « How Bush Can Avoid the Inspections Trap », *New York Times*, 27 janvier 2003 ; Martin S. Indyk et Kenneth M. Pollack, « Lock and Load », *Los Angeles Times*, 19 décembre 2002.

117 William Kristol, « The Axis of Appeasement », *Weekly Standard*, 26 août - 2 septembre 2002 ; Robert Bartley, « Thinking Things Over : What We Learned », *Wall Street Journal*, 9 septembre 2002 ; Michael Ledeen, « Scowcroft Strikes Out », *National Review Online*, 6 août 2002 ; George Melloan, « Who Really Doubts That Saddam's Got to Go », *Wall Street Journal*, 10 septembre 2002 ; John O'Sullivan, « Chamberlain Deserves an Apology : Scowcroft, Hagel, and Raines Are No Chamberlains », *National Review Online*, 3 septembre 2002 ; « This Is Opposition ? There Is No Revolt in the GOP against Bush's Iraq Policy », éditorial du *Wall Street Journal*, 19 août 2002 ; « Who Is Brent Scowcroft ? », éditorial du *New York Sun*, 19 août 2002. Parmi ceux que la fureur des néoconservateurs prit pour cibles, personne n'était en faveur de l'apaisement. En revanche, les personnalités qu'ils attaquaient préféraient l'endiguement à la guerre.

118 William Safire, « Our "Relentless" Liberation », *New York Times*, 8 octobre 2001. Voir aussi William Safire, « Saddam and Terror », *New York Times*, 22 août 2002 ; William Safire, « Big Mo », *New York Times*, 19 novembre 2001.

119 Robert Kagan, « On to Phase II », *Washington Post*, 27 novembre 2001 ; Robert Kagan et William Kristol, « What to Do about Iraq », *Weekly Standard*, 21 janvier 2002 ; Safire, « Saddam and Terror ».

120 Robert Kagan et William Kristol, « The U.N. Trap ? », *Weekly Standard*, 18 novembre 2002 ; Charles Krauthammer, « A Costly Charade at the U.N. », *Washington Post*, 28 février 2003 ; George F. Will, « Stuck to the U.N. Tar Baby », *Washington Post*, 19 septembre 2002 ; William Safire, « The French Connection », *New York Times*, 14 mars 2003.

121 Krauthammer, « Our First Move ». Voir aussi Reuel Marc Gerecht, « A Necessary War », *Weekly Standard*, 21 octobre 2002 ; ainsi que Charles Krauthammer, « Where Power Talks », *Washington Post*, 4 janvier 2002.

122 Pour un excellent compte rendu de la campagne menée par l'administration pour « vendre » la guerre, voir Frank Rich, *The Greatest Story Ever Sold : The Decline and Fall of Truth from 9/11 to Katrina*, Penguin Press, New York, 2006.

123 James Bamford, *A Pretext for War : 9/11, Iraq, and the Abuse of America's Intelligence Agencies*, Doubleday, New York, 2004, chapitres 13-14 ; Karen DeYoung, *Soldier : The Life of Colin Powell*, Alfred A. Knopf, New York, 2006, pp. 440-46 ; ainsi que Woodward, *Plan of Attack*, pp. 288-92, 297-301. Voir aussi *ibid.*, pp. 72, 163.

124 Woodward, *Plan of Attack*, p. 290.
125 « Powell Regrets UN Speech on Iraq WMDs », *ABC News Online*, 9 septembre 2005.
126 Bamford, *Pretext for War*, pp. 287-91, 307-31 ; Julian Borger, « The Spies Who Pushed for War », *Guardian*, 17 juillet 2003 ; David S. Cloud, « Prewar Intelligence Inquiry Zeroes In On Pentagon Office », *Wall Street Journal*, 11 mars 2004 ; Seymour M. Hersh, « Selective Intelligence », *New Yorker*, 12 mai 2003, pp. 44-50 ; Kwiatkowski, « New Pentagon Papers » ; W. Patrick Lang, « Drinking the Kool-Aid », *Middle East Policy*, vol. 11, n° 2, été 2004 ; Jim Lobe, « Pentagon Office Home to Neo-Con Network », dépêche de l'Inter Press Service, 7 août 2003 ; Greg Miller, « Spy Unit Skirted CIA on Iraq », *Los Angeles Times*, 10 mars 2004 ; Paul R. Pillar, « Intelligence, Policy, and the War in Iraq », *Foreign Affairs*, vol. 85, n° 2, mars-avril 2006, pp. 15-27 ; James Risen, « How Pair's Finding on Terror Led to Clash on Shaping Intelligence », *New York Times*, 28 avril 2004 ; ainsi qu'Eric Schmitt et Thom Shanker, « Threats and Responses : A C.I.A. Rival ; Pentagon Sets Up Intelligence Unit », *New York Times*, 24 octobre 2002.
127 Risen, *State of War*, pp. 72-73.
128 Lobe, « Pentagon Office ». Sur Makovsky, voir Jack Herman, « A Whole New Ballgame Overseas », *St. Louis Post-Dispatch*, 20 février 1989. Cet article a été écrit au moment où Makovsky s'apprêtait à quitter les États-Unis pour Israël. « J'ai des convictions profondes concernant le besoin de contribuer à la construction d'un État juif », dit-il à l'auteur, avant d'ajouter : « c'est comme retrouver vos racines ».
129 Borger, « The Spies ».
130 Inspecteur général, Département de la Défense, « Review of the Pre-Iraqi War Activities of the Office of the Under Secretary of Defense for Policy », *Rapport* N° 07-INTEL-04, 9 février 2007.
131 Franklin Foer, « Founding Fakers », *New Republic*, 18 août 2003.
132 Robert Dreyfuss, « Tinker, Banker, NeoCon, Spy », *American Prospect*, 18 novembre 2002. Voir aussi « Who Will Lead a Free Iraq ? », *JINSA Online*, 9 mai 2003 ; ainsi que « Creating a Post-Saddam Iraq », *JINSA Online*, *rapport* n° 481, 6 avril 2005.
133 Cité dans Dreyfuss, « Tinker, Banker. » Voir aussi Matthew E. Berger, « Iraqi Exiles and Jews Form Unlikely Alliance », *Jewish News Weekly*, 18 octobre 2002 ; Juan Cole, « All the Vice-President's Men », *Salon.com*, 28 octobre 2005 ; Michelle Goldberg, « The War over the Peace », *Salon.com*, 14 avril 2003.
134 Cité dans Robert Dreyfuss, « Chalabi and AEI : The Sequel », *TomPaine.com*, 10 novembre 2005. Voir aussi Laurie Mylroie, « Unusually Effective », *New York Sun*, 8 novembre 2005 ; ainsi que Michael Rubin, « Iraq's Comeback Kid », *National Review Online*, 5 décembre 2005.
135 Bernard Lewis, « Put the Iraqis in Charge », *Wall Street Journal*, 29 août 2003. Voir aussi Ian Buruma, « Lost in Translation », *New Yorker*, 14 juin 2004 ; Michael Hirsh, « Bernard Lewis Revisited », *Washington Monthly*, novembre 2004.
136 Dizard, « How Ahmed Chalabi Conned the Neocons ». À la mi-juin 2003, Benjamin Netanyahou annonça qu'« il ne faudra pas attendre longtemps pour voir du pétrole irakien couler vers Haifa ». Reuters, « Netanyahu Says Iraq-Israel Oil Line Not Pipe-Dream », *Ha'aretz*, 20 juin 2003. Bien entendu, ce ne fut pas le cas et il est peu probable que cela se produise dans un avenir proche. Voir aussi Douglas Davis, « Peace with Israel Said to Top New Iraq's Agenda », *Jerusalem Post*, 21 avril, 2003.
137 Matthew E. Berger, « New Chance to Build Israel-Iraq Ties », *Jewish Journal*, 28 avril 2003. Voir aussi Bamford, *Pretext to War*, p. 293 ; Ed Blanche, « Securing Iraqi Oil for Israel : The Plot Thickens », *Lebanonwire.com*, 25 avril 2003.
138 Nathan Guttman, « Mutual Wariness : AIPAC and the Iraqi Opposition », *Ha'aretz*, 27 avril 2003.
139 Cité dans Packer, *Assassins Gate*, p. 41.
140 Friedman nuança ses remarques en ajoutant : « En dernière analyse, cette guerre a été fomentée par la réaction excessive de l'Amérique au 11 septembre. » Nous partageons cet avis : ce qui a mené les États-Unis dans le bourbier irakien est la combinaison de l'activisme fervent des néoconservateurs en faveur de la guerre, du soutien de groupes clés au sein du lobby pro-israélien, et d'un ensemble de conditions nationales et internationales spécifiques. Voir Shavit, « White Man's Burden ».

141 Noam CHOMSKY, « The Israel Lobby ? » *Znet* (en ligne), 28 mars 2006. Voir aussi Stephen ZUNES, « The Israel Lobby : How Powerful Is It Really ? », *Znet* (en ligne), 25 mai 2006.

142 Un commentateur note que le « slogan préféré » des forces d'opposition à la guerre pendant la période précédant l'invasion était « *no blood for oil* » (« pas de sang versé pour du pétrole »). John B. JUDIS, « Over a Barrel », *New Republic*, 20 janvier 2003, p. 20. Voir aussi William R. CLARK, *Petrodollar Warfare : Oil, Iraq and the Future of the Dollar*, New Society Publishers, Gabriola Island, Canada, 2005 ; Michael ELLIOTT, « The Selling of the President's War : Bush Should Take Israel and Oil Out of the Iraq Equation », *Time*, 18 novembre 2002 ; Michael MEACHER, « This War on Terrorism is Bogus », *Guardian*, 6 septembre 2003 ; Kevin PHILLIPS, « American Petrocacy », *The American Conservative*, 17 juillet 2006 ; Sandy TOLAN, « Beyond Regime Change », *Los Angeles Times*, 1er décembre 2002.

143 JUDIS, « Jews and the Gulf », p. 16-17.

144 Stephen J. HEDGES, « Allies Not Swayed on Iraq Strike », *Chicago Tribune*, 28 août 2002 ; « Saudi Arabia Says It Won't Join a War », *New York Times*, 19 mars 2003 ; « Saudis Warn U.S. over Iraq War », *BBC News*, 17 février 2003 ; Jon SAWYER, « Saudi Arabia Won't Back War on Iraq without U.N. Authority, Prince Warns », *St. Louis Post-Dispatch*, 23 janvier 2003 ; « Scorecard : For or Against Military Action », *New York Times*, 27 août 2002 ; Brian WHITAKER et John HOOPER, « Saudis Will Not Aid U.S. War Effort », *Guardian*, 8 août 2002.

145 Peter BEINART, « Crude », *The New Republic*, 7 octobre 2002 ; Michael MORAN et Alex JOHNSON, « The Rush for Iraq's Oil », *MSNBC.com*, 7 novembre 2002 ; Anthony SAMPSON, « Oilmen Don't Want Another Suez », *Observer*, 22 décembre 2002 ; John W. SCHOEN, « Iraqi Oil, American Bonanza ? » *MSNBC.com*, 11 novembre 2002 ; Daniel YERGIN, « A Crude View of the Crisis in Iraq », *Washington Post*, 8 décembre 2002.

146 Remarques du vice-président à la 103e convention nationale des Vétérans des guerres étrangères, Nashville, Tennessee, White House, Office of the Press Secretary, 26 août 2002. Voir aussi les remarques du vice-président devant les Vétérans de la guerre de Corée, San Antonio, Texas, White House, Office of the Press Secretary, 29 août 2002.

147 Pour une transcription du discours, voir « In the President's Words : "Free People Will Keep the Peace of the World" », *New York Times*, 27 février 2003. Voir aussi les remarques du président à l'Assemblée générale des Nations unies, New York, White House, Office of the Press Secretary, 12 septembre 2002 ; remarques du président à la promotion de West Point, White House, Office of the Press Secretary, 1er juin 2002 ; discours inaugural du président, Washington, DC, White House, Office of the Press Secretary, 20 janvier 2005 ; ainsi que *National Security Strategy of the United States*, 2002.

148 Robert S. GREENBERGER et Karby LEGGETT, « President's Dream : Changing Not Just Regime but a Region : A Pro-U.S., Democratic Area is a Goal that Has Israeli and Neo Conservative Roots », *Wall Street Journal*, 21 mars 2003. Voir aussi George PACKER, « Dreaming of Democracy », *New York Times Magazine*, 2 mars 2003 ; Paul SPERRY, « Bush the Nation-Builder : So Much for Campaign Promises », *Antiwar.com*, 6 octobre 2006 ; Wayne WASHINGTON, « Once against Nation-Building, Bush Now Involved », *Boston Globe*, 2 mars 2004.

149 Charles KRAUTHAMMER, « Peace through Democracy », *Washington Post*, 28 juin 2002.

150 BARAK, « Taking Apart ».

151 Cité dans LYNFIELD, « Israel Sees Opportunity in Possible U.S. Strike on Iraq ».

152 BENN, « Background ».

153 BENNET, « Israel Says ».

154 SHALEV, « Jerusalem Frets ».

155 Voir par exemple *Rebuilding America's Defenses : Strategy, Forces and Resources for a New Century*, rapport publié par le Project for the New American Century, Washington, DC, septembre 2000, pp. 14, 17-18.

156 Martin INDYK, « The Clinton Administration's Approach to the Middle East », Discours au Symposium Soref, Washington Institute for Near East Policy, 18 mai 1993. Voir aussi Anthony LAKE, « Confronting Backlash States », *Foreign Affairs*, vol. 73, nº 2, mars-avril 1994, pp. 45-55.

157 Kenneth M. POLLACK, *The Persian Puzzle : The Conflict between Iran and America*, Random House, New York, 2004, p. 261-65.

158 Robert Kagan et William Kristol (dir.), *Present Dangers : Crisis and Opportunity in American Foreign and Defense Policy*, Encounter Books, San Francisco, 2000 ; Charles Krauthammer, « Universal Dominion : Toward a Unipolar World », *National Interest*, n° 18, hiver 1989-90, pp. 46-49 ; Michael A. Ledeen, *Freedom Betrayed : How America Led a Global Democratic Revolution, Won the Cold War, and Walked Away*, AEI Press, Washington, DC, 1996 ; Joshua Muravchik, *Exporting Democracy : Fulfilling America's Destiny*, AEI Press, Washington, DC, 1991 ; Marina Ottaway *et al.*, « Democratic Mirage in the Middle East », *Policy Brief #20*, Carnegie Endowment for International Peace, Washington, DC, octobre 2002 ; Norman Podhoretz, « Strange Bedfellows : A Guide to the New Foreign-Policy Debates », *Commentary*, décembre 1999 ; « Statement of Principles », Project for the New American Century, 3 juin 1997 ; ainsi qu'Albert Wohlstetter, « A Vote in Cuba ? Why Not in Iraq ? », *Wall Street Journal*, 24 mai 1991.

159 Sur les vues des néoconservateurs au sujet de la transformation régionale, voir Robert Blecher, « Free People Will Set the Course of History », *Middle East Report Online*, mars 2003 ; Jack Donnelly et Anthony Shadid, « Iraq War Hawks Have Plans to Reshape Entire Mideast », *Boston Globe*, 10 septembre 2002 ; Halper et Clarke, *America Alone*, pp. 76-90 ; Nicholas Lemann, « After Iraq : The Plan to Remake the Middle East », *New Yorker*, 17 février 2003 ; ainsi que Klein, « How Israel ».

160 Cité dans Roula Khalaf, « Rice "New Middle East" Comments Fuel Arab Fury over U.S. Policy », *Financial Times*, 31 juillet 2006.

161 Orly Halpern, « Israeli Experts Say Middle East Was Safer with Saddam in Iraq », *Forward*, 5 janvier 2007. Voir aussi Leslie Susser, « Iraq War : Good or Bad for Israel ? Saddam's Execution Revives Debate », *JTA.org*, 2 janvier 2007.

162 Cité dans Chris McGreal, « Israelis May Regret Saddam Ousting, Says Security Chief », *Guardian*, 9 février 2006.

163 *The Iraq Study Group Report*, sous la direction de James A. Baker III et Lee H. Hamilton, Random House, New York, 2006, pp. xv, 28-29, 43-45, 50-58. Tony Blair, qui appela à plusieurs reprises à une résolution du conflit israélo-palestinien et qui s'était prononcé en faveur de négociations avec l'Iran et la Syrie, déclara que l'Iraq Study Group « offre une véritable avancée ». Cité dans Sheryl Gay Stolberg et Kate Zernike, « Bush Expresses Caution on Key Points in Iraq Panel's Report », *New York Times*, 7 décembre 2006. Voir aussi Kirk Semple, « Syrian Official, in Iraq, Offers Assistance », *New York Times*, 19 novembre 2006.

164 Akiva Eldar, « The Gewalt Agenda », *Ha'aretz*, 20 novembre 2006.

165 *Cf.* Michael Abramowitz et Glenn Kessler, « Hawks Bolster Skeptical President », *Washington Post*, 10 décembre 2006 ; Associated Press, « Israel Experts Doubt Focusing on Israel-Arab Conflict Will Help in Iraq », *International Herald Tribune*, 6 décembre 2006 ; « Gates's Shocking Thinking on Iran », éditorial du *Jerusalem Post*, 6 décembre 2006 ; Nathan Guttman, « Baker Group Advisers "Surprised", "Upset" at Report's Israel-Iraq Link », *Forward*, 30 janvier 2007 ; Jeff Jacoby, « Fighting to Win in Iraq », *Boston Globe*, 3 décembre 2006 ; Robert Kagan et William Kristol, « A Perfect Failure », *Weekly Standard*, 11 décembre 2006 ; Ron Kampeas, « ISG Fallout Continues with Query : Is Israeli-Arab Peace the Linchpin ? », *JTA.org*, 10 décembre 2006 ; Jim Lobe, « Neocons Move to Preempt Baker Report », *Antiwar.com*, 6 décembre 2006 ; Marc Perelman, « As Washington Studies Iraq Report, Jerusalem Frets over Tehran Talk », *Forward*, 15 décembre 2006 ; Shmuel Rosner, « Baker's Brew », *Ha'aretz*, 8 décembre 2006 ; « The Iraq Muddle Group », éditorial du *Wall Street Journal*, 7 décembre 2006.

166 Cité dans Shmuel Rosner, « FM Livni : U.S. Must Stand Firm on Iraq », *Ha'aretz*, 13 mars 2007. Voir aussi Shmuel Rosner, « Livni to AIPAC : U.S. Can't Show Weakness on Iraq, Iran », *Ha'aretz*, 12 mars 2007.

167 Les citations d'Olmert sont tirées de Bradley Burston, « Israel Must Stay the Hell Out of U.S. Debate on Iraq », *Ha'aretz*, 13 mars 2007 ; Hilary L. Krieger, « PM's AIPAC Talk Surprises Delegates », *Jerusalem Post*, 13 mars 2007.

168 Burston, « Israel Must Stay ». Voir aussi Krieger, « PM's AIPAC Talk » ; ainsi que Shmuel Rosner, « No Easy Answers on Israel and the Iraq Debate », *Ha'aretz*, 13 mars 2007.

169 « President Bush Welcomes Prime Minister Olmert of Israel to the White House », White House, Office of the Press Secretary, 13 novembre 2006.

170 Cité dans James D. Besser, « Olmert Support for Iraq War Stirs Anger », *Jewish Week*, 17 novembre 2006.

171 David Horovitz, « Editor's Notes : Wading into the Great Debate », *Jerusalem Post*, 15 mars 2007.

172 Cité dans Glenn Frankel, « A Beautiful Friendship ? », *Washington Post*, 16 juillet 2006.

173 Martin Kramer, « The American Interest », *Azure*, n° 5767, automne 2006, p. 29. Kramer écrit aussi que « l'affirmation qui veut que la guerre en Irak a été menée pour le compte d'Israël relève de la pure fiction », une remarque qui contredit les propos du Premier ministre Olmert à l'occasion de la conférence politique de l'AIPAC en 2007, au cours de laquelle il fit explicitement le lien entre la sécurité d'Israël et la victoire en Irak. Voir plus haut la note 167. Voir aussi Yossi Alpher, « Sharon Warned Bush », *Forward*, 12 janvier 2007.

174 Alpher, « Sharon Warned Bush », Voir aussi Herb Keinon, « Sharon Warned Bush of Saddam Threat », *Jerusalem Post*, 11 janvier 2007.

175 Voir notes 21 et 25.

Notes du chapitre 9

1 James A. Baker III et Lee H. Hamilton, *The Iraq Study Group Report*, Random House, New York, 2006, p. 50.

2 Ferry Biedermann et Roula Khalaf, « Western Politicians Take the Road to Damascus », *Financial Times*, 22 décembre 2006 ; Nathan Guttman, « Senators Visit Damascus, Push for Syrian Talks », *Forward*, 29 décembre 2006 ; Hassan M. Fattah et Graham Bowley, « Pelosi Meets with Syrian Leader », *New York Times*, 4 avril 2007 ; Anthony Shadid, « Pelosi Meets Syrian President », *Washington Post*, 4 avril 2007. Un autre Congressiste américain, Darrell Issa (républicain, Californie), rencontra Assad le lendemain de la visite de Pelosi. Yoav Stern, Amiram Barkat et Barak Ravid, « U.S. Republican Meets Assad Day after Contentious Pelosi Visit », *Ha'aretz*, 5 avril 2007.

3 Richard M. Bennett, analyste militaire renommé, résume comme suit la substance de la menace syrienne contre Israël : « S'il est encore pour bonne part exact que l'armée syrienne est une des plus fortes et des mieux entraînées du monde arabe, il n'en reste pas moins qu'elle a perdu toutes ses guerres avec Israël depuis 1948. Son potentiel de combat s'est très fortement détérioré depuis quinze ans, détérioration liée à l'obsolescence croissante de son équipement, mal entretenu et souffrant d'une pénurie de pièces de rechange. » « Syria's Military Flatters to Deceive », *Asia Times Online*, 28 juillet 2006. Dans le même ordre d'idées, Arieh O'Sullivan écrit : « L'armée syrienne ne constitue pas une menace tactique significative pour Israël et ne dispose pas d'option de guerre tactiquement viable. Pour dire les choses crûment, non seulement le potentiel de l'armée syrienne stagne depuis deux décennies, mais il a même régressé. » « How Big a menace ? », *Jerusalem Post*, 10 octobre 2003. Voir également Arieh O'Sullivan, « Jaffee Center : Syrian Military Weakening », *Jerusalem Post*, 23 novembre 2005 ; Susan Taylor Martin, « Experts Disagree on Dangers of Syria », *St. Petersburg Times*, 3 novembre 2002 ; Martin Sieff, « Eye on Iraq : Enter the Saudis », dépêche UPS, 27 novembre 2006 ; et Stephen Zunes, « Bush Has Clear Run at Syria », *Asia Times Online*, 2 mars 2005. Pour une description du potentiel militaire syrien et une comparaison internationale des budgets militaires, voir *The Military Balance 2007*, International Institute for Strategic Studies, Londres, janvier 2007, p. 243-245.

4 Karen DeYoung, « U.S. Toughens Warnings to Syria on Iraq, Other Issues », *Washington Post*, 15 avril 2003 ; Flynt Leverett, *Inheriting Syria : Bashar's Trial by Fire*, Brookings Institution Press, Washington, DC, 2005, p. 13-14 ; et Alfred B. Prados, « Syria : U.S. Relations and Bilateral Issues », *Congressional Research Service Report*, 22 juin 2006, p. 11-12. Pour plus de détails sur les armes de destruction massive et les missiles balistiques de la Syrie, voir le « Syria Profile » du site de Nuclear Threat Initiative (NTI) : *www.nti.org/e_research/profiles/Syria/index.html*.

5 Le point de vue israélien dominant sur les armes chimiques de la Syrie est résumé par Reuven Pedatzur : « L'armée israélienne considère que les Syriens ne se risqueraient pas à lancer des missiles balistiques munis de têtes chimiques sur Israël parce qu'ils ont bien conscience que le prix qu'ils auraient à payer, sous forme d'attaques israéliennes dévastatrices sur leurs arrières, serait si élevé qu'il ne saurait justifier une première frappe contre l'État juif. » « Update the Gas Masks, There's a Syrian Threat », *Ha'aretz*, 5 août 2003.

6 Cité *in* Susan Taylor Martin, « Experts Disagree on Dangers of Syria », art. cit.

7 Seymour M. HERSH, « The Syrian Bet », *New Yorker*, 28 juillet 2003. Voir également Richard SPRING, « This Is Not Another Iran », *Guardian*, 27 octobre 2006.

8 Les relations globalement positives entre la Syrie et les États-Unis pendant les années 1990 sont reflétées dans les mémoires publiés par diverses figures clés de l'administration Clinton : Madeleine ALBRIGHT, avec Bill WOODWARD, *Madame Secretary : A Memoir*, Miramax Books, New York, 2003 ; Bill CLINTON, *My Life*, Vintage Books, New York, 2004 ; Warren CHRISTOPHER, *Chances of a Lifetime : A Memoir*, Scribner, New York, 2001 ; et Dennis ROSS, *The Missing Peace : The Inside Story of the Fight for Middle East Peace*, Farrar, Strauss et Giroux, New York, 2004. Voir également Helena COBBAN, *The Israeli-Syrian Peace Talks : 1991-1996 and Beyond*, United States Institute of Peace Press, Washington, DC, 1999, qui offre un compte rendu détaillé des négociations entre Israël, la Syrie et les États-Unis pendant les années où Rabin et Pérès étaient Premiers ministres ; et Itamar RABINOVICH, *The Brink of Peace : The Israeli-Syrian Negotiations*, Princeton University Press, Princeton, NJ, 1998.

9 Cité *in* Douglas JEHL, « Clinton in the Middle East : The Overview ; Clinton Reports Progress in Talks in Syrian Capital », *New York Times*, 28 octobre 1994. Voir également « Clinton in the Middle East ; Assad and Clinton Speak : Shared Quest for Peace », *New York Times*, 28 octobre 1994.

10 Henry KISSINGER, *Years of Renewal*, Simon and Schuster, New York, 1999, chap. 33 ; et Willian B. QUANDT, *Peace Process : American Diplomacy and the Arab-Israeli Conflict since 1967*, Brookings Institution Press, Washington, DC, 1993, p. 250-254.

11 Flynt LEVERETT, *Inheriting Syria, op. cit.*, p. 134. Voir également Jim LOBE, « The Damascus Dance », *Antiwar.com*, 28 octobre 2006 ; « Syrian Ambassador Calls for Comprehensive Peace Settlement in the Middle East », conférence prononcée par Imad Moustapha au Burkle Center, UCLA, 2 juin 2005, *www.international.ucla.edu/bcir/article.asp ?parentid=25567* ; et Volker PERTHES, « The Syrian Solution », *Foreign Affairs*, 85, n° 6, novembre-décembre 2006, p. 33-40.

12 Seymour M. HERSH, « The Syrian Bet », art. cit.

13 Flynt Leverett observe que « la politique américaine envers la Syrie a oscillé entre des efforts pour faciliter des accords israélo-syriens et des tentatives d'isoler et de faire pression sur Damas pour modifier les termes et les conditions tactiques de la négociation d'un accord de paix ». (*Inheriting Syria, op. cit.*, p. 7.) Leverett a certainement raison, mais il n'explique jamais les raisons de cette oscillation, même si son livre offre nombre de preuves que ce sont essentiellement Israël et le lobby qui induisent ces fluctuations politiques.

14 La Loi sur les hauteurs du Golan fut approuvée par la Knesset en décembre 1981 et étendait la juridiction des lois israéliennes au territoire du Golan. Toutefois, elle ne contient pas le mot « annexion », ni ne fait référence à la « souveraineté » israélienne sur le plateau. Pendant le débat sur cette loi, le Premier ministre Menahem Begin répondit à un parlementaire critique : « C'est vous qui utilisez le mot "annexion", pas moi. » Voir Ian S. LUSTICK, « Has Israel Annexed East Jerusalem ? », *Middle East Policy*, 5, n° 1, janvier 1997 ; et « The Golan Heights Law », *www.mfa.gov.il/MFA/Peace+Process/Guid e+to+the+Peace+Process/Golan+Heights+Law.htm*, consulté le 25 avril 2007.

15 « Golan Statistics », *Jewish Virtual Library*, consulté le 24 avril 2007, *www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/Peace/golanstats.html* ; « Settlements in the Golan Heights », Foundation for Middle East Peace, *Settlement Report* 17, n° 1, janvier-février 2007 ; et « Regions and Territories : The Golan Heights », *BBC News* (en ligne), 26 avril 2007.

16 Bill CLINTON, *My Life, op. cit.*, p. 883-884 ; Helena COBBAN, *The Israeli-Syrian Peace Talks, op. cit.*, chap. 3 ; Flynt LEVERETT, *Inheriting Syria, op. cit.*, p. 47 ; Dennis ROSS, *Missing Peace, op. cit.*, p. 111.

17 Bien que Netanyahou ait nié qu'il fût jamais disposé à accepter un retour aux frontières du 4 juin 1967 (« I Never Agreed to Full Golan Withdrawal », *IsraelNationalNews.com*, 23 juin 2004), il existe de nombreux témoignages selon lesquels c'était bien sa position lorsqu'il était encore Premier ministre (1996-1999). Voir Akiva ELDAR, « Ex-MI Chief : "Netanyahu was Ready to Give up All de the Golan" », *Ha'aretz*, 24 juin 2004 ; Bill CLINTON, *My Life, op. cit.*, p. 883 ; Dennis ROSS, *Missing Peace, op. cit.*, pp. 527-528, 577 ; et Daniel PIPES, « The Road to Damascus : What Netanyahu Almost Gave Away », *New Republic*, 5 juillet 1999. Sur Barak, voir Bill CLINTON, *My Life, op. cit.*, pp. 883-888, 903 ; Flynt LEVERETT, *Inheriting Syria, op. cit.*, p. 47-48 ; et Dennis ROSS, *Missing Peace*,

op. cit., chap. 20-22. Ross observe que « la position de Barak sur la paix avec la Syrie était moins ouverte que celle de Netanyahou », *ibid.*, p. 528.

18 Clyde Haberman, « Israelis Look to Clinton Trip for Progress with Syrians », *New York Times*, 25 octobre 1994.

19 Dennis Ross, *Missing Peace*, *op. cit.*, p. 589.

20 Bill Clinton, *My Life*, *op. cit.*, pp. 883-88, 903. D'après Ofer Shelah, « la plupart des hauts responsables [israéliens] sont d'accord avec le point de vue soutenu par Bill Clinton dans son livre *My Life* : à savoir que Barak a fait marche arrière à cause des sondages d'opinion montrant que les Israéliens étaient hostiles aux concessions territoriales demandées par les Syriens ». Voir « The Situation : Syrian Offer of Talks Throws a Wrench into Sharon's Plans », *Forward*, 17 septembre 2004. Voir également Jerome Slater, « Lost Opportunities for Peace in the Arab-Israeli Conflict : Israel and Syria, 1948-2001 », *International Security* 27, n° 1, été 2002, en particulier p. 97-100 ; Akiva Eldar, « Between Katzrin and Nahariya », *Ha'aretz*, 24 juillet 2006. Mais Barak rejeta l'accusation de Clinton. Voir Yifat Zohar, « Barak Rejects Clinton's Charges of Missed Syria Deal », *Maariv International* (en ligne), 29 juin 2004.

21 Cité *in* « Sharon Suggests Future Attacks on Syria », *New York Times*, 17 octobre 2003. Voir également Aluf Benn, « U.S. Officials Eyeing Possible Assad Successors », *Ha'aretz*, 3 octobre 2005 ; Ori Nir, « Bush Seeks to Pressure Iran, Syria on Weapons », *Forward*, 2 janvier 2004 ; et Ofer Shelah, « Pressured, Assad Offers Charm Campaign », *Forward*, 9 janvier 2004.

22 Cité *in* Harry de Quetteville, « Syria Threat over Golan Puts Israel on War Alert », *The Telegraph*, Londres, 30 septembre 2006. Voir également Larry Derfner, « Why Israel Must Talk to Syria », *Jerusalem Post*, 9 novembre 2006 ; Tovah Lazaroff, « Peretz Open to Syrian Talks », *Jerusalem Post*, 27 septembre 2006 ; et Gideon Samet, « O.K. from A Declining America ? », *Ha'aretz*, 20 décembre 2006.

23 Cité *in* Amnon Meranda, « Israel Will Never Return Golan Height », *Ynetnews.com*, 14 mars 2007. Voir également « EU Backs Syria's Aim to Regain Golan Heights – Solana », *Ynetnews.com*, 14 mars 2007.

24 Voir Yoav Stern et Aluf Benn, « PM Associates : Syria Will Support Terror, Even with Golan », *Ha'aretz*, 17 décembre 2006.

25 « Israeli Opinion Regarding Peace with Syria and Lebanon », *Jewish Virtual Library*, consulté le 24 avril 2007, *www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/Politics/golanpo.html*.

26 Ofer Shelah, « The Situation », art. cit. Voir également Aluf Benn, « United States Leaving Syrian Track to Israel's Discretion », *Ha'aretz*, 9 janvier 2004 ; Aluf Benn et Amos Harel, « IDF Presses Sharon for Talks with Syria », *Ha'aretz*, 8 janvier 2004 ; Shlomo Bron, « Israel-Syria Negotiations : A Real Possibility ? », Jaffee Center for Strategic Studies, Tel-Aviv University, *Strategic Assessment* 7, n° 1, mai 2004, p. 1-6 ; « Israel "Can Give up Golan to Syria" », *Straits Times*, 14 août 2006 ; « Jerusalem's Rejectionists », *Ha'aretz*, éditorial, 9 janvier 2004 ; Ilan Marciano, « Foreign Ministry Official : Syria Ready to Negotiate », *Ynetnews.com*, 26 décembre 2006 ; et Ori Nir, « As Israel Debates Syrian Overture, Washington Presses to Stop Talks », *Forward*, 17 décembre 2004.

27 Yaakov Lappin, « New Forum Pushes for Syria Talks », *Ynetnews.com*, 28 janvier 2007 ; et Roi Mandel, « Former Shin Bet Chief Calls for Dialogue with Syria », *Ynetnews.com*, 29 janvier 2007.

28 Voir « Don't Turn Syria Away », *Ha'aretz*, éditorial, 18 décembre 2006 ; et « Respond to Assad, Convince Bush », *Ha'aretz*, éditorial, 21 décembre 2006. Sur Peretz, voir Gideon Alon, Aluf Benn et Yoav Stern, « Olmert : Now Is Not Time to Start Talks with Syria, Bush Opposed », *Ha'aretz*, 17 décembre 2006 ; et Gideon Alon, « Olmert, Peretz Spar over Syrian Overtures », *Ha'aretz*, 18 décembre 2006.

29 Moshe Maoz l'explique fort clairement : « Quelle que soit la position de l'administration [américaine], Sharon ne veut pas négocier parce qu'il ne veut pas abandonner le plateau du Golan. » Cité *in* Ori Nir, « As Israel Debates », art. cit.

30 Cité *in* Ori Nir, « U.S. Advice to Israelis : Don't Start Syria Talks », *Forward*, 23 janvier 200.

31 « A Serious Proposal », *Ha'aretz*, éditorial, 30 décembre 2003 ; Aluf Benn, « UN Envoy Urges Israel to Exploit Syrian Peace Moves », *Ha'aretz*, 9 janvier 2004 ; Harry de Quetteville, « Syria Threat over Golan Puts Israel on War Alert », art. cit. ; Marc Perelman, « Syria Makes Overture over Negotiations », *Forward*, 11 juillet 2003.

32 Ze'ev SCHIFF, « The Peace Threat from Damascus », *Ha'aretz*, 8 décembre 2003. À la fin de l'été 2004, après que la Syrie eut formulé une nouvelle offre de paix, *Forward* publiait un article commençant par ce paragraphe ironique : « Comme s'il n'avait pas suffisamment de problèmes avec l'opposition croissante de la droite à son plan de désengagement, le regain du terrorisme palestinien et les tensions au sein de la coalition gouvernante, le Premier ministre Sharon doit désormais affronter une situation critique sur le front septentrional. L'adversaire le plus implacable d'Israël, la Syrie, vient de formuler une offre de paix. » Ofer SHELAH, « The Situation... ».

33 Cité *in* Yoav STERN et Aluf BENN, « PM Associate », art. cit.

34 *Ibid.* ; et « Syria Expert : Assad's Overtures Serious », *Jerusalem Post*, 31 décembre 2006. Voir également « You Can't Bring Peace to Iraq without Working with Syria », interview du vice-Premier ministre syrien, *Spiegel Online*, 21 février 2007.

35 Voir Gideon ALON, Aluf BENN et Yoav STERN, « Olmert... », art. cit. ; Aluf BENN, « Bush vs. Olmert », *Ha'aretz*, 8 février 2007 ; Akiva ELDAR, « Closed-Door Policy », *Ha'aretz*, 26 février 2007 ; Akiva ELDAR, Mazal MUALEM, Shmuel ROSNER et Yoav STERN, « PM : Conditions Not Ripe for Talks with Syria », *Ha'aretz*, 8 décembre 2006 ; « Israel, Syria and Bush's Veto », *Forward*, éditorial, 22 décembre 2006 ; Shmuel ROSNER, Akiva ELDAR et Yoav STERN, « Olmert Rejects Talks with Syria, Says Conditions Are "Not Ripe" », *Ha'aretz*, 7 décembre 2006 ; Gideon SAMET, « O.K. from A Declining Americ », art. cit. ; et Ze'ev SCHIFF, Amos HAREL et Yoav STERN, « U.S. Takes Harder Line on Talks between Jerusalem, Damascus », *Ha'aretz*, 24 février 2007.

36 Aluf BENN, « Israel, U.S. Sources Say Views on Israel-Syria Talks Unchanged », *Ha'aretz*, 25 mai 2007 ; Akiva ELDAR, « U.S. Ambassador : We Won't Stop Israel from Talking to Syria », *Ha'aretz*, 14 mars 2007 ; et Ze'ev SCHIFF, « U.S. Envoy Denies Pressure on Israel Not to Engage in Talks with Syria », *Ha'aretz*, 23 mai 2007. Voir également Hilary Leila KRIEGER, « No New Overture to Syria in the Works », *Jerusalem Post*, 7 mars 2007.

37 Aluf BENN, « Israel, U.S. Sources Say », art. cit.

38 Peretz cité *in* Gideon ALON, Aluf BENN et Yoav STERN, « Olmert... », art. cit. ; Gideon SAMET, « O.K. from A Declining America », art. cit. Voir également Uzi BENZIMAN, « Help, They Want Peace », *Ha'aretz*, 17 janvier 2007.

39 Akiva ELDAR, « Secret Understandings Reached between Representatives from Israel and Syria », *Ha'aretz*, 16 janvier 2007. Les deux citations suivantes de ce paragraphe proviennent de la même source. Voir également Akiva ELDAR, « Exclusive : Full Text of Document Drafted during Secret Talks », *Ha'aretz*, 16 janvier 2007 ; « Background : From Turkey, Via Europe, to Damascus », *Ha'aretz*, 16 janvier 2007 ; « Olmert : No Government Officials Involved in Secret Syria Talks », *Ha'aretz*, 17 janvier 2007 ; et M. J. ROSENBERG, « When Uncritical Support Leads to Disaster », *IPF Friday*, n° 307, 19 janvier 2007.

40 Cité *in* FATTAH et BOWLEY, « Pelosi Meets with Syrian Leade », art. cit. Voir également Hassan M. FATTAH, « Pelosi, Warmly Greeted in Syria, is Criticized by White House », *New York Times*, 4 avril 2007 ; et SHADID, « Pelosi Meets Syrian President », art. cit.

41 Cité in FATTAH et BOWLEY, « Pelosi Meets with Syrian Leade », art. cit. Voir également Ron KAMPEAS, « Rhetorical Battle over Pelosi Trip », *JTA.org*, 8 avril 2007 ; et Yoav STERN et Amiram BARKAT, « PMO : Pelosi Did Not Carry Any Message from Israel to Assad », *Ha'aretz*, 5 avril 2007.

42 « Olmert to Assad : Israel Willing to Withdraw from Golan Heights », *Ynetnews.com*, 8 juin 2007 ; Aluf BENN et Yoav STEM, « MK Orlev : PM Willing to Sell Golan Heights in Order to Stay in Power », *Ha'aretz*, 8 juin 2007 ; Aluf BENN et Yoav STERN, « Peres Downplays Chances of New Syria Talks, Says Damascus Not Ready », *Ha'aretz*, 10 juin 2007. Selon ces articles, Bush, consulté, affirma que « les États-Unis n'adopteraient pas la position d'Israël ». *Cf.* « Olmert to Assad ». *Cf.* aussi Sever PLOCKER, « Suddenly Syria », *Ynetnews.com*, 10 juin 2007, qui explique pourquoi l'appel à négociation d'Olmert est un « geste politique vide ».

43 Voir, par exemple, « Sharon Wants U.S. Action against Syria », *Newsmax.com*, 16 avril 2001.

44 Seymour HERSH, « The Syrian Bet », art. cit. ; Molly MOORE, « Sharon Asks U.S. to Pressure Syria on Militant », *Washington Post*, 17 avril 2003 ; Ori NIR, « Jerusalem Urges Bush : Next Target Hezbollah », *Forward*, 11 avril 2003 ; Ori NIR, « Sharon Aide Makes the Case for U.S. Action against Syria », *Forward*, 18 avril 2003 ; Marc PERELMAN, « Behind Warnings to Damascus : Reassessment of

Younger Assad », *Forward*, 18 avril 2003 ; et Daniel SOBELMAN et Nathan GUTTMAN, « PM Urges U.S. to Keep Heat on Syria, Calls Assad "Dangerous" », *Ha'aretz*, 15 avril 2003.

45 La citation de Sharon et sa liste d'exigences sont tirées de Daniel SOBELMAN et Nathan GUTTMAN, « PM Urges U.S. to Keep Heat on Syria... ». Voir également Molly MOORE, « "Sharon Asks U.S." », art. cit.

46 Herb KEINON, « Sharon Criticized for Public Declarations on Syria-U.S. Tension », *Jerusalem Post*, 16 avril 2003.

47 Cité *in* Ori NIR, « Sharon Aide Makes the Case », art. cit. Voir également DEYOUNG, « U.S. Toughens Warning », art. cit. ; et Molly MOORE, « Sharon Asks U.S », art. cit.

48 *Ibid.*

49 Ephraim HALEVY, « The Post-Saddam Moyen-Orient : A View from Israël », Soref Symposium 2003, Washington Institute for Near East Policy, *www.washingtoninstitute.org/templateC07.php ?CID=147*, consulté le 27 mai 2007.

50 Molly MOORE, « Sharon Asks U.S », art. cit. Citation d'Alpher, *ibid.* Voir également Marc PERELMAN, « Syria Makes Overture over Negotiations », *Forward*, 11 juillet 2003.

51 Marc PERELMAN, « Behind Warning », art. cit. ; Laurie COPANS, « Israeli Military Boss Claims Iraq Had Chemical Weapons », dépêche d'Associated Press, 26 avril 2004 ; Dany SHOHAM, « An Antithesis on the Fate of Iraq's Chemical and Biological Weapons », *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, 19, n° 1, printemps 2006, p. 59-83 ; Ira STOLL, « Saddam's WMD Moved to Syria, An Israeli Says », *New York Sun*, 16 décembre 2005 ; et Ira STOLL, « Iraq's WMD Secreted in Syria, Sada Says », *New York Sun*, 26 janvier 2006.

52 Michael CASEY, « Israeli Ambassador Believes Truck Used in Bombing of UN Headquarters Came from Syria », dépêche d'Associated Press, 21 août 2003 ; et « Israeli Envoy Links Syria to UN Blast, Stirs Flap », dépêche de Reuters, 21 août 2003.

53 Seymour HERSH, « The Syrian Bet », art. cit. Rabinovich expliqua également à Hersh qu'« Israël a demandé à Washington de ne pas ouvrir de voie de communication clandestine avec Assad », et au contraire de maintenir le dirigeant syrien sous pression.

54 *Ending Syria's Occupation of Lebanon : The U.S. Role*, Report of the Middle East Study Group, Middle East Forum, Philadelphie, mai 2000.

55 Jordan GREEN, « Neocons Dream of Lebanon », *ZNet*, 23 juillet 2003 ; David R. SANDS, « Hawks Recycle Arguments for Iraq War against Syria », *Washington Times*, 16 avril 2003 ; et voir United States Committee for a Free Lebanon : *www.freelebanon.org.*

56 Matthew E. BERGER, « AIPAC Mounts New Offensive to Display Support of Congress », *JTA.org*, 22 avril 2002. Le nom complet du projet de loi était : *Syria Accountability and Lebanese Sovereignty Restoration Act.*

57 Sur ce projet de loi, voir Zvi BAR'EL, « Deciphering the Syrians », *Ha'aretz*, 9 juillet 2003 ; « The Return of the Syria Accountability Act », *NewsMax.com*, 19 avril 2003 ; et Claude SALHANI, « The Syria Accountability Act : Taking the Wrong Road to Damascus », *Policy Analysis*, n° 512, CATO Institute, 18 mars 2004.

58 Ron KAMPEAS, « Bush, Once Reluctant on Sanctions, Prepares to Take Tough Line with Syria », *JTA.org*, 16 mars 2004.

59 Wolfowitz cité *in* Nathan GUTTMAN, « Some Senior U.S. Figures Say Syria Has Crossed the Red Line », *Ha'aretz*, 14 avril 2004 ; Perle cité *in* Michael FLYNN, « The War Hawks : The Right Flexes Muscle with New U.S. Agenda », *Chicago Tribune*, 13 avril 2003. Sur Wolfowitz, voir également Flynt LEVERETT, *Inheriting Syria*, *op. cit.*, p. 151-52.

60 Marc PERELMAN, « Behind Warning », art. cit. Dès le lendemain de la chute de Bagdad, James Woolsey, un faucon éminent du Comité pour la Politique de Défense, soutenait que les États-Unis était engagés dans la Quatrième Guerre mondiale et que, parmi leurs principaux adversaires, on comptait des États « fascistes » comme la Syrie. Barbara SLAVIN, « Some See Victory Extending Beyond Iraq », *USA Today*, 11 avril 2003.

61 Michael FLYNN, « The Right Flexes Muscle », art. cit. Voir également John R. BOLTON, « Beyond the Axis of Evil : Additional Threats from Weapons of Mass Destruction », note à la Heritage Foundation, Office of the Press Secretary, U.S. Department of State, 6 mai 2002.

62 Douglas JEHL, « New Warning Was Put Off on Weapons Syria Plans », *New York Times*, 18 juillet 2003 ; Marc PERELMAN, « State Department Hawk under Fire in Intelligence Flap over Syria », *Forward*, 25 juillet 2003 ; et Warren P. STROBEL et Jonathan S. LANDAY, « Intelligence Data on Syria Now Disputed », *Philadelphia Inquirer*, 17 juillet 2003.

63 Nathan GUTTMAN, « U.S. : Syria Supporting Terror Groups Developing WMD », *Ha'aretz*, 16 septembre 2003.

64 Cité *in* Robin WRIGHT, « U.S. Insists Syria Alter Its Course », *Los Angeles Times*, 14 avril 2003. Voir également Seymour HERSH, « The Syrian Bet », art. cit., à propos de la rhétorique antisyrienne agressive de Martin Indyk et Dennis Ross.

65 Frank GAFFNEY, Jr., « Who's Next in Line ? », *Washington Times*, 15 avril 2003.

66 Lawrence F. KAPLAN, « White Lie », *New Republic*, 21-28 avril 2003. Voir également William KRISTOL et Lawrence F. KAPLAN, *The War over Iraq : Saddam's Tyranny and America's Mission*, Encounter Books, San Francisco, 2003.

67 Jed BABBIN, « Regime Change, Again », *National Review Online*, 12 novembre 2003.

68 Marc GINSBERG, « Bashing Bashar », *Weekly Standard*, 28 avril 2003.

69 Cité *in* Robert FISK, « Western "Intelligence" Services », *Independent*, 29 septembre 2003. Voir également Jed BABBIN, « Regime Change », art. cit. ; et PRADOS, « Syria », p. 10.

70 DEYOUNG, « U.S. Toughens Warning », art. cit. ; et Melissa RADLER, « Bill to Impose Sanctions on Syria Brought to Congress », *Jerusalem Post*, 13 avril 2003.

71 SANDS, « Hawks Recycle Argument », art. cit.

72 « Engel Meets with Sharon in Jerusalem », communiqué de presse du bureau du Congressiste Eliot Engel, 18 août 2003 ; « NY Congressman Says Will Push Bill to Pressure Syria », *Ha'aretz*, 19 août 2003 ; et Janine ZACHARIA et Arieh O'SULLIVAN, « Sharon Tells Congressmen U.S. Must Pressure Assad More », *Jerusalem Post*, 19 août 2003.

73 BAR'EL, « Deciphering the Syrian », art. cit. Voir également Matthew E. BERGER, « Struggle over Syria Looms », *Jewish News of Greater Phoenix*, 27 septembre 2002 ; Barbara SLAVIN, « White House Stops Blocking Syria Bill », *USA Today*, 8 octobre 2003 ; et Janine ZACHARIA, « U.S. Probes Syria Polic », *Jerusalem Post*, 18 septembre 2002.

74 SALHANI, « Syria Accountability Act », art. cit., p. 5.

75 Seymour HERSH, « The Syrian Bet », art. cit. ; SALHANI, « Syria Accountability Act », art. cit., p. 6. Voir également Flynt LEVERETT, *Inheriting Syria*, *op. cit.*, qui apporte beaucoup d'éléments sur les profondes divergences existant au sein de l'administration Bush sur la question syrienne.

76 KAMPEAS, « Bush, Once Reluctant », art. cit.

77 « Statement by the President on H.R. 1828 », White House, Office of the Press Secretary, 12 décembre 2003 ; et Janine ZACHARIA, « Bush Signs Syria Accountability Act », *Jerusalem Post*, 14 décembre 2003.

78 Voir Seymour HERSH, « The Syrian Bet », art. cit. Pour d'autres articles débattant des avantages d'une coopération avec la Syrie, voir Clifford KRAUSS, « U.S. Welcomes Thaw in Relations with "Pragmatic" Syria », *New York Times*, 2 janvier 2003 ; MARTIN, « Experts Disagree », art. cit. ; James RISEN et Tim WEINER, « C.I.A. Is Said to Have Sought Help from Syria », *New York Times*, 30 octobre 2001 ; SALHANI, « The Syria Accountability Act », art. cit. ; et ZUNES, « Bush Has Clear Run », art. cit.

79 Flynt LEVERETT, *Inheriting Syria*, *op. cit.*, p. 142.

80 Seymour HERSH, « The Syrian Bet », art. cit. ; et Marc PERELMAN, « Syria Makes Overture », art. cit.

81 Flynt LEVERETT, *Inheriting Syria*, *op. cit.*, p. 142. Voir également Seymour HERSH, « The Syrian Bet », art. cit.

82 Julian BORGER, « Bush Vetoes Syria War Plan », *Guardian*, 15 avril 2003. Voir également Seymour HERSH, « The Syrian Bet », art. cit. ; et Warren P. STROBEL et John WALCOTT, « Bush Advisers Debating Syria's Role in Terrorism », *Miami Herald* (en ligne), 11 janvier 2004.

83 Robin WRIGHT et Glenn KESSLER, « Some on the Hill Seek to Punish Syria for Broken Promises on Iraq », *Washington Post*, 30 avril 2004. Voir également Glenn KESSLER, « President Imposes Sanctions on Syria », *Washington Post*, 12 mai 2004 ; Marc PERELMAN, « Israel Blames Attacks on Syria-Iran Axis », *Forward*, 14 juillet 2006 ; Barbara SLAVIN, « U.S. Warns Syria ; Next Steps Uncertain », *USA Today* (en ligne), 17 septembre 2003 ; et Janet ZACHARIA, « U.S. May Postpone Syria Sanctions », *Jerusalem Post*, 19 mars 2004.

84 SCHIFF, « The Peace Threat », art. cit.

85 Aluf BENN, « United States Leaving Syrian Trac », art. cit.

86 Ori NIR, « As Israel Debates » ; et « U.S. Advice », art. cit.

87 Après la chute de Bagdad en 2003, deux articles publiés par *Forward* faisaient allusion à la façon dont Israël et le lobby influencent la politique américaine envers la Syrie. Dans un article de la mi-avril, l'auteur écrit : « Tout dernièrement, une soudaine vague d'avertissements lancés par les États-Unis en direction de la Syrie indique que Washington a entrepris ce qu'Israël et ses partisans l'engageaient à faire depuis des mois : une complète réévaluation du leader syrien Bachar Al Assad. » Marc PERELMAN, « Behind Warning », art. cit. Quelques mois plus tard, à la mi-juillet, le même auteur écrivait : « Au cours des derniers mois, plusieurs hauts responsables israéliens ont prévenu leurs homologues et interlocuteurs à Washington qu'on ne pouvait pas faire confiance à Assad. Des hauts fonctionnaires américains se sont faits l'écho de cette position, et les médias ont même spéculé sur la possibilité d'une intervention militaire américaine en Syrie. » Marc PERELMAN, « Syria Makes Overture », art. cit.

88 Jim LOBE, « Are They Serious about Syria ? », *Antiwar.com*, 17 décembre 2004 ; Eric S. MARGOLIS, « Syria in the Sights ? », *American Conservative*, 28 mars 2005 ; et « Serious about Syria ? », *Wall Street Journal*, éditorial, 15 décembre 2004.

89 Cité *in* Yitzhak BENHORIN, « Neocons : We Expected Israel to Attack Syria », *Ynetnews.com*, 16 décembre 2006.

90 Richard BOUCHER, Daily Press Briefing, U.S. State Department, 24 mai 2005 ; Douglas JEHL et Thom SHANKER, « Syria Stops Cooperating with U.S. Forces and C.I.A. », *New York Times*, 24 mai 2005 ; Michael HIRSH et Kevin PERAINO, « Dangers in Damascus », *Newsweek*, 17 octobre 2005 ; et « Syria Halts Cooperation with U.S. », *CNN.com*, 24 mai 2005.

91 Flynt LEVERETT, *Inheriting Syria, op. cit.*, p. 134-142 ; et PRADOS, « Syria », art. cit., p. 8-11.

92 Jim LOBE, « Bush under Growing Pressure to Engage Syria », Inter Press Service, dépêche, 27 octobre 2006. Voir également Jim LOBE, « Damascus Now Seen as Pivotal in Mideast Crisis », Inter Press Service, dépêche, 26 juillet 2006.

93 Plusieurs articles laissent entendre que les dirigeants israéliens pourraient avoir perdu leur enthousiasme pour l'idée d'un changement de régime en Syrie, étant donné ce qui s'est passé en Irak depuis la chute de Saddam. Voir Stewart AIN, « Israel Getting Dragged into Syrian Mess », *Jewish Week*, 28 octobre 2005 ; et Ori NIR, « America, Israel Bracing for Violence from Syria », *Forward*, 2 décembre 2005. Il est possible que cela soit vrai, mais cela n'empêche pas qu'Israël reste profondément attaché à s'assurer que Washington continue à mener une politique de confrontation envers Damas.

Notes du chapitre 10

1 Pour plus de détails sur les ADM et les missiles balistiques iraniens, voir l'« Iran Profile » de l'organisation Nuclear Threat Initiative sur *www.nti.org/e_research/profiles/iran/index.html* ; International Institute for Strategic Studies (IISS), *Iran's Strategic Arms Programs : A Net Assessment*, Routledge, New York, 2005 ; Uzi RUBIN, « The Global Reach of Iran's Ballistic Missiles », *Mémorandum* 86, Institute for National Security Studies, Université de Tel-Aviv, novembre 2006.

2 « Iranian President at Tehran Conference : "Very Soon, This Stain of Disgrace [i.e., Israel] Will Be Purged from the Center of the Islamic World – and This is Attainable" », Middle East Media Research Institute, communiqué spécial, série n° 1013, 28 octobre 2005. Pour une analyse plus détaillée de la traduction du discours d'Ahmadinejad, voir la note 89 du chapitre 3.

3 Les deux meilleurs indicateurs du potentiel militaire d'un pays sont la taille de sa population et sa richesse ; toutefois, la puissance militaire effective dépend de la façon dont ce pays utilise ces atouts pour mettre sur pied une armée bien entraînée et bien équipée. L'Iran est plus peuplé et beaucoup plus riche que son principal rival régional, l'Irak. En 1989, la population iranienne était trois fois plus importante que celle de l'Irak (54,5 millions d'habitants contre 17,6 millions) ; en 2006, cette proportion était de 2,4 (65 millions d'habitants contre 26,8 millions). U. S. Census Bureau, « International Data Base », mis à jour le 24 août 2006. Si l'on prend le PIB comme indicateur de richesse, en 1985, l'Iran était quatre fois plus riche que l'Irak (179,8 milliards de dollars contre 44,2 milliards) ; en 2000, cette proportion était de 3,9 (101 milliards de dollars contre

25,9 milliards). Banque mondiale, « Countries at a Glance » (Iran et Irak), 13 août 2006 ; « World Development Indicators Database », Iran Data Profile and Iraq Data Profile, avril 2006.

4 Titre d'un article d'Alissa J. RUBIN dans le *Los Angeles Times*, 10 décembre 2006. Voir également Geoffrey KEMP, « Iran and Irak : The Chiite Connection, Soft Power, and the Nuclear Factor », *Special Report 156*, U.S. Institute of Peace, Washington, DC, novembre 2005 ; « Iran Grows Strong, the World Yawns », *Ha'aretz*, 13 décembre 2006 ; Liz SLY, « Iranian Influence Soaring in Iraq », *Chicago Tribune*, 8 mars 2007 ; Megan K. STACK et Borzou DARAGAHI, « Iran Was on Edge ; Now It's on Top », *Los Angeles Times*, 18 février 2006 ; et Edward WONG, « Iran Is in Strong Position to Steer Iraq's Political Future », *New York Times*, 3 juillet 2004.

5 Cité *in* Trita PARSI, « Israeli-Iranian Relations 1970-2001 : Ideological Calculus or Strategic Rivalry ? », Ph. D. dissertation, The Johns Hopkins University, avril 2006, p. 413, et aussi pp. 159-162, 262-263, 275-276, 300-301, 392-393, 406-411. Voir également « Israel and the Origins of Iran's Arab Option : Dissection of a Strategy Misunderstood », *Middle East Journal*, 60, n° 3, été 2006 ; et « The Geo-Strategic Roots of the Israeli-Iranian Enmity », *Heartland-Eurasian Review of Geopolitics*, n° 4, été 2005.

6 Bernard LEWIS, « August 22 : Does Iran Have Something in Store ? », *Wall Street Journal*, 8 août 2006.

7 Pour une analyse prudente et convaincante tendant à démontrer que la dissuasion fonctionnerait contre un Iran nucléaire, voir Barry R. POSEN, « A Nuclear Armed Iran : A Difficult but Not Impossible Political Problem », The Century Foundation, Washington, DC, 2006 ; et Barry R. POSEN, « We Can Live with a Nuclear Iran », *New York Times*, 27 février 2006. Le président Jacques Chirac a avancé le même argument en janvier 2007, mais a dû aussitôt se rétracter, car il est politiquement incorrect en Occident d'affirmer qu'on peut contenir un Iran nucléaire par la voie de la dissuasion. Voir Elaine SCIOLINO et Katrin BENNHOLD, « Chirac Strays from Assailing a Nuclear Iran », *New York Times*, 1er février 2007.

8 Ray TAKEYH, « Iran's Nuclear Calculations », *World Policy Journal*, 20, n° 2, été 2003.

9 Après tout, c'est ce que l'Irak a fait après que les Israéliens eurent détruit ses installations nucléaires en 1981. Voir Dan REITER, « Preventive Attacks against Nuclear Programs and the "Success" at Osiraq », *Nonproliferation Review*, 12, n° 2, juillet 2005, p. 355-371.

10 Zbigniew BRZEZINSKI, « Do Not Attack Iran », *International Herald Tribune*, 26 avril 2006 ; James FALLOWS, « Will Iran Be Next ? », *Atlantic*, décembre 2004, p. 99-110 ; et Michael J. MAZARR, « Strike Out : Attacking Iran is A Bad Idea », *New Republic*, 15 août 2005, p. 15-17.

11 Michael SMITH et Sarah BAXTER, « U.S. Generals "Will Quit" if Bush Orders Iran Attack », *Sunday Times*, Londres, 25 février 2007.

12 Trita PARSI, « Israeli-Iranian Relations », art. cit., pp. 285-297, 354-361, 400-401 ; et Gary SICK, « The Clouded Mirror : The United States and Iran, 1979-1999 », *in* John L. ESPOSITO et R.K. RAMAZANI (dir.), *Iran at the Crossroads*, Palgrave, New York, 2001, p. 204.

13 David HOFFMAN, « Israel Seeking to Convince U.S. That West Is Threatened by Iran », *Washington Post*, 13 mars 1993.

14 Voir Trita PARSI, « Israeli-Iranian Relations », art. cit., p. 402. Pour une analyse plus approfondie de l'influence d'Israël sur la formulation de la stratégie de double contention, voir *ibid.*, p. 297-299 ; et Kenneth M. POLLACK, *The Persian Puzzle : The Conflict Between Iran and America*, Random House, New York, 2004, p. 261-265.

15 *Ibid.*, p. 269.

16 Sur le discours officiel en matière de double contention, voir Martin INDYK, « Clinton Administation's Approach to the Middle East », discours devant le Soref Symposium, Washington Institute for Near East Policy, 18 mai 1993. Voir également Gary SICK, « The Clouded Mirror... », art. cit., pp. 198-199, 209 (note 13).

17 Sur les ouvertures diplomatiques de Rafsandjani, voir Ali M. ANSARI, *Confronting Iran : The Failure of American Foreign Policy and the Next Great Crisis in the Middle East*, Perseus Books, New York, 2006, p. 115-146 ; Trita PARSI, « Israeli-Iranian Relations », art. cit., p. 257-266 ; Kenneth M. POLLACK, *The Persian Puzzle, op. cit.*, chapitres 9 et 10 ; et R. K. RAMAZANI, « Reflections on Iran's Foreign Policy : Defining the "National Interests" », *in* ESPOSITO et RAMAZANI, *Iran at the Crossroads*, p. 217-222.

18 Trita Parsi, « Israeli-Iranian Relations », art. cit., p. 298-299. Pour des critiques utiles de la stratégie de double contention, voir F. Gregory Gause III, « The Illogic of Dual Containment », *Foreign Affairs*, 73, n° 2, mars-avril 1994, p. 56-66 ; et Barbara Conry, « America's Misguided Policy of Dual Containment in the Persian Gulf », *Foreign Policy Briefing* n° 33, CATO Institute, 10 novembre 1994.

19 Zbigniew Brzezinski et Brent Scowcroft, *Differentiated Containment : American Policy Toward Iran and Iraq*, Report of an Independent Study Group on Gulf Stability and Security, Council on Foreign Relations, New York, 1997, p. 5-32 ; et Gary Sick, « Rethinking Dual Containment », *Survival*, 40, n° 1, printemps 1998.

20 Trita Parsi, « Israeli-Iranian Relations », art. cit., p. 304-305 ; et Pollack, *Persian Puzzle*, p. 269-270.

21 Trita Parsi, « Israeli-Iranian Relations », art. cit., p. 305.

22 Kenneth M. Pollack cité *in* Trita Parsi, « Israeli-Iranian Relations », art. cit., p. 308. Pollack aurait ajouté que l'administration Clinton « ne percevait l'Iran qu'à travers le prisme de la position de Téhéran sur le conflit israélo-palestinien ». Cité *in ibid.*, p. 309.

23 AIPAC, « Comprehensive U.S. Sanctions against Iran : A Plan for Action », Washington, DC, 2 avril 1995.

24 Kenneth M. Pollack, *Persian Puzzle, op. cit.*, p. 270-271.

25 Notre analyse de l'affaire Conoco et des diverses sanctions imposées à l'Iran par l'administration Clinton s'appuie sur : Sasan Fayazmanesh, « The Politics of the U.S. Economic Sanctions against Iran », *Review of Radical Political Economics*, 35, n° 3, été 2003, p. 221-240 ; Herman Franssen et Elaine Morton, « A Review of U.S. Unilateral Sanctions against Iran », *The Middle East Economic Survey*, 45, n° 34, 26 août 2002 ; Dilip Hiro, *Neighbors Not Friends : Iraq and Iran After the Gulf Wars*, Routledge, New York, 2001, chapitre 9 ; Kenneth Katzman, « The Iran-Libya Sanctions Act (ILSA) », *Report RS20871*, Congressional Research Service, Washington, DC, 11 octobre 2006 ; Laurie Lande, « Second Thoughts », *The International Economy*, 11, n° 3, mai-juin 1997, pp. 4-49, 70 ; Kenneth M. Pollack, *Persian Puzzle, op. cit.*, chapitres 9 et 10 ; et Gary Sick, « The Clouded Mirror... », art. cit., p. 198-207.

26 « Remarks at the World Jewish Congress Dinner in New York City – President Bill Clinton Speech – Transcript », 30 avril 1995, accessible à l'adresse *findarticles.com/p/articles/mi_m2889/is_n18_v31/ai_17157196*. Voir également Agis Salpukas, « Conoco's Deal in Iran Faces Board Hurdle », *New York Times*, 14 mars 1995 ; et Daniel Southerland et Ann Devroy, « Clinton Bars U.S. Oil Pacts with Iran », *Washington Post*, 15 mars 1995.

27 Trita Parsi, « Israeli-Iranian Relations », art. cit., p. 310.

28 *Executive Order 12959*, White House, Office of the Press Secretary, 8 mai 1995.

29 Todd Purdum, « Clinton to Order a Trade Embargo against Tehran », *New York Times*, 1er mai 1995 ; et « Remarks at the World Jewish Congress ».

30 Kenneth M. Pollack, *Persian Puzzle, op. cit.*, p. 273.

31 Trita Parsi, « Israeli-Iranian Relations », art. cit., pp. 308, 311, 329-330.

32 A. M. Rosenthal, « On My Mind ; Plugging the Leak », *New York Times*, 14 mars 1995.

33 Trita Parsi, « Israeli-Iranian Relations », art. cit., p. 312. D'après une autre source, un responsable de l'AIPAC prétend que les Congressistes auraient rédigé le projet de loi « avec nous, phrase par phrase ». Herman Franssen et Elaine Morton, « A Review of U.S. Unilateral Sanctions against Iran », art cit. Voir également George Moffett, « Push to Widen Libya Sanctions Riles U.S. Allies », *Christian Science Monitor*, 24 janvier 1996.

34 Kenneth M. Pollack, *Persian Puzzle, op. cit.*, p. 287.

35 Cité *in* Brzezinski et Scowcroft, *Differentiated Containment, op. cit.*, p. 6.

36 James Schlesinger, « Fragmentation and Hubris : A Shaky Basis for American Leadership », *National Interest*, n° 49, automne 1997, p. 5.

37 Sasan Fayazmanesh, « The Politics of the U.S. Economic Sanctions... », p. 231-235.

38 Reuters, « Call for « Detente » as Tehran Swears in A Moderate President », *The Australian*, 5 août 1997 ; Douglas Jehl, « Iranian President Calls for Opening Dialogue with U.S. », *New York Times*, 15 décembre 1997 ; et transcription de l'interview du président iranien Mohammad Khatami, *CNN.com*, 7 janvier 1998.

39 « Transcription de l'interview de Khatami » ; Trita PARSI, « Israeli-Iranian Relations », art. cit., p. 330-336.

40 Sur la démarche de l'administration Clinton auprès des Israéliens, voir Kenneth M. POLLACK, *Persian Puzzle, op. cit.*, p. 319. Pour une analyse plus générale des réactions de l'administration Clinton aux ouvertures de Khatami, voir HIRO, *Neighbors*, chapitre 10 ; Trita PARSI, « Israeli-Iranian Relations », art. cit., p. 331-345 ; Kenneth M. POLLACK, *Persian Puzzle, op. cit.*, p. 319-342 ; et Gary SICK, « The Clouded Mirror... », art. cit., p. 200-206.

41 Cité *in* Trita PARSI, « Israeli-Iranian Relations », art. cit., p. 329.

42 ANSARI, *Confronting Iran*, chapitre 5 ; HIRO, *Neighbors*, p. 235-240 ; Kenneth M. POLLACK, *Persian Puzzle, op. cit.*, p. 325-342 ; et Ray TAKEYH, *Hidden Iran : Paradox and Power in the Islamic Republic*, Henry Holt, New York, 2006, pp. 44-54, 110-116.

43 Yerah TAL, « U.S., Iran in Secret Talks », *Ha'aretz*, 15 décembre 1997.

44 Gary SICK, « The Clouded Mirror... », art. cit., p. 210, note 32.

45 Eli LAKE, « Israel, U.S. Jewish Lobby Disagree on Iran Sanctions », dépêche UPI, 23 septembre 2000.

46 Cité *in* Trita PARSI, « Israeli-Iranian Relations », art. cit., p. 298.

47 Cité *in* Trita PARSI, « Israeli-Iranian Relations », art. cit., p. 403. Au début des années 1990, Sneh joua un rôle clé dans la campagne visant à démontrer que l'Iran était une menace mortelle pour Israël. Voir *ibid.*, p. 286.

48 Cité *in* Alan SIPRESS, « Israel Emphasizes the Iranian Threat », *Washington Post*, 7 février 2002. Cet article, rédigé alors que Sharon arrivait à Washington, explique que Jérusalem « redouble d'efforts pour alerter l'administration Bush sur le fait que l'Iran constitue une menace plus grande que le régime de Saddam Hussein ». Voir également Seymour M. HERSH, « The Iran Game », *New Yorker*, 3 décembre 2001, p. 42-49 ; Peter HIRSCHBERG, « Background : Peres Raises Iranian Threat », *Ha'aretz*, 5 février 2002 ; David HIRST, « Israel Thrusts Iran in Line of U.S. Fire », *Guardian*, 2 février 2002 ; « Israel Once Again Sees Iran as A Cause for Concern », *Ha'aretz*, 7 mai 2001 ; Dana PRIEST, « Iran's Emerging Nuclear Plant Poses Test for U.S. », *Washington Post*, 29 juillet 2002 ; et Ze'ev SCHIFF, « Iran : Clear and Present Danger », *Ha'aretz*, 31 mai 2002.

49 Stephen FARRELL, Robert THOMSON et Danielle HAAS, « Attack Iran the Day Iraq War Ends, Demands Israel », *The Times*, 5 novembre 2002 ; et Stephen FARRELL et Robert THOMSON, « The Times Interview with Ariel Sharon », *in ibid.*

50 Cité *in* « Ambassador to U.S. Calls for "Regime Change" in Iran, Syria », *Ha'aretz*, 28 avril 2003.

51 Steven R. WEISMAN, « New U.S. Concerns on Iran's Pursuit of Nuclear Arms », *New York Times*, 8 mai 2003.

52 PERES, « We Must Unite to Prevent an Ayatollah Nuke », *Wall Street Journal*, 25 juin 2003.

53 Jim LOBE, « U.S. Neo-Cons Move Quickly on Iran », dépêche IPS, 27 mai 2003.

54 Marc PERELMAN, « Pentagon Team on Iran Comes under Fire », *Forward*, 6 juin 2003. Voir également Marc PERELMAN, « White House Is Aiming to Raise Iranian Nukes at U.N. Security Council », *Forward*, 9 mai 2003 ; et Marc PERELMAN, « New Front Sets Sights on Toppling Iran Regime », *Forward*, 16 mai 2003.

55 William KRISTOL, « The End of the Beginning », *Weekly Standard*, 12 mai 2003.

56 Michael LEDEEN, « The Others », *National Review Online*, 4 avril 2003. À la mi-avril 2003, Ledeen écrivait également qu'« il est impossible de gagner la guerre contre le terrorisme tant que les régimes existant en Syrie et en Iran resteront au pouvoir ». Et d'ajouter : « La bonne nouvelle, c'est que tous deux sont vulnérables face à une attaque politique. » Cité *in* Ronald BROWNSTEIN, « Those Who Sought War Are Now Pushing Peace », *Los Angeles Times*, 17 avril 2003. Voir également Alex KOPPELMAN, « Iranian Regime Change : "Faster, Please !" », *Salon.com*, 15 janvier 2007.

57 Daniel PIPES et Patrick CLAWSON, « Turn Up the Pressure on Iran », *Jerusalem Post*, 21 mai 2003 ; et Lawrence KAPLAN, « Iranamok », *New Republic*, 9 juin 2003.

58 On trouvera une copie du tract annonçant la conférence et intitulé « The Future Iran : Mullahcracy, Democracy, and the War on Terror » sur *www.aei.org/events/eventID.300/event_detail.asp*. Voir également Jordan GREEN, « Neocons Dream of Lebanon », *ZNet* (en ligne), 23 juillet 2003 ; et Jim LOBE, « U.S. Neo-Cons Move Quickly on Iran », art. cit.

59 Connie BRUCK, « Exiles : How Iran's Expatriates Are Gaming the Nuclear Threat », *New Yorker*, 6 mars 2006, p. 48-63 ; Jim LOBE, « U.S. Neo-Cons Move Quickly on Iran », art. cit. ; Ron PERELMAN, « New Front Sets Sights on Toppling Iran Regime », *Forward*, 17 mai 2003 ; et « Shah of Iran's Heir Plans Overthrow of Regime », *Human Events Online*, 1er mai 2006.

60 Information extraite de « Senator Brownback Announces Iran Democracy Act with Iranian Exiles », communiqué de presse du Conseil national iranien-américain, 20 mai 2003 ; « Iran Democracy Act Passed, But No Money to Opposition and Satellite TV's », communiqué de presse du Conseil national iranien-américain, 24 juillet 2003.

61 Jim LOBE, « U.S. Neo-Cons Move Quickly on Iran », art. cit.

62 Michael LEDEEN, « The Iranian Hand », *Wall Street Journal*, 16 avril 2004.

63 « President Discusses War on Terror and Operation Iraqi Freedom », Cleveland, Ohio, White House, Office of the Press Secretary, 20 mars 2006.

64 Cité *in* Ori NIR, « Groups to Bush : Drop Iran-Israel Linkage », *Forward*, 12 mai 2006.

65 AP, « John McCain Jokes about Bombing Iran at U.S. Campaign Stop », *International Herald Tribune*, 19 avril 2007.

66 « The Road to the White House : Israel-U.S. Ties », *Jerusalem Post*, 24 mai 2007, *http://blogcentral.jpost.com/index.php ?cat_id=4&blog_id=73&blog_post_id=1145*.

67 Ori NIR, « Groups to Bush », art. cit. Voir également James D. BESSER et Larry COHLER-ESSES, « Iran-Israel Linkage by Bush Seen As Threat », *Jewish Week*, 21 avril 2006 ; James D. BESSER, « JCPA Delegates Spurn Israel Demands », *Jewish Week*, 2 mars 2007 ; « Groups Fear Public Backlash over Iran », *Forward*, 2 février 2007 ; Ron KAMPEAS, « As Jewish Groups Huddle, Quagmire in Iraq Undermines Resolve on Iran », *JTA.org*, 28 février 2007 ; et Jim LOBE, « Jewish Community Worried about Iran Backlash », dépêche IPS, 10 mai 2006.

68 Cité *in* James D. BESSER et Larry COHLER-ESSES, « Iran-Israel Linkage by Bush Seen As Threat », art. cit.

69 Cité *in* Ori NIR, « Bush Overture to Iran Splits Israel, Neocons », *Forward*, 9 juin 2006.

70 Gareth PORTER, « Strategy Paper Reveals Bush Won't Attack Iran », dépêche IPS, 20 juin 2006.

71 James BAMFORD, « Iran : The Next War », *Rolling Stone*, 24 juillet 2006 ; Seymour M. HERSH, « The Coming Wars », *New Yorker*, 24 janvier 2005, « The Iran Plans », *New Yorker*, 17 avril 2006, « Last Stand », *New Yorker*, 10 juillet 2006, « The Redirection », *New Yorker*, 5 mars 2007 ; et Seymour HERSH, « Iran : The Next Strategic Target », interview avec Amy Goodman de « Democracy Now ! », *AlterNet.org*, 19 janvier 2005. Voir également Peter BAKER, Dafna LINZER et Thomas E. RICKS, « U.S. Is Studying Military Strike Options on Iran », *Washington Post*, 9 avril 2006 ; PERELMAN, « Pentagon Team on Iran » ; et Craig UNGER, « From the Wonderful Folks Who Brought You Iraq », *Vanity Fair*, mars 2007. Toutes les citations de ce paragraphe sont extraites de Seymour HERSH, « Coming Wars », art. cit.

72 L'information de ce paragraphe est extraite de : Helene COOPER et Mark MAZZETTI, « To Counter Iran's Role in Iraq, Bush Moves Beyond Diplomacy », *New York Times*, 11 janvier 2007 ; Tony KARON, « The Problem with Confronting Iran », *Time*, 16 janvier 2007 ; Eli LAKE, « GIs Raid Iranian Building in Irbil », *New York Sun*, 12 janvier 2007 ; David E. SANGER, « Opening a New Front in the War, against Iranians in Iraq », *New York Times*, 15 janvier 2007 ; David E. SANGER et Michael R. GORDON, « Rice Says Bush Authorized the Iranians Arrest in Iraq », *New York Times*, 13 janvier 2007 ; et Trita PARSI, « Bush's Iraq Plan : Goading Iran into War », dépêche IPS, 17 janvier 2007.

73 Helene COOPER, « U.S. Not Pushing for Attack on Iran, Rice Says », *New York Times*, 1er juin 2007, Voir également Arnaud DE BORCHGRAVE, « Guns of August ? », United Press International, 4 juin 2007 ; Steven C. CLERMONS, « Cheney Attempting to Constrain Bush's Choices on Iran Conflict : Staff Engaged in Insubordination against President Bush », *The Washington Note* (blog), 24 mai 2007, *www.thewashingtonnote.com/archives/002145.php* ; Michael HIRSH et Mark HOSENBALL, « Cheney vs. Rice : A Foreign Policy Showdown », *MSNBC.com*, 11 juin 2007 ; et Glenn KESSLER, « Cheney Backs Diplomacy on Iran Program, Rice Affirms », *Washington Post*, 2 juin 2007.

74 Citations extraites d'« Agreed Declaration », 21 octobre 2003, reproduit *in* International Institute of Strategic Studies (IISS), *Iran's Strategic Arms Programs*, p. 19. Pour les détails des négociations entre l'Iran et le groupe EU-3, voir *ibid.*, chapitre 1 ; IISS, *Strategic Survey, 2004/2005*,

Routledge, New York, 2005, p. 196-200 ; et IISS, *Strategic Survey, 2006*, Routledge, New York, 2006, p. 210-222.

75 Kaveh L. AFRASIABI, « The Myth of the EU Olive Branch », *Asia Times Online*, 13 août 2005 ; ANSARI, *Confronting Iran*, chapitre 7 ; British American Security Information Council, « EU3 Negotiations with the Islamic Republic of Iran : Not Out of the Woods Yet and Time Is Short, Very Short », *BASIC Notes : Occasional Paper on International Security Policy*, juillet 2005 ; et Seymour HERSH, « Last Stand », art. cit.

76 Elissa GOOTMAN, « Security Council Approves Sanctions against Iran over Nuclear Program », *New York Times*, 24 décembre 2006 ; Colum LYNCH, « Sanctions on Iran Approved by U.N. », *Washington Post*, 24 décembre 2006. Voir également Nazila FATHI, « Iran Is Defiant, Vowing to U.N. It Will Continue Nuclear Efforts », *New York Times*, 25 décembre 2006 ; Ron KAMPEAS, « The Iran Sanctions Package : Some Assembly Required, Teeth Not Included », *JTA.org*, 25 décembre 2006 ; Nasser KARIMI, « Iran Rebuffs U.N., Vows to Speed Up Uranium Enrichment », *Washington Post*, 25 décembre 2006 ; et Neil KING, « U.S. Bid to Limit Iran Gets Wary Response », *Wall Street Journal*, 29 décembre 2006.

77 Daniel BILEFSKY, « Europe Approves More Sanctions against Iran », *New York Times*, 24 avril 2007 ; Daniel DOMBEY et Gareth SMYTH, « New EU Sanctions Raise Pressure on Iran », *Financial Times*, 23 avril 2007 ; Warren HOGE, « U.N. Council Gets New Draft Decree on Iran Nuclear Sanctions », *New York Times*, 16 mars 2007 ; Colum LYNCH, « U.N. Backs Broader Sanctions on Tehran », *Washington Post*, 26 mars 2007 ; Colum LYNCH, « U.S., Allies Agree to Drop Proposed Iran Travel Ban », *Washington Post*, 10 mars 2007 ; et Thom SHANKER, « Security Council Votes to Tighten Iran Sanctions », *New York Times*, 25 mars 2007.

78 Seymour HERSH, « The Redirection », art. cit.

79 Nathan GUTTMAN, « Activists Set to Push New Sanctions against Iran », *Forward*, 9 mars 2007. Voir également Eli LAKE, « AIPAC Will Press for Hard Line on Iran Regime », *New York Sun*, 7 mars 2007 ; Ian SWANSON, « Chairmen Try to Tighten Screws on Iran », *The Hill* (en ligne), 14 mars 2007 ; et Steven R. WEISMAN, « U.S. Tightens Financial Squeeze on Iran », *International Herald Tribune*, 20 mars 2007.

80 Richard BEESTON et James BONE, « Hostage Fears over Troops Seized by Iran », *The Times*, Londres, 24 mars 2007 ; Sarah LYALL, « Iran Seizes 15 Britons on Patrol in Persian Gulf », *New York Times*, 24 mars 2007 ; Vali NASR et Ray TAKEYH, « What We Can Learn from Britain about Iran », *New York Times*, 5 avril 2007 ; et Kevin SULLIVAN, « 15 Britons Taken to Tehran as Iran Dispute Intensifies », *Washington Post*, 25 mars 2007.

81 Nathan GUTTMAN, « Activists Set to Push... », art. cit. ; Eli LAKE, « AIPAC Will Press... », art. cit. ; et Steven R. WEISMAN, « U.S. Tightens Financial Squeeze », art. cit. Sur la réticence des Européens à réduire leurs échanges économiques avec l'Iran, voir Steven R. WEISMAN, « Europe Resists U.S. Push to Curb Iran Ties », *New York Times*, 30 janvier 2007.

82 Toutes les citations de ce paragraphe sont extraites de Hassan M. FATTAH, « Saudi King Condemns U.S. Occupation of Iraq », *New York Times*, 28 mars 2007. Voir également William J. BROAD et David E. SANGER, « With Eye on Iran, Rivals Also Want Nuclear Power », *New York Times*, 15 avril 2007 ; Rachel BRONSON, « Good Neighbors : What Saudi Arabia Wants », *The New Republic Online*, 3 avril 2007 ; Helene COOPER, « U.S. Feels Sting of Winning Saudi Help with Other Arabs », *New York Times*, 30 mars 2007 ; Helene COOPER et Jim RUTENBERG, « A Saudi Prince Tied to Bush Is Sounding Off-Key », *New York Times*, 29 avril 2007 ; Hassan M. FATTAH, « Bickering Saudis Struggle for an Answer to Iran's Rising Influence in Middle East », *New York Times*, 22 décembre 2006 ; et Jonathan STEELE, « As U.S. Power Fades, It Can't Find Friends to Take on Iran », *Guardian*, 2 février 2007.

83 « Israeli PM Olmert Addresses Congress », *Washington Post*, 24 mai 2006. Olmert visita également la Maison-Blanche et communiqua ses vues sur l'Iran au président Bush. Voir « President Bush and Prime Minister Ehud Olmert of Israel Participate in Joint Press Availability », White House, Office of the Press Secretary, 23 mai 2006. L'universitaire israélien Benny Morris a également dépeint un panorama apocalyptique de ce qui arriverait à Israël si l'Iran entrait en possession d'armes nucléaires. Voir Benny MORRIS, « Essay : This Holocaust Will Be Different », *Jerusalem Post*, 18 janvier 2007 ; et « The Second Holocaust Is Looming », *Israelinsider.com*, 15 janvier 2007.

84 Lally WEYMOUTH, « Israel's P.M. on Iran, Lebanon, Palestinian State », interview de *Newsweek, MSNBC.com*, 11 novembre 2006. Voir également Uzi BENZIMAN, « Trigger-Happy (On the Button) », *Ha'aretz*, 17 décembre 2006 ; « Iran Complains to UN Security Council over Sneh Comments », *Ha'aretz*, 11 novembre 2006 ; et Ronny SOFER, « IDF : Only U.S. Operation Can Stop Iran », *Ynetnews.com*, 12 octobre 2006.

85 Cité *in* Gil YARON, « Missile Raid Would Hit Iran Nuclear Plants – Olmert », *Ynetnews.com*, 28 avril 2007.

86 Oded TIRA, « What to Do with Iran ? », *Ynetnews.com*, 30 décembre 2006.

87 La citation de Sharon est extraite d'Uzi MAHNAIMI et Sarah BAXTER, « Israel Readies Forces for Strikes on Nuclear Iran », *Sunday Times*, Londres, 11 décembre 2005. Pour une information plus récente (et le démenti d'Israël), voir Uzi MAHNAIMI et Sarah BAXTER, « Revealed : Israel Plans Nuclear Strike on Iran », *Sunday Times*, 7 janvier 2007 ; et « Israel Denies Planning Iran Nuke Attack », *Associated Press*, 7 janvier 2007. Voir également Richard BOUDREAUX, « Israel Sounds Alarm on Iran's Nuclear Efforts », *Los Angeles Times*, 7 février 2007 ; et Ilene PRUSHER, « Israel Buzzes over Notion of Attacking Iran » *Christian Science Monitor*, 16 janvier 2007.

88 « "Israel may Have to Act Alone" », interview d'Avigdor LIEBERMAN, *Spiegel Online*, 12 février 2007.

89 Pour un échantillon de la volumineuse littérature existant sur ce sujet, voir Stewart AIN, « Israel Urging U.S. to Stop Iran Nukes », *Jewish Week*, 7 octobre 2005 ; Martin S. INDYK, « Iran's Bluster Isn't a Bluff », *Los Angeles Times*, 1er novembre 2005 ; Ron KAMPEAS, « With Time Short on Iran Nukes, AIPAC Criticizes Bush Approach », *JTA.org*, 2 décembre 2005 ; Yossi Klein HALEVI et Michael B. OREN, « Israel's Worst Nightmare : Contra Iran », *New Republic*, 5 février 2007 ; Frederick KEMPE, « Elie Wiesel Sounds the Alarm Regarding Iran », *Wall Street Journal*, 20 juin 2006 ; Dafna LINZER, « Pro-Israel Group Criticizes White House Policy on Iran », *Washington Post*, 25 décembre 2005 ; Ori NIR, « Israeli Aides Warn U.S. Not to Drop Ball on Iran », *Forward*, 9 décembre 2005, « Jewish Groups Press for Iran Sanctions », *Forward*, 23 septembre 2005 ; « Groups Push for Sanctions, Fear U.S. Will Falter on Iran », *Forward*, 1er septembre 2006 ; Marc PERELMAN, « Groups Head to Emirates, as Worries Grow over Iran », *Forward*, 19 janvier 2007 ; et Brad SHERMAN, « The Unmet Threat of a Nuclear Iran », *Forward*, 27 octobre 2006.

90 Joshua MURAVCHIK, « Operation Comeback », *Foreign Policy*, n° 157, novembre-décembre 2006, p. 68.

91 Cité *in* Yossi MELMAN, « To Attack or Not to Attack ? », *Ha'aretz*, 24 janvier 2007.

92 Shmuel ROSNER, « AIPAC Conference Focuses on Hamas and Iran », *Ha'aretz*, 7 mars 2006 ; et GUTTMAN, « Activists Set to Push ». Voir également « Iran's Pursuit of Nuclear Arms », *www.aipac.org/Publications/AIPACAnalysesIssueBriefs/Irans_Pursuit_of_Nuclear_Weapons(1).pdf*, consulté le 18 mai 2007.

93 Cité *in* James D. BESSER, « Hardline Pastor Gets Prime AIPAC Spot », *Jewish Week*, 9 mars 2007.

94 Cité *in* « Christians for Israel », éditorial du *Jerusalem Post*, 14 mars 2007.

95 Maggie HABERMAN, « Israel Fans Groan over Hill Speech », *New York Post* (en ligne), 2 février 2007.

96 Jonathan ALLEN, « Iran Language Draws Opposition as Democrats Near Agreement on Supplemental », *CQ Today*, 8 mars 2007 ; « Dems Abandon War Authority Provision », dépêche d'Associated Press, 13 mars 2007 ; Eli LAKE, « Democrats Retreat on War Funds », *New York Sun*, 14 mars 2007 ; « Engel's Finest Hour », éditorial du *New York Sun*, 14 mars 2007 ; et John WALSH, « Why is the Peace Movement Silent about AIPAC ? », *CounterPunch.org*, 17 avril 2007.

97 Capuano est cité dans WALSH, « Peace Movement Silent », qui mentionne également la réponse de Kucinich.

98 Voir Leon HADAR, « Osiraq Redux ? », *American Conservative*, 15 janvier 2007 ; Gideon RACHMAN, « Talk of Another Preventive War in the Middle East is Folly », *Financial Times*, 21 novembre 2006 ; et Scott RITTER, *Target Iran : The Truth about the White House's Plans for Regime Change*, Nation Books, New York, 2006, p. 203-206.

99 Cité *in* Jim LOBE, « Pressure Grows on Bush to Engage Iran Directly », *Antiwar.com*, 26 mai 2006.

100 D'après cette enquête menée par l'Université Bar-Ilan et l'ADL, « pas moins de 71 % des Israéliens estiment que les États-Unis devraient lancer une attaque militaire contre l'Iran si les efforts diplomatiques échouent à stopper le programme nucléaire de Téhéran ». Voir Aluf BENN, « Poll : 71 % of Israelis Want U.S. to Strike Iran If Talks Fail », *Ha'aretz*, 18 mai 2007.

101 La citation originale de Clark provident de « The Huffington Post » du 4 janvier 2007, accessible à l'adresse suivante : *www.huffingtonpost.com/arianna-huffington/dc-notes-wes-clark-is-_b_37837.html*. La citation d'Yglesias est extraite de Matthew YGLESIAS, « Smears for Fears », *American Prospect*, 23 janvier 2007. Voir également James D. BESSER, « Gen. Clark's Controversy », *Jewish Week*, 12 janvier 2007 ; Nathan GUTTMAN, « Top Dem Wesley Clark Says "N.Y. Money People" Pushing War avec Iran », *Forward*, 12 janvier 2007 ; et Shmuel ROSNER, « The General and the "Money People" », *Ha'aretz*, 9 janvier 2007. Dans un article analysant la peur des Juifs américains de se voir attribuer la responsabilité d'une guerre américaine contre l'Iran, le quotidien juif *Forward* admet toutefois qu'« il est exact que des organisations juives jouent un rôle clé pour encourager une approche aggressive de la question iranienne ». Le même article signale également que « nombre de ces efforts de lobbying, même quand ils ne sont pas liés à Israël, portent indéniablement la marque d'une influence juive ». Voir « Groups Fear Public Backlash ».

102 Scott RITTER, *Target Iran*, *op. cit.*, p. 211.

103 Pour une excellente analyse de ce à quoi ressemblerait un grand compromis avec l'Iran, voir Flynt LEVERETT, *Dealing with Tehran : Assessing U.S. Diplomatic Options toward Iran*, The Century Foundation, New York, 2006, p. 19-25.

104 Notre analyse des tentatives faites par l'Iran pour renouer le dialogue avec l'administration Bush s'appuie sur Gregory BEALS, « A Missed Opportunity with Iran », *Newsday*, 19 février 2006 ; BRUCK, « Exiles » ; Flynt LEVERETT, *Dealing with Tehran*, *op. cit.* p. 11-16 ; Flynt LEVERETT et Hillary MANN, « What We Wanted to Tell You about Iran », *New York Times*, 22 décembre 2006 ; Glenn KESSLER, « In 2003, U.S. Spurned Iran's Offer of Dialogue », *Washington Post*, 18 juin 2006 ; Nicholas KRISTOF, « Diplomacy at Its Worst », *New York Times*, 29 avril 2007 ; Jim LOBE, « Bush Administration Divided over Road to Tehran », *Foreign Policy in Focus*, 11 août 2003 ; « Bush Administration Paralyzed over Iran », *Asia Times Online*, 9 août 2003 ; Gareth PORTER, « How Neocons Sabotaged Iran's Help on al-Qaeda », *Antiwar.com*, 23 février 2006 ; « Burnt Offering », *American Prospect*, 6 juin 2006 ; « Neocons Blocked 2003 Nuclear Talks with Iran », *Antiwar.com*, 29 mars 2006 ; « Iran Proposal to U.S. Offered Peace with Israel », *Antiwar.com*, 25 mai 2006.

105 L'offre de 2003 décrite dans ce paragraphe était contenue dans un document iranien qui a été transmis au Département d'État et à la Maison-Blanche. On peut en trouver une copie sur le site web de l'éditorialiste du *New York Times* Nicholas Kristof : *kristof.blogs.nytimes.com/*.

106 *The Iraq Study Group Report*, Vintage Books, New York, 2006, p. 50-52.

107 Sur l'Afghanistan, voir David ROHDE, « Iran is Seeking More Influence in Afghanistan », *New York Times*, 27 décembre 2006.

108 Jim LOBE, « Pressure Grows on Bush », *Antiwar.com*, 26 mai 2006 ; Steven R. WEISMAN, « U.S. Is Debating Talks with Iran on Nuclear Issue », *New York Times*, 27 mai 2006. Il convient également de signaler que le soutien de la population juive américaine à une attaque américaine contre l'Iran a fortement décliné. À l'automne 2005, 49 % des Juifs américains étaient partisans d'une action militaire, contre seulement 38 % un an plus tard. « Poll : U.S. Jews Back Strike against Iran – by Israel », *Forward*, 27 octobre 2006.

109 Steven KULL, « Americans Assess U.S. International Strategy », *WorldPublicOpinion.org*, Poll conducted by the Program on International Political Attitudes, 7 décembre 2006. Voir également « Baker-Hamilton Redux : The U.S. Public Remains Enthusiastic about the Bipartisan Proposals », Pew Research Center, 29 mai 2007.

110 Thomas L. FRIEDMAN, « Not-So-Strange Bedfellow », *New York Times*, 31 janvier 2007.

111 Marc PERELMAN, « As Washington Studies Iraq Report, Jerusalem Frets over Tehran Talk », *Forward*, 15 décembre 2006. Voir également Nathan GUTTMAN, « Groups Mute Criticism of Iraq Report », *Forward*, 15 décembre 2006.

Notes du chapitre 11

1 1 HRW estime que 1 125 Libanais, dont environ 300 à 350 combattants, ont été tués au cours de la guerre. Source : correspondance privée avec HRW, 20 et 30 mai 2007. Le chiffre d'un tiers d'enfants tués est cité dans le rapport d'Amnesty International : « Deliberate Destruction or "Collateral Damage" ? Israeli Attacks on Civilian Infrastructure », *Report MDE 18/007/2006*, 23 août 2006. En ce qui concerne les dégâts infligés aux infrastructures, voir Amnesty International,

« Israel/Lebanon : Out of All Proportion – Civilians Bear the Brunt of the War », *Report MDE 02/033/2006*, 21 novembre 2006 ; et « La crise du Moyen-Orient, faits et chiffres », BBC News (en ligne), 31 août 2006.

2 À propos du mandat de la Commission Winograd, voir « The Main Findings of the Winograd Partial Report on the Second Lebanon War », *Ha'aretz*, 1er mai 2007.

3 Cité dans Matthew KALMAN, « Israel Set War Plan More Than a Year Ago : Strategy Was Put in Motion as Hezbollah Began Increasing Its Military Strength », *San Francisco Chronicle* (en ligne) 21 juillet 2006. Voir aussi les commentaires de Martin Fletcher dans l'émission « Meet the Press » peu après le début de la guerre : « Transcription du 16 juillet », *MSNBC. com*, 16 juillet 2006 ; Bernard GWERTZMAN, « Steinberg : Israel Hoping Attacks on Hezbollah Serve as a Warning to Iran », interview avec Gerald M. Steinberg, Council on Foreign Relations, 1er août 2006 ; Yagil LEVY, « A Voluntary "Putsch" », *Ha'aretz*, 24 juillet 2006 ; Andrea MITCHELL, « U.S. Stands Alone in Defending Israel », *MSNBC. com*, 13 juillet 2006 ; Robert NOVAK, « No Political Upside in Criticizing Israel », *Chicago Sun Times*, 7 août 2006 ; et Tanya REINHART, « Israel's "New Middle East" », *CounterPunch. com*, 27 juillet 2006.

4 Seymour M. HERSH, « Watching Lebanon », *New Yorker*, 21 août 2006. Matthew Kalman écrivait de même : « Depuis la fin de l'occupation militaire au Liban, elle a observé attentivement le Hezbollah consolider sa présence militaire dans la région. Quand les militants du Hezbollah ont enlevé deux soldats israéliens la semaine dernière, l'armée israélienne était prête à réagir presque instantanément ». Matthew KALMAN, « Israel Set War Plan More Than a Year Ago », art. cit.

5 Voir « Main Findings of the Winograd Partial Report », *loc. cit.* Le témoignage d'Olmert devant la Commission Winograd est rapporté dans Aluf BENN, *Ha'aretz*, 8 mars 2007. Voir aussi Aluf BENN, « Report : Interim Findings of War Won't Deal with Personal Failures », *Ha'aretz*, 8 mars 2007 ; Josef FEDERMAN, « Reports : Israel Ready before Lebanon War », *Washington Post*, 9 mars 2007 ; Amos HAREL, Nir HASSON, Mazal MUALEM et Aluf BENN, « Officers Slam PM for Planning War but Not Preparing IDF », *Ha'aretz*, 9 mars 2007 ; et Nir HASSON, « Senior IDF Officer to *Haaretz* : PM Did Not Order Us to Prepare for War », *Ha'aretz*, 12 mars 2007.

6 Seymour HERSH, « Watching Lebanon », art. cit., et Matthew KALMAN, « Israel Set War Plan More Than a Year Ago », art. cit. Voir aussi « Israel : Did Blair Know All Along ? », *Daily Mail*, 14 août 2006.

7 Seymour HERSH, « Watching Lebanon », art. cit.

8 Le PNAC a envoyé une lettre ouverte signée par plusieurs célèbres néoconservateurs au président Bush le 20 septembre 2001, qui disait que « toute guerre contre le terrorisme doit prendre pour cible le Hezbollah ». Cette lettre a été publiée dans le *Weekly Standard*, le 1er octobre 2001.

9 Helene COOPER, « Rice's Hurdles on Middle East Begin at Home », *New York Times*, 10 août 2006. Voir aussi Sidney BLUMENTHAL, « The Neocons Next War », *Salon.com*, 3 août 2006 ; Seymour HERSH, « Watching Lebanon », art. cit. ; et Shmuel ROSNER et Aluf BENN, « How to Win Friends and Influence Governments », *Ha'aretz*, 28 juillet 2006.

10 Marc PERELMAN, « Cheney Taps Syria Hawk as Adviser on Mideast », *Forward*, 31 octobre 2003. Voir aussi Jim LOBE, « New Cheney Adviser Sets Syria in His Sights », dépêche de l'Inter Press Service, 20 octobre 2003. John Hannah est un autre néoconservateur important qui a été membre de l'équipe de Cheney avant et pendant le conflit au Liban. Voir Robert DREYFUSS, « Vice Squad », *The American Prospect*, mai 2006 ; et Janine ZACHARIA, « Bush désigne ses conseillers pour le Moyen-Orient », *Jerusalem Post*, 7 février 2001.

11 « A Clean Break : A New Strategy for Securing the Realm » a été préparé pour l'Institute for Advanced Strategic and Political Studies de Jérusalem et publié en juin 1996. On peut lire le rapport sur le site de l'institut à l'adresse *www.iasps.org/strat1.htm*, consulté le 6 mai 2007.

12 Adam SHATZ, « In Search of Hezbollah », *New York Review of Books*, 29 avril 2004. Voir aussi Mark HOSENBALL et Michael ISIKOFF, « Secret Proposals », *Newsweek*, 9 août 2004.

13 C'est par ces mots que l'*Economist* à décrit le soutien américain à Israël pendant la guerre du Liban. Voir « To Israel with Love », *Economist*, 5 août 2006.

14 Dans un discours qu'il a prononcé avant la guerre, l'ambassadeur israélien Dan Gillerman a dit lors d'une conférence organisée par B'nai Brith à New York : « Aujourd'hui, ce n'est plus un secret pour personne. Nous ne sommes vraiment pas que cinq diplomates [à la mission d'Israël à

l'ONU]. Nous sommes au moins six avec John Bolton », cité *in* Irwin ARIEFF, « Israel's UN Ambassador Slams Qatar, Praises Bolton », Reuters, 22 mai, 2006. Sur Bolton, voir AP, « Bolton : U.S. Wanted Hizbullah Eliminated », *Jerusalem Post*, 22 mars 2007 ; « Bolton Admits Lebanon Truce Block », *BBC News*, 22 mars 2007 ; et Robin WRIGHT, « Strikes Are Called Part of Broad Strategy », *Washington Post*, 16 juillet 2006 ; et « U.S. Vetoes Criticism of Israel », *New York Times*, 13 juillet 2006.

15 Transcription du rapport « Special Briefing on Travel to the Middle East and Europe », 21 juillet 2006, à l'adresse : *www.state.gov/secretary/rm/2006/69331.htm* ; et Roula KHALAF, « Rice "New Middle East" Comments Fuel Arab Fury over U.S. Policy », *Financial Times*, 31 juillet 2006.

16 Cité dans Warren HOGE et Steven ERLANGER, « U.N. Council Backs Measure to Halt War in Lebanon », *New York Times*, 12 août 2006.

17 Sidney BLUMENTHAL, « The Neocons Next War », art. cit. et David S. CLOUD et Helene COOPER, « U.S. Speeds Up Bomb Delivery for the Israelis », *New York Times*, 22 juillet 2006.

18 John DIAMOND, « Officials : U.S. Blocked Missiles to Hezbollah », *USA Today*, 18 août 2006.

19 Cité dans Sheryl Gay STOLBERG, « Bush's Embrace of Israel Shows Gap with Father », *New York Times*, 2 août 2006.

20 Cité dans David J. SILVERMAN, « Politicking over Israel : Jewish State Becomes Fodder in Congressional War », *JTA.org*, 15 août 2006. Voir aussi Jim VANDEHEI, « Congress Is Giving Israel Vote of Confidence », *Washington Post*, 19 juillet 2006.

21 Cité dans David J. SILVERMAN, « Politicking over Israel... », art. cit. À l'occasion d'une manifestation de soutien à Israël pendant la guerre, le *New York Times* a écrit que « l'enthousiasme était tel que le président Bush a reçu des éloges d'une floppée de politiciens pour son soutien à Israël, qui étaient presque à 100 % démocrates », dans Clyde HABERMAN, « At Israel Rally, A Word Fails », *New York Times*, 18 juillet 2006.

22 James D. BESSER, « Scoring Points with the Israel Issue », *Jewish Week*, 28 juillet 2006 ; « To Israel with Love », art. cit.

23 Brian SKOLOFF, « Dean Calls Iraqi PM an "Anti-Semit" », *Seattle Post-Intelligencer*, 26 juillet 2006.

24 Rahall cité dans Anne PLUMMER FLAHERTY, « House Overwhelmingly Backs Israel in Vote », *Guardian*, 20 juillet 2006. Zogby cité dans Noam N. LEVEY, « In Politicians Pro-Israel Din, Arab Americans Go Unheard », *Los Angeles Times*, 23 juillet 2006.

25 Sur Clinton, voir Gal BECKERMAN, « New York Jews Rally in Support of Israel », *Jerusalem Post*, 18 juillet 2006. Sur McCain, voir Christopher GRIMES, « European Criticism of Israel "Amazes" Senator », *Financial Times*, 18 juillet 2006. Sur Biden et Gingrich, voir leurs commentaires dans « Meet the Press » avec Tim Russert le 16 juillet 2006. On peut trouver un transcription de l'émission dans « Transcriptions du 16 juillet ». Voir aussi Michael ABRAMOWITZ, « Conservative Anger Grows over Bush's Foreign Policy », *Washington Post*, 19 juillet 2006.

26 Robert NOVAK, « No Political Upside in Criticizing Israel », art. cit.

27 « Editorials Continue to Back Wide Air War against Lebanon », *Editor and Publisher*, 20 juillet 2006. Voir aussi Greg MITCHELL, « Few Editorials Find Fault with the Bombing of Beirut », *Editor and Publisher*, 18 juillet 2006. Une exception importante à ce schéma général se trouve dans l'article de Nicholas KRISTOF, « In Lebanon, Echoes of Iraq ? », *New York Times*, 25 juillet 2006.

28 Cité dans Marvin KALB et Carol SAIVETZ, « The Israeli-Hezbollah War of 2006 : The Media as A Weapon in Asymmetrical Conflict », *Faculty Research Working Paper RWP07-012*, John F. Kennedy School of Government, Université de Harvard, 15 février 2007. L'étude de Kalb et Saivetz, écrite dans une perspective pro-israélienne, affirme qu'Israël a été traité de façon injuste par les médias parce que c'est une « société ouverte » et que le Hezbollah est une « société fermée ». Parce que cette étude met l'accent sur la couverture médiatique du conflit et ignore largement les éditoriaux et les articles d'opinion, elle peut soutenir qu'Israël a souvent été décrit sous un jour plus négatif que le Hezbollah. L'affirmation selon laquelle Israël a été désavantagé dans les médias en raison de sa relative ouverture n'est pas convaincante, parce que les journalistes voyaient très clairement ce qui se passait à la fois en Israël et au Liban.

29 Le nombre de civils tués est tiré de l'enquête de HRW présentée dans la note 1. Le nombre de bâtiments endommagés ou détruits est tiré de « Middle East Crisis : Facts and Figures », art. cit.

30 Andrew GUMBEL, « America's One-Eyed View of War : Stars, Stripes, and the Star of David », *Independent*, 15 août 2006. Voir aussi « Is America Watching A Different War ? American, Lebanese And Israeli Panel on How The U.S. Media Is Covering The Invasion of Lebanon », *DemocracyNow.org*, 3 août 2006.

31 « Main Findings of the Winograd Partial Report », *loc. cit.* Ce rapport indique également que « la capacité de réaliser des objectifs militaires ayant une portée politique internationale significative était limitée » et que « certains des objectifs déclarés de la guerre étaient [...] en partie non réalisables en ayant recours aux techniques autorisées de l'action militaire ».

32 Cité dans Larry COHLER-ESSES, « Israel Seeks to Redefine Victory », *Jewish Week*, 4 août 2006. Voir aussi Jack KHOURY, « Top IDF Officer : We Knew War Would Not Get Our Soldiers Back », *Ha'aretz*, 26 avril 2007 ; et Ori NIR, « Israel Seeks to Eliminate Iran's Hezbollah Option », *Forward*, 14 juillet 2006.

33 Cité dans Robin WRIGHT, « Strikes Are Called Part of Broad Strategy », art. cit.

34 Benjamin NETANYAHOU, « No Ceasefire in the War on Terror », *Wall Street Journal*, 22 juillet 2006.

35 Un commandant israélien a dit au *New York Times* que « l'armée avait prévu une guerre aérienne de 15 jours avant de songer à envoyer des troupes terrestres... Nous ne voulions lancer aucune attaque au sol et nous pensions que nous pourrions créer les conditions d'un cessez-le-feu sans avoir à lancer l'attaque au sol massive » ; cité dans Steven ERLANGER, « Israeli Officer Says Army Aims to Kill Nasrallah », *New York Times*, 20 août 2006.

36 Les deux expressions d'Olmert citées dans ce paragraphe sont tirées de : « PM Olmert : Lebanon Is Responsible and Will Bear the Consequences », transcription d'une conférence de presse, ministère des Affaires étrangères israélien, 12 juillet 2006.

37 Cette stratégie de base renvoie à une longue tradition dans la police militaire israélienne. Pendant les années 1950 par exemple, les représailles israéliennes contre l'armée et les unités de police jordaniennes avaient en partie pour but de convaincre le gouvernement jordanien de s'en prendre aux groupes palestiniens qui traversaient la frontière pour organiser des raids en Israël. Voir Jonathan SHIMSHONI, *Israel and Conventional Deterrence : Border Warfare from 1953 to 1970*, Cornell University Press, Ithaca, 1988, chap. 2.

38 Noam OPHIR, « Look Not to the Skies : The IAF vs Surface-to-Surface Rocket Launchers », Jaffee Center for Strategic Studies, Université de Tel-Aviv, *Strategic Assessment*, 9, numéro 3, novembre 2006.

39 Uzi RUBIN, « Hezbollah's Rocket Campaign against Northern Israel : A Preliminary Report », Jerusalem Center for Public Affairs, *Jerusalem Issue Brief*, 6, numéro 10, 31 août 2006.

40 Jonathan FINER et Edward CODY, « No Cease-Fire Soon, Israeli Leader Says », *Washington Post*, 1er août 2006 ; et Yochi J. DREAZEN et Marc CHAMPION, « U.S., Israel Start to Diverge as Casualties Mount », *Wall Street Journal Online*, 1er août 2006.

41 Amos HAREL, « Analysis : Hezbollah Is Still Showing No Signs of Breaking », *Ha'aretz*, 20 juillet 2006 ; John KIFNER, « Israel Is Powerful, Yes. But Not So Invincible », *New York Times*, 30 juillet 2006 ; Ze'ev SCHIFF, « A Strategic Mistake », *Ha'aretz*, 20 juillet 2006 ; Ari SHAVIT, « An Aerial War », *Ha'aretz*, 20 juillet 2006 ; « What about the Missiles ? », *Ha'aretz*, éditorial, 3 août 2006 ; et Martin VAN CREVELD, « In This War, Too, Victory Is Unlikely », *International Herald Tribune*, 2 août 2006.

42 John KIFNER et Greg MYRE, « After U.N. Accord, Israel Expands Push in Lebanon », *New York Times*, 13 août 2006.

43 Le travail fondamental sur ce sujet est celui de Robert A. PAPE, *Bombing to Win : Air Power and Coercion in War*, Cornell University Press, Ithaca, New York, 1996. Voir aussi John J. MEARSHEIMER, *The Tragedy of Great Power Politic*, W. W. Norton, New York, 2001, p. 85-110.

44 Amnesty International, « Unlawful Killings during Operation "Grapes of Wrath" », juillet 1996 ; Warren CHRISTOPHER, « A Time to Act », *Washington Post*, 28 juillet 2006 ; Human Rights Watch, « Operation Grapes of Wrath : the Civilian Victims », septembre 1997 ; Ze'ev SCHIFF, « Strategic Mistake » ; Avi SHLAIM, « Israel's Error, Then and Now », *International Herald Tribune*, 4 août 2006.

45 Beirut Center for Research and Information, « Poll Finds Support for Hezbollah's Retaliation : Opinions Diverge on Sectarian Lines – But Not Completely », 29 juillet 2006 ; Dahr JAMAIL, « Hezbollah Rides a New Popularity », *Antiwar.com*, 8 août 2006 ; Nadim LADKI, « U.S. Policy Alienates All the Lebanese », *Gulf Times*, 1er août 2006 ; Neil MACFARQUHAR, « Tide of Arab Opinion Turns to

Support for Hezbollah », *New York Times*, 28 juillet 2006 ; et Shibley TELHAMI, « Hezbollah's Popularity Exposes al-Qaeda's Failure to Win the Hearts », *San Jose Mercury News*, 30 juillet 2006.

46 Larry COHLER-ESSES, « Israel Seeks to Redefine Victory », art. cit. ; Steve ERLANGER, « Israel Seeks Hint of Victory », *New York Times*, 13 août 2006 ; Anshel PFEFFER, « Analysis : The IDF's New Definition of Victory », *Jerusalem Post*, 26 juillet 2006 ; and Ze'ev STERNHELL, « The Most Unsuccessful War », *Ha'aretz*, 2 août 2006.

47 Charles KRAUTHAMMER, « Israel's Lost Moment », *Washington Post*, 4 août 2006 ; et Ori NIR, « Conservatives Slam Israeli War Strategy », *Forward*, 11 août 2006. Voir aussi Bret STEPHENS, « Israel Is Losing This War », *Wall Street Journal*, 1er août 2006 ; et « Olmert and Bush », éditorial du *Wall Street Journal*, 1er août 2006. Tsahal n'a pas eu plus de succès au Liban entre le moment où ces articles ont été écrits et la fin de la guerre, le 14 août 2006.

48 Pour ce qui est de l'affirmation selon laquelle Israël a gagné, ou en tout cas n'a pas perdu, voir Nahum BARNEA, « Think Again : Israel vs. Hezbollah », *Foreign Policy*, n° 157, novembre-décembre 2006, p. 22-28 ; Cameron S. BROWN, « Iran's Investment Just Went Down the Tubes », *Ha'aretz*, 10 septembre, 2006 ; Shai FELDMAN, « The Hezbollah-Israel War : A Preliminary Assessment », *Middle East Brief*, n° 10, Crown Center for Middle East Studies, Université de Brandeis, septembre 2006 ; Michael A. FLETCHER, « Hezbollah the Loser in Battle, Bush Says », *Washington Post*, 15 août 2006 ; Ephraim HALEVY, « Blind Date », *New Republic*, 14 et 21 août 2006 ; Shmuel ROSNER, « U.S. Diplomats Begin Viewing Lebanon War as Success », *Ha'aretz*, 15 septembre 2006 ; et Asher SUSSER, « Lebanon : A Reassessment », *Jerusalem Post*, 13 septembre 2006. Il était nécessaire pour Israël et le lobby de transformer la guerre en une victoire israélienne, ne serait-ce qu'un petit peu, pour que les Américains continuent à considérer Israël comme un allié fiable. C'est ce que démontre Leon HADAR dans « Neocons amid Lebanon's Rubble : A Challenge to Krauthammer's Israel-as Strategic-Asset Argument », *National Interest* (en ligne), 14 septembre 2006. À cet égard, il convient de noter que Charles Krauthammer, qui affirmait qu'Israël était en train de perdre la guerre le 4 août (« Israel's Lost Moment », *loc. cit.*), a écrit une tribune le 1er septembre (« Hezbollah's "Victory" » *Washington Post*), dans laquelle il affirmait que « le Hezbollah a peut-être gagné la guerre de propagande, mais, sur le terrain, il a perdu. Complètement ». Pourtant, la plupart des officiers israéliens avaient un avis différent. Voir Amos HAREL, « Chief Education Officer : We Lost Lebanon War », *Ha'aretz*, 22 septembre 2006 ; Hanan GREENBERG, « Officers Slam IDF War Conference », *Ynetnews. com*, 2 janvier 2007. De même, le *New York Times* a rapporté que, selon un sondage fait pour *Ha'aretz* avant la fin de la guerre, environ 20 % des Israéliens pensaient que leur pays était en train de gagner, 30 % qu'il était en train de perdre, et 43 % pensaient qu'aucun des deux camps n'était en train de gagner. Voir Warren HOGE et Steven ERLANGER, « U.N. Council Backs Measure to Halt War in Lebanon », art. cit. La plupart des Israéliens partageaient cette évaluation après la guerre : un sondage fait début 2007 montre que, pour 51 % des répondants, aucun camp n'avait gagné la guerre, tandis que, pour 26 % d'entre eux, c'est le Hezbollah qui avait gagné, et pour 23 % Israël. BEN MEIR et SHAKED, « The People Speak », *loc. cit.*, p. 20-21. En outre, un sondage fait peu après la fin de la guerre a montré que 63 % des répondants pensaient que le Premier ministre devrait démissionner ; 74 % pensaient que le ministre de la Défense, Amir Peretz, devrait démissionner ; et 54 % pensaient que le général Dan Halutz, le chef d'état-major de l'armée israélienne, devrait démissionner ; sondage « Majority Wants Olmert Out », *Ynetnews. com*, 25 août 2006.

49 Pour une excellente évaluation du conflit, qui affirme que le Hezbollah est au bout du compte le vainqueur, voir l'article en trois parties dans *Asia Times Online* d'Alastair CROOKE et Mark PERRY : 1re partie (« Winning the Intelligence War »), 12 octobre 2006 ; 2e Partie (« Winning the Ground War »), 13 octobre 2006 ; et 3e Partie (« The Political War »), 14 octobre 2006. Voir aussi Anthony H. CORDESMAN, « Preliminary "Lessons" of the Israeli-Hezbollah War », Center for Strategic and International Studies, Washington, DC, 17 août 2006 ; Ron TIRA, « Breaking the Amoeba's Bones », Jaffee Center for Strategic Studies, Université de Tel-Aviv, *Strategic Assessment* 9, n° 3, novembre 2006 ; et Amir KULICK, « Hizbollah vs. the IDF : The Operational Dimension », *in ibid.*

50 « Main Findings of the Winograd Partial Report », art. cit. Voir aussi Gregory LEVEY, « Israel's Surge of Despair », *Salon.com*, 15 février 2007.

51 Voir « Hizbullah Secretary-General Hassan Nasrallah Calls upon Arab Leaders to Promote Cease-Fire in Meetings with the Americans », Middle East Media Research Institute, TV Monitor Project, Clip No. 1219, 3 août 2006, téléchargé sur l'adresse : *www.memritv.org/Transcript.asp ?P1=1219* le 17 mai 2007.

52 Voir l'Information International Poll du 22-27 août 2006 dans Gary C. GAMBILL (dir.) « Lebanese Public Opinion », *Mideast Monitor* 1, numéro 3, septembre-octobre 2006.

53 « Poll : 64 % of Lebanese Say Opinion of U.S. Worsened after War », *Ha'aretz*, 14 novembre 2006. Voir aussi Jim LOBE, « Backing for Israel Stymies Larger U.S. Aims in the Region », *Antiwar.com*, 22 juillet 2006 ; « Losing Arab Allies Hearts and Minds », Inter Press Service, dépêche du 14 décembre 2006 ; Shmuel ROSNER, « They Know You Know They're Winning », *Slate*, 4 décembre 2006 ; et Shibley TELHAMI, « Annual Arab Public Opinion Survey » (avec Zogby International), Résultats pour le Liban, Sondage réalisé du 11 au 16 novembre 2006.

54 Zogby International, « Five Nation Survey of the Middle East », Sondage réalisé pour l'Arab American Institute, décembre 2006. Voir aussi Zogby International, « AAI Poll : Continuing Conflict in Iraq and Palestine Deepens U.S. – Arab Rift with Growing Costs to Both Sides », 14 décembre 2006.

55 Thanassis CAMBANIS, « Travel Industry Suffers Another Blow in Lebanon », *Boston Globe*, 4 septembre 2006.

56 Sondage « Information International » fait entre le 22 et le 27 août 2006 ; et Shibley TELHAMI, « Annual Arab Public Opinion Survey », art. cit. Il convient aussi de noter que la majorité des Libanais ne reprochent apparemment pas au Hezbollah d'avoir déclenché la guerre. Un sondage indique que 84 % des répondants « sont d'accord avec l'idée que la guerre israélo-libanaise a été une conséquence d'une tentative conjointe des États-Unis et d'Israël d'imposer un certain ordre moyen-oriental ». Voir le sondage du Center for Strategic Studies publié dans Gary C. GAMBILL (dir.), « Lebanese Public Opinion », art. cit.

57 « Another Killing in Lebanon », *New York Times*, 23 novembre 2006 ; « Beirut Rally Attracts Huge Crow », *BBC News*, 10 décembre 2006 ; Akiva ELDAR, « Israel Fears Siniora Government May Fall », *Ha'aretz*, 3 décembre 2006 ; « Fleeting Gains from Lebanon War ? », *Jewish Week*, 8 décembre 2006 ; Michael SLACKMAN, « Anti-Syrian Minister Is Assassinated in Lebanon », *New York Times*, 21 novembre 2006 ; « Lebanon on the Brink », *Chicago Tribune*, 23 novembre 2006 ; Tim MCGIRK, « Losing Lebanon », *Time*, 3 décembre 2006 ; et Jim QUILTY, « Winter of Lebanon's Discontent, *Middle East Report Online*, 26 janvier 2007.

58 Michael SLACKMAN, « Iran's Strong Ties with Syria Complicate U.S. Overtures », *New York Times*, 28 décembre 2006.

59 Rafael D. FRANKEL, « Israel Troubled That War in Lebanon Drove Its Enemies Closer », *Christian Science Monitor*, 22 septembre 2006.

60 Sidney BLUMENTHAL, « The Neocons Next War », art. cit. ; Max BOOT, « Israel Should Hit Syria First », *Los Angeles Times*, 23 août 2006 ; Daniel J. GOLDHAGEN, « Israel's Way Out », *Los Angeles Times*, 8 août 2006 ; William KRISTOL, « It's Our War », *Weekly Standard*, 24 juillet 2006 ; Michael LEDEEN, « The Thirties All Over Again ? », *National Review Online*, 31 juillet 2006 ; Ori NIR, « U.S. Ripped for Inaction on Israeli, Syrian Front », *Forward*, 4 août 2006 ; Michael OREN, « Necessary Steps for Israel », *Washington Post*, 14 juillet 2006 ; Michael B. OREN, « Why Israel Should Bomb Syria : Attack Add », *New Republic Online*, 17 juillet 2006 ; Tom REGAN, « U.S. Neocons Hoped Israel Would Attack Syria », *Christian Science Monitor*, 9 août 2006 ; et George F. WILL, « Transformation's Toll », *Washington Post*, 18 juillet 2006.

61 Yitzhak BENHORIN, « Neocons : We Expected Israel to Attack Syria », *Ynetnews.com*, 16 décembre 2006. Voir aussi Jim LOBE, « Neo-Cons Wanted Israel to Attack Syria », Inter Press Service, dépêche du 18 décembre 2006.

62 Robin HUGHES, « Iran Replenishes Hizbullah's Arms Inventory », *Jane's Defence Weekly*, 3 janvier 2007 ; Yaakov KATZ, « Syria Resupplying Hizbullah with Long-Range Missiles », *Jerusalem Post*, 4 décembre 2006 ; David R. SANDS, « Iran, Syria Rebuild Hezbollah », *Washington Times*, 25 octobre 2006 ; Elaine SHANNON et Tim MCGIRK, « Iran and Syria Helping Hizbullah Rearm », *Time*, 24 novembre 2006 ; Ronny SOFER, « Ashkenazi : Hizbullah Trying to Move South of Litani », *Ynetnews.com*, 29 avril 2007.

63 Damien CAVE, « Protestors in Baghdad Denounce U.S. and Israel », *New York Times*, 4 août 2006 ; Andy MOSHER, « In Baghdad, Shiites Rally for Hezbollah », *Washington Post*, 5 août 2006 ; et « Tens of Thousands Rally in Baghdad to Show Support for Hezbollah », *USA Today*, 4 août 2006.

64 Michael R. GORDON et Dexter FILKINS, « Hezbollah Said to Help Shiite Army in Iraq », *New York Times*, 28 novembre 2006.

65 Neil MACFARQUHAR, « Tide of Arab Opinion », art. cit. Voir aussi Scott MACLEOD, « Egypt's Mubarak : "No Light at the End of the Tunnel" », *Time*, 27 juillet 2006 ; « Saudi Arabia Harshly Criticizes Hezbollah for Escalating Mideast Crisis », *AP*, 14 juillet 2006 ; et Andy MOSHER, « From Arab Leaders, Sympathy for Civilians but Not Hezbollah », *Washington Post*, 18 juillet 2006.

66 Philip Gordon et Jeremy SHAPIRO, « U.S. Has Emerged as A Loser in the Middle East », *Financial Times*, 20 août 2006 ; Richard HOLBROOKE, « The Guns of August », *Washington Post*, 10 août 2006 ; Howard LAFRANCHI, « Why Europe, U.S. Differ on Mideast », *Christian Science Monitor*, 4 août 2006 ; Neil MACFARQUHAR, « Anti-U.S. Feeling Leaves Arab Reformers Isolated », art. cit., *New York Times*, 9 août 2006 ; Tyler MARSHALL, « On Cease-Fire, U.S. Diplomacy Again Takes a Go-It-Alone Path », *Los Angeles Times*, 1er août 2006 ; Tyler MARSHALL et Alissa J. RUBIN, « U.S. Clout a Missing Ingredient in Mideast », *Los Angeles Times*, 8 août 2006 ; Mark PERRY et Alastair CROOKE, « The Loser in Lebanon : The Atlantic Alliance », *Asia Times Online*, 8 août 2006 ; « The U.S. and Israel Stand Alone », entretien avec Jimmy Carter, *Spiegel Online*, 15 août 2006 ; et Robin WRIGHT et Colum LYNCH, « U.S. at Odds with Allies on Mideast Conflict », *Washington Post*, 20 juillet 2006.

67 Cité dans Sheryl Gay STOLBERG, « Bush's Embrace of Israel Shows Gap with Father », art. cit. Voir aussi John B. JUDIS, « Bush's Failed Israel Strategy : Apocalypse Now », *New Republic Online*, 2 août 2006.

68 Cité dans Ori NIR, « Conservatives Slam Israeli War Strateg », art. cit. Voir aussi Eliot COHEN, « Nasrallah's War : Observations upon Returning from Israel », *The Berlin Journal*, numéro 13, automne 2006, p. 23-25.

69 Trois soldats de Tsahal ont été tués dans le premier raid du Hezbollah, et cinq autres ont péri lors de la première opération tentée par l'armée israélienne pour sauver les soldats enlevés. Helena COBBAN, « The 33-Days War », *Boston Review*, novembre-décembre 2006 ; Amos HAREL, « Hezbollah Kills 8 Soldiers, Kidnaps Two in Offensive on Northern Border », *Ha'aretz*, 13 juillet 2006 ; « Hezbollah Warns Israel over Raids », *BBC News*, 12 juillet 2006 ; Greg MYRE et Steven ERLANGER, « Clashes Spread to Lebanon as Hezbollah Raids Israel », *New York Times*, 13 juillet 2006 ; et Anthony SHADID et Scott WILSON, « Hezbollah Raid Opens 2nd Front for Israel », *Washington Post*, 13 juillet 2006.

70 Cité dans Anthony SHADID et Scott WILSON, « Hezbollah Raid Opens 2nd Front for Israel », art. cit. Nasrallah a dit clairement une fois encore alors que le conflit était terminé qu'il ne voulait pas la guerre avec Israël, et qu'il n'aurait pas commandité le raid s'il avait su que cela y conduirait. Zvi BAR'EL, « Analysis : Nasrallah is Still in Charge », *Ha'aretz*, 28 août 2006 ; et Rory MCCARTHY, « Hizbullah Leader : We Regret the Two Kidnappings That Led to War with Israel », *Guardian*, 28 août 2006.

71 Shlomo BROM, « The Confrontation with Hezbollah », *Note n° 177*, Jaffee Center for Strategic Studies, Tel-Aviv, 13 juillet 2006 ; Margot DUDKEVITCH, « UN-Brokered Cease-Fire Holds after Hizbullah Shells Mount Dov », *Jerusalem Post*, 3 février 2006 ; « Israeli Army Targets Hezbollah », *Los Angeles Times*, 4 février 2006 ; Herb KEINON, « Security Council Condemns Hizbullah », *Jerusalem Post*, 24 novembre 2005 ; Greg MYRE, « Israel Strikes Northern Gaza and Lebanon with Planes », *New York Times*, 28 décembre 2005 ; Anders STRINDBERG, « Hizbullah's Attacks Stem from Israeli Incursions into Lebanon », *Christian Science Monitor*, 1er août 2006 ; Scott WILSON, « Hezbollah Shelling Kills 1 ; Ends Calm on Israeli Border », *Washington Post*, 30 juin 2005, « Hezbollah, Israeli Forces Clash on Lebanese Border », *Washington Post*, 22 novembre 2005 ; « Violence Flares across Israel-Lebanon Border », *Washington Post*, 29 mai 2006.

72 Margot DUDKEVITCH, « Nasrallah Vows More Kidnapping Attempts », *Jerusalem Post*, 27 novembre 2005.

73 « Day-by-Day : Lebanon Crisis – Week One », *BBC News*, 19 juillet 2006.

74 Cité dans Chris MCGREAL, « Capture of Soldiers Was "Act of War" Says Israel », *Guardian*, 13 juillet 2006. L'ancien Premier ministre Ehud Barak a dit sur CNN juste avant la fin de la guerre : « Il est

temps de faire tout ce que nous pouvons pour détruire le maximum d'infrastructures dans les 12 ou 13 heures à venir, et ensuite nous verrons », cité dans Helena Cobban, « The 33-Days War », art. cit.

75 Cité dans Hassan M. Fattah and Steven Erlanger, « Israel Blockades Lebanon ; Wide Strikes by Hezbollah », *New York Times*, 14 juillet 2006.

76 Amnesty International, « Deliberate Destruction », *loc. cit.*

77 William M. Arkin, « Israel's Failed Strategy of Spite », 15 août 2006, à l'adresse : *http://blog.washingtonpost.com/earlywarning/2006/08/did_israel_win.html.*

78 David S. Cloud, « Inquiry Opened into Israeli Use of U.S. Bombs », *New York Times*, 25 août 2006 ; et Richard Moyes et Thomas Nash, *Cluster Munitions in Lebanon*, Landmine Action, Londres, novembre 2005, p. 7-12.

79 Richard Ben Cramer, « Israel Criticized for Use of Indiscriminate Bombs », *Washington Post*, 30 juin 1982 ; Kevin Danaher, « Israel's Use of Cluster Bombs in Lebanon », *Journal of Palestine Studies* 11-12, n°s 4,1, été-automne 1982 : p. 48-57 ; Judith Miller, « U.S. Bars Cluster Shells for Israel Indefinitely », *New York Times*, 28 juillet 1982 ; et « U.S. Removes Ban on Bombs to Israel », *Washington Post*, 7 décembre 1988.

80 David S. Cloud, « Inquiry Opened into Israeli Use of U.S. Bombs », art. cit. HRW, « Israeli Cluster Munitions Hit Civilians in Lebanon », dépêche du 24 juillet 2006 ; Greg Myre, « Israel Orders Investigation of Bomb Use in Lebanon », *New York Times*, 21 novembre 2006 ; Meron Rappaport, « IDF Commander : We Fired More Than A Million Cluster Bombs in Lebanon », *Ha'aretz*, 12 septembre 2006 ; « Shooting without A Target », *Ha'aretz*, 14 septembre 2006 ; et Michael Slackman, « Israeli Bomblets Plague Lebanon », *New York Times*, 6 octobre 2006.

81 Cité dans Meron Rappaport, « What Lies Beneath », *Ha'aretz*, 8 septembre 2006.

82 Cité dans « U.N. Official Denounces Israel Cluster Bomb Use », *MSNBC.com*, 30 août 2006.

83 Cité dans Meron Rappaport, « IDF Commander », *loc. cit.*

84 « U.N. Official Denounces Israel Cluster Bomb Use », *loc. cit.*

85 AP, « UN Envoy : Israel Broke Int'l Law in War », *Jerusalem Post*, 13 avril 2007. Voir aussi Thomas Nash, *Foreseeable Harm : The Use and Impact of Cluster Munitions in Lebanon, 2006*, Landmine Action, Londres, octobre 2006.

86 L'ouvrage central sur ce sujet est celui de Michael Walzer, *Just and Unjust Wars : A Moral Argument with Historical Illustrations*, 4e édition, New York, Basic Books, 2006 (trad. fr., *Guerres justes et injustes*, Belin, 1999, rééd. Gallimard, Paris, 2006).

87 Amnesty International, « Out of All Proportion », pp. 26, 28, 45.

88 HRW, « Fatal Strikes : Israel's Indiscriminate Attacks against Civilians in Lebanon », 18, n° 3, août 2006, p. 3.

89 *Ibid.* p. 3. Voir aussi Peter Bouckaert, « For Israel, Innocent Civilians Are Fair Game », *International Herald Tribune*, 3 août 2006 et « White Flags, Not a Legitimate Target », *Guardian*, 31 juillet 2006 ; et Kenneth Roth, « Fog of War Is No Cover for Causing Civilian Deaths », *Forward*, 4 août 2006.

90 La citation de Ramon se trouve dans Mark Levine, « Qana Rules », *CommonDreams. org*, 31 juillet 2006 ; et Amnesty International, « Out of All Proportion », *loc. cit.*, p. 21. Voir aussi Gideon Levy, « Days of Darkness », *Ha'aretz*, 30 juillet 2006.

91 Amnesty International, « Out of All Proportion », *loc. cit.*, pp. 21-22 et 28-30.

92 *Ibid.*, p. 64.

93 HRW, « Fatal Strikes », art. cit., p. 5.

94 Cité dans Shimon Golding, « New Yorkers Rally for Israel », *Jewish Press* (en ligne), 19 juillet 2006.

95 Steven Erlanger, « With Israeli Use of Force, Debate over Proportion », *New York Times*, 19 juillet 2006 ; et le colonel de réserve Reuven Erlich, « Hezbollah's Use of Lebanese Civilians as Human Shields », Intelligence and Terrorism Information Center, Center for Special Studies, Israël, novembre 2006. Cette enquête a été soutenue par l'armée et le ministre israélien des Affaires étrangères. Pour une brève critique, voir Kenneth Roth, « Violation of Rules of War in Israel's Lebanon Attacks », *Wall Street Journal*, lettre au rédacteur en chef, 19 décembre 2006.

96 Amnesty International, « Out of All Proportion », *loc. cit.*, p. 63-64.

97 Mitch Prothero, « The "Hiding among Civilians" Myth », *Salon.com*, 28 juillet 2006.

98 HRW, « Fatal Strikes », art. cit., p. 3.

99 Kenneth ROTH, « Violation of Rules of War... », art. cit.

100 Sarah Leah WHITSON, « Armchair Sleuths », Lettre au rédacteur en chef, *Jerusalem Post*, 7 septembre 2006.

101 HRW, « Fatal Strikes », 3. Voir aussi Amnesty International, « Out of All Proportion », *loc. cit.*, p. 59-64, qui arrive à la même conclusion.

102 Le rapport « Fatal Strikes » (pp. 3, 5) observe que les délégués de HRW n'ont trouvé aucune preuve d'activité militaire autour d'aucune des 24 zones visées par Tsahal. Correspondance personnelle avec HRW, 30 mai 2007.

103 Cité dans Amnesty International, « Out of All Proportion », *loc. cit.*, p. 26.

104 Nathan GUTTMAN, « American Jews Mobilize for Israel », *Jerusalem Post*, 16 juillet 2006. Voir aussi Jacob BERKMAN, « Emergency Drive Tops $320 Millions ; Shifts Toward Rebuilding Israel's North », *JTA.org*, 10 octobre 2006 ; Laurie GOODSTEIN, « As Mideast Churns, U.S. Jews and Arabs Alike Swing into Action », *New York Times*, 28 juillet 2006 ; Avi KRAWITZ, « Israel Bonds Raises $1,2 Billion in 2006 », *Jerusalem Post*, 10 décembre 2006 ; Ori NIR, « Bush Urged to Give Israel More Time for Attacks », *Forward*, 21 juillet 2006 ; et Shmuel ROSNER, « Despite Criticism, War Raises Genuine Concern for Israel to the Fore », *Ha'aretz*, 20 août 2006.

105 Ari BERMAN, « AIPAC's Hold », *Nation*, 29 juillet 2006 ; et David J. SILVERMAN, « Politicking over Israel... », art. cit.

106 Lettre du représentant Chris Van Hollen à la sécrétaire d'État Condoleezza Rice, 30 juillet 2006. On peut la lire à l'adresse : *www.buzzflash.com/articles/releases/6.*

107 Shmuel Rosner rapportait le 9 août que « le représentant Chris Van Hollen (D-MD) a rendu furieux certains groupes du lobby pro-israélien en envoyant une lettre à la secrétaire d'État Condoleezza Rice, pour lui demander instamment d'"appeler à un cessez-le-feu immédiat au Liban". Il doit rencontrer des représentants de l'AIPAC dès aujourd'hui, pour s'entendre dire que son initiative est inacceptable ». Voir « Rosner's Mid-Term Diary : On the Mid-Terms, the Mideast, the Jewish Voters and Israel », *Ha'aretz*, 10 août 2006.

108 Cité dans Eric FINGERHUT, « Van Hollen Issues Clarification ; Some Critics Still Question Commitment to Israel », *Washington Jewish Week*, 16 août 2006. Voir aussi « Van Hollen "Advice" Draws Critics », *Washington Jewish Week*, 10 août 2006 et « At Odds », *Washington Jewish Week*, 30 août 2006.

109 Les deux citations sont tirées d'Eric FINGERHUT, « Van Hollen Issues Clarification », art. cit.

110 Cité dans Elise LABOTT, « U.S. Worried Israeli Operations Could Weaken Lebanese Government », *CNN.com*, 14 juillet 2006. Voir aussi Peter BAKER, « U.S. Urges Restraint by Israel », *Washington Post*, 14 juillet 2006 ; Hassan M. FATTAH and Steven ERLANGER, « Israel Blockades Lebanon », art. cit. ; Robin WRIGHT, « Strikes Are Called Part of Broad Strategy », art. cit.

111 Cité dans « Bush Criticized over Concern for Lebanese Regime », *Forward*, 14 juillet 2006.

112 Transcription de « Coverage of War in the Middle East », diffusé dans le programme « Reliable Sources » sur CNN le 6 août 2006.

113 Pour une copie de la correspondance entre Downie et Koch, voir Kathryn J. LOPEZ, « Ed Koch and Len Downie », dans « The Corner », *National Review Online*, 17 août 2006, et Alex SAFIAN, « Updated : *Post's* Thomas Ricks Charges Israel Intentionally Leaving Hezbollah Rockets Intact », à l'adresse : *www.camera.org/index.asp ?x_contex t = 2 &x_outle t =3 8 &x_articl e =1174.*

114 Cité dans Leora FOLK, « Washington Post Editor Rebukes His Reporter for Television Comments on Israel », *New York Sun*, 18 août 2006.

115 Alan DERSHOWITZ, « What Is "Human Rights Watch" Watching ? », *Jerusalem Post*, 25 août 2006. Voir aussi Alan DERSHOWITZ, « Amnesty International Redefines "War Crimes" », *Jerusalem Post*, 31 août 2006. Les attaques contre Amnesty International et HRW ont continué, même après la guerre. Voir Gerald STEINBERG, « Scrutinize Amnesty International », *New York Sun*, 23 mai 2007 ; et Marc STERN, « The Media Was Misled by Amnesty's Legal Advocacy », *Forward*, 30 mars 2007.

116 Voir Ken SILVERSTEIN, « AIPAC Points to Legion of Doom in Bekaa Valley », *Harpers.org*, posté le 10 août 2006 ; « Israel Taking Significant Steps to Prevent Casualties as Hizballah Hides behind Civilians », *AIPAC Memo*, 1[er] août 2006 ; et « Israel's Defensive Actions in Lebanon and Gaza », *AIPAC FAQ*, 24 juillet 2006.

117 Gerald M. STEINBERG, « Ken Roth's Blood Libel », *Jerusalem Post*, 27 août 2006 ; « Roth's Supersessionism », *New York Sun*, éditorial du 31 juillet 2006 ; et Abraham FOXMAN, « No Accident », *New York Sun*, 2 août 2006. Voir aussi Avi BELL, « Getting It Straight », *New York Sun*, 25 juillet 2006 ; Joshua MURAVCHIK, « Human Rights Watch vs. Human Rights », *Weekly Standard*, 11 septembre 2006 ; Rabbi Aryeh SPERO, « Why Liberals Refuse to Admit the Reality of Islamic Fascism », *Human Events Online*, 16 août 2006 ; « Roth's False God », *New York Su*, éditorial du 8 août 2006 ; et « Sharansky Speaks », *New York Sun*, éditorial du 12 septembre 2006.

118 Rosa BROOKS, « Criticize Israel ? You're an Anti-Semite ! », *Los Angeles Times*, 1er septembre 2006. Pour une excellente analyse des attaques contre HRW, voir Aryeh NEIER, « The Attack on Human Rights Watch », *New York Review of Books*, 2 novembre 2006, p. 41-44 ; et Philip WEISS, « Israel Lobby Watch », *The Nation*, 18 septembre 2006. Voir aussi Kathleen PERATIS, « Diversionary Strike on a Rights Group », *Washington Post*, 30 août 2006 ; et Ian SEIDERMAN, « Right of Reply : Biased against Israel ? », *Jerusalem Post*, 11 septembre 2006.

119 Cité dans Nathan GUTTMAN et Yaakov KATZ, « Israel Condemned for Cluster Bomb Use », *Jerusalem Post*, 7 septembre 2006.

120 Nathan GUTTMAN, « U.S. Senate Rejects Bid to Curb Use of Cluster Bombs », *Jerusalem Post*, 8 septembre 2006. Cette analyse du rôle de l'AIPAC dans la défaite de la loi se fonde sur des conversations privées avec HRW. Correspondance personnelle avec HRW, 13 septembre 2006 ; 14 septembre 2006 ; 30 mai 2007.

121 Cité dans John WALSH, « AIPAC Congratulates Itself on the Slaughter in Lebanon », *CounterPunch.com*, 16 août 2006.

122 Cité dans « To Israel with Love », *loc. cit.*

123 William KRISTOL, « It's Our War : Bush Should Go to Jerusalem – and the U.S. Should Confront Iran », *Weekly Standard*, 24 juillet 2006. Voir aussi Jim LOBE, « Energized Neocons Say Israel's Fight Is Washington's », *Antiwar.com*, 18 juillet 2006 ; Charles KRAUTHAMMER, « Israel's Lost Moment », art. cit. ; et « Lebanon : The Only Exit Strategy », *Washington Post*, 19 juillet 2006.

124 Cité dans Tovah LAZAROFF, « Evangelicals the World over Are Praying Fervently for Israel », *Jerusalem Post*, 9 août 2006. Voir aussi George CONGER, « U.S. Support for Israel Soars after Hizbullah War », *Jerusalem Post*, 27 août 2006.

125 « To Israel with Love », art. cit.

126 Cité dans Daphna BERMAN, « U.S. Jewish, Christian Groups Back Lebanon Operation », *Ha'aretz*, 14 juillet 2006. Voir aussi Zev CHAFETS, « I Want Falwell in My Foxhole », *Los Angeles Times*, 23 juillet 2006.

127 Cité dans Anne PLUMMER FLAHERTY, *« House Overwhelmingly Backs Israel in Vote », art. cit. Cette ligne d'argumentation se trouve aussi dans « To Israel with Love », loc. cit.*

128 À moins que cela ne soit précisé, toutes les données présentées dans cette section sont tirées de « Israel, the Palestinians », *PollingReport.com*, téléchargé le 10 août 2006.

129 « Zogby Poll : U.S. Should Be Neutral in Lebanon War », Zogby International Press Release, 17 août 2006.

130 Uri AVNERY, « America's Rottweiler », *Gush-Shalom.org*, 26 août 2006. Voir aussi Yossi BEN ARI, « America's Honey Trap », *Ynetnews.com*, 24 juillet 2006 ; Lawrence F. KAPLAN, « America's Proxy War : Other Means », *New Republic*, 31 juillet 2006, p. 12-13 ; et Shmuel ROSNER, « America's Deadly Messenger », *Ha'aretz*, 19 juillet 2006.

131 Voir Ali WAKED, « Nasrallah : U.S. Pressured Israel into War », *Ynetnews.com*, 7 mai 2007.

132 Cité dans Seymour HERSH, « Watching Lebanon », art. cit. Voir aussi Helena COBBAN, « The 33-Days War », art. cit.

133 Ori NIR, « Jerusalem Urges Bush : Next Target Hezbollah », *Forward*, 11 avril 2003. Voir aussi Daniel SOBELMAN et Nathan GUTTMAN, « PM Urges U.S. to Keep Heat on Syria, Calls Assad "Dangerous" », *Ha'aretz*, 15 avril 2003.

134 Cité dans Seymour HERSH, « Watching Lebanon », art. cit.

135 Cité dans Avi SHLAIM, *The Iron Wall : Israel and the Arab World*, Norton, New York, 2001, p. 316.

Notes de la conclusion

1 Sur ce point, voir Robert J. ART, *A Grand Strategy for America*, Cornell University Press, Ithaca, New York, 2004, p. 45-46.

2 Cette affirmation peut surprendre, étant donné la tendance qu'ont les Américains à tenir pour acquise l'idée que la sécurité d'Israël est essentielle à la leur. En 2000, par exemple, une commission autoproclamée de spécialistes renommés de politique étrangère affirmait qu'il est « vital » pour les intérêts américains de veiller à ce qu'Israël reste un État libre. Mais la commission n'a jamais expliqué pourquoi ni comment le destin d'Israël pouvait affecter la sécurité et le bien-être des États-Unis. De manière plus convaincante, Robert Art affirme qu'« Israël a une valeur stratégique limitée pour les États-Unis et les met même en danger à plusieurs égards. Néanmoins, les liens de l'Amérique avec Israël sont très profonds, l'amitié des États-Unis envers cette autre démocratie est forte et l'engagement moral pour veiller à sa préservation est sans faille ». Voir Commission on America's National Interests, *America's National Interests*, Belfer Center for Science and International Affairs, Cambridge, MA, 2000 ; et Robert J. ART, *A Grand Strategy, op. cit.*, p. 137.

3 Pour une description détaillée du « contrôle à distance », voir Christopher LAYNE, « From Preponderance to Offshore Balancing : America's Future Grand Strategy », *International Security* 22, n° 1 été 1997 ; John J. MEARSHEIMER, *The Tragedy of Great Power Politics*, W. W. Norton, New York, 2001, chap. 7 ; et Stephen M. WALT, *Taming American Power, op. cit.*, pp. 222-223, 235-236.

4 Sur ce point, voir Robert A. PAPE, *Dying to Win : The Strategic Logic of Suicide Terrorism*, Random House, New York, 2005.

5 James A. BAKER III and Lee H. HAMILTON, coprésidents, *The Iraq Study Group Report*, U.S. Institute of Peace, Washington, DC, 2006, p. 39.

6 Voir Hussein AGHA et Robert MALLEY, « The Road from Mecca », *New York Review of Books*, 10 mai 2007, p. 43. Agha et Malley écrivent également : « De même, il ne reste plus beaucoup d'enthousiasme intellectuel pour une solution à deux États. Les Israéliens l'acceptent et la plupart considèrent qu'elle est inévitable. Mais la passion et le zèle ont fait long feu » (p. 44).

7 Voir par exemple Ali ABUNIMAH, *One Country : A Bold Proposal to End the Israeli-Palestinian Impasse*, Metropolitan Books, New York, 2006 ; Josef ASEVAR, « Mideast Solution : A Confederation », *Jewish Journal* (en ligne), 3 novembre 2003 ; Meron BENVENISTI, « What Kind of Binational State ? » *Ha'aretz*, 20 novembre 2003 ; Richard BOUDREAUX, « Arabs Say Israel Is Not Just for Jews », *Los Angeles Times*, 22 février 2007 ; Tony JUDT, « Israel : The Alternative », *New York Review of Books*, 23 octobre 2003 ; Isabel KERSHNER, « Noted Arab Citizens Call on Israel to Shed Jewish Identity », *New York Times*, 8 février 2007 ; et Yaakov LAPPIN, « Academic : Israeli-Arabs Want End of Jewish State », *Ynetnews.com*, 22 janvier 2007.

8 En 2007, un sondage du BBC World Service portant sur 28 000 personnes dans vingt-sept pays a montré qu'Israel est le pays qui, des douze pays proposés, offre la plus mauvaise image. 56 % des répondants affirment qu'il a une influence « négative » dans le monde et seulement 17 % trouvent sont influence « positive ». C'est l'Iran qui vient en second. 54 % voient sont influence comme négative et 18 % comme positive. Voir Bradley BURSTON, « The BBC Poll : Israel as Satan's Bastard Child », *Ha'aretz*, 6 mars 2007 ; « Israel, Iran Top "Negative List" » *BBC News* (en ligne), à l'adresse *http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/6421597.stm*. À propos des effets de l'occupation, voir Dror WAHRMAN, « Is Israel Falling Apart ? » *History News Network*, 5 mars 2007, <*www.hnn.us/articles/35958.html*>.

9 Shlomo BEN AMI, *Scars of War, op. cit.*, p. 167.

10 Yehuda BEN MEIR et Dafna SHAKED, « The People Speak : Israeli Public Opinion on National Security, 2005-2007 », *Mémorandum n° 90*, The Institute for National Security Studies, Tel-Aviv, mai 2007, p. 65-67.

11 Voir les références à la note 17 de l'introduction.

12 Le rabbin Gold mentionne également l'avertissement que l'ancien Premier ministre Yitzhak Shamir avait lancé aux Juifs américains : « Nous ne pouvons nous permettre le luxe de montrer nos désaccords en public, ou de critiquer [Israël] ouvertement, car cela fait immédiatement le jeu de nos ennemis. » Rabbi Gold avait répondu ainsi : « Je n'arrive pas à comprendre comment le Premier ministre d'une nation démocratique, où il existe une opposition politique dynamique, pourrait tenter de faire taire les critiques juives formulées à l'étranger... En quoi les critiques des Juifs

américains sont-elles dangereuses ? Est-ce que ce sont les critiques elles-mêmes qui sont préjudiciables ou plutôt les politiques et les actes incriminés ? » (voir Rabbi BEN ZION GOLD, « The Diaspora and the Intifada : The Responsibility of American Jews », *Boston Review*, octobre-novembre 2002).

13 « Diaspora Blues », *Economist*, éditorial, 13 janvier 2007, p. 14-15. Voir aussi « Second Thoughts about the Promised Land », *ibid.*, p. 53-56.

14 Sur ce point, voir l'article d'opinion publié récemment par le rabbin Eric YOFFIE, président de l'Union for Reform Judaism, intitulé « When We Let John Hagee Speak for Us », *Forward*, 18 mai 2007.

15 Voir Nathan GUTTMAN, « Dovish Groups Mull Mega-Merger in Bid to Build Peace Powerhouse », *Forward*, 30 mai 2007 ; Amiram BARKAT, « New Pro-Israel Lobby as Alternative to AIPAC », *Ha'aretz*, 12 novembre 2006 ; Bernd DEBUSMANN, « Soros Adds Voice to Debate over Israel Lobby », *Washington Post*, 15 avril 2007 ; Guy DINMORE, « Jewish Lobby for Peace with Palestinians Gathers Pace in U.S. », *Financial Times*, 24 octobre 2006 ; Gary KAMIYA, « Can American Jews Unplug the Israel Lobby ? », *Salon.com*, 20 mars 2007 ; Gregory LEVEY, « The Other Israel Lobby », *Salon.com*, 19 décembre 2006 ; et Gidon D. REMBA, « Wanted : A Moderate Pro-Israel Lobby », *Ha'aretz*, 17 novembre 2006.

16 En avril 2007, la déclaration de l'IJV avait réuni plus de 400 signatures. Pour la déclaration et une liste des signataires, voir le site de l'Independent Jewish Voices : *www.ijv.org.uk*. Voir aussi Martin HODGSON, « British Jews Break Away from " Pro-Israeli" Board of Deputies », *Independent*, 5 février 2007 ; et Ned TEMKO, « Furore over Jewish Critics Challenge to State of Israel », *Observer*, 4 février 2007.

17 Ben WEINTHAL, « German Jews Feud over Criticizing Israel », *Forward*, 9 mars 2007. Voir aussi Jason FRENKEL, « Dissidents Set for Australia-Wide Media Campaign », *Australian Jewish News* (en ligne), 1er mars 2007 ; Antony LOWENSTEIN, *My Israel Question*, Melbourne University Press, Victoria, Australia, 2007 ; et « Why The "Special Relationship" between Germany and Israel Has to be Reconsidered », Manifest of 25 German Peace Researchers, 15 novembre 2006, *<www.tlaxcala.es/pp.asp ?lg=en&reference=1569>*.

Table

II

Le lobby en action



BUSSIÈRE
GROUPE CPI



Composition Facompo, Lisieux.
Impression réalisée par Bussière
à Saint-Amand-Montrond (Cher)
en septembre 2007.
Dépôt légal : septembre 2007.
N° d'impression : 073051/1.
Imprimé en France

John J. Mearsheimer et Stephen M. Walt

LE LOBBY PRO-ISRAÉLIEN
ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAINE

Depuis plusieurs décennies, la pièce maîtresse de la politique moyen-orientale des États-Unis a été sa relation avec Israël. Les États-Unis viennent à la rescousse d'Israël en temps de guerre et prennent son parti dans les négociations de paix. De fait, entre 1972 et 2006, Washington a mis son veto à 42 résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU critiquant la politique israélienne. Et, chaque année, Israël continue de recevoir trois milliards de dollars d'aide américaine – un sixième de l'aide étrangère des États-Unis.

Pourquoi les États-Unis fournissent-ils un soutien matériel et diplomatique aussi considérable et aussi constant à Israël ? Telle est la question à laquelle entendent répondre John J. Mearsheimer et Stephen M. Walt, deux universitaires américains réputés. Ils démontrent, dans ce livre extrêmement documenté, que ce soutien ne peut s'expliquer par des intérêts stratégiques communs ni par des impératifs moraux, mais qu'il est surtout dû à l'influence politique d'un lobby qui travaille activement à l'orientation de la politique étrangère américaine dans un sens pro-israélien. Même si elles sont loin de faire l'unanimité parmi les Juifs américains, les organisations du lobby pro-israélien exercent des pressions redoutablement efficaces sur le Congrès, les présidents et leur administration et ont une influence considérable sur l'université et les médias.

Le lobby pro-israélien a ainsi joué un rôle clé dans la politique américaine au Moyen-Orient sous l'administration Bush au nom de la « lutte contre le terrorisme », comme en témoignent la désastreuse invasion de l'Irak, la confrontation avec l'Iran et la Syrie, ainsi que la guerre au Liban de juillet 2006. John J. Mearsheimer et Stephen M. Walt montrent que cette politique n'était ni dans l'intérêt national des États-Unis ni dans celui d'Israël sur le long terme. Ils ouvrent un débat nécessaire pour l'avenir de la paix dans cette région du monde.

Traduit de l'anglais (États-Unis) par Nicolas Guilhot, Laure Manceau, Nadia Marzouki et Marc Saint-Upéry

John J. Mearsheimer, professeur de sciences politiques à l'Université de Chicago, est l'auteur de The Tragedy of Great Power Politics.
Stephen M. Walt, professeur de relations internationales à la Kennedy School of Government d'Harvard, est l'auteur de Taming American Power : The Global Response to US Primacy.



www.editionsladecouverte.fr
9 *bis*, rue Abel-Hovelacque
75013 Paris



20 € ISBN 978-2-7071-5261-9

Couverture P. R.